This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

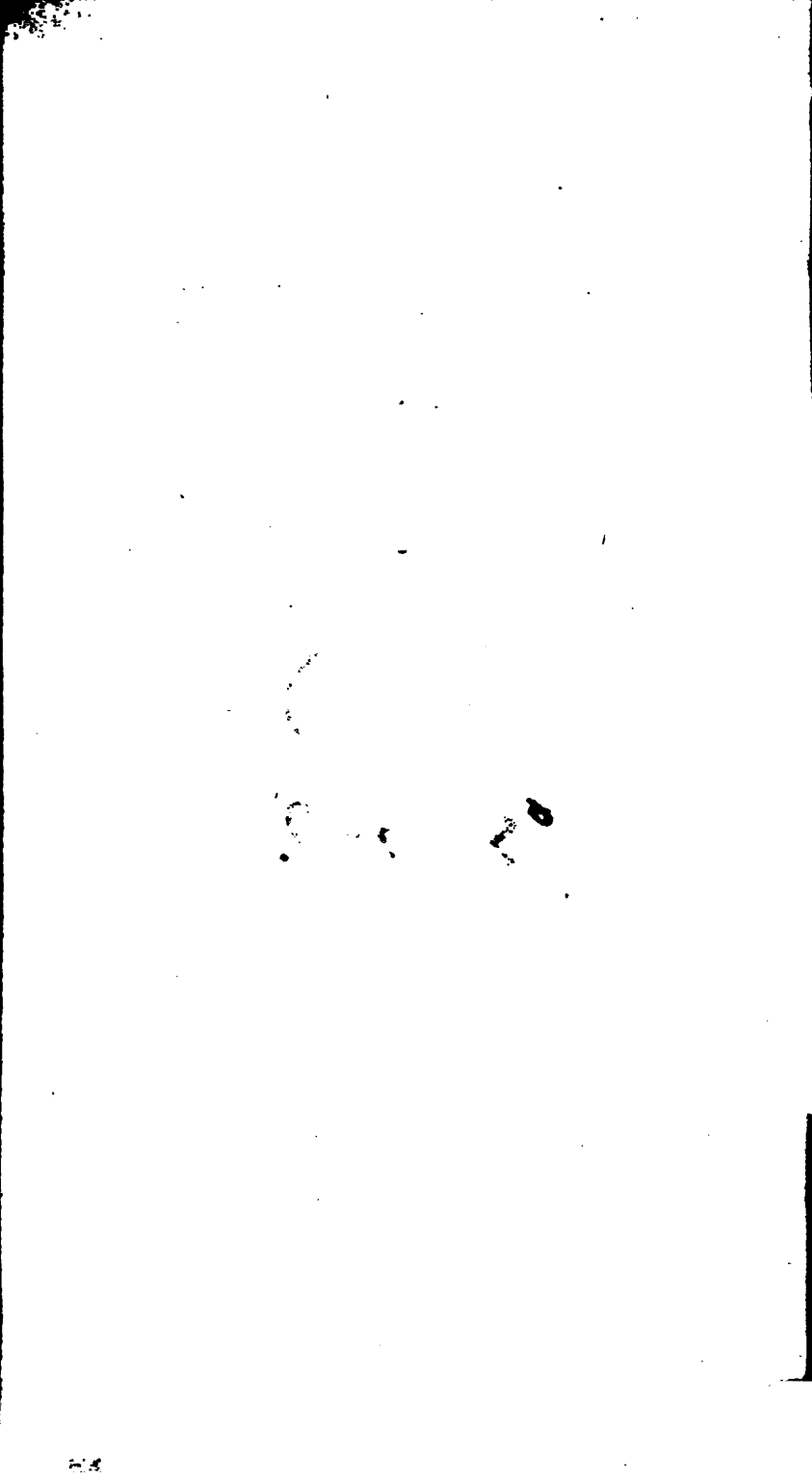
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



IV, 1

Geschichte

der

europäischen Staaten.

Herausgegeben

von

A. H. L. Heeren und F. A. Ukert.

Geschichte

des

Kurstaates und Königreiches Sachsen,

von

C. W. Böttiger.

Erster Band.

Hamburg, 1830.
Bei Friedrich Perthes.

24082, c. 1

Geschichte

des

Kurstaates und Königreiches Sachsen,

von

Dr. C. W. Böttiger,

öffentlichem Professor der Geschichte und Bibliothekar der Universität zu Erlangen, mehrerer gelehrten Gesellschaften Mitgliede.

Erster Band.

Von den frühern Zeiten bis zur Mitte des sechzehnten Jahrhunderts.

Hamburg, 1830.

Bei Friedrich Perthes.

BIBLIOTHECA · BODLEIANA

Inhalts-Übersicht.

Einleitung und Vorgeschichte. Versuche einzelner Vereinigungen von Land und Volk bis zur Gewinnung bleibender Formen im zehnten Jahrhundert.

Seite

Erster Abschnitt. Älteste rein-deutsche Bevölkerung des Landes. — Reich der Thüringer, als erster politischer Vereinigungsversuch. — Thüringen eine fränkische Provinz. — Einführung des Christenthums 1

Zweiter Abschnitt. Slavische Bevölkerung zwischen Oder und Saale. — Erste Markanstalten gegen sie.

1. Sorben oder Serben 15
2. Frühere Marken und Limes sorabicus 20
3. Vorwalten sächsischer Verhältnisse 27

Dritter Abschnitt. Völlige Unterwerfung der Sorben. Neue Gründung östlicherer Marken, besonders der meissner Mark. Befestigung derselben durch Bisthümer. Heinrich I. — Otto I. und Markgraf Gero. Thüringen im Hintergrunde.

1. Kämpfe gegen die Sorben und ihre Verbündete. . . . 35

Seite

2. Markgraf Gero. Limes sorabicus 42
3. Politische und kirchliche Zertheilung des Sorbenlimes . . 46
4. Erste Schicksale der drei Marken und Bisthümer nach ihrer Gründung. Riddag und die tribus Buzici. Gauverzeichniß 53

Erstes Buch.

Des Staates allmälige Vereinigung aus seinen frühern Bestandtheilen bis zur Erwerbung des Herzogthums Sachsen mit der Kurwürde. 985 — 1423.

Erste Abtheilung.

Geschichte der noch unvereinigten Länder bis zur entschiedenen Erblichkeit der Fürstenwürden: 985 bis um 1130.

Erstes Hauptstück. Geschichte der meissner Mark, bis 1123.

1. Allgemeine innere Verhältnisse 65
2. Geschichte der meissner Mark und des Landes Budissin bis zu dem ersten Markgrafen aus dem Hause Wettin, 985—1090 71
3. Geschichte der meissner Mark unter der Dynastie Wettin bis zur völligen Erblichkeit und Konrads Regierungsantritt 1123 81
4. Wiprecht von Groitsch 88

Zweites Hauptstück. Geschichte Thüringens (bis zum Auftreten erblicher Landgrafen) und der von Thüringen ausgegangenen Marken (1130).

1. Das eigentliche Thüringen 92
2. Die zwei thüringischen Marken 106

Seite

Zweite Abtheilung.

Geschichte Meissens (mit Einschluß der Lausitzen) und Thüringens bis zu Beider Vereinigung 1123 (1130) bis 1247.

Erstes Hauptstück. Geschichte der Meissner- und Ost-Mark bis auf Heinrich den Erlauchten.

1. Markgraf Konrad (der Große) und seine Erwerbungen bis 1157 118
2. Die Markgrafschaften und kleineren Territorien von 1157 bis 1190 123
3. Innere Verhältnisse der Markgrafschaften (1123—1190). 132
4. Geschichte der Markgrafschaften bis zur Erwerbung des pleissner und thüringer Landes (1190—1247) 145

Zweites Hauptstück. Geschichte der Landgrafschaft Thüringen bis zu ihrem Anfalle an das Haus Wettin 1130 bis 1247.

1. Thüringens wachsende Macht und Blüthe unter den vier ersten Landgrafen 1130—1216 155
2. Innere Verhältnisse der Landgrafschaft Thüringen und der den Landgrafen gehörigen Besitzungen 167
3. Die letzten 30 Jahre thüringischer Selbständigkeit, 1216 bis 1247 180

Dritte Abtheilung.

Steigende innere und äussere Macht der wettinischen Fürsten und Länder. Erwerbungen, Theilungen und Verluste von 1247—1423 (1428).

Erstes Hauptstück. Geschichte der vereinigten Länder bis zur Veräusserung der Niederlausitz 1247—1303, und zu Friedrichs des Gebissenen Tod 1324.

1. Heinrich der Erlauchte und sein Krieg um Thüringen 191
2. Mark-, Pfalz- und Land-Graf Heinrich der Erlauchte oder Prächtige, sein Haus und seine Zeit 201

Seite

3. Die Zeiten höchster Verwirrung und Gefahr für die Selbständigkeit der wettinischen Länder 208
4. Zur inneren Geschichte der wettinischen Länder, 1247 bis 1324 227

Zweites Hauptstück. Geschichte der wettinischen Länder vom Verlust der Lausitz und Friedrichs des Gebissenen Tode an bis zur Erwerbung des Herzogthumes Sachsen und der Kurwürde 1324—1423.

1. Friedrich der Ernste, letzter alleiniger Besitzer der wettinischen Länder; seine und ihre Kraft (1324—1347) . 241
2. Die wettinischen Länder unter den Söhnen und Enkeln Friedrichs II. des Ernsten bis zur chemnitzer Theilung 13. November 1382 250
3. Die drei wettinischen Hauptländer und Fürstenlinien bis zur Erwerbung Sachsens und der Kur durch den Osterländer, Friedrich den Streitbaren (1382—1423) . . . 258
4. Zur innern Geschichte der wettinischen Länder und Staaten von 1324—1423 273

Zweites Buch.

Kursachsen. Die Zeiten bleibender politischer und kirchlicher Trennung durch Landestheilungen und Kirchenverbesserung; oder von der Erwerbung des Herzogthumes und der Kur Sachsens bis zur Feststellung der Kirche und des albertinischen und ernestinischen Länderbesitzes 1423—1547 (1555).

Erste Abtheilung.

Geschichte des Herzogthums Sachsen und der ältern wettinischen Länder bis zur Haupttheilung im J. 1485.

Erstes Hauptstück. Geschichte des Herzogthums Sachsen an der Mittelelbe bis zu seinem Anfall an die meissner Markgrafen, 1180—1423.

1. Geschichte des neueren Herzogthums Sachsen bis zur Befestigung der Kurwürde bei demselben durch die goldne Bulle 1356 299

Seite

2. Fortsetzung, von der goldnen Bulle bis zum Anfalle an Friedrich vom Osterlande, 1356—1423 307

Zweites Hauptstück. Geschichte der vereinigten vier Hauptländer bis zur Haupttheilung, 1423—1485.

1. Hussitenkrieg. Die Friedriche, der Streitbare, der Sanftmüthige, der Einfältige, bis 1440 314
2. Die Zeiten Friedrichs und Wilhelms, 1440—1464 . . 323
3. Die wettinischen Länder unter Wilhelm, Ernst und Albert, 1464—1485 (1486) 335
4. Zur innern Geschichte der kursächsischen Länder 343

Zweite Abtheilung.

Geschichte der sämmtlichen sächsischen Länder von der Haupttheilung 1485 bis zur Feststellung der politischen (1547) und kirchlichen Verhältnisse (1555).

Erstes Hauptstück. Das ernestinische Sachsen 1486—1547. Anfang und Fortgang der Reformation bis zur wittenberger Capitulation.

1. Die große Zeit Friedrichs des Weisen. Sachsen wird universalhistorisch 363
2. Eigentliche Einwirkung der Reformation auf Sachsen . . 385
3. Sachsen und die Reformation unter Johann dem Beständigen bis zur Protestation zu Speier 1529 406
4. Kursachsen und Hessen an der Spitze einer kirchlichen und politischen Partei zugleich 418
5. Kursachsen unter Johann Friedrich dem Großmüthigen. Fortgang des schmalkaldischen Bundes (1532—1545) . 430
6. Kursachsen kurz vor und in dem schmalkaldischen Kriege (1545—1547) 449

Zweites Hauptstück. Das albertinische oder herzogliche Sachsen bis zur Erhebung eines seiner Herzoge zur kurfürstlichen Würde. 1485—(1547) 1553.

1. Sachsen unter der jüngern wettinischen Linie bis 1500 . 468
2. Das albertinische Sachsen zur Zeit der Reformation unter Georg dem Bärtigen (1500—1539) und Heinrich dem Frommen (1539—1541) 478

Seite

3. Vollendung und Befestigung der Reformation im albertinischen und dann im gesammten Sachsen durch Herzog und Kurfürst Moritz. — Die jüngere Linie tritt in den Vordergrund. Moritz und Karl V. 493

4. Begründung des neueren ernestinischen Sachsens durch Johann Friedrich und seine Söhne. (Anhang.) 519

5. Zur inneren Geschichte Sachsens. a. politische, b. kirchliche, c. übrige Culturverhältnisse in beider Linien Ländern von 1485—1553 (1555) 523

Einleitung und Vorgeschichte.

Versuche einzelner Vereinigungen von Land und Volk bis zur Gewinnung bleibender Formen im zehnten Jahrhunderte.

Erster Abschnitt.

Älteste rein-deutsche Bevölkerung des Landes. — Reich der Thüringer, als erster politischer Vereinigungsversuch. — Thüringen eine fränkische Provinz. — Einführung des Christenthums.

Von dem eigentlichen Bergknoten des Fichtelgebirges streichen wie nach Südwest und Südost eben so auch nördlich zwei Höhenzüge, der thüringer Wald und das Erzgebirge, hin. Das Letztere setzt sich über die Elbe als lausitzer Gebirg fort, der Erstere beugt sich minder bemerkbar im Haynich und Dühn gegen den Harz hin. Wird von den östlichsten Höhen des Harzes eine Linie gegen die Elbe, etwa in der Gegend von Magdeburg, hingezogen, so ergiebt sich, die Elbe vorerst als vierte Seite angenommen, ein schräges Viereck, welches wir als die Bühne unserer Vorgeschichte für diesen ersten Abschnitt ansehen können. Erst wenn die Slaven auf den Schauplatz treten, erweitern wir ihn über die Elbe [1]).

Wie sehr auch die Geographen alter und neuer Zeit in der Ansetzung der deutschen Stämme sich theilen, das bleibt gewiß, daß Sueven, in ihrer Cultur, wie stets die nordöstlicheren Völker Europas, um ein Merkliches zurück, in diesen Gegenden, aber auch über dieselben hinaus, saßen. Im Nor-

1) Die erhaben gearbeitete Karte Deutschlands von Kummer in Berlin und Ausfelds brauchbares Blättchen (1819) liegen vor mir. Auch jede andere orographische Karte wird dies deutlich machen.

den und Nordosten stoßen an unser Viereck Longobarden und Semnonen, im Osten Lygier, Vandalen, im Süden Markomannen, Narisker, im Westen Chatten, zum Theil auch unsern Urboden selbst besitzend. Für das Innere finden wir vom Harz herein Cherusker, vom thüringer Wald nach der Saale hin vielleicht vorgeschobene Jägerstämme der Chatten, vom Erzgebirge abwärts dem Laufe der Elbe und der Mulde folgend Hermunduren. Das scheint das Gewissere, da noch im Streite, an welcher Saale Chatten und Hermunduren kämpften. Denn deutliche Spuren weisen auch hin, daß Hermunduren von den Römern selbst gegen den Main hin angesiedelt wurden. Endlich mag das Hauptvolk der Hermunduren selbst südwestlich abgezogen sein, aber wie solche Stämme ziehn. Ein Theil bleibt zurück, mischt sich, nun schwächer geworden, mit nachdringenden Massen neuer Stämme. In ihren Sitzen finden sich bald Stämme mit etwas veränderten Namen, als haben diese zum Theil ihre örtlichen Beziehungen gehabt. Turonen, Teuriochämen klingen wenigstens ähnlich, wenn man die Stammsylben berücksichtigt. Beide Stämme sitzen an den äussersten Enden des langen, den Hermunduren zugeschriebenen Länderstriches, die Erstern nämlich in Franken, die Letzteren an der Elbe. Vor der Übermacht der Sachsen mögen Horden der Angeln und Warner (Weriner?) sich gleichfalls diesseit des Harzes herabgezogen haben, schwerlich die ganzen Stämme. Aber noch ist Alles ungewiß; solange Überfluß an Boden vorhanden war, hörte das Ziehen und Verändern der Sitze schwerlich auf, und diese Völkerschaften können nicht zahlreich gewesen sein. Vom Viehe, von der Jagd lebend, nur zum kleineren Theil vom Ackerbaue, brauchten Wenige viel Land [1]).

Noch sind aber die Namen dieser Stämme, selbst der frühern Hermunduren, nicht ganz verklungen, als im Laufe der Völkerwanderung ein neuer gewaltigerer in unsern Gegenden gehört wird, der der Thoringer oder Thüringer (auch wohl Düringer). Ob sie, was die Endsylbe andeuten konnte, als Nachkommen der germanischen oder hermionischen

1) Es ist bemerkt worden, daß, wenn der Ackerbauer von einem oder zwei Morgen Landes leben kann, der Jäger deren etwa 800 brauche.

Duren, und damit als Bergbewohner Mitteldeutschlands, im Gegensatz der Reudinger oder Riedbewohner, ob sie als Verehrer Thors des Gottes oder als Unterthanen eines Königs Thor ihren Namen gewannen, ob die gothischen Therwinger Namen und Volk zugleich begründeten, wie Neuere wieder glauben, lässt sich mit den vorhandenen Quellen kaum mehr zur Gewißheit bringen. Genug, sie werden am Ende des vierten Jahrhunderts, thüringische Könige aber erst nach Attilas Völkerzuge, an dem auch sie Antheil genommen haben sollen, in unsern Gegenden genannt. Vieles, ja das Meiste ist in der älteren Geschichte dieses Volkes und Reiches dunkel geblieben, Vieles wahrscheinlich von fränkischen Geschichtschreibern entstellt worden, um einen ungeheuern Länder- und Kronen-Raub zu beschönigen; aber folgende Puncte und Ansichten treten doch mit einiger Gewißheit hervor. Erstlich gingen in diesem Volksnamen, als einem Collectivum, viele noch vorhandene ältere Völker auf, wie von Turonen, Teuriochämen, Narisken, einem Theile der Cherusker, Chatten, Warner (Werinen), Angeln, Longobarden wohl kaum bezweifelt werden mag. Sodann dehnte sich dies Königreich weit über die Grenzen des nachherigen Thüringen zwischen der fränkischen Saale, dem Main, bis an die Elbe und den Harz hin aus. Zugleich bezeichnet es den Übergang von einer noch halb nomadischen Lebensweise, die in der Pferdezucht der Thüringer fast einen Nachklang hat, zu festern Wohnsitzen und geordnetern Staatsverhältnissen. Für das Allgemeine aber wird dies Königreich dadurch wichtig, daß es der erste feste Kern, die früheste Consolidation verschiedener deutscher Stämme im innern Deutschland seit der Völkerwanderung ist, während weder die neuern Bojoarier, die Franken, noch die Sachsen und Alemannen ein solches Reich damals aufweisen konnten. Gerade dieser Umstand wurde im Anfang, bis sich andere Reiche danebenstellten, Ursache ihrer großen Macht und Ausdehnung, nachher aber gefährlicher Reibungen nach aussen. Sobald sie mit einem fränkischen Reiche grenzten, konnte nicht wohl Friede bleiben; und sobald Eifersucht und Feindseligkeit mit den Eroberern Galliens, die ja auch diesseit des Rheins ihre Marken keinesweges aufgegeben, eintrat, konnte ihre Politik nicht anders als eine gothische sein.

Zugleich war ihr Reich eine deutsche Vormauer gegen die dem Zuge der Völkerwanderung von Osten nach Westen folgenden Slaven, und ihr Untergang das Signal für jene, sich der Elbe immer mehr zu nähern. Was übrigens von dem viel bestrittenen Dispargum, vom fabelhaften Thüringer Merwig, von Basin und Basina, Herminfried und seiner Amalberg [1]), und Baldrich und Berthar seinen Brüdern und des unglücklichen verbrecherischen Königshauses letzten Sprossen, der heiligen Radegundis, von fränkischen und sächsischen Schriftstellern erzählt wird, können wir hier in dieser Einleitung billig übergehen, theils weil es in der Kürze nicht dargelegt werden kann, theils aber auch, weil es nur Ein bleibendes Resultat gewährt [2]), von dem weit mehr als von jenen bald verklungenen Namen die Rede sein muß.

Durch die Söhne Chlodwigs, die Theilfürsten Chlotar
531 und Dietrich, ging spätestens 531 der Thüringer Reich durch blutige Schlachten an der Unstrut und (529?) durch Ermordung Herminfrieds auf den Mauern Zülpichs unter. Nach Prokop bemächtigten sich die Franken allein Thüringens; nach Wittekind, dem Mönch von Corvei, dem Zeitgenossen der Ottonen, hatten sächsische Krieger (vielleicht eher Hessen aus der Nachbarschaft der Sachsen) Scheidungen mit erobern und dann das Land theilen helfen. Dafür waren ihnen die nördlichen Striche desselben, etwa von der Wipper und Unstrut bis an den Harz und rechts bis an die Elbe zugefallen, und diese hätten sie

1) Rommel Gesch. von Hessen, Manso G. d. Ostgothen u. A. haben die erste Spur eines europäischen Gleichgewichtssystems nicht übersehen, dessen Wage Dietrich zu Verona oder Ravenna hielt. In diesem Systeme hatte auch Thüringen, wie die gothischen, herulischen, burgundischen Staaten seinen Platz. Sonderbar! Amalberg herrschte bis an die Elbe, an welche das lausitzer oder vandalische Gebirge stieß. Die einst dem Gebirge den Namen gaben, standen in ihren Nachkommen in Afrika unter Amalbergs Mutter, Amalfriede, in zweiter Ehe Gemahlin des Vandalenkönigs Thrasamund.

2) Den Untergang des Thüringerreiches und die letzten Schicksale des Königshauses bis an die Grenzen Spaniens und Afrikas hin habe ich in dem bloß aus Quellen und den Act. SS. geschöpften Aufsatz: Radegundis und Amalfred oder die letzten Altthüringer, in der Urania bei Brockhaus 1822, S. 127 — 171 geschildert.

wieder zum Theil an Colonisten gegen Grundzins eingeräumt. Daß dies überelbische Slaven gewesen, meinen Einige, ohne Rücksicht auf das Antinationelle dieser Einladung zu nehmen. Wahrscheinlicher überliessen sie es den alten Einwohnern selbst wieder nur gegen einen Bodenzins, und diese Thüringer waren höchst wahrscheinlich jene Warner oder Weriner, die nach dem Untergange thüringischer Selbstständigkeit einige Zeit hier noch ihre Sitze hatten (womit sich das Werinorum i. e. Thuringorum des Gesetzbuches sogleich erklären würde), oder schon Überbleibsel der Sueven, die von den Slaven über die Elbe herübergedrängt wurden. Wie dem auch sei, diese Gegenden trugen nachher den Namen Nord-Thüringen, auch wohl Ostphalen; und wie wir nach 570 in einem Theile derselben, 570
wahrscheinlich nach vorgängiger Eroberung durch die Franken, Colonien von Hessen, Friesen, Schwaben (Hosgowe, Friso-neveld, pagus Suevon) angesiedelt sehen, so mögen nördlich von ihnen noch die Warner bis 595 im Verband mit den Sachsen gestanden, dann aber (595) von den Franken besiegt 595
worden sein. Die benachbarten Orte Scheidungen, Frankenhausen, Sachsenburg, Sondershausen deuten eine alte Grenze an, und zwar vorerst die Hauptgrenze zwischen Sachsen und Franken. Denn Alles südlich von der Wipper und Unstrut war fränkisch geworden, nur mit dem Unterschied, daß das Land am thüringer Wald bis zur Saale und jenen beiden Flüssen den alten Namen Thüringen behielt, das südlichere aber, wenn auch nur eine Zeit lang mit dem vorigen politisch vereint, den Namen Franken, Austrasien, viel später aber Frankonien erhielt. Für diese drei Theile des thüringischen Königreiches scheint auch die spätere kirchliche Eintheilung zu sprechen, indem Nordthüringen dem halberstädter, Südthüringen dem wirzburger, das eigentliche oder Mittelthüringen dem mainzer Erzstuhl unmittelbar untergeben wurde.

In den damaligen politischen Zustand des Landes nach Verlust der Selbstständigkeit mit Klarheit zu sehen, ist völlig unmöglich. Nicht einmal den Zusammenhang ihres ehemaligen Gebietes, nicht einmal die Totalität einer für sich bestehenden Provinz, wie es den Burgundern gelungen, hatten sich die Thüringer, die Sünden ihrer Fürsten tragend, retten

können. Mit ihrem Reiche war der Schutz der Süd- und Ost-Grenze gefallen, die Scheidewand niedergerissen. Avaren von Böhmen und Mähren, Slaven von jenseit der Elbe her fangen an auf sie einzudrängen und ihnen Gebiet um Gebiet zu entreissen. Selbst in den Zwietrachtsjammer der Merovinger, ihrer neuen Herren, werden sie mit hineingerissen, und
551 Versuche sich wieder unabhängig zu machen, wie 551, sind fruchtlos. Wahrscheinlich verwalteten fränkische Grafen das Land, die ausser dem wohl schon damals aufgelegten Tribut in Vieh, ohne Beaufsichtigung ihrer weit entfernten Gebieter, ohne Theilnahme an dem gedrückten Volke, dasselbe durch Druck und Härte um das Gefühl seiner selbst zu bringen suchten. Unglückliche mögen ihren letzten Trost in den still heilenden Segnungen der Religion suchen. Aber wie war die der Thüringer beschaffen? War, wie wir glauben, auch das ehemalige Königshaus besonders durch die Verschwägerung mit den Ostgothen dem Christenthum zugethan gewesen und dies auf die Vornehmeren übergegangen, so war es doch arianisches, von den Franken verfolgtes und der halben christlichen Kirche verketzertes. Im Drange der Zeit mag es sich grossentheils wieder verloren haben. Überdem war die christliche Lehre die der Peiniger und Verfolger und darum schon verhasst. Deswegen haben wohl Viele ihren Sinn wieder den alten Göttern zugekehrt. Aber Thors Arm war gelähmt, Wodans Eichen splitterten, Saters Zeitrad war fast abgelaufen.

554 Unglücklich kämpften 554, als das Absterben der austrasischen Linie der Merovinger den Abfall zu rechtfertigen oder doch zu begünstigen schien, Sachsen und Thüringer zugleich gegen den Franken Chlotar. So noch mehrere Male. Dann
561 führte 561 Chan Bajan seine Hunn-Avaren aus Hunnivar oder Pannonien (vielleicht von den Thüringern eingeladen) gegen die Franken heran; im Ganzen aber ohne bleiben-
567. 596 den Erfolg. So auch 567, 596; die Straße war ja einmal gefunden. In jenen Tagen tritt den blutigen Gestalten der Brunehild und Fredegund die heilige Radegundis, die Thüringerin, Chlotars Wittwe, eine Elisabeth früherer Jahrhunderte, betend, tröstend, versöhnend entgegen. Doch hat sie in ihrem Kloster zu Poitiers (sterbend 587) die Tage des Frie-

dens im Königshause so wenig gesehen, als der fromme Thüringer Bracchio, der Abt von Manatencell und Stifter dreier westgallischer Klöster [1]).

Noch trauriger wurde der Thüringer Lage, als sich wahrscheinlich in Böhmen und Mähren die allmälig vorgedrungenen slavischen Stämme in festere politische Massen bildeten, als ein ehemaliger fränkischer Kaufmann Samo viele derselben, vielleicht bis über die Donau hinüber, unter seinem Zepter vereinigte, und Derwan, Fürst der Serben (Sorbenwenden), man glaubt im nachherigen Meißnischen, ein slavisches Fürstenthum gründete. Wenn auch Franken, Sachsen, Thüringer mit vereinter Kraft oftmals widerstanden, so sah man doch bald ein, daß hier ein näherer Befehl als von Metz, Rheims oder Soissons aus vonnöthen sei. Da gab Dagobert I. (622 — 638) den Thüringern und seinen östlichen Franken überhaupt den Knaben Siegbert zum König, und den Thüringern noch einen eigenen Herzog Radulf, der unter Siegbert die Ostgrenze schützen solle. Aber als dieser die Slaven beruhigt, kehrte er die Waffen gegen Siegbert selbst, verbündet mit Fara, dem Agilolfinger und Todfeind des pipinischen Majordomenhauses. Zwar erlag Fara, aber Radulf, durch Bündnisse mit den Wenden noch mächtiger, erwartete den durch den großen deutschen Buchenwald (Buchonia) heranrückenden König in seinem Castell an der Unstrut (der Steinklebe bei Memleben [2])?) und schlug dort die stürmenden Franken völlig. Man machte Frieden. Er erkannte Siegberts Oberherrlichkeit, blieb aber, wie wenig dies auch in Grimoalds und Adelgisils Planen liegen mochte, sogar erblicher Herzog der Thüringer, wie auch Baiern und Alemannen deren hatten. 622-638 640

Noch in einem Andern wurden sie wahrscheinlich schon unter Dagobert jenen beiden Völkern gleichgesetzt. Sie erhiel-

1) Gregor. Tur. V. c. 12. b. Freher corp. hist. Franc. Hanau 1613. II. 98.

2) Fredegar. c. 87. ebendas. D. Wilhelm in den Mittheilungen aus dem Gebiete histor. antiquar. Forschungen des thür. sächs. Vereins für Erforschung d. vaterl. Alterth. Heft III. S. 66 — 88.

ten, nämlich ein schriftliches Gesetz 1), welches wenigstens einige Blicke in das innere Leben des Volkes thun lässt. Ihrer Natur nach mussten diese Gesetze meist Strafgesetze sein, damit in roher, eigenmächtiger Zeit nicht die Willkür des Richters, sondern eine höhere Sanction das Urtheil (Ordal) spreche. Ob diese Gesetze für alle Thüringer oder nur für die Nordthüringer oder Angeln und Werinen (lex Anglorum et Werinorum hoc est Thuringorum), die beiden Hauptstämme nordthüringischer Insassen, gültig waren, kann nicht festgestellt werden, da das Gesetz selbst sehr mangelhaft, mehr wie ein bloßer Versuch oder wie zwei Fragmente auf uns gekommen. Daß aber diese Angeln und Werinen nicht in dem damals noch freien Norddeutschland, sondern in Gegenden, die mit den Franken in Verbindung standen, gesessen haben müssen, ergeben die Gleichstellungen der Wehrgelder für die Vornehmen mit den fränkischen Antrustionen. Da weder von Herzogen noch von der Kirche und der Geistlichkeit die Rede ist, wie in andern deutschen Gesetzen, so scheint ihre Verzeichnung oder Dictatur (Wlemarus dictavit) in den Anfang von Dagoberts Regierung fallen zu müssen, wenngleich uns nur eine carolingische Recension zugekommen sein mag.

Das Wichtigste ist der hervorspringende Unterschied von Adalingen oder grundherrlichen Geschlechtern, Frilingen, Gemeinfreien, und Sclaven nebst Freigelassenen. Das Lehnwesen, ob es gleich in seinen Elementen schon vorhanden war, hat hier noch keine Mittelclassen eingeschoben, denn nur in einer der (spätern) Überschriften ist einmal von Alodibus die Rede. Die Adalingen haben in dem Wehrgeld einen dreifachen Werth vor dem Freien, einen zwanzigfachen vor dem

1) Die ältere Literatur zu diesem Gesetzbuch bis auf Adelungs Directorium und Eichhorns Staats- und Rechts-Geschichte wird als bekannt vorausgesetzt. Von neueren Schriftstellern gehören hierher: Sachse großherzogl. sächs. Privatrecht. Weimar 1824. 16. Pfister deutsche Geschichte 291 fg., eine höchst gründliche Zusammenstellung der verschiedenen deutschen Gesetzgebungen. Luden deutsche Gesch. III. S. 378. (übrigens bitte ich, jeden solchen Büchertitel, wenn er das erste Mal vorkommt, genau zu merken, weil er bei wiederholtem Citiren des Raumes wegen abgekürzt werden wird.)

Leibeigenen, indem des Letztern Leben nur mit 30 Schillingen (etwa zu 1 Fl. 54 Xr.) gleichsam versichert ist, das des Freien mit 200, des Vornehmen um 600. Nicht unmöglich ist, wie Luden vermuthet, daß die Franken absichtlich die Adelinge so hoch angeschlagen hätten, um das Interesse des Volkes zu spalten und die Vornehmen, den sogenannten Adel, besser wohl, die Geschlechter, auf ihre Seite zu ziehen. So bereiteten sie eine Feudalaristokratie vor, die ihrer Natur nach nur in dem Könige, wie die Hierarchie im Papste, ihre Spitze finden konnte. Die Eideshelfer (consacramentales), das Ordal durch Zweikampf oder glühende Pflugschaaren war gewöhnlich. Für jedes Glied, ja jeden einzelnen Finger, für große und kleine Wunden, für Schändung, Entmannung, Weiberraub und Weibermord, wobei auch auf das Alter und die Gebärfähigkeit noch Rücksicht genommen wurde, war nach dem Stande des Beleidigers und des Verletzten oder Ermordeten die Strafe fest bestimmt. Wer die Hand eines Harfenspielers, Goldschmidts oder einer Frieswieberin verwundete, büßte vierfach stärker als bei gleicher Verwundung Anderer. Auf den Mord einer gebärenden adligen Frau stand 1800 Solidi-Strafe, also fast das Dreifache von dem, was den Bojoaren für die Ermordung eines Agilolfingers angesetzt war. Einen Unterschied zwischen Mord und Todschlag (Mordtod) bemerkt man nicht, eben so wenig eine Strafe auf den Vatermord und auf gewisse Schimpfworte, z. B. concacatus, vulpecula, wie bei den Franken. Die Grundnorm bei der Erbschaft war, daß das Grundeigenthum an die männlichen Nachkommen und erst im fünften Gliede an die weiblichen kam. So auch die Blutrache und das Leut- oder Wehrgeld. — Im Gerichtsbrauch, im Heerwesen, in der Landeseinthellung finden wir Nichts, was dem Thüringer schon damals eigenthümlich gewesen wäre; doch glauben wir, daß Gauverfassung und Grafenamt sich nicht so spät wie bei den Sachsen ausgebildet haben, da fränkischer Einfluß hier vorwalten musste. Eben so wenig erfahren wir über die Existenz der Städte vor Einführung des Christenthums, welches durch seine Bildung christlicher Gemeinden darauf nicht wenig eingewirkt hat. Doch war der Grund vielfach in jenen Burgen oder Castellen gelegt, die besonders an den Grenzen vom

Bedürfnisse geschaffen wurden. Die oppida und castella waren älter als die civitates und urbes, denn römische municipia hatten nur die Rhein- und Donau-Länder. Nur Erfurt und Merseburg werden als sehr alte Städte aufgeführt, und nächstdem werden Magdeburg und Halle wenigstens als vorcarolingische Orte anzunehmen sein [1]).

Die Reihe der thüringischen Herzoge, so kurz sie ist, hat viele Dunkelheiten. Ob Radulf ein Thüringer oder ein Franke, ob er im Besitze seiner Unabhängigkeit und wann er gestorben, bleibt unbeantwortet. Die Fessel des Gehorsams scheint erst nach der Schlacht von Textri Pipin stärker angezogen zu haben, da die Könige (wohl nicht ganz aus eigner Schuld) selbst immer matter und unthätiger wurden [2]). Nach Radulf tritt ein Herzog Hathan über Thüringen auf, und da er noch Heide war, wird er eher Thüringer als Franke gewesen sein.
651 Mit seiner christlichen Gemahlin Bilihild hat er am Main (651) ansehnliche Besitzungen bekommen, die es vielleicht erklären, wie seine Nachfolger ihre Residenz zu Wirzburg aufschlagen konnten. Sein unmittelbarer Nachfolger ist unbekannt, wahrscheinlich ein ungenannter älterer Sohn (Theobald?), dem dann Herzog Gozbert (in diesem Falle des Vorigen jüngerer Bruder) folgte. Unter ihm erscheint (mit 11 Gefährten — man liebte bei solchen Missionen die apostolische Zahl — war er unter der vorigen ungenannten Regierung durch das Land gezogen) der Irländer Kyllene oder Kilian zum zweiten Male

1) Für das was noch später über die Entstehung der Städte in unsern Gegenden gesagt werden wird, führen wir vorläufig nächst Spittler (commentationes societ. Gott. IX.), Eichhorn in der Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft Bd. I. Heft 1 und 2., Gaupp über deutsche Städtegründung (Jena 1824), Neumann im Hermes Bd. 29. 30. (S. 20 u. ff.) an. Sehr gründlich ist der Abschnitt darüber in Stenzels Deutschland unter den fränkischen Kaisern. Lpzg. 1827. I. S. 170 u. ff. Hier ist natürlich nur noch von der ersten Gattung der Städte (nach Eintheilung Gaupps S. 21.), den bloß äusserlich isolirten ohne selbstständige Verfassung, die Rede. Wer Hüllmanns bekanntes Werk kennt, weiß, daß es noch nicht hieher gehört.

2) Annales Mettenses in (Pertz) Monumenta German. hist. (Hanover 1826.) p. 317 ad a. 687. —

auf seiner Rückreise aus Rom, wo sich diese Heidenboten ihre Sanction zu holen pflegten, in Thüringen und Franken und taufte Gozbert. Als dieser aber der Ehe mit Geilana oder Gisila, seines Bruders Wittwe, als Christ entsagen soll, erfuhr der Vorläufer Winfrids Johann des Täufers Schicksal 687. Über die Mirakel seines Leichnams hat man Gozberts 687
eigenes Ende zu bemerken vergessen. Ihm folgt sein Sohn Hathan II., der dem heiligen Willibrord zu Utrecht (704) 704
eine reiche Schenkung in Thüringen verehrt; vielleicht die erste jener unabsehlichen Reihe von Traditionen, die von nun an den Vortheil des Gewissens und der Kirche so planmäßig vereinigen müssen. Auch entsteht demselben Heiligen zu Ehren zu Hammelburg das erste Kloster, eine beispielreiche Stiftung. Bald nachher ist er mit seinem Sohne Thüring verschollen. Fiel er 717 in Karls des Streithammers Schlacht bei Vinci, 717
oder wurde er wegen seines Despotismus oder seines den Thüringern verhassten Christenthums vertrieben, da auch die Sachsen dabei die Hand im Spiele hatten? Tiefes Dunkel drückt jene Zeit. Auch ein Theobald klingt noch nach, der damals den Nordgau von Franken abgerissen haben und der gleichzeitige Agilolfinger Bojoariens gewesen sein könnte. Glaublicher ist, daß Karl der Majordom die Sachsen, die ins Land gefallen, damals zurückgetrieben und wahrscheinlich auch die Verbindung Frankens und Mittel-Thüringens für immer aufgelöset habe. Dagegen tritt das Letztere wieder durch fränkische Eroberung der Majordomen in nähere Verbindung mit dem sächsischen Nord-Thüringen. Von Herzogen Thüringens ist keine Rede mehr, das Experiment hatte fehlgeschlagen, die duces et principes Francorum begehrten keine neuen Nebenbuhler; wohl aber unterstützten sie aus allen Kräften einen andern Versuch die Thüringer zu Christen zu machen, wohl wissend, daß politische und kirchliche Unterwerfung sich wechselseitig ergänzen müssen, und die britannischen Inseln hatten noch solcher Glaubenshelden wie Kilian mehr.

Viermal (719, 722, 726, 736) erscheint theils zu längerem, theils zu kürzerem Aufenthalt der muthige Angelsachse Winfried, als Benedictiner latinisirt Bonifacius, in Thüringen. Auch er holte sich vom Oberbischof Roms, der einzigen damaligen 719-36

Autorität in Glaubens- und Kirchen-Sachen, die Bekräftigung und die Vollmacht seiner Sendung. Dessen hat man ihn in unsern Tagen schwer angeklagt und ist zu weit gegangen, wie lobenswerth auch die Absicht, das Verderbliche der Hierarchie in ihren Elementen zu verfolgen, ist. Er konnte nichts Anderes thun, da er eine dreifache sonst unerreichbare Aufgabe vor sich hatte. Es galt theils der Predigt des Christenthums für Nichtchristen, theils der Verbesserung einer schon vorhandenen, nach seinen Begriffen falschen Lehre, theils endlich der Befestigung des Glaubens durch kirchliche Anstalten, vor Allem durch Bisthümer, damit den Besitz nicht bloß des Schwerdtes Knopf, sondern auch der Kirche Siegel befestige. Die Bisthümer aber heischten nicht bloß Sprengel im Allgemeinen, sondern auch Dotation und Zehnten. Hier durfte weder kirchliches noch weltliches Oberansehn fehlen, Gregor II. so wenig als Karl Martell unthätig bleiben. Er hatte sich an keinen Landesherzog zu wenden, darum ruft er die Angesehnen, die Senatoren und Fürsten an (Fürderſten, die Ersten des Volkes), bringt päpstliche Briefe an die mächtigen Männer Asolf, Chodolaus, Wilar, Gunthar, Albord, und die Sammlung der Canones, die der vorsichtige Papst ihm mitgegeben, zeigt Schutzbriefe des gefürchteten Majordomen vor, damit das timor Deos fecit auch nicht fehle, und bekämpft nun die Priesterehe, arianische Ketzerei, das Essen des wilden Pferdefleisches, das Verkaufen der Leibeigenen an Heiden zum Opfern, zerstört in Hessen, wo er das Kloster zu Amöneburg gründet, die Donnereiche in Geismar, und kündigt dem ganzen thüringisch-hessischen Olymp, soviel davon noch in den Seelen der Menschen spukte, den Krieg an. Denn wohl mag damals häufig noch heidnischer Opfertrank und Christi Abendmahl aus Einem Kelch gespendet worden sein, und Aberglaube mannichfacher Art wird noch in den Kirchenschlüssen von Leptines 743 aufgezählt und verpönt, ja noch Jahrhunderte später wahrgenommen. Noch haben sich Glaubens- und Abschwörungs-Formeln jener Zeit erhalten [1]).

1) Hier nur Resultate; wo diese unmöglich, Andeutungen. — Vergl. Pfister Gesch. d. Deutschen. I. 391. Luden III. 75. Ferd. Wachter thüringische und obersächsische Geschichte. Leipzig 1826. I. 70. schätzbar

Wo der Kampf des Alten mit dem Neuen so in das innere geistige Leben des Menschen hineingespielt wird, kann er kein schnell beendigter werden. Die Taufe Tausender in Masse, die man in Flüsse trieb, gab Christen dem Namen nach in Menge, ihre Beständigkeit war völlig unverbürgt. Darum galt es, das wirklich Gewonnene in feste Formen zu retten, Pflanzschulen des Christenthums und seiner Lehrer und durch weltlichen Besitz verbürgte kirchliche Stiftungen zu gründen. So entstand bei Ohrdruf, dem Michael geweiht, das erste Benedictiner-Kloster (725), die Marienkirche 725
zu Erfurt, so viele Kirchen und Klöster in Franken und in Hessen, in Letzterem besonders das auch für Thüringen so wichtige Stift Fulda 743 (Hersfeld durch Lullus 744 oder 743. 744
770.). Seine Gefährten und Schüler setzte er ihnen vor. Dann gründete (741) der Erzbischof (seit 731 und damit Primas der deutschen Kirche, ausgerüstet mit römischer und fränkischer Machtvollkommenheit) die Bisthümer zu Würzburg für Nordfranken, zu Eichstädt für den Nordgau, zu Büraburg für Hessen und zu Erfurt für das eigentliche Thüringen; denn auch das letzte war gewiß in seiner Anlage vorhanden, konnte sich aber vielleicht der benachbarten Slaven und Sachsen wegen nicht halten, und Thüringen wurde deshalb dem mainzer Erzsprengel unmittelbar vorbehalten, als Bonifaz 746 dessen erster Bischof wurde, und zerfiel wahr- 746
scheinlich später in 4 — 5 Archidiaconate und 33 Decanate. So hatte Bonifaz, „der Knecht der Knechte Gottes", das Seinige gethan und tritt für uns, 752, wo er sein Erzstift dem 752
Lullus, bis 787, übergab, um seinem Leben bei den Friesen (754) die Märtyrerkrone aufzusetzen, vom Schauplatz ab. Seine Bischöfe und Äbte wirkten in seinem Geiste fort, Säulen und Stützen der jungen Kirchenpflanzung. Was diese neuen Anlagen, was das Christenthum überhaupt für Thüringen in Hinsicht auf Ackerbau, Gewerbe, milde Sitten, Gelehrsamkeit und Kunst bewirkte, hat an sich, wie segensreich es endlich

wegen gründlicher Quellenbenutzung. W. ist von denen, die Bonifaz beschuldigen der Hierarchie in Deutschland Thür und Thor geöffnet zu haben. Was sich aus Quellen und Zeitverhältnissen dagegen sagen läßt, die Concilien Beschlüsse, die Formeln, in meiner künftigen Vorgeschichte Sachsens.

werden mußte, nichts vor dem übrigen Deutschland Ausgezeichnetes voraus. Nur von Fuldas geistigem Einfluß später, wo er sichtbarer wird.

Je näher von West und Süd der Christ und Franke dem Sachsen rückte, desto unruhiger wurde dieser. Karlmann und
743-748 dann sein Bruder Pipin haben von 743 an bis 748 fast alljährlich gegen die Sachsen, die Franken und Hessen benachbart waren, Feldzüge gethan. Wäre die Lage von Hoohseoburg, des tapfern Sachsen Dietrich Burg, genau zu ermitteln [1]), so wüßten wir gewiß, was wir jetzt nur vermuthen,
749 daß damals und in den griphonischen Händeln 749 das eigentliche Nordthüringen (wozu auch die Nordosquavi, Schwaben im Suevongau, zu rechnen, die um 568 statt der mit den Longobarden ausgewanderten Sachsen sich hier niedergelassen hatten) den Franken unterworfen wurde. Die spätern Züge
753. 758 Pipins als Königes 753 und 758 bis nach Rehme, Minden und Paderborn aber, die den Sachsen als Tribut 300 Pferde abnöthigten, waren nur das Vorspiel des blutigen dreissigjährigen Sachsenkampfes unter Karl dem Großen. Erst in späterer Zeit, als Sachsen ganz den Franken gehorchte, war die Trennung Nordthüringens von Sachsen nicht mehr nöthig, und so verliert sich dessen Name in den Ostphalens oder richtiger Ostsachsens.

Daß die Thüringer durch Karls des Großen Kriege gegen Sachsen, an denen sie Theil nehmen mußten, furchtbar litten, war kein Zweifel. In solcher Zeit konnte eine tüchtige Regierung kaum anders als eine strenge sein. Auch war des Königes Regierung nicht ohne unvermeidlichen Druck überhaupt und besonders in den Provinzen. Die Unzufrieden-
786. 787 heit der Thüringer brach 786, 787 in Empörung unter einem Edeln, Hastrat, aus, den Einige gar Herzog nennen (wohl weil er Anführer, Haupt der Misvergnügten war), die aber blutig gedämpft wurde. Da eine erzwungene Heirath den Bruch

1) Annales Laurissenses bei Pertz mon. Germ. hist. I. 134. Das Gründlichste darüber K. Chn. v. Leutsch Markgraf Gero. Leipzig 1828. S. 60 fgg. Er meint Huyseburg oder die Asseburg, Pfister die Seeburg im Mansfeldischen.

herbeiführte, so mag's der Thüringer Bluthochzeit gewesen sein. — Solche Unsicherheit des Gehorsams, verstärkt durch die Grenznoth gegen die Slaven, erzeugte das wichtige Institut der Marken, deren Schilderung die der slavischen hieher gehörigen Stämme vorangehen mag.

Zweiter Abschnitt.

Slavische Bevölkerung zwischen Oder und Saale. — Erste Markanstalten gegen sie.

1) Sorben oder Serben.

Der Vorwurf, daß die Deutschen, bemüht sich neue Wohnsitze fern von den angestammten Gauen zu erobern, darüber ihr eigenes halbes Land verloren hätten, ist ungerecht, wenn auch die Sache factisch. Wie unfreiwillig war, nach dem großen Stoß von Osten her, die Wanderung der meisten dieser Stämme, und auch den Unternehmungen der Gefolgeschaften, die endlich in Volkszüge ausarten mochten, lag theilweis eine innere Nothwendigkeit zu Grunde. In ihrem Rücken zogen Slaven aus gothischer, dann hunnischer Herrschaft entfesselt nach. Doch das Allgemeine über diese Nation gehört nicht hieher und ist anderwärts genugsam ausgeführt [1]). Zwei verschwisterte Meinungen, die unsere sächsischen Vorstaaten

1) Pfister G. d. T. I. 336. und Beilage dazu. Bei den verschiedenen Ableitungen ihres Namens konnte Herr D. Pf. auf die des Herrn v. Dankowsky von Zglawy, Häuptling, und des Wortes Njemez von ne mesa, keine Grenze d. h. Nomaden, noch nicht Rücksicht nehmen. Auch Karamsin, der sonst so viel zusammenstellt, besonders I. 226. der v. hauenschildschen Übersetzung, hat Beides nicht. Das von mir benutzte Hauptwerk, wiewohl unsere Sorben nur verhältnißmäßig wenig berührend, auch nicht ganz ohne Parteilichkeit für seine Landsleute, ist des neusatzer Prof. Paul Joseph Schaffarik Gesch. der slavischen Sprache und Literatur. Ofen 1826.

mehr angehen würden, mögen hier vorerst ohne Beweis zurückgewiesen werden: erstlich, daß die Slaven in unsern Gegenden, ja in deutschem Osten überhaupt Ureinwohner, Aboriginer, d. h. von jeher ansässig gewesen; sodann, daß die Sueven die Stammvorfahren und eigentlich schon Namensträger der Slaven, also Sueven und Slaven einerlei gewesen wären [1]).

Die Vorfahren der zweimalhunderttausend Sorbenwenden, die jetzt etwa noch existiren und mit den Böhmen, Polen und österreichischen Slaven zum nordwestlichen Hauptast der Slaven gerechnet werden, wanderten von Polen aus im fünften und sechsten Jahrhunderte in die Sitze der Lygier, Vandalen, Hermunduren ein; man sollte sie richtiger Serben, von Serb, die Sichel, nennen, worauf sich wohl auch das dunkle Winidi bifulci des Fredegar bezieht. So wie sie sich wiederum in mehrere Zweige zerspalteten, wie die Lusitzer (von Luza, Sumpf), die Daleminzier, Milziener, Siusler, so waren sie im Ganzen wieder nur ein Glied in der großen slavisch-wendischen Kette von der Ostsee bis zum adriatischen Meere. Die Wilzen, Luitizier, die Leubuzi, Heveller, Brejaner waren im Norden, die Slezavi und Polen im Osten, die Chrowaten oder Tschechen (die Vordersten dem Namen nach) im Süden ihre Nachbarn. Daß sie, begünstigt durch den Fall des thüringischen Reiches, um die Mitte des sechsten Jahrhunderts die Elbe und Mulde und bald auch die Saale erreichten, drohete, verbunden mit gleichmäßigen Bewegungen von Böhmen nach dem Main hin und an die Niederelbe, den deutschen Binnenstämmen völlige Verdrängung. Denn auch im Lüneburgischen, im Eichsfeld, am Harze, nicht minder in den Rezat-, Rednitz-Aisch- und Main-Gegenden (Nürnberg von Norje, der Berg, Wirzburg von Dwierze, die Burg, sollen slavische Anlagen ursprünglich gewesen sein?) waren gleichsam vorgeschobene Posten vor der großen Streitlinie Deutschlands. Doch

1) K. G. Anton erste Linien eines Versuches über die alten Slaven, Lpzg. 1783. II. 41, 111. Richtiger Jos. Dobrowsky G. der böhm. Sprache u. Lit. Prag 1792, der sie wenigstens an der östlichen Grenze Deutschlands von jeher sitzen läßt. — Aug. von Wersebe über die Völker und Völkerbündnisse in Deutschland. Hannover 1826. 4. S. 210 u. f.

wurden sie als fleissige Viehzüchter und Ackerbauer, auch als Colonisten von Deutschen selbst, von Bonifaz, von Karl dem Großen in's innere Deutschland gerufen oder versetzt.

Wir finden nicht, daß unsere Serben viel Eigenthümliches vor den andern Slavenstämmen gehabt. Der allgemeine Charakter der Nation ist auch der ihrige; doch mögen sie hier als eine Art Limitanten oder Grenzer statt ursprünglicher Sanftmuth bald einen kriegerischen Charakter angenommen haben, der im langen Conflict und im allmäligen Unterliegen mitunter bis zur Grausamkeit gesteigert werden konnte, sowie ihre endliche politische Unterdrückung zu Christenhaß, zu Rohheit und knechtischem Schmuz geführt zu haben scheint. Das foedissimum hominum genus, wie ein Annalist sie nennt, werden sie, so viel daran ist, erst durch die Schuld der christlich-deutschen Nachbarn geworden sein!

Während diese Serben sich damals wie jetzt noch Srbie (in der Niederlausitz Sserske) nannten, dem von ihnen eroberten Meissen den Namen Srbsko gaben, nannten die Deutschen sie Wenden und, zur Ausscheidung der Sorben, Soraben-Wenden. Sie brachten Ackerbau und mehr Neigung in Städten zu wohnen in diese Gegenden mit; daher Geselligkeit, Gastfreiheit, Munterkeit, selbst poetisch-musikalisches Talent früh bemerkte Eigenschaften auch dieser sind. Leider aber konnten sie sich so ungestört wie der Böhme in seinem fast geschlossenen Lande nicht ausbilden, und großartige Erscheinungen wie (Sann), Krok, Libusa, Premysl, Heroen eines merkwürdigen Zeitpunctes böhmischer Nationalentwickelung, haben unsere Serben nicht aufzuweisen. — So wenig historisch erweislich ist, daß unsere Serben aus Dalmatien und Illyrien und Servien zu uns gekommen: so wenig wird es sich überzeugend darthun lassen, daß in der ersten Hälfte des 7ten Jahrhunderts, unter Kaiser Heraklius, Auswanderungen unserer Sorben in das von ihnen benannte Chroatien, Slavonien und Servien stattgefunden, wenn man gleich mit überraschender Namensähnlichkeit vieler Länder-, Örter- und Flüsse-Namen, mit directen Quellen-Aussagen die Sache hat unterstützen wollen. Serben nördlich von Ungarn her, aber nicht aus unsern Gegenden, mögen in's griechische Reich ge-

wandert sein. Welchen Überfluß an Mannschaft müssten sie gehabt haben, um jene weiten Süddonaustrecken und auch zugleich das Land zwischen Saale und Oder so zahlreich auszufüllen [1])!

Nachdem sich unsere Serben bis an die Saale ausgebreitet, werden sie nach und nach gezwungen die Vertheidigung zu ergreifen, und rechnet man das zweifelhafte Reich Samos ab, wird ihre Geschichte Jahrhunderte lang nur Kriegsgeschichte, und zwar negativ, weil das Meiste was geschieht, nicht von ihnen gegen die Deutschen, sondern von diesen gegen sie vollbracht wird. Noch immer sind die Meinungen getheilt, wo Samos Reich gewesen sei, des fränkischen Kauf-
623 manns, der 623 sich zum König der „Winider" dadurch aufschwang, daß er sie glücklich gegen die übermächtigen Avaren anführte: ob in Böhmen und Mähren, ob in Steiermark, und wo die Wogastburg, die Zeugin seiner Siege über Dagobert, zu suchen sei, während Longobarden und Alemannen auf andern Puncten glücklich gegen die Slaven fechten. Da nun die Schaaren Samos, der sich anfangs für einen treuen Unterthanen Dagoberts bekannte, aber sich nicht als Hund behandeln lassen wollte, von jener Zeit fast jährlich nach Thüringen einfallen, da auch ein Fürst der Urbier (Surbier, Serben?) Derwan, dessen Land schon längst zum fränkischen Reich gehört habe, sich von den Franken losreisst und zu Samo schlägt, so hat die Mehrzahl der Neueren sich für ein Reich Samos in Böhmen, Mähren, und Derwans in Meissen entschieden. Doch sind manche Zweifel durchaus nicht zu besiegen [2]).

1) Schaffarik S. 21 u. 192 erklärt sich entschieden gegen solche Verwandtschaft unserer und der süddonauischen Serben, wegen der Verschiedenheit des Sprachstammes, und stimmt Adelung Mithridates II. 633. bei. Worbs im neuen Archiv für die Gesch. Schlesiens und der Lausitz I. Glogau 1804. S. 217, dann Pelzel Gesch. der Böhmen. Prag 1782. I. 26. stimmen dafür.

2) Pelzel S. 26. Schaffarik S. 290; Wachter thüring. Gesch. I. 49 — 53. Aber Adelung im Directorium der südsächsischen Gesch. Meissen 1802. 4. S. 10. hat nachgewiesen, was für gewichtige Quellen für Steiermark und Kärnthen sprechen. Pfister I. 379. sucht Beides zu verbinden, und dehnt darum Samos Reich (gewaltig) von den Karantanern bis zu den böhmischen Gebirgen aus. Er stimmt für Voigtsberg in Steiermark. Wir lassen unentschieden, was wir nicht entscheiden können.

Mit dieses Samo Wenden müsste auch Radulf, der Thüringer Herzog, zu eigner Unabhängigkeit sich durch Bündnisse verstärkt haben. Fredegar versichert, die Wenden hätten Siegbert aber nur dem Namen nach als König anerkannt. Wenn Radulf sich wie ein unabhängiger König benahm, so muß er mit den Wenden einverstanden gewesen sein; denn Krieg mit ihnen passte dann nicht in seinen Plan. Nicht so unter seinen Nachfolgern. Doch die Hauptkämpfe gehören erst der Karolinger Zeiten an. In Karls Kämpfen gegen die Sachsen konnten sie ihm sehr beschwerliche Nachbarn werden, und wirklich traten Slaven und Sachsen einigemal in Bündnisse. Am wichtigsten wurde das Jahr 805, wo drei Heere 805
von Sachsen, Baiern und nördlichen Slaven unter Karls gleichnamigem Sohne den König Samela besiegten. Wo aber Werinafeld, oder Guarchafeld, Derwellion, die Agara (Eger?), Vergunna und Camburg, wo Genewara, wo Samelas Reich überhaupt zu suchen ist, wird höchstens durch die Eger und die fränkische Flotte, die bis in die Gegend von Magdeburg die Elbe aufwärts fuhr, einigermaßen angedeutet [1]). Diesem Karl bestimmte auch der Vater als künftigen Erbtheil die Ostfranken, die Baiern, im Nordgau Thüringer, Sachsen und Friesen, hielt zu Waladala (Walda bei Schleusingen?) eine große Kriegsberathung 806 und begann einen neuen Krieg. Im 806
Werinafelde fiel Misito (Miliduoch) der Sorbenkönig. Das brach ihren Widerstand. Sie unterwarfen sich und mussten nun unweit Magdeburg (vielleicht Schardau?) und bei dem Ort Halle (Gibichenstein?) zwei feste Plätze bauen; denn Halle selbst war seiner Salinen wegen wohl schon früher da. Diese Kämpfe, fortgesetzt unter Ludwig dem Frommen, dem 816
die Slaven den Gehorsam verweigerten, (839 blieb Cimusclus, ein Fürst der colodizer Sorben, bei Kesigesburg, vielleicht im Anhaltischen, gegen die Sachsen), hatten aber auch auf durchgreifendere Maßregeln aufmerksam gemacht.

1) Chron. Moissiacense bei Pertz mon. Germ. hist. I. 307 nennt Cichu-Windones, das möchten allerdings Czechen sein. Fergunna nimmt Pertz für Fünchunden, Camburg für Kamberg in Böhmen, die Agara für die Eger. Pfister I. 431 liest Guerchafeld und meint, es könne vielleicht Weissenfels sein.

2) Frühere Marken und Limes sorabicus.

837 Als im J. 837 Ludwig der Fromme zu Gunsten seiner Söhne theilte, erscheint bei dem einen Ländertheile, ausser burgundischen, elsassischen und rheinischen Länderstrecken, das Ducat von Alemannien (die Herzoge als solche waren eingegangen, nicht aber ihre Amtsbezirke, wichtig für schnelleres Kriegsaufgebot und innere Verwaltung), Elsaß, Austrasien mit dem Nordgau und Hessen (die Landschaft an der Werra und Weser, nicht der Hosgau), der Ducat von Thüringen mit seinen Marken, das Reich Sachsen mit seinen Marken [1]). Das setzt voraus, daß Thüringen sowohl als Sachsen schon Marken oder in des Feindes Land hinein eroberte und von einem Markgraf oder Grenzbefehlshaber vertheidigte politische Territorien hatte. Ihre Entstehungszeit ist ungewiß, fällt natürlich aber erst in die Zeit, wo man nicht mehr vertheidigungs- sondern angriffsweise gegen die Slaven zu Werke ging; also die sächsischen gewiß nicht vor dem selzer Frieden, die thüringischen vielleicht nach Untergang des Herzogshauses und nach Eroberung Nordthüringens durch die letzten Majordomen. Nur über die Bestimmung der Lage dieser Marken herrscht große Dunkelheit. Im Süden Thüringens von Nordgau bis nach Böhmen bestand die ostfränkische Markgrafschaft, auf Trümmern des ehemaligen thüringer Königreiches, im Geistlichen zum regensburger Sprengel mitgerechnet. Unter Karl dem Großen hatte dies Marksystem fast das ganze östliche Deutschland umspannt. So gab es eine Mark gegen Italien und eine gegen die Avaren in Pannonien. Beide trennte der Draufluß. So wurde von Baiern aus eine Mark gegen die Ens, eine zweite
870 von Nordgau gegen Böhmen, später 870 eine andere gegen die Mähren errichtet. Dunkel ist, ob nicht das Slavenland von Baireuth bis an's Fichtelgebirge hin eine Zeit lang eine eigene Mark gewesen; gewöhnlich wird es zu Thüringen mitgerechnet. Im Norden waren sächsische Marken zu Schleswig gegen die Dänen, zu Bardewich gegen die Obotriten. Später

1) Annal Bert. oder bei Pertz mon. I. 435: Prudentii Trecensis ann.: „ducatum Toringubae cum marchis suis, regnum Saxoniae cum marchis suis.“

entstand eine sogenannte sächsische Nordmark, die zu Soltwedel ihren Sitz gehabt. Thüringens Marken müssen eine südliche und eine nördliche gewesen sein. Die südliche vom eigentlichen Thüringen, welches bis an die Saale sich erstreckte, beabsichtigte von dieser Grenze an nach Süd und Osten die Striche des Erzgebirges und der beiden Mulden vielleicht bis Böhmen hin den Slaven abzunehmen; die nordthüringische in der Ausdehnung der Saale von Merseburg und Halle bis Magdeburg weiter östlich theils bis zur Elbe, theils wo diese schon erreicht war, von Magdeburg aus über die Elbe hinüber Land zu gewinnen. Diese östlichen Marken wurden auch unter dem gemeinschaftlichen Namen limes sorabicus zusammengefasst, und man behielt wohl bloß des alten Verhältnisses wegen für dies zu Sachsen mitgerechnete Land den thüringischen Namen bei. Großes Dunkel ruht allerdings, durch Schuld der Annalisten jener Zeit, auf diesem Marksystem. Theils wurde der Ausdruck Mark auch für kleinere Gebiete, wie die duderstädter, germer Mark u. s. w., theils die Benennung der Markgrafen mit der der bloßen Grenzgrafen oder Befehlshaber in Gauen an der Grenze (comites limitanei) verwechselt, theils fallen endlich auch wohl andere Amtsbezirke wie die Sprengel der königlichen missi oder Sendboten, missatica, oder temporärer Oberbefehlshaberschaften, legationes, damit zusammen. Es kommt hinzu, daß sich Umfang und Wichtigkeit der Marken sehr verändern musste, indem durch neue noch weiter vorgeschobene Eroberungen die dann rückwärts liegenden Marken in den politischen und geographischen Hintergrund treten, den Namen ohne die Sache fortbehalten oder sich zersplittern [1]).

Eine merkwürdige Verfügung Karls des Großen, später von Karl dem Kahlen bestätigt, schreibt vor, wie weit den Kaufleuten erlaubt sein soll im östlichen Deutschland gegen

1) Bei diesem immer noch sehr dunkeln Puncte der deutschen und auch sächsischen Geschichte sind besonders benutzt und mit Dank zu nennen G. A. H. Stenzel de ducum Germanorum post tempora Caroli M. origine et progressu. Lips. 1816. 4. S. 42. und Desselben: de marchionum in Germania potissimum qui seculo nono extitere, origine et officio publico. Wratisl. 1824. 4.

die Slaven und Avaren hin zu handeln, weil Waffen ihnen zuzuführen streng verboten war. Als Endpuncte dieser Handelsstraßen (was indeß nicht ausschliesst, daß auch Ein Straßenzug diese verschiedenen Orte oder Nord- und Süd-Deutschland auf diesem Wege verband) kommen vor: Bardewich, Schesla, (Seslach oder Cella), Magdeburg, Erfurt, Halarstadt (Hallstadt unweit Bamberg), Bremberg (in der obern Pfalz), Regensburg, Lorch. Königliche Missi waren in diesen Städten angeordnet, um über Befolgung dieses Befehls zu wachen. Wahrscheinlich waren sie aber auch, wie aus einigen der Namen zu schliessen ist und aus dem Umfang ihres Amtssprengels, schon eine Art von Markgrafen. Zu Bardewich war der Sitz einer Markgrafschaft des Grafen Hredi gegen die Obotriten; zu Magdeburg gegen die Heveller, Welalaben, Wilzen und andere Slaven unter Hatto; zu Erfurt gegen die Sorben Madalgandus; zu Schesla, welche man statt Cella eher für Seslach bei Coburg halten kann, Madalgoz; zu Vorchheim, Bremberg und Regensburg der als nordbaierischer Markgraf wirklich bekannte Audulf; zu Lorch, also gegen die Ens, Warnarius. Demnach würde Hatto nordthüringischer, und Madalgaud, wohl mit Madalgoz derselbe, südthüringischer Markgraf etwa von Halle bis nach Coburg gewesen sein [1]).

Ausserdem waren zur Vertheidigung der Grenzen gegen die Slaven Castelle, Warten, Thürme erbauet, und der Graf im Grenzgau musste für die wechselsweise Bewachung derselben durch die benachbarten Grundbesitzer sorgen. Übrigens scheint Thüringen und Westphalen zum mainzer Missaticum mitgerechnet worden zu sein, während Friesland, Westphalen und Anderes zum cölner gehörte. Als aber das Frankenreich

1) Capitulare von 805 in Heinecci et Georgisch corpus juris Germanici antiqui. Halae 1738. 4. S. 697 u. 1845. Gensfler Gesch. d. fränk. Gaues Grabfeld. Schleusingen 1802. II. 106. Das Seßlach an der Rodach verzeichnet die Special-Charte d. Chron. Gottw. als Zezzilaha. In der Nähe liegt ein Thuringstadt. Cella, wofür Eckart und Stenzel statt Schessla, das sich sonst nicht findet, stimmen, liegt zu entfernt von der Elbe. Die Abschreiber konnten leicht die Ordnung verändern. Urk. v. 837. Joh. Ad. Schultes neue diplom. Beitr. zur fränk. u. sächs. Gesch. Baireuth 1792. I. 294.

843 in drei Haupttheile zerfiel, wurden diese allzugroßen Missatica in kleinere zertheilt, und so kommen solche Missi, aber meistens unter herzoglichem Namen oder an der Grenze mit markgräflicher Würde bekleidet, in Sachsen, Thüringen, Franken, Baiern und später auch in Schwaben vor. Die Benennung dux ist also bis zu den Ottonen hin nicht bloß im militairischen Sinne oder als eine Verwechslung der Chronisten mit den alten Herzogthümern zu verstehen. Daher Ludolf, Bruno und Otto der Erlauchte, welche Herzoge von Sachsen heissen, ihrem eigentlichen Amte nach wohl nur Hattos Nachfolger in der nordthüringischen Mark gewesen sind, während auf Magingaud oder Madalgaud vielleicht Gebhard vom Niederlahngau und gewiß Thaculf (Dachhülf) und Ratulf folgten, ursprünglich also bleibend gewordene Missi, gewöhnlich aus den mächtigsten und reichbegütertsten Gaugrafen genommen, mit Herzogstiteln [1]). Aber erst mit diesem Thaculf knüpft sich unsere Geschichte wieder an mehr als bloße Namen an.

Thaculf, ein Ostfranke, erscheint um 849 als dux und 849
comes limitis sorabici, also längs der ganzen Sorbengrenze bis nach Ostfranken, dessen Markgrafschaft gegen Böhmen damals Ernst verwaltete. Seine Kämpfe scheinen besonders den Böhmen, an deren Grenze er begütert war (daher wohl das comes de Boëmia, welches Einige verleitete Böhmen zu seinem Vaterland oder gar zu einem Theile des Sorbenlimes zu machen) und deren Sprache und Sitten er kannte, gegolten zu haben. Doch auch gegen die Sorben selbst, ja 872 872
sogar gegen die Mähren mussten die Thüringer ziehn. Ein Sorbenfürst Czistibor, den die fuldischen Zeitbücher gar einen dux limitis sorabici nennen, wurde für seine Ergebenheit gegen König Ludwig von seinen eigenen Leuten erschlagen. Die Geschichte dieser Kämpfe, die nicht immer glücklich waren, hat höchstens dadurch einiges Interesse, daß man die Deutschen doch allmälig vorwärts dringen sieht. So wurde 856 schon gegen die Daleminzier im Meissnischen sieg- 856

1) über die deutschen Missatica zu Mainz, Trier und Cöln s. Capitalare von 823. u. 825. bei Georgisch l. c. 882. und von Leutsch Markgraf Gero S. 64.

reich gefochten, wenngleich ihr Land nicht unterworfen. Doch müssen bereits die Gegenden bis an die Mulde gewonnen worden sein, weil von treuen sorbischen Fürsten oder vom Abfalle des Volkes und von alten Grenzen der Thüringer die
874 Rede ist. Nach Thaculfs Tode empören sich (Aug. 874) Sorben und Siusler (an der Mulde), die aber der mainzer Erzbischof Liutbert und Radulf der neue Markgraf schon im Januar 875 zum früheren Gehorsam brachten. Sonst wird dieses Markgrafen weiter nicht gedacht [1]).

876 Durch die im Nov. 876 vorgenommene Theilung Deutschlands unter die Söhne Ludwigs († 28. Aug. 876) zu Sualifeld im Rieß bei Nördlingen kam Ostfranken, Thüringen mit seinen Marken, Sachsen und Friesland an den jüngern
880 Ludwig, und seit 880 erscheint Graf Poppo als Markgraf im Sorbenlimes mit dem Herzogstitel Thüringens. Die Kämpfe gegen die Sorben und die mit ihnen verbundenen, auch wohl in Sold genommenen Böhmen dauern fort; jeder unglückliche Krieg der Deutschen mit Andern, fast jeder Fürstenwechsel wird benutzt. So damals die verlorne Schlacht der Deutschen gegen die Normannen (880. 2. Febr. wahrscheinlich bei Hamburg, nicht bei Ebbstorf), wo auch der sogenannte Herzog der Sachsen Bruno, Ludolfs Sohn, der Königin Bruder, vielleicht nordthüringer Markgraf, blieb. Auf diese Nachricht überfielen Daleminzier, Böhmen, Sorben die treuen Slaven an der Saale mit Mord, Raub und Brand, bis Graf Poppo sie so entscheidend schlug, daß „keiner von solcher Menge übrig blieb." Das mag auf einige Jahre Ruhe gewährt ha-
882. 883 ben; denn selbst 882 oder 883, wo Poppo mit dem Sachsen Egino in einen Kampf gerieth, und vorher während eines großen, aber fruchtlosen Zugs Karls des Dicken, der nun ganz Deutschland durch seiner Brüder Tod regierte, gegen die Normannen (auch die Thüringer nahmen Theil) verhielten sie sich ruhig. War Egino wirklich auch dux Thuringorum, wie Neuere bezweifeln, so müsste er Markgraf der Nordthüringer

1) Hauptquelle sind hier die Annales Fuldenses verschiedener Verf. Pertz mon. Germ. hist. I. 343 sqq. Kriegsjahre waren 849, 851, 856, 857, 858, 869, 872, 875, 877, 880. Man liest dort schauderhafte Scenen der Noth in Thüringen.

gewesen sein, und Otto, Brunos Bruder, schon wirklicher Herzog der Sachsen [1]). Poppo zog übrigens den kürzern. Erst 892 brachen die Sorben und Böhmen von neuem in Thüringen ein, vielleicht um unter König Arnulf (seit 888) ihr Glück zu versuchen, den auch die Thüringer mit hatten wählen helfen. Poppo rief den wirzburger Bischof Arno zu Hülfe, und dieser wurde auf der Rückkehr aus Böhmen im Miriquidiwald (dem Erzgebirge) im östlichen Gaue Chutizi (ob bei Frankenberg, ob auf der klaffenbacher Höhe, ob gar bei Colditz, bleibt dunkel, trotz der wunderbaren Lichter, die noch zu Bischof Ditmars Zeiten dort häufig gesehen wurden), als er eben in seinem Zelte Messe las, 13. Juli von den Slaven plötzlich überfallen und mit den Seinen niedergehauen. Das wurde das Signal weit größerer Ereignisse. Poppo wurde noch in demselben Jahre seines Amts entsetzt und starb bald darauf. Auch sein Sohn gleiches Namens erhielt des Vaters Würde nicht. 892

Gaugraf des Tullifelds und Grabfeldes gehörte Poppo der mächtigen ostfränkischen Familie der Babenberger an. Sein Bruder Heinrich († 886) stand der Mark Ostfrankens vor, und dessen Sohn war mit Baba, Ottos des Erlauchten Tochter, vermählt. Poppo wurde in seinen Abkömmlingen Stammvater der nachherigen Grafen von Henneberg, Weimar, Orlamünde und damit einiger Markgrafen Meissens. Im westlichen Franken dagegen, im Niederlahngau und in Hessen reich begütert war eine andere Familie begünstigter vom König Arnulf, welcher der Babenberger allzugroße Macht zu fürchten schien. Sie nannte man die Konradinger, von Konrad, dem Lehnherrn oder Senior, großmütterlicherseits aus Karolinger-Stamm. Diesem Konrad gab Arnulf die dem Babenberger genommene Mark Thüringens, dessen Bruder Gebhard das Pfalzgrafenamt in Franken, und einem dritten Rudolf, Abt von Hersfeld, das Bisthum Wirzburg. Ein vierter Bruder Eberhard war Graf im Niederlahngau. Nur die Markgrafschaft Ostfranken, die Arnulf durch das geistliche Missa-

1) v. Leutsch Gero S. 64 meint, Egino komme als Sachse ausser den fuldischen Jahrbüchern gar nicht vor, wohl aber Franken dieses Namens bei Regino und Schannat. Wir bleiben aber bei der obigen Quelle.

ticum des wirzburger Bischofs genug neutralisirt erachten mochte, war auf Heinrichs des Babenbergers Sohn, Adalbert, übergegangen, der mit seinen Brüdern Adelhart und Heinrich nach
899 Arnulfs Tode 899 und unter der Regierung Ludwigs des sogenannten Kindes seinem Hasse gegen die bisherige Hofpartei der Hessen-Konradinger Luft machte.

Konrad, der Markgraf Thüringens, hatte seine Würde noch 892 niedergelegt, zufrieden mit der hohen Würde eines ostfränkischen Kammerboten und Herzogs von Rheinfranken, und ihm folgte in Thüringen ihm nahe verschwägert Burchard, Graf im Nidgau. Auch der mainzer Erzbischof Hatto gehörte dieser Partei an. Die babenberger Fehde brach nach langer
902 Reibung zwischen Markgraf Adalbert und Bischof Rudolf 902 aus. Der Verlauf derselben, für beide Theile blutig, gehört weniger hieher als der Erfolg. Ludwig, der König, zog selbst endlich gegen den Babenberger und sprach in einem Fürstenrecht ihm seine Lehen ab. Dagegen überfiel der geächtete Mark-
905 graf Konrad den Senior bei Fritzlar und erschlug ihn (905
906 oder 906) in der Schlacht, zur Rache für seine eigenen früher schon gefallenen Brüder. Nach Tribur vorgeladen, erschien er nicht; endlich, als Ludwig von neuem gegen ihn zog, die Acht zu vollstrecken, rettete ihn keine Unterwerfung mehr,
9. Sptbr. sondern er wurde — Hattos des mainzer Erzbischofs unedle
906 List mag wahr sein oder nicht — enthauptet. Die Markgrafschaft Adalberts ging an Luitbald von Baiern über. Den Babenbergern aber eröffnete sich später in Östreich ein glorreicherer Schauplatz. Auch Burchard der Thüringer genoß seine Würden nicht lang. Er blieb — ob eben bei Eisenach? — gegen die in Sachsen und Thüringen eindringenden Ungarn, unter deren Schutze auch die Slaven wieder abfielen, tapfer
908 fechtend 908, wie Luitbald ein Jahr vorher. Zwei Jahre spä-
911 ter endeten die deutschen Karolinger mit König Ludwig, der den Spruch verwirklichte: Wehe dem Lande, dessen König ein Kind ist! Für die thüringischen Länder kam eine neue Ordnung der Dinge [1]).

1) Über die babenberger Fehde als Hauptquelle Regino bei Pertz Mon. Germ. hist. I. 537. Von Neuern Wenck hessische Landesgeschichte II. 611 sqq. und Chr. Rommel Gesch. von Hessen. Marburg, 1820. I.

3) Vorwalten sächsischer Verhältnisse.

Weder das spätere Auftreten der Sachsen in Deutschland, noch ihre früheren Stammverhältnisse, ihre in manchen Stücken von anderen deutschen Völkern abweichende innere Verfassung, Sitte und Religion, noch ihre Thätigkeit als Feinde der Thüringer und Franken, als die gefürchtetsten Seeräuber und Gründer einer Octarchie in England, gehört hieher. Allgemeinere Wichtigkeit erhalten sie erst durch ihre Kämpfe mit den Majordomen und durch den dreissigjährigen Krieg mit Karl dem Großen. Der Erfolg derselben ist bekannt. Er schloß mit ihnen wie mit einem im Unterliegen noch gefürchteten Feinde den selzer Frieden ab. Dadurch traten sie in den großen fränkischen Länderverband und nach Religion, Verfassung und Verwaltung in das karolingische deutsche System herein.

Vier verschiedene Theile dieses großen Landes zwischen Elbe, Ostsee, Friesland, der Yssel, Ruhr und Eder, dem Harz, der Helme und der Saale treten mit Bestimmtheit hervor: nämlich Westphalen lange mit abwechselnd unbestimmten Grenzen, später Alles umfassend, was von Sachsen unter dem Erzstifte Cöln und dem Hochstifte Münster stand; Engern, das Land in der Mitte Sachsens an der Weser; und Ostphalen, welches bis an die Elbe reichte. Zu diesen kam viertens Nordalbingien, welches nordöstlich von der Elbe lag, bis an die Eider und Nordsee, später noch über einige slavische Stämme ausgedehnt, wohin die Wagrier, Polaben, Obotriten u. a. zu rechnen sind. Auch in Gaue war das Land getheilt [1]), aber erst Karl der Große gab ihnen Grafen; ob fränkische, ob eingeborne, wird gestritten; wahrscheinlich waren deren aus beiden Völkern; er ließ ihre Gesetze sammeln und verzeichnen, und

87 sqq. (Möge dies tüchtige Werk bald vollendet werden!) Vielleicht stammen diese Babenberger von den alten Herzogen Thüringens ab.

1) Hier nur die Länder; die Gauen und kirchlichen Abtheilungen, um Wiederholungen zu vermeiden, später. Wie wenig reichen aber die Charten in Falckes Traditionib. Fuldens. für ganz Sachsen aus! Wie wünschenswerth — aber auch wie schwierig! — ein historischer Atlas Deutschlands, wie Kruses höchst schätzbarer für Europa!

ordnete den Heerbann und die Kriegspflichtigkeit überhaupt. Gegen die Sorben waren alle verpflichtet aufzubrechen, während gegen Spanien und die Avaren fünf Sachsen nur den sechsten gerüstet stellten. Die alten Volksversammlungen, die Tage bei Marklo hörten auf. Nur Graf oder missus berief das Volk.

Eine schwere Aufgabe war es, den Sachsen zum Christenthum zu bringen. Die Freuden des Walhalla waren ihm nationeller und seliger als die dunkeln Verheissungen der Priester Jesu, Odin und Freia herrlicher als der Christengott und die jungfräuliche Gottgebährerin. Das Christenthum war Staatsreligion des verhassten Feindes und führte in seinen kirchlichen Formen des Unverständlichen, des Drückenden zu viel mit sich. Eine mächtige Priesterkaste zu ernähren, Heilige zu verehren, die nicht Heroen und Götterhelden waren, dem Feinde liebend zu vergeben, wo die Blutrache heilig Erbtheil und Ehrensache war, mochte ihnen unnatürlich scheinen. Doch Karls Schwerdt und seine traurigen Verpflanzungen und Wegführungen eines Theils des Volkes ersetzten bald die innere Überzeugung; Wittekinds und anderer Großen Beispiel ging voran; das gebieterische morte moriatur des Capitulars de partibus Saxoniae für den, der sich nicht taufen lassen wollte, war bei einem Karl, der 4500 Sachsen an der Aller schlachten ließ, keine leere Drohung. Bisthümer wurden zu Osnabrück
783.786 (783), zu Verden 786, Bremen 787, zu Paderborn, Min-
787 den, Halberstadt, Hildesheim, Münster nach dem selzer Frieden gestiftet; Hamburg als Erzbisthum (831) des Nordens
822 für Ansgarius und Klöster, unter denen Corvei 822 und Gan-
856 dersheim (856) bald berühmter wie Fulda und Hersfeld wurden. Bei den Domstiftern und Klöstern wurden Schulen errichtet.

Man unterschied drei Stände bei den Sachsen, Edelinge, Frilinge, Lazzi. Die Edlinge waren durch Karls Politik und Kriege sehr gelichtet worden. Was übrig war, mag vorgezogen haben im fränkischen Sinne zu leben. In den Kriegen zwischen Ludwigs Söhnen waren die Edlinge theils für Lothar theils für Ludwig, und Lothar versprach sogar den untern Ständen ihnen ihre alte (heidnische) Verfassung wieder zu geben. Da traten sie als Stellinga in eine Vereinigung und

verjagten die Edlinge, die Anhänger Ludwigs; doch war dieser Aufstand nur vorübergehend [1]).

In den Kriegen Karls treten Herzoge an die Spitze der einzelnen sächsischen Provinzen. Aber ohne Zweifel waren dieser Wittekind, der Westphale oder Enger, waren Albion, Bruno, Hessi nur Anführer für den Krieg aus den vornehmeren und reicheren Geschlechtern und nicht Herzoge im späteren Sinne des Wortes. „Denn vor dem Kriege," sagt Wittekind von Corvei, „wurde der allgemeine Befehlshaber gewählt, und nach dem Kriege lebte Jeder wieder nach gleichem Rechte, nach gleicher Macht." Aber es konnte nicht fehlen, daß einzelne vornehme Familien, die eine Reihe großer Erinnerungen, und was wirksamer, großer Männer aufzuweisen hatten, sich zu einem höhern fürstlichen Ansehn emporschwangen, und dies gilt vor allen von der Familie des sogenannten Herzog Wittekind († 803), von welchem, obgleich keine älteste Quelle es ausdrücklich sagt, sondern mehr als bekannt voraussetzt (nur einstimmig nennen sie ihn aus dem erlauchtesten Geschlechte in Sachsen), das große Haus der Ludolfinger mit hoher Wahrscheinlichkeit abgeleitet wird [2]). Sachsen, wenn es gleich keine Nationalherzoge hatte, galt doch noch als Herzogthum, obwohl es bloß von einzelnen Grafen verwaltet wurde, die ein Missus (der bald ständig werden musste) unter Aufsicht hielt. Ein solcher missus perpetuus, ein Großgraf mit missalischer Gewalt, mit der obersten Militairmacht der ganzen Provinz, also auch und ganz besonders mit Vertheidigung der Grenzen und der Grenzanstalten beauftragt, war Ludolf. In dieser Hinsicht standen die andern Grafen unter ihm, und ihm war eine fast herzogliche Gewalt nicht abzusprechen. So ein Mann, im Lande selbst angesehn und reich begütert, konnte in so kriegerischer Zeit, wo Normannen, Ungarn, Slaven dem Lande täglich drohten, so leicht

1) Nithardus bei Pithoeus ann. et hist. Franc. scriptores XII. Frankf. 1594. 8. S. 478. Über die temporären bloß militairischen Herzogsämter Wittechind Corbej. in Meibom. scrr. rr. germ. I. 634.

2) Gerffler (Joh. And.) Wittekind ꝛc. Coburg 1817. und die angehängte große genealogische Tafel, irrt hier wohl nicht.

nicht abgesetzt werden. Er behielt seine Würde nicht nach Gesetz, sondern nach Bedürfniß und Nothwendigkeit auf Lebenszeit und setzte sich so fest, daß man auch seinem Sohne sie ohne Gefahr des Bürgerkrieges nicht wohl verweigern mochte. Westphalen oder Westsachsen scheint eine Zeit lang in jenem Ludger, Ecbert, Cobbo, Wicbert oder Walbert noch eigene Fürsten oder Großgrafen (Herzoge?) gehabt zu haben,
843-864 die aber zu Ludolfs Zeit, der ums Jahr 843 — 864 sein Amt antrat, wieder verschwinden. Durch diese, aber lang noch nicht gesetzliche Erblichkeit der höchsten Provinzialwürde die damals existirte, geschah es allmälig, daß ihre Inhaber auch den Comitat in den meisten ihnen untergeordneten Gauen an sich brachten, die Grafen der übrigen zu ihren Vasallen machten und endlich, doch das in weit späterer Zeit, den Satz factisch durchzuführen suchten, daß lehnsässig landsässig mache[1]). — Ludolfs Gemahlin Oda war eine Billungerin, und seine Tochter Luitgard wurde König Ludwigs des jüngeren Gemahlin.
872 Sein Sohn Bruno kommt als sein Nachfolger 872 urkund-
880 lich vor und blieb 880 gegen die Normannen.

Ihm folgte sein Bruder Otto in den sächsischen Würden, wahrscheinlich derselbe der schon im Gau Südthüringen
877 den Comitat 877 hatte. Wäre darunter ganz Thüringen zu
880 verstehen, so könnte er es nur bis 880 behauptet haben, wo er nach seines Bruders Tode Sachsen übernahm und Poppo ihm in Thüringen folgte. Dann würde es sich auch erklären,
908 warum nach Burchards von Thüringen Tode (908 s. oben) Otto wieder zugreifen und auch diese Mark sich aneignen konnte. Es würde aber auch daraus folgen, daß man fränkischerseits Thüringen, an sich und ohne die Mark, nur als einen großen Gau mit seinen Untergauen betrachtete, der nur durch die vorliegende Mark (den halben limes sorabicus) und durch den sie verwaltenden Markgrafen, gewöhnlich dux genannt, und wegen alter Erinnerungen zu dem Titel eines Herzogthumes kam, und daß man den Comitat Thüringens und den Ducat des Sorbenlimes bisher bloß als

1) K. Chn. v. Leutsch Blick auf die Gesch. des Königr. Hannover. 2te Aufl. Lpzg. 1827. 8. S. V. — Gensflers Wittekind S. 190.

die östlichste Abtheilung des deutschen Herzogthumes Franken ansah [1]).

Otto, in der Behandlung der nah verwandten Babenberger schwer beleidigt und nach dem königlichen Jüngling wenig fragend, nahm entweder eigenmächtig die Verwaltung Thüringens auf, oder wurde zur Besänftigung von der Hofpartei selbst mit der Verwesung beauftragt. Burchards unmündige Söhne, Burchard II. und Bardo, von denen einer mit dem neuen König Konrad verschwägert wurde, behielten vorerst ihre erblichen Besitzungen in Thüringen. Im Jahre 911 hatte Otto der Erlauchte die ihm, so angesehn war sein 911
Name, von den Franken und Sachsen angetragene Reichskrone wegen seines Alters zurückgewiesen, und so war sie dem Sohne jenes Konrad, des Lehnsherrn und gewesenen Markgrafen von Thüringen, übertragen. Wirklich starb Otto schon 912 mit Hinterlassung seiner Ämter und Länder an seinen Sohn Heinrich.

Jetzt glaubte Konrad dem jungen vaterlosen Heinrich die Spitze bieten zu können; er verlangte, daß er als fränkischer Vasall die Lehen seines Vaters zuvörderst in seine, des Königs, Hände legen solle. Kein Zweifel, daß der König einem von Burchards Söhnen zum Besitz der väterlichen Markgrafschaft verhelfen wollte. Heinrich aber, statt nachzugeben, vertrieb die beiden Grafen Burchard und Bardo und vertheilte ihre Besitzungen unter seine eigenen Vasallen.

So tritt abermals eine Dynastie vom thüringischen Schauplatze ab, und eine neue vierte, die sächsische, auf denselben; damit kommt die ehemalige Verbindung Thüringens mit Ostfranken immer mehr in Vergessenheit, und Thüringen erscheint hinfort, und nicht bloß mehr in seiner nordthüringischen Mark, in engerer Verbindung mit Sachsen. Für Thüringen, dessen po-

Sein wittekindisches Herzogthum Buthinefeld hat ihm freilich Wedekind (A. Chn.) in den Noten zu einigen Geschichtschreibern des Mittelalters (einer trefflichen Sammlung kritischer Bemerkungen) 3. Heft No. XXV. über den Haufen geworfen.

1) Vergl. Chn. v. Leutsch Markgraf Gero S. 65. Auch viele der im Texte gleich folgenden Behauptungen fanden in diesem Werke, wenn auch nicht immer ihren Ursprung, doch ihre Bestätigung.

litischer Mittelpunct jetzt mehr nach Osten gerückt wird und bald in Merseburg (Erfurt blieb es mehr in geographisch-mercantilischer Hinsicht) gesucht werden muß, war übrigens Heinrich längst kein Fremdling mehr. Er hatte eine Thüringerin, die bald von ihm verstoßene Hatheburg, eine verschleierte Wittwe, die Tochter eines Grafen Erwin, der seine Güter in der alten Stadt (Merseburg? noch jetzt heisst eine Vorstadt Altenburg) und um dieselbe hatte, zur ersten Gemahlin, und seiner zweiten, Mathildis, der schönen Tochter Graf Dietrichs von Ringelheim, schenkte er seine Güter um Wallhausen an der Helme. Dem mainzer Erzbischof Hatto, der wie gegen den Babenberger auch gegen ihn sich falsch erwies, nahm er die thüringer Güter weg. Konrad, der König, rüstete gegen ihn.

Aber Heinrich schlug nicht nur des Königs Bruder, den Herzog von Ostfranken und Pfalzgraf Eberhard bei Eresburg und entging durch einen glücklichen Zufall der größeren Gefahr, die ihn vom König selbst bedrohte, der ihn in der Burg Grona eingeschlossen hatte. Ja Konrad, in der Überzeugung, daß der die Krone am besten zu schützen wissen werde, der sie am kräftigsten angefochten, und um längern Zwist mit einem Male abzuschneiden, bezeichnete Heinrich sogar mit Übergehung seines eigenen Bruders den deutschen Fürsten als den würdigsten Nachfolger. So bestieg nach Konrads Tode († 23.
918 Dcbr. 918) Heinrich der Sachse den deutschen Thron, ein tüchtiger Herr, wo es Deutschland nach innen und nach aussen zu schützen galt; darum gönnen wir ihm, statt des abgeschmackten Beinamens des Voglers und des zweideutigen des Großen, eine neue Bezeichnung Heinrich der Gewaltige[1]), oder ehrenvoller vielleicht noch für ihn und sein Volk Heinrich der Sachse.

1) Ein Prädicat, wodurch man ihn wohl schwerlich mit dem ihm sehr ungleichen Heinrich II. oder Frommen verwechseln wird.

Dritter Abschnitt.

Völlige Unterwerfung der Sorben. Neue Gründung östlicherer Marken, besonders der meissner Mark. Befestigung derselben durch Bisthümer. Heinrich I. — Otto I. und Markgraf Gero. Thüringen im Hintergrunde.

1. Kämpfe gegen die Sorben und ihre Verbündete.

Schon im Jahre 908 hatten Otto der Erlauchte und sein Sohn wieder gegen die Dalemincier gekämpft, deren Hauptsitz im meissnischen Elbthale und in der Gegend von Lommatsch war, welches noch den alten Namen dieser Slaven Slomaci aufbewahrt, und wahrscheinlich hing mit diesem Kampfe die schnelle Besitzergreifung der thüringischen Mark zusammen. Damals kamen den Sorben die Ungern als Verbündete zu Hülfe, und in jener Zeit war es wohl auch, wo Heinrich im ungleichen Kampfe mit diesen in den festen Platz Bicni (Püchen an der Mulde) versprengt wurde und dort sich rettete, wofür er ihr (später) große Rechte einräumte. Es ist nicht zweifelhaft, daß die noch öfters genannten Avaren die Ungern, die spätern Inhaber ihres Landes, gewesen sind. Am meisten litten die Dalemincier selbst durch ihre Gäste und Bundesgenossen und mussten sogar einmal wegen Hungersnoth auswandern. Zugleich gehörte ihr Land mit zu der Straße, welche die Ungern nach Thüringen und Sachsen einzuschlagen pflegten. So viel aber sah Heinrich wohl, daß er die Sorben nicht dauernd bezwingen könne, solange sie an jenen wilden Schwärmen und an den Böhmen Rückhalt hatten, und daß er eben so die Ungern selbst nicht bleibend von Deutschland abhalten werde, solange er dem kühnen Reitervolk nicht eine gleich gewandte Reiterei und eine größere Anzahl fester Plätze, deren Werth aus eigener doppelter Erfahrung ihm eingeleuchtet, entgegensetzen könne.

Im Jahr 923 oder 924 (denn in den Quellen herrscht große Verwirrung in der Zeit und Reihenfolge der Begebenheiten) gelang es in einem Kampfe mit den Ungern bei Werle, oder in den Harzgegenden, durch Gefangennehmung eines ihrer Hauptanführer ihnen einen neunjährigen Waffenstillstand abzunöthigen, und nun benutzte er die Zeit von 924 — 932 die Slaven wo möglich auf der ganzen Grenze von Böhmen bis zur Ostsee zu bezwingen, dann auch gegen die Normannen und Dänen das Reich von neuem zu befestigen und endlich manche offene Orte in feste Plätze (darum eben noch nicht Städte — civitates, — aber doch Grundlagen derselben) umzuschaffen. Zuerst wahrscheinlich im Winter 926 und 927, denn früher beschäftigten ihn lothringische Angelegenheiten, wurden die Heveller oder Wilzen mit ihrer Hauptstadt Brannibor (Brandenburg), darauf die nördlich von ihnen an der Elde wohnenden Redarier, denen ein ostsächsischer Graf Bernhard vorgesetzt wurde, und vielleicht auch schon die Obotriten, die wenigstens um 929 unter den besiegten Völkern mit aufgezählt werden, bezwungen.

So im Nordosten fertig, bleibt es zweifelhaft, ob er sich nun unmittelbar gegen die Slaven um Liubusun (Lebus oder Lebusa im Amte Schlieben, deren Einwohner er sich in ein kleines Castell bei der Stadt zurückzuziehn und dort sich zu ergeben zwang) und Milziener vorzüglich auf dem rechten Elbufer bis in die Gegend von Budissin (Bauzen) wendete, oder aber, was fast glaublicher aus Ditmars Chronik wird, erst auf dem linken Ufer die Bezwingung der Daleminicier (928) vollendete. Mit einem Zuge waren ohnehin nicht die Milziener, noch weniger die Lusitzer ganz besiegt. Die Dalemncier schienen das offene Feld verlassen und sich in ihre Hauptfestung Jahna (Grona, Kietni geben für Kösen oder Köthen und Gruna an der Mulde bei Eilenburg genommen keinen recht passenden Ort) zwischen Meissen und Lommatsch zurückgezogen zu haben. Zwanzig Tage dauerte die Belagerung; dann Sturm, Eroberung, Blutbad und Plünderung zum abschreckenden Exempel für andere Völker! Ob nun gleich oder später der Berg an dem Flüßchen Meisse (Mesa, die Grenze?) gerodet und mit einer Burg gesichert wurde, bleibt unbestimmt. Den Chronisten zufolge

möchte man schliessen, Heinrich sei von hier aus, vielleicht während die Burg erbauet wurde, über die Elbe gegen die Milziener, die wie die Lusitzer mit den Böhmen im Bunde oder gar in Abhängigkeit von ihnen standen, übergesetzt, habe sie überwunden und dann nach Böhmen selbst sein Heer geführt. Prag und Herzog Wenzeslav musste sich ergeben und Tribut versprechen. Dem Zuge gegen Böhmen soll auch Herzog Arnulf von Baiern beigewohnt haben. Da Heinrich hierauf wieder nach Lothringen ziehen musste, kann er schwerlich erst auf dem Rückwege aus Böhmen die Milziener und Luitizier bekämpft haben. Schon im folgenden Jahre 929 fielen die 929
Redarier, Heveller, Ukern, (Grenzslaven?) wieder ab, und wurden erst durch die Grafen Bernhard und Thietmar bei Lunkini (Lenzen im perleberger Kreise) nach blutiger Schlacht von neuem wieder unterworfen.

Zweierlei ausser der Jahreszahl ist leider von den Schriftstellern bei dem Feldzuge nach Dalemincien und Böhmen zu bemerken vergessen worden: erstlich wo damals die böhmische Grenze angefangen, die darum von Spätern bis in die Nähe Dresdens im Gau Nisani ausgedehnt, von Andern, was glaublicher, wie die jetzige im Allgemeinen angenommen wird, denn auch der früheste meissner Bisthumssprengel entscheidet Nichts; sodann ob diese mit einer Besatzung und einem Burggrafen versehene Burg Meissen wirklich damals schon der Sitz einer neuen Markgrafschaft geworden ist. Selbst Ditmar von Merseburg berichtet über Beides nicht, und würde doch gewiß den Namen der Markgrafen nicht verschwiegen haben. Es bleibt darum Nichts übrig als anzunehmen, daß Heinrich die Errichtung einer Markgrafschaft zwar beschlossen, aber nicht ausgeführet, oder dieses Amt einem Manne aufgetragen habe, der durch den Besitz noch anderer Länder und Würden gerade diesen Titel einer noch unansehnlichen Mark habe übersehen lassen. Selbst bei dem nächsten Einbruche der Ungern 932, 932
wird keines Markgrafen gedacht [1]).

1) Das Dictum probans für die Markgrafschaft bei Ditmar Merseb. ed. Wagner p. 12. gilt nur von einer urbs auf dem ausgerodeten Berge, welche Heinrich ut hodie in usu habetur praesidiis et impositionibus caeteris munivit. Ex eo Milzenos suae subactos ditioni

Übrigens hatte Heinrich auch seine übrigen Aufgaben gelöset: er hatte nicht nur seine Sachsen zu einem bessern Reiterheere durch Übungen, die man irrig schon für völlige Turniere angesehen, im Waffen- und Roß-Gebrauch und Kriegsspiele umgeschaffen, sondern auch im Slavenland, in Thüringen und Sachsen manchen offenen Flecken mit Mauern umgeben, besonders Merseburg, wo auch die steinerne Kirche ihm ihren Ursprung verdankt, hatte sonst an schicklichen Orten Burgen gebauet, Warten mit Besatzungen angelegt und verordnet, daß der neunte freie Grundbesitzer vom Lande (milites agrarii) in diese sogenannten Städte (urbes) ziehen und Wohnungen und Scheuern für den Fall eines Kriegs erbauen solle; hatte verordnet, daß Feste und Feierlichkeiten nur in den Städten abgehalten, und daß der Reihe nach die Burgwacht von den Bewohnern des Umlandes verrichtet werde. Viel räuberisch Gesindel schuf er zu einer Kriegerschaar um und legte sie in die Vorstadt Merseburgs, um zur Vertheidigung der Stadt oder zum Zug im offenen Felde sie zu verwenden. Vater der deutschen Städte kann man ihn darum zwar nicht nennen, aber diese gingen doch zum Theil aus jenen Burgen (urbibus), zum Theil aber auch aus den bischöflichen und königlichen Pfalzen hervor.

932 Die ungerischen Gesandten foderten 932 den jährlichen Tribut und wurden schnöde zurückgewiesen. Da brachen ihre Heere gegen Dalemincien hervor, fanden aber schon hier Alles sehr verändert und ihre Aufnahme sehr kalt. Man soll ihnen einen fetten Hund vorgeworfen haben. Sie theilten nun ihr Heer, und während der eine Haufe sich an der Belagerung der festen Burg an der thüringischen Grenze (Zeiz?

censum persolvere coëgit. Da nun viel Phantasie dazu gehört darin eine Markgrafschaft zu finden, haben Worbs neues Archiv I. S. 191. Genssler im Wittekind S. 100. und v. Leutsch Gero, die Meinung durchzuführen gesucht, daß die Mark erst unter Otto I. oder II. zur Ausbildung gekommen sei. Nur übersieht Worbs den Umstand, daß eine Urkunde von 968 wirklich schon einen Markgraf Wigger oder Wigbert nennt. Mit der Anlegung der übrigen Marken mag es ziemlich eben so gegangen sein, denn auch die Mark Nordsachsen lernt man erst später durch ihren ersten Markgraf Dietrich kennen.

Jena?) versuchte, welche der Thüringer Wido, Gemahl der unehelichen Schwester Heinrichs, mit vielen Schätzen bewohnte, drang der andere Hause nach Nordthüringen selbst vor, wurde aber von Siegfried, Grafen im Hosgau und Friesenfeld, vielleicht selbst Markgraf der Nordthüringer, und von dem sächsischen Grafen Hermann (Billung?), der seine Schaaren mit dem thüringer Heerbann vereinigt hatte, angegriffen und geschlagen. Da eine damals zu Erfurt versammelte Synode dadurch aus der höchsten Angst befreiet wurde, muß die Schlacht nicht zu weit davon vorgefallen sein. Schnell hoben die Andern die Belagerung der Burg Widos auf und drangen nun auf Sachsen los. Schon waren sie an den Grenzen des nachherigen Balsamerlandes oder Belxagaues nordwestlich von Magdeburg, als Heinrich, der nördlich vom Harze bei Radi stand und nur noch die Friesen abwarten wollte, den Angriff anordnete, seine Schaaren durch Anreden begeisterte, die Feinde angriff und völlig schlug, ihr Lager stürmte und mit der ganzen Beute aus Thüringen gewann, die Gefangenen befreiete und die flüchtigen Überreste des Heeres bis nach Dalemincien verfolgte. Ein Markgraf dort, und sie wären verloren gewesen! Doch noch war ihr Muth nicht gebrochen. Im J. 933 ist wieder ein Ungernheer da, aber auch neuer und dop- 933
pelter Muth der Deutschen. Diesmal traf Heinrich die Feinde schon an der Mittelsaale im Hosgau, lockte sie durch eine Schaar schlecht oder nicht bewaffneter Thüringer heran. Die Schlacht war äusserst hartnäckig, selbst auf verschiedenen Puncten schon bedenklich, endlich aber durch den glänzenden Ausgang gekrönt, indem die Feinde ihre Anführer und Fahnen und das Lager verloren, und was dem Schwert entronnen, in die benachbarte Saale gesprengt wurde. So geschah bei Königsberg (daraus Keuschberg) unweit Merseburg. Seit dieser Zeit haben die Ungern zwar nicht Deutschland überhaupt, doch Thüringen und Sorbenland ziemlich verschont [1]).

1) Die Darstellung dieser Kriege Heinrichs bei Luitbrand, Wittekind, Ditmar und s. Abschreiber Annal. Saxo giebt wohl einzelne Thatsachen, aber kein deutliches Bild. Die wichtigste Quelle für den Ungernkampf ist das von Wedekind im 4ten Heft seiner schon genannten Noten zuerst herausgegebene sehr alte Chronicon Corbejense. p. 387 sqq.

Dies und ein neuer Krieg mit den Böhmen, den erst Otto,
937 Heinrichs Sohn, 937 glücklich endet, unterwarf die nun jeder Unterstützung beraubten Sorben völlig.

935 In Böhmen war der treue Herzog Wenzeslav (935) von seinem Bruder Boleslaw ermordet und der Gehorsam gegen Heinrich gebrochen worden. Thankmar, Heinrichs Sohn erster Ehe, hatte Gesandte nach Böhmen geschickt; diese wurden entweder schwer beleidigt oder gar ermordet. Es scheint daher, daß Thankmar mit irgend einem Amte an der böhmischen Grenze beauftragt war, und vielleicht irrt man am wenigsten, wenn man ihm die Verwaltung Thüringens und der südthüringischen Mark, die nach der Eroberung Meissens ihre politische Richtung immer mehr gegen Böhmen nehmen musste, zuschreibt, zumal da das Land der Milciener (Milska) damals noch unter einem den Deutschen treuen böhmischen Fürsten gestanden zu haben scheint, welchen Neuere Dobromir und den Herrn von Milska nennen [1]). Diesen den Deutschen treuen böhmischen
936 subregulus griff der wilde Boleslaw um 936 an, wahrscheinlich in eben der Zeit, wo König Heinrich 2. Juli 936
935 starb, nachdem er auf einem Reichstage zu Erfurt 935 die Königswahl seines Sohnes von den Fürsten zugesagt erhalten und einen Grafen Siegfried zum Legaten ernannt hatte.

Dobromir bat die Deutschen um Hülfe, und es wurden ihm die merseburgische Legion und ein starkes Heer von Hosgauern und Thüringern zugesendet, die erstere unter Anführung des Grafen Esiko (Aesic). Unter wem die Thüringer gestanden, wird nicht gesagt. Gegen diese zwei Haufen theilte Boleslaw sein Heer. Die Thüringer flohen. Dafür schlug Aesic die ihm gegenüberstehenden; wurde aber in seiner Sorglosigkeit nach dem Siege von dem andern gegen die Thürin-

1) Chn. Schöttgen und v. Leutsch halten Thankmar dagegen für einen Markgraf Meissens. Mir scheint aber, die Mark Meissens wurde erst später ausgebildet. Über Dobromir, den Schwager des wilden Boleslaw von Böhmen, s. Pubitschka Chronolog. Gesch. Böhmens. Prag 1770. II. 338. Pelzel sucht Dobromirs Fürstenthum in der Gegend von Leutmeritz u. Bilin. Darauf passt aber das vicinus subregulus und das paruisset imperiis Saxonum des Wittekind weniger.

ger geschickten Heere überfallen und mit dem größten Theil der Seinigen erschlagen. So fand auch die merseburger Räuberlegion ein frühes Ende. Dobromirs Stadt wurde nun von Boleslaw erstürmt und ist lange Jahre wüst geblieben. Um diese Zeit 937 starb Siegfried der Legat, der Sachsen Er- 937
ster, der Zweite nach dem König. Otto wählte für den Böhmenkrieg jetzt einen neuen Oberfeldherrn, Hermann Billung, und dieser schlug die Böhmen so, daß Otto bald sie wieder unterworfen, wenigstens zur Zinspflichtigkeit gebracht sah und nach Sachsen eilen konnte.

Über die für uns so wichtigen Verhältnisse des Legaten Siegfried [1]) schwebt leider manches Dunkel. Seine Legation war schwerlich ein bloßer Heerbefehl für einen bestimmten Krieg, sondern eine Obergrenzaufsicht Ostsachsens gegen die Einbrüche der Feinde. Er kommt zuerst als Graf von Merseburg vor, und seine und Hatheburgs Mutter waren Schwestern. Sonach war er mit König Heinrich und dadurch auch mit Otto verwandt. Vielleicht war Aesic, der die Merseburger führte und in Böhmen blieb, sein Sohn. Denn gleich nach Aesics und Siegfrieds Tode maßt sich Thankmar, Ottos älterer Halbbruder, ein Sohn Heinrichs von der merseburgschen Hathburg, die durch Verwandtschaft ihm zustehende Grafschaft seines Großvaters mütterlicher Seite, nach Ditmar sogar die Legation Siegfrieds selbst an, die aber von Otto nicht ihm, sondern dem Markgraf Gero gegeben wird. Darüber brach Thankmar mit seinem Vater und fand bald darauf, 939, in Eresburg seinen Tod. Mit seinem Tode war die 939
Verwaltung Thüringens und seine Süd-Mark erledigt, und wirklich findet sich gleich darauf, noch 939, ein Bruder Ottos, Heinrich, der bisher Siegfried anvertraut gewesen war, in Thüringen und dessen Mark im Besitze wichtiger Städte, wie Merseburg, Scheidingen, Saalfeld u. s. w., und großer Besitzungen, die er mit königlicher Macht zur Verstärkung seiner Partei verschenkte, vor. Saalfeld war königliche Villa, und

1) Die beiden Hauptstellen über den Legaten (sit venia verbo wegen eines andern) Siegfried bei Wittechind von Corvei (dem der sächs. Annalist nachgeschrieben) Ann. II. bei Meibom. I. 644. und bei Ditmar v. Merseb. II. ed. Wagner. p. 20.

952 dort trat 952 (in loco consiliis funesto) auch Ludolf gegen Otto, seinen Vater, auf. Das übersehe man auch nicht! Es scheint also, daß ihm dies Land und seine Mark bestimmt gewesen, er sich aber durch die Widerspenstigkeit gegen seinen Bruder um den Besitz derselben gebracht habe. Denn neben ihm erscheinen noch zwei Grafen, Teti und Wilhelm, die gegen ihn des Königs Sache führten. So wären mit einiger Wahrscheinlichkeit in Thankmar und Heinrich zwei südthüringische, in Heinrich, Otto, Markgrafen aufgefunden. Dagegen finden sich nach Urkunden als unbestrittene Gaue Siegfrieds,
937 der zu Merseburg bis 937 saß, der Hosgau und das Friesenfeld. Als Legation (militärisches missaticum?) war ihm die Aufsicht über die ganze Sorbengrenze besonders gegen Böhmen übertragen, und somit wohl auch über die südthüringische Mark und über Meissen [1]).

2. Markgraf Gero im limes sorabicus.

Über die Abkunft dieses so mächtigen Mannes ist viel gestritten worden; die genealogischen Verhältnisse, welche die alten Chronisten liefern, reichen wenig aus und sind zum Theil selbst fehlerhaft. Dazu kommt das häufige Wiederkehren derselben Namen, die nach Sitte jener Zeit durch keinen Besitzestitel unterschieden sind.

Von einigen Neuern wird Gero aus einem Harzgrafengeschlechte abgeleitet, von Andern wird, nach Vorgang einer 300 Jahre später verfassten Chronik des Petersberges, Gero zu einem Bruder des merseburger Graf Siegfried, des sogenannten Legaten, gemacht, von Andern wieder zum Sohn eines Siegfried im Schwaben-(Suevon-)Gaue [2]). Um das

1) über Prinz Heinrich, Ottos Bruder als Herrn von Thüringen, welches auch sein Oheim König Heinrich früher als Markgraf und Herzog besessen s. Gensflers Wittekind 106; v. Leutsch Gero 24., besonders über die dreifache Bedeutung der legatio, nach Wittekind 645. Freilich bloß eine Vermuthung! Übrigens mussten diese Verhältnisse, so wenig sie in diese Einleitung zu gehören scheinen, berührt werden, weil sie das Folgende erklärlicher machen.

2) Joh. Ludw. Lev. Gebhardi geneal. Abhandl. 1747. II. 240. und Worbs nehmen Siegfried und Gero unbedingt als Brüder

Jahr 934 wird ein Graf Siegfried im Schwabengau genannt, 934
der auch einen Theil des Gaues Nordthüringen besaß. Dieser, wahrscheinlich einer der sächsischen Edeln, welche Heinrich als seine Getreue hier und dort zu Gaugrafen setzte, mag Geros Vater gewesen sein. Der Siegfried von Merseburg oder im Hosgau (Hassagau), der Legat, stammte aus einer andern Familie und war nicht Geros Bruder; sonst hätte sich Thankmar, bei so naher Verwandtschaft Geros und Siegfrieds, gar nicht über die dem Letzteren von Otto gegebene Legation Siegfrieds beschweren können.

Geros Macht beginnt aber allerdings erst um 938, als 938
Otto ihm die Legation des kurz vorher gestorbenen Legatus Siegfried übergiebt, die Einige für die sächsische Pfalzgrafschaft gehalten haben. Daß er von da an häufig selbst in Urkunden marchio et dux genannt wird, rührte von dem immer wachsenden Umfange seiner Legation oder missatischen Provinz vorzüglich her, und wirklich gelang es Wenigen wie ihm so große Macht und Würde zu vereinigen. Als Markgraf stand er eigentlich der nordthüringer oder nachherigen Ostmark vor, und hatte wahrscheinlich von Magdeburg aus (wo er nach 940 940
im Besitz der magdeburger Marca, die früher zur Grafschaft des Ostsachsen Ditmar gehörte, erscheint, weswegen Einige ihm auch das Burggrafthum zu Magdeburg beilegen) die benachbarten Heveller und andere Wenden im Gehorsam zu erhalten, soweit sie früher schon von König Heinrich dem Sachsen unterworfen worden waren. Als Missus oder Legatus aber kam ihm die Aufsicht über den ganzen Sorbenlimes bis nach Böhmen und der Kriegsbefehl über alle Grenzgrafen in demselben zu (princeps militiae).

und lassen Gero aus einem Harzgrafengeschlecht abstammen. Genssler im Wittekind unterscheidet die beiden Siegfried schon richtiger, so auch A. v. Wersebe in der noch öfter zu nennenden Preisschrift: Beschreibung der Gaue zwischen Elbe, Saale und Unstrut u. s. w. Hannover 1829. Am scharfsinnigsten v. Leutsch im Markgraf Gero, dem ich der Hauptsache nach gefolgt bin, auf die Gefahr hin, wegen vieles Neuen manchen Anstoß zu finden; denn nirgends mehr als in der sächsischen Geschichte hat sich ein alter unantastbarer Dogmatismus gebildet, der die Sache freilich nicht weiterbringt.

940 Ums Jahr 940 empörten sich die Obotriten und nach ihrem Vorgange auch die südlichern bis in die Nähe der Niederlausitz, und verschworen sich gegen Geros Leben. Dieser kam ihnen zuvor, überfiel die vom Wein Berauschten bei einem Gastmahl und erschlug gegen 30 ihrer Häuptlinge. Durch kluge Unterhandlung mit dem für seine Person ihm treu gebliebenen Hevellerfürsten Tugumir gelang es ihm Brandenburg und die Heveller und bald das ganze Land bis an die Oder sich zu unterwerfen, wenngleich Tugumir eine Art Selbständigkeit behielt. Diese Gefahren und ihre glückliche Abwendung mögen König Otto bewogen haben Geros Macht noch zu verstärken und größere Einheit des Grenzbefehles herzustellen. Darum gab er ihm nach Ditmars (Thietmars) Tode (nach 940) auch dessen Markgrafschaft (Nordsachsen oder Nordmark), die gegen die Rhedarier und Heveller, ursprünglich wohl noch gegen die unmittelbar auf beiden Seiten der Mittelelbe wohnenden Sachsen angelegt gewesen war und daher sich diesseit der Elbe über einen großen Theil des halberstadter Sprengels, über den Derlingo, Harthagau (Harzgau) und Stücke des Gaues Nordthüringen verbreitete. So war das ganze Bisthum Halberstadt, zu dem auch Merseburg gehörte, und das ganze Nordthüringen nun unter Geros Legation, die höchst wahrscheinlich auch nicht nur Meissen und Milska, sondern auch die rückwärts liegende thüringer Mark begreift, vereinigt; daher man ihn auch wohl als Nachfolger Heinrichs und Ottos in Nordthüringen dux nennen konnte.

Zur Befestigung der neuen Herrschaft über die nördlichen
946 Slaven wurden 946 die Bisthümer Aldenburg (später Lübeck) und Havelberg gegründet, auf Geros Rath, zu dessen Amtsbezirk das Bisthum nun gehörte. Die königliche Stiftungsurkunde nennt ihn dilectus dux et marchio, in dessen Mark Havelberg liege. Bald darauf verstarb Tugumir von Brandenburg als Christ, von Otto selbst mit dem Herzogstitel des Landes beehrt. Auch dies Land zog Otto ein, schlug es zu
948 Geros Mark und gründete am 1. October 948 das Bisthum Brandenburg.

Warum die Südostgrenze dieses wie des havelberger Bisthums unbestimmt gelassen wurde, hätten die Sorben in der

nachherigen Niederlausitz (oder Ostmark engern Sinnes) wohl errathen können. Bald galt es ihnen selbst. Die völlige Beruhigung Böhmens, 950, der Antheil Geros an Ottos Krieg 950
mit Luitolf und Geros Krieg mit den Uckern, die sich 954 954
empörten und wieder bezwungen wurden (sie gehörten zum brandenburger Kirchensprengel), Geros Theilnahme an der glorreichen Ungernschlacht am Lech 10. Aug. 955, die neuen 955
Händel mit den Obotriten, Rhedariern, Luitiziern und mit den Pommern 959, 960 — 963, Ereignisse die sich dazwischen- 959-963
schoben, liegen unsrer Vorgeschichte zu entfernt. Einen Blick auf die Karte geworfen musste es wohl befremden, daß im Norden Deutschlands bis an und über die Oder das Schwerdt und Kreuz der Deutschen vorgedrungen, auch vom Meissnischen aus gegen die Oder hin Gebiet gewonnen worden, und in der Mitte zwischen beiden Vorschreitungen ein bedeutend Land solange unerobert bleiben konnte. Man irrt wohl nicht, wenn man die Verbindung der Lusitzer (Lusiki) mit den Polen (Licicaviki) als Grund davon betrachtet. Mit ihrem Herzoge oder Könige Miska (Mieško) begann endlich der Krieg, und Gero besiegte ihn in zwei Schlachten, tödtete dessen Bruder und machte große Beute; dies soll im Jahre 963 gewe- 963
sen sein. Bald nachher, (wenngleich Ditmar und Wittekind von Gleichzeitigkeit beider Kriege sprechen, scheint doch der Umstand daß Gero von Norden kam und die Klugheit für den frühern Angriff auf die Polen zu reden) wurden nun auch die Lusitzer und Selpuler (wohl nur die Bewohner der Supanie Selpuli, und selpuli heisst altes Land) von ihm angegriffen und nach einem hartnäckigen Kampfe, die tapfern Männer wussten, was auf dem Spiele stand, besiegt, ja bis zur äussersten Sklaverei bezwungen. Nicht nur er selbst wurde verwundet (wenn dies nicht etwa bildlich von seinem Verluste zu verstehen ist), sondern ausser sehr zahlreichen Todten aus dem Adel verlor er auch seinen einzigen Sohn Siegfried in der Blüthe seiner Jugend (geb. 941 und vermählt mit Hedwig, des sächsischen Fürsten Wigmann des ältern Tochter, der Königin Mathildis Nichte).

Mit diesem Todesfall des Jünglings mag ein großer Plan des alten Gero zusammengebrochen sein, der auf die Größe

seiner Macht, die er seinem Sohne vererben wollte, gegründet war. Hätte es Otto wohl hindern können? An dies oder noch mehr war jetzt nicht zu denken. Dem rauhen, starken Sieger brach das Herz; er zog nach Rom (ob noch 963?), legte sein Schwerdt auf dem Altare des Fürsten der Apostel nieder, erhielt einen Arm des heil. Cyriacus und vom Papste Leo VIII. die Bestätigung und Schutzverleihung für das von ihm schon angefangene in der Nähe von Quedlinburg gelegene Nonnenkloster Gerenrode, wo seine Schwiegertochter Äbtissin wurde. Dies Kloster und die Stadt Gehren bei Luckau (Iarina) trugen den Namen des mächtigen Helden, der der Hälfte des deutschen Osten und auch unserm Lande gebot, und endlich in 965 einem Kloster in einer Kutte am 19. Mai 965 starb [1]).

3. Politische und kirchliche Zertheilung des Sorbenlimes.

Noch dunkler werden die nun folgenden Zeiten, und es wird schwer aus den Trümmern das gewesene Ganze wieder zu erkennen. Das Eine ist gewiß, daß der große Limes Geros mit seinem Tode sich wieder in 5 kleinere Marken zerspaltete, von denen einige allerdings schon dagewesen, nur unter Geros allgemeiner Legation mit gestanden hatten. Sei es daß er selbst diese Theilung so gewollt, oder daß die Mächtigern die unter ihm gestanden hatten selbst zugriffen, oder Kaiser Otto selbst Sorge trug eine so bedenkliche Macht nicht zusammen zu lassen [2]).

1) Das Chron. Montis Sereni in Mencken scrr. rr. germ. II, 191. nimmt freilich Gero und Siegfried von Merseburg als Brüder an, aber Leutsch erklärt, wie ein solcher Irrthum sich erzeugen konnte. Selbst Worbs Archiv I, 207. sieht sich genöthigt an seinem Stammbaum zu ändern. Des Erstern Hauptverdienst besteht in sorgfältiger Zusammenstellung der Besitzer der Gaue aus Urkunden, aus denen sich dann Geros ganze Macht ergiebt. Viel zu einseitig nennt man ihn einen Markgrafen der Niederlausitz oder Nordthüringens, oder Brandenburgs. Er war dux des limes sorabicus.

2) v. Leutsch Gero S. 110 ff. schreibt diesem den Plan zu, durch Stiftung des Erzbisthums Magdeburg den mainzer und damit fränkischen

Wir beginnen mit der nördlichsten der unter Gero gestandenen Marken, der Nordmark, Mark Nordsachsen. Hier tritt sogleich nach Geros Tode ein marchio et dux Dietrich oder Thiodericus auf, wahrscheinlich derselbe der bisher Statthalter und Unterbefehlshaber Geros in seiner Abwesenheit, wo gewöhnlich die Slaven sich zu empören suchten, war. Ihm fiel nach den Gauen, in denen er urkundlich das Comitat besaß, der größte und nördlichste Theil des Sorbenlimes in seiner weiteren Bedeutung anheim, nämlich Stücke vom halberstadter und vom brandenburger Bisthumssprengel und das ganze Gebiet des Stiftes Havelberg. Abgesetzt 983 († 985), folgten ihm Lothar — 1003, Werner — 1009, Bernhard — 1044, Wilhelm — 1056, Udo I. u. II. — 1082, Heinrich I. — 1087, Udo III. — 1106, Andolf — 1124, u. s. w. [1]). 983 ff.

Südlich von dieser Mark tritt die Ostmark hervor, nicht in der weitesten Bedeutung mehr, mit der man manchmal den ganzen Sorbenlimes Ostmark nennt, sondern aus dem Schwaben- (Sueven-) Gau und dem südöstlichen Nordthüringgau auf die anhaltischen Länder, wo der nachfolgenden Grafen Erbgüter lagen, auch Theile des wittenberger Kreises, dann bis in die Nähe von Leipzig, Belgern und auf die nachherige Niederlausitz (und vielleicht ein Stück von Polen bis an die Warthe) beschränkt. Ob Geros Schwestermann, Markgraf Christian, mit Gero in einem Jahre oder schon vor ihm gestorben, ob er im erstern Falle die Mark seit Geros Rücktritt aus dem politischen Leben verwaltet, ist dunkel. Ihm folgte sein Sohn Dithmar — 978 oder 982, Hodo — 993, Gero — 1015, Dithmar II. — 1029 (Hodo II. bestritten — 1034); Dietrich und Dedo und andere Wettiner [2]). 978 ff.

geistlichen Primat zu brechen, wie er durch sein Herzogthum die Übermacht der Franken, die er gehasst, gebrochen habe. Wahrscheinlich habe eine Krone im Hintergrunde seiner Pläne gestanden. Nach dem Todesfalle seines Sohnes aber habe er gleichsam zur Buße sein politisches Werk vernichtet und zersplittert. Allein der Beweis zu beiden Behauptungen möchte noch nicht ganz überzeugen.

1) Nach der sehr verdienstlichen Tabelle bei Leutsch 136. Einzelne Einwendungen liegen, wie die Mark selbst, ausser unsern Grenzen.

2) Worbs im neuen Archiv I. setzt 965 als Christians Todesjahr,

Das Dasein dieser beiden Marken ist keinem Zweifel unterworfen. Desto dunkler ist die Vertheilung des uns zunächst angehenden südlichern Stückes der sorbischen Grenzprovinz, weil es so sehr an echten Schenkungsurkunden aus jener Zeit gebricht und diese ganze politische Eintheilung nur eine vorübergehende gewesen ist, sodaß die spätern Chronisten selbst nicht mehr nachkommen konnten. Der ganze Länderstrich südlich von der Ostmark nach Böhmen und von der thüringischen Saale bis nach Schlesien und Polen, über welchen Gero zwar nicht eigentlich Markgraf war, aber als Legat und dux die Oberaufsicht und den Kriegsbefehl führte, konnte schon wegen Böhmen und Polen nicht unbeachtet bleiben. Daß dieses Land endlich auch seine bestimmte politische Gestalt erhielt, geht aus der Anlegung von drei Bisthümern und aus der urkundlichen Anführung von drei Markgrafen hervor, welche für die Ausstattung der Stifter mit sorgen sollten [1]).

Wahrscheinlich hatte nicht nur ein Erzbisthum zu Magdeburg in Geros Plan gelegen, sondern auch die Gründung möglichst vieler Bisthümer überhaupt, die unter Magdeburg zu stehen kämen. Dies würde nicht nur das Ansehn des magdeburger geistlichen Fürsten sondern auch mittelbar das seinige erhöhet haben, weil kirchlicher und politischer Grenzumfang sich wechselseitig hielten. Daher mag er selbst noch an Aufstellung von Markgrafen gedacht, aber minder mächtige Männer im Sinne gehabt haben, über welche er sein militairisches Principat oder Ducat leicht behaupten und seinem Sohne über-

Leutsch 961; Ersteres scheint mir richtiger. Dagegen begreift sich's nicht, wo Dietrich mit seiner Nordmark bleibt, wenn diese erst um 978 von der Ostmark abgerissen sein sollte, wie Worbs I, 238. meint.

1) Die oftmals abgedruckte Urkunde z. B. in Leucfeld antiq. Halberst. 656. L. Aug. Schultes in seinem leider unvollendet gebliebenen Directorium diplom. Altenb. 1821, 4. I. p. 89. will den einen der beiden unbestimmten Markgrafen zu einem Markgrafen der Niederlausitz machen. Schon von Andern widerlegt. Die Urkunde ist freilich sine die et consule, doch um's J. 968 zu setzen. Sie gänzlich zu verwerfen oder ganz zu ignoriren, wie Worbs gethan, wäre zu viel. Übrigens kommt um 950 ein Wychard und 974 ein Wigger als Graf im Eichsfeld vor.

aben konnte. Doch möglich auch, daß er nur die Bisthümer in Vorschlag brachte, mit denen es sich aber noch einige Zeit verzog. Bei ihrer Errichtung aber sind auch bereits die drei Markgrafen Günther, Wigger und Wicbert da, von denen man Günther allerdings auch aus andern Quellen als Markgrafen in der südthüringischen Mark (Sitz zu Zeiz) erkennt. Von den andern muß es einer in den noch nicht zu andern Marken geschlagenen Hassagau (merseburger Grafschaft), Friesenfeld und in dem Stück Landes gewesen sein, welches zwischen der bis an die östliche Mulde reichenden südthüringer Mark und der meissnischen Mark lag, und wahrscheinlich darum nicht zur zeizer Mark geschlagen wurde, weil die Eroberung desselben nicht von ihr, sondern von Nordthüringen und Sachsen ausgegangen war. Meissen selbst konnte der Natur seiner Bestimmung nach nur diesseit der Elbe Daleminzien und Nisani umfassen, dafür aber jenseit derselben das Land bis an die Pulsnitz und das ganze milziener Land (bis an den Bober?), gegen welches die Burg Meissen ursprünglich angelegt war; das eigentliche Thüringen von der Werre bis zur Saale blieb natürlich hier aus dem Spiele. Es scheint immer mehr als ein unmittelbares deutsches Reichsland betrachtet worden zu sein, in welchem zwar königliche Statthalter unter verschiedenen Benennungen vorkommen, aber auch die Großen des Landes, die Grafen, ein bedenkliches Gewicht erhielten. Daß Otto seinem natürlichen Sohne, dem Erzbischof Wilhelm von Mainz, Thüringen geschenkt habe, ist spätere Sage. Daß dieser aber als Metropolit des Landes sich viele weltliche Rechte angemaßt habe, ist ausgemacht.

Der Gedanke, gleichwie der sorbische Limes das nordöstliche Deutschland politisch zusammenfasse, dies auch in kirchlicher Hinsicht durch ein etwa in der Mitte desselben und der untergebenen Stifter gelegenes Erzbisthum durchzuführen, lag ziemlich nah. Politik und Christenthum mussten sich hier, wie überall, wechselseitig unterstützen. Schon 962 hatte Papst Jo- 962
hann XII. das Moritz- und Innocentius-Kloster zu Magdeburg, welches Otto für den Ungernsieg gestiftet und stets mit Vorliebe reich bedacht hatte, zu einer erzbischöflichen Kirche erhoben. Desgleichen wurde in derselben Bulle auf das mer-

seburger Lorenzkloster ein dem magdeburger untergebenes Bisthum gegründet, aber weder das eine noch das andere wegen der Abneigung des mainzer Erzhirten und des halberstadter Bischofs, Abtretungen von ihren Sprengeln zu machen, da-
968 mals zu Stande gebracht, sondern erst 968, als zwei neue gefügigere Prälaten jene geistlichen Stühle bestiegen. Schon
967 im Jahre vorher, 19. oder 29. Octbr. 967, kam auf einen frühern Entwurf von 965 (fälschlich 948) das meissner Bisthum zu Stande. Zu gleicher Zeit mit Merseburg (welches für die ältere nordthüringische oder östliche Mark, soviel davon noch zu verstiften war, gelten sollte) muß auch ein Bisthum für die ehemalige südthüringische Mark zu Zeiz gegründet worden sein [1]).

Unter das neue Erzbisthum zu Magdeburg und Erzbischof Adelbert, den armen, nun fürstengleichen Mönch von S. Maximin und Weissenburg, kamen nun als Primat der deutschslavischen Kirche die 6 Stifter: Posen bis 1000, wo Gnesen gestiftet wurde, für ganz Polen (Bischof Jordan); Brandenburg (Dudolin od. Ditmar); Havelberg (Dudo); Meissen (Burchard); Merseburg (Boso), und Zeiz (Hugo). Zum Sprengel dieses letztern gehörte das Land zwischen der Obersaale bis Naumburg, dann herüber zur Pleisse, Mulde und Chemnitz bis hinauf nach Böhmen. Mehrere Gaue, Plisni und Tuchorino, waren halb bei Zeiz und halb bei Merseburg; Merseburgs besonders durch Halberstadt sehr beengtes Bisthum umfaßte den Hosgau (Hassagau) und Friesenfeld und was zwischen Saale und Mulde lag, und einen schmalen Streif rechts und längs der Mulde, reichte aber südlich auch bis Böhmen (durch den östlichen Gau Chutici), von diesem Gaue an, an beiden Ufern der Elbe bis gegen Zerbst im brandenburger Sprengel und

1) Über die wenigen noch vorhandenen und noch wenigeren echten Stiftungs- und Bestätigungs-Urkunden (für Zeiz gar keine besondere) s. Abelung Directorium der südsächs. Gesch. Einleit. XXXVI—XL. Schultes direct. dipl. I. p. 75 sqq. und eine scharfe Kritik in v. Leutsch Gesch. S. 125 ff. über das angebliche meissner Exemptionsprivilegium Chr. Weisse (noch immer ganz unentbehrliche) Gesch. der kurs. Staaten I. S. 25. — Das Hauptwerk über das meissner Bisthum Calles series misnens. episcoporum. Ratisb. 1752. 4.

längs derselben fort bis an die Oder und nun die Oder aufwärts (also den größten Theil der Niederlausitz, Schlesiens, die ganze Oberlausitz umfassend) bis zu ihrem und der Elbe Ursprung und dann längs der böhmischen Grenze herauf. Ein Umfang, der im Entwurf ihm zugedacht, in der Wirklichkeit aber nie erreicht wurde [1]).

Bisthümer und Bischöfe mit ihren Capiteln waren da, ob aber auch Christenthum? Der Papst wenigstens war davon laut seines Briefes überzeugt. Aber hundert Jahre später waren im Erzgebirge und Vogtlande noch ganze Striche heidnisch. Bischof Boso allerdings, der wackere Baier von St. Emmeran, hatte sich's redlich angelegen sein lassen zu bekehren; aber es fehlte ein Ulphilas, ein Methodius und Cyrill, der den Slaven die göttlichen Religionsurkunden in ihre Sprache übersetzte. Die lateinische Predigt, Messe und Liturgie blieb unverstanden oder veranlasste die störendsten Misverständnisse. Daß von allem und jedem Ertrage der Zehente der Kirche gegeben werden müsse, „wenn man nicht mit Ananias und Sapphira und dem Erzverräther Judas des Höllenfeuers Qual erdulden wolle", wird das erste und nachdrücklichste Evangelium gewesen sein. Allerdings mögen zahlreiche deutsche Familien unter den Slaven angesiedelt, mögen die deutschen Burgbewohner und Soldaten, mag Handel und nachbarlicher Verkehr zur Verbreitung des Christenthums mit beigetragen haben; aber die Slaven fühlten wohl noch mehr Abneigung als Sachsen und Thüringer gegen eine Religion, die ihnen mit Feuer und Schwerdt gepredigt wurde. Ihrer Religion, in welcher ein orientalischer Dualismus unverkennbar, lag allerdings der höhere Begriff eines höchsten Wesens (Bog) [2]) zu

1) Sehr brauchbar, nur freilich in etwas kleinem Maßstabe, sind die beiden Karten der fünf Markgrafschaften und fünf Bisthümer im Limes sorabicus hinter v. Leutsch Gero. Zollmanns bekannte Karten langen kaum mehr aus. Die wirkliche Größe des meissner Sprengels auf der Karte bei Calles nach der meissner Matrikel von 1346.

2) Bog. Es wäre doch nicht bloß etymologisch merkwürdig, wenn Bog von bjegam laufen herkäme, wie Plato Θεὸς von θεῖν currere ableitet. Über die Religion der Slaven ist viel, über die der Sorben

Grunde; aber man hielt sich an seine Ausflüsse, den Bjelbog und Zernebog, guten und bösen, Licht- und Nacht-Gott. Ditmar von Merseburg spricht ihnen den Glauben an Unsterblichkeit der Seele ab; da sie aber ihre Todten in der Regel begruben, auch ihnen Geräthe mitgaben, böse Geister (Straschidlos) in Menge annahmen, selbst gegen die Geister der Verstorbenen Beschwörungen anstellten, so mag Ditmar hier weniger Glauben verdienen. Czernebog heisst noch jetzt ein Berg der Oberlausitz, und von Ciza, der Göttin der Säugenden, soll Zeiz den Namen führen. Dem Pripegala, den die Bischöfe mit dem Priap vergleichen, wurden Christen geschlachtet. Schiwa, die Lebensgöttin, mag ihr Orakel auf dem Frageberge (Prascheza) bei Budissin gehabt haben, und Jutrebog, der Gott der Morgenröthe, dem Ortsnamen Jüterbok zu Grunde liegen. Daß Wet oder Wit der Gott der Rache mit 7 Köpfen und 7 Schwerdtern, Prowa der Gott der Gerechtigkeit, Radegast der Gott des Kriegs, zu dessen Haupttempel in Rhethra auch Sorben wallfahrteten (eigentlich waldfahrteten), und Swantewit (Sonne, Gott des Lichts), der dreiköpfige Triglaf, von den Sorben (ob in Tempeln oder in Hainen, deren viele Namensspuren noch vorhanden) verehret wurden, wird nicht ohne Wahrscheinlichkeit geglaubt. Vielfacher Aberglaube an Schutzgeister, Kobals (Kobolde), an den Mittagsteufel Pschipolnitza, an den Nachtjäger, den Feuermann, den Nix und die Nixe, an die Wehklage, die Ludkis (Däumlinge), an die Drachen, an die Smertnitza oder das klapperbeinige Todtengerippe, das prophetische Gottesfitzchen, Hexen u. s. w. haben sich lange Jahrhunderte fort er-

nicht viel zu sagen, was ihnen ganz eigenthümlich wäre. Das Beste ausser Anton, Erste Linien eines Versuches u. s. w. I, 88. II, 50, in dem ungemein fleissig zusammengetragenen und gewiß nicht bloß für die Jugend brauchbaren Werke Karl August Engelhardt, Geschichte der sächsischen Lande ꝛc. Leipz. 1802, 2 Bde. 8. S. 94 ff. Übrigens erinnern solche Völkerbekehrungen an das Epigramm:

Der Papst hat es befohlen,
Ihr Hunde, daß ihr selig werden sollt!
Und wenn ihr nicht mit Gutem wollt,
Soll euch der Teufel holen.

halten. Tugend drückten sie durch „gute Werke", Hölle durch Smika, Backofen, aus. Ob Menschen, besonders Kinder, geopfert wurden, ob bloß Thiere, ob in ihrer Religion überhaupt eine große sittliche Idee vorhanden, oder ob eben der Mangel höherer Offenbarung sie zu den niedern Arten derselben, Orakel, Wahrsagerei u. s. w., treiben mußte, da der Mensch sich doch an etwas Höheres anklammern muß, ist hier der Ort zur Untersuchung nicht.

4. Erste Schicksale der drei Marken und Bisthümer nach ihrer Gründung. Ribdag und die tribus Buzici. Gauverzeichniß.

Es konnte nicht fehlen, daß die Zersplitterung des großen Grenzinstitutes, daß der Rücktritt und Tod eines Mannes wie Gero war, nicht ohne Rückwirkung auf die hervorgetretenen Marken und Bisthümer blieb, zumal als auch Otto I. selbst vom Schauplatz abgetreten und am 7. Mai 973 zu Mem- 973
leben in Thüringen gestorben war. Traurig genug für unsere Marken wurden in die innern Fehden des Königshauses zwischen Kaiser Otto II. und Heinrich II. von Baiern die Herzoge von Böhmen (Boleslaw) und Polen (Miseco, Miciſlaw), auf Seite des Letztern mit hereingezogen, und als diese Händel endlich zu Heinrichs Nachtheile erledigt waren, brach ein einziger blutiger Kampf Ottos im unteren Italien mit den Arabern bei Basentello (13. Jul. 982) die deutsche Macht in 982
jenem Lande und wirkte in seinen Folgen zurück bis an die Ostsee.

Vielleicht schon in den Tagen jener Theilnahme der Böhmen und Polen an Heinrichs von Baiern Kampf, oder erst 983 drang ein böhmisches Heer unter Anführung eines Gra- 983
fen Dedo, dem Sohne des Theodoricus e tribu Buzici und Schwiegersohn des nordsächsischen Markgrafen Dietrich, in die südthüringische Mark herein, vertrieb den Bischof Hugo, eroberte und plünderte Zeiz, drang dann bis Calbe an der Saale vor, um hier die Nonne Oda, des Markgraf Thiedrich von Nordsachsen Tochter, für Miseco von Polen, dem sie

bisher verweigert worden war, gewaltsam zu entführen. Auch seine Mutter schleppte Dedo bei dieser Gelegenheit mit fort [1]).

Noch Schlimmeres war über die ältere nordthüringische Markgrafschaft und das Bisthum Merseburg gekommen: denn die
974. 981 Erstere verschwindet seit 974 ganz, das Letztere seit 981, wenigstens für geraume Zeit. Wann der erste Markgraf Wigger oder Wigbert gestorben, ist unbekannt; nachher wird keines
974. 983 mehr gedacht, vielmehr befinden sich seit 974 und 983 die Markgrafen Günther von Zeiz und Riddag von Meissen jener im Besitz des Gaues Chutici, dieser des Gaues Scuntira. Die Grafschaft Merseburg selbst erscheint in dem Besitze eines
980 Grafen Siegfried bis 980, dann Bio und Dedo [2]).

981 Am 20. Junius 981 war Bischof Adalbert von Magdeburg gestorben und an seine Stelle kam Gisiler (Geißler),
970 Bischof von Merseburg und Nachfolger des 970 verschiedenen Boso, auf ziemlich unredliche Weise. Gisiler befand sich eben mit Otto II. in Rom, und wirkte ausser dem Pallium am
981 10. September 981 eine päpstliche Bulle aus, durch welche das Stift von Merseburg, welches er als Erzbischof von Magdeburg nicht beibehalten konnte und doch auch nicht ganz mis-

1) Ditmar im Chron. III. p. 52. und nach ihm der sächsische Annalist bei Eccard corp. hist. med. aevi I, 337. setzen dies Ereigniß in die Zeit der großen Slavenempörung. Über Dedo weiter unten bei dem Hause Buzici.

2) Von diesen Gauen ist es gewiß, cf. Schultes direct. dipl. I. Urk. Nr. 94 u. 121., und von diesen mag v. Leutsch Gero 128. auf die übrigen dieser sogenannten Markgrafschaft schliessen, denn für die einzelnen derselben findet sich kein Beweis. Der schlagendere Beweis läge nach meiner Meinung im Erfolge selbst, denn wirklich kommt Markgraf Riddag von Meissen und noch mehr sein Nachfolger Eckard I., Günthers von Zeiz Sohn, in dem Besitz der ehemaligen merseburger Mark vor. Wären nicht jene drei Markgrafen und drei Bisthümer ausdrücklich genannt, man könnte die Existenz einer merseburger Mark fast ganz bezweifeln. Die Chronisten schweigen wenigstens von einer solchen ganz. Bestand sie aber wirklich jene kurze Zeit, so war sie ein Überbleibsel der ältern nordthüringischen Mark (von Magdeburg) und verlor durch die vorliegende neue östliche Mark Dithmars und die meissnische erst ihr politisches Gewicht und dann ihr Dasein selbst. — Vergl. Gensflers Wittekind S. 103 ff. über die Grafenreihe zu Merseburg.

sen wollte, aufgehoben, und Alles was westlich von der Saale lag, dem Stifte Halberstadt, was östlich, den Stiftern Meissen und Zeiz vertheilet wurde. In Merseburg selbst blieb nur eine Abtei des heil. Laurentius. Die Hauptsache war, daß Gisiler sich selbst neun Städte (?), Scutizi (Skaudiz), Colug (Gautsch?), Wurzen, Püchen, Eilenburg, Dieben, Pouch, Lönitz, Gezeriska (Gerichshayn oder Göriz) vorbehielt. Ein einziger Markgraf der sich widersetzt hätte war nicht da, und wahrscheinlich fußte diese Theilung auf dem Untergang der Mark. Günther und Dithmar waren in Italien. Ein großer Theil der das Stift betreffenden Urkunden wurde verbrannt oder verfälscht, damit ja keine früheren Schenkungs- und Besitzungs-Titel Einspruch thun könnten. Zeiz bekam was vom Saale zwischen Saale und Mulde, Meissen was zwischen Mulde und Elbe lag. Erst nach Gisilers Tode (1004) wurde das 1004
Bisthum wieder hergestellt, doch sehr verkürzt, indem Meissen seinen Theil davon fast ganz behielt, Zeiz den seinigen aber wie es scheint herausgeben musste [1]).

Welchen Antheil aber der nordsächsische Markgraf Dietrich an dieser Theilung hatte, ist nicht zu finden. Aber Ditmar, der Bischof von Merseburg und Geschichtschreiber, sieht in dem, was jetzt jenen Markgraf traf, nur eine Strafe Gottes dafür. Auf die Nachricht der basenteller Schlacht in Calabrien, wo Dithmar von der Ostmark und sehr viele Große des deutschen Reichs geblieben waren, brachen die nordöstlichen Slaven los. Besonders mochte Dietrich die Seinigen schwer gedrückt und gepeinigt haben. Hamburg, Havelberg, Brandenburg wurden 983 erobert, was deutsch war wurde 983
vertrieben und vernichtet, das Christenthum verfolgt und unterdrückt. Dietrich, nachdem er noch in Verbindung mit Hodo, Ridag u. A. in der Gegend von Stendal oder Tangermünde einen blutigen Sieg über die Slaven hatte erfechten helfen, wurde seiner Mark vom Kaiser selbst entsetzt und starb 985 985
als Präbendarius in Magdeburg. Ob die Lusizi in Dithmars Mark, wo nun Hodo Markgraf war, Antheil genommen,

1) Ditmar III. ed. Wagn. p. 57. Die Restitution ebend. 137. 197. Wigbert hieß der neue Bischof.

wird nicht erwähnt. Daß Miseko in Polen mit im Hintergrunde dieser slavischen Empörung stand, ist zu vermuthen; doch hatte er nachher solche Furcht vor Hodo, daß er den Markgraf nie in seinem polnischen Pelz besuchte und sich nicht setzte, wenn der Markgraf stand [1]).

Ein anderes Unheil brach über die meissner Mark herein.
983 Am 7. December 983 war Otto II. zu Rom gestorben. Gegen seinen dreijährigen Sohn Otto III. trat nun von neuem Herzog Heinrich von Baiern auf und brachte ausser manchem deutschen Fürsten auch die der Böhmen, Polen und Obotriten auf seine Seite. Boleslav II. von Böhmen ließ ihn aus Böhmen mit einem Heere durch das Meissnische bis Mügeln geleiten, als er in Magdeburg die übrigen deutschen Fürsten für sich gewinnen wollte. Auf dem Rückwege griffen aber die
984 Böhmen unter Wagio (984) Meissen, während der Markgraf Riddag sich zu Merseburg befand, an, lockten im Einverständniß mit den Stadtbewohnern (vielleicht größtentheils Slaven) einen Freund und Dienstmann Riddags, Friedrich (von Eilenburg?) heraus, und Riddag, der damalige Burgcommandant (Burggraf), wurde von den Seinigen selbst umgebracht. Hierauf nahmen die Stadt die Böhmen ein, der Bischof Volkold wurde vertrieben. Riddag starb 985 ohne Meissen wieder gewonnen zu haben, was erst seinem Nachfolger und Verwandten Eckard gelang. Riddags Sohn Karl († 1014) behielt nur das Erbeigen (Alode) seines Vaters [2]).

Riddag wird theils ein Verwandter jenes Dedo, der die Böhmen nach Zeiz geführt, theils des Friedrich in Meissen genannt, und bei jener Gelegenheit sagt sein Zeitgenosse, Bischof Ditmar, daß Dedo aus dem Hause Buzici und ein Sohn Dietrichs oder Theodorichs gewesen sei, von dem das lauterberger Zeitbuch noch bemerkt, daß er ein Mann von ausgezeichneter Freiheit und Vater der Grafen Dedo und Friedrich

1) Annalista Saxo p. 340. erzählt ziemlich bulletinartig, daß über 30,000 Slaven im Belxemgau (also in der Nähe von Tangermünde oder Stendal) mit Verlust von 3 Mann fast aufgerieben worden. Lothar von Walbek bekam Dietrichs Mark.

2) Die meissner Katastrophe bei Ditmar IV. S. 67. und seinen Abschreibern.

gewesen sei. Da sich nun von diesem Dietrich oder Theodorich das Geschlecht der nachmaligen Markgrafen Meissens, der Kurfürsten und Könige von Sachsen erweislich ableitet, so ist schon seit Jahrhunderten untersucht worden, wieweit man von Dietrich rückwärts den Stamm noch weiter verfolgen könne. Hier mag es genügen, daß viel wahrscheinlicher als von einem slavischen Dynasten das Haus Buzici entweder unmittelbar von Wittekind dem Sachsen oder von jenem thüringer Herzog Burchard (Bucco, „Burchard qui et Bucco", Buzico) abgeleitet werde, der 908 gegen die Ungern blieb. Riddags und seiner Familie Erbgüter aber lagen im Schwabengau (woher die spätern Markgrafen von Meissen im Sachsenspiegel als Schwaben bezeichnet werden), im Mansfeldischen und in der Grafschaft Waldeck, und aus gemeinschaftlichen Stiftungen kann man auf Verwandtschaft der nachherigen Grafen von Mansfeld mit den Wettinern (wie sich Dietrichs Geschlecht später von der alten Familienburg Wettin (Wituin) an der Saale nördlich von Halle nennt) mit Gewißheit schliessen. Nach der einen Ansicht, welche Riddag und seinen Vetter Dietrich Buzici von Wittekind ableitet, müsste der unglückliche hintangesetzte Sohn König Heinrichs I. des Sachsen, sein Großvater und Teti (Dadi, Dadanus † 957) der vir praefectoriae potestatis in Thüringen nebst dem merseburger Siegfried († 980) dessen Söhne, von Ersterm aber Dietrich mit seinen Söhnen Friedrich von Eilenburg und dem obigen Dedo, von Letzteren aber Markgraf Riddag mit seinen Söhnen Karl, dem Stifter der mansfelder Linie, und Burggraf Riddag von Meissen abgestammt sein. Nach der thüringisch-lothringischen Abstammung vom Herzog Burkard, Walachos des Lothringers Sohn, müsste dessen gleichnamiger Sohn, der Bruder Bardos und Verwandter König Konrads I., den Teti praefectoriae potestatis in Thüringen zum Sohn gehabt haben (da nach befestigtem Besitz in Thüringen Heinrich das am jüngern Burchard begangene Unrecht vielleicht im Sohne wieder etwas vergüten wollte), und Tetis, der abgesetzt wurde, Sohn wäre nun der auf freieigner Scholle lebende Dietrich der Burkardinger oder Buzico gewesen [1]).

1) Zur Gewißheit ist's mit den vorhandenen Hülfsmitteln nicht zu

Übrigens ist unser Ribdag ohne Zweifel der nobilis puer ceps de Saxonia regali stirpe progenitus, Hertac, der dem Märtyrer Bonifacius zu Fulda eine reiche Stiftung machte, die dives vena facultatum suarum, wie die Urkunde sagt, denn er besaß ausser seinem Markgrafenamt die Vogtei des Erzstifts Magdeburg, die Gaue Dalemainzien, Scuntira, die Grafschaft im Schwabengau und das Land Siusili und Güter in Westphalen. Boleslaw Chrobri von Polen war sein Eidam. Seine Schwester Eilwit wurde Äbtissin des von ihm gegründeten Nonnenklosters Gerbstädt. Sein Nachfolger war Eckard I. und dessen Vater Günther, Letzterer wird von Ludolf des König Heinrichs Bruder abgeleitet [1]).

Wir geben zum Beschlusse dieser Einleitung eine kurze, doch nöthige Übersicht der Gaue, soweit sie und ihre Lage gegen Ende des 10. Jahrhunderts mit einiger Wahrscheinlich-

bringen. Es sind von mir fast alle Meinungen und Genealogieen geprüft worden, aber keine führt zur Evidenz. Auch Gensslers sonst so scharfsinnige nicht. Sein Herzogthum Buthimefeld bestand nie, und die Mitglieder von Wittekind bis König Heinrich sind nicht zweifelsfrei, wenngleich meist historische Personen. Die Ableitung Zollmanns von Budsetz oder Budisco (Grimmersleben), Worbs vom Gau Butsin bei Zeiz (?), Wedekinds vom Burgwart Zurbici, Zörbig, die Adelungs von der gemeinschaftlichen gerostädter Stiftung, lassen alle mehr oder weniger Einreden zu. Wachters Einwurf, daß sich ein berühmtes Geschlecht nicht von einem „Burckhardchen" ableiten werde, wiegt weniger, wenn man den damals so üblichen Gebrauch des Diminutivs bedenkt, wo man in allen Ehren von einem Apiz, Apizzo, kleinen oder jungen Albrecht, Opizo (Otbert), Heinz, Hezilo (Heinrich), Gunzel (Günther), Dedo, Dedico, Daba, Dadanus, Dudo, Dudilo, Diezmann (Dietrich), Thimo statt Thiatmarus, Ditmarus, Asic (Adelrich), Mattichen, Mazchen (Manto, Matthäus), sprach. Buzico ist also schwerlich slavisch und eben so wenig ein Ortsname, da tribus für Geschlecht (tribus wittekindea) bei Ditmar, Wittekind, Cosmas von Prag, nicht aber in der örtlichen Bedeutung vorkommt. Im Deutschen hat man sehr passend dafür das Wort Haus. Das Weitere in meiner Ur- und Vor-Geschichte. Vorläufig bemerke ich nur, daß ich in der Recension von Dr. Karl Lang, Stammtafel des Hauses Sachsen (einem lithographischen Prachtwerke, Leipz. 1823.), Hall. Lit. Zt. Aug. 1825, 201. einen Versuch gemacht habe, Adelungs und v. Eckards Meinung zu vereinigen.

1) Genssler Wittekind. Tabelle und Anmerkk. dazu.

hit auszumitteln gewesen sind. Noch schwieriger ist die Bestimmung, welcher Mark und welchem Bisthum jeder zuzuweisen ist, zumal da in diesen Anstalten mehrfache Veränderungen vorgegangen, die auch wohl Ursache sind, daß in diesem Grenzlande die Grenzen der Bisthümer und Markgrafschaften sich keinesweges decken, wenn auch im Allgemeinen der Grundsatz vorwaltete, daß jede Mark ihr Bisthum haben müsse.

Thüringen im engsten Sinne zum mainzer Sprengel gehörig und in die 4—5 Archidiaconate Erfurt, Jechaburg, Gotha (früher Ohrdruf), Bebra und Dorla kirchlich abgetheilt, enthielt von Westen nach Osten folgende aus Urkunden (besonders Schenkungen) erkennbare Gaue: der Westergau, von der Werre bis zur Unstrut, im Süden und Westen von den ostfränkischen, ehemals gleichfalls thüringischen Gauen Grabfeld, Tullifeld und Netern umgeben. Urkundlich kommen Tungeda, Salzungen, Beringen, Dorla, Salza, Wanfried in demselben vor. Nördlich davon der Gau Eichsfeld, mit der Germarmark; Lengefeld, Mühlhausen, Eschwege sind die wichtigern der darin genannten Orte, aus denen ohngefähr seine Lage abzunehmen ist. Östlich von beiden, nördlich von der Unstrut der Altgau (Tennstedt, Tamsbrück, Sommeringen, Creussen, Erich, Tonna). Von ihm nördlich der Nabelgau (Ried) und nördlich von diesem der Helmgau bis an die Bode (Breitingen, Wallhausen, Eisleben). Östlich an den Altgau stößt der Engilin oder Engildegau bis an die Ilm und Saale (Beichlingen, Kölleda); ob der kleine Ostergau ein Untergau von ihm oder vom Hussilin war, ist unbekannt. Der letztere aber lag zwischen Ilm und Saale (Trebra). Der Langwiza (und Ilmengau) nördlich vom fränkischen Ostgrabfeld ist sehr wenig bekannt. Noch aber scheint ein in der Mitte Thüringens gelegener Gau, pagus Sudthuringiae, zwischen Gotha, Weimar (Wehemar, Wimmeri), Arnstadt und der Unstrut bestanden zu haben, obgleich manchmal unter diesem Ausdruck auch Thüringen selbst begriffen wird.

Die südthüringer Mark (später zum Theil Osterland) im Süden von dem ostfränkischen Rednitzgau, Grabfeld, Banzgau und Böhmen begrenzt, scheint im Osten nur

bis an die zwickauer Mulda gereicht zu haben. Der südwestlichste Gau derselben hieß Orlagau (Orlamünde), und östlich davon der Gau Zwickowe (Zwickau) bis nach Böhmen hinauf. Nördlich von beiden von der Saale bis zur Elster der Gau Tucherini, dann zwischen Elster und Pleisse Plisni, und südöstlich von diesem Geraha, gleichfalls zwischen Elster und Pleisse. Das Bisthum Zeiz umfasste die erstern Gaue ganz, von Tucherini und Plisni aber nur den südlichen Theil, da der nördliche beim merseburger Stift vorkommt.

Die alte nordthüringische Mark (im Gegensatz der spätern Ostmark, daher die merseburger Mark von Einigen genannt, auch allein mit dem Bisthume versehen) umfasste das Friesenfeld zwischen Helm-, Nabel-, Schwaben- und Hassa-Gau, mit Allstädt, Bornstädt, Querfurt u. s. w.; den Hassagau zwischen der Saale, dem Engilingau und Friesenfeld (Merseburg, Vitzenburg, Burgscheidingen, Burgwerben); den Gau Rudzizi, der später an Meissen fiel (Spulinesberg). Er lag zwischen Saale, Fuhne und dem Friesenfelde. Neletici hatte im Westen die Saale, im Süden die Elster, im Osten den Gau Koletici zur Begrenzung (Gibichenstein, Halle u. s. w.). Der Gau Vetu (Weilav, später an Zeiz), zwischen Saale, Elster und Grünaubach, enthielt Kitzen, Sköhlen u. a. mehr. Ein besonderer Gau Zorba, in welchem Kirchberg, Jena, Dornburg gesucht wird, ist kaum zu erweisen. Ebenso Quesici, in welchem Eilenburg gelegen haben soll. Zwei Gauen Chutici, von denen der nordwestliche zwischen Elster, Partha und Scuntira (zwischen der Schnauder und Elster und Mulda, mit Groitsch, Laufigk), und Lipzi (Leipzig, Magdeborn, Nerchau, Taucha, Zwenkau), der südöstliche aber zwischen der Elbe, Böhmen, der Chemnitz und Mulda lag. — Diese sämmtlichen Gaue, nebst Stücken von Tucherini und Plisni, dann Serimunt, Choletici und Susali, bildeten den merseburger Bisthumssprengel vor der Theilung.

Die Markgrafschaft Meissen enthielt diesseit der Elbe bloß die Gaue Daleminzi, „teutonice Dalemenci, slavonice Glomaci“, mit Lommatsch, Döbeln, Mügeln, Strehla, Zehren, Riesa, Meissen, und Nisani, der nach Böhmen hin an den vorigen stieß, jedoch von Böhmen noch durch den öst-

lichen Chutici abgeschnitten war (Löbda, Pesterwitz, Kostebaude, Briesnitz, Dresin [Dresden]). Jenseit der Elbe lag die provincia Milcienorum mit mehrern darin gelegenen Zupanien: Budissin (die Stadt um 1000), Goreliz, Zagost, zwischen der Elbe, Böhmen, Niederlausitz und Bober. Das Bisthum Meissen umfasste diesseit der Elbe die Gaue Scitici, Nitaze, und jenseit derselben Nitzici und den größten Theil der Lusici-, Nicieti-, Selpuli-, Zara-, Diedesi-Gauen.

Die sogenannte Ostmark (ehemals mit dem nördlichen Theil der obigen nordthüringer Mark ein Ganzes, aber damals nach Osten zu weit enger), umfasste den Suaba- oder Suevon-Gau, zwischen Bode, Saale, Hassagau und Friesenfeld mit Gernerode, Frosa, Freckleben, Walbeck, Mansfeld u. s. w. Serimunt (Seremode), ein Theil des Nordthüringgau, von dem ausserdem noch einige Stücke mit Kalbe, Unseburg, Wollmirsleben, Münchre, Nienburg hierher gehören. Ciervisti, zerbster und wittenberger Gegend; Koletizi an der Elster, wo bei Kesigesburg (vielleicht Quetz bei Landsberg) Karl der Große den Sorben Cimusclus schlug. Scitici, vielleicht um Schmiedeberg; Nitace, gleichfalls diesseit der Elbe um Belgern (Belegori); Nizici zwischen der Elbe und schwarzen Elster (Pretokina, Prettin? Clöden); Susali oder Suisili um Düben und Gruna an der Mulde. Die provincia Lusici (wovon ein Theil zum brandenburger, der andere mit den benachbarten Gauen zum meissner Bisthum gehörte), dehnte sich vom Cervisti- und Nizici-Gau bis gegen die Spree, Neisse oder Bober aus, im Süden aber bis an Milzieni und die schwarze Elster (Lebusa, Gehrin, Jarina, Cottbus, Dobrilugk, Zinniz). Nördlich und östlich von den Lusici, Nicieti, Zara (Sarowe, Sorau?) und Selpuli. Von diesen Gauen gehörte der Schwabengau in kirchlicher Beziehung zu Halberstadt, Cervisti zu Brandenburg, das Übrige zu Meissen.

Von der für unsern Zweck ziemlich fremden Nordmark führen wir nur wegen ehemaliger Verbindung mit Nordthüringen den Harz oder Harthago, nördlich von der Bode (Halberstadt), den Derlingo, Heilango und den nördlichen Theil des Nordthüringgaues bis an den Trömling,

in welchem Magdeburg lag, dann die Gaue Belxa oder Belkesheim und Mosveddi, alle links der Elbe, an, welche zugleich mit dem Suabagau den halberstadter Sprengel bildeten. Weiter westlich und nördlich lag ein Theil des älteren Ostphalens, theils verdenschen, theils hildesheimschen Sprengels. Jenseit der Elbe, Magdeburg gegenüber, mit dem Gau Morzani und Ploni begann der brandenburger Sprengel [1]).

1) Das Hauptverdienst hat v. Leutsch Gero um Aufzählung der Gaue dieser Marken. Doch sind auch A. v. Wersebe in seiner Preisschrift, Schöttgen in seiner Geographie der Sorbenwenden in der Nachlese III. 361—446. u. A. benutzt. Abweichungen hier zu rechtfertigen unterlasse ich.

Erſtes Buch.

Des Staates allmälige Vereinigung aus ſeinen frühern Beſtandtheilen bis zur Erwerbung des Herzogthumes Sachſen mit der Kurwürde. 985 — 1423.

Erste Abtheilung.

Geschichte der noch unvereinigten Länder bis zur entschiedenen Erblichkeit der Fürstenwürden: 985 bis um 1130.

Erstes Hauptstück.

Geschichte der meissner Mark, bis 1123.

1. Allgemeine innere Verhältnisse.

Die Anfänge der Staaten gleichen gewöhnlich großen chemischen Gährungen und Processen. Wie das Wesen dieser Processe theils Ausscheidung theils Vermischung ist, so auch bei den Elementen oder Grundstoffen der Staaten. Ehe sie sich aber untereinander gesetzt, geschieden oder vereinigt, herrscht bald das eine bald das andere vor. Das Land mit natürlichen oder politischen Grenzen, das Volk mit seinen Ständen (anfangs häufig castenartig), seinen Nachbarn, seinen Eigenschaften im Guten und Bösen, seinem Abstande vom Nullpuncte der Cultur in Lebensart und Sitte, Sprache, Glauben sind die gegebenen Stoffe. Reibungen nach aussen oder von aussen, Übermacht Einzelner im Innern durch Reichthum oder Tapferkeit, neu in's Leben tretende Ideen schaffen die Gährung, entzünden den Kampf. Er wird, was ihn auch veranlasse, ein Kampf über das Mein und Dein, zwischen dem Alten und Neuen. Aber ein inneres Gesetz im Leben der Menschheit, eine innere Nothwendigkeit, so alt als der

Mensch in der Mehrzahl, begründet in dem Streben der Gesellschaft nach bestimmt geordneten geselligen Verhältnissen, hält was auseinanderstrebt zusammen, und in der Zeit selbst liegt eine still aber sicher ordnende Kraft, der man nur Raum geben, die man aber nicht gewaltsam vorwärts oder zurücktreiben soll. — In unseren Vorstaaten begegnen sich Slaventhum und Germanismus, Christenthum und Götzendienst, Befehl und Gehorsam, Freiheit und Sclaverei, Allode und Lehen, Reich und Provinz, Freund und Feind, Schwerdt- und Vernunft-Recht, Krieg und Friede; Gegensätze die sich nach langem Kampfe endlich gegen einander abklären und als Präcipitat dieses politischen Processes einen dauernden Zustand wenigstens relativer Gesetzlichkeit herbeiführen.

Besonders durchgreifend wird der Kampf zwischen ursprünglicher Freieigenheitsverfassung und dem Lehenwesen, in Beziehung auf das älteste größere gesellschaftliche Verhältniß der einzelnen deutschen Völker, auf die Gauverfassung. Die früher übergangene Prioritätsfrage, ob sich erst aus verschiedenen Gauen die Provinz oder das Land, oder ob sich im schon ansässigen Volke erst allmälig die Gaue ausgesondert, möchte sich nicht immer auf dieselbe Weise beantworten lassen. Finden wir Hessen, Sueven, Friesen, vielleicht auch Reste der Angeln und Warner, ganze gleichnamige Gaue in Süd- und Nord-Thüringen bilden und ausfüllen, so vertheilen sich größere Volksstämme wieder in einzelne Gaue, wie Fluß, Bach, See, Wald, Gebirg oder Straße eine Grenzung gab. Anfangs mag willkürlich gewesen sein, sich zu dieser oder jener Markgenossenschaft, Hundrede oder Gaugrafending zu halten; bald aber schloß sich Mark, Zent und Gau. Wie aber der Gau sich wieder öffnet und bricht, wird bereits am Anfange dieses Zeitraums sichtbar, indem bald in, bald neben, bald über den Gauen die Grafschaften erscheinen, die allerdings ursprünglich Gaugrafschaften oder Amtsbezirke für Heerbann und Gericht und nach Feststellung des Königthumes für Handhabung der Hoheitsrechte über Straßen, Gewässer, Wälder, Maaße, Gewichte, Münzen und Einziehung königlicher und gemeiner Einkünfte waren, aber bald dem Lehenwesen und der Lehensform sich unterordnen müssen.

Bei den den Sorben abgenommenen Gauen oder Suppanien (wahrscheinlich von sud, Gericht, und pan, Herr) nahm dieser Auflösungsproceß des Gaues noch eine eigenthümlichere Wendung, denn hier trat man als Herr des Landes nach Schwerdtrecht auf und betrachtete das überwundene Volk höchstens als Nutznieſſer ihrer Scholle, an welche ſie nun geſeſtet wurden (glebae adscripti) und von welcher ſie den überſchieſſenden Ertrag dem neuen Grundherrn liefern muſſten. Nur wenige Slaven blieben ganz frei oder retteten ſich ihre Freiheit durch freiwillige Lehensübertragung ihres Gutes. Die übrigen heiſſen in den Urkunden servi, coloni, mancipia, im Slaviſchen smurden. Die guten Tage der patriarchaliſchen Hoſpodare, Krals, Knäſen, Bojaren, Woiwoden, Wladiken, oder wie die wohl aus reichen Familienhäuptern hervorgegangenen Fürſten und Häuptlinge bei verſchiedenen Stämmen verſchieden hieſſen, waren nun vorüber, als deutſche Herrſchaft Platz ergriff. Doch ſcheint auch der frühere Zuſtand der Slaven eben dieſes orientaliſchen Patriarchiſmus wegen ein an Unterwürfigkeit ſchon gewöhnter geweſen zu ſein.

Eine ſolche ſlaviſche Provinz, die zum Reich hinzuerworben und zu einer Mark umgeſchaffen wurde, erhielt offenbar eine mehrfache Beſtimmung. Den einen Theil behielt ſich der König ſelbſt als Reichsdomaine vor und ſetzte ihm einen oder mehrere Grafen und einen Markgrafen zu Krieg und Frieden, zu Gericht und Steuer vor. Für ſolches Amt war ein Theil der neuen Provinz oder vielmehr eine Anzahl Höfe und Grundſtücke mit ihren ſlaviſchen Bewohnern und Bebauern als Beſoldungsland angewieſen, und ein Theil der Einkünfte des ganzen Amtsbezirkes (daher praedia cum beneficio) verliehen worden. Noch ein Theil der neuen Erwerbung wurde zur Dotation der neu zu gründenden Hauptkirche oder des Biſthums verwendet, da der urſprünglich ihm zugedachte Zehente nicht genügen mochte. Es iſt nicht glaublich, daß man dabei ſich ſtreng an die vorgefundene Landeseintheilung hielt. Die Grafſchaft oder der Comitat durchbrach nachweislich häufig die Gaugrenze. Der Graf oder Markgraf ſuchte nun ſich und ſeinen deutſchen Kriegern eine ſchon vorhandene Burg (ſlaviſch Buz oder Budz) oder leicht zu be-

festigende Stadt oder einen Berg in seinem Amtslande aus, verpflanzte auch deutsche Colonisten in seinen Bezirk oder bauete sich selbst ein Schloß, und erwarb sich, viele Mittel standen ihm, besonders dem Markgrafen, zu Gebote, eigenen Besitz oder einen eigenen Comitat selbst vom König oder von der Kirche Lehen. Es tritt in diesem Zeitraum factisch, bald gesetzlich, eine beschränkte Erblichkeit hinzu; Amtsbezirk, Besoldungsgut, die persönlich erworbenen Lehen, das Eigengut wurde in dritter, vierter Hand schon kaum mehr ausgeschieden, und Alles zusammen heisst dann comitatus, und dieser selbst nach dem jedesmaligen Besitzer oder nach seinem Schlosse. Eben so systematisch arbeitete auch der Bischof in Gau oder Mark hinein, da der heilige Johann, Moriz oder Lorenz zu gute Vermittler zwischen Himmel und Erde waren. Gerade wie bei dem Graf ging es etwas später bei dem Markgraf, der meistens einer der mächtigern Grafen selbst war. Ein Beispiel reicht vielleicht hin dies deutlicher zu erklären. Dietrich, aus dem Hause Buzici, lebte ohne Lehen von seinem Erbeigen im Schwabengau und wird dafür ein vir egregiae libertatis genannt. Der eine seiner Söhne, Dedo, bekam die bionische Grafschaft Merseburg zu Lehen. Der andere Sohn, Friedrich, erhielt Eilenburg und den Comitat (wahrscheinlich über den Gau Quesici, den freilich nur eine verdächtige Urkunde nennt) und die Aufsicht über den früher riddagschen Gau Susali oder Susili. Als Friedrich 1017 sterben wollte, gab er die Stadt Eilenburg (auf jeden Fall mit dem Schlosse, seiner Residenz) Dietrich, seinem Brudersohne, seinem Erben, aber mit der Bedingung, daß dafür seine drei Töchter (deren einer weit spätere Chronisten den Namen Hidda und die lex Hiddae de sacco sine sutura oder die Verordnung andichten, daß jede wieder heirathende Wittwe einen Beutel ohne Naht mit zwei schreckenberger Münzen auf's Schloß als Buße schicken müsse) das ganze praedium, im Sinne jener Zeit das Besoldungsland, denn die im Besitze der Grafschaft erworbenen Alloden waren längst auf Töchter erblich, wo keine Söhne waren, erhalten sollten. Der Comitat heisst fortan von der Hauptburg Eilenburg; der Kaiser bestätigt ihn dem Dietrich nebst der potestas über den Gau

Suisili. So zersplitterte sich dieser anfängliche Gaubesitz, und ein späterer Inhaber Eilenburgs, Heinrich, erwirbt die Ostmark, in der er lag, und die Mark Meissen, und betrachtet nun die Grafschaft Eilenburg als sein längst erworbenes Allode [1]).

Wahrscheinlich gleich seit der Eroberung der Marken durch die Deutschen entstanden die Burgwarten im ganzen Sorbenlimes, als Vertheidigungs-, Zufluchts- und Unterwerfungs-Anstalten der Deutschen gegen die Slaven. Daß die meisten zwischen Elbe und Saale waren, spricht für ihr angenommenes Alter, und es mögen viele von den angeblichen Städten Heinrichs des Sachsen nur solche befestigte Burgen mit Wartthürmen gewesen sein, die mit Besatzungen und Befehlshabern (praefectus, castellanus) versehen waren, und zu deren Vertheidigung die Bewohner des umliegenden Sprengels (davon auch burgwardium genannt) abwechselnd aufgeboten wurden. In diesen festen Plätzen war die Kirche des Bezirkes, während im offnen Lande nur hin und wieder Capellen standen, waren die Magazine für den Fall der Noth, war Handel und Verkehr und die Entrichtung der Zehenten, Steuern und andern Abgaben, und wohl auch die Gerichtsstätte. Die Sicherheit des Platzes mehrte seine Einwohner, und so wuchsen manche derselbe allmälig selbst zu Städten an, oder veranlassten, wie bei andern Burgen, bei Klöstern und Pfalzen, daß Städte unter ihrem Schutz um sie herum sich bildeten.

1) Jene Urk. von 961 bei Leuber de stapula saxonica. 1599. Schultes (dir. dipl.) hat sie gar nicht. Die merkwürdige Stelle bei Ditmar v. Merf. VII. ed. Wagn. p. 230. lautet: „Frithericus comes fidelis Christo et seniori suo (Heinrich II.) obiit in civitate sua Ilburg dicta. Hic quia sapiens (klug!) erat, et sibi finem hujus vitae jam appropinquare cernebat, praedictam civitatem fratris suimet filio, nomine Frithrico, ea ratione dedit, ut cum laude sua, quia heres suimet fuit et aliter hoc legitime fieri non potuit, liceret sibi tribus suis filiabus praedium omne quod remansit tradere. Hujus comitatum et super Suisili pagum potestatem ille Thiedricus imperatoris munere post suscepit". Nach meiner Erklärung braucht man nicht wie Ritter (älteste meissnisch. Gesch. S. 155.) einen besonderen Familienvertrag wegen Ausschliessung der weiblichen Descendenten von der Erbschaft anzunehmen.

Diese Burgwardien standen unter den Grafen oder unter dem Markgrafen zu allgemeinem Aufgebot; nur in den wichtigsten derselben, und besonders in den markgräflichen und Reichs-Schlössern, bildete sich diese Befehlshaberschaft zu einer höhern Würde, der der Burggrafen, aus, wie zu Meissen, Altenburg, Dohna, Strehlen, Leißnig, Groitsch, Zeiz, Wettin, Magdeburg. Diese, mit militairischer und richterlicher Beamtung zugleich, rechneten sich später zu dem hohen oder dem Reichs-Adel, weil sie unmittelbar vom Reich zu Lehen gingen. Die Existenz der Burgwarten aber, seit 946 bis gegen das Ende des zwölften Jahrhunderts bemerklich, zeigt, daß man im Innern der Marken selbst den neuen Unterthanen, wie versetzt sie auch mit Deutschen waren, nicht recht trauen konnte. Als solche inländische Burgwarten kommen Pesterwitz, Briesnitz, Gostebaude, Dohna, Gödau; Woz (Weissig?), Zadel, Boriz, Dröschkau, Barby, an der Elbe; Wurzen, Bichen, Ettenburg, Soknitz, Rochlitz, an der Mulde; Giebichenstein, Nienburg, Sputinesberg (Rothenburg), Rosenburg, Sköhlen, Grimmersleben, an der Saale; Treben, Pouch, Biederitz und Möckern bei Magdeburg und noch andere vor [1]). Viele andere Verhältnisse lassen sich am Ende dieses folgenden Zeitraums, wo mit der Erblichkeit der Markgrafschaft ihre Verwaltung eine festere Richtung bekam, schon deutlicher darstellen. Es musste sich bald zeigen, ob diese Beamten- und Lehens-Aristokratie in der Mark dahin führen sollte, wohin sie im Großen im Reiche selbst geführt hat, oder ob in der Stellung des Markgrafen und seiner Aufgabe selbst Etwas lag, was seine Macht

1) Ein jetzt nach 100 Jahren einer Revision wohl bedürfendes Verzeichniß der Burgwarten (die den slavischen Castellaneien zu entsprechen scheinen) bei Schöttgen diplom. Nachl. 7. Thl. S. 384. mit einem Kärtchen. — Die slavischen Namen der im Text angeführten sind: Bresenice, Gozebudi, Boruz, Rochelitz, Treskowo, Zcolin, Trebeni, Givenkesten, Bidrizi, Mokernik, Budisco, nunc autem teutonice Grimmerslevo; aufferdem: Tuchwiha im Tucherinigau, Nerchow, Suselzi, Serebez (Schrabitz bei Mügeln), Titubntzie, Zolnice, Barboge (Barby), Cluzi (Kleutsch), Stene, Zianko (Zinnitz bei Calau), Niempsi (Nimptsch), beide in der Niederlausitz, Mochowe (Mochau bei Döbeln), Nimucowa.

consolidiren und sein Land gleichsam schliessen konnte. Freilich war aber gleich der nächste Zeitraum so kriegerisch, die böhmischen und polnischen Nachbarn so feindselig, die Reihe der Markgrafen so gemischt, daß eine durchgeführte Politik oder gar eine Sorge für das innere Leben in der Mark kaum sichtbar wird. Das war dem edlen Hause Wettin vorbehalten, daß alles Bleibende und Große sich an seinen Namen knüpfen sollte.

Doch der Grund zum Baue war wenigstens bereits gelegt, die Form gegeben, das weitere Material vorhanden, Staat und Kirche den Grundzügen nach hingezeichnet, Verfassung und Verwaltung, wenn auch unausgebildet und unvollkommen, doch begründet, und wenn Alles hätte verfallen wollen, in den Leidenschaften der Menschen, in Hab- und Herrschsucht selbst, vor Allem im Lehensystem und in der kirchlichen Hierarchie dafür gesorgt, daß die Elemente des neuen Staates ineinandergreifen und zu einem Ganzen sich vereinigen mussten. Ja der kriegerische Zustand selbst, der offene Feind von aussen, der heimliche im Innern zwang die junge Schöpfung ihre ganze Kraft zu entwickeln und wurde vielleicht segensreicher als tiefer Friede! —

2. Geschichte der meissner Mark und des Landes Budissin bis zu dem ersten Markgrafen aus dem Hause Wettin, 985—1090.

Die halbe Wahl- und halbe Erb-Verfassung des Königthums in Deutschland erregte in den Tagen der sächsischen Kaiser die blutigsten Unruhen, welche dem Lande höchst nachtheilig und nur etwa der eben sich ausbildenden mächtigen Aristokratie beförderlich werden musste. Und wie der tapfere, treugesinnte Mann im Preise theuer wurde, so standen auch die Herzoge von Polen und von Böhmen wachsam lauernd an den Grenzen, um wo möglich was slavisch war den Deutschen zu entreissen und ihren Slavenstaaten als natürliche Zubehör einzuverleiben. Darum musste, was das Innere des Reiches bewegte, nur zu sehr auch an der Grenze durchgefochten werden. Fast noch schlimmer wird es unter dem strengen,

begehrlichen Königshaus der Salier, weil sich da die Nationalantipathie zwischen Sachsen (mit denen die Thüringer damals kaum anders als gleiche Sache haben konnten) und Franken bis zum blutigen Kampfe steigerte. Goldene Tage für Deutschlands Feinde! —

Daß Markgraf Riddag sein Meissen den Böhmen nicht
985 wieder entreissen konnte, ist gesagt; er starb 985. Nicht einer seiner Söhne, sondern Günthers Sohn Ekkard I., bereits Markgraf der zeizer (südthüringischen) Mark seit 982, ein treuer Anhänger Ottos gegen Herzog Heinrich, dessen Vetter, folgt in der Mark von Meissen, deren Besitz jetzt Boleslaw der Böhme aufgab; ob im Guten, ob gezwungen, ist unbekannt, doch wird der Böhme miles oder Vasall des Markgrafen genannt; und da bald darauf der völligen Unterwerfung der Milziener durch Ekkard gedacht wird, so scheint ein Krieg mit Böhmen vorausgegangen zu sein. Auch Boleslaw, der Polen Herzog, hielt damals Ruhe, wo nicht selbst Freundschaft. Dem tapfern und treuen Ekkard soll Otto III. seine meisten Lehen (gewiß nicht die Mark selbst) in Erbeigenthum verwandelt haben. Auffallender dagegen ist die Nachricht, daß er auch das Herzogthum über Thüringen durch Wahl des Volkes erhalten habe [1]). Da keine Zeitbestimmung vorhanden ist, die Markgrafschaft, die nicht durch Volkswahl vergeben wurde, nicht gemeint sein kann, ja im Sinn jener Zeit nur der allgemeine Heerbefehl des Landes verstanden werden muß, so wird dies Ereigniß wohl mit seinem spätern Thronattentat zusammengehangen haben. Doch vorher, ehe er die Schmach des Empörers auf sich lud, trug er noch den Ruhm seines Namens mit Otto unter die Mauern der Engelsburg (einst eines großen Mannes großer Leichenstein!), und entriß sie dem Crescentius, dem frechen Consul; während ihm aus Quedlinburg oder Dornburg [2]) die eigene dort verwahrte Tochter Luitgard von Graf Werner von

1) Ditmar l. V. ed. Wagn. p. 113. „super omnem Thuringiam communi totius populi electione ducatum promeruit."

2) Über dies Dornburg gründliche Untersuchungen in Joh. Sam. Glo. Schwabe hist. antiquar. Nachrichten von der ehem. kaiserl. Pfalzstadt Dornburg an der Saale. Weimar 1825. 8. Andere halten dies Darniburg für Derenburg an der Holtemme.

Walbek, als die einst versprochene und bei größern Planen mit ihr wieder verweigerte Braut, entführt wird. Einen Theil dieser Plane vernichtete, aber neue erzeugte Ottos des Kaisers Tod (24. Jan. 1002): denn statt einen königlichen Eidam zu 1002
gewinnen, trachtete der stolze Fürst jetzt selbst der Krone nach, die ihm, dem Markgraf von zwei Marken, dem Herzoge Thüringens, dem Lehensherrn Böhmens, dem Freund der Polen, dem Schwager Bernhards, des Herzogs von Sachsen durch dessen Schwester Swanhild, kaum entgehen zu können schien. Nur die Pfalzstädte Merseburg, Alstädt und Dornburg hielt ihm Graf Esiko verschlossen. Wie er aber am eigenen Übermuthe scheiterte und am 30. April 1002 zu Pölde von den Söhnen Graf Siegfrieds von Nordheim bei Nacht erschlagen wurde, und welcher seiner Mitbewerber die Krone davontrug, gehört der allgemeinen deutschen Geschichte an. Zu Großjena unweit Naumburg wurde er begraben. Seine drei Söhne, Hermann, Ekkard, Günther oder Guncelin, spielten jeder eine Rolle, Luitgard durfte sich nun mit ihrem Werner vermählen; Oda aber heirathete erst 1018 Boleslaw von Po- 1018
len; Mathilden heirathete Markgraf Dietrich von der Ostmark, der Erbe Eilenburgs, der tapfere Wettiner. Boleslaw, er heißt Chrobry, der Freche, brach auf die Nachricht von Ekkards Tode eilig durch Geros Mark nach Milzavia herein, überrumpelte Budissin, Strehla, und ein Graf Gunzelin, den Ditmar Boleslaws und Andere Ekkards I. Bruder nennen und der auch wohl des Erstern Halbbruder von Einer Mutter sein konnte, bemächtigte sich Meissens durch Verrath. Der junge Hermann konnte kaum entfliehn. Bei dieser Gelegenheit wird ein Burggraf Ozer angeführt und bemerkt, daß die Burgwächter Cuckeburger, slavisch Wethenizer genannt wurden. Auf dem merseburger Reichstage 1002 bot Boleslaw dem neuen König Heinrich (dem Heiligen) für Meissen schweres Geld, erlangte aber Nichts, als daß Gunzelin diese Mark, er selbst aber die Lausitzen behielt.

Die nächsten Jahre (1002) bis zum sogenannten budissiner Frieden (1018) sind in jeder Art und Weise trostlos und ohne großartige und bleibende Ereignisse. Zu dem Kampfe mit Polen, der die Marken zu Einöden zu machen drohte,

indem gewöhnlich die genommenen Plätze geplündert und verbrannt, die Einwohner zu Tausenden in die Sclaverei nach Polen gesendet werden, kam auch innerer Kampf zwischen Gunzelin von Meissen und Hermann, Ekkards Sohn, der
1010 neue Verheerungen nach sich zieht, bis endlich Gunzelin 1010 auf einem Fürstentag zu Merseburg abgesetzt, die Mark Meissen nach einer kurzen Zwischenverwaltung eines Grafen Friedrich (von Eilenburg) dem Graf Hermann zugesprochen wird. Das Milzienerland, welches von Einigen schon eine Mark Milzavia oder von Budissin genannt wird [1]), blieb bei Polen. An Friedensschlüssen fehlte es nicht, so 1005, 1013, aber der Pole hielt kein Wort, und Heinrich II., der Kaiser, schien bisweilen am Geiste eben so gelähmt, wie an dem Fuße. Im
1015 J. 1015 wurde die Stadt Meissen von den Polen abgebrannt und die Burg selbst kaum dadurch gesichert daß die Weiber statt des mangelnden Wassers mit Methe löschten, und daß der treue Elbstrom sein Meissen durch plötzliches Anschwellen von den Polen befreite. Dem schlechten Kriege folgte ein schlechter Friede zu Budissin, denn Boleslaw behielt das Eroberte
1029 und somit auch das Milzienerland. Im Jahre 1029 beginnt Mizislaw, des vorigen Polenherzogs Sohn, dasselbe Spiel mit Mord und Brand, mit Raub und Wegführung. Aber König Konrad II., der wackre Salier, drang ihm nach drei Feldzügen, wobei auch Ulrich von Böhmen nicht müssig blieb, 9000 fortgeführte Unglückliche und wahrscheinlich auch die ganze Niederlausitz ab.

1032 Auf den im J. 1032 gestorbenen Markgraf Hermann
1032-46 folgte sein Bruder Ekkard II. (1032—1046), unter welchem Meissen mit in die deutschen Kämpfe gegen den Böhmenherzog Bretislaw, Ulrichs Sohn, verwickelt wird, der sich der deutschen Hoheit entziehen wollte, und endlich vorzüglich durch des Markgrafen Hülfe, den der König Heinrich III., vielleicht mit Anspielung auf die schöne Volkssage vom getreuen Ek-

1) Vergl. bei Adelboldi vit. Henrici Sancti ap. Leibn. scrr. rr. brunsv. I, 436. und Ursinus zu Ditmar v. Merf. S. 153. ed. Wagner. not. 9. Übrigens ist Ditmar, der Zeitgenosse und Augenzeuge, Hauptquelle, unendlich weitschweifig und confus und doch unschätzbar.

kard, urkundlich fidelissimus fidelis noster nennt, wieder fügen muß. Im Georgenkloster zu Naumburg liegt er zwar begraben, doch enthält der Dom sein und seines Vaters Standbilder, und Ekkardsberge Beider Namen. Wäre es schon Sitte gewesen, er wäre mit Schild und Helm begraben, sein Wappen über ihm gebrochen worden, denn er war der Letzte seines Stammes. Seine Güter fielen an den Kaiser.

Die zwei folgenden Markgrafen, Wilhelm 1046—1062 1046-62
und sein Bruder Otto, Graf von Orlamünde 1062—1067, 1062-67
sind für die Mark Meissen wenig wichtig geworden, und gehören nach Stamm, Hausgut und Politik mehr Thüringen an, über welches wenigstens der Erste den Heerbann gehabt zu haben scheint, und in welchem der Zweite den traurigen Zehentenkrieg herbeiführte. Der Erste unternahm für's Reich einen Zug nach Ungern, um den von seinem Bruder Bela verdrängten Andreas wieder einzusetzen, und wurde dabei gefangen. Seine Tapferkeit aber erregte solche Achtung, daß Bela ihm seiner Tochter Hand zusprach; die Vermählung selbst vereitelte sein Tod.

Stürmischere Tage kamen für Sachsen, Meissen und Thüringen, wie für ganz Deutschland, als der lang verhaltene Haß der Sachsen gegen des strengen Heinrichs III. Sohn, Heinrich IV. als Franken endlich ausbrach. Ein Verwandter dieses Königs, Graf Ekbert von Braunschweig (des Königs Großmutter, die berühmte Gisela, Konrads des Saliers Gemahlin, hatte vor diesem dritten Gemahl und vor dem zweiten, Ernst von Schwaben, den Grafen Brun von Braunschweig zum Mann gehabt, und Luidolf zum Sohne, welchem seine Gertrud Brun und unsern Ekbert geboren hatte), verwaltete die meissner Mark, aber nur ein Jahr, und vererbte sie Ekbert dem Zweiten, mit Genehmigung des Kaisers, an dessen Jugendschicksalen er schon bei der Entführung des königlichen Kindes und dessen Rettung aus dem Rhein großen Antheil hatte.

Dedo der Wettiner, Markgraf der Ostmark, wird wohl von Einigen auch als Markgraf Meissens aufgeführt, allein die Urkunden entscheiden diesmal gegen die Chronisten. Dedo kann also höchstens für den Knaben Ekbert die Mark verweset

haben[1]). Noch mehr Einfluß aber hatte Dedos zweite herrschsüchtige Gemahlin Adela, Ottos von Orlamünde hinterlassene Tochter, die ihren Gemahl trieb die thüringischen Lehen jenes Otto zu verlangen, und als sie ihm vom Könige verweigert wurden, Dedo dem Könige abspenstig machte. Wie groß steht neben diesem wildleidenschaftlichen Weibe, die den eignen Stiefsohn opferte, die edle königliche Dulderin Frau Bertha da! Dedo reizte die ohnehin auf Heinrich und Siegfried von Mainz in der Zehentensache erbitterten Thüringer zum Abfall an, sah sich aber bald in den von ihm besetzten alten Festen
1069 Beichlingen und Scheidingen zur Übergabe genöthigt (1069). Seine Freiheit erkaufte er von Heinrich mit vielem Erbgut wieder. Aber der Streit ruhte nur, um neue Kräfte zu ge-
1073 winnen. Auf der erfurter Kirchenversammlung (1073) hatten die Thüringer in der Zehentensache nachgegeben, weil die Äbte von Fulda und Hersfeld, denen fast ganz Thüringen eigentlich zehntete, sich hatten fügen müssen. Die Verachtung, welche der bremer Adalbert dem Könige gegen die sächsischen Fürsten eingeflößt, der ihm schuldgegebene Plan, Sachsen und Thüringen sich tributbar, vielleicht erblich zu unterwerfen, brachte die Sache zum Ausbruch. Knechte wollten sie nicht heissen. Unedles erträgt kein edles Volk. Dedo, Markgraf Ekbert, damals nur noch Knabe, Pfalzgraf Friedrich von Sachsen, die Bischöfe von Merseburg und Meissen (Benno, der standhafte Mann, stand damals dem letztern Sprengel vor), Udo von der Nordmark und viele Andere traten damals zu der magnus-ottonischen Partei. Nur Bischof Eppo von Naumburg-Zeiz hielt noch zum König. Dieser lange blutige Kampf

1) Annal. Saxo bei Eccard. I, 477. nennt Dedo marchionem Misniae. So auch Cosmas v. Prag ap. Mencken I, 2118. Vgl. F. A. B. Wenck de Henrico I. Misniae et Lusatiae marchione com. II. Lips. 1798. p. XIX. Leider fehlen mir die beiden letzten Com. Allein die berühmte Urkunde Bennos von Meissen vom J. 1071 über die große Schenkung des slavischen Dynasten Bor an das meissner Stift, die zugleich fast alle weltliche und geistliche Fürsten Ostdeutschlands, Böhmens und Polens als Zeugen aufzählt, führt Ekbert neben Dedo als Markgraf an. Chn. Schöttgen diplom. Nachl. VII, 387. und deutscher Auszug bei Schultes dir. diplom. I, 185.

mag anderswo gelesen werden. Hier nur so viel, als der Zusammenhang unserer Landesgeschichte fodert. Seit dem großen gerstunger Convent (Oct. 1073), wo ein Schein von Ruhe wiederhergestellt worden, trat Dedo von der Verbindung ab. Der Kaiser vertraute ihm sogar einen flüchtigen russischen Fürsten, Demetrius oder Isaslav, zur Obhut an. Nach schwerer Krankheit starb der milde Fürst 1075. Von seinen und Adelens Söhnen (Dedo, aus seiner ersten Ehe, der es mit dem Kaiser hielt, nicht mit der Stiefmutter, Heinrichs Todfeindin, war schrecklich ermordet worden) [1]) tritt Heinrich von Eilenburg erst später, aber desto glänzender auf den Schauplatz. 1073 1075

Dedos Mark wurde vom Könige, wahrscheinlich der unbändigen Adele wegen, dem treuen Herzoge von Böhmen, Wratislaw, gegeben; und da Ekbert sich von neuem gegen Heinrich stellt, bald auch die meissner Mark, die nun der Schauplatz trauriger Verwüstung wird: denn Heinrich sucht jetzt dem Böhmen die zugesprochenen Länder zu verschaffen, findet aber am Knaben Ekbert und zwei Neffen Dedos, den flüchtigen Söhnen seines Bruders Gero, den Grafen Dietrich und Wilhelm, so kräftigen Widerstand, daß Wratislaw nicht zum Ziele kam, und fast der Krieg für immer mit des Königs Gefangenschaft beendet worden wäre, wenn nicht die reissende Mulde plötzlich angeschwollen und den klug berechneten Überfall vereitelt hätte (Oct. 1075).

Genug, Ekbert nimmt dem Böhmen die meissner Schlösser, die er schon besetzt, wieder ab und behauptet sich in seiner Mark. Ob er auch an der bereits am 9. Jun. 1075 beim Kloster Hohenburg oder bei Nägelstädt (unweit Langensalza) gelieferten Schlacht, wo noch die beiden nachherigen Gegenkönige auf Heinrichs Seite stritten und die Feinde Heinrichs empfindlichen Verlust erlitten, Antheil nahm, ist ungewiß, auch unwahrscheinlich. Unter den Fürsten aber, die

1) „In pueritia per posteriora confossus interiit". Chron. Mont. Ser. bei Mencken II, 308. Der Mord wird freilich der Adela nicht unmittelbar Schuld gegeben, aber die Art des Mordes auf dem heimlichen Gemach ersann kein Mann, wenn auch vielleicht ein Mönch ihn vollbrachte! —

sich bei Spiera unweit Sondershausen dem Könige ergaben
1075 (Oct. 1075), war er nicht, brauchte also auch einen unklugen
1076 Schritt weniger zu bereuen. Dies und der (1076) von Gregor VII. über den König gesprochene Bann veranlasste im
1077 März 1077, nachdem im Januar Heinrich zu Canossa des Bannes frei geworden, wobei Eppo von Zeiz, Heinrichs Begleiter, Zeuge war, die neue Königswahl zu Forchheim in Franken zu Gunsten Rudolfs von Schwaben [1]). So wurde die Zeit immer trüber; Bann gegen Bann, Acht gegen Acht; bis in das Innere der Familien drang der Zwiespalt. Deutschland glich einem zweiköpfigen, sich selbst zerfleischenden Ungeheuer. So diente es dem Erzpriester zu Rom in seinem Plan, den wir nicht preisen können, wenn wir auch zugestehen, daß nur ein Riesengeist ihn so erzeugen und verfolgen konnte.

Solcher politisch-kirchlichen Verwirrung half das Schwerdt allein kaum ab. Doch arbeitete es der Abhülfe vor. Am 7.
1079 August 1079 wurde unentschieden an der Streue oder bei Meiningstadt in Franken, unentschieden bei Fladenheim oder
1080 Flarchheim unweit Mühlhausen 27. Januar 1080 gestritten; doch kühlte sich schon manches Blut im Blute ab, und mehrere sächsische Große, selbst Ekbert wurden zweideutiger Gesinnung, und bald nach der Schlacht trat Ekbert, der schon während derselben seitwärts hielt, zum kaiserlichen Heere über, und erhielt jetzt die ihm, dem Empörer, abgesprochenen Würden zurück. Adela hatte schon 1075 ihren Sohn Heinrich von Eilenburg als Geisel ihrer Treue dem Kaiser übergeben. — Dasselbe Jahr und Land sah noch die zweite Schlacht bei Mölsen an der Elster (15. Oct. 1080), in welcher Rudolf verwundet starb. Zu Merseburg zeigt man sein Grab und die verlorne Hand, mit der er einst dem Kaiser Treue geschworen. „Wollte Gott, daß alle meine Feinde so prächtig begraben wären", sagte später Heinrich vor dem schönen Denkmal, welches man ihm zu zerstören rieth.

Ekberts Treue kann nicht lange gedauert haben, da Wratislaw von Böhmen, dem Heinrich die Mark Österreich ver-

1) Nach Lamb. Schafnab. ed. Krause. Halle 1797. S. 224 ff. Bruno die Apologia Henr. IV. bei Freher.

liehn, die Meissner wieder bis an die Mulde verheerend heimsuchte, aber auch nur mit Wiprechts von Groitsch Hülfe den Heimweg fand, und Ekbert unter den Fürsten ist (1081), 1081
welche den Grafen Hermann von Salm, Sohn Giselberts von Luxemburg, zum zweiten Gegenkönig wählen. Aber der Tod Ottos von Nordheim, Siegfrieds von Mainz und Udos von der Nordmark, sowie Adelas (1082—1084), schwächte 1082-84
diese Partei gewaltig; zwar waren auf der quedlinburger Synode die Bischöfe Werner von Merseburg, Günther von Naumburg-Zeiz (sein Nachfolger Waltram, 1089—1111, focht dagegen mit Schwerdt und Feder für Heinrich) und Benno von Meissen und auch Ekbert als Unterzeichner der Beschlüsse gegenwärtig; doch im Mai 1085 trat zuerst Benno, bald auch 1085
Andere zu Heinrich über, und auch die Nachricht von Gregors Tode, 25. Mai 1085, wirkte aussöhnend, wenigstens verstärkend für Heinrichs Sache. Zu Wegmar bei Gotha hielt der Kaiser im Febr. 1086 einen Fürstentag und übte nun in günstigerer Lage 1086
die an Ekbert versparte Rache. Zwei Urkunden Heinrichs [1]), worin einige friesische Grafschaften ihm ab- und dem heiligen Martin zu Utrecht zugesprochen werden, geben ihm Schuld, daß er noch als Knabe mit den andern sächsischen Fürsten sich empört, dann aber des Königs Gnade wieder gesucht und wegen seiner Jugend und Verwandtschaft erhalten habe, sogar wie ein Sohn betrachtet worden; dann sei aber dieser adoptirte Sohn plötzlich aufgestanden, habe Gesetz, Treue, Eid und Verwandtschaftspflicht verletzt, Sachsen und Thüringen in Waffen gebracht und die offene Fahne der Empörung aufgesteckt. Er habe sogar dem Kaiser nach der Würde und

1) Ich bemerke vier hierher gehörige Urkunden: 1) eine frühere vom 29. Octbr. 1077 zu Worms, wo der K. dem Stifte Utrecht die Grafschaft Staveren wegen Ekberts Untreue zuspricht; 2) vom 11. Febr. 1086 zu Wehemar, deren Inhalt dem Obigen zu Grunde liegt; 3) vom 3. April 1086 von Regensburg, ganz ähnlichen Inhalts. Alle drei bei Ritter älteste meissner Gesch. 205 ff.; 4) vom 1. Febr. 1089 von Regensburg, nach der Schlacht von Gleichen (bei Schultes dir. dipl. I, 204), wo die ganze Reihe von Ekberts Treulosigkeiten und Eidbrüchen aufgezählt und von Verbannung aus dem Lande sowie von der Ermordung eines Bischofs und mehrerer Geistlichen gesprochen wird.

nach dem Leben getrachtet, und darum sei er von den Fürsten, seinen Landsleuten, als Feind des Reichs geächtet, sein Gut und Lehen ihm ab- und mit Aller Einstimmung nach Völkerrecht dem Kaiser zugesprochen worden. Dann verwüstete Heinrich Thüringen und Sachsen, soweit es seinen Feinden zuständig war, bis an die Bode, und ertheilte Wratislaw, der einmal keine der ihm zugesprochenen Marken (selbst Österreich nicht) behaupten konnte, die königliche Würde. Ekbert aber vereinigte sich später mit König Hermann, Welf und den Schwa-
1086 ben und schlug den König 11. Aug. 1086 bei Bleichfeld ohnweit Wirzburg.

Ekberts politisches Benehmen war ohne Wahrheit, Treue
1087 und Würde. Denn auf einem Tag zu Hersfeld, 1087, söhnte er sich mit Hand und Mund wieder mit Heinrich aus, bekam Land und Lehen und Würde wieder und kündigte doch am folgenden Tage schon dem Kaiser wieder den Gehorsam auf. Endlich erklärte sich sein Schwanken. Er trachtete selbst nach der Königswürde und verließ deshalb auch Hermanns Sache, der ohnehin seiner Rolle überdrüssig sich ganz zurückzog. Aber Ekbert sah sich bald von den Bischöfen, die ihm zur Krone Hoffnung gemacht hatten, getäuscht und verwüstete nun ihr Gebiet, besonders Halberstadt. Die Bischöfe von Merseburg und Zeiz gingen zu Heinrich über. Ekbert wurde in einem
1088 Fürstengericht zu Quedlinburg 1088 abermals geächtet und entsetzt, und dann vom Kaiser und Herzog Magnus dessen thüringische Burg Gleichen belagert. Allein Ekbert überfiel seine Feinde (29. Decbr. 1088) und schlug sie hinweg; da machte Heinrich Ekberts Absetzung zu Regensburg bekannt. Graf Heinrich von Eilenburg, der wahrscheinlich bald nach seiner Mutter Adela Tode, 1084, die Ostmark seines Vaters bekommen hatte, bekam nun auch die Markgrafschaft Meissen [1]).

1) Auf die letzte Ächtung Ekberts bezieht sich Urk. 4. der vorigen Note. — Was die Verleihung der Mark Meissen betrifft, so heisst es freilich bei Dobechin: marchiam orientalem. Wachter thür. Gesch. II, 85. stimmt für das Osterland oder die südthüringische Mark. Wenck de Henrico I. com. III. p. XII. und nach ihm Stenzel Gesch. Dtschl. unt. den fränk. Kaisern I, 533. für Meissen. Für Letztere scheint mir der Umstand noch zu sprechen, daß Heinrich factisch nachher im Besitz der

Ekbert verwüstete seiner Feinde Länder, griff auch Heinrich, seinen neuen Nachfolger an, wurde aber geschlagen. Nicht besser ging es gegen Wiprecht von Groitsch, den Eidam Wratislaws von Böhmen und Besitzer der nachherigen Oberlausitz, bei dessen Schlosse Tucheri (Teuchern bei Weissenfels?). Allen untreu, waren Alle ihm Feind; sein Stern ging unter. Als er eben gegen Hildesheim es zu belagern zog, wurde er in einer Mühle an der Sclicha (erst Spätere nennen die bei Eisenbüttel), vielleicht auf Betrieb von Heinrichs Schwester, der quedlinburger Äbtissin Adelheid, und wahrscheinlich von seinen eigenen Leuten überfallen und erschlagen (1090). Das war der 1090
unrühmliche Ausgang eines Mannes, der sich hoch genug gestellt glaubte, um, wie der erste Ekkard, nach der Krone greifen zu können, und bei dem Blick nach dem Höheren was unter ihm war und sich selbst verlor; der Letzte der nicht wettinischen Fürsten über Meissen.

3. Geschichte der Mark Meissen unter der Dynastie Wettin bis zur völligen Erblichkeit und Konrads Regierungsantritt 1123.

Dietrich I. oder Theodoricus, aus dem Hause Buzici, der vir egregiae libertatis, der Dynast auf freieigner Scholle, ist des ehrwürdigen wettinischen Geschlechtes erwiesener Ahnherr, mögen auch seine Vorfahren von den Burkardingern Thüringens oder von den Wittekindäern Sachsens abgeleitet werden. War der Teti comes des Todtenbuchs von Fulda sein Vater († 957), so starb Dietrich 982 in Calabrien bei Basen- 982
tello für seinen Kaiser. Solche Treue des zurückgesetzten Ahnherrn ist nicht bedeutungslos und Richtschnur späterer Enkel geblieben. Das Eigen dieses großen Freiherrn lag im Schwa-

Mark erscheint und keiner neuen Verleihung mehr gedacht wird. Dodechin konnte auch die Mark Meissen darum mit der Ostmark verwechseln, weil er gehört hatte, daß die Oberlausitz damals in böhmischen oder in Wiprechts Händen sei, oder weil ein Theil der Ostmark, der pagus Suisli, sich bis in die Nähe Meissens erstreckte. Wenck comment. D. Henr. II. 23. —

bengau, im Mansfeldischen, dessen spätere Grafen seines Stammes sind. Der benachbarte Hosgau zersplitterte sich in mehrere Grafschaften, deren eine schon Dietrichs in Ungnade gefallener Vater besessen hatte, welche dann aber an Siegfried und an Markgraf Riddag überging. Die andere besaß Bio, vielleicht ein Bruder des Buziciers. Dietrichs Sohn erwarb durch Gisiler von Magdeburg Bios hosgauische Grafschaft, zwischen der Wipper, der Saale, dem Salzsee im Mansfeldischen und dem Wilderbach; den andern Theil des Hosgau be-
1005 kam Graf Esiko († 1005) und nach ihm Pfalzgraf Burchard,
1017 wahrscheinlich ein Querfurter, der 1017 starb, und Siegfried III. nach ihm. Fast alle diese Fürsten und Grafen sind dem wettinischen Hause nah verwandt, und es war die Politik der Ottonen, bei Vergabungen von Land und Lehen die Verwandten der vorigen Besitzer zu berücksichtigen. Später verschwindet die Grafschaft Merseburg als Zubehör der sächsischen Pfalz. Davon nachher.

Dedo, Dietrichs Sohn, erwarb die Burgwart Zurbici (Zörbig), welche seine Vorfahren als Reichslehen einmal besessen hatten. Ist auch Graf Esiko als Dedos Bruder noch nicht erwiesen, so ist es doch Friedrich, der von Eilenburg, dem Schlosse seiner Grafschaft, benachbart dem ihm untergebenen Suisiligaue, beigenannt wird, und nachher seine Grafschaft Dedos Sohne, Dietrich dem Zweiten (1017) überließ. Dedos Gemahlin ist Thietburg (Thieberg), Tochter des nordsächsischen Markgraf Dietrich, und diese also die erweisliche Stammmutter des jetzigen Königshauses [1]).

Dedos Sohn war Dietrich II. und folgte seinem Va-
1009 ter, der 1009 vom nordsächsischen Markgraf Werner erschlagen wurde, in dessen Grafschaft im Hosgau, im Besitz der Erbgüter im Mansfeldischen, der Burgwart Zörbig; und sei-

1) Da der sächsische Annalist b. Eccard I, 413. Dedos Schwester die Kaiserin Kunigunde nennt, diese aber eine Tochter Siegfrieds von Luxenburg und der Hedwig ist, cf. Koeler Famil. Lucenb. Tab. 1., so müsste Hedwig in erster Ehe Dietrich von Buzici gehabt haben. Da nun aber Dedo seine Mutter als Wittwe aus Zeiz nach Böhmen entführt, Hedwig mit ihrem Siegfried zu S. Maximin in Trier begraben liegt, so wird die Existenz dieser Stammmutter ziemlich zweifelhaft.

nes Vaters Bruder Friedrich 1017 im Besitz von Eilenburg, 1017
dem dortigen Comitate und der Aufsicht über den Siusligau.
Nicht unwahrscheinlich ist es, daß er seit 1030 auch die Mark-
grafschaft der Ostmark nach Ditmars Tod verwaltete. Er starb
1034 und hinterließ von Markgraf Ekkards I. von Meissen 1034
und Thüringen Tochter Mechtild, deren Bruder Ekkard II.
ihn ermorden ließ, sechs Söhne. Von diesen wurde Friedrich
Geistlicher und brachte es bis zum Erzbischof von Magdeburg
(nach Andern B. v. Münster). Thimo tritt um's J. 1103 1103
als Markgraf Meissens auf. Gero wird Graf von Brene,
zu welcher Grafschaft (unweit Halle) Schloß und Stadt Cam-
burg, Landsberg und der Petersberg wenigstens später gehör-
ten, genannt, und für seine Söhne hält man jene Grafen Die-
trich und Wilhelm, die in Meissen und der Lausitz dem Kaiser
Heinrich so muthig entgegentraten. Konrad und Riddag, zwei
andere Söhne, und Hidda, vermählt mit dem Herzoge von
Böhmen, sind minder wichtig als der zweite in der Reihe,
welche die Quellen geben, als der Markgraf Dedo von der
Ostmark.

Markgraf Dedo, auch Verweser der meissner Mark, hatte
zur ersten Gemahlin, wenn anders nicht eine weibliche Frucht-
barkeit von 50 Jahren angenommen werden soll, nicht Graf
Wilhelms von Weimar Wittwe Oda, sondern eine gleichna-
mige Tochter desselben (daß Wort relicta läßt Beides zu), als
zweite Frau aber die Wittwe Markgraf Ottos (von Orla-
münde), die brabantische Adela, die den milden, wohlgesinnten
Mann zu mancher Unbill reizte und ihren Stiefsohn Dedo
(dem gegen solche Todesart das ihm von Otto von Baiern
aus Ungern erhaltene Marsschwerdt Attilas wenig helfen konnte)
auf heimlichem Gemach ermorden ließ [1]). Ein anderer Sohn,
Konrad, wurde von den Slaven (paganis) erschlagen. So

1) Lamb. Schafnab. ed. Krause p. 53. am umständlichsten. Das Gerücht habe die Stiefmutter der That bezüchtigt. Dedo habe bei dem Kaiser sehr in Gunst gestanden, weil er sich gegen den eignen Vater aufgelehnt. Doch wären auch über seinen Tod Kirchen und Klöster hoch erfreut gewesen, die von dem herrsch- und habsüchtigen Dedo Alles befürchtet hätten. Das könnte noch auf andere Vermuthung bringen.

1075 hinterließ Dedo (1075) nur noch einen Sohn, Heinrich, wohl aber mehrere Töchter, von denen Adela den Markgraf Ernst von Österreich, die erste von so vielen unglücklichen Verbindungen zwischen Sachsen und Österreich, heirathete und ihm Leopold den Schönen gebar, die andere, Agnes, den sächsischen Pfalzgraf Friedrich aus dem Hause Gosek nahm. So war dies Haus bereits noch vor dem Eintritte in die meissner Mark ein mächtiges und reiches zu nennen, indem eine Anzahl bedeutender Grafschaften und Schlösser in Thüringen, in der Ostmark, im Schwaben- und Hessen-Gau ihm zustand, und endlich eine Markgrafschaft und die Verwandtschaft mit den bedeutendsten Großen des östlichen Deutschlands.

Heinrich der ältere von Eilenburg, seinem gewöhnlichen Hauptsitze und daher auch gewissermaßen der Hauptstadt der Ostmark, beigenannt, war als Knabe noch der Haft, in welcher er mit Udos von Nordsachsen Sohne zugleich als Geisel gehalten wurde, zu Pferd und zu Wasser glücklich nach Mainz entkommen und war wohl unter mütterlicher und dann unter seines Oheims Thimo Vormundschaft erwachsen. Aber König Heinrich hatte nicht nur 1075 die Ostmark, sondern auch später Ekberts meissner Mark dem Wratislaw von Böhmen zugesagt, und dieser in Meissens Nachbarschaft das Schloß Guozdeck (Wossen, Coswig?) angelegt, nach Sitte jener Zeit Schlösser mit Schlössern zu erobern. Doch gelang es ihm nicht in den Besitz der ganzen Mark zu kommen, wohl aber gab er als Mitgift seiner Tochter Judith (Ludmilla) die Landschaften Budissin und Nisani dem berühmten Osterländer Wiprecht von Groitsch. Nach Ekberts letztem Treubruch gab der König seine Mark unserm Heinrich, der sich auch gegen Ekbert darin behauptete. Die Lausitz war ihm schon früher, da Wratislaw sie einmal nicht behauptet konnte, nach Erbrecht zugesprochen worden. Auch durch seine Vermählung mit des ersten Ekbert Tochter Gertrud stieg er im Ansehn, da sie vor ihm Heinrich den Fetten von Nordheim und von Letzterm die nachherige Kaiserin Richenza, Lothars II. Gemahlin, als Tochter hatte. Mit ihr erwarb er die Alloden des ekbertingischen Hauses, aber er erlebte von ihr keinen Erben seiner Lehen und Güter, sondern
1103 starb 1103, vor der Geburt seines Sohnes Heinrich.

Damals lebte noch des Markgraf Dedo Bruder, der alte Graf Thimo (früher am kaiserlichen Hofe, wohin ihn seine Mutter, Frau Mechtild, wegen eines Mordes in früher Jugend gebracht, hoch angesehn und magister et praefectus totius imperialis curiae genannt), auf der Stammburg Wettin, die hier zum ersten Mal erscheint, durch Ida Schwiegersohn des berühmten Otto von Nordheim oder von der Weser. Thimo zeichnete sich in Heinrichs Kriegen rühmlich aus, und darum wurde ihm das erste erledigte Fürstenamt versprochen. Als nun die Nachricht von des Eilenburgers Tode kam und der König die Mark für ganz erledigt und erbenlos halten mochte, wurde im Feldlager Thimo feierlich damit belehnt. Bald darauf, vielleicht schon nach wenig Tagen oder Stunden, fiel Thimo durch die Besatzung des Ortes, den man eben belagerte, und so machten später seine Söhne Dedo und Konrad Ansprüche auf die meissner Mark[1]).

Diese hatte aber bald ihren rechtmäßigen Erben an dem nachgebornen Heinrich dem jüngern von Eilenburg, für welchen wohl die Mutter, Gertrud, die Regentschaft (bis 1117, wo sie starb) führte. Sie hatte mütterlich noch mehr für ihn gethan: denn als man an ihrer Schwangerschaft zu zweifeln schien, rief sie ihre Leute und Dienstmannen zusammen und entblößte ihren hochschwangern Leib. Die thimonische Partei sprengte später aus, daß der junge Heinrich nur der gegen ein von Gertrud gebornes Mädchen untergeschobene Sohn eines Koches sei, worüber später noch blutiger Zwist erfolgte, da einer von Konrads Leuten es vor dem Altare eidlich betheuerte, daß dem so sei, dafür aber in Stücken gehauen wurde.

1) Ann. Saxo und Chron. Ursp. sagen 1103, Andere 1104 oder 1107, wegen Benno, davon unten. Daß Thimo nicht schon 1090 nach Eberts Tode die Mark bekommen haben kann, wie noch Ritter 217 annimmt, geht daraus hervor, daß sein Sohn Konrad um 1098 geboren sein muß, da er 1157 im 59sten Jahre stirbt, und daß auch des Kaisers Tod als bald darauf folgend angenommen wird. Vgl. E. Weisse Gesch. der kurs. Staaten I, 56. Die Hauptstelle über Thimo ist das den altzellischen Jahrbb. Mencken II, 330. einverleibte Fragment der Chronica Merseburgensis aulae episcopalis.

Konrad, Thimos Sohn, gab aber seine Ansprüche nicht auf und nennt sich wirklich in Urkunden Markgraf von Meissen. Ob dies ein bloßer Anspruchstitel war, ob die Verwesung der Mark ihn veranlaßte, die er etwa geführt, bleibt
1123 ungewiß, wie manches Andere noch. Im Jahr 1123 erscheint Markgraf Heinrich als Theilnehmer an einer Fehde Bukkos von Halberstadt gegen Herzog Lothar den Sachsen und bald darauf, nach vorausgegangener Besprechung auf dem Petersberge, mit Konrad dem Grafen von Wettin selbst, die aber einen so unglücklichen Ausgang für Konrad hatte, daß er des jungen Markgrafen Gefangner auf Schloß Kirchberg bei Jena wurde, von welchem der Fuchsthurm auf dem Hausberge noch ein Überbleibsel sein mag. Hier schmachtete Konrad (das eiserne Bett, damals gebräuchlich, und jetzt noch nachahmenswerth und nachgeahmt, mag ihn weniger als die verlorne Freiheit gedrückt haben) bis zum Tode Heinrichs, der in der Blüthe seiner Jahre
1123 1123 an Gift von unbekannter Hand verstarb.

Für dieses Jahr sprechen gleichzeitige, wenn gleich meist
1127 ausländische, für das J. 1127 inländische [1]), doch weit spätere Quellen. Auf die Nachricht von Heinrichs Tode wurde Konrad frei, aber auch Wiprecht von Groitsch, dessen Leben eine Brücke nach Thüringen uns werden soll, wurde von Kaiser Heinrich V. auf seine Bitte mit der Mark Meissen belehnt, die ihm, dem Osterländer und Besitzer der Oberlausitz und auch der Niederlausitz, doch ohne die ältere Ostmark um Belgern und Eilenburg, am vortheilhaftesten gelegen war. Diese Ostmark aber gab der Kaiser dem Landgraf Hermann dem Winzenburger. Auf Konrad nahm Heinrich keine Rücksicht, desto mehr Lothar, seit Magnus Tod 1106 Herzog der Sachsen. Es schien dem hier wie bei der weimarischen Erbfolge

1) Annal. Saxo, Cosmas v. Prag, aber auch der osterländische auctor de fundatione coenobii Pegav. (bei Hofmann IV.) und die Vita Viperti Groicensis für 1123. — Das Chron. Mont. Ser., welches aber auch andere nachweisliche Irrthümer hat, und das altcellische Jahrbuch und die Chronik aus dem Chron. M. Ser. für 1127. Wie hätte Wiprecht auch den Tod eines solchen Mannes erlügen können! Weisse Gesch. der kurs. Staaten I, 59. erklärt sehr gut, wie der Mönch unseres sächsischen Clermont irren konnte.

von Heinrich V. noch einmal gefährdeten Grundsatz von der Erblichkeit der Lehen zu gelten, und Konrads Vater Thimo war ja mit Meissen belehnt gewesen. So trat auch der ballenstädter Graf Albrecht (der Bär) auf Lothars und Konrads Seite und half nach einem kurzen Krieg, in welchem auch die Böhmen und Mähren unter Wladislaw und Otto für ihren Schwager Wiprecht in Meissen auftraten, Konrad im Besitz der meissner Mark befestigen. Dann gingen die verbundenen Fürsten, um eine staatsrechtliche Sanction dem Ganzen ertheilen zu lassen, nach Eilenburg und vertheilten hier, mit Einwiligung der Vornehmen beider Marken, die durch Heinrichs Tod erledigten Reichslehen. Albrecht der Bär sollte die Niederlausitz erhalten; da sie aber in Wiprechts Besitze blieb, so scheint er nur die ältere Ostmark, soviel davon noch übrig und nicht erblich in den Händen der Wettiner war, vorerst bekommen zu haben. Lothar aber ging leer aus [1]).

So gelangte nun Konrad wenigstens zum Besitze der meissner Mark und etwa dessen, was von der ehemaligen südthüringischen noch übrig war; denn hier war der Besitz vielfach in Reichs- und Stifts-Gut und unter andere angesehne Herren zersplittert worden, besonders seitdem Wiprecht, der Mann seltsamer Schicksale, hier heimisch wurde. Wie er in die Geschichten Sachsens, beider Lausitzen, Thüringens, Böh-

1) Der Ann. Saxo bei Eccard I, 650. sagt vom Herzog Lothar (nach der Einsetzung Konrads in Meissen): Quo facto (dux Liuderus) cum Adalberto filio Ottonis de Ballenstide usque Ilburgh procedit, eorumque consensu qui in utrisque marchiis primates erant ambo marchias singulas regendas suscipiunt. Man sollte demnach glauben, Lothar müsse auch eine Mark bekommen haben, aber der Erfolg spricht dagegen. Denn Wiprecht behielt factisch die Niederlausitz, Albrecht der Bär musste sich vorerst mit der ältern Ostmark begnügen, soviel davon noch nicht in den erblichen Besitz der Wettiner übergegangen war. Daß es Wipr. v. Groitsch war, dem Heinrich die Niederlausitz zugesprochen hatte, brauchte Hr. Dr. Wachter II, 122. wegen des Vipertum quendam (was der auctor de fundatione u. s. w. gar nicht hat, sondern nur die vita) praedivitem nicht zu bezweifeln. Wahrscheinlich muß auch quondam gelesen werden, da er für seine Befreiung sehr Vieles hatte abtreten müssen.

mens, Meissens eingreift, verdient er seine besondere Würdigung.

4. Wiprecht von Groitsch.

Wiprecht (Vipert) stammte wahrscheinlich aus dem sächsischen Hause der Grafen von Arneburg, nicht aber von einem König Wolf von Dänemark, den es gar nicht gab, der also auch keine Söhne nach Rußland und Griechenland auswandern lassen konnte. Wohl aber erwarb Wiprechts Vater das zu Udos nordsächsischer Markgrafschaft gehörige Balsamerland (Gau Belxem, Belkesheim), und mit Sigena, des Grafen von Leige Tochter, Morungen und Gattersleben, wozu unser Wiprecht von Udo auch noch Tangermünde erhielt. Udo suchte aber bald diesen unruhigen Jüngling loszuwerden und gab ihm für sein Balsamerland eine Grafschaft, die er im pleisner Lande und an der Elster um Groitsch, Leißnig
1073 und Pegau herum besaß. Das mag um 1073 geschehen sein. Da er aber mit seinen neuen Nachbarn auch nicht auskommen konnte, ging er zu Wratislaw nach Böhmen und nahm am sächsischen Kriege wie dieser auf Heinrichs Seite Antheil. So bei Fladenheim und Mölsen. Dann bemächtigte er sich seiner pleisnischen Besitzungen wieder und machte sich seinen Nachbarn furchtbar. Auch nach Rom zog er mit Heinrich und rettete ihm sogar das Leben. Selbst einen Löwen schlug er mit bloßer Faust in die Flucht, als der Kaiser seinen Muth erproben wollte, wie man damals auch wohl bei Festen manchmal Menschen mit Bären kämpfen ließ. Reich beschenkt, mit dem Orlagau, mit Schloß Leißnig, Lauterstein, wozu später noch Dornburg kam, kehrte er zurück. Selbst Wratislaw
1086 (1086) ehrte Wiprecht durch die Hand seiner Tochter Judith oder Ludmilla, und gab ihm die Landschaften Budissin und Nisani (nachherige Oberlausitz) zur Aussteuer. Da er nun mit seinem Nachbar Ekbert von Meissen in häufige Kämpfe gerieth, erbauete er zum Schutz für Judith das jetzt unbekannte Schloß Sworz. Bischof Waltram von Naumburg-Zeiz gab oder musste ihm geben die Pflege Butsin mit 1100 Grundstücken. Er mag Vieles zusammenerpresst und von seinen Nachbarn gewaltsam erworben haben. Dafür, wenn ja die innere

Stimme laut wurde, reinigte man sich nach Sitte jener Zeit weniger durch Rückgabe als durch fromme Stiftungen. So ging er mit einigen Gefährten nach Rom, warf sich an der Schwelle der Apostelfürsten nieder, weinte bittre Reuethränen und beichtete dem Papst seine Sünden. Der sendete ihn zum heiligen Jakob nach Compostella in Spanien, den großen Wallfahrtsort des westlichen Europa, und dort wurde ihm der Befehl, für die zu Zeiz bei einem Überfall seiner Gegner verbrannte Jakobskirche, dem Heiligen, dessen Daumen er ihm mitgab, ein reiches Stift zu bauen. So kehrte er zurück und gründete in dem merseburger Sprengel das wichtige Kloster Pegau, und trug selbst 12 Körbe Steine an die 12 Ecken des Gebäudes, 1092. Drei Bischöfe weiheten den Grund- 1092
Wratislav hatte reichlich beigesteuert, und 1096 wurde es geweiht. Fränkische Colonisten legten eine Menge neuer Dörfer und Weiler an und durften jedes nach ihrem Namen nennen. Nach seiner Judith Tode 1109 vermählte Wiprecht sich mit 1109
Kunos von Beichlingen Wittwe Kunigunde (einer Tochter des Markgraf Otto von Orlamünde, deren Schwestern Albrecht der Ballenstädter und Ekbert II. gehabt hatten, sowie sie selbst in erster Ehe einem Fürsten Rußlands vermählt gewesen) und seinen gleichnamigen Sohn mit Kunigundens eben so genannter Tochter. Mit ihr erhielt Wiprecht die Vogtei des Klosters Oldisleben und bauete das Kloster Reinersdorf an der Unstrut. Jede dieser Klosterstiftungen war aber damals nicht nur eine Stufe in den Himmel, sondern auch höchst einflußreich für niedere und höhere Cultur, bis diese Institute gleich allem Menschenwerke sich überlebten.

Zehn Jahre nach Wratislaws des Königes von Böhmen Tode (1093), wurde Wiprecht mit in die dortigen Thronhändel verwickelt, zerfiel darüber selbst mit König Heinrich V. und ließ auf einem Zuge nach Polen (1109) den Swjátopluk von 1109
Mähren durch einen Anhänger der vertriebenen Wrssowetz, deren altes Geschlecht erst in unsern Tagen ausstarb, ermorden, und den Böhmen Boriwoi (oder Borwi), seinen Schwager, wieder in Böhmen einsetzen. Darüber wurde Boriwoi und der jüngere Wiprecht zu Rohyczan vom König Heinrich V. 1110 gefangen genommen, und der Letztere auf dem Rheinschloß 1110

Hammerstein verwahrt. Nur als sich sein Vater entschloß für seine Freiheit Leißnig, Morungen und die Länder Budissin
1110 und Nisani dem König abzutreten (1110), welche dieser wieder seinem treuen Hoyer von Mansfeld überließ, kam Wiprecht
1112 der jüngere los (1112) und wurde vom Kaiser mit Ekkardsberge belehnt, trat sogar auf kurze Zeit auf des Kaisers Seite gegen seinen eigenen Vater, den er mit in Groitsch belagern half, aber auch bald zurück, als die gehoffte Belehnung mit Nyenborch (Naumburg?) einem Andern zu Theil wurde.

Sein Vater, Wiprecht der ältere, war in der thüringisch-
1112 weimarischen Erbschaftsfehde gegen Heinrich V. (1112) mit aufgetreten, aber auch bei Warenstädt unfern Quedlinburg von Hoyer von Mansfeld mit überfallen und gefangen worden. In Leißnig wurde er verwahrt, dann nach Wirzburg gebracht, wo ihm ein Fürstengericht das Leben absprach. Ein Glück, daß der Dienstmann Konrad von Pleissen mit der Enthauptung zögerte; denn auf den Rath der Fürsten bot der jüngere Wiprecht dem Kaiser die ganze Pflege Groitsch und alle väterlichen Güter und erhielt auch so des Vaters Leben, nicht aber seine Freiheit; denn er wurde auf das Schloß Drulfs (Drifels am Queich?) auf drei Jahre in Verwahrung gebracht. Da traten seine Söhne, die Nichts mehr zu verlieren hatten und ohne Schutz und Habe, bald auch geächtet in den Wäldern herumirrten, bei Kreuzburg zu Lothar von Sachsen und Heinrichs Feinden über, befestigten dem Könige und Hoyern zum Trotz das Schloß Walbeck, und beim Welfesholze im Mansfeldischen erlegte der jüngere Wiprecht in offener Feld-
1115 schlacht (11. Febr. 1115) den Feldherrn Hoyer selbst, der sich bereits auf's Herzogthum Sachsen Hoffnung gemacht hatte.

Der jüngere Wiprecht, noch immer schutz- und länderlos herumirrend mit seiner Gemahlin und wenigen Getreuen, bat Dedo von Krosigk wenigstens um Obdach und erhielt die Vorhalle einer Kirche oder einen Kirchhof angewiesen. Hier verschanzte er sich, überrumpelte dann das Schloß Dewin, gewann reiche Beute, fand Unterstützung bei der alten ostmärkischen Markgräfin Gertrud und beim Erzbischof von Magdeburg, belagerte und eroberte endlich mit 2000 Streitern die Stadt Groitsch wieder. Dann half er des Kaisers Feinden

Naumburg gewinnen und nahm dabei den Heinrich mit dem Haupt gefangen. Dann ging's an den Rhein, dem Hohenstaufen Friedrich entgegen (1116). 1116

Kaiser Heinrich ließ nun den Thüringer Ludwig und den ältern Wiprecht sowie den Burggraf Burchard von Meissen für jenen Heinrich in Freiheit setzen. Dieser gewann auch nicht ohne viele Mühe Leißnig und seine anderen Schlösser wieder, bekam die Burggrafschaft Magdeburg, und auf dem Reichstage zu Worms (1122?), wo er sich bei dem Kaiser, 1122
der erst 1118 aus Italien zurückgekommen war, bedankte, erhielt er für 2000 Mark Silbers auch die Mark Lausitz, sowie er wohl auch die Landschaften Budissin und Nisani in dieser Zeit zurückerlangt hatte. Wie ihm nachher nach des Eilenburger Heinrichs Tode vom Kaiser eine der beiden von diesem verwalteten Markgrafschaften zugesprochen wurde, wie ihn aber Albrecht von Ballenstädt und Konrad nicht zum Besitz kommen liessen, wie er in Meissen einen Krieg mit Hülfe der Böhmen, Mähren und des Erzbischofs von Mainz führte, um auf Befehl des Kaisers Konrad zu vertreiben, ist bereits bemerkt. Nur im Besitze der beiden Lausitzen erhielt er sich.

Als Burggraf zu Magdeburg war er eben in Geschäften zu Halle, als in der Nacht das Feuer in seinem Schlafgemach die Streu ergriff und Wiprecht erwachend ohne fremde Hülfe halbnackt das Feuer mit den Füßen austrat. Schwer beschädigt ließ er sich nach Pegau und Groitsch bringen, und auf den Rath der benachbarten Bischöfe Arnold von Merseburg, Richwin von Zeiz und Gotthold von Meissen legte er, lebensmüde und krank, sein Schwerdt und Fürstenkleid zu Pegau ab, um es mit einer Mönchskutte zu vertauschen, und starb am 19. oder 20. Junius 1124. Sein Sohn Wiprecht und 1124
seine Gemahlin waren ihm im Tode vorangegangen. Sein zweiter Sohn Heinrich kam erst 1131 in den Besitz der Nie- 1131
derlausitz, weil Albrecht von Ballenstädt sie 1124 besetzt und zu Lehen erhalten hatte, und starb 1135. Wie sich sein Le- 1135
ben in den schroffsten Gegensätzen gefällt, — Pilger und Fürst, Mönch und Feldherr, Gefangner und auf dem Richtplatz, Räuber und Mörder und Beter, Kirchenzerstörer und Klostererbauer, Freund des Kaisers und Rebell, — ist es treuer Abdruck

seiner rohen gewaltigen Zeit. Rom und Compostella, Polen und Böhmen nennen seinen Namen, und doch war, seine Klöster abgerechnet, nach wenigen Jahrzehnten fast jede Spur seines Daseins verschwunden [1]). —

Zweites Hauptstück.

Geschichte Thüringens (bis zum Auftreten erblicher Landgrafen) und der von Thüringen ausgegangenen Marken (1130).

1. Das eigentliche Thüringen.

Seit den Tagen Heinrichs des Sachsen und der Ottonen tritt Thüringen mehr und mehr aus dem früheren fränkischen Systeme in das sächsische herüber. Die Kämpfe mit den Slaven, die Grenzstellung gegen Böhmen und Sorben hatten dem Lande ein politisches Gewicht gegeben, welches durch die vorgeschobenen Marken von selbst wegfallen musste. Von der sogenannten sächsischen Periode an erscheint es fast wie ein deutsches Binnenland, und wenn ein Thankmar, ein Heinrich in demselben und von demselben aus ihre dem Reichsoberhaupte feindselige Rolle spielen, so beurkundet die ziemlich rege Theilnahme der Thüringer daran ein unverkennbares Streben, durch eigene Fürsten ein Reichsland wie Franken, Baiern, Schwaben und Sachsen zu bilden. Was also in den nächsten zwei Jahrhunderten in Thüringen geschieht, ist nur abgerissen und

1) Dieser Abriß ist nach den bekannten zwei Quellen in Hofmann scrr. rr. Lusat. I. et IV., dazu Cosmas v. Prag und von Neuern Pelzel Geschichte Böhmens. Sein Leben, welches so tief in eine sehr merkwürdige Zeit eingreift, ist oft skizzirt, meines Wissens nie nach der vollen Aufgabe einer umfassenden Biographie behandelt worden. Selbst die Kreuzzüge würden wegen der böhmischen Theilnahme an denselben zur Schilderung des Zeitgeistes herbeigezogen werden können.

unvollständig auf uns gekommen, und steht nicht selten auch auf einer Verwechslung des eigentlichen Thüringens mit dem sächsischen oder der ältern nordthüringer Mark. Bei seiner Abhängigkeit von Sachsen erscheint vielleicht Ekkards des Ersten Versuch zu einem selbständigen thüringischen Herzogthum in einem eigenthümlichen Lichte, wenn die ganze Erscheinung nicht so schnell vorübergehend gewesen und von den Quellen nicht so kärglich beleuchtet worden wäre.

Doch fehlt es nicht ganz an Männern, welche eine wenig bekannte Zeit in geistlichen und weltlichen Dingen überragen. Ein Bischof Bruno querfurtischen Geschlechts, Ditmars des Chronisten Mitschüler zu Magdeburg, stirbt als Blutzeuge bei den heidnischen Preussen (14. Febr. 1009) nach schrecklichen Martern. Günther der Eremit, aus thüringischer hoher Abkunft, lebt 37 Jahre im böhmisch-baierischen Nordwald, entsagt seinen Schätzen und dem Weltgetümmel, ertödtet in harter Selbstpeinigung das Fleisch und tyrannisirt sich selbst zum Heiligen. Unter den Männern weltlichen Ansehns überragte alle ein Graf Wilhelm von Weimar. Ob er aus dem Geschlechte der fränkischen Popponen war oder von jenem Wido, den die Ungern 932 belagerten, abstammt, bleibt ungewiß. Er ist Ahnherr von drei bis vier gleichnamigen Grafen, von denen der letzte als Markgraf von Meissen erscheint. Als Heinrich II. dem stolzen Thronbewerber Ekkard den Vorzug abgewonnen, zog Wilhelm seinem neuen Herrn, als mächtigster der Thüringer, huldigend und begrüßend entgegen, wird sein Lehensmann und erlangt für seine Landsleute den Erlaß der alljährlich gelieferten 500 Schweine. Daß Markgraf Wilhelm und sein Bruder Otto und vor ihnen die beiden Ekkarde, Markgrafen Meissens und auch der südthüringer Mark, im eigentlichen Thüringen reich begütert waren, mag ihnen ein großes Ansehn im Lande verschafft, sie aber auch bei Unkundigen fälschlich zu Herren des Landes selbst gemacht haben; denn das Land wurde wohl nur von Grafen in den einzelnen Gauen, die den gleichen Umwandlungsproceß in erbliche Territorien aus Amtsbezirken wie in Meissen durchmachten, regiert. So kommen von 930—1109 im Westergau urkundlich vor, seit dem Sachsen Heinrich: Meginward, Hemezo und Ludwig im We-

stergau; Otto, Wichard, Wigger, Sizzo, Wilhelm, Ludeger im Eichsfelde; Siegfried, Wilhelm, Sizzo, Wigger im Altgau; Meginward und Wilhelm im Nabelgau; Wilhelm und Erpo im Helmegau; Meginward, Wilhelm und Madelgaho im Engilin; Bardo (des Burchard von Thüringen († 908) Sohn?), Wilhelm, Ekkard im Gau Hussitin oder Usiti; Wilhelm und Macelin im Ostergau; Meginward und Sizzo im Langwiza. Noch erscheinen diese Grafen anfangs ohne Familiennamen, aber wahrscheinlich sind darunter schon solche die sich nachher von Käfernburg, Schwarzburg, Beichlingen, Gleichen, Gleisberg, Weimar nennen.

Unter diesen Grafen möchte der im Westergau (am Thüringerwald bis an die Werre) vorkommende Graf Ludwig 1039 seiner Nachkommen wegen die meiste Aufmerksamkeit verdienen. Ein edler Herr hoher Abkunft, Ludwig der Bärtige bei-
1039 genannt, erscheint um 1039 in Thüringen, unter Konrads des Saliers Regierung und der Gisela, als deren naher Verwandter er bezeichnet wird. Am kaiserlichen Hofe bekleidete er die Stelle eines Oberhofmeisters, oder Hofmarschalls und stand in hohen Ehren. Über seine Abstammung herrscht noch sehr verschiedene Ansicht, Gewißheit nicht. Nach der gewöhnlichen Annahme soll Ludwig ein Sohn des Herzogs Karl von Lothringen oder ein Brudersson des Königs Lothar von Frankreich, also Geschwisterkind mit dem 987 gestorbenen letzten karolinger König Ludwig V., dem Faulen, gewesen sein. Karl, sein Vater, sei bei dem Versuch, seine Thronansprüche gegen die ersten Capetinger geltend zu machen, gefangen worden und 992 oder 1001 im Gefängnisse zu Orleans gestorben. Otto, Karls ältester Sohn, † 1005, wäre in Niederlothringen gefolgt; die beiden jüngern, Ludwig und Karl, im Gefängnisse zu Orleans geboren, hätten ihr lothringisches Erbe verkauft (oder wären vertrieben worden) und wären zum deutschen König Konrad und ihrer Muhme Gisela gewandert. Hugo, wie spätere Chronisten Karln sehr unkarolingisch nennen, habe am Hofe des mainzer Erzhirten gelebt, viel Gut erheirathet, aber 1030 wie sein Sohn Wichmann das Zeitliche (1031) gesegnet, sodaß Ludwig, der Bruder und Oheim, Erbe geworden. Diese Güter habe sofort Erzbischof Bardo gegen andere in

Thüringen und Heſſen umgetauſcht, König Konrad und ſein Sohn Heinrich aber reichlich gemehrt. Auf's Reine wird mit der Abſtammung ſchwerlich zu kommen ſein, man mag nun die karolingiſche oder die heſſiſch-fränkiſche oder die elſaſſiſche Genealogie vorziehen; denn Verwandtſchaften mit Konrad und der allverwandten Giſela ſind bald gefunden, da die Letzte ſelbſt durch ihre Großmutter eine Karolingerin, eine Alemannin ihrem Vater und zweiten Manne, eine Sachſin ihrem erſten Manne nach wurde [1]).

Dieſer Ludwig kaufte nun zwiſchen 1031 und 1039 von den thüringiſchen Grafen Günther von Käfernburg, Buſſo von Gleichen und andern freien Männern die Walddörfer Reinhardsbrunn, Altenberg und bedeutende Strecken Wald dazu; der Kaiſer Konrad aber ſchenkte ihm auf Bitten ſeiner Gemahlin Giſela noch die unter dem Namen der wüſten oder langen Laube bekannten Striche des thüringer Waldes, den Bezirk der nachherigen Ämter Tenneberg, Georgenthal, Schwarzwald, Ichtershauſen und einen großen Theil des ſpäteren Herzogthumes Gotha [2]). Nicht minder erwarb Ludwig mit

1) Die frühern Meinungen ohne eine eigene bei Hr. Chn. v. Senkenberg in den Selectis juris et hist. vol. III. de origine Ludovici Barbati. Für die karolingiſch-lothringiſche Abſtammung: Schumacher vermiſchte Nachr. z. ſächſ. Geſch. I. S. 10.; gegen dieſe erklären ſich Eccard in der geneal. hist. princ. Sax. 313, wo die Quellen und Urkunden ſtehen; Calmet hist. de Lorraine I, 937. Koeler fam. Francor. und Schrötter Tab. III. Genſſler Geſchichte des Grabfelds II. leitet Ludwig vom Graf Udo von der Wetterau und Oberrheingau, Eſtor origg. jur. publ. Hass. Jen. 1738. p. 35. von einem Graf Berthold von Oſtfranken, Rommel heſſ. Geſch. I. Anmerkk. S. 118, II. Anmerkk. 257. von den elſaſſiſchen Grafen von Egenesheim ab. Adhemar in Labb. bibl. Mscr. I, 167. oder das Fragm. hist. Aquitan. haben zuerſt auf die Lothringer hingewieſen. Die konradiſch-giſeliſche Conſanguinität erklärt nicht viel, denn ſie iſt (s. v. v.) eine Allerweltsverwandtſchaft. Rommel hat Viel für ſich, aber Evidenz nicht. Wie Schade, daß Prof. Stenzel, der vielleicht unter den deutſchen Hiſtorikern im fränkiſchen Zeitraume unſerer Geſchichte am meiſten zu Hauſe iſt, in ſeiner ſchon angeführten Geſchichte Deutſchlands unter den fränk. KK. dieſen genealogiſchen Knoten nicht zu löſen verſucht hat.

2) Mabelung Beitr. zur Geſch. d. Stadt Gotha giebt eine nach der Urkunde entworfene Karte. Loybe ſoll nach Einigen ſlaviſch ſein,

seiner Gemahlin Cäcilia, einer Enkelin der Kaiserin Gisela aus ihrer brunonischen Ehe, Tochter Ludolfs von Braunschweig und Schwester Markgraf Ekberts I., Sangerhausen und die umliegende Gegend, und trat dadurch in noch nähere Verwandtschaft mit dem fränkischen Kaiserhause. Mit des Kai-
1044 ser Heinrich III. Erlaubniß erbaute er um 1044 an den Vorbergen des thüringer Waldes hinter Friedrichsrode die alte Schauenburg (vielleicht eingedenk des alten niederlothringischen Vidimont oder Vaudemont). So bildete sich nach und nach ein bedeutendes, nur unter dem Kaiser und Reiche stehendes Besitzthum und Geschlecht im thüringischen Westergaue aus. Daß Ludwig auch vom Erzbischof von Mainz zum Vizthum (vicedominus, Statthalter) der mainzischen Güter in Thüringen und Hessen ernannt worden sei, ist wenigstens wahr-
1040 scheinlicher, als daß Bardo, der Erzbischof, Ludwigs 1040 gebornem und zu Altenberg getauftem Sohne Ludwig Eisenach und den Landstrich an der Hörsel zum Pathengeschenk verehrt
1056 habe. Im J. 1056 soll Ludwig, der erste Graf dieses Geschlechts, in Mainz gestorben und zu S. Alban begraben worden sein.

Von seinen Söhnen folgt im ältern thüringischen Erbe Graf Ludwig II., der Salier beigenamt, zum Unterschied von andern gleichzeitigen Grafen dieses Namens, unverständlich spätern Chronisten, die daraus Saltator (der Springer) machten und dem die tolle Sage von dem Sprunge vom Giebichenstein in die Saale zu Grunde legten. Der zweite Sohn, Beringer, erbte Sangerhausen. Als dieser Bertrada, Dietrichs II. von Wettin Enkelin, oder Tochter Konrads, zur Gemahlin nahm und so die erste Verbindung mit dem buzicischen Hause anknüpfte, ahnete ihm nicht, daß einst sein ganzer Stamm und Besitz diesem Hause zusterben werde. In Ludwigs stürmische Zeit 1056—1123 fällt jener thüringische Zehn-

nach Andern von Laub herkommen. Noch jetzt heisst ein dortiger Landstrich so. Die neuesten Untersuchungen darüber ausser Wachter thür. Gesch. I, 241. f. Allgem. Anzeiger d. Deutschen 20 Jul. 1826. 194 u. 12. Jul. 1827. 186, von Stetefeld und Kriegelstein. Über die 20 bis 30 mal gedruckte Urkunde Konrads II. von 1039. s. Schultes direct. diplom. I, 150.

tenstreit mit dem Erzbischof von Mainz, fällt jener Sachsen- und Thüringer-Krieg mit Kaiser Heinrich dem Vierten, und die Beendigung des Indestiturstreites im calixtinischen Concordate zu Worms. Auch für Thüringen waren besonders die ersten beiden Kriege von großer Wichtigkeit, nur leider nicht von segensreicher, und brachten in Bevölkerung und Cultur nur Stillstand oder Rückschritt. In solcher Zeit, wo das Morden, Brennen, Plündern an der Tagesordnung war, wo das Recht des Stärkeren das stärkste Recht war, oder nach uralter Weise nur Recht hatte wer sich rächen konnte, mehrte sich jährlich die Zahl der Burgen und Schlösser, Kinder der Noth und des Bedürfnisses, später Zwinger der Freiheit und Wiegen jeglicher Gewaltthat, nur zu sehr, deren Überreste noch jetzt der Wanderer so häufig findet, und an welche dann die nie müssige Phantasie des Volkes die wunderlichen Sagen knüpft, die eine an sich trostlose Zeit so gern vergessen lassen. Die offnen Orte schirmten sich mit Mauern, in den Gottesfrieden der Klöster baute sich der arme Häusler ein, und sah sich lieber als klostereigenen Gotteshausmann, oder zog mit Hab und Gut in die Stadt, dem Vogt und Schulzen zu gehorchen. So entstanden damals Eisenachs Mauern durch die Hände der umliegenden Gemeinden, so die Wartburg (1067?), 1067
der Mittel- (Mädel-) Stein, die eisenacher Burg, die Freiburg und Neuenburg bei Naumburg, und viele andere mehr. Daß eine solche gesetzlose, selbst doppelherrscherische Zeit die Macht des Adels sehr verstärken, die Klöster bevölkern und bereichern, den Stand der freien Landsassen tief daniederdrücken musste, leuchtet ein.

Ludwig und Beringer nahmen am Sachsenkriege gegen den Kaiser Heinrich IV., ihren Verwandten, Antheil, und scheinen der ergriffenen Partei treuer als sein Zeitgenosse Ekbert geblieben zu sein. Noch 1090 schreibt des Königs Freund, 1090
Bischof Waltram von Naumburg, an Ludwig „den durchlauchtigsten Fürsten", um ihn auf königliche Seite herüberzuziehn. Dieser lässt ihm aber durch Herrand oder Stephan von Halberstadt seine feste Gesinnung für die Sache der Sachsen treu und derb zu erkennen geben. Doch mag er bei den Fürsten gewesen sein (von seinem Bruder Beringer wenigstens weiß

man es), die sich nach der zweiten gerstunger Verhandlung zu Spira 1075 dem Kaiser ergaben, und damals könnte ihn der Giebichenstein als Gefangenen aufgenommen haben. Später aber steht er wieder gegen Heinrich, und es muß ein anderer Ludwig gewesen sein, der Heinrichs Heer nach der Schlacht von Fladenheim unter die Wartburg führte. Auch an der weimarischen Fehde nahm er gegen Heinrich V. Antheil, weniger wohl weil Ulrich seine Tochter Adelheid zur Frau gehabt (denn Ulrich hatte sie wieder verstoßen), als weil es auf Rettung des Grundsatzes von der Erblichkeit der Lehen anzukommen schien. Sein dritter Sohn Hermann verlor dabei die Freiheit und schmachtete bis zu seinem Tode (1115) auf der Felsenburg Hammerstein am Rhein, und beim warenstädter Überfall entging zwar Ludwig der Gefangenschaft, aber nicht
1113 der Acht, ergab sich also 15. Aug. 1113 und wurde gegen sein Erwarten festgesetzt, bis seine ältern Söhne, die sich zu des Kaisers Feinden gesellt und darüber Eisenach und Wartburg verloren hatten, die Schauenburg an das von Ludwig 1085 gegründete Benedictinerkloster Reinhardsbrunn für 40 Mark verkauften und dies Geld dem kaiserlichen Fiscus schickten. So der Haft entlassen stellte er sich argwohnlos dem Kaiser dar, und wurde zu Aller Erstaunen noch einmal in Haft genommen. Darüber entstand allgemeine Erbitterung. Nach dem kreuzburger Tage begannen die Feindseligkeiten auf's neue; der Kampf im Mansfeldischen beim Welfesholze kostete Hoyern durch Wiprechts Hand das Leben, und die Gefangennehmung Heinrichs mit dem Haupte veranlasste auch Ludwigs Auslö-
1116 sung (1116). Der Krieg ging fort, bis auch die Kaiserlichen die auf dem Kifhäuser und auf der Wachsenburg, die damals dem
1118. 20 hersfelder Stift gehörte, saßen, sich 1118 und 1120 ergeben hatten.

Auch in Ludwigs häuslichen Verhältnissen wiederholten sich die Stürme jener Zeit. Erst spät (1084), im 44sten Jahre (der Zeiten Trübsal mag so lange Verzögerung veranlasst haben), wenn man nicht eine frühere Gemahlin Kunigunde annehmen will, vermählte sich Ludwig mit der schönen Adelheid, Udos von der Nordmark Tochter, Friedrichs III. von Goseck Wittwe. Dieser, ein Sohn des gleichnamigen Pfalz-

grafen von Sachsen, war 1083 (nach Andern 1087) beim Schlosse Schiplitz auf der Jagd von zwei thüringischen Edeln ermordet worden, und Adelheid gebar erst nach des Mannes Tode den Sohn, Friedrich IV.; dann heirathete sie Graf Ludwig, ihren Nachbar auf der Neuenburg. Dies bestärkte den Verdacht, daß Ludwig selbst den Mord veranlasst habe, und daran knüpften Spätere seine giebichensteiner Haft. Der Mord bleibt unerwiesen, aber das gewiß, daß Ludwigs Stiefsohn Friedrich später seiner Mutter Manne und seit 1088, wo der Großvater starb, auch Pfalzverweser, die Ermordung seines Vaters öffentlich vorwarf, ihn zum Zweikampf (zu Merseburg 1107, den aber der Kaiser untersagte) foderte und die Rückgabe der Pfalz verlangte. Der junge Friedrich stand seitdem auf Heinrichs Seite und war auch der tapfere Vertheidiger des Kifhäusers. Endlich vertrug sich Ludwig auch mit ihm, kaufte ihm einige Güter und die Vogtei über Goseck ab und übertrug 1122 seinem 1122
Sohne Ludwig Land und Leute, um den Rest der Tage im friedlichen Reinhardsbrunn als Mönch zu leben. Hier starb er 83 Jahre alt, am 7. Mai 1123, und wurde bei seiner 1123
Adelheid († 1110) begraben. Dies sind die sagenreichen Tage Ludwigs, des sogenannten Springers. Die Kutte musste freilich Vieles gut machen.

Von Ludwigs fünf Söhnen ist des ältesten (geb. 1085), Graf Ludwig III. schon gedacht. Er und sein Bruder, Heinrich Raspe (dieser Beiname bleibt allen Heinrichen des Hauses [1]), kämpften die Schlachten des Vaters oder für seine Freiheit mit. Aus seinem und seiner hessischen Gemahlin Hed-

1) Von ihm oder seinem gleichnamigen Vatersbruder soll das Schloß Raspenberg bei Weimar erbaut und benannt worden sein. Andere meinen, er habe den Namen erst vom Schlosse angenommen. Raspo bedeutet soviel wie rauh, tapfer, daher es auch in einem alten Gedichte, Arelat, Wilhelms von Oranse heisst: „des priss (Preis, Lob) so gar was uirwelt, daz man en den Rasper heiss. — Ein Conradus miles dictus Raspen kommt in des um die baierische Geschichte so verdienten Geh. Raths R. v. Lang Regestis Bavaricis (Monaci 1825. 5 Bände. 4.) III. p. 205. in Schwaben vor. An Rospe, zu den rheinischen Besitzungen dieses Grafenhauses gehörig, wird man kaum denken können. — Übrigens waren Ludwigs und Heinrichs Brüder der gefangene Hermann, Konrad und Otto, welcher Bischof von Naumburg wurde.

wig Leben (deren Mutter, Graf Gilos Wittwe, sein jüngerer Bruder Raspo zur Gemahlin hatte) ist nichts Bedeutenderes bekannt, als seine folgenreiche Freundschaft mit Herzog (dann Kaiser) Lothar von Sachsen, die ihm die Erwerbung einer
1130 Würde (1130) zuwege brachte, welche seinem Geschlechte neuen Glanz und dem thüringer Lande endlich den Namen eines selbständigen Reichsfürstenthums verlieh.

Ein neues Herzogthum aus Thüringen zu gründen war den bestehenden Verhältnissen und dem sächsischen Interesse entgegen; eine Markgrafschaft würde für Thüringen keinen Sinn mehr gehabt haben; so ereignete es sich zur rechten Stunde, daß eine Mordthat die sächsische Landgrafschaft der Winzenburger endete und diese Würde eines comes provincialis oder regionarius, comes patriae, Landgravius auf Thüringen übergetragen werden konnte. Dieser Amts- bald Landes-Titel war nicht neu in Deutschland, wohl aber in Südthüringen, und bisher hatten ihn zwei sächsische Grafen, Hermann I. und II. (nach ihrem Schlosse Winzenburg genannt) geführt.

Die Winzenburger hatten eigentlich das Grafenamt im Leinegau; und da sonst keine anderen Großen in diesem Gau aufkamen, blieb die Gauverfassung noch, als sie in andern Gauen den Erbgrafschaften und Stiftern schon hatte weichen müssen. Was früher allgemeine deutsche Verfassung war, wurde durch Seltenheit ein Vorzug (wie die volle Freiheit Einzelner mit Grundbesitz Dynasten schuf). Die Inhaber solcher vormals kaiserlichen Landgerichte, besonders in großen Gauen, hiessen comites provinciales, wie 1074 ein ähnlicher am Inn in Baiern vorkommt (aus welchem Lande das Geschlecht der Winzenburger stammt, welches seinen ältern Namen Windeberg auf seine im Flenithigau erbaute Burg übertrug [1]); doch knüpft sich daran noch eine andere Vermuthung. Winzenburg lag im Flenithi- oder Fleithi-Gau; Hermann der

1) Über das baierische Geschlecht von Windeberg, das eine Windsburg oder Winzenburg unweit Gandersheim erbaute, s. v. Wersebe schon angeführte Preisschrift S. 183. und Wenck hess. Landesgeschichte II. S. 702.

ältere hatte eine reinhausensche Erbtochter. Durch diese mag er erst die Gaugrafschaft im Leinegau um Göttingen und die Pfalz Grona erworben haben. Mit den von Reinhausen waren die kattenburger Grafen im Lisgau nah verbunden, und da Otto der Nordheimer den Comitat über die drei noch übrigen Gaue mainzischen Sprengels, Morunga, Suilbergi und Hrittega besaß, so erwächst die Meinung, daß Otto diese Gaue sämmtlich zu einem politischen Körper, der zwar nicht Herzogthum, nicht Mark, wohl aber Landgrafschaft heissen konnte, vereinigt und auf seinen Sohn Heinrich den Fetten vererbet habe, der von alten Schriftstellern sehr gelegen der mächtigste Graf Sachsens, ja von dem einen geradezu Landgraf genannt wird. Heinrich der Fette wurde um 1101 von den Friesen erschlagen, und so mag Heinrich, der Kaiser, da jener nur eine Tochter, Richenza, seines Feindes Lothar von Suplinburg Gemahlin, hinterließ, diese vereinigte Landgrafschaft dem ihm treuen Hermann von Winzenburg anvertrauet haben, wie Heinrich V. Hermanns Sohne 1123 die Ostmark anvertraute. Als nun der Kaiser Lothar seinen für einen bloßen Grafen ohnehin zu mächtigen, in Thüringen und Hessen also ganz in der Nähe jener Gaue reich begüterten Freund und Vetter, Graf Ludwig, zur Verstärkung seiner eigenen Partei noch höher heben wollte, und Hermann II. von Winzenburg durch einen Mord am Grafen von Luckenheim der Landgrafschaft entsetzt wurde, so belehnte Lothar 1130 zu Quedlinburg feierlich seinen Freund 1130
mit dieser Landgrafschaft. Da sich aber sonst der winzenburgische Besitz zersplitterte, so scheint nur noch der Leinegau an Ludwig gekommen zu sein und Ludwig die neue Würde auf seine thüringisch-sächsischen Besitzungen mit übergetragen zu haben. Im Leinegau aber läßt sich seine Thätigkeit als Landgraf nachweisen, sowie auf der andern Seite nur eine bloße Grafschaft der Winzenburger in Thüringen vermuthet werden kann [1]).

1) Wenck gründet die sächsische Landgrafschaft der Winzenburger bloß auf den pagus Logne, den Leinegau. Die Muthmaßung von einer nordheimischen Landgrafschaft, welche die fünf zum mainzischen Sprengel gehörigen Gaue Sachsens umfaßt habe, und die durch Ottos fast herzogliches Ansehn in Sachsen noch wahrscheinlicher wird, stellen v. Wersebe und Landdrost v. Holle in Spiel und Spangenbergs vaterländischem

Welchen Rang er damit im deutschen Fürstenstaat einnahm, lässt sich noch schwer erkennen; eben so wenig ausmachen, in welchem Verhältnisse der neue Landgraf zu den Herzogen Sachsens stand. Wahrscheinlich hingen diese Verhältnisse von Kraft und Widerstand des Einen und des Andern ab. Bald steht der Landgraf als Zeuge in einer Urkunde vor dem Markgraf, bald auch wieder umgekehrt der Pfalzgraf hinter dem Landgraf. Aber daraus wird keine feste Regel zu entnehmen sein. Selbst Pröpste kommen hinter Laienfürsten vor. Der Hofstaat des Landgrafen ist erst im folgenden Zeitraum deutlich zu erkennen.

So liegen auch die meisten der innern Landes- und Orts-Verhältnisse in diesem Abschnitt noch im Dunkeln. Daß kein bestimmter Fürst im Lande war, sondern nur der ferne König selbst gebot, musste den einzelnen Grafen ihr Streben nach Macht und Landvergrößerung ungemein begünstigen. Kein strenger, gegen Reichsunmittelbarkeit vorbauender, zum Landsassiat hindrängender Markgraf stand hier im Wege, wenn er auch im Lande selbst Güter oder Grafschaft hatte. Die Aristokratie der Großen bekämpfte auch die hohe Geistlichkeit nicht, weil sie nicht im Lande war, der mainzer Siegfried zwar den Zehnten erzwang, aber dann selbst gegen den Kaiser mit Sachsen und Thüringen gemeinschaftlich auftrat, Hersfeld und Fulda nach Schmälerung ihrer Zehnten auch den Einfluß selbst einbüßten.

Zu den großen Provinzialgeschlechtern Thüringens darf man ausser dem Hause Ludwigs des Bärtigen, welches durch Macht und Verwandtschaft bald alle überflügelte, das Haus der Grafen von Weimar und Orlamünde, die Grafen von Bielstein an der Werre, die Linderbecke, die Rotenburger, Gosecke, Beichlinger, Rabinswalde, Bucha, Hohensteiner

Archiv, Celle 1825. II, 219. 1827. II, 368, auf. Albrecht v. Stade (bei Schilter scrr. p. 258.) sagt: Henricus crassus, qui fuit Landgravius. Eichhorn deutsche Staats- und Rechts-Geschichte. 1808. I. §. 240. Anmerk. l. meint, daß die Landgrafschaft in Thüringen gleich nach dem Herzogthum, wenn auch nicht dem Namen nach, doch factisch (vergl. über die letzte Behauptung Rommel Gesch. von Hessen I. Anmerkk. S. 198.) begonnen habe; ohne jedoch Beweis zu führen.

(und Stollberge), die Kirchberger, Käfernburger, Gleichner (früher zu Tonna), rechnen. Andere führen noch Grafen von Brandenberg, Mühlberg, Lohra, Grumbach u. s. w. an. Die Dynasten von Treffurt, Heldrungen, Apolda, Krannichfeld u. s. w. gehörten noch dem hohen Adel an. Doch bemerkt man leicht, daß mehrere Namen ursprünglich zu Einer Familie gehörten, die sich aber theilte, sodaß jede Linie nach einem neuen Hauptschlosse einen neuen Namen führte. Da man das Rückfallsrecht sich selten vorbehielt, waren solche Theilungen im Sinne jener Zeit Todtheilungen. Auch hier gingen durch Vermischung von Alode und Lehen, geistlicher und weltlicher Verleihung, durch Vereinigung des Besitzes innerhalb und ausserhalb des Gaues, durch Bereicherung der Stifter die Gaugrafschaften unter. Der bisherige Comes Wilhelmus wird zeitig Wilhelmus comes de Wimmare.

So reich auch manche Kirchen und Klöster, besonders die zu Erfurt, dann Reinhardsbrunn, Memleben, doch nur bis 1015, wo es unter Hersfeld kam, Oldisleben, Paulincella 1106 u. s. w. zu werden drohten, so erfuhren sie doch auch das Umsichgreifen der weltlichen Macht an sich. Die Gründer pflegten sich gewöhnlich die Vogtei vorzubehalten, aber häufig kam sie auch als Lehen oder Erbe in die dritte Hand, und die Castvögte (von casa, die Kirche) trotzten ihren Pflegbefohlenen manches Kirchengut ab, ohne sich durch den dritten Theil der Strafgefälle, Gerichtsnutzungen, Geleite, eine Masse Naturalbesoldung und durch die verheissene ewige Belohnung für hinlänglich entschädigt zu halten. Übrigens war der Vogt des Stiftes Hauptmann im Krieg und Richter im Frieden, und vertrat sein Stift in jeder weltlichen Angelegenheit, wo eigenes Interesse nicht in's Spiel kam oder der Abt und Propst nicht selbst ihr Stift repräsentirten.

Daß auch das von allen Anmaßungen endlich noch übriggebliebene Reichsgut in Thüringen manchem Angriff ausgesetzt sein mochte, weil es verhältnißmäßig sehr zerstückelt und schwach verwaltet war, liegt am Tage. Wir rechnen dahin die später unmittelbar gewordenen Städte (villae regiae), wie Mühlhausen, Nordhausen, Saalfeld, später vielleicht auch Erfurt, obgleich sie den Erzbischof von Mainz als Erbherrn unter land-

gräflicher Hoheit betrachten sollte, und die königlichen Pfalzen wie Wallhausen, Allstädt, Merseburg, (Lauchstädt später) und Dornburg an der Saale. In diesen Städten saß der Vogt des Kaisers oder der Schultheiß mit seinen Schöppen; die einzelnen Pfalzstätte hatten ihre Vögte, die unter dem sächsischen Pfalzgrafen standen. In den königlichen Städten [1]) finden sich zeitig Spuren von Selbständigkeit und Stadtregiment und eigener Gerichtsbarkeit; wie denn diese überhaupt der Maßstab der übrigen Hoheitsrechte ist. Anfangs hielt der Graf in seinem Gau, wahrscheinlich dreimal jährlich, sein Landgericht, vor offner Schranne. Solche placita legitima kommen häufig vor, und es war des Kaisers Gericht, was er hier hielt. Als aber die Gaue in Grafschaften übergingen, Patrimonien wurden, entwickelte sich allmälig in ihnen statt kaiserlicher die Patrimonialgerichtsbarkeit. Bei der auch hier überhandnehmenden Feudalaristokratie bildete sich aus den wenigen freien Grundbesitzern eine Art niederen Adels, der sich nachher von den ihm zuständigen und mit Hörigen und Hintersassen besetzten Dörfern nannte. Auch die Klöster legten manche Dörfer an, um durch Urbarmachung, Waldausrodung neue Grundfelder, neue Loden-, Noval- und andere Zehenten und Abgaben zu erhalten. Leibeigene, mancipia, wurden noch in Menge den Klöstern zum Seelenheil des Gebers verehrt. Zu dem Adel rechneten sich bald auch die Inhaber kleiner Kriegs- und Hof-Lehen, milites, ministeriales, wenn sie auch noch in Urkunden das Prädicat des höhern Adels, dominus, entbehren.

Wichtiger als die unleugbaren Besitzungen des Hauses

1) Übrigens kommen noch von Städten in jener Zeit Duderstadt, Kreuzburg, Gerstungen, Eisenach, Gotha (von den hersfeldischen Äbten Meingot und Godehard mit Mauern, vielleicht selbst mit Namen begabt), Arnstadt, Ohrdruf, Weimar, Jena, Sulze, Wiehe, Buttelstädt, Freiburg, Eckardsberge, Weissenfels, Dornburg (weit größer als jetzt, nach Schwabe) Wallhausen (Merseburg) vor. Die Urkunde von 1076, in welcher Weissenfels, welches ja schon 1048 dem Pfalzgraf Friedrich gegeben war, als dem Graf Ludwig zuständig genannt, und den Fischern eine Gerechtigkeit ertheilt wird, Schultes dir. dipl. I, 197., ist unecht. Stadtrechte kommen gegen Ende dieses Zeitraums schon mehrere vor.

Ludwigs des Bärtigen am Rhein und an der Lahn, als deren Herr und Verwalter noch später Graf Heinrich Raspe III. vorkommt, nämlich Alt- und Neu-Windeck an den Grenzen der Grafschaft Berg und des Oberlahngaues, dann Güter bei Arnstein an der Lahn, die Schlösser Bielstein bei Lempenich jenseit des Rheines, das Schloß Wied, Rospe, Braubach am Rhein, die im 12ten und 13ten Jahrhundert in die Hände der Grafen von Sayn und des Erzstiftes Cöln übergingen [1]), ist die frühe Erwerbung hessischer Besitzungen, weil durch sie die politische Verbindung zwischen Thüringen und Hessen eingeleitet wurde. Heinrich Raspe, Ludwigs III. Bruder, kommt im Besitze der gisonischen Herrschaft Gudensberg, Ludwig als Schutzvogt der mächtigen Abtei Hersfeld und der Klöster Hasungen und Breitenau vor; selbst der Besitz von Cassel war eine Zeit lang thüringisch, weil Ludwigs III. Gemahlin daselbst den Grund zum Jungfrauenkloster Ahneberg legte, ihr Sohn Heinrich Raspe es vollendete und beschenkte und Cassel selbst wahrscheinlich erweiterte. So ging auch Schloß Felsberg an der Eder, und die Schlösser und Städte an der Werre, die nun keine politische Grenze mehr war, in thüringischen Besitz über. Durch jene Doppelheirath der beiden gisonischen Hedwige mit Landgraf Ludwig I. und seinem Bruder Raspe (1127) fielen fast alle Hoheitsrechte und die besten Stammgüter des fränkischen Hessengaues an das thüringische Haus. So gewannen die neuen Landgrafen nicht nur sehr bedeutenden Länderbesitz, sondern auch erhöhte politische Wichtigkeit, indem sie damit in der Mitte des sächsischen und fränkischen Deutschlands als Obmänner und Vermittler Beider stehen.

Mit dieser steigenden Macht änderte sich auch die Stellung der Thüringer gegen den Erzstuhl von Mainz, dessen Zehntenforderungen man jetzt nachdrücklicher entgegentrat. Als Adalbert damals im Duderstädtischen zur Eintreibung der Fruchtzehnten Gewalt brauchte, einige Leute dabei von den Seinigen erschlagen wurden, versammelten sich die Thüringer unter Heinrich Raspe (bei Treteburg) 20,000 Mann stark und

1) Über die rheinischen Besitzungen s. Rommel hess. Gesch. I, 270. und Anmerkk. S. 135; über die hessischen Denselben I, 198, 205.

drohten Erfurt, wo sich der Erzbischof aufhielt, zu erstürmen [1]). Da gab Adalbert weislich nach (1122. 1123) oder brachte sie zu einem andern Entschlusse. Gleichzeitig soll auch noch sein Bruder Ludwig an einem Kampfe gegen Lothar von Sachsen, auf dessen Seite der Mainzer war, Antheil genommen haben (1123), muß also später als man annimmt in's Kloster gegangen sein.

2. Die zwei thüringischen Marken.

Von der südthüringischen Mark, dem nachher sogenannten Osterlande, zwischen Saale und Mulde, sind schon darum wenige Nachrichten aus diesem Zeitraume auf uns gekommen, weil sie theils geographisch theils politisch immer unbedeutender wurde, da die vorliegende Mark Meissen in ihrer Stellung gegen Böhmen und Polen das deutsche Grenzinteresse vertrat, die hinter ihr liegende Mark als solche ihre Wirksamkeit verlor und mehr zur Eigenschaft eines deutschen Binnenlandes überging. Die meisten Markgrafen Meissens scheinen in diesem Zeitraume auch diese Mark mit verwaltet zu haben, da keiner besondern Markgrafen mehr gedacht wird, und wahrscheinlich würde sie früher schon auseinandergefallen sein, wenn nicht der Bischof und das Bisthum sie noch einigermaßen zusammengehalten hätte, da der Verfall der merseburger Mark fast auch das dortige Bisthum vernichtet und so ein warnendes Beispiel gegeben hätte. Dagegen musste sich auch Bischof Hildeward entschliessen dem merseburger Stift fast alles von Giseler dem Zeizer Zugewandte wieder zurückzugeben.

Ohnehin waren alle Anstalten zur Zersplitterung der Mark getroffen, indem die Kaiser den bedeutenden vorbehaltenen Reichsdomainen eigene Landvögte vorsetzten. Solche Reichsvogteien entstanden in Folge der Gauauflösungen da, wo das Reich besonders viele und große Gebiete hatte. Der Kaiser eximirte sein Reichsgut vom Grafen, da dieser als erblicher

1) Addit. ad Lamb. Schaf. ap. Pistor-Struv. I, 427. u. Chron. Sanpetrin. Erfurt. ap. Mencken III, 209. — Das letzte Ereigniß bei Annal. Saxo ad 1123. p. 650.

Besitzer der Grafschaft ihm nicht mehr vorstehen konnte, und vertraute es einem eigenen Landvogt (advocatus provincialis oder imperii) an, unter dem wieder geringere Ministerialen als Untervögte die einzelnen Bestandtheile der Landvogtei, vielleicht nur mit Cent- oder unterer Gerichtsbarkeit verwalteten. Daß aber selbst diese Landvogteien, die das Reichsgut vor der Erblichkeit bewahren sollten, erblich wurden, zeigt die Folge.

Besonders seit dem unbeerbten Abgang der Ekkardinger 1048, welche ausser eigenen Grafschaften in der Mark auch 1048
diese selbst verwaltet hatten, stößt man deutlich auf die Zersplitterung der Mark. Es erscheint eine provincia oder terra Plisnensis, welche die Gegenden und Orte von Altenburg, Zwickau, Chemnitz, Werdau, Crimmitschau, Schmölln, Leißnig, Colditz, Frohburg u. s. w. umfasst, im Ganzen unter einem judex terrae Plisnensis steht, unter welchem Beamte mit Grafen-, Ministerialen-, Vogt-, Burggrafen-Namen die einzelnen Stücke verwalten. Ein sogenannter Graf Bruno, Verwandter des thüringischen Hauses der Ludwige, schenkt fast den dritten Theil des Gaues Plisni, des einzigen der von der Zertrümmerung des merseburger Sprengels her bei Zeiz geblieben war, dem von ihm 1127 gestifteten Kloster Schmölln, 1127
der porta coeli, die nachher (1137) in die Nähe Naumburgs 1137
versetzt wurde und zu Schmölln nur eine Capelle ließ, welche später ein sehr berühmter Wallfahrtsort geworden. So besaßen auch die Grafen von Stade ein großes Eigen um Groitsch und an der Schnauder, welches nachher Wiprechts und endlich wettinisches Besitzthum wurde, wie 1143 auch die Graf- 1143
schaft Rochlitz. Die eigentlichen Vögte, die dem Vogtland ihren Namen gaben, erscheinen urkundlich um dieselbe Zeit, z. B. Heinrich von Weida 1143. Altenburg, einstmals eine slavische Anlage, wie selbst heute manche Spuren bei den Einwohnern noch nicht verwischt sind, war häufig Aufenthaltsort der Kaiser und bildete sich schnell zu einer bedeutenden Stadt.

So bereitete sich schon in diesem Zeitraume die Auflösung der Mark vor. Einen Theil derselben sieht man später in wettinischen Händen; mit einem andern Theile wurden Klö-

ster, wie Schmölln, Bosau, Pegau u. a. m. dotirt; ein dritter Theil blieb kaiserlich oder Reichsgut, um endlich auch den glücklichen Wettinern zu Theil zu werden; von den Städten erscheint Zwickau als die wichtigste; frühzeitig erscheinen proconsules und consules, und (1030?) werden den Bürgern große Freiheiten ertheilt. Der große Heer- und Handels-Weg aus Sachsen nach Böhmen geht hindurch. Nicht wenig mochte die 1029 unter Bischof Hildeward von Gleisberg oder Veitsberg, einem Schlosse neben Weida, von dem die ersten Vögte gestammet sein sollen, vorgenommene Verlegung des zeizer Stifts nach Naumburg zum Verfall der Mark beigetragen haben. Ob die Ursache der Verlegung größere Sicherheit gegen Böhmen oder die angenehmere Gegend gewesen?

Eine Veränderung anderer Art trug sich mit der sogenannten nordthüringischen Mark zu, die von Merseburg, ihrem anfänglichen Sitze, auch wohl die merseburger genannt werden könnte. Auch sie wurde zum Theil nur durch ihr Bisthum vor gleich schnellem Verfall bewahrt, obwohl sie auch in ihrem Kerne zeitig den Keim der Auflösung in sich trug; denn als durch den großen Markgraf Gero das vorliegende Land der Lusitzer dazu gewonnen wurde, brach gleichfalls ihr politisches Gewicht zusammen. Die älteren Bestandtheile diesseit der Elbe, der Hessengau, das Friesenfeld, dann auch der große einst zur Nordmark gehörige Schwabengau, zerbröckelten sich in erbliche Grafschaften und Alloden mächtiger Dynasten, wie die von Wettin und Eilenburg, Brene mit Landsberg und Camburg diesseit der Saale, Mansfeld, Walbeck, Querfurt u. s. w. Die Hauptstadt selbst, Merseburg mit der umliegenden Grafschaft, nachdem sie durch verschiedene Hände gewandert, wird als königliches Palatium eine Besitzung der sächsischen Pfalzgrafen; die eigentliche Mark rückt mit ihrem Sitze bald an die Mulde (Eilenburg), bald an die Elbe (Belgern) vor und nimmt als eine Mark nach Osten den Namen Ostmark an; ein Name, der bis 1180 die dies- und jenseit der Elbe gelegenen Theile derselben gleichmäßig umfasste, bis er nach jener Zeit ausschließlich auf die Niederlausitz (die so-

lange gewöhnlich provincia Lusicensis hieß) überging; die Reste der ursprünglichen Ostmark aber, meist in ascanischen Händen, unter dem Namen des auf Bernhard übertragenen Herzogthums Sachsen mit begriffen werden.

In der ältesten Stadt der Mark, nächst Erfurt vielleicht einer der ältesten des innern Deutschlands überhaupt, in Merseburg, war eine kaiserliche Pfalz (palatium), wo die Kaiser oder Mitglieder der kaiserlichen Familie häufig residirten. Dies und die festen Mauern Kaiser Heinrichs des Sachsen, sowie die Nähe der Slavengrenze, die für Handel und Verkehr so wichtig wurde, hatte diese Stadt zeitig groß und blühend gemacht. Zu dieser Pfalz gehörten mehrere Gebäude Merseburgs und nutzbare Rechte, auch die Kramläden oder Buden (curtilia) in und auser der Stadt, Niederlage und Kaufschlag, Münze, Zoll, Geldstrafen u. s. w.; dies alles wurde nebst dem Burgwart Merseburg 1004 dem Stifte bei seiner Wiederher- 1004
stellung zurückgegeben [1]). Mit der Stadt hing nun die Grafschaft Merseburg oder über einen Theil des großen Hosgau zusammen, die seit 1004 (der früheren Besitzer ist schon gedacht) in den Händen eines Pfalzgrafen Burchard erscheint, und mit diesem, der vielleicht aus dem querfurter Dynastenhause war, tritt die sächsische Landpfalzgrafschaft (zum Unterschied von den Hofpfalzgrafen, die unmittelbar an des Kaisers Hofe statt des Reichsoberhauptes das höchste Recht und die Aufsicht über den Fiscus hatten) deutlicher an das Licht der Geschichte. Zur sächsischen Pfalz gehörten auser Merseburg mit Lauchstädt noch das thüringische Allstädt, Wallhausen und die sächsischen Pfalzstädte Grona und Werla. In diesen hielten die Pfalzgrafen ihre Pfalzgerichte. Doch scheinen auch die königlichen Schlösser und Güter zu Magdeburg, Dornburg, Arnstadt und Sulza ihrer Aufsicht mit anvertraut gewesen zu sein. Diese Verwalter der königlichen Pfalzen waren so alt als diese selbst, aber die frühere Geschichte derselben ist bis auf wenige Namen eines Berno oder Adalbero 973, des genannten Burchard, Siegfried 1037, im Dunkeln. Ob Sieg-

1) Diese wichtige Urkunde vom J. 1004. bei Schultes dir. dipl. I, 132.

fried der Legat, dem die Erziehung des Prinzen Heinrichs, des Sachsen Sohn, anvertraut war († 937), ob Markgraf Gero vor ihm die Pfalzgrafschaft verwaltet, wie Einige behaupten, scheint zweifelhaft, wie, wer der 995 gestorbene Pfalzgraf Thiedrich, den Bischof Ditmar nennt, gewesen. Von Burchard aber und seinem Nachfolger Siegfried ist's erwiesen durch Chronisten und Urkunden, und es scheint daß seit Siegfried die nun verschwindende Grafschaft Merseburg ganz mit der sächsischen Pfalz vereinigt wurde. Dann erscheint 1040 Pfalzgraf Dedo, der Stifter des Klosters Goseck unweit Naumburg, der diesem mehrere zur eingegangenen Grafschaft Merseburg gehörige Orte, wie Lauchstädt, Gerbstädt
1048 u. s. w. schenkt, 1048 aber die sonst Ekkard II. von Meissen gehörige Herrschaft Weissenfels mit dem Schloß vom Kaiser als eröffnetes Lehen erhält.

1056 Auf den 1056 von einem Geistlichen ermordeten Dedo folgte sein Bruder Friedrich II., der Stifter des Klosters Sulze, dessen
1083 junger Sohn gleiches Namens 1083 ermordet wurde (ein hölzernes, dann ein steinernes Kreuz mit Inschrift bezeichnete noch lang den Platz), und dessen Enkel Friedrich IV. an Ludwig dem Salier von Thüringen einen schlimmen Stiefvater bekam, der auch die Pfalzgrafschaft in die Hände eines Vetters des goseckischen Hauses, Friedrichs I. von Sommerschenburg (die Grafschaft und das Schloß dieses Namens liegen seitwärts Magdeburg, unweit Helmstädt) fallen lässt. Doch nannte sich Friedrich noch Pfalzgraf, aber von seinem Schlosse Putelen-
1124 dorf (unweit Wiehe und Allstädt) und starb um 1124. Kaiser Lothar nennt in einer Urkunde dieses Putelendorfers Gemahlin Agnes (Herzogs Heinrich von Limburg Tochter) und seinen Sohn Friedrich. Unter den weltlichen Zeugen steht der zweite Pfalzgraf von Sommerschenburg vor Landgraf Hermann (dem Winzenburger) und den zwei Markgrafen Konrad und Albrecht [1]). Der erste Pfalzgraf dieses Hauses † 1120,

1) Heydenreich in seinem ziemlich confusen Entwurf der Historie der Pfalzgrafen von Sachsen. Erfurt 1740. 4. nimmt mehrere Pfalzgrafen auf einmal an. Widerlegt in Weisses neuem Mus. für die sächs. Gesch. III, 2. A. v. Werfebe in seiner angeführten Preisschrift von

der zweite 1162, der dritte Albrecht 1180, worauf die Reste 1162. 80
der sächsischen Pfalz, von welcher schon viel vergabt und verschenkt worden war, weil man sie auch schon als ein erblich Reichslehen betrachtete, mit dem Amte selbst in die Hände der Landgrafen Thüringens kommen.

Auf den großen Markgrafen und Vorsteher des Sorbenlimes, Gero und seinen Schwager Christian folgte 965 des 965
letztern und Hiddas (eine Sage lässt die alte Frau nach Jerusalem wandern und sich, um den Zumuthungen des dortigen Herrschers zu entgehen, die Nase abschneiden) Sohn Ditmar, der Stifter von Thankmarsfeld oder Nienburg (denn im Anhaltischen waren die Erbgüter), zugleich mit seinem wunderthätigen und lebendig begrabenen Bruder Gero, dem kölner Erzbischof. Swanhild, Ditmars Gemahlin, war Hermann Billungs Tochter. Im J. 978 oder 982 folgte sein 978. 982
wahrscheinlich älterer Sohn Hodo (Odo, Udo), der den Polen Miseko so trefflich in Respect zu halten wusste. Er starb zwischen dem 6. Jan. und 11. Julius 993. Gero II., der 993
Stadt und Burgwart Nimptsch bei Guben mit mehreren Dörfern dem nienburger Kloster schenkt, ist erwiesen Ditmars Sohn und Markgraf der Ostmark. Unter ihm beginnen die blutigen Kämpfe Boleslaws von Polen seit 1002, der beide 1002
Lausitzen geraume Zeit behauptete und selbst vom Kaiser zu Merseburg zu Lehen bekam. Da er indeß sich doch nicht ruhig hielt, so begannen die Kriege, die das Land mit Feuer und Schwerdt auf's äusserste verödeten, sodaß die Deutschen im Diedesigau an der schlesischen Grenze einmal nur Einen Menschen, einen Bienenvater trafen und erschlagen konnten. Merkwürdig, daß die nördlichen Luitizier im Brandenburgischen selbst den Deutschen gegen Polen halfen und ihre Göt-

den Gauen ꝛc. S. 104. nimmt Teti praefectoriae potestatis in Thüringen († 957) als Stammvater der Gosecker an. Dann wäre auch Bischof Adalbert von Bremen, ein Bruder Pfalzgraf Dedos des Goseckers, ein Wettiner gewesen. — Die Urkunde von 1129 bei Schultes I, 292. ist auch darum wichtig, weil sie Heinrich als Herzog anführt, also den Streit entscheidet, wann der Welfe (denn Heinrich von Limburg kann nicht gemeint sein) das Herzogthum Sachsen bekommen habe. Vergl. meinen biographischen Versuch: Heinrich der Löwe. Hannov. 1819. S. 41.

ter dem Heer vorausschickten. Der posener Friede im Winter
1006 1006 (vielleicht an demselben Tage, wo 800 Jahre später ein anderer verhängnißvoller Friede vom Graf Bose geschlossen wurde) brachte die Niederlausitz an die Ostmark und ihren Markgrafen zurück. Es war ein schlechter Friede, denn das Gewonnene ging bald im neuen Kriege wieder verloren. Vom körperlich und geistig lahmen Kaiser Heinrich II., an dessen Größe ein sehr geachteter Militairorden nur ironisch mahnen könnte, war damals keine Hülfe zu erwarten, und als ein deutsches Heer beim Markgrafen zu Belgern sich versammelte, begann es damit, diesen Ort selbst zu plündern und theilweis zu verbrennen. In einem dieser Kämpfe, die auf neue Frieden und neue Friedensbrüche folgten, wurde
1025 (Aug. 1025) Markgraf Gero im Diedesigaue selbst erschlagen. Pfalzgraf Burchard, auch dabei verwundet, brachte dem schon auf dem Rückzug begriffenen Kaiser diese Kunde. So schlecht hatte der vorher angeflehte heilige Moritz beigestanden. Erst der budissiner Friede beendigte diese jammervollen Verwüstungskriege, ließ aber die Lausitz in des Polen Händen, die durch ihre treue Anhänglichkeit an die Deutschen dies nicht verdiente. Boleslaw starb erst 1025; ein kühner, den deutschen Kaiser weit übersehender Mann, nach seiner (polnischen) Weise auch ein Freund des Christenthums. Wer zur Fastenzeit Fleisch genoß, dem wurden die Zähne ausgeschlagen; wer gegen das sechste Gebot gesündigt, mit dem schuldigen Körpergliede angenagelt und ihm die Wahl zwischen langsamem Tod oder zwischen Rettung durch ein daneben gelegtes Scheermesser gestattet.

1015 Die ältere Ostmark regierte seit 1015 Markgraf Dit-
1030 mar II. bis 1030. Nach seinem Tode fiel der Pole Miseko sogar bis in die Länder zwischen Elbe und Saale, verwüstete mehrere 100 Dörfer und trieb 9000 Menschen in die Sclaverei (Hodos I. Sohn Siegfried, der seiner Kutte überdrüssige Mönch, führte ihn dabei). Damals drängte ein Graf Dietrich von Wettin diese Kannibalen zurück, und als darauf der kräftigere Konrad der Salier Otto, den Bruder Misekos unterstützte, machte dieser Friede, versprach Tribut und Rückgabe der Lausitz. Jener Dietrich von Wettin, der Herr von

Eilenburg und Enkel des Theodoricus aus dem Hause Buzici, scheint nach Ditmars unbeerbtem Tode die Ostmark bekommen zu haben, wurde aber schon 1034 von den Leuten 1034
Markgraf Ekkards II., dessen Schwester Mechtild seine Gemahlin war, ermordet[1]).

Ihm folgte sein Sohn Dedo bis 1075, der mit in die 1075
Kämpfe der nördlichen Luitizier hineingezogen wurde, in Werben (wahrscheinlich dem brandenburgischen) seine Besatzung verlor und Wilhelms von der Nordmark Tod nicht rächen konnte. Sein oder seiner leidenschaftlichen Adela Antheil an dem Sachsenkriege, die Ermordung seines Sohnes Dedo sind bemerkt; nicht so, daß Gregor VII. seiner in seinen Briefen gedenkt. Obgleich Dedo zwei Söhne, Heinrich (von Eilenburg) und Konrad hinterließ, auch im Frieden mit dem Kaiser gestorben war, gab dieser doch die Ostmark seinem treuen Freunde Wratislaw von Böhmen, der aber nie völlig zum Besitz gelangte, so wenig wie in Meissen statt des Knaben Ekbert. Endlich gab der Kaiser sie auch wirklich Dedos Sohne Heinrich (die kühne Selbstbefreiung aus seiner Haft als Geisel war vergessen), oder der noch verhasstere Ekbert sollte wenigstens die Ostmark, nach der er glücklich strebte, nicht besitzen oder behalten. Doch heirathete Heinrich Ekberts Schwester Gertrud und gelangte sogar nach dessen Ermordung 1090 auch 1090
zum Besitze der meissner Mark, doch ohne die Oberlausitz, die in böhmischen Händen blieb. Als Heinrich der ältere starb, 1103, Thimo die Belehnung kaum überlebte, schützte Gertrud 1103
ihren nachgebornen Sohn, Heinrich den jüngern, gegen die Ansprüche von Thimos Söhnen bis an ihren Tod (1117). 1117
Doch bald nachher (1118 oder 1123[2]) vergabte Heinrich V. 1118. 23

1) Diese Markgrafenreihe nach den Berichtigungen der in Worbs neuem Archiv I. S. 206—306. Die Reihe nach dem Chron. M. Ser. bei Mencken II, 166. giebt folgende: Christian, Ditmar, Gero, Ditmar II. und Hodo. — Auch scheinen mir die Gründe einleuchtend, mit denen er zwischen Ditmar und Dedo noch des Letztern Vater, Dietrich (der comes orientalium ohnehin heisst), einschiebt, den das Chron. Mont. Ser. ausgelassen hat.

2) Worbs S. 289. meint, Wiprecht habe die Niederlausitz 1117 bekommen. Da war Heinrich V. gar nicht in Deutschland. Mir ist

die Niederlausitz (marchia Lusicensis) dem Wiprecht, Wratislaws Schwiegersohne, und nur die ältere Ostmark blieb bei Heinrich II. bis 1123, wo dieser kinderlos, vergiftet starb. Was folgte, ist bekannt. Weder Hermann der Winzenburger, dem die Ostmark, noch Wiprecht, dem die meissner Mark vom Kaiser gegeben worden, konnten sich gegen Konrad, Thimos Sohn, und Albrecht den Bär behaupten; und nach Wiprechts
1124. 31 Tode, 1124, kam auch die Lausitz an Albrecht bis 1131, wo Heinrich von Groitsch sie wieder erlangte und nach seinem
1135 Tode (22. Decbr. 1135) an Konrad, Markgraf von Meissen, vererbte. Dieser Heinrich von Groitsch ist der erste Markgraf der Niederlausitz allein, denn die ältere Ostmark blieb in den askanischen Händen und ging später zum mittlern Herzogthum Sachsen über. Zum Theil in der alten Ostmark selbst und auf ihre Kosten, zum Theil in der Nordmark bildete sich aber noch ein Staat, der für die Geschichte Sachsens hochwichtig wird, der der Ascanier, aus. Im Schwaben- und im südlichen Nordthüring-Gau lagen die alten Stammburgen und Besitzungen Anhalt, Gröningen, Aschersleben, Ballenstädt, Bernburg. Ein Graf Esiko erscheint Mitte des zehnten Jahrhunderts als erweislicher Stammvater dieses nachher so mächtigen und blühenden Hauses, aus dem eine Reihe Herzoge und Kurfürsten von Sachsen hervorgegangen sind. Sein Sohn Albrecht hatte von seiner Gemahlin Adelheid, Ottos von Orlamünde Tochter, zwei Söhne, Siegfried und Otto, und da Adelheid nachher den rheinischen Pfalzgraf Heinrich heirathete, erwarb sie ihrem ältern Sohne Siegfried, der schon von der Mutter her das weimar-orlamündische Erbe besaß, die Pfalzgrafschaft bei Rhein. Von dessen Söhnen folgte nun der eine, Siegfried, in seinem thüringischen, Wilhelm im rheinländischen Besitz. Jener Otto aber, Albrechts Sohn, hatte das Stammland zu seinem Antheil bekommen, daher der Ballenstädter genannt, aber auch durch seine Heirath mit Eilike, einer der Erbtöchter des Sachsenherzogs Magnus, reichlich ge-

glaublicher, die beiden Ereignisse fallen in Eines zusammen, aus welchem Wiprechts Biograph Hofm. scrr. rr. Lusat. p. 26 et 27. zwei Erwerbungszeiten macht; im Dunkel aber bleibt noch Manches.

mehrt; daher er auch der Reiche hieß. Auf diese sächsische Erbtochter gründeten seine Nachkommen Ansprüche auf Sachsen, die wenigstens Heinrich, als er den Herzog Lothar von Sachsen ächtete, durch Übertragung seiner Würde an Otto anerkannte (1112). Zwar ging dieser Glanz schnell vorüber, aber nicht der Anspruch und nicht der geheime Haß gegen Lothars Schwiegersohn Heinrich den Großmüthigen und dessen Welfenhaus. Ottos Sohn war Albrecht der Schöne oder der Bär, der 1123 die dem Winzenburger verliehene Ostmark sich erwarb und dazu Ansprüche, wenn das Eroberungsrecht etwa nicht ausgereicht, von seines Urgroßvaters Essiko Mutter her, einer Tochter Hodos oder Udos von der Ostmark (?), aufweisen konnte [1]).

Doch noch auf andere Weise mehrte Albrecht seine Macht. Die Markgrafschaft Nordsachsen oder die Nordmark war seit Dietrichs und seit Geros Zeiten durch manche tapfere Hand gegangen. Lothar von Walbeck und Werner sein Sohn, der Mörder Dedos des Wettiners (1009), hatten sie regiert, dann die Grafen Bernhard I. und II. und Wilhelm, der den Luitiziern 1056 erlag, dann die Udonen und Heinriche aus dem Hause Stade und die Grafen von Plötzke. Als aus diesem letzten Hause Markgraf Konrad 1133 in Italien blieb, übergab Lothar die erledigte Mark (ein schönes Christgeschenk!) Albrecht dem Bär, der sich nun marchio aquilonalis nannte. Neun Jahre später (1142) erwarb derselbe Fürst von Pribislaw (Heinrich) das brandenburger Slavenland, und so ging die alte Nordmark, die bisher ihren Sitz zu Salzwedel hatte, in die nachherige Altmark über, und die Mark Brandenburg wurde für sie, was die Niederlausitz für die Ostmark später wurde, das den Namen gebende Hauptland. Unterdessen waren auch die thüringischen Besitzungen, Weimar, Gleichen, Mühlberg, Orlamünde, Lobeda, 1140 an Albrecht zurückgefallen, sodaß er in der That den 1140
reichsten Fürsten seiner Zeit sich gleichstellen und das wiederverlorene Sachsen (das seinen jungen Löwen nicht lassen wollte) verschmerzen konnte.

1) Vgl. G. A. H. Stenzels Handbuch der anhalt. Geschichte. Dessau 1820. S. 12—29.

So schliesst sich mit der ersten Hälfte des 12ten Jahrhunderts die völlige Unterwerfung der Sorben und benachbarten Slaven ab. Die Lausitzer gehorchten indeß schon lange am ruhigsten. Daher müsste jene entsetzliche Schilderung, die Adelgot von Magdeburg und die Bischöfe von Meissen, Merseburg und Zeiz u. A. um 1110 von den schrecklichen Einfällen und dem Wüthen der Slaven gegen die Christen in einem ohnehin höchstwahrscheinlich unechten Nothschreiben an die westdeutschen Fürsten machen, eher von den norddeutschen Slaven gelten. Menschen schinden, ihre Gesichtshaut als Larven brauchen, langsames Kreuzigen und Abschneiden der Glieder, Leibaufschneiden, Opfern der Christen für ihren Gott Pripegala (Priapus), Verspottung des Christengottes wird ihnen Schuld gegeben [1]).

Ein großer Theil der Ostmark stand unter dem Bisthume von Meissen, von dessen Bischöfen einer sogar noch in den Zeiten der Reformation und vielleicht gerade deswegen von Adrian VI. 1523 zum Heiligen gesprochen wurde. Benno, aus dem niedersächsischen Grafenhause Woltenberg, stand von 1066 bis 1106 dem Stifte vor, und machte sich um dasselbe nicht nur durch reiche Mehrung seiner Güter, sondern auch durch Einführung eines bessern Gesangs verdient und durch regelmäßigere Visitationen seines Sprengels. Bis zum J. 1085 war er Heinrichs IV. entschiedener Gegner und Gregors Freund, den er auch in Rom unter vielen Gefahren besuchte, und erlitt deshalb mehrmalige Plünderung und Vertreibung. Daß er Schriftsteller war (eine noch vorhandene Anleitung zum Briefschreiben u. s. w.) machte ihn weniger berühmt als die Wunder, die er todt und lebend that und die der Starkgläubige in der Kanonisationsbulle mit Erbauung lesen wird. Seine Gebeine ruhen jetzt seit 1580 in der Frauenkirche zu München [2]). Sein Nachfolger, der 11te Bischof Meissens, war Herwig, welcher 1114 zu Wurzen, in der reichen Schenkung des Grafen Esiko (995), ein Collegiatstift für Kanoniker

1) Calles Series episc. Misn. p. 106.

2) Calles Series episcop. Misn. p. 73—104, woselbst auch die Bulle.

richtete, wie ein ähnliches bereits zu Zeiz bestand. Die Domherren und Kanoniker lebten damals noch im Münster oder Kloster ihrer Regel treu zusammen, besorgten den Gottesdienst und die mit dem Stift verbundene Schule. Kunst und Wissen jener Zeit, wie viel oder wenig es war, diente der Religion, tritt aber erst im folgenden Zeitraume wie manches andere noch dunkele Verhältniß deutlicher hervor.

drohten Erfurt, wo sich der Erzbischof aufhielt, zu erstürmen[1]). Da gab Adalbert weislich nach (1122. 1123) oder brachte sie zu einem andern Entschlusse. Gleichzeitig soll auch noch sein Bruder Ludwig an einem Kampfe gegen Lothar von Sachsen, auf dessen Seite der Mainzer war, Antheil genommen haben (1123), muß also später als man annimmt in's Kloster gegangen sein.

2. Die zwei thüringischen Marken.

Von der südthüringischen Mark, dem nachher sogenannten Osterlande, zwischen Saale und Mulde, sind schon darum wenige Nachrichten aus diesem Zeitraume auf uns gekommen, weil sie theils geographisch theils politisch immer unbedeutender wurde, da die vorliegende Mark Meissen in ihrer Stellung gegen Böhmen und Polen das deutsche Grenzinteresse vertrat, die hinter ihr liegende Mark als solche ihre Wirksamkeit verlor und mehr zur Eigenschaft eines deutschen Binnenlandes überging. Die meisten Markgrafen Meissens scheinen in diesem Zeitraume auch diese Mark mit verwaltet zu haben, da keiner besondern Markgrafen mehr gedacht wird, und wahrscheinlich würde sie früher schon auseinandergefallen sein, wenn nicht der Bischof und das Bisthum sie noch einigermaßen zusammengehalten hätte, da der Verfall der merseburger Mark fast auch das dortige Bisthum vernichtet und so ein warnendes Beispiel gegeben hätte. Dagegen musste sich auch Bischof Hildeward entschliessen dem merseburger Stift fast alles von Giseler dem Zeizer Zugewandte wieder zurückzugeben.

Ohnehin waren alle Anstalten zur Zersplitterung der Mark getroffen, indem die Kaiser den bedeutenden vorbehaltenen Reichsdomainen eigene Landvögte vorsetzten. Solche Reichsvogteien entstanden in Folge der Gauauflösungen da, wo das Reich besonders viele und große Gebiete hatte. Der Kaiser eximirte sein Reichsgut vom Grafen, da dieser als erblicher

1) Addit. ad Lamb. Schaf. ap. Pistor-Struv. I, 427. u. Chron. Sanpetrin. Erfurt. ap. Mencken III, 209. — Das letzte Ereigniß bei Annal. Saxo ad 1123. p. 650.

Besitzer der Grafschaft ihm nicht mehr vorstehen konnte, und vertraute es einem eigenen Landvogt (advocatus provincialis oder imperii) an, unter dem wieder geringere Ministerialen als Untervögte die einzelnen Bestandtheile der Landvogtei, vielleicht nur mit Cent- oder unterer Gerichtsbarkeit verwalteten. Daß aber selbst diese Landvogteien, die das Reichsgut vor der Erblichkeit bewahren sollten, erblich wurden, zeigt die Folge.

Besonders seit dem unbeerbten Abgang der Ekkardinger 1048, welche ausser eigenen Grafschaften in der Mark auch 1048 diese selbst verwaltet hatten, stößt man deutlich auf die Zersplitterung der Mark. Es erscheint eine provincia oder terra Plisnensis, welche die Gegenden und Orte von Altenburg, Zwickau, Chemnitz, Werdau, Crimmitschau, Schmölln, Leißnig, Colditz, Frohburg u. s. w. umfaßt, im Ganzen unter einem judex terrae Plisnensis steht, unter welchem Beamte mit Grafen-, Ministerialen-, Vogt-, Burggrafen-Namen die einzelnen Stücke verwalten. Ein sogenannter Graf Bruno, Verwandter des thüringischen Hauses der Ludwige, schenkt fast den dritten Theil des Gaues Plisni, des einzigen der von der Zertrümmerung des merseburger Sprengels her bei Zeiz geblieben war, dem von ihm 1127 gestifteten Kloster Schmölln, 1127 der porta coeli, die nachher (1137) in die Nähe Naumburgs 1137 versetzt wurde und zu Schmölln nur eine Capelle ließ, welche später ein sehr berühmter Wallfahrtsort geworden. So besaßen auch die Grafen von Stade ein großes Eigen um Groitsch und an der Schnauder, welches nachher Wiprechts und endlich wettinisches Besitzthum wurde, wie 1143 auch die Graf- 1143 schaft Rochlitz. Die eigentlichen Vögte, die dem Vogtland ihren Namen gaben, erscheinen urkundlich um dieselbe Zeit, z. B. Heinrich von Weida 1143. Altenburg, einstmals eine slavische Anlage, wie selbst heute manche Spuren bei den Einwohnern noch nicht verwischt sind, war häufig Aufenthaltsort der Kaiser und bildete sich schnell zu einer bedeutenden Stadt.

So bereitete sich schon in diesem Zeitraume die Auflösung der Mark vor. Einen Theil derselben sieht man später in wettinischen Händen; mit einem andern Theile wurden Klö-

ster, wie Schmölln, Bosau, Pegau u. a. m. dotirt; ein dritter Theil blieb kaiserlich oder Reichsgut, um endlich auch den glücklichen Wettinern zu Theil zu werden; von den Städten erscheint Zwickau als die wichtigste; frühzeitig erscheinen proconsules und consules, und (1030?) werden den Bürgern große Freiheiten ertheilt. Der große Heer- und Handels-Weg aus Sachsen nach Böhmen geht hindurch. Nicht wenig mochte die 1029 unter Bischof Hildeward von Gleisberg oder Veitsberg, einem Schlosse neben Weida, von dem die ersten Vögte gestammet sein sollen, vorgenommene Verlegung des zeizer Stifts nach Naumburg zum Verfall der Mark beigetragen haben. Ob die Ursache der Verlegung größere Sicherheit gegen Böhmen oder die angenehmere Gegend gewesen?

Eine Veränderung anderer Art trug sich mit der sogenannten nordthüringischen Mark zu, die von Merseburg, ihrem anfänglichen Sitze, auch wohl die merseburger genannt werden könnte. Auch sie wurde zum Theil nur durch ihr Bisthum vor gleich schnellem Verfall bewahrt, obwohl sie auch in ihrem Kerne zeitig den Keim der Auflösung in sich trug; denn als durch den großen Markgraf Gero das vorliegende Land der Lusitzer dazu gewonnen wurde, brach gleichfalls ihr politisches Gewicht zusammen. Die älteren Bestandtheile diesseit der Elbe, der Hessengau, das Friesenfeld, dann auch der große einst zur Nordmark gehörige Schwabengau, zerbröckelten sich in erbliche Grafschaften und Alloden mächtiger Dynasten, wie die von Wettin und Eilenburg, Brene mit Landsberg und Camburg diesseit der Saale, Mansfeld, Walbeck, Querfurt u. s. w. Die Hauptstadt selbst, Merseburg mit der umliegenden Grafschaft, nachdem sie durch verschiedene Hände gewandert, wird als königliches Palatium eine Besitzung der sächsischen Pfalzgrafen; die eigentliche Mark rückt mit ihrem Sitze bald an die Mulde (Eilenburg), bald an die Elbe (Belgern) vor und nimmt als eine Mark nach Osten den Namen Ostmark an; ein Name, der bis 1180 die dies- und jenseit der Elbe gelegenen Theile derselben gleichmäßig umfasste, bis er nach jener Zeit ausschließlich auf die Niederlausitz (die so-

lange gewöhnlich provincia Lusicensis hieß) überging; die Reste der ursprünglichen Ostmark aber, meist in ascanischen Händen, unter dem Namen des auf Bernhard übertragenen Herzogthums Sachsen mit begriffen werden.

In der ältesten Stadt der Mark, nächst Erfurt vielleicht einer der ältesten des innern Deutschlands überhaupt, in Merseburg, war eine kaiserliche Pfalz (palatium), wo die Kaiser oder Mitglieder der kaiserlichen Familie häufig residirten. Dies und die festen Mauern Kaiser Heinrichs des Sachsen, sowie die Nähe der Slavengrenze, die für Handel und Verkehr so wichtig wurde, hatte diese Stadt zeitig groß und blühend gemacht. Zu dieser Pfalz gehörten mehrere Gebäude Merseburgs und nutzbare Rechte, auch die Kramläden oder Buden (curtilia) in und ausser der Stadt, Niederlage und Kaufschlag, Münze, Zoll, Geldstrafen u. s. w.; dies alles wurde nebst dem Burgwart Merseburg 1004 dem Stifte bei seiner Wiederher- 1004
stellung zurückgegeben [1]). Mit der Stadt hing nun die Grafschaft Merseburg oder über einen Theil des großen Hosgau zusammen, die seit 1004 (der früheren Besitzer ist schon gedacht) in den Händen eines Pfalzgrafen Burchard erscheint, und mit diesem, der vielleicht aus dem querfurter Dynastenhause war, tritt die sächsische Landpfalzgrafschaft (zum Unterschied von den Hofpfalzgrafen, die unmittelbar an des Kaisers Hofe statt des Reichsoberhauptes das höchste Recht und die Aufsicht über den Fiscus hatten) deutlicher an das Licht der Geschichte. Zur sächsischen Pfalz gehörten ausser Merseburg mit Lauchstädt noch das thüringische Allstädt, Wallhausen und die sächsischen Pfalzstädte Grona und Werla. In diesen hielten die Pfalzgrafen ihre Pfalzgerichte. Doch scheinen auch die königlichen Schlösser und Güter zu Magdeburg, Dornburg, Arnstadt und Sulza ihrer Aufsicht mit anvertraut gewesen zu sein. Diese Verwalter der königlichen Pfalzen waren so alt als diese selbst, aber die frühere Geschichte derselben ist bis auf wenige Namen eines Berno oder Adalbero 973, des genannten Burchard, Siegfried 1037, im Dunkeln. Ob Sieg-

1) Diese wichtige Urkunde vom J. 1004. bei Schultes dir. dipl. I, 132.

fried der Legat, dem die Erziehung des Prinzen Heinrichs, des Sachsen Sohn, anvertraut war († 937), ob Markgraf Gero vor ihm die Pfalzgrafschaft verwaltet, wie Einige behaupten, scheint zweifelhaft, wie, wer der 995 gestorbene Pfalzgraf Thiedrich, den Bischof Ditmar nennt, gewesen. Von Burchard aber und seinem Nachfolger Siegfried ist's erwiesen durch Chronisten und Urkunden, und es scheint daß seit Siegfried die nun verschwindende Grafschaft Merseburg ganz mit der sächsischen Pfalz vereinigt wurde. Dann erscheint 1040 Pfalzgraf Dedo, der Stifter des Klosters Gosek unweit Naumburg, der diesem mehrere zur eingegangenen Grafschaft Merseburg gehörige Orte, wie Lauchstädt, Gerbstädt
1048 u. s. w. schenkt, 1048 aber die sonst Ekkard II. von Meissen gehörige Herrschaft Weissenfels mit dem Schloß vom Kaiser als eröffnetes Lehen erhält.

1056 Auf den 1056 von einem Geistlichen ermordeten Dedo folgte sein Bruder Friedrich II., der Stifter des Klosters Sulze, dessen
1083 junger Sohn gleiches Namens 1083 ermordet wurde (ein hölzernes, dann ein steinernes Kreuz mit Inschrift bezeichnete noch lang den Platz), und dessen Enkel Friedrich IV. an Ludwig dem Salier von Thüringen einen schlimmen Stiefvater bekam, der auch die Pfalzgrafschaft in die Hände eines Vetters des goseckischen Hauses, Friedrichs I. von Sommerschenburg (die Grafschaft und das Schloß dieses Namens liegen seitwärts Magdeburg, unweit Helmstädt) fallen lässt. Doch nannte sich Friedrich noch Pfalzgraf, aber von seinem Schlosse Putelen-
1124 dorf (unweit Wiehe und Allstädt) und starb um 1124. Kaiser Lothar nennt in einer Urkunde dieses Putelendorfers Gemahlin Agnes (Herzogs Heinrich von Limburg Tochter) und seinen Sohn Friedrich. Unter den weltlichen Zeugen steht der zweite Pfalzgraf von Sommerschenburg vor Landgraf Hermann (dem Winzenburger) und den zwei Markgrafen Konrad und Albrecht [1]). Der erste Pfalzgraf dieses Hauses † 1120,

1) Heydenreich in seinem ziemlich confusen Entwurf der Historie der Pfalzgrafen von Sachsen. Erfurt 1740. 4. nimmt mehrere Pfalzgrafen auf einmal an. Widerlegt in Weisses neuem Mus. für die sächs. Gesch. III, 2. A. v. Wersebe in seiner angeführten Preisschrift von

der zweite 1162, der dritte Albrecht 1180, worauf die Reste 1162. 80
der sächsischen Pfalz, von welcher schon viel vergabt und verschenkt worden war, weil man sie auch schon als ein erblich Reichslehen betrachtete, mit dem Amte selbst in die Hände der Landgrafen Thüringens kommen.

Auf den großen Markgrafen und Vorsteher des Sorbenlimes, Gero und seinen Schwager Christian folgte 965 des 965
letztern und Hiddas (eine Sage lässt die alte Frau nach Jerusalem wandern und sich, um den Zumuthungen des dortigen Herrschers zu entgehen, die Nase abschneiden) Sohn Ditmar, der Stifter von Thankmarsfeld oder Nienburg (denn im Anhaltischen waren die Erbgüter), zugleich mit seinem wunderthätigen und lebendig begrabenen Bruder Gero, dem kölner Erzbischof. Swanhild, Ditmars Gemahlin, war Hermann Billungs Tochter. Im J. 978 oder 982 folgte sein 978. 982
wahrscheinlich älterer Sohn Hodo (Odo, Udo), der den Polen Miseko so trefflich in Respect zu halten wusste. Er starb zwischen dem 6. Jan. und 11. Julius 993. Gero II., der 993
Stadt und Burgwart Nimptsch bei Guben mit mehreren Dörfern dem nienburger Kloster schenkt, ist erwiesen Ditmars Sohn und Markgraf der Ostmark. Unter ihm beginnen die blutigen Kämpfe Boleslaws von Polen seit 1002, der beide 1002
Lausitzen geraume Zeit behauptete und selbst vom Kaiser zu Merseburg zu Lehen bekam. Da er indeß sich doch nicht ruhig hielt, so begannen die Kriege, die das Land mit Feuer und Schwerdt auf's äusserste verödeten, sodaß die Deutschen im Diedesigau an der schlesischen Grenze einmal nur Einen Menschen, einen Bienenvater trafen und erschlagen konnten. Merkwürdig, daß die nördlichen Luitizier im Brandenburgischen selbst den Deutschen gegen Polen halfen und ihre Göt-

den Gauen ꝛc. S. 104. nimmt Teti praefectoriae potestatis in Thüringen († 957) als Stammvater der Gosecker an. Dann wäre auch Bischof Adalbert von Bremen, ein Bruder Pfalzgraf Dedos des Goseckers, ein Wettiner gewesen. — Die Urkunde von 1129 bei Schultes I, 292. ist auch darum wichtig, weil sie Heinrich als Herzog anführt, also den Streit entscheidet, wann der Welfe (denn Heinrich von Limburg kann nicht gemeint sein) das Herzogthum Sachsen bekommen habe. Vergl. meinen biographischen Versuch: Heinrich der Löwe. Hannov. 1819. S. 41.

ter dem Heer vorausschickten. Der posener Friede im Winter
1006 1006 (vielleicht an demselben Tage, wo 800 Jahre später ein anderer verhängnißvoller Friede vom Graf Bose geschlossen wurde) brachte die Niederlausitz an die Ostmark und ihren Markgrafen zurück. Es war ein schlechter Friede, denn das Gewonnene ging bald im neuen Kriege wieder verloren. Vom körperlich und geistig lahmen Kaiser Heinrich II., an dessen Größe ein sehr geachteter Militairorden nur ironisch mahnen könnte, war damals keine Hülfe zu erwarten, und als ein deutsches Heer beim Markgrafen zu Belgern sich versammelte, begann es damit, diesen Ort selbst zu plündern und theilweis zu verbrennen. In einem dieser Kämpfe, die auf neue Frieden und neue Friedensbrüche folgten, wurde
1025 (Aug. 1025) Markgraf Gero im Diedesigaue selbst erschlagen. Pfalzgraf Burchard, auch dabei verwundet, brachte dem schon auf dem Rückzug begriffenen Kaiser diese Kunde. So schlecht hatte der vorher angeflehte heilige Moritz beigestanden. Erst der budissiner Friede beendigte diese jammervollen Verwüstungskriege, ließ aber die Lausitz in des Polen Händen, die durch ihre treue Anhänglichkeit an die Deutschen dies nicht verdiente. Boleslaw starb erst 1025; ein kühner, den deutschen Kaiser weit übersehender Mann, nach seiner (polnischen) Weise auch ein Freund des Christenthums. Wer zur Fastenzeit Fleisch genoß, dem wurden die Zähne ausgeschlagen; wer gegen das sechste Gebot gesündigt, mit dem schuldigen Körpergliede angenagelt und ihm die Wahl zwischen langsamem Tod oder zwischen Rettung durch ein daneben gelegtes Scheermesser gestattet.

1015 Die ältere Ostmark regierte seit 1015 Markgraf Dit-
1030 mar II. bis 1030. Nach seinem Tode fiel der Pole Miseko sogar bis in die Länder zwischen Elbe und Saale, verwüstete mehrere 100 Dörfer und trieb 9000 Menschen in die Sclaverei (Hodos I. Sohn Siegfried, der seiner Kutte überdrüssige Mönch, führte ihn dabei). Damals drängte ein Graf Dietrich von Wettin diese Kannibalen zurück, und als darauf der kräftigere Konrad der Salier Otto, den Bruder Misekos unterstützte, machte dieser Friede, versprach Tribut und Rückgabe der Lausitz. Jener Dietrich von Wettin, der Herr von

Eilenburg und Enkel des Theodoricus aus dem Hause Buzici, scheint nach Ditmars unbeerbtem Tode die Ostmark bekommen zu haben, wurde aber schon 1034 von den Leuten Markgraf Ekkards II., dessen Schwester Mechtild seine Gemahlin war, ermordet[1]). 1034

Ihm folgte sein Sohn Dedo bis 1075, der mit in die Kämpfe der nördlichen Luitizier hineingezogen wurde, in Werben (wahrscheinlich dem brandenburgischen) seine Besatzung verlor und Wilhelms von der Nordmark Tod nicht rächen konnte. Sein oder seiner leidenschaftlichen Adela Antheil an dem Sachsenkriege, die Ermordung seines Sohnes Dedo sind bemerkt; nicht so, daß Gregor VII. seiner in seinen Briefen gedenkt. Obgleich Dedo zwei Söhne, Heinrich (von Eilenburg) und Konrad hinterließ, auch im Frieden mit dem Kaiser gestorben war, gab dieser doch die Ostmark seinem treuen Freunde Wratislaw von Böhmen, der aber nie völlig zum Besitz gelangte, so wenig wie in Meissen statt des Knaben Ekbert. Endlich gab der Kaiser sie auch wirklich Dedos Sohne Heinrich (die kühne Selbstbefreiung aus seiner Haft als Geisel war vergessen), oder der noch verhasstere Ekbert sollte wenigstens die Ostmark, nach der er glücklich strebte, nicht besitzen oder behalten. Doch heirathete Heinrich Ekberts Schwester Gertrud und gelangte sogar nach dessen Ermordung 1090 auch zum Besitze der meissner Mark, doch ohne die Oberlausitz, die in böhmischen Händen blieb. Als Heinrich der ältere starb, 1103, Thimo die Belehnung kaum überlebte, schützte Gertrud ihren nachgebornen Sohn, Heinrich den jüngern, gegen die Ansprüche von Thimos Söhnen bis an ihren Tod (1117). Doch bald nachher (1118 oder 1123[2]) vergabte Heinrich V. 1075 1090 1103 1117 1118. 23

1) Diese Markgrafenreihe nach den Berichtigungen der in Worbs neuem Archiv I. S. 206—306. Die Reihe nach dem Chron. M. Ser. bei Mencken II, 166. giebt folgende: Christian, Ditmar, Gero, Ditmar II. und Hodo. — Auch scheinen mir die Gründe einleuchtend, mit denen er zwischen Ditmar und Dedo noch des Letztern Vater, Dietrich (der comes orientalium ohnehin heisst), einschiebt, den das Chron. Mont. Ser. ausgelassen hat.

2) Worbs S. 289. meint, Wiprecht habe die Niederlausitz 1117 bekommen. Da war Heinrich V. gar nicht in Deutschland. Mir ist

die Niederlausitz (marchia Lusicensis) dem Wiprecht, Wratislaws Schwiegersohne, und nur die ältere Ostmark blieb bei Heinrich II. bis 1123, wo dieser kinderlos, vergiftet starb. Was folgte, ist bekannt. Weder Hermann der Winzenburger, dem die Ostmark, noch Wiprecht, dem die meissner Mark vom Kaiser gegeben worden, konnten sich gegen Konrad, Thimos Sohn, und Albrecht den Bär behaupten; und nach Wiprechts
1124. 31 Tode, 1124, kam auch die Lausitz an Albrecht bis 1131, wo Heinrich von Groitsch sie wieder erlangte und nach seinem
1135 Tode (22. Decbr. 1135) an Konrad, Markgraf von Meissen, vererbte. Dieser Heinrich von Groitsch ist der erste Markgraf der Niederlausitz allein, denn die ältere Ostmark blieb in den askanischen Händen und ging später zum mittlern Herzogthum Sachsen über. Zum Theil in der alten Ostmark selbst und auf ihre Kosten, zum Theil in der Nordmark bildete sich aber noch ein Staat, der für die Geschichte Sachsens hochwichtig wird, der der Ascanier, aus. Im Schwaben- und im südlichen Nordthüring-Gau lagen die alten Stammburgen und Besitzungen Anhalt, Gröningen, Aschersleben, Ballenstädt, Bernburg. Ein Graf Esiko erscheint Mitte des zehnten Jahrhunderts als erweislicher Stammvater dieses nachher so mächtigen und blühenden Hauses, aus dem eine Reihe Herzoge und Kurfürsten von Sachsen hervorgegangen sind. Sein Sohn Albrecht hatte von seiner Gemahlin Adelheid, Ottos von Orlamünde Tochter, zwei Söhne, Siegfried und Otto, und da Adelheid nachher den rheinischen Pfalzgraf Heinrich heirathete, erwarb sie ihrem ältern Sohne Siegfried, der schon von der Mutter her das weimar-orlamündische Erbe besaß, die Pfalzgrafschaft bei Rhein. Von dessen Söhnen folgte nun der eine, Siegfried, in seinem thüringischen, Wilhelm im rheinländischen Besitz. Jener Otto aber, Albrechts Sohn, hatte das Stammland zu seinem Antheil bekommen, daher der Ballenstädter genannt, aber auch durch seine Heirath mit Eilike, einer der Erbtöchter des Sachsenherzogs Magnus, reichlich ge-

glaublicher, die beiden Ereignisse fallen in Eines zusammen, aus welchem Wiprechts Biograph Hofm. scrr. rr. Lusat. p. 26 et 27. zwei Erwerbungszeiten macht; im Dunkel aber bleibt noch Manches.

mehrt; daher er auch der Reiche hieß. Auf diese sächsische Erbtochter gründeten seine Nachkommen Ansprüche auf Sachsen, die wenigstens Heinrich, als er den Herzog Lothar von Sachsen ächtete, durch Übertragung seiner Würde an Otto anerkannte (1112). Zwar ging dieser Glanz schnell vorüber, aber nicht der Anspruch und nicht der geheime Haß gegen Lothars Schwiegersohn Heinrich den Großmüthigen und dessen Welfenhaus. Ottos Sohn war Albrecht der Schöne oder der Bär, der 1123 die dem Winzenburger verliehene Ostmark sich erwarb und dazu Ansprüche, wenn das Eroberungsrecht etwa nicht ausgereicht, von seines Urgroßvaters Esiko Mutter her, einer Tochter Hodos oder Udos von der Ostmark (?), aufweisen konnte [1]).

Doch noch auf andere Weise mehrte Albrecht seine Macht. Die Markgrafschaft Nordsachsen oder die Nordmark war seit Dietrichs und seit Geros Zeiten durch manche tapfere Hand gegangen. Lothar von Walbeck und Werner sein Sohn, der Mörder Dedos des Wettiners (1009), hatten sie regiert, dann die Grafen Bernhard I. und II. und Wilhelm, der den Luitiziern 1056 erlag, dann die Udonen und Heinriche aus dem Hause Stade und die Grafen von Plötzke. Als aus diesem letzten Hause Markgraf Konrad 1133 in Italien blieb, übergab Lothar die erledigte Mark (ein schönes Christgeschenk!) Albrecht dem Bär, der sich nun marchio aquilonalis nannte. Neun Jahre später (1142) erwarb derselbe Fürst von Pribislaw (Heinrich) das brandenburger Slavenland, und so ging die alte Nordmark, die bisher ihren Sitz zu Salzwedel hatte, in die nachherige Altmark über, und die Mark Brandenburg wurde für sie, was die Niederlausitz für die Ostmark später wurde, das den Namen gebende Hauptland. Unterdessen waren auch die thüringischen Besitzungen, Weimar, Gleichen, Mühlberg, Orlamünde, Lobeda, 1140 an Albrecht zurückgefallen, sodaß er in der That den 1140
reichsten Fürsten seiner Zeit sich gleichstellen und das wiederverlorene Sachsen (das seinen jungen Löwen nicht lassen wollte) verschmerzen konnte.

1) Vgl. G. A. H. Stenzels Handbuch der anhalt. Geschichte. Dessau 1820. S. 12—29.

So schliesst sich mit der ersten Hälfte des 12ten Jahrhunderts die völlige Unterwerfung der Sorben und benachbarten Slaven ab. Die Lausitzer gehorchten indeß schon lange am ruhigsten. Daher müsste jene entsetzliche Schilderung, die Adelgot von Magdeburg und die Bischöfe von Meissen, Merseburg und Zeiz u. A. um 1110 von den schrecklichen Einfällen und dem Wüthen der Slaven gegen die Christen in einem ohnehin höchstwahrscheinlich unechten Nothschreiben an die westdeutschen Fürsten machen, eher von den norddeutschen Slaven gelten. Menschen schinden, ihre Gesichtshaut als Larven brauchen, langsames Kreuzigen und Abschneiden der Glieder, Leibaufschneiden, Opfern der Christen für ihren Gott Pripegala (Priapus), Verspottung des Christengottes wird ihnen Schuld gegeben [1]).

Ein großer Theil der Ostmark stand unter dem Bisthume von Meissen, von dessen Bischöfen einer sogar noch in den Zeiten der Reformation und vielleicht gerade deswegen von Adrian VI. 1523 zum Heiligen gesprochen wurde. Benno, aus dem niedersächsischen Grafenhause Woltenberg, stand von 1066 bis 1106 dem Stifte vor, und machte sich um dasselbe nicht nur durch reiche Mehrung seiner Güter, sondern auch durch Einführung eines bessern Gesangs verdient und durch regelmäßigere Visitationen seines Sprengels. Bis zum J. 1085 war er Heinrichs IV. entschiedener Gegner und Gregors Freund, den er auch in Rom unter vielen Gefahren besuchte, und erlitt deshalb mehrmalige Plünderung und Vertreibung. Daß er Schriftsteller war (eine noch vorhandene Anleitung zum Briefschreiben u. s. w.) machte ihn weniger berühmt als die Wunder, die er todt und lebend that und die der Starkgläubige in der Kanonisationsbulle mit Erbauung lesen wird. Seine Gebeine ruhen jetzt seit 1580 in der Frauenkirche zu München [2]). Sein Nachfolger, der 11te Bischof Meissens, war Herwig, welcher 1114 zu Wurzen, in der reichen Schenkung des Grafen Esiko (995), ein Collegiatstift für Kanoniker

1) Calles Series episc. Misn. p. 106.

2) Calles Series episcop. Misn. p. 73—104, woselbst auch die Bulle.

richtete, wie ein ähnliches bereits zu Zeiz bestand. Die Domherren und Kanoniker lebten damals noch im Münster oder Kloster ihrer Regel treu zusammen, besorgten den Gottesdienst und die mit dem Stift verbundene Schule. Kunst und Wissen jener Zeit, wie viel oder wenig es war, diente der Religion, tritt aber erst im folgenden Zeitraume wie manches andere noch dunkele Verhältniß deutlicher hervor.

Zweite Abtheilung.

Geschichte Meissens (mit Einschluß der Lausitzen) und Thüringens bis zu Beider Vereinigung 1123 (1130) bis 1247.

Erstes Hauptstück.

Geschichte der meissner Mark bis auf Heinrich den Erlauchten.

1. Markgraf Konrad (der Große) und seine Erwerbungen.

Die große Welfen- und Hohenstaufen-Zeit wird auch für unsere meissner Mark bedeutungsvoll. Die festgestellte Erblichkeit der Mark, die Landeshoheit vorbereitend, wird von unberechenbaren Folgen. Was jetzt der Markgraf in seinem Amte thut, er thut sich's selbst und seinem Hause. Ohne diese Erblichkeit würde leicht die todte Hand, die nicht stirbt, oder die Kirche, die Oberhand behalten haben und endlich, an consequenter Politik der Bischöfe und Äbte gebrach es nicht, alleinige Grundbesitzerin geblieben sein. Auch verhinderte die Erblichkeit, daß allzu schwache Fürsten das Ihrige nicht ganz verloren oder aufzehrten, allzu starke das Fremde nicht zusehr misbrauchten. Eine gleichmäßigere Regierungspolitik bildet sich; nicht Jeder braucht den ganzen Cyclus von Erwerbungsexperimenten einzeln für sich wieder durchzumachen. Mit größerm Nachdruck

trat man der Widerspenstigkeit der Großen im Lande, denen nun zu sanguinische Hoffnungen abgeschnitten waren, und vor allen der Geistlichkeit entgegen. Viel kam freilich immer noch auf den Fürsten an.

Konrad, Thimos und der nordheimischen Ida Sohn und Dedos Bruder, ist einer jener Fürsten, die durch das Glück der Umstände und durch glückliche Nachhülfe der Gewalt von anfangs geringer Macht sich bald zu hohem Ansehn und Länderbesitze emporzuheben wissen, wofür nachher, denn Glück und Macht überheben gemeiner Würdigung, die Zeitgenossen die Beinamen der Frommen, Reichen, Großen zu spenden pflegten. Wer wie Konrad Klöster stiftete, Kirchen reich beschenkte, nach Rom und zum heiligen Grabe zog, wer fastete und das Fleisch zuweilen casteiete und endlich das Gewissen zu beschwichtigen in eine Kutte kroch, hatte den stärksten Anspruch, der Große oder Fromme zu heissen, welche Titel damals die geistlichen Federn allein zu vertheilen oder der Nachwelt wenigstens zu überliefern hatten.

Zu der alten Stammbesitzung Wettin, einer sogenannten Grafschaft (weil von diesem Burgwart und Herrenschlosse sich eine Reihe Männer mit Grafenämtern nannte) von zwei bis vier Quadratmeilen Umfang[1]), war die Burgwart Zörbig, waren die Grafschaften Eilenburg und über den Siusligau, war die Grafschaft Brene mit Kamburg, waren thüringische, nordheimische und braunschweigische Güter hinzuerworben worden. Mit Heinrich dem jüngern von Eilenburg und Besitzer der Stadt Leipzig ging die ältere markgräfliche Linie des Hauses 1123 ab, und dem gefangenen Konrad, ohnehin Prätendenten der meissner Mark, brachte die Vergiftung seines kinderlosen Vetters (durch wen?) nicht nur seine Freiheit, sondern auf dem Kirchberg mit seinem Bruder Dedo zusammen die Allodialerbschaft und für sich die Mark Meissen vom kai-

1) In einer Urkunde 1156 bei Schöttgen Leben Konrads S. 827. heisst Witin noch burchwardum. Der Name Grafschaft kam von dem Range und Titel der Besitzer. Schöttgen S. 100. lässt ihre größte Länge zwei, die Breite vier Meilen sein, mischt aber auch Eilenburg hinein, was spätere Erwerbung war. Ganz anders Zollmann auf seiner Karte.

serlichen Vetter Lothar ein. Diese erstreckte sich damals von Wurzen bis an die Elbe bei Mühlberg und jenseit der Elbe bis an die Elster und Pulsnitz und diese aufwärts bis zu ihrer Quelle. Da die Landschaften Budissin und Nisani in böhmisch-groitschischem Besitze waren, so erstreckte sich der wirkliche, nicht der angesprochene Umfang der Mark von der Pulsnitzquelle herüber nur bis Scharfenberg und von da rückwärts bis an die Chemnitz zwischen beiden Mulden [1]). Konrad war so glücklich, alles Hausgut der Familie in seinen Händen zu vereinigen, denn auch Brene und Kamburg fiel ihm vor 1116 von seinem Vetter Wilhelm, wahrscheinlich auch Torgau auf gleichem Wege zu, welches er (1119) mit vorbehaltener Vogtei dem Kloster Reinhardsbrunn vergabte. Dedos bisheriger
1125 Mitbesitz im Stammgut erlosch mit seinem Tode 1125. Für die Verstoßung seiner Gemahlin Bertha von Groitsch soll er die Bußfahrt nach Jerusalem gemacht und auf dem Rückweg sterbend eine Kreuzpartikel nach Hause gesendet haben. Konrad musste als Erbe den von Dedo schon begonnenen Bau des Petersklosters auf dem Lauterberge (mons serenus) vollenden und dasselbe reich beschenken. Dafür behielt er sich und jedesmal dem Ältesten des Hauses (also Seniorat, nicht Primogenitur) die Schutzvogtei vor, und bestimmte dies Kloster zum würdigen Erbbegräbniß seines Stammes. So standen auch die einträglichen Vogteien über die drei Stifter Meissen, Merseburg und Naumburg-Zeiz, dann über das von ihm und seiner schwäbischen Gemahlin Luitgard, Graf Albrechts (von Ravenstein?) Tochter, zu Elchingen gegründete oder erneuerte Kloster zu [2]). Auch die Vogtei von Gerbstädt, wel-

1) Daß der pagus Nisani, in welchem Dresden lag, nicht böhmisch war, überhaupt das eigentliche Land Böhmen sich nicht diesseit des Gebirges oder gar bis vor Dresden ausdehnte, sieht man aus der Vita Viperti Groic. bei Hofmann scrr. Lus. I. p. 13. „extra hanc (provinciam Boemiae) pagos duos Nisen et Budesin — impetravit. Wiprecht besaß aber diese Gauen unter böhmischer Hoheit, daher Lambert v. Aschaffenburg Meissen allerdings in confinio Boemiae et Saxoniae nennen konnte. Auch das meissner Bisthum ging bis an die Grenze des heutigen Böhmens.

2) Über den vermuthlichen Albrecht von Ravenstein und die heilige

ches schon Thimo gründete und wo drei Töchter Konrads Nonnen wurden, gehörte ihm als Senior des Hauses.

Im Jahre 1135 starb Heinrich von Groitsch, Wiprechts 1135
Sohn, und mit Ausnahme des Stammschlosses Groitsch, welches seine Schwester, Wittwe Dedos, erst später an den von ihr erzogenen Sohn Konrads, Dedo (V.), vererbte, fiel die pegauer und zwickauer Gegend dem Markgrafen zu. Leißnig, Morungen, Lausig, Colditz, Gleisberg und mehreres Andere kam durch Dedos an einen Grafen Rapodo (von Abenberg) vermählte Tochter Mechtild 1157 kaufsweise an Kaiser Friedrich I., der Alles zu Reichskammergut erhob [1]). Mit der Niederlausitz aber belehnte ihn der Kaiser. So war Konrad nun marchio misnensis et lusicensis. Die Landschaften Budissin und Nisani erwarb er gleichfalls, jedoch später, um 1144, und erst von Böhmen wieder. Die görlitzer Gegend, wo 1131 Sobieslaw, Sohn Wladislaws, die Burg erbauete, und die Stadt des Getreides (Zito) oder Zittau mit der Umgegend waren wohl gleich anfangs böhmisch geblieben. Um dieselbe Zeit (1143) schenkte König Konrad III. der Hohenstaufe ihm das dem Reiche zugefallene Gut Rochlitz, eine Grafschaft, welche die geographische Verbindung zwischen Groitsch und Meissen und den Lausitzen trefflich herstellte.

Konrads Unternehmungen nach aussen bezeichnen den ritterlich-frommen Fürsten des zwölften Jahrhunderts. In Italien (1136) zeichnete er sich bei Ancona und bei einem Streite 1136
zwischen den Baiern und den Leuten des magdeburger Erzbischofs aus; kämpfte 1138 gegen Albrecht den Bär, als die- 1138
sem das Herzogthum über Sachsen, dem Welfen ungerecht entrissen, zugesprochen worden; machte eine oder zwei Pilgerfahrten in's gelobte Land und eine reiche Stiftung für das heilige Grab (1145); trat nach dem frankfurter Reichstage 1145
1147, wo auch der große Abt von Clairvaux (denkwürdiger 1147
als irgend ein Geistlicher seiner Zeit) war, mit Heinrich dem

Bertha (die die Schneegänse aus der Donaugegend verbannte), als Ältern der Luitgard oder Luccardis, s. Schöttgen S. 87.

1) Die wichtige Urkunde vom 1. Januar 1157. Origg. Guelf. III, 466 und Commentar dazu Schultes dir. dipl. II. p. 129.

Löwen und andern Fürsten einen Kreuzzug gegen die Obotriten an, und seine Schuld war es nicht, wenn wenig ausgerichtet wurde; nahm schon im Jahr vorher 1146 an einem Zuge gegen Polen Antheil, der wenigstens seinem Sohne Dietrich die Fürstentochter Dobergana zur Gemahlin verschaffte.

Auf der Rückkehr von Palästina erfuhr er in Baiern, vielleicht bei seiner Schwester Mechtild, daß seine Luitgard gestorben und in Gerbstädt begraben worden sei. Herr Hojer von Mansfeld, vielleicht Statthalter Konrads in seiner Abwesenheit, der dies angeordnet, mußte fast die Leiche stehlen, um sie nach Wettin und auf den Petersberg zu liefern. Eine Tochter Konrads war an König Suen von Dänemark vermählt, der seinem Schwiegervater bei einem Besuche zumuthete ihn von dem mitgebrachten Prinz Waldemar von Schleswig auf schlechte Weise zu befreien. „Er wolle lieber sehen", entgegnete Konrad, „daß Schwiegersohn und Tochter und Enkel am lichten Galgen hingen, als seinen Namen noch in alten Tagen so brandmarken. Ritterlich möge er es ausfechten, dann solle ihm Hülfe werden". Später fand Suen an seinem Hofe drei Jahre lang Zuflucht.

Welche Verbrechen Konrad durch Fasten, Casteien und Armenspenden abzubüßen hatte und in Urkunden andeutet [1]), wissen wir glücklicherweise nicht. Ihn aber mahnten sie dem ewigen Heile einen Schritt näher zu thun. Er bestellte also sein Haus nicht nach der Staatsklugheit der spätern Zeit, seinem Sohne Alles zu geben, sondern seine Habe unter Alle theilend. Otto bekam die meissner Mark, Dietrich die Niederlausitz und das eilenburger Erbe, Dedo Rochlitz, wohlgelegen für das von Bertha angeerbte Erpitsch, Heinrich Wettin und Friedrich Brene. Die Oberlausitz fiel an den Kaiser zurück, der Wratislaw von Böhmen mit ihr belehnte. Dann legte er feierlich die Waffen ab und ging als Laienbruder

1) „Qualiter ego ad placandam iram superni judicis, quam innumerabilium enormitate flagitiorum a diebus juventutis meae heu! irritasse me verebar — in remissionem peccatorum meorum". Für bloße Demuth fast zu stark! Siehe Urk. v. 1116 in Schöttgens Konrad S. 385. Welchen schweren Verdacht Worbs äussert, siehe neues Archiv II, 197., wird manchem Hyperpatrioten nicht gefallen!

(monachus ad succurrendum) zu seinen Augustinern auf dem Petersberge (1156). Stieg wirklich in dem 59jährigen 1156
Fürsten, wie man sagt, noch eine Sehnsucht nach dem Weltlichen auf, so beschwichtigte sie sein bald erfolgter Tod (5. Februar 1157) [1]). 1157

2. Die Markgrafschaften und kleinern Territorien von 1157 bis 1190.

War gleich die schnell emporgeblühte Macht des wettinschen Hauses durch diese Theilung wieder etwas herabgedrückt, so glich sich dies theils durch ähnliche Theilungen in andern Fürstenhäusern, theils durch Wiederanfall der Länder ausgestorbener Linien, theils endlich durch die höchstwichtige Entdeckung des erzgebirger Bergsegens unter Markgraf Otto wieder aus, und man erlangte zeitig die Erfahrung, daß Geldmacht auch eine Macht und keine der geringsten sei. Auf diese große Entdeckung führte wahrscheinlich eine sogenannte fromme Stiftung Ottos oder seiner Gemahlin Hedwig, Albrechts des brandenburger Markgrafen Tochter, veranlaßt durch deren Eifersucht auf das reiche, aber durch das Seniorat ihren Söhnen entzogene petersberger Stift.

Auf Hedwigs Betrieb legte Markgraf Otto das zum neuen Erbbegräbniß des Hauses bestimmte Benedictinerkloster Altenzelle bei Nossen an der freiberger Mulde 1162—1175 an, 1162-75
begabte es unter kaiserlicher Genehmigung mit großen Waldstrecken des Miriquidiwaldes und erwarb ihm große Vorrechte, daß bloß die jedesmaligen Markgrafen Meissens Vögte sein, die Äbte allein die vollen Rechte über das Klostereigen haben sollten [2]). Später kamen noch Zoll- und Geleits-Freiheit, das

1) Die Theilungsurkunde ist leider nicht mehr da. Weisse I, 73. bemerkt; man wisse nicht, wie und wann die Oberlausitz wieder an Böhmen gekommen sei. Chn. Gottlieb Käuffer Abriß der oberlaus. Gesch. I. Bd. 1. Heft. S. 60. beruft sich auf Vincentii Chron. bei Dobner I. ad 1157, wo Friedrich I. dem Böhmen Wladislaw für die gegen Mailand zu leistende Hülfe das castrum Budissin zurückzugeben verspricht. Pulkawa setzt zu dem Worte Budissin noch hinzu: cum ejus marchia.

2) Anders Weisse I, 91., der aber gerade die schlagenden Worte der Urkunde für die markgräfl. Vogtei bei Eccard hist. gen. p. 75. nicht mit citirt.

Recht Reichslehen ohne des Kaisers Genehmigung zu erwerben hinzu, und gewiß hätte sich so mit der Zeit der Abt den reichsunmittelbaren Fürsten gleichstellen können, wenn das strengere Landsassiat der Mark nicht obgewaltet und ihn zum Besuche der meissner Landtage genöthigt hätte.

Möglich ist's, doch nicht erwiesen, daß man bei der Urbarmachung und Ausrodung des klösterlichen Grund und Bodens auf den Reichthum edler Metalle aufmerksam wurde, und daß die Nachricht davon, wenn auch nicht eben durch goslarer Salzfuhrleute, die nach Celle und Böhmen zogen, erst Gewerke dazu aus Goslar herbeizog. Wahrscheinlich hatten schon auf einigen Puncten die Wenden nach Eisen geschürft, das freilich leicht zu finden war. Als man aber in der Gegend von Christiansdorf, Berthelsdorf und Losnitz auf reiches Silbererz stieß, tauschte Otto diese Gegenden gegen das Städtchen Roßwein von Alten-Cella wieder ein, erhielt vom Kaiser die Belehnung mit dem Bergregal und legte durch Ummauerung von Christiansdorf eine neue mit großen Freiheiten und Rechten begabte Stadt an. So kam für diese Bergwälder der neue Name Erzgebirge und auf demselben des Erzgebirges
1179 freie Bergstadt Freiberg auf, um 1179, wenngleich der Name Christiansdorf noch einige Jahre fortgedauert hat.

Bei der Nähe und der Verbindung Böhmens durch ältere slavische Bewohnung mit diesem Lande, bei dem frühzeitigen Erscheinen eines iglauischen Bergrechts in Freiberg und der Beibehaltung manches böhmischen Bergbaukunstausdruckes mag ein Einfluß des böhmischen Bergbaues auf den meissnischen wohl anzunehmen sein. Ein oberster Vogt und Richter, welcher sein Recht vom Kaiser hat, erscheint bald nachher in Freiberg, der mit 24 geschwornen Bürgern das Recht verwaltet. Das jus fribergense kommt öfters in Urkunden für entfernte Gegenden, wo man auf Silber baute, vor. Die Sicherheit der neuen Stadt und ihre Privilegien verschafften ihr bald immer größern Anwuchs, aber auch dem Erzgebirge eine bald völlig veränderte Gestalt, denn immer mehr wurde der Wald gelichtet, der Boden über und unter der Erde benutzt. Gewinn und Beispiel lockt, und immer thätiger wird der Mensch, wenn er so schnelle und glänzende Früchte seines Fleisses sieht.

Dadurch stieg aber auch Meissens politische Wichtigkeit, und bald wurde es der Gegenstand der Begehrlichkeit mehr als eines Reichsoberhauptes. Der vermehrte Landesreichthum ging in den Handel, für welchen zu Leipzig zwei Jahrmärkte von Otto gestiftet wurden, in die Gewerbe und das Leben über, und wie der Bergbau immer einträglicher wurde, stieg Freiberg später zu einer Residenz und zu einer der größern deutschen Städte von mehr als 30,000 Menschen empor und wurde endlich im 18ten Jahrhundert eine Musterschule des Bergbaues für ganz Europa. Schon fing Meissen an, das früher an Cultur, Wohlstand und Bevölkerung weit überlegene Thüringen zu überflügeln. Die Dörfer, Städte, Markgenossen mehrten sich, und wenn sich auch der Bergsegen nicht immer treu geblieben, so blieb doch fort und fort im Erzgebirge eine zahlreiche, fleissige, genügsame, durch Sittenreinheit, Frömmigkeit und Anhänglichkeit an seine Fürsten ausgezeichnete Bevölkerung [1]).

Übrigens benutzte Otto die ihm durch den Bergbau zufliessenden Schätze theils zur Bereicherung der Kirchen und Klöster, theils zur Befestigung mancher Städte, wie Leipzig, Freiberg, Eisenberg, und zu Ankäufen von Grundbesitz, besonders in Thüringen, worüber er aber mit Landgraf Ludwig III. in Krieg (nach späteren Schriftstellern selbst in Gefangenschaft auf der Wartburg) gerieth, bis die kaiserliche Vermittelung und theilweise Rückgabe des Gekauften den Streit entschied. In noch traurigere Händel verwickelte ihn die herrische Mark-

1) Eine der Diction nach classische Stelle über das Erzgebirge in K. H. L. Pölitz hist. Taschenbuch 1817 oder Gesch. des Königreichs Sachsen. Leipz. 12. I, 161—164. Sehr gute Bemerkungen in K. W. Herings Gesch. des sächs. Hochlandes. Leipz. 1828. I. S. 48—54. gegen Klotzsch (vom Ursprunge der Bergwerke in Meissen. Chemnitz 1764, der ihren Betrieb aus Böhmen ableitet). Die Sage meint, die Fuhrleute hätten die dortigen schlechten Wege (also doch Nichts ohne Nutzen!) mit Axt und Haue bahnen müssen und so das Erz gefunden. — Benutzt ist ferner eine Abhandlung (von Klotzsch?): Probe einer Gesch. des Bergschöppenstuhls zu Freiberg, in der Sammlung vermischter Nachrichten zur sächs. Gesch. Chemnitz 1769. III. S. 129 ff. Von den in Freiberg angesiedelten Sachsen hieß die Stadt zuerst (wie noch jetzt ein Theil) Sachsen- oder Sächs-Stadt.

gräfin Hedwig, welche die getroffene Bestimmung, daß der ältere Sohn Albrecht die Mark, der jüngere Dietrich bloß die Herrschaft Weissenfels und einiges Andere bekommen sollte, dem jüngern Sohn zu Liebe umkehren wollte. Darüber griff Albrecht zu den Waffen und führte den Vater auf das Schloß Dewin (Döben oder Theben bei Grimma) zur Haft. Kaiser Friedrich I. gebot aber seine Freilassung. Doch begann die Fehde noch einmal, und diesmal half Ottokar von Böhmen dem Sohne, seinem Schwäger, bis der römische König Hein-
1189 rich VI. 1189 den Frieden zu Würzburg wiederherstellte. Einem neuen Kampfe, den jetzt Otto, vielleicht des von den Böhmen geplünderten Schatzes von 30,000 Mark wegen, selbst
1190 beginnen wollte, kam dessen Tod 18. Februar 1190 zuvor. Seiner beiden Söhne, die sich in der Mark folgten, ist bereits gedacht. Eine seiner Töchter, Sophia, heirathete den Prinzen Ulrich von Böhmen und in zweiter Ehe den Burggraf Friedrich von Nürnberg, eine andere, Adela, den Prinzen Ottokar von Böhmen.

Die Niederlausitz hatte in dem gleichen Zeitraum zwei Brüder Ottos zu Markgrafen, Dietrich und seinen Bruder Dedo den Fetten von Groitsch und Rochlitz. Dietrich hatte in der Theilung des väterlichen Gutes auch den Ort Landsberg bekommen, in welchem er das bekannte Schloß erbaute, von dem man ihn auch Markgraf von Landsberg nannte, und die Grafschaft Eilenburg. Sein stürmischer Charakter machte seine Regierung kriegerisch, seine Ehe unglücklich und gab sein Land furchtbaren Verheerungen preis. Von Doberganen lebte er lange getrennt (und sie im Kloster), und dafür mit Konrads, Grafen von Plötzke Wittwe, Kunigunde, die ihm den nachherigen Bischof von Merseburg, Dietrich, gebar.

Gewöhnlich traf man den unruhigen Markgrafen um des Kaisers Person, auf seinen Zügen und Fürstentagen, aber auch mit Heinrich dem Löwen in Mecklenburg gegen die Obotriten, besonders aber mit Friedrich Barbarossa in Italien, in der Unglücksschlacht von Lignano, deren Verlust nachher der Welfe entgelten musste, und zu Venedig, wo sein Unmuth

gegen den stolzen Roland oder Papst Alexander III. laut ausbrach und diesen schnell höflicher machte. Vor Allen tritt er dann als ergrimmter Gegner Heinrichs des Löwen auf, gegen den sein kaiserlicher Vetter selbst Ankläger und Richter war, und zu dessen Feinden sich auch Otto von Meissen und seine Brüder gesellt hatten. Dies aber zog den Kampf in's eigene Land. Dietrich der Markgraf erbot sich des Kaisers und der Fürsten Klage mit Eid und Zweikampf zu erhärten und half die gegen den Welf gesprochene Acht vollstrecken. Dafür schickte ihm Heinrich ein Heer Nordslaven, wahrscheinlich Luticier und Pommern, in die Mark, welche Dietrichs Feldherren schlugen (1180), mehrere derselben tödteten und das 1180
Land grauenvoll verwüsteten. Die Auswanderung des unglücklichen Fürsten machte dem Kampf ein Ende.

Im J. 1184 war Dietrich bei dem feierlichen Ritterschlage 1184
Heinrichs, des römischen Königs zu Mainz, erkrankte aber und wurde auf den Petersberg gebracht, wo er am 13. Februar 1185 starb. Ausser Landsberg hatte er auch Schilda gebaut 1185
und das reiche Cistercienserkloster Dobrilugk zu bauen angefangen, während sein armes Volk vielleicht kaum Obdach hatte. Doch das gehörte zu einem Fürstenleben jener Zeit und sicherte den oft verwirkten Himmel. Sein Sohn Konrad trat in des Vaters Fußtapfen, blieb aber bei einem Turnier in Österreich, welches er trotz des von Wichmann von Magdeburg darauf gesetzten Bannes (sechzehn Ritter waren in kurzer Zeit in solchen Heldenspielen, den olympischen des Mittelalters, gefallen) besucht hatte. Kaum daß man ihm vom Erzbischof ein christliches Begräbniß und doch nur an dem Eingange des petersberger Klosters erwirken konnte.

Erbe und Lehen ging nun auf Dedo den Feisten, Dietrichs Bruder, über. Daß er die Mark vom Kaiser Friedrich mit 4000 Mark gelöset, beruht wohl auf einer Verwechslung mit einem Kauf der ehemaligen nienburgischen Klostergüter in der Lausitz, die Burgwart Nimptsch mit dem dazu gehörigen Kreise und die Städte Tribus und Kubichow, welche dem Hohenstaufen in der Mark zuständig waren, vor dessen Abschliessung ihm auch die Belehnung nicht gereicht werden

mochte [1]). Ausserdem besaß er Groitsch, Landsberg und Eilenburg. Auch er befand sich gewöhnlich um den Kaiser, und so musste er auch in seine Seele dessen Vertrag mit Wilhelm von Sicilien in Gegenwart des Papstes beschwören. Von seinem Tode wird Folgendes berichtet. Er sollte eben wieder mit König Heinrich nach Italien ziehn und fand für seinen allzu fetten Körper den Ritt zu beschwerlich. Es erbot sich also ein Arzt, gewöhnlich Mönch oder Jude, das Fett ihm aus dem Leibe zu schneiden. Durch diese Cur verlor er Fett
1190 und Leben (13. Aug. 1190). Übrigens vollendete er das Kloster Dobrilugk noch nicht, hatte aber schon 1174 das Kloster Tschillen (Wechselburg) erbauet. Dort wurde er auch begraben. Von seiner Gemahlin Mechtild, Goswins von Heimsberg Tochter und Schwester des kölner Erzbischofs Philipp, hatte er Dietrich, der sich wegen ererbter Ansprüche Graf von Sommerschenburg nannte, obgleich er diese Grafschaft nie besaß, und Konrad, den Nachfolger in der Mark († 1210). Seine Tochter Agnes verbreitete das wettinische Blut in fernere Länder. Aus ihrer Ehe mit Berthold IV. von Dalmatien und Croatien (auch Meran genannt) ging Agnes, Königs Philipp von Frankreich, Gertrud, Königs Andreas von Ungern Gemahlin und Mutter der heiligen Elisabeth, und endlich die heilige Hedwig, des liegnitzer Heinrichs des Bärtigen Gemahlin, hervor [2]).

Markgraf Konrad (seit 1190), der ein Jahr früher Albrecht von Meissen gegen seinen Vater unterstützt hatte, über-

1) So erklärt Worbs neues Archiv II, 216. diese dunkele Stelle der Annal. Vet. Cell. bei Mencken II, 396, wie mir scheint sehr passend. Weitläufiger über diesen Kauf A. v. Werfebe niederl. Colonien II, 658 ff.

2) Über diese Verwandtschaften die angef. Ann. Vet. Cell. u. Worbs n. Archiv II, 220. mit einer wichtigen Verbesserung des Textes. Vergl. die Stammtafel VIII. in des Freih. v. Hormayr sämmtlichen Werken. Tüb. 1820. I. und III. S. 141. in der scharfsinnigen und urkundlichen Entwickelung jener schwierigen Verhältnisse der Andechse, Dachauer, Meranc. Daß an das voigtländische Meran nicht zu denken, behauptet v. Hormayr mit Hrn. H. v. Lang, sondern er nimmt Meranien als gleichbedeutend mit der dalmatinischen Seeküste. S. 209.

zeugt von dessen gerechterer Sache, war ein treuer Begleiter Heinrichs VI. auf dessen Zuge 1194 nach Genua, Calabrien 1194
und Sicilien, wo Tankred eben gestorben war und Heinrich sich zu Palermo eine Krone aufsetzte, die er nur zu bald mit Schandthaten befleckte, während welcher ihm das verhängnißvollste Kind jener Zeit, Friedrich II., von Constanzen zu Jesi geboren wurde. Der Tod des großen Salaheddin ermuthigte 1197 die Franken zu einem neuen Kreuzzug. Konrad und 1197
der meissner Dietrich nahmen Theil, aber Jerusalem, die Stadt des Heils, bekamen sie nicht zu sehen. Des Kaisers Tod rief sie und alle Fürsten, jetzt um irdisch Näheres besorgt, zurück. In der unseligen Doppelherrschaft des Hohenstaufen Philipp und des Welfen Otto stand er wie sein meissner Vetter auf des Schwaben Seite; er ging selbst nach Rom, um Innocenz III., den schlauen auf den Ausgang oder das höchste Gebot lauernden Statthalter Christi, für Philipp umzustimmen. — Die unter ihm vollbrachte Vollendung des dobrilugker Klosters, dessen Güter allmälig zwei Geviertmeilen Land umfassten, bezeugt seine Übernahme der Schirmvogtei. Dafür eroberte er Leubus in Schlesien im Kampfe mit seinem polnischen Schwager Wladislaw, dessen Besatzung das Land weit und breit verheerte, und hing sie als Räuber auf. Der Verlust seiner Elisabeth 1209 zog ihn bald nach. Schon 1210 1209. 10
wurde er neben ihr in Dobrilugk begraben. Er hinterließ nur Töchter, selbst sein Bruder war vor ihm gestorben, und so fiel die Mark, fiel Landsberg, Eilenburg, Rochlitz, Groitsch an Dietrich den Bedrängten und blieb fast ein Jahrhundert bei der meissner Linie. Denn Konrads Bruder, Dietrich von Sommerschenburg beigenannt, war schon 1207 gestorben[1]).

Als Herr von Groitsch (früher Propst von Magdeburg) hatte er die Advocatie von Pegau, dessen Abt er hart behandelte (das haben die geistlichen Historiker zu bemerken nie

1) Seiner Mutter Mechtild Vater, Goswin von Heinsberg, hatte Friedrichs II. von Sommerschenburg des sächsischen Pfalzgrafen Schwester Mechtild zur Gemahlin und damit Ansprüche auf jene Grafschaft auf Tochter und Enkel vererbt. Weisse neues Museum der sächs. Gesch. III. 2 Heft. S. 125. Noch anders A. v. Werlehe niederl. Colonien in Deutschland II, 653.

vergessen!), war ein Anhänger König Philipps und Vormund des jungen Grafen Heinrich v. Wettin; gewaltsam entriß er auch dem Petersberge eine Geldsumme, die Ulrich von Wettin, der Vater seines Mündels, dort niedergelegt, und brauchte sie als Reisegeld zum König Philipp nach Wirzburg, wo er kinderlos
1207 starb, Junius 1207.

Etwas länger dauerte die Linie Wettin, an deren Spitze Konrad des Großen fünfter Sohn Heinrich gestanden, den († 1181) nur zwei Söhne von seiner österreichischen Sophia überlebten, Heinrich († 1187) und Ulrich, der die Grafschaft bis 1206 besaß. Der Letzte zeichnete sich 1203 mit seinem Vetter Otto von Brene durch eine Niederlage aus, die er bei Landsberg und Zörbig König Ottos Verbündeten, den wilden Böhmen beibrachte. Von seiner Gemahlin Hedwig, Bernhards von Sachsen Tochter, hinterließ er den Knaben Heinrich, für welchen Dietrich von Sommerschenburg vormundschaftete, der
1217 aber schon im 12ten Lebensjahre (25. März 1217) am Steine starb. So fiel die Grafschaft Wettin und was etwa sonst noch vielleicht gewaltsam erworben worden[1]), nach einem Vertrag mit Dietrich von Meissen, an die Linie Brene.

Die Grafschaft Brene, zwei Meilen von Halle, mit Kamburg und anderem Zubehör, war 1156 Konrads jüngstem Sohne Friedrich zugetheilt worden. Friedrich († 1181) stiftete das Kloster Buch an der Tschopau, und die ihn überlebende Gemahlin Hedwig von Böhmen aus Haß gegen die Petersberger das Nonnenkloster zu Brene. Diese Linie, deren Residenz und Münzstadt Herzberg gewesen zu sein scheint,
1290 nachdem Brene ein Kloster geworden war, dauerte bis 1290 und erwarb nach und nach manchen schönen Zuwachs, besonders als magdeburger Lehen (Arnoldshagen, Trebus, Löben, Prettin mit der Haide, Schweinitz, Jessen, Klöden, Zwetau, Herzberg, Belitz, Zahne, Wiesenburg, Werben, Gommern u. s. w.), sodaß erst durch diesen Anfall 1290 der Kurkreis in den Händen der askanischen Herzoge seine wahre Consistenz

1) Chron. Mont. Ser. Mencken II, 257: „priusquam haereditatis paternae, quae non usquequaque justa erat, dominatum acceperit.“

erhielt [1]). Friedrichs Söhne waren Otto (der Sieger bei Landsberg oder Zörbig, † 1203) und Friedrich II., der Wettin ererbte und zu Akkon in Asien 1221 im Tempelherrngewande starb. Ihre Schwester Sophia wurde Äbtissin zu Quedlinburg, hatte aber mit dem Stiftsvogt, Graf Hojer von Falkenstein (wohl derselbe den Epko von Rebgau im poetischen Eingange des Sachsenspiegels nennt), und mit den quedlinburger Bürgern so viel Händel, daß sie nach Eger vor den jungen König Heinrich (Friedrichs II. Sohn und Statthalter) vorgeladen und, als sie nicht erschien, auf einige Zeit abgesetzt wurde oder in die sogenannte Privation kam. Friedrichs II. Söhne Otto und Dietrich regierten gemeinschaftlich. Nur Dietrich († nach 1252) hinterließ zwei Söhne, Dietrich II. den Tempelherrn und Albrecht, der durch seinen Sohn Konrad († vor 1285) Großvater der beiden letzten brenischen Grafen Konrad, der früh starb, und Otto wurde. Konrads Gemahlin, Elisabeth, war Herzog Albrechts II. von Sachsen Schwester. Otto sicherte schon zwei Jahre vor seinem Tode in einer förmlichen Urkunde, auf den Fall kinderlosen Absterbens und mit angeblicher Genehmigung seiner Erben (der Meissner?), Schloß und Stadt Wettin mit der alten Grafschaft gegen 800 Mark Silber (stendalischen Gewichts) dem Erzbischof Erich von Magdeburg (dem Anhaltiner brandenburgischer Linie) zu. So ging des Hauses ehrwürdig altes Stammgut Wettin unwiederbringlich durch einen schwachen Jüngling dem meissner Hause verloren. Nur der Petersberg blieb bis 1697 bei Sachsen. Die Grafschaft Brene aber wurde 1290, als Otto zu Erfurt starb, vom Kaiser Rudolf dem Prinzen Rudolf von Sachsen seinem Enkel (durch Agnes, Herzog Albrechts Gemahlin und des Habsburgers Tochter) als ein eröffnet Lehen übertragen. Der anwesende Land- und Mark-Graf Albrecht der Entartete, misgünstig gegen seine eigenen Söhne, gab es zu. Des Hauses starke Säule, der erlauchte Heinrich, war leider schon vor zwei Jahren begraben worden. Der würde vielleicht Rudolfs sichtbarer Parteilichkeit entgegengetreten sein und solche Besitzverschleuderung nicht zugegeben haben. Doch ist

1) A. v. Wersebe niederl. Colonien II, 969.

diese Grafschaft später mit dem ganzen Herzogthum Sachsen an Meissen zurückgekommen. Nur Wettin, der Väter Burg, fiel nicht zurück. Das Erzstift verkaufte sie 1446 an die Herren aus dem Winkel [1]).

3. Innere Verhältnisse der Markgrafschaften, (1123 - 1190).

Wie in Deutschland überhaupt die Erblichkeit der großen und kleinen Lehen sich im 11ten und 12ten Jahrhunderte gestaltet hatte, so war dies auch in unsern Landen der Fall gewesen. Nur in der Erbfolge der Seitenverwandten war das Verhältniß mitunter schwankend, und bei raschen oder begehrlichen Oberlehensherren ein Eingriff möglich. Die Zeiten eines Heinrich IV., wo ein treuer Mann ein theurer war, begünstigten dies Erblichkeitssystem, und im östlichen Deutschlande trat ohnehin das königliche Ansehn vor dem der großen Reichsvasallen merklich in den Hintergrund. Daher auch die Theilungen der Länder ohne befragte kaiserliche Einwilligung. Das Hauptlehen, eingedenk daß es ursprünglich eine kaiserliche Statthalterschaft gewesen, pflegte man aber dem ältern Sohne zu geben.

Die völlige Landeshoheit war freilich damit noch nicht ausgesprochen. Noch hatte der König das concurrente, im Wege der Berufung das höchste und beste Recht. Wo er sprach, schwieg der Spruch des statthaltenden Vasallen. Der Regel nach standen die Markgrafen unter dem Reichsherzoge ihrer deutschen Provinz, und wenn in der Ost- und meissner Mark dies weniger sichtbar wird (in letzter am wenigsten), so lag es in der hier besonders wichtigen Stellung des Mark-

1) Über diese Linien, deren Geschichte bis zu Ende hier darum fortgeführt wurde, damit spätéres darauf Bezügliches gleich verständlich sei, ist am ausführlichsten Ritter älteste meissn. Gesch. S. 292—352. Rudolfs, des Kaisers, Eigennutz gesteht die Belehnungsurkunde bei Eccard hist. geneal. Sax. p. 92. „maxime tamen dictante stimulo naturali, nostram prolem tenemur uberius praevenire gloria et honore". Den ganzen Bestand des wettinischen Verkaufes (denn das war eigentlich diese Donation für 800 Mark) s. Urk. v. 14. Novbr. 1288 bei Schöttgen und Kreyssig diplomat. et scrr. hist. Germ. III, 395.

grafen, die kaum eine Machtbeschränkung durch den Herzog litt, und war vielleicht auch eine Folge der großen Macht des Markgraf Gero, der als Dux des Sorbenlimes sich weit unabhängiger hingestellt hatte. Es ist unseres Wissens kein Beispiel da, daß Konrad oder Otto zu einem sächsischen Landtage berufen oder vom Herzoge als solchem zur Heeresfolge entboten worden wäre.

Selbst die Regalien gingen allmälig in des Markgrafen Hände über; indeß, wenn man manche Vorrechte des Kaisers von diesem nicht ausgeübt findet, mochte es mit daher kommen, daß man damals überhaupt nur dunkle Begriffe über Zweck und Grenze kaiserlicher Gewalt hatte. Der Hof war noch ein wandernder, eine bestimmte und bleibende Residenz war selbst Meissen kaum. Der Markgraf lebte von seinem Kammergut, seinem Allode, dann von dem als Besoldung ihm angewiesenen Lande, dem Ertrag seiner Advocatieen, der Zölle, Gerichtsgefälle, später auch der Beden (precaria) und der Bergwerke. Ein Hofstaat war eigentlich nur bei feierlichen Gelegenheiten sichtbar, wo die Ministerialen, Adelschalken und Vasallen pflichtmäßig erschienen. Erbhofbeamten, Truchseß, Marschall, Schenk und Kämmerer, finden sich hin und wieder in Urkunden in Meissen und der Lausitz, sowie an den bischöflichen und einigen Grafenhöfen [1]).

Im Jahre 1185 wird zuerst eines Landtages zu Culmitz gedacht. Im Osterlande wurden sie zu Sköhlen gehalten. Die Natur der Sache erfoderte allgemeine Berathungen mit den Großen und den Freien überhaupt. Das war uraltes Recht der Deutschen. „Wo wir nicht mit rathen, wir auch nicht mit thaten". Nur Verwilligungslandtage in späterer Form konnten es nicht sein. Aber um allgemeine Landesangelegenheiten, um neue Gesetze, Landfriedensbrüche, Krieg und Frieden, Thei-

1) Joh. Gottlob Horns nützliche Sammlungen zu einer historischen Handbibliothek. Leipz. 1728. 4. Der ganze erste Theil (1—156) handelt von den edeln Erbbeamten. Hieher gehört S. 8, 88, 122. In der Lausitz kommt ein Werner Marschalk 1161, ein Hermann Kämmerer von Landsberg, in Meissen ein Heinrich Marschalk, ein Otto Schenk von Groitsch, später Münzer, Küchenmeister, Truchsesse von Borna, Kämmerer von Guantstein u. s. w. vor. — Am Hofe waren ausserdem noch Geistliche als Capellane, Schreiber, Kanzler unentbehrlich.

lung mussten Alle wissen. Gewöhnlich wurde eine Heerschau damit verbunden und Gericht gehalten, wo nach dem Gegenstand die Männer gleichen Ranges und Schildes die Schöffen (scabini, scephones) waren, das Urtheil schöpften, der Markgraf es aussprach, die Schergen (scheriones, bedelli) es vollstreckten. So konnte das placitum ein mallus, ein Bodding werden. Das Letztere fiel weg, als hohe oder Hof-Gerichte entstanden. Im kleineren Bezirke hielt der Graf, der Stiftsvogt, seine Provinzialversammlung, gewöhnlich dreimal des Jahres, der Stadtvogt in seiner Stadt, der Schulze oder Bauermeister (Dorfrichter) in seiner Landgemeinde. Ursprünglich war der Ministerial unfrei, bald aber schieden sich die höhern und niedern aus; die Letzten konnten sogar an Kirchen und Klöster verschenkt oder vertauscht werden.

Der Adel, dem sich die Vasallen und Ministerialen anschlossen, fing in diesem Zeitraume immer mehr an, sich von seinen Gütern, Ämtern und Würden erbliche Namen und etwas später auch Wappen beizulegen. Während natürlich die Bischöfe, Äbte, Pröpste, die Grafen, Burggrafen, die Dynasten zum hohen Adel (nobilis, edel) sich rechneten, rückte der reiche und freie Grundbesitzer um seiner Seltenheit, der niedere Vasall und Dienstmann um seiner Dienste willen zum niedern Adel, zum Vesten und Gestrengen auf. Die Ritterwürde war Auszeichnung der tapfern Faust und jedem Freien anfangs zugänglich, ehe strengeres Turniergesetz auch Ahnen foderte. Selbst bei den Wenden hatte ein Adel, auf großen und freien Grundbesitz gegründet, sich erhalten, obgleich auch viel deutsche Adelshäuser vom wendischen Namen ihres Adelssitzes scheinbar wendische Namen führen. (So die Kökeritze, Könneritze, Nostitze, Miltitze, Maltitze u. s. w.) Die Hemuza, Nesemuschlen oder Nyzomysl (Heinitz, Niesemeuschel) und Andere dagegen scheinen slavischen Ursprungs.

Eine Beamtung eigner Art war die Kirch- oder Kast-Vogtei (advocatia casae dei i. e. ecclesiae) des geistlichen Stiftes. Die Wahl dieses Edelvogtes hing, wenn der Gründer des Stiftes nicht besonders die Schutzhoheit den Seinigen vorbehalten, von der Wahl des Domcapitels oder des Conventes ab. Doch musste, bei Bisthümern wenigstens, der

Vogt in der Regel vom Kaiser bestätigt und mit der größern Comitiva (dem Gerichte über Hals und Hand) belehnet werden. Auch Untervögte kamen mitunter, doch zur großen Plage und Klage der Stifter auf. Konrad, der Markgraf, hatte wahrscheinlich die Vogteien aller drei Bisthümer und ausserdem die vom Petersberg, von Bosau, Gerostädt. Doch that auch der marchio dei gratia Nichts umsonst und zog seine reiche Ausrichtung an Naturalien und Sporteln.

Die Zahl der Klöster war in dieser Zeit um einige, meist von cistercienser Regel vermehrt worden. Es war eine fromme Politik, einen Theil seines Besitzthums so zu verwenden. Die Vogtei schien man als die Interessen des Capitales an Grundbesitz, das man aufgewendet, zu betrachten. Des Himmels war man dann ohnehin gewiß! Gern holte man die fleissigen Cistercienser aus Walkenried, selbst erst 1128 eine Stiftung vom Rheine, von Alten-Kampen, her, und bei verdorbener Klosterzucht, wie in Schmölln, veränderte man Orden und Geschlecht der Klosterbewohner oder versetzte das Kloster ganz. Wenn man aber bedenkt, welchen Grundbesitz die Klöster in Merseburg, Erfurt, Chemnitz, Pforte, Pegau, Goseck, Alten-Celle, Buch, Petersberg, Brene, Dobrilugk, Bosau, Tschillen, Aue an der schneeberger Mulde (von Otto und Dedo seinem Bruder gestiftet), Bürgel (1123 von Heinrich von Groitsch und Bertha gestiftet), hatten, der zum großen Theile erst ur- und artbar hatte gemacht werden müssen, wie viel Hintersassen und Klosterleute sich mit ihren Familien wieder davon nährten, wie durch die Vogtei Vieles wieder der Laienhand zu Gute kam, wie die terminirenden Mönche selbst sich damals noch der Verbreitung der Religion (anstatt zu betteln) annahmen, und wie die gesammelten Klosterschätze, selbst durch die unbändige Zeit des Faustrechts hindurch ziemlich erhalten, dem Staate im 16ten Jahrhunderte große Mittel zu großen Zwecken gewährten, wenn man bedenkt, daß sie fast die einzigen Conservatorien der Kunst und Wissenschaft gewesen, so wird man jene Verachtung, jene Ansicht von ihrer Schädlichkeit schwerlich theilen, die häufig in neuerer Zeit das Urtheil über sie verstimmt hat. Ein halbes Jahrtausend kann freilich viel veralten und unzweckmäßig machen.

Ein reicheres Leben begann in diesem Zeitraum allmälig in den Städten. Altenburg, Chemnitz, Zwickau, wo nur die Groitscher eine Pfarre zu besetzen hatten, waren des Reiches und standen unter dessen Vögten. Merseburg, Leipzig, Eisenberg, Naumburg, Grimma, Belgern, Budissin, Zittau, Görlitz, Guben, Herzberg, Lommatsch, Meissen, Großenhayn, Eilenburg, Freiberg, Wurzen mögen die wichtigeren Städte gewesen sein, welche bis zum J. 1200 im Bereiche der Wettiner nachgewiesen werden können. Die mancher dieser Städte vom Kaiser oder vom Markgraf ertheilte Markt-, Zoll- und Münz-Gerechtigkeit war gewöhnlich der Anfang ihres Aufblühns. Man suchte sich der Vogtei, die landesherrlich oder bischöflich war, allmälig zu entschlagen, und eigene consules oder proconsules (magistros burgensium) zur Handhabung des Rechtes und städtischer Angelegenheiten anzusetzen. Weil Handel, Kunst und Gewerbe unter dem Schutz der Stadtmauer kräftiger gedieh, fast jegliches Bedürfniß des Begehrlichen zu befriedigen war, eine Masse baaren Geldes, auf dem offnen Lande völlig unbekannt, hier circulirte, schützten und begünstigten einsichtige Fürsten ihre Städte gern, und liessen sich auch wohl, in ihrer Mitte wohl empfangen und bewirthet, Manches abschmeicheln oder abkaufen, was bisher des Fürsten Recht und Amt zukam. Sie hatten bis auf die osterländischen, die nach Frankenrechte lebten, meist magdeburger Recht und Satzung. Denn der ursprünglich leibeigene Handwerker wurde gefreiet, oder seine Lage freiete ihn selbst. Schon in der ursprünglichen Gemeinde war eine Gemeindeordnung; sie liegt schon im Begriffe der Gesellschaft überhaupt. Der Schultheiß, eine Art Untervogt, handhabte sie. Die Schultheisse mehrerer Orte mögen sonst des Centgrafen Schöppen gewesen sein. Die neue Stadtgemeinde bildete diese Verfassung nur weiter aus. Gleichartiges trat zusammen. Die ersten und wichtigsten Handwerker, Bäcker (schon kommen similae (Semmeln), bald auch pretiola (Brezeln), Sonnenräder zum Frühlingsfeste, Hornaffen (dem Hornung zu Ehren) vor), Fleischer, Brauer, Schuhmacher, Schneider, (obgleich Gewandsnyder mehr Tuchhändler gewesen zu sein scheinen), hielten Zusammenkünfte, Einigungen (davon Zünfte,

Innungen) und setzten sich selbst Brauch und Älteste. So eine Corporation trachtete bald, am Gemeindewesen berathend, verwaltend mit Theil zu nehmen. Auch vom Adel setzte sich Mancher um des Genusses oder um der Ersparung eines Burghaushaltes willen in die Stadt, und gastlich aufgenommen strebte er bald nach einem Platz im Stadtregiment. Der Vogt der Stadt wurde wohl selbst der Bürger einer [1]). Gewerbe, Handel, Zölle brachten Leben und Kraft in die Städte. Die großen Handelsstraßen von der Donau und dem Rhein nach Böhmen, Polen und der Ostsee gingen durch's meissner und Osterland. Der Lombarde, Cahorsienner (Kowertsche), Jude handelte mit Gewürz, Specerei (pigmenta) und Geld. Ein Theatrum oder Kaufhaus, Buden oder Stände (mansiones, curtilia, apothecae) kommen in diesem und dem folgenden Jahrhundert vor. Feine scharlachne Tücher mit goldnen Borden aus Lund bis zum groben Fries aus Friesland erschienen bald zu Magdeburg, Naumburg und den Jahrmärkten zu Leipzig. Die Jahrmärkte wurden aus der Kirche auf den Markt, der Juden wegen auf Sonntag oder Montag verlegt, und später erhielt die gottesdienstliche Messe, die viel Volk versammelte und Gelegenheit zum Handel gab, auch eine mercantilische Bedeutung. Des Handels Seele ist das Geld. Von Konrad sind noch Hohlmünzen (Bracteaten) da. Die dünnen Silberbleche zerschnitt man, wenn man Scheidemünze brauchte, im Ganzen wog man sie nach Pfunden von 24, später nach Marken von 16 Loth. Als Goldstücke kommen Byzantiner, die auch am Rhein und in Frankreich nachgeprägt

1) Viele dieser Behauptungen lassen sich freilich erst aus Urkunden des 13ten u. 14ten Jahrhunderts nachweisen; bei andern kommt die Analogie zu Hülfe, die darum wohl nicht täuscht, weil gleiches Bedürfniß, gleiche Mittel, gleicher Zweck früher oder später dasselbe Resultat im Ganzen (bei höchster Mannichfaltigkeit im Einzelnen) herbeizuführen pflegen. Jedes Einzelne zu belegen, würde die Noten in's Unendliche vermehrt haben. Wer die 2 Bände von Schultes direct. dipl. durchblättern will, wird schon Manches finden. Sehr fleissig gearbeitet ist, mit weniger Hülfsmitteln als jetzt vorhanden sind, K. Aug. Engelhardt Gesch. der Kur- und herzoglichen Länder. Leipz. 1802. 2 Bde., fast ganz Culturgeschichte. Wahrlich nicht bloß für Kinder.

wurden, vor. Gemünzt wurde (anfangs vielleicht bloß von Goldschmieden) zu Merseburg, Naumburg, Pegau, Freiberg, Leipzig, Zwickau, Landsberg, Grimma, Herzberg, Belgern, Strehlen. Den Hohlpfennig löste später der Dickpfennig (solidus grossus, Groschen) ab, den man in großen Summen nach Schocken oder Marken zählte, weil 60 auf die Mark geschlagen wurden. Ein Talent und ein Pfund Silber waren damals gleich[1]). Welchen Einfluß das freiberger Silber auf den damaligen Münzwerth und den Kaufpreis der Dinge hatte, finden wir leider nicht bemerkt.

Wenn Handel und Gewerbe im Gegensatz des Ackerbaues vorzugsweise den Städten, so gehörte Kunst und Wissenschaft den Klöstern und Stiftern an. Denn unter den Weltlichen und unter den Fürsten findet man noch wenig Begünstigung derselben. In Hinsicht der Gelehrsamkeit war wie Fulda für Thüringen, so Korvei für Sachsen und Meissen von großem Einfluß. In Korvei war schon 1095 eine eigene Bibliothek, ob man gleich manchmal unter diesem Worte eine vollständige Bibelabschrift schon verstand. Von Korvei aus wurde die magdeburger Stiftsschule gegründet, und diese wurde allgemeine Bildungsanstalt für unsere Gegenden. Domherr Otrich und Geddo im Johanniskloster waren die Lehrer verschiedener Bischöfe von Meissen und Merseburg, und der korveische Mönch Windolf, ein gelehrter Mann, wurde Abt von Pegau. Nach Vollendung der Klosterstudien (wahrscheinlich des Triviums oder gar des Quadriviums) pflegten Reichere Paris, später Prag zu besuchen, so Benno von Meissen und Dietrich von Sommerschenburg und die Söhne Ludwigs des Eisernen von Thüringen. Von Pfalzgraf Friedrich von Goseck rühmte man es, daß er zu Fulda habe schreiben und lesen lernen (seltene Künste für einen Weltlichen, selbst für Fürsten, die daher der Geistlichen als Protonotare und Kanzler gar nicht entbehren konnten) und daß er um 1055 eine Anzahl Codices, die Moralien, das Buch Hiob, ein Passionale u. s. w. auf Eseln habe bringen lassen. Die erste Bibliothek des jetzt so

1) Chn. Jac. Götz Beiträge zum Groschencabinet. Dresden 1811. II, S. 405 ff.

bücherreichen Sachsens war zu Merseburg von Wigbert 1007 angelegt. Im 12ten Jahrhundert soll Meissens Stiftsbibliothek zu sammeln angefangen worden sein; im 13ten (1205) entstand mit dem Kloster S. Afra die Schule gleiches Namens. Ein Scholasticus und Cantor unter den Domherrn standen dem Unterrichte der Dom- und Stifts-Schulen vor, und von der Gelehrsamkeit eines solchen Mannes hing die Frequenz der Schule ab. Nach und nach entstanden auch bei den anderen Stiftern und Klöstern solche Schulen. Die Mönche pflegten Codices künstlich zu copiren, oder Nekrologien, Chartularien, Missalen, Calender, Legenden, Chroniken, Martyrologien oft wegen Kostbarkeit des Pergaments (daher auch die Abbreviaturen) auf abgeschabte ältere Bücher (codices rescripti, Unschätzbares ging so verloren!) zusammenzuschreiben und den Klöstern, mit denen sie in Verbindung standen, wechselseitig zuzuschicken. Von eigentlichen Gelehrten in diesem Zeitraum ist wenig auf uns gekommen. Benno von Meissen, Waltram von Naumburg gehören dem vorigen Zeitraum, der Zeitgenosse Adam von Bremen, der ein Meissner von Geburt gewesen sein soll, sogar dem eigentlichen Sachsen an, und nur der Biograph Wiprechts und der gosecker und bosauer Klostergeschichtschreiber sind vielleicht hierher zu rechnen. Die Künste standen meist im Dienst der Kirche; ob aber gerade Sachsen unsrer Gegenden die Dome und Kirchen in Meissen, Merseburg, Wurzen, Naumburg erbauet, die Statuen (von den Leichensteinen, die ziemlich alle Einen Typus hatten, ist's weit wahrscheinlicher) gehauen, die etwa vorkommenden Bilder gemalt, darüber findet sich keine Kunde. Übrigens befanden sich innerhalb der Klostermauern auch Herbergen (domus hospitum) und Krankenstuben (nur mag die Heilkunde noch in den Windeln gelegen haben). Selbst über die bürgerliche Zeitrechnung und den Anfang des Jahres war man noch nicht im Reinen. War man es doch auch über noch weit wichtigere Dinge nicht [1]).

1) Vgl. Fr. A. Ebert Geschichte und Beschreibung der königl. Bibliothek zu Dresden. Leipz. 1823. Über die Nekrologien Wedekind Noten zu einigen Geschichtschreibern d. Mittelalters III, 319.

So waren die privatrechtlichen Verhältnisse der Markeinwohner nach gar verschiednem Recht bestimmt, welches, nirgends aufgezeichnet, sich bloß auf Brauch und Herkommen gründete, also der Willkür manchen Spielraum ließ. So findet man ausser den Localstatuten der Städte sächsisches, fränkisches, wendisches, flämisches Recht, und in einer pfortaischen Klosterstreitsache um 1181 will Gerhard von Stechau gar nach griechischem (d. h. nach römischem, jus graeco-latinum) Recht behandelt sein[1]). Das Gewohnheitsrecht nannte man das jus publicum. Daß die Wenden ihr herkömmliches Recht behalten hatten, für Mord, Diebstahl und andere Verbrechen mit Gelde büßen konnten, daß vornehme Wenden ganze Unterthanenfamilien verkaufen und vertauschen konnten, zeigen die Urkunden, hing auch mit dem Begriff der Leibeigenschaft zusammen.

Unter dieser schmachtete auch wohl der größte Theil der Ackerbau auf offnem Lande treibenden Markbewohner, die meistens Slaven waren. Sie heissen in Urkunden liti, letiles, aldiones, smurdi, smurdiones. Doch hatten sie noch einen Schein von Bürgerrecht, indem auch bei ihnen Richter, villici, vorkommen. Merkwürdig ist, daß in den Urkunden vorkonradinischer Zeit weit mehr von Wiesen und Weiden als von Äckern die Rede ist. Die lateinische Sprache der Chronisten und Urkunden erschwert es, aus den wenigen hierher gehörigen Stellen sich ein deutliches Bild zu machen[2]). Der Besitz war theils erblich theils persönlich. Ausserdem war auch der Weinbau damals weiter vielleicht als jetzt verbreitet, wie man aus den Weinzehnten sieht. Die Winzer aber waren auch Leibeigene. Die Bienenzucht wurde wegen des

1) Chn. Schöttgen Leben Konrad des Großen S. 163.

2) Wie verschieden werden die Ausdrücke curtis, curtile, praedium, bivang (conceptio, Umfassung, Umzäunung, dann das Befriedigte, Umhegte selbst), dominicale (gewöhnlich Vorwerk?), grangia, area, territorium, mansus, (octingentos mansos, qui franconica lingua Lehen appellantur), huba (Hufe) mit jurnales, jugera (Juchart, Morgen Acker, Tagwerk), scobrones eigentlich Schober, dann auch ein Feldmaß von 80 Schritt Länge und 60 Breite, gebraucht! Hätten wir lieber die gleichzeitigen deutschen Ausdrücke dafür.

Honiges (des Zuckers jener Zeit), des Meths und wegen des Wachses zum kirchlichen Bedarfe stark betrieben. Die Siegel, die noch damals auf der Urkunde waren, erfoderten dessen weniger als später, wo sie hingen und oft ein einziges ein viertel oder halbes Pfund schwer war. Die Zeidler (cidelarii, zydilmistir, apum magistri) hatten oft ihren Erwerb nur zu Lehen (Zeidellehen).

Zur Cultivirung des Bodens, Eindeichung der Sümpfe und Moräste, worin sie Meister waren, wurden in diesem Zeitraum auch fremde Colonisten aus Friesland, Flandern, Holland, von Albrecht dem Bär nach Brandenburg, von Bischof Udo von Naumburg in die Saalgegenden, vom Graf Christian von Rotenburg in die goldene Aue, von Gerung Bischof von Meissen in die Gegenden von Corin (Kühren) gerufen, und nach flämischem freieren Rechte in den Besitz der arbat zu machenden Strecken gesetzt. Vorzügliche Verdienste darum hatten die fleissigen Cistercienser von Walkenried, welche die flandrischen Colonien bei Heringen und Kelbra und Kaltenhusen veranlassten. Holländische Neubrüche und Hufen zu Tribune bei Naumburg, ein Dorf Flemingen kommen unter Bischof Udo, Ludwigs des Saliers Bruder, vor. Theils bei Jüterbock, theils Magdeburg gegenüber findet man zwei Striche Landes, welche Fläming genannt werden, wenngleich Kemberg, Niemeck, Bruck u. a. deswegen noch nicht, wie Caspar Peucer will, von Cambrai, Nimwegen, Brügge abgeleitet zu werden brauchen. Man hat diesen Fläming viel zu weit ausgedehnt. Erwiesen flandrisch sind 60 Hufen flandrischen Maßes am dortigen Elsterfluße, die holländischen Anlagen in den anhaltischen Dörfern Nauzedel und Nimmitz, und vielleicht in Paschleben, Kleutsch und Stene. In der Niederlausitz kommen am Flüßchen Primsnitz flämische Hufen an der Grenze des dobrilugker Klostergebietes vor. Doch nimmt es Wunder, daß ein Land, welches vom Sumpfe seinen Namen hat, keine weitern Spuren solcher holländischen Anbauung zeigt. Im Meissnischen, doch ohne Markgraf Konrads eigentliche Mitwirkung, findet sich bloß zwischen Wurzen und Luppe zu Küren, in einer allerdings sumpfigen Gegend, eine flämische Colonie, vom Bischof Gerung angelegt. Diese Flandrer (strenui viri nennt sie die Urkunde sehr höflich) hatten 18 Hufen

Landes, wovon zwei der Schulz, Bauer- oder Burmeister (incolarum magister) und eine die Kirche erhielt. Die übrigen 15 zahlten jährlich 30 Schillinge und für den Zipzins (Kornzins an die Gerichtsbehörde) 30 Pfennige. Des Bischofs Vogt, jedoch mit wenigen Begleitern, hält dreimal Versammlung (Vogtding?) bei ihnen; zwei Theile der Strafgefälle kommen dem Bischof, der dritte dem Schulzen zu. Im bischöflichen Gebiet sind diese Flandrer zollfrei, haben freien Brod-, Bier- und Fleisch-Verkauf, jedoch keinen offenen Markt, und sind frei von aller weiteren Besteuerung durch den Bischof, seinen Vogt oder den Villicus. In geringer Sache spricht ihr Bauermeister, in höherer der Vogt. Die freie Lage dieser Menschen, das Erbrecht für Kinder beiderlei Geschlechts (erworben durch den sogenannten Kirchgang), überhaupt mos et haereditas flamingicalis begründet ein nach und nach für alle fremde, durch freien Vertrag angesiedelte Colonisten geltendes flämisches Recht, und musste wie für die örtliche Cultur so auch für den Zustand der slavischen Leibeigenen nicht ohne wohlthätige Folgen bleiben, zumal in einer Zeit, wo die Kreuzzüge und die aufblühenden Städte manchen Grundherrn für seine Hörigen bange machen mussten [1]).

In dieser Zeit werden wir auch mit den Lausitzen etwas mehr bekannt. Die frühere Eintheilung in Burgwarten, Castellaneien, Burgen, mit oder ohne Städte, blieb. Von letztrer Art waren in der nachherigen Oberlausitz Dolgowitz, Dobrus, Zizno; in der Niederlausitz Kottbus, Lübben, Gelsen, Nimptsch, Zinnitz; später kommen noch Priebus, Luckow, Lubratz (Lieberose), Schedekowe, Sprewenberg, Buchholz, Sunnewalde, Finsterwalde, Senftenberg, Lübbenau, Bredeburg, Arelkow, Reichenwalde, Wyssok oder die hohe Warte bei Dobrilugk hinzu. Die angesehnsten dieser Castellane waren die von Kottbus und Budissin. Im 13ten Jahrhundert kommen

1) Das Hauptwerk, ungleich vollständiger und kritischer als Hocht und Celking, ist vom Herrn A. v. Wersebe über die niederländischen Colonien im nördlichen Deutschland. Hannover 1815. 1816. 2 Bde. 8.; höchst wichtig auch durch seine gelehrten Discurse über genealogische, geographische und historische Verhältnisse des 10—12ten Jahrhunderts. Hieher gehört II, 637—1023.

statt ihrer Burggrafen von Lübben, Golsen, Schiedlow, alle deutschen Stammes, vor; die Familie von Ileburg waren Herren von Senftenberg, Pförten, Muskau; die Kökeritz von Landsberg; die Pack, Dewin, Hockinborn brachten ihre Familiennamen schon mit; die andern begründeten sie auf neue Lehenserwerbungen. Die Rechtspflege verwalteten die Castellane in ihren Burgbezirken, die Vögte in den Städten, sie wurde in Beider Händen erblich. Der Adel hatte Schiedsgericht. Das Recht in Land und Stadt war sächsisches, wahrscheinlich wegen der Ausdehnung des meissner Bisthums über diese Länder.

Das Landvolk ging in dem Hörigkeitsverhältnisse, wie es früher zu seinem wendischen Herrn gestanden hatte, an die deutsche Herrschaft über. Aber seine Lage wurde durch Verschiedenheit der Sprache, Sitte, Religion und Nationalhäß des neuen Herrn aus Hörigkeit Leibeigenschaft. Man erlaubte sich Alles gegen sie, und Bischof Ditmar selbst, sonst ein verständiger Mann, äusserte: „wenn die slavischen Bauern gehorchen sollten, so müsse man sie Heu fressen lassen wie Ochsen und in Zucht halten wie Esel". Von ihren nicht einmal eigenen Hütten (Kothen) hiessen sie Kotsassen oder Kossäten, auch wohl Dedicer (dediti). Die städtische Cultur erblühte erst recht unter Heinrich dem Erlauchten, wo Sorau, Kottbus, Priebus, Guben, Lübben bedeutend werden; Rimptsch, Zinnitz, Jarina oder Gehren dagegen sinken oder verschwinden.

In kirchlicher Hinsicht stand die Niederlausitz trotz ihrer politischen Selbständigkeit unter dem Bischofe von Meissen. Auf der Synode von Ravenna 967 mag irgend eine mächtige Fürsprache dies gegen Ottos ursprünglichen Plan, der auch den Zehnten im Lande Lusici und Selpoli dem magdeburger Erzstift schenkte, durchgesetzt haben. Nur Sorau und Priebus standen besonders unter dem Decan von Budissin. Vielleicht vermeinte man so Verschiedenartiges durch Ein kirchliches Band besser zusammenhalten zu können. Mit dem Christenthume kam der Decem, der Stein so vielen Anstoßes, ursprünglich dem Kaiser zugehörig; eine directe Steuer, die nach ihrem Umfange (indem sie alles Producirte umfasste) und wahrscheinlich auch nach ihrer Erhebung sehr drückend war. Die

Pfarrsprengel, besonders der städtischen Kirchen waren anfangs sehr groß, da die ecclesiae baptismales sich manche kirchliche Handlung vorbehalten hatten. Die Niederlausitz bildete ein Archidiaconat mit 12 Parochien, von denen manche, wie Guben, Kirchhayn, Beskow, später 28, 24, 23 Kirchen unter sich hatte. Eine neu gestiftete Kirche bekam vom Bischof einen Theil des Zehnten, welcher für die ganze Geistlichkeit des Landes ausgesetzt war, und einige Hufen zur Besoldung des Geistlichen (Widmuth, Dotalitium). Einen Theil des Zehnten (Bischofzehnten) behielt der Bischof für sich, und bekam von jeder Kirche einen Jahrzins von 1—6 Mark. In den Kirchen des offnen Landes, den Fillalen, dienten Vicare und Capellane; mitunter predigten auch Mönche. Wenn Geistliche die wendische Sprache nicht verstanden, so liessen sie sich deutsche Predigten in's wendische übersetzen. Vielleicht war das Kloster zu Dobrilugk zur Bildung von wendischen Geistlichen mit bestimmt.

In der Oberlausitz tritt in dieser Zeit (1144) noch ein Gau Zagost („hinter dem Walde") hervor, der an der Neisse und Queis bei Seidenberg und Friedland zu suchen ist. Ausser Budissin und Zittau wird auch Görlitz als Stadt bekannt; anfangs villa regia mit einem villicus oder kaiserlichen Maier. Hier war ein Münz- und Zoll-Meister. Urkunden lehren, daß die Bauern auch bei dem Baue markgräflicher Schlösser frohnen (Frohn-Herr), also Herrndienste und Wachen thun mussten. Dem meissner Bischofe gehörte ein großer Theil des Landes, besonders längs der Böhmengrenze, und einen Burchard von Kittlitz, der im Zagoststande das Kirchengut antastete, that Bischof Martin, der zu Mainz das Kreuz genommen, 1186 Gerungs Nachfolger, in den Bann. Die kirchliche Eintheilung der Oberlausitz führt ausser der Propstei und dem Decanat von Budissin neun Parochieen, Bischofswerde, Camenz, Löbau, Görlitz, Hohnstein mit Sebnitz, Stolpen, Lauban, Reichenbach und Seidenberg, auf [1]).

1) Worbs neues Archiv II, 285—318.

4. Geschichte der Markgrafschaften bis zur Erwerbung des pleissner und thüringer Landes (1190—1247).

Wenn einmal ein Fürst jener Zeit gegen die Sitte der Zeitgenossen den Geistlichen etwas selbständiger, kräftiger und minder freigebig gegenübertritt, vielleicht sogar an Geldsummen sich vergreift, worauf sich jene Rechnung machten, so spitzten gewiß die geistlichen Historiker ihre Feder zu schwerem Schimpf und Tadel, den wir nun auf Treu und Glauben hinnehmen sollen. Eine Summe von 3000 Mark hatte Otto angeblich zu Seelenmessen in Alten-Celle niedergelegt. Albrecht hatte davon Kunde und nahm sofort die Summe, die er besser zu brauchen glaubte, vom Altar weg. So wird er nun auch als Peiniger seines Bruders Dietrich, dem Weissenfels mit einigen Orten und der Mitbesitz einiger anderer zugefallen, geschildert. Wer Anlaß zu dem Streite gab, ob Albrechts Ländergier ob Dietrichs Unzufriedenheit, bleibt dunkel. Wir überlassen Schuld und Unschuld einem andern Richter.

Dietrich, allein zu schwach, flüchtete sich an Hermanns von Thüringen Hof, und dieser sagte ihm Hülfe zu, wenn er mit seiner Tochter, der triefäugigen Jutta, sich vermähle. Dazu entschloß sich Dietrich. Nach damaligem Kriegsbrauch, ein Schloß durch ein anderes davor gebautes zu erobern, hatte Albrecht auf dem Sibtenberg vor Weissenfels einen Trotzer aufgeführt, wurde aber von dem nun verstärkten Dietrich hinweggetrieben und vom Landgraf bei Reveningen so entscheidend geschlagen, daß er kaum auf den Petersberg und von da in einer Mönchskutte nach Leipzig entkommen konnte (1194). 1194

Schon drohte aber dem Landfriedensbrecher Albrecht eine größere Gefahr vom deutschen König Heinrich VI., dem unredlichsten und eigennützigsten der sonst so großen Hohenstaufen. Sie zu beschwören, eilte Albrecht nach Italien zum Kaiser, aber auch eben so schnell zurück, um sich zur Gegenwehr zu rüsten, Leipzig, Kamburg und Meissen zu befestigen. Denn auf Befehl des erzürnten Kaisers waren die Böhmen, obgleich Albrechts Gemahlin Sophia selbst eine Prinzessin Böhmens, und seine Schwester Adela damalige Herzogin und Gemahlin

Ottokar Przemislaws war, in die Mark mit fürchterlichem Wüsten eingefallen und hatten selbst Kirchen und Klöster nicht verschont. Des Böhmenfürsten späte Reuethränen konnten
1195 freilich Nichts ersetzen. Bald nachher (25. Jun. 1195) starb Albrecht am Gifte eines seiner Leute, an dem ihm seine Sophia bald nachfolgte[1]).

Dietrich von Weissenfels, sein Bruder, scheint keine Mitbelehnung über die Mark erlangt zu haben, und so konnte ein Kaiser Heinrich VI. diese erwünschte Gelegenheit unmöglich vorübergehen lassen, das silberreiche Meissen (ein Fang, noch einträglicher als Richard Löwenherz) als eröffnet Reichslehen sich zuzulegen. Dietrichen versetzt ein Irrthum damals nach Palästina, wo er Heinrichs Nachstellungen nur in einem Fasse, in welchem er sich auf's Schiff bringen ließ, habe entgehen können. Er lebte vielmehr ganz ruhig als dei nutu comes in Wyzenvels der bessern Zeiten wartend und
1197 brach erst im Jan. 1197 mit Hermann und den übrigen Für-
1198 sten nach Palästina auf, von wo er 1198 zurückkam und sich mit Hermanns, sowie mit der Unterthanen Hülfe der Markgrafschaft bemächtigte. Von Freiberg erzählt dessen neue, aber aus alten Localnachrichten geschöpfte Chronik: daß die Bürger die kaiserliche Besatzung selbst vertrieben und zum Dank dafür den meissner schwarzen Löwen in ihr Wappen bekommen hätten.

Der Gegenkaiserstreit zwischen Philipp dem Hohenstaufen und dem Welfen Otto IV. griff tief und zerstörend in das Mark des deutschen Landes ein. Dietrich und sein Vetter Konrad von der Lausitz waren auf des Schwaben Seite; so auch sein Schwager Ottokar Przemislaw von Böhmen. Als dieser aber die meissnische Adela verstieß, 1194 (ob wegen verbotener Liebe zum edlen Herrn von Czernin, der wenigstens damals um ihrer willen vertrieben wurde, oder weil sie sich Enthaltsamkeit gelobt, oder wohl, weil der König nach 18 Jahren Adelas überdrüssig die schon früher geliebte unga-

1) Chron. Mont. Ser. bei Mencken II, 212. Grab Albrechts in Alten-Celle. Vgl. Adelung in Weisses neuem Museum IV. 1. 72 ff., der Albrecht im Sinne der Schriftsteller jener Zeit behandelt.

rische Constantia, Belas Tochter, zur Königin ausersehen, bleibt ungewiß), Philipp und Innocenz dies misbilligten und zuletzt den Böhmen bannten und absetzten, trat dieser endlich auf des Welfen Otto und Hermanns von Thüringen Seite über. Auch der König von England, König Ottos naher Verwandter, hatte deshalb an den meissner Markgraf geschrieben. So musste Dietrich seinen König gegen seinen Schwiegervater und Schwager unterstützen, was den Erfolg hatte, daß er sich wenigstens mit dem Böhmen wieder aussöhnte, obgleich Adela verstoßen blieb und den Rest der Tage († 1211) in einem ihr errichteten cistercienser Frauenstift zu Meissen verlebte [1]).

Den unseligen Knoten des Doppelreichs in Deutschland zerhieb 1208 Ottos des schwergereizten Wittelsbachers Schwerdt 1208
auf der alten Burg zu Bamberg, denn nach Philipps Ermordung erkannten alle Fürsten Otto IV. an. In jenen wenigen Friedensjahren erlosch die lausitzer Linie des wettiner Hauses, und Otto löste jene Markgrafschaft mit 10,000 Mark Silber (eigentlich 15,000) vom Kaiser ein, und erbte ausserdem auch Rochlitz, Landsberg, einen Theil der Grafschaft Eilenburg und Groitsch. So war er jetzt dei gratia misnensis et orientalis marchio. Unterdeß wurde Ottos Kaiserkrönung (1209) 1209
diesem zum Verderben: denn mit einem Manne wie Lothar von Segni oder Innocenz III. konnte ein Kaiser der dem Reiche Nichts vergeben wollte, nicht im Frieden leben. Der Papst that ihn in den Bann (1210), und (unerhört für die 1210
damalige Politik des römischen Stuhls) empfiehlt selbst einen Hohenstaufen, den jungen Friedrich II. von Sicilien, den deutschen Fürsten als Gegenkönig. Auf dem bamberger Convent,

1) Für Adelas Unschuld spricht der Muth, mit dem sie selbst auf einen Untersuchungsproceß in ihrer Sache bei ihrem Bruder, den Bischöfen, dem Papste drang. Da dieser aber die Krone Böhmens nicht auf's Äusserste treiben, Ungarns König nicht beleidigen wollte, so wurde die Sache durch Commissarialien und Citationen nach Rom in die Länge gezogen, wie merkwürdig sie in ihrer Rechtsform auch ist. Selbst in den Decretalen lib. II. tit. XX. c. 46. ed. Peletier Leipz. Abdruck 1695. 1705. II. S. 10. und Weisse n. Mus. IV. 1. S. 95 ff. finden sich hieher gehörige Stücke.

den Erzbischof Siegfried von Mainz als päpstlicher Legat hielt, erschien auch Dietrich mit seinem Schwiegervater Hermann und mit Przemislaw von Böhmen; bald darauf sagten sie Otto dem Kaiser zu Nürnberg förmlich ab. Als dieser aber
1212 1212 wieder in Deutschland erschien und an den Sachsen und dem thüringer Volke Anhänger fand, trat Dietrich (März 1212) zu Frankfurt wieder auf seine Seite und verband sich ihm gegen Innocenz, Böhmen und Hermann von Thüringen beizustehen, worüber er Bürgen seiner Treue stellte. Hierauf half er Weissensee belagern. Erst als sich später Otto nach dem Unglück bei Bovines selbst aufgab, gab auch er ihn auf, um Friedrichs glänzenderen Sternen zu folgen [1]).

Man wirft dem Markgraf Dietrich vor, er sei zu nachgiebig gegen die Geistlichkeit gewesen; desungeachtet hatte er auch mit ihr schlimme Händel, besonders mit Abt Siegfried von Pegau, den er wegen der Vogtei dieses Klosters, die ihm Philipp gegen des Abtes Willen zugesprochen, gefangen nehmen und vertreiben ließ. Auch begabte er das Dorf bei Groitsch mit Markt, Zoll und Münze und verbot allen Handel nach Pegau, doch gab der Papst dem klagenden Abte Recht, und der Markgraf musste seinem Gegner den Versöhnungskuß geben, um dem Banne zu entgehen. So war er auch mit dem magdeburger Kirchenfürsten in Fehde gerathen, in dessen Kirchengut er eingegriffen, worauf dieser den meissner und merseburger Sprengel mit dem Interdict belegte.

Noch bedenklicher fast wurde der Streit, in welchen Markgraf Dietrich mit Leipzigs Bürgern gerieth. Ihnen hatte Otto der Reiche (zwischen 1162—1170) große Privilegien nach hallischem oder magdeburger Recht und ein eigenes Weichbild gegeben, eigene Gerichtsbarkeit in ihren Mauern, Freiheit von allen Beden, ausser wenn er nach Italien zum

1) Dieser auch in rechtskundlicher Hinsicht merkwürdige Vertrag vom 20. März 1212. (Schultes II, 472) zeigt uns einen großen Theil des meissnischen Vasallen- und Ministerialen-Staates. Für den Fall des Treuebruches sollen sich die markgräflichen Vasallen zum Einlager nach Braunschweig stellen und der Kaiser 13 Söhne derselben als Geiseln erhalten, mit denen er bis zum Vergiseltstande (bis auf Leben und Tod) schalten könne.

Kaiser ziehen müsse. Doch hatte Leipzig noch einen markgräflichen Vogt (Decan), der den Blutbann, und einen Schultheiß, der die Civilgerichtsbarkeit verwaltete, und endlich einen Villicus mit der Gerichtsbarkeit (wahrscheinlich das judicium super fossatam apud Lipzk) über die Provinzialen oder das platte Land. Ottos Mauern hatten der Stadt großen Zulauf, Handel und Gewerbe, Wohlhabenheit und Muth verschafft. Da nun Dietrich in Leipzig ein geistliches Stiftungshaus für regulirte Chorherren Augustinerordens dem heiligen Thomas zu Ehren (gewöhnlich Thomaskloster genannt) erbauen und sogar ein Nonnenkloster in dessen Nähe zu gemeinschaftlichem Gottesdienst mit jenem versetzen ließ, fürchteten die Bürger das Umsichgreifen geistlicher Gerichtsbarkeiten und Besitzungen (zumal da dem heiligen Thomas sehr bedeutende Dörfer und Grundstücke zugewiesen waren und ihnen Otto doch unbeschränktes Benutzungsrecht ihrer Besitzungen verstattet hatte) und setzten sich dem Bau entgegen, vertrieben den Propst Hermann und erzwangen die Zurückverlegung der Nonnen aus so anstößiger Nähe. Ein Theil des osterländischen Adels unterstützte die Bürger dabei und sendete sogar mit Vorwissen derselben Meuchelmörder zum Markgrafen nach Eisenberg, die aber ihren Zweck verfehlten, doch wurde die Nachricht von seinem Tode absichtlich verbreitet. Es kam 1214 u. 1214
1215 zu einer verwüstenden Fehde, fast unter den Augen des 1215
jungen Königs Friedrichs, und Dietrich musste endlich (15. Julius 1216) einen merkwürdigen Vertrag eingehen, in wel- 1216
chem er Ottos Handveste bestätigt, keine Festungswerke und Zwinger (Vorbuwen) anzulegen, bloß seinem Vogt, Schultheiß und Villicus die Gerichtsbarkeit zu verstatten und der Stadt völlige Amnestie (Orvede) mit wechselseitiger Rückgabe des Weggenommenen verspricht. Diesen Vertrag versprach Dietrich vor seinen Landesversammlungen zu Kulmen und Sköhlen, auch sogar vor den versammelten Reichsständen zu bekräftigen und zur Sicherheit nebst Eid und Wort 50 Bürgen zu geben.

Indeß hatte Dietrich nur aus Ohnmacht nachgegeben, den Triumph konnte er dem aufrührerischen Adel so wenig als den Bürgern lassen. Mit Hülfe König Friedrichs II., der 1217 oder 1218 mit dem Markgraf und wenigen Begleitern 1217

in die Stadt gelassen worden war, und seiner Leute, die sich einzeln eingeschlichen, auch aus der Sturmglocke den Klöppel ausgehängt hatten, gelang es ihm, doch ohne Mord und Raub, die Bürger zu überwältigen. Die Stadt verlor einen Theil ihrer Freiheiten wieder, ihre Mauern, Wälle und Graben, und bekam dafür drei feste Schlösser, mit markgräflicher Besatzung, von denen die Pleissenburg noch an der Stelle des einen steht. Der misvergnügte Adel scheint sich näher an Albrecht, den magdeburger Erzbischof, angeschlossen zu haben, welcher bald darauf zu Tuch (Taucha bei Leipzig) ein festes Schloß erbauete, nachdem der Markgraf einige Jahre früher seine Stadt Aken an der Elbe belagert hatte[1]). Jetzt kam der heilige Thomas auch zu seinem Kloster.

Diese Fehde beendete erst des Markgrafen Tod 17. Febr. 1221 1221[2]). Nach spätern Quellen bestachen seine Gegner seinen Arzt mit 100 Gulden (?). Zu Alten-Celle wurde er begraben. Sichtbar befand sich damals die markgräfliche Gewalt dem Adel und dem Bürgerstand gegenüber in einer bedenkli-

1) Die leipziger Handveste Ottos in Vogels unvollendetem Chronikon von Leipzig S. 61. und Schultes dir. dipl. II, 166. Der Vertrag Dietrichs von 1216. (eigentlich Albrechts von Magdeburg Vermittlungsurkunde) in Vogels Annalen von Leipzig S. 22. Merkwürdig ist, daß im Eingange wörtlich dieselben Pönitenzformeln vorkommen, wie in der oben angeführten konradinischen Urkunde von 1156. Über das Thomaskloster Prof. Rosts Schrift 1817: Was hat die leipziger Thomasschule für die Reformation gethan? und die leipz. Literaturzeitung vom 15. Novbr. 1817. S. 251. Chr. terrae Misn. bei Mencken II, 323. nennt sie auch canonici regulares. Die Bestätigung dieser Stiftung durch K. Friedrich II. halte ich für unecht, weil nicht zu glauben ist, daß binnen wenig Monaten nach Ottos Bestätigung dieselben Fürsten alle als Zeugen die Partei gewechselt haben sollten, und Pfalzgraf Heinrich, Ottos Bruder, damals in England war. Origg. Guelf. III, 216. Aus andern Gründen ist auch Schultes, der die Urkunde unter 1218 ansetzt, meiner Meinung, wohl auch der höchst brauchbare Versuch einer Geschichte Leipzigs vom Vicedirector Joh. Chn. Dolz, Leipzig 1818. S. 78—83.

2) Daß dies der wahre Todestag war und nicht der 19. März 1221 (Wachter II, 282. der die leipziger Angelegenheit fast übergeht), hat Horn im Henricus illustr. p. 31. und nach ihm Schultes II, 557. erwiesen.

chen Krisis, welche ohne Konrads feste frühere Grundlegung und des Kaisers Hülfe einen ganz andern Ausgang hätte nehmen können. Gedrängt sein ganzes Leben hindurch vom Bruder, von Gegenkaisern, von bösen Nachbarn, von Papst und Geistlichkeit und endlich von einem Theil des Adels und der Bürger, sogar im Bann und Interdict, heißt er mit Recht Dietrich der Bedrängte.

Mit seiner Jutta, die sich gegen den Willen ihres Bruders Ludwigs von Thüringen 1223 mit Graf Poppo XIII. von Henneberg vermählte, hatte Dietrich wahrscheinlich nur drei ihn überlebende Söhne erzeugt, von denen Dietrich Bischof von Naumburg, Heinrich Dompropst zu Meissen wurde, der jüngste, der dreijährige Heinrich aber, geb. 1218, die Marken erhielt. Die Vormundschaft und Regentschaft hatte Dietrich seinem Schwager Ludwig übertragen. Die Landschaft huldigte ihm nicht allein als solchem, sondern Ludwig erhielt sogar 1226, und nach seinem Tode 1227 sein Sohn Her- 1226. 27
mann, vom Kaiser die Eventualbelehnung mit den Ländern selbst, da diese ganze Linie nur auf einem schwachen Kinde ruhte. Aber auch Jutta maßte sich, wie von der Erziehung des Kindes kaum auszuscheiden war, einen Theil der Vormundschaft an, und der merseburger Bischof bedrohte mit Interdict und Bann, wer ihn in dem, was merseburgisch Lehen sei, Leipzig, Grimma, Borna, Groitsch, nicht als Vormund anerkenne. Auch mancher meißnische Vasall, wie die Tage der Fürstenminderjährigkeit goldne Tage für den Adel zu werden pflegten, wollte mit vormundschaften. Nach Ludwigs Tode in Otranto wird auch Albrecht I., der Herzog von Sachsen, als Vormund von Einigen genannt. Zwischen Ludwig und Jutta kam es besonders über das mit ihrer zweiten Ehe verlorne schöne Witthum zu einer förmlichen Fehde, sodaß Jutta mit ihrem Sohne das Land verließ und sich zu Leopold dem Glorreichen, dem Markgrafen Österreichs, aus dem ehemals auch in Thüringen mächtigen babenberger Hause, nach Wien begab und ihm ihr Witthum für 12,000 Mark Silbers überließ. Die Zeitbestimmungen dieser Ereignisse sind noch dunkel; im Julius 1225 zeichnet Heinrich eine Urkunde auf dem hennebergischen Schlosse Straut zu Gunsten des Stif-

tes Alten-Celle, wo sein Stiefvater Poppo selbst vor den geistlichen Zeugen steht, aber 1223 keines Vormundes gedacht
1228 wird, und im Jahre 1228 zu Grimma eine Schenkung an das Kloster Buch, in Gegenwart der als Zeugen angeführten Fürsten Leopold von Österreich und Heinrich von Andechs, Ottos von Meranie Bruder. Einer Vormundschaft des Österreichers ebensowenig als des Sachsen Albrecht wird gedacht [1]).

Wann Heinrich die Regierung selbst übernommen, ist un-
1234 bekannt. Da er sich jedoch 1234 mit Constantia von Österreich, Leopolds Tochter und Friedrichs des Streitbaren Schwester, vermählt, so mag in jener Zeit die Selbstregierung angefangen haben. Prächtig genug wurde diese Hochzeit auf dem Felde von Stadlau bei Wien gefeiert, aber eine Störung eigner Art unterbrach der Brautnacht Freuden. Der leidenschaftliche Herzog Friedrich drang in das Gemach des jungen Ehepaars und belästigte es so lange, bis es auf Aussteuer und Brautschmuck verzichtete [2]).

In jenen Tagen (1229) war ein großer Theil des 1191 vor Ptolemais gestifteten deutschen Herrenordens der Jungfrau Maria dem polnischen Herzog Konrad von der Masau (Masovien) gegen die heidnischen Preussen zu Hülfe gezogen. Diesem Ritterorden, „der sich täglich für den Herrn als ein unbesiegliches Schild dem Feind entgegenwirft", hatte Heinrich schon 1223 zwei Dörfer bei Domitz mit dem Burgkormzins und
1237 weltlicher Gerichtsbarkeit verehrt, und jetzt zog er ihm (1237) mit 500 Vasallen zu, zeichnete sich im Kampfe mit den Heiden

1) Die erste Urkunde Schultes dir. dipl. II, 599, die 2te ibid. 638. Sein Citat Schöttgen u. Kreyssig dipl. III, 277. muß II, 177. heissen.

2) Peter de Vineis, der Zeitgenosse, hat Kaiser Friedrichs II. Brief an den König von Böhmen, Epp. III, 5. ed. Basil. 1566. p. 404. Die Festlichkeiten, bei denen die Könige von Böhmen und Ungern und viele deutsche Fürsten waren, schildert von Neueren sehr schön Jos. v. Hormayr in seiner trefflichen Gesch. u. Denkwürdigkeiten von Wien. 1823. II. Bd. 3tes Heft. S. 136. Des nächtlichen Überfalls gedenkt der edle Freiherr nicht. Ritter meissn. Geschichte S. 309. verwechselt Heinrich d. Erlauchten mit Heinrich v. Mattin, Konrads d. Großen Sohn.

nämlich aus, rüstete sogar zwei Schiffe, den Pilgrim und den Friedland, gegen ihre ostseeischen Räubereien und ließ an der Meeresküste zwei Schlösser, Elbingen und Balga, bauen.

Was er hier an Ruhm gewann, verlor er bald darauf an Landbesitz: denn die brandenburger Markgrafen Otto und Johann sprachen die Städte Köpenick und Mittelwalde an, die mit der Lausitz an die meissner Fürsten gekommen waren. Ein Austrägalgericht Wilbrands, des magdeburger Erzbischofs, nach vernünftigem Fürstenbrauch der Zeit, entschied für Heinrich; aber eine Schlacht bei Mittelwalde gegen ihn. Die Brandenburger erscheinen später im Besitz der Orte. Eine größere Gefahr, die von den Mongolen 1241 drohte, erreichte glücklicherweise die Lausitz gar nicht. Der merseburger Fürstentag, wo ein Kreuzzug gegen die Mongolen berathen wurde, brauchte nicht zu rüsten, da jene mit sieben Säcken abgeschnittener linker Ohren und unsäglicher Beute selbst umkehrten. Im nächsten Jahre turnirte man schon wieder lustig in dem meissner Schlosse.

Jener Verlust wurde aber durch die vorläufig unterpfändliche Einräumung des sogenannten Pleissnerlandes reichlich ersetzt (vor 1246). Dies unmittelbare Reichsgebiet unter unmittelbaren kaiserlichen Vögten (judices provinciales terrae Plisnensis, eine Art Landgrafen) war eine unbequeme Nachbarschaft, wenn der Markgraf mit dem Kaiser im Streite lag. Auch strebten dort viele edle Herren, die Burggrafen von Altenburg, Leißnig, Colditz, der Reichsvogt Günther von Crimmitschau und Andere nach Unabhängigkeit. Darum gab der große Hohenstaufe Friedrich, den nicht bloß seine geistlichen und weltlichen Feinde, sondern auch die Geldnoth schwer bedrängte, seiner Tochter Margarethe bei ihrer verhängnißvollen Verlobung mit Heinrichs älterem Sohne Albrecht, statt der versprochenen Mitgift von 10,000 Mark, dies Land, bis ihm die Unterthanen das Geld selbst würden aufbringen helfen. Doch geschah die Einlösung erst 1291 von Friedrichs Pathen, Rudolf von Habsburg, der den Werth des Landes wohl erkannte, hatte aber nur bis 1311 Bestand. So mussten jene Herren, nachdem sie zumal auch durch die meissnische Erwerbung Thüringens umklammert wurden, wie dies auch die Burg-

grafen von Kirchberg traf, ihre Hoheitsplane aufgeben. Auch daß ein Wettiner Bischof von Naumburg war, trug dazu bei [1]).

Spurloser ging eine andere Aussicht zur Erwerbung eines Reichslandes vorüber. Auf dem Schlachtfeld an der Leitha endete 1246 der babenberger Stamm in Österreich, und Friedrich II. gedachte dieses Land als ein eröffnet Lehen einzuziehen, während Innocenz IV. Alles aufbot dies zu verhindern, und sich auch wirklich andere Bewerber dazu leicht finden liessen. Ein Theil der Stände Österreichs beschloß sich nach Meissen um einen Erbfolger zu wenden, wo, wenn auch Constantia selbst nicht mehr am Leben war († 1243), doch ihr Gemahl und ihre Söhne lebten, und deren einen zu erbitten. Bekanntlich aber redete ihnen bei ihrer Durchreise durch Böhmen König Wenzel seinen Sohn Ottokar auf, und Heinrich der Erlauchte hatte weder Macht noch Zeit, seine Erbansprüche durchzufechten, die er vielleicht auch auf Österreich als ein Mannlehen kaum für begründet halten mochte.

1242 Heinrich hatte am letzten Junius 1242 vom Kaiser Friedrich, der ihn seinen Verwandten nennt, auf Betrieb sogar des damaligen Land- und Pfalzgraf Heinrich Raspe, die Eventualbelehnung mit Thüringen, der Pfalz Sachsen und allen kaiserlichen und Reichslehen erhalten, wenn Heinrich ohne männliche Erben (herede filio) sterben sollte. Am 17. Februar
1247 1247 war dies geschehen, und so glaubte Heinrich jetzt seine ganze Aufmerksamkeit von Österreich ab auf Thüringen wenden zu müssen, zumal da auch zu dieser Erbschaft (wie gewöhnlich) sich manche Mitbewerber fanden. Aber zwischen

1) Die Zeitbestimmung der Verpfändung und Verlobung habe ich nicht gefunden. Fr. v. Raumer Gesch. der Hohenst. IV, 641. nimmt die Verlobung 1238 an, wo Albrecht etwa drei Jahre, Margarethe aber nach seiner vorhergehenden Tabelle noch gar nicht geboren war. 1246 nennt sich Heinrich dominum terrae Plisnensis, 1243 noch nicht. Köler in den tabb. fam. Stayf. setzt die Hochzeit sehr passend, doch ohne Beweise 1270 an. Horn Henr. illustr. p. 181. die Verlobung 1254. Eine Kinderverlobung muß es übrigens gewesen sein, nach Sitte jener Zeit. A. v. Werfebe in den holl. Colon. II, 940 Anm. 95. nimmt 1249 als Jahr der Verlobung an. Altenburg, Chemnitz, Zwickau, Crimmitschau, Schmölln, Frohburg, Leißnig sollen damit erworben worden sein.

Anfall und Erwerbung lag noch manches Jahr und manche Leiche).

Zweites Hauptstück.

Geschichte der Landgrafschaft Thüringen bis zu ihrem Anfalle an das Haus Wettin 1130—1247.

1. Thüringens wachsende Macht und Blüthe unter den vier ersten Landgrafen 1130—1216.

Wie Thüringen aus einem zersplitterten, fast herrscherlosen Zustande zur Einheit eines namhaften und bedeutenden Reichsfürstenthums gelangte, offenbarten sich bald die segensreichen Folgen für die innere Anordnung, Festigkeit, Politik, das Gedeihen der Städte und vielfacher Betriebsamkeit, selbst für den ganzen Frieden der Provinz, soviel eben in jener Zeit gewaltiger Entwickelungen und Gestaltungen im äussern und innern Leben der Deutschen Friede bedeuten konnte. Es ist bereits gezeigt, wie Ludwig der Dritte von dem härtigen Stammvater an gerechnet, zu seinem großen Besitzthume im Lande nun auch die sogenannte Landgrafschaft der Winzenburger an der Leine vom Kaiser Lothar (1130) erhielt und nun 1130
den neuen Amtstitel auch auf Thüringen ausdehnte; und wie er ausser den Gütern am Rhein noch die große Herrschaft Hessen theils durch die gisonische Hedwig, theils nachher als Erbe seines kinderlos durch Mord gefallenen Bruders Heinrich Raspe gewann. Durch Letztern fiel ihm auch die gosecker Vogtei anheim; die von Breitungen, Breitenau, Hersfeld, Wetter, Spießkappel, Reinhardsbrunn besaß er schon. Seine glänzende Belehnung mit den Fahnen [2]) hat die Aufmerk-

1) Die österreichische Erbfolgesache gehört im Einzelnen nicht hierher. Daß übrigens mitten in der Regierung Heinrichs abgebrochen wird, rechtfertigt sich dadurch, daß ich eine Geschichte des Landes und nicht bloß der Fürsten gebe. Für's Land macht jener Anfall Epoche.

2) „cum vexillorum festiva exhibitione, mit Befelunge der Banyr". Ob gerade 12, um 12 Grafschaften herauszubringen? Ludwig erscheint

samkeit der Schriftsteller so angezogen, daß sie von seiner zehnjährigen Landesverwaltung nur wenig mehr berichten.

Der so vereinigten Macht des Landgrafen mochte der übrige Landesadel sich kaum gewachsen fühlen, gewiß aber über dies neue Abhängigkeitsverhältniß sehr wenig zufrieden gewesen sein. Darum hielt sich Ludwig am liebsten und sichersten bei seinem kaiserlichen Vetter auf, und trat nach dessen Tode auch sogleich zur hohenstaufischen Partei und erscheint in Konrads Heerlager zu Hersfeld, als es dem unrechtmäßig geächteten Heinrich von Sachsen und Baiern galt. Er starb
1140 am 12. Januar 1140 und wurde in Reinhardsbrunn begraben, wo ihm 8 Jahre später Frau Hedwig beigesellt wurde.

Auf einem Reichstage zu Worms wurde Ludwig II., sein älterer Sohn (noch im Knabenalter), mit der Landgrafschaft belehnt; Heinrich Raspe II. (Raspenberg mag von dem ersten Raspe, „dem tapfern," seinen Namen, dann die übrigen Heinriche des Hauses von diesem Gute wieder den Beinamen entlehnt haben) bekam wahrscheinlich erst nach der Mutter Tod die Herrschaft Hessen, mit welchem die hohe Grafschaft oder das Landgericht zu Maden, von welchem selbst die ziegenhayner Grafen Recht genommen, verbunden war; er soll Cassel erweitert und das Kloster Ahnaburg vollendet haben. Ein dritter Bruder, Ludwig, bekam einige thüringische Allodien und baute Thomasbrück. Die Schwester Jutta wurde Wladislaws von Böhmen Gemahlin.

Der Anfang seiner Regierung versprach wenig. Er trieb sich am Kaiserhofe oder auf seinen Jagden herum und ließ seine Vasallen, Vögte und Beamten, nach ihrer Weise schalten. Endlich soll er auf der Jagd von einem Schmidt zu Ruhla gewarnt und plötzlich zum gestrengen Herrn geworden sein; er soll sogar, wie freilich nur Spätere im 15ten Jahrhundert erzählen, um den stolzen Vasallen das Bauernquälen zu vertreiben, eine Anzahl derselben an den Pflug gespannt

häufiger fast als sein Nachfolger in Urkunden; einmal kommt neben ihm als Zeuge auch sein Dispensator, Schatzmeister Siegfried vor. Schultes dir. dipl. I, 332. übers. einmal comes regionarius (bekanntlich Landgraf) durch königl. Graf. Die Quellen sind bei Schumacher Nachrichten 3. Sammlung verzeichnet.

und mit der Peitsche in der Hand ein Feld bei Freiburg (den Adelsacker) mit ihnen umgepflügt haben. Da that es freilich Noth stets im Harnisch zu gehen und lieber der eiserne als der ermordete Landgraf zu sein.

Sehr folgenreich und consequent war seine Vermählung (1150) mit Friedrichs des Einäugigen von Schwaben Toch- 1150
ter Jutta (Claritia, Clementia ist falsch, höchstens Übersetzung), wodurch er Schwager des folgenden Königs Friedrichs I. Barbarossa wurde. Daher seine vielen Züge mit dem Kaiser: so 1157 und 1170 nach Polen, welches umsonst nach Unabhän- 1157. 70
gigkeit strebte; dann 1158 mit nach Italien, wo er sich mit 1158
Erzbischof Reinold von Cöln überwarf und mismuthig umkehrte und bald darauf mit andern Fürsten das cölner Gebiet anfiel, aber vor dem starken Heer der Bürger (120,000!) wich. Auch an einer eben so fruchtlosen Verbindung gegen Heinrich den Löwen 1166 und 1168 nahm er Antheil, mit drei Erzbischöfen, dem brandenburger und meissner Landgraf, und half Neuhaldensleben und Meindorf belagern und erobern, erlitt aber auch dafür im eigenen Lande schwere Verwüstung durch den welfischen Löwen, der sein ehernes Sinnbild zu Braunschweig mit gähnendem Rachen aufgestellt hatte. Endlich stellt Kaiser Friedrich selbst den Frieden her. Zu Frankfurt, Bamberg, Wirzburg, wo damals Bischof Herold den Titel eines Herzogs von Franken und herzogliche Gewalt für seinen Sprengel erhielt.

Als im Jahre 1160 die Mainzer ihren Erzbischof Arnold 1160
todtgeschlagen hatten, wurden sie auf der Fürstenversammlung zu Erfurt in den Bann gethan und ihnen gegen den von den Bürgern gewählten Rudolf von Zähringen des Kaisers Vetter Propst Christian von Merseburg (ob aus dem buchischen oder beichlinger Grafenhause?) gegeben (1163), der aber da- 1163
mals noch dem Konrad von Wittelsbach weichen musste. Als sich dieser aber auf Alexanders III. Seite neigte, wurde er abgesetzt, die eben aufgebaute Mauer Erfurts niedergerissen und mancher andere mainzische Ort in Thüringen zerstört. Jetzt gelangte Christian, bereits kaiserlicher Kanzler, ein Mann von eben so großer Gelehrsamkeit als tapfrer Faust (er sprach mehrere todte und lebende Sprachen und erschlug in mancher

Schlacht sein Dutzend Feinde mit dem Streitkolben) abermals zum mainzer Stuhl.

Hätte das Kirchenschisma doch bloß auf Erfurts Mauern gewirkt! Der leidenschaftliche Friedrich hasste noch im Alexander den stolzen Cardinal Roland und zwang die deutschen
1165 Fürsten 1165 zu Worms diesem Papst abzuschwören. Das hat wohl Mancher gegen die bessere Überzeugung gethan. Daß er aus Freundschaft für Christian dessen Zehnt und Zins in
1170 Thüringen wieder gangbar machte, 1170 durch Tausch mit Fulda das volle Eigenthum von Kreuzburg erhielt; daß seine Gemahlin den Hügel bei Weissensee trotz des beichlingischen Widerspruchs und des Gemahles offenen Befehls (der geheime lautete ganz anders) befestigte und so den Grund zu Weissensee legte und die Beichlinger mit Geld befriedigt wurden; daß Ludwig, sein ältester Sohn, zu Erfurt 1170 vom Kaiser zum Ritter geschlagen wurde, während ein anderer, Friedrich, Propst zu St. Stephan zu Mainz, dem Vater eine Stiftsstelle in der Brüderschaft verlieh (die hohe Geistlichkeit zum Freund zu haben, war auch eine Macht); daß er zwei seiner Söhne mit noch vorhandenem Empfehlungsbrief zu Ludwig VII. nach Frankreich schickte, um in Paris alle Wissenschaft zu lernen, in Tagen wo man am thüringer Hofe darauf größern Werth als anderswo zu legen anfing, ist Alles von den spätern Chronisten für nicht so wichtig geachtet worden, als die eiserne Mauer, mit der er (in den Personen seiner Vasallen und Bannerherren) sein Schloß Neuenburg umgeben haben soll, als er auf der Rückkehr von Polen 1170 seinen kaiserlichen Herrn und Schwager dort bewirthete und dieser bemerkte, daß dem Ort eine tüchtigere Mauer fehle. Selbst nach dem Tode noch, erzählen jene weiter, war er seinen Vasallen furchtbar, indem sie ihn 10 Meilen weit nach Reinhardsbrunn zu Grabe tragen mussten. Wir verwerfen es nicht gern als ungereimt, weil die historische Sage darum noch nicht Mährchen ist, wohl aber ein schönes unverkümmerliches Eigenthum des Volkes. Wer, was sich Jahrhunderte im Mund des Volks herumgetragen, was Abglanz und Nachhall einer frühern Denkungsweise gewesen, nicht verdauen mag, soll's ungenossen lassen. Der Adelsacker, die eherne Mauer, der

Leichenzug haben in sich selbst nichts Widersprechendes. Man wird davon das Fegefeuer im Hörselberg und den Ritt des Mönches in die Hölle auf des Teufels Rücken, um den Landgraf im Schwefelpfuhl zu sehen, als Mährchen wohl auszuscheiden wissen [1]). — Am 14. Octbr. 1172 starb Ludwig der Eiserne. 1172

Einer der ritterlichsten Fürsten damaliger Zeit an Körper und Geist war sein Sohn und Nachfolger Ludwig III. (1172—1190): leutselig gegen seine Untergebenen, mild gegen die Armen, freigebig, doch nie unterwürfig gegen die Geistlichen; streng gegen Verbrecher und Friedensstörer, fromm als Schützer und Mehrer seiner Kirchen und als Kreuzfahrer tapfer und kriegskundig, wie er es im gelobten Lande bewiesen, hieß er bald der Milde bald der Fromme. Von seinen Brüdern war Friedrich anfangs Geistlicher, Hermann später Pfalzgraf, und Heinrich Raspe III., Graf in Niederhessen, hersfeldscher Schirmvogt und Verwalter der Hausgüter am Rhein. Von den Schwestern war eine an Bernhard, den ersten askanischen Sachsenherzog, vermählt.

Aber auch diesen milden Fürsten mußte auf solcher Höhe und bei seiner nahen Verschwägerung mit den Hohenstaufen, bei seiner Nachbarschaft mit den unruhigen, in Orlamünde, Weimar, Werben nah benachbarten Askaniern und den allzumächtigen Welfen, der Sturm einer gewaltigen Zeit berühren. Auch im Innern der Landgrafschaft gab's noch manche Unbill gut und manchen Stolz demüthig zu machen. Als ein Frankenritter dem reinhardsbrunner Kloster Wein genommen,

1) Über die Verhältnisse mit Heinrich dem Löwen verweise ich auf die in meinem biographischen Versuch: Heinrich der Löwe, Hannover 1819. S. 242—259, angeführten Quellen. Den weiter unten gedachten Brief des Landgrafen an Ludwig von Frankreich s. b. Freher scrr. rer. Germ. ed. Struv. I, 426. „filios hos enim meos omnes literas discere proposui, ut qui majoris ingenii nec non majoris inter eos notaretur discretionis in studio perseveraret. Auch möge ihm König Ludwig seine Verhältnisse mit dem Kaiser nicht entgelten lassen. Über die historische Sage denke ich wie Rommel Geschichte v. Hessen I, Anmerk. 207. Pet. v. Kobbe in seinem (sehr zweckmäßigen) Handbuche der deutschen Gesch. Leipz. 1824. S. 533, bemerkt etwas ganz Ähnliches wie Adelacker und Leichenzug in der braunschweigischen Geschichte.

zerstörte Ludwig des Ritters Schloß, und barfuß, im Leinenkittel, das nackte Schwerdt um den Hals, konnte dieser sein Leben kaum vom Landgrafen erflehen (dasselbe wird auch von Ludwig IV. erzählt). Die stolzen Erfurter, aufgehetzt von zwei Grafen Heinrich und Erwin (wohl ein Schwarzburger
1175 und Gleichner), empörten sich 1175 gegen ihn und seine Landeshoheit und verwüsteten seine Güter in der Nachbarschaft. Dafür zerstörte Ludwig drei schwarzburgische Schlösser und brach der Bürger Übermuth. Der Streitigkeiten mit Otto dem Reichen über dessen Ankäufe in Thüringen ist schon gedacht. Mit dem mainzer Erzbischof Konrad von Wittelsbach schien er Feindschaft vom Vater her geerbt zu haben. Heinrich (VI.), der römische König, wollte (25. Jul. 1185)[1] zu Erfurt in der Dompropstei zu S. Maria diesen Streit im Beisein vieler Fürsten schlichten; plötzlich aber brach der morsche Boden unter so vieler Herren Last in eine darunter befindliche Kloake zusammen, in welche auch der Landgraf fiel, doch glücklicher als der schwarzburger, kirchberger, ziegenhayner Graf und Andere, die erstickten, unversehrt herausgezogen wurde. (Des ziegenhayner Gozmar III. Nichte hatte ein Jahr vorher Friedrich, der Propst von Stephan, welcher weltlich geworden, sich vermählt und mit ihr Wildungen, Keseberg, Treysse u. a. bekommen, davon er auch Graf von Ziegenhayn genannt wurde.) Nachdem jenes Schiedsgericht so schauderhaft zerfallen, wurde zwischen Ludwig und dem Mainzer der Kampf meist auf hessischem Boden fortgesetzt und endlich siegreich vom Landgrafen beendet[2].

In auswärtige Fehden verflocht den Fürsten seine hohenstaufische Politik und Verwandtschaft. So wollte Kaiser Friedrich den Söhnen des 1170 gestorbenen Markgraf Albrecht des Bären die Grafschaft Plötzke entziehen, und Ludwig mußte,

1) Dr. H. A. Erhard (schätzbare) Überlieferungen zur vaterländischen Gesch. Magd. 1825. 1. Heft. S. 140. setzt mit Beweis dies Jahr und Datum fest.

2) Weisses Zweifel (Gesch. der kursächs. Staaten I, 239.) in Beziehung der ziegenhaynischen Erwerbung löst Rommel Gesch. v. Hessen I, 268. u. XX. S. 219. völlig, eine Urkunde v. 1184 nennt ihn Fr. v. Ziegenhayn. Doch bestand die andere ziegenhaynische Linie noch fort.

als sie zu den Waffen griffen, des Kaisers Sache ausfechten, 1173—1175, wobei auch sein eignes Land verwüstet wurde, die Grafen von Orlamünde und Werben aber Weimar, Wer- 1173-75
ben u. a. Orte erobert und geplündert sehen mussten. End-
lich behielt Bernhard von Anhalt doch die Grafschaft Plötzke.
In diesem Streite sieht man Ludwig noch in gutem Vernehmen mit dem Sachsenherzog Heinrich, und diesen mit seinem Vetter, Kaiser Friedrich. Als aber Heinrichs Hartnäckigkeit (die wohl in Tieferem als bloßer Habsucht ihren Grund gehabt) das Unglück von Ligyano verschuldet haben sollte und den Mund der Feinde vor dem erzürnten Kaiser öffnete, als Heinrich die Ladungen vor die Fürstentage (wo freilich Richter und Beisitzer Ankläger und Feinde waren) versäumt und dadurch die Reichsacht 1179 sich zugezogen hatte, wurde der 1179
tapfere Otto von Wittelsbach mit Baiern, Bernhard von Anhalt aber mit dem sehr verkleinerten Herzogthume Sachsen belehnt, aber auch ein Kampf mit Heinrich dem Löwen unvermeidlich, der nur durch der Feinde Menge einen glücklichen Ausgang versprach. Auch Thüringen litt sehr durch diesen Krieg, und in einem Treffen bei Weissensee (14. Mai 1180) 1180
fiel, da die Thüringer feig flohen, Ludwig und sein Bruder Hermann mit 400 Mann in Heinrichs Hände, der sie nach Lüneburg und dann nach Segeberg im Holsteinischen brachte, aber nach Jahresfrist, um Fürsprecher an ihnen bei dem Kaiser zu haben, wieder entließ (1181).

Wie Kaiser Friedrich vor fünf Jahren zu seines Vetters und Vasallen Füßen um Hülfe in Italien flehte, lag im Novbr. 1181, 1181
auf dem großen Reichstage zu Erfurt, Heinrich zu des Kaisers Füßen um Lösung der Acht und Wiedereinsetzung. Die erstere erhielt er und Gewähr für sein Allode, wenn er drei Jahre Deutschland verlasse. Auf diesem Reichstage übertrug nach Wunsch des Kaisers der kinderlose Landgraf seinem Bruder Hermann die sächsische Pfalzgrafschaft, welche nicht als eine Beute vom bekämpften Welfen (der sie nie besessen), sondern als ein durch den Tod Pfalzgraf Albrechts II. (aus dem Hause Sommerschenburg) eröffnetes Reichslehen von Friedrich auf dem Gelnhauser Tage (6. April 1180) dem Landgraf verliehen worden war. So war wieder ein großes Reichslehen,

wichtiger freilich dem Titel als dem Landbesitze nach, dem Stamme der thüringer Landgrafen zugewendet worden. Wer konnte damals ahnen, daß man es damit auch den Wettinern eventuell erworben!

In seiner Eigenschaft als Lehensmann und Eigenholo des Abts von Fulda unterstützte Ludwig, auf dem großen
1184 Reichstage zu Mainz, 1184 die Ansprüche des Abtes Konrad auf den höhern Platz vor dem cölner Erzbischof, worüber es fast zum Bruch des Reichstages und zum Schwerdt gekommen wäre. Vor jener Zeit scheint sich der Landgraf auch von seiner ersten Gemahlin, Margaretha von Kleve (nicht von Österreich) getrennt und sich mit Frau Sophia, König Waldemars von Dänemark hinterlassener Wittwe, vermählt zu haben. Ihre Tochter hatte Kaiser Friedrich 1182 seinem Sohne Friedrich zur Frau gegeben. Als Friedrich diese aber wegen vorenthaltener Mitgift wieder zurückschickte, that Ludwig, der allzutreue Vasall, den gleichen Schimpf auch ihrer Mutter, seiner Gemahlin, an (1186). Seine Tochter Jutta vermählte er aber mit Markgraf Dietrich von Lausitz (auch von Landsberg oder gar Sommerschenburg genannt), und die erbte von ihm Hausgut am Rheine und in Westphalen.

Auf dem Reichstage zu Mainz hatte Ludwig sich mit dem Kreuz bezeichnet. Ein Weh- und Schreckens-Schrei ging durch Europa, als der große Salaheddin Ben Ejub Jerusalem wieder gewonnen hatte. Friedrich der Rothbart, Richard das Löwenherz von England und Philipp von Frankreich rüsteten. Ludwig vermeinte nach so viel weltlichem Streite auch für Gottes Sache noch einen guten Kampf kämpfen zu müssen. Er wählte den Seeweg von Brindisi über Cypern nach Tyrus, und langte so weit früher als die Könige (dem Kaiser hatte der Calycadnus, durch den er mit dem Pferde setzte, in Cilicien den Tod zu Seleucia zugezogen) vor Akkon oder Ptolemais an, mit großem Jubel vom König Veit von Lusignan empfangen. Er zeigte sich als des Ejubiten würdigsten Gegner, nebst dem berühmten Konrad, Markgraf von Montferrat, den Abulfeda nie ohne die Beisetzung: „Gott verfluche ihn!" genannt. Wie er diesen Markgraf mit Veit versöhnt, Ordnung im Frankenheer schafft, verderbliche Spaltun-

gen beilegt, mehrmals den Oberbefehl des Ganzen führt, ritterlich im großen oder im Einzelkampf sich auszeichnet, sodaß ihm Saladin selbst rührende Beweise seiner Achtung giebt, wie er der Stadt das Mühlwasser nimmt und einen der drei großen Streitthürme bauen lässt, die nur dem verstärkten griechischen Feuer nicht widerstehen können, wie er sich mehr an Frankreichs Beherrscher als an Englands streitlustigen König hält und endlich kränkelnd und verleumdet sich nach Cypern einschifft, ohne Ptolemais Fall erlebt zu haben, und dort am 16. oder 26. Octbr. 1190 stirbt, sodaß nur seine ausgekochten Gebeine 1190
nach Reinhardsbrunn gelangten, liest man in einer mit mancher Sage und manchem Irrthume durchwebten gereimten Erzählung aus dem Ende des dreizehnten Jahrhunderts [1]).

Den Land- und Pfalz-Graf Hermann I. (1190—1216), zweiten Sohn Ludwigs des Eisernen, zeichnete mehr seine Begünstigung der Künste und Wissenschaften aus, für welche ihm die schwäbische Jutta, seine Mutter, den Sinn geweckt und die pariser Schule geschärft haben mochte, sodaß den Ermüdeten oft noch die Bücher alter und neuerer Geschichten bis in die späte Nacht beschäftigten und mitten unter den Gräueln eines länderverwüstenden Krieges auf der Wartburg eine Gesellschaft herrlicher Minnesänger zu Scherz und Ernst um die

1) v. Raumer Hohenst. III, 10. lässt ihn (wohl irrig) vor Akkon sterben. v. Funk Gemälde aus dem Zeitalter der Kreuzzüge. 1821. III, 152. Wilken Gesch. der Kreuzzüge IV, 287, Beide auf Cypern. Hierher gehört nun die hinter Wilkens 4. Bd. (als Beilage S. 7—70.) epitomirte Erzählung in altdeutschen Reimen von des Landgraf Ludwig Kreuzzuge, in der wiener Bibliothek (Mspte. z. Kirchengeschichte No. 159.) in 8170 gereimten Versen. Hier werden, zum Theil gegen die Geschichte, als seine Begleiter, Pfalzgraf Hermann, Ludwigs Bruder, der gar nicht mitzog, Bischof Martin von Meissen, der später kam, die Grafen von Käfernburg, Schwarzburg, Henneberg, Wiehe, Heldrungen, die Burggrafen von Magdeburg, Dewin und Arnstein als Begleiter des Landgrafen genannt. Spashaft ist V. 3498, was der Dichter die Schwaben, als Ludwig sie zum Ausharren ermahnt, sagen lässt:

Ich wene (wähne) um einen Futersac
Er wolde einen ganzen tac
Sich slahen mit den Heiden;
Wir wolln indes abescheiden.

Wette gesungen haben soll[1]), als eine Politik, die wohl seinen Länderbesitz vermehrte, aber die Achtung vor ihm als Mensch und Fürst vermindern musste.

Glücklicherweise stand der ländersüchtige Kaiser Heinrich, der schon aus Apulien dazu herbeigeeilt war, von dem Plane ab, sich (wie nachher Meissens) Thüringens nach Ludwigs söhnelosem Tode zu bemächtigen. Hermanns Verbindung mit dem mächtigen Österreich (seine erste Gemahlin Sophia, Wittwe
1195 Graf Heinrichs von Wettin, war Leopolds VI. Tochter († 1195), und seine zweite, auch Sophia, die Ottos, des Herzogs von Baiern. Auch lauerte der alte Löwe noch in seiner Burg zu Braunschweig, und Italiens Angelegenheiten riefen dorthin zu wichtigerem Erwerbe. Es war nicht der einzige gescheiterte Plan Heinrichs, denn auch der größere, die Erblichkeit der Krone bei seinem Hause gegen Allodification der Reichslehen durchzusetzen, musste von ihm aufgegeben werden. Statt jener Gefahr vom Kaiser brachen aber Fehden zwischen Hermann und dem mainzer und fuldischen Kirchenfürsten aus, wahrscheinlich über Beider Güter in Thüringen, über welche Hermann sich landgräfliche Rechte anmaßen mochte. Auch der cölner Erzbischof nahm Theil. In Hessen, bei Grünberg, Marburg, Frankenberg, wurde gestritten, bis die Äbte von Fulda und Hersfeld beim melsunger Pfaffenberg zu Hermanns Vortheil vermittelten. Gleichzeitig hatte Hermann auch jene Händel mit dem meissner Albrecht, als Schwiegervater Dietrichs des Bedrängten durch seine 12jährige Tochter Jutta, die ihrem Sohne Heinrich dem Erlauchten die später so wichtigen Ansprüche auf Thüringen vererbte. Albrechts Tod oder der gelnhauser Reichstag und der daselbst beschlossene Kreuz-
1197 zug endete den meissner Krieg. Im Mai 1197 zog Hermann in's gelobte Land; viele Fürsten desgleichen. Aber ausser der Eroberung von Berytus und der Belagerung von Tetuni

1) Über den sogenannten Wartburgkrieg, ein poetisches Turnier, weiter unten. Die Quellen über diesen Landgraf in Schumachers Nachrichten 6. Sammlung. Rommel Gesch. v. Hessen I, 271 ff., wegen der hessischen Angelegenheiten. Die verhältnißmäßig nicht wenigen Urkunden bei Schultes II. Daß der junge Hermann nicht geistesschwach gewesen, s. Schultes II, 503.

(Torolts, Toron?) wurde Nichts vorgenommen, weil Kaiser Heinrichs Tod, 28. Septbr. 1197, schleunige Heimkehr räthlich machte. 1197

Die nun beginnende Zeit der Doppelherrschaft Philipps und Ottos brachte wie über Deutschland so auch über Thüringen eine schwere Zeit. Beide Fürsten buhlten auch um des mächtigen Hermanns Gunst, und dieser sagte sich stets dem Mehrbietenden zu. Viermal veränderte er seine politische Farbe; denn zuallererst war er für den verwandten Hohenstaufen, dann schwur er nach wenigen Tagen dem Welfen, der ihm ausser einer Summe Geldes auch Nordhausen und Saalfeld zu Lehen gab, die er jedoch sich erst erobern musste. Saalfeld wurde dabei geplündert und verbrannt und die Einwohner in Fesseln fortgeschleppt. Als aber Philipp (1199) gegen Thüringen zog, auch Otto nicht alles Versprochene hielt, trat Hermann im Beisein König Ottokars von Böhmen zu Fulda wieder auf Philipps Seite über (August 1199). Zu Ottos Schenkung fügte nämlich Philipp noch Mühlhausen, Ranis und ein Stück des ehemaligen Orlagau hinzu (jedoch mit Vorbehalt der Wiedereinlösung). Als aber Innocenz III. durch den mainzer Konrad über diesen Wechsel Vorstellungen machte, besonders Ottokar der Böhme (wegen der verstoßenen Meissnerin Adela) auch Philipp verließ und zu Merseburg vom päpstlichen Legaten die Krone empfing, trat auch Hermann wieder zu Otto über. Dafür brach Philipp (1203) mit einem Heer in Thüringen ein, und wenn dem Lande auch die Böhmen zu Hülfe kamen, so waren diese fast schlimmer als die Feinde selbst. Selbst Nonnen wurden an Pferden herumgeschleift und geschändet. Aber auch Ottos eigner Bruder Heinrich zog damals dem Landgrafen zu, sodaß Philipp sich nach Erfurt werfen musste. Bald aber entkam er von da nach Sachsen und führte 1204 ein neues Heer nach Thüringen, machte einige mächtige Vasallen, die Hohenstein, Heldrungen, Käfernburger, Vockstädter dem Landgraf untreu und belagerte Weissensee. Die abermals für Hermann gekommenen Böhmen rissen gar mit ihrem Raube aus. So musste Hermann zu Ichtershausen sich Philipp unterwerfen und Geiseln stellen. Gern hätte Innocenz den Landgraf zu neuem Treubruch ver- 1199 1203 1204

leitet, und wahrscheinlich wäre dieser endlich auch erfolgt, wenn
1208 Philipp nicht 1208 (21. Jun.) das bekannte Ende auf der Altenburg gefunden hätte. Nun war freilich nur Otto anzuerkennen. Als aber Innocenz selbst seinen Mündel Friedrich von Sicilien den deutschen Fürsten anempfahl, war Hermann wieder der Ersten einer, der auf den Conventen von Bamberg und Nürnberg für Friedrich stimmte und Otto verließ, dem Erzbischof von Mainz an seinem Hofe Schutz und Zuflucht gewährte gegen Otto, und später selbst (1213) dem neuen Könige nach Mainz entgegeneilte. Doch hatte Otto den Kampf
1212 nicht aufgegeben; sein Truchseß Gunzelin überrumpelte 1212 Nordhausen und Mühlhausen, fand Anhang bei einigen Vasallen Ludwigs, und selbst Rotenburg bei Kelbra, Salzungen und Weissensee (doch ohne das Schloß) fielen in Ottos Hände. Freilich musste dieser, nach Beatrix Tode von vielen seiner Anhänger verlassen, die Belagerung und den ganzen Kampf in Thüringen aufgeben, um dem Gegenkönig selbst sein Schwerdt zu zeigen. Die spätern Unternehmungen berühren Thüringen nicht.

Für seinen 11jährigen Sohn Ludwig (ein älterer, Hermann, mag, wenn auch nicht an Geistes- doch an Körper-Kräften zu schwach zur Succession gewesen sein) ließ sich der Landgraf 1211 durch feierliche Gesandtschaft an den König Andreas von Ungern dessen vierjährige Tochter Elisabeth erbitten und sie auf der Wartburg erziehen. Dann stiftete er 1214 das schöne cistercienser Nonnenkloster zu S. Katharina in Eisenach, wo er sich auch begraben ließ, und vergrößerte diese Stadt durch mehrere Gassen (Judengasse) und besonders dadurch, daß er die drei Jahrmärkte vor die Thore verlegte und so den Bau von Vorstädten veranlasste. Sonst besuchte er noch den hohenstaufischen Friedrich zu Gelnhausen, wahrte seine Besitzungen in Hessen und an der Lahn gegen die nassauer und solmser Grafen, wie Thüringen gegen Hermann von Orlamünde, begabte noch manches Stift und starb zu
1216 Ende 1216 (nicht 1215) zu Gotha, vielleicht ein Opfer seines Wankelmuthes. Ausser Hermann und Ludwig hatte er noch Heinrich IV. Raspe (der auch Landgraf wurde) und Konrad zu Söhnen, welcher Hochmeister des deutschen Ordens

wurde. Von seinen Töchtern zweiter Ehe gedenken wir der Irmengard, vermählt an Graf Heinrich von Anhalt, dem sie Siegfrieden, einen der Bewerber der 1247 eröffneten Landgrafschaft, gebar. Selbst Philipp von Frankreich bewarb sich (1210) um eine seiner Töchter, wenn er ihn damit beim Papste von seiner dänischen Ingeburg losmachen könne.

2. Innere Verhältnisse der Landgrafschaft Thüringen und der den Landgrafen gehörigen Besitzungen.

Unter den Regierungen der landgräflichen Brüder Ludwig III. und Hermann I. hatte Thüringen seinen Culminationspunct erreicht, der nicht bloß in äusserer Macht und Ausdehnung, sondern auch in innerer Durchbildung und Cultur gesucht werden muß. Die vom vierten Heinrich Raspe getragene Gegenkrone war theils nur eine Folge davon, theils zu sehr das Werk gereizter Hierarchie und so vorübergehend, wie Werke und Handlungen der Leidenschaft es immer zu sein pflegen, daß sie kaum wahren Glanz auf das Land zurückstrahlen konnte.

Der Fürstentitel eines comes patriae oder provincialis ging allmälig in den des landgravius, auch wohl universalis Thuringorum comes (Gesamt-Allgraf der Thüringer), bedeutsam über. Denn immer mehr war die Hoheit dieser Ludowinger über alle thüringische Grafen und Herren befestigt, wenigstens nicht ungestraft dieselbe mehr angetastet worden. Die von Friedrich II. 1235 zu Mainz ausgesprochene Landeshoheit der deutschen Fürsten in ihren nun auch förmlich als erblich anerkannten Reichslehen konnte kaum noch mehr Gewicht hinzufügen. Von einem Unterordnungsverhältnisse der Landgrafen, die endlich auch Pfalzgrafen wurden, unter die Herzoge von Sachsen (oder für Hessen unter Franken) konnte keine Rede sein, und kein Beweis ist dafür da. Vielmehr hatten und übten die Landgrafen alle Vorrechte der Herzoge in zwei großen Landgerichten, dem bei Mittelhausen und auf dem Leineberge, und vor ihnen mußten die Grafen Recht nehmen; sie übten selbständige, nicht von Herzogen gebotene Land- und

Heeres-Folge und das Wahlrecht, erhoben die allgemeine Steuer und Reichsbede, die Landesbede auf dem eignen Gute, hatten Zoll- und Münz-Recht, einen herzoggleichen Hofstaat, und führen die vom Reiche erhaltene Blut- oder Landes-Fahne als Zeichen herzoglicher Würde. Ihr Heerschild war derselbe mit dem der Herzoge.

Sehr verschieden waren freilich die Besitzestitel dieser Fürsten. Unmittelbares Reichslehen war die Landgrafschaft selbst und die damit verknüpften Herzogsrechte. Ihr Spruch war der höchste der Provinz, nur bei dem Kaiser selbst ging man zu höherem und besserm Recht. Allode war dagegen der große Grundbesitz, den Ludwig der Bärtige durch Kauf und Schenkung am Thüringerwalde zuerst erworben, fast jeder Nachfolger reichlich gemehrt hatte. Geistlich Lehen dagegen waren die zahlreichen und einträglichen Advocatien über Stifter und Klöster, soweit diese nicht vom Landgraf selbst aus dem Hausgut gestiftet und die Schirmvogteien dem Gründer und seinem Hause vorbehalten waren. Ein wichtiges Allode war ferner durch Heirath und Erbschaft die Grafschaft Gudensberg oder Niederhessen geworden, wo Münden, Cassel, Gudensberg, Felsberg, Melsungen, Rotenburg, Homburg, Witzenhausen, Schmalkalden, Frankenberg, Marburg, Theile des Stifts Wetter, Allendorf, Grünberg, der Hermannstein bei Wetzlar u. s. w. die wichtigeren Orte waren. Aber auch Hoheitsrechte, wie das allgemeine Gericht, Schirmvogteien (über Hersfeld, Breitenau, Wetter, Spießkappel, Herren-Breitungen, Frauensee), Landfolge und Zölle besaß der Thüringer in Hessen, vielleicht als Überreste des alten fränkischen Herzogthumes, und darum gleich nach der Ausscheidung von Thüringen wieder selbständiges Territorium und Fürstenthum. Selbst das große Landgericht von Maden, ein Gaugericht, hatte landgräfliche judices provinciales und deutet darauf hin [1]). Nächstdem besaß das landgräfliche Haus entweder von lothringischer (oder hessenkonradinischer?) Abstammung her noch dies- und jenseit des Rheins das Schloß Bilstein mit Zubehör, das Schloß Wiedhe, Wied, beide Schlösser

1) Vgl. Rommel G. v. H. I, 244 u. An. S. 194, 208, 214, 294

Windeck, die Stadt Braubach am Rhein, die Herrschaft Rospe, verschiedenes Eigen im Nassauischen an der Lahn, welches alles durch Erbtöchter oder Kauf an das Haus Sayn oder an das Erzstift Cöln, fiel oder an Stifter vergabt wurde [1]).

Der Umfang dieser auf den älteren Sohn oder Bruder erblichen und keiner Theilung unterworfenen Landgrafschaft erstreckte sich (ohne Hessen und den Besitz am Rhein) von der Werre bis an den Harz, das Gericht im Leinegau mit inbegriffen, von da bis an die Unstrut und Saale, und im Süden bis Saalfeld und an die hennebergische Grenze [2]). Die Grafen von Mansfeld, Hohnstein, Stollberg bekannten sich gegen Heinrich den Erlauchten, als Vasallen der Landgrafen von Thüringen; der wenige Grundbesitz, welchen die sächsische Pfalz bei ihrem Anfalle an Thüringen noch in sich fasste, war zum größten Theil schon im Bereich der Landgrafschaft, und wahrscheinlich dies eine Ursache mehr, sie diesem Hause zu verleihen. Die königlichen, von Hermann I. erworbenen Städte Mühlhausen, Nordhausen, Saalfeld traten nach dem Abgang der Ludowinger aus dem thüringischen Verband heraus; nur daß sie, wenigstens Nordhausen, vor dem thüringischen Landgerichte zu Recht stehen mussten.

Der Landgraf selbst residirte meist auf seiner Wartburg oder unter derselben zu Eisenach, wo Hermann begraben wurde, oder auf der Neuenburg bei Freiburg. Bei feierlichen Gelegenheiten umgaben ihn die vier Erbhofbeamten und Ministerialen, die Marschälle von Ebersberg (Eckardsberge), die Kämmerer von Fahnern, die Schenken von Vargila und die Truchsesse von Schlotheim. Zur Führung der allgemeinen Geschäfte brauchte er statt aller spätern Dikasterien und Collegien einen Kanzler, der damals nur noch Schreiber oder Protonotarius hieß; dann einen Schatzmeister (dispensator) und vielleicht

1) s. Weisse neues Museum der sächsischen Geschichte IV, 1. Heft. S. 47—57.

2) Die sogenannte Legenda patroni Germaniae S. Bonifacii bei Mencken I, 832—866, aus dem Ende des 13ten Jahrh. giebt S. 849. eine circumferentia terrae Thuringiae und eine Beschreibung des mittelhauser Landgerichts, welche leicht das Wichtigste an diesem Fragm. ist.

Kämmerer; unter Ludwig IV. kommt noch ein zweiter Schreiber vor.

Daß die Großen des Landes sich nur ungern und gezwungen der landgräflichen Hoheit unterworfen hatten, sieht man freilich aus den häufigen Versuchen, die sie zur Herstellung des frühern Zustandes machten, und in dieser Hinsicht scheint sich in Meissen die markgräfliche Gewalt und das strengere Landsassiat besser bewährt zu haben. Leipzig spielte Erfurts Rolle nur einmal, unter Dietrich und mit schlechterem Erfolge. Doch hatte die landgräfliche Gewalt eine Stütze an dem allgemeinen Landgerichte Thüringens zu Mittelhausen, einer Anstalt, welche neben ihrer gerichtlichen Wirksamkeit auch eine politische hatte.

Zu Mittelhausen, nördlich von Erfurt, wurde jährlich dreimal, im Januar, nach Pfingsten und im Herbst, unter dem Vorsitze des Landgrafen, der sich 6 Beisitzer aus dem hohen Adel und mit diesen vereint noch 6 andere Angesehne und Rechtskundige wählte, die ihm zu beiden Seiten saßen, vor offner Schranne im Namen des Kaisers nach Landrecht ein Gericht gehalten. Unter freiem Himmel (nach uraltdeutschem Brauche) wurde zu jeder Sitzung von dem Inhaber der dazu ausgesetzten zwei Hufen zu Elxleben eine Bühne erbaut, mit breterner Umfassung, doch so, daß man die Richter vom Kopfe bis zur Schulter sehen mochte, der Eingang war von Osten; nur ein wohlbewachter Schlagbaum hielt den Andrang zu stürmischer Parteien ab. Die Bänke und Stühle waren mit Teppichen und Kissen belegt, welche der Abt von S. Peter zu Erfurt (und nicht umsonst) zu liefern hatte. Der Landgraf hielt den weissen Stab der Gerechtigkeit in der Hand. Die Beisitzer oder Schöffen schwuren dem Landgraf recht zu richten, dieser (wahrscheinlich ein für alle Mal dem Kaiser bei der Belehnung mit der Blutfahne) dem Kaiser; denn es war des Kaisers Recht. Dem Gerichte schwur der Herold (praeco) oder Gerichtsbote, ein ansässiger unbescholtener Mann, die Befehle zu vollbringen und die Ladungen (edicta) früh nach Aufgang, Abends gegen Untergang der Sonne, nicht aber Nachts und Mittags zu vollziehen. Er saß auf einem Kissen vor dem Landrichter. Mittelhausen und Ried Nordhausen wa-

ren zum Unterhalte des Gerichts angewiesen und hiessen von der vorbeifliessenden schmalen Gera die Grafschaft an der schmalen Gera. Nach jeder Hauptsitzung wurden die Gesetze und Privilegien der Landschaft Thüringen vorgelesen, z. B. daß alle Ansässigen im Lande und fremde christliche Kaufleute mit ihrer Waare in des Kaisers Schutz und Friede sein, nur die Adeligen in Waffen und beritten, überwiesene Verräther und Widersacher des Landgrafen und seines Gerichts mit Pferden zum Gericht geschleppt, geviertheilt und die vier Theile auf eben so viel Rädern nach allen Gegenden des Landes hin ausgestellt werden sollen u. s. w. Ausser diesem allgemeinen Landgerichte gab es noch vier Dingstühle (Vogtdinge), zu Gotha (mit der Grafschaft Gleichen und dem Synodalsitz oder Ruralcapitel Ohrdruf), zu Thomasbrück (wozu die Grafschaft Kirchberg und Synodalsitz Jechaburg), zu Weissensee (wozu die Grafschaft Beichlingen und der geistliche Sprengel von Bebra) und zu Buttelstädt (wozu die Grafschaft Käfernburg und der geistliche Sitz S. Mariä zu Erfurt). Diese Vogtdinge waren alle vom Landgrafen abhängig, wurden aber bloß von Vögten und ihren Beisitzern gehalten; doch galt der Spruch des einen für alle vier und des Landgerichts über alle. Ausserdem sind deutliche Spuren vorhanden, daß auf den Sitzungen des Landgerichts, welchem ein alter Malberg oder ein großes Gaugericht des südthüringischen Pagus zu Grunde gelegen zu haben scheint, daher es (freilich irrig) bis auf Karl den Großen hinaufgeführt wird, auch Landtagsverhandlungen im Sinne jener Zeit, Berathungen über Landesangelegenheiten vorgenommen worden sind. Die Gelegenheit war die beste, und selbst der vorkommende Name, gemeiner Landtag zu Mittelhausen (vulgare placitum in M.), deutet darauf hin. Man findet sonst nur einer einzigen Ritterversammlung zu Kreuzburg gedacht, wo aber Ludwig der Fromme vor seinem Kreuzzug eigentlich nur vom Lande Abschied nahm, um es nicht wieder zu sehen. Ein anderes häufig damit verwechseltes Institut, das große thüringische Landfriedensgericht, tritt erst in der zweiten Hälfte des 13ten Jahrhunderts in's Leben. Daß aber jene 12 Beisitzer des Landgerichtes eben die 12 Grafen Thüringens gewesen, und daß in jener Übereinstimmung der Sy-

nodalsitze und Vogtdinge der Ursprung der geistlichen Obergerichte zu suchen, mag bis auf genauere Nachweisungen noch bezweifelt werden. Das Recht nach welchem gesprochen wurde, war seit den Ottonen wahrscheinlich das sächsische, zusammengeflossen aus uralten Rechtsgewohnheiten und dem, was seit Jahrhunderten von den Capitularien sich nationalisirt haben mochte. Die Untervögte, Schultheissen, Stadtgerichte, die Klostervögte für das geistliche Witthum waren, so scheint es, die unterste, die vier Vogtdinge die mittlere, das Landgericht die höchste Instanz. Die letzten Spuren des Landgerichts finden sich im 14ten Jahrhundert; durch eine Menge Exemtionen (immer die Ankündigung einer sinkenden Rechtsanstalt) der Städte, geistlichen Gebiete und durch die spätern sogenannten Hofgerichte in der Residenz des Landgrafen ging es endlich leider ein und machte einem fremden Rechte und dem geschriebenen Verfahren endlich Platz. Schon 1255 musste die Hegung der Landgerichte vom König befohlen werden. Mit der obersten Gerichtsbarkeit würde wohl auch die Landgrafenwürde allmälig zersplittert worden sein, zumal da die Landgrafen so viele Gerichtslehen vergabten, die aber mit den Landgerichten der Großen des Landes (plebiscita) durch deren Vögte nicht zu verwechseln sind, wenn nicht die Untheilbarkeit und Primogenitur, wenigstens eine schon im voraus geregelte Erbfolge, zeitig vorgebauet hätte. Auch war eine gute Justiz eine tüchtige Stütze der Herrschaft, und von Ludwig dem Frommen ausdrücklich bemerkt, daß er vor dem Kreuzzuge sein Land mit „redlichen Amptleuten" besetzt habe. Diese Vögte standen den landgräflichen Alloden vor und hatten neben der Justiz auch die Erhebung der Gefälle zu besorgen. Auf ähnliche Weise walteten die Grafen und Herrn in ihrem Lehen oder Eigen [1]).

1) Daß in jener Bonifaciuslegende Altes und Neues sonderbar zusammengeworfen worden, haben Andere schon bemerkt. Zum Letzteren gehört wohl auch die Notiz, daß auch der Freibote (friboto) von Kirchheilingen, dessen Amt später in der Familie der Schorbrände erblich wurde, auf dem Landgericht sein Recht habe üben dürfen. Gute Bemerkungen und Literatur über das „höchste Gericht", tribunal landgraviatus, summum provinciale judicium u. s. w. zu Mittelhausen in Geh. R. von Grasshof commentat. etc. de Mulhusa p. 84. Er bemerkt, daß erst 1230 dieses Landgerichts urkundlich gedacht werde, daß es aber auch zu

Sehr reiche Grundbesitzer in Thüringen waren auch die Klöster, deren sich gegen 30 bereits in diesem Zeitraum finden, die mit mehr als 12 Grafschaften, mehr als 20 Herrschaften und noch mehr Edelleuten, die bloß einzelne Dörfer inne hatten und sich davon nannten, die Aristokratie des Landes bildeten. Von allen war Reinhardsbrunn, dessen Abte Hermann Papst Lucius 1183 selbst die eigene bischöfliche Mitra für sich und seine Nachfolger schickte, gewiß das reichste Kloster, dem auch Torgau gehörte; dann das von Sizzo von Käfernburg (dem Stammvater der nach seinem Tode sich bildenden käfernburger und schwarzburger Grafenlinien) 1143 gestiftete Georgenthal (mit Benedictinern von Morimond besetzt), welches gegen 500 Hufen Land besaß, dann Oldisleben mit 350 Hufen. Zu den Klöstern jener Zeit, meist Cistercienserordens, gehören Ichtershausen, Capellendorf, Volkerode (Pforte), Heusdorf bei Weimar, das Marienstift und S. Nicolas zu Eisenach, Roßleben, Rohra, Mildenfurt, die Schotten zu Erfurt, die Klöster Laußnitz, Sittichenbach, Remissau, S. Georg zu Naumburg, Paulincell, Bürgel, Homburg, Heßlar, Scheiplitz, Frauensee. Diese Klöster, die nur ihren Besitz vermehren, nie vererben, theilen und mindern konnten, denn selbst die gierigsten Vögte griffen gewöhnlich nur Einkünfte, nicht den Capitalstock an, waren auch in Thüringen für Landcultur, für Künste und Wissenschaften wichtig geworden, waren die Schatzkammern des Landes (die nur zu oft durch Nothbeden angezapft wurden) und damit freilich auch ein Gegenstand der Begehrlichkeit und des Angriffes von Manchem, der ohne Mühe reich werden, leben und nicht arbeiten wollte. Das schlimmste Recht, welches besonders in der Zeit des thüringer Erbfolgekrieges aufkam, das Recht des Stärkern und der Faust, hat auch in Thüringen weit ärger als in Meissen gewüthet, und der erlauchte Heinrich nachher manchen Tag deshalb gehalten.

Kein Übel aber ist so alt und tief, daß nicht das rechte

Gosserstädt, Gotha, Eckardsberge, Allersdorf gehalten worden sei. Die Behauptung von dem Ursprunge der geistlichen Obergerichte hat Herr Thuisco Fr. Sachse Handb. des großherzogl. sächs. Privatrechts. Weimar 1829. S. 27, der hier wohl zu viel aus jener Legende folgert, sonst aber auch für jene Zeit manche treffende Bemerkung macht.

specifische Heilmittel sich oft gleich daneben finde. Gegen geistliche und weltliche Aristokratie tritt als Schutz und Palladium der Freiheit der immer kräftiger werdende Bürgerstand in Thüringen auf, wenngleich seine Blüthe erst den folgenden zwei Jahrhunderten angehört. Unter den Städten Thüringens hatte sich wohl Erfurt am frühesten aus der villa zur civitas, zur städtischen Gemeinde herangebildet, wenn auch im 11ten Jahrhundert viele Einwohner noch wenig mehr als Bauern und Leibeigene gewesen zu sein scheinen. Erfurt hob sich theils durch seine Lage in der Mitte Thüringens, theils durch seinen kirchlichen Zusammenhang mit Mainz und seine zahlreiche und wohlhabende Geistlichkeit, theils als älteste Residenz thüringischer Fürsten, durch frühzeitige Ummauerung und Sicherheit, theils endlich durch seinen Handel. Des Handels wegen hatten sich viele Niederländer und Friesen dahin gezogen, aber auch jene Schmarotzerpflanze am Stamme des christlichen Europa [1]), die Judenschaft, mit welcher es zu zahlreichen Reibungen kam, sodaß, genährt durch die Zeiten der Kreuzzüge, 1221 eine völlige Verfolgung derselben ausbrach. Auch die Menge von Kirchen und Klöstern (selbst einzelne Bürger bauten Kirchen in der Stadt) daselbst, spricht für Erfurts damalige Größe, obgleich diese oft Veranlassung zu Streitigkeiten zwischen dem Landgrafen, dem die Landeshoheit zustand, und zwischen dem mainzer Kirchenfürsten als Erbherrn der Stadt wurde. Nicht bloß dem Landgrafen, auch dem Mainzer, der oftmals daselbst seinen Sitz genommen, wenn am Rheine politische Stürme wütheten, widersetzte sich die mächtige Stadt und kam deshalb 1244 in's Interdict, sodaß sie sich von allen ihren Geistlichen und Mönchen verlassen sah, bis der Streit verglichen war. Manchmal legte auch der Erzbischof Soldaten in die Stadt, und wenn er seine Anmaßungen zu weit trieb, schlug der Landgraf auf seine eigenen Münzen [2]) das mainzer Rad, welches Willigis, des Wagners Sohn,

1) Wer wie der Verf. in Franken lebt, wird diesen Ausdruck Herders wohl zu würdigen wissen.

2) Nicol. Vogt rheinisch. Sagen II, 356. Schumacher VI, 41. Mit den Münzen mag es Mitte des 12ten Jahrh. sich wie in Meissen

982 (mit der Unterschrift: Willigis, Willigis, deiner Herkunft nicht vergiß) zum Wappen des Erzstiftes erhoben hatte. Doch kommt erst um die Mitte des 13ten Jahrhunderts ein von Gerhard I. von Mainz verwilligter Stadtmagistrat vor, der aus zwei Rathsmeistern und 12 Beisitzern bestand, welche jedoch nur die Sorge für die Polizei und die Vollstreckung gerichtlicher Aussprüche hatten. Darüber mögen nach und nach die landesherrlichen Vögte und Schultheisse in Abgang gekommen sein, wie diese früher schon zu Ende des 13ten Jahrhunderts sich auch in Mühlhausen verlieren und statt ihrer magistri consulum und consules erscheinen. In Gotha und Heiligenstadt (erst 1230 angelegt) konnte dies noch weit weniger so zeitig der Fall sein, weil hier kein Streit der Grundherrschaft obwaltete, obgleich das Letztere von Mainz aus gegründet wurde. Weimar heisst zwar noch 1244 Villa, muß aber doch schon früher, da mehrere Geistliche und Pröpste angeführt werden, eine Stadt gewesen sein. Dagegen hatte sich unter dem Schutz der Wartburg und der Landgrafen Eisenach schnell emporgehoben, an dessen Mauern die umliegenden Dörfer jedes sein Stück gebauet haben sollen. Besonders blühten dort viele städtische Gewerbe, denen bald eigene Gassen angewiesen wurden, und der Handel. Gab es doch schon am Ende des 10ten Jahrhunderts einen Streit zwischen den Äbten von Hersfeld und Fulda über die Schifffahrt auf der Hörsel bei Eisenach. Eigentlicher Autonomie oder ganz vom Landesherrn unabhängiger Verfassung und Verwaltung, selbst Gesetzgebung in allgemeinen Angelegenheiten, wie zu jener Zeit schon die Reichsstädte meistens genossen, erfreute sich damals keine einzige thüringische Stadt, da Erhebung zur Stadt oder Ertheilung des Stadtrechts, gemeiniglich mit Markt-, Münz- und Zoll-Gerechtigkeit zugleich, nur die erste Grundlage städtischen Wesens, keinesweges aber ihre völlige Ausbildung im selbstgeschaf-

verhalten haben. Der Gebrechlichkeit und Abnutzung wegen galten die Hohlpfennige, denarii bracteati, die auch wohl gewogen wurden, in der Regel nur ein Jahr, die erfurter wenigstens nur von einem Jacobitag zum andern. Einige vom Gegenkönig Heinrich Raspe. s. Chr. Jac. Götz Deutschlands Kaisermünzen des Mittelalters. Dresden 1827. tab. XLIII. vergl. Galletti thüring. Gesch. II, 354.

senen statutarischen oder Weichbildsrechte war. Noch wurde der Vogt, der Schultheiß, vom Herrn bestellt oder wenigstens bestätigt, so später auch die zwei Rathsmeister, die häufig an der Schultheissen Stelle traten, von denen der Eine dem Rath, der Andere dem Gericht vorstand. Rathsmeister kommen aber auch, wie in Eisenach, neben dem Schultheiß vor. Von dem Ausspruch der Schöppen einer Stadt fand auch Berufung an die einer andern statt, wie Orlamünde sich auf den Rath von Jena, diese Stadt auf den von Gotha, Buttelstädt auf den von Weissensee berufen haben. In Thüringen bekamen die Stadtschöppen von Eisenach bald so großes Ansehn als die magdeburger in Sachsen, ja die Landgrafen Hermann, Heinrich und Albrecht der Unartige befahlen sogar für ganz Thüringen die Rechtserholung bei den eisenacher Schöppen [1]).

Man sprach auch hier nach dem landläufigen allgemeinen Sachsenrecht, und trug es später nach dem Vorbilde der Magdeburger unter dem Namen des eisenacher Weichbildes zusammen, welches aus dem Kettenbuch, Schöppenbuch und Frevelbuch bestand. Auch Weissensee und Kreuzburg waren nicht ganz unbedeutende Städte, da sich die Landgrafen öfters dort aufhielten. In Gotha stiftete Ludwig IV. eine Hospitalanstalt, deren Ursprung dem Orient und deren Versetzung nach Europa den Kreuzzügen zugeschrieben wird, dessen Verwaltung er den Brüdern des Lazaritenordens übergab. Langensalza bekam erst 1211 eine Mauer. Dagegen waren Arnstadt und Ohrdruf zwei der ältesten Orte Thüringens. Die Städte wuchsen übrigens auch dadurch, daß sich viele Flüchtlinge aus leibeignem Stande (hospites) in ihnen niederliessen

1) Item dicimus, quod omnes aliae nostrae civitates et illa oppida, quae pertinent ad dominium nostrum et principatum, ex antiquo jura sua requirant apud praefatos cives nostros de Ysenach et recursum ad ipsos habeant aliquas recipiendo sententias difficiles et obscuras. Paullini syntagma rer. et antiquit. Germ. p. 59. in der merkwürdigen Privilegienrenovation Albrechts des Unartigen für Eisenach von 1283 oder im eisenacher Schöppenrecht Pars V, 102. 103. „Aber hye in dem Lande zu Döringen szo beruffen sich alle dye Stete, dye in der Herrschaft des Lantgrafen zcu Döringen gelegen sint keyen (gegen) Ysenach, wan dye Förſten szhe von alder damit begnedet han ꝛc. Vgl. Th. Fr. Sachse im a. W. S. 29.

und nach Jahresfrist nicht zurückgefodert, frei und Bürger waren. Von Aus- und Pfal-Bürgern, die wahrscheinlich vorhanden waren, haben wir noch kein Zeugniß gefunden. Wohl aber ließ sich der Sicherheit wegen auch Adel in den Städten nieder und bekam mit der Zeit Antheil am Stadtregiment. Die Leibeigenschaft in den thüringischen Städten wich im 12ten Jahrhundert völlig, und selbst auf dem offenen Lande milderte und verringerte sie sich sehr, indem sehr Viele unter den milderen Krummstab kamen, es auch für's Seelenheil zuträglich gehalten wurde, vor seinem Tode eine Anzahl Menschen frei zu lassen, und die Kreuzzüge und Städte gleichfalls das Ihrige beitrugen. Auch die Vermehrung der Menschen selbst that nothwendig das Ihrige, weil die Leibeigenen im Preise sanken und man viele Andere fand, die sogar noch gegen eine jährliche Abgabe den Acker baueten. Auch konnte man in den Städten wohlfeiler und besser kaufen, was sonst der Leibeigene hatte arbeiten müssen.

Überhaupt bemerkt man in der Zeit der Kreuzzüge einen unverkennbaren höhern Aufschwung der westeuropäischen Menschheit, der sich in gar verschiedenen Gestalten und Gestaltungen kund that, auch, weil er fast Alles durchdrang, kund thun musste. Am sichtbarsten wird er in der Vollendung der äussern und innern Erscheinung des Ritterthums, aus welchem sich bei sichtbarer Einwirkung der Religion noch strengere, geschlossne Corporationen, die großen Ritterorden von S. Johann dem Barmherzigen, vom Tempel und den deutschen Herren (die auch für Thüringen und Hessen [seit 1201] hochwichtig werden) herausbildeten. Man glaubte sich in jener Zeit kaum genug thun zu können. So entstanden damals auch die strengeren der Mönchsorden. Nächstdem zeigte sich dieser erhöhete Geist besonders in der Kunst, und hier wieder besonders in der Bau- und Dicht-Kunst. Von der erstern und ihren Leistungen mögen die Kirche zu Sangerhausen, Reinhardsbrunn, Paulincelle, Haina, die treffliche Elisabethkirche zu Marburg (seit 1235) und der etwas spätere Dom zu Erfurt, aber auch die früher gebaute Wartburg Zeugniß geben [1]).

1) J. D. Fiorillo Gesch. der zeichn. Künste in Deutschland I,

Von der Dichtkunst ist es scheinbar noch glänzender. Nachdem schon Heinrich von Veldeck, der deutsche Bearbeiter der „Ensid" Virgils, sich um's Jahr 1170 vermuthlich bei der Landgräfin Margarethe, gebornen Gräfin von Kleve, am Hofe Ludwigs III. aufgehalten, hatten um's Jahr 1207 sechs berühmte Minnesänger an Hermanns Hofe auf der Wartburg nach Ritterart poetische Wettkämpfe (die Kieser oder Merker mochten den Grieswärteln analog sein sollen) zu Scherz und Ernst angestellt. Hochgefeierte Namen nennt man unter ihnen: Heinrich von Risbach, der tugendhafte Schreiber oder Kanzler Hermanns, der zum Schild geborne und gestrenge Walter von der Vogelweide, Reinmer von Zweter, Wolfram von Eschilbach, ein Schweizer, Biterolf, vom landgräflichen Hofgesinde, und Heinrich von Ofterdingen, die Letzten oder der Letzte allein eisenacher Bürger, nach Neuern aber ein Schwabe. Dieser Ofterdingen, der in einer Quelle auch miles, also rittermäßig genannt wird, trat gegen die andern fünf auf, und man setzte fest, daß der im Gesange Überwundene vom Stempfel (Scharfrichter) aufgehenkt werden solle. Durch wenig ehrliche Mittel sei Ofterdingen, der den Herzog von Österreich, den glorreichen Leopold VII. über alle Fürsten seiner Zeit im Lied erhob (während die Andern den Landgrafen besangen), endlich für besiegt erklärt worden und habe sich gegen den Strafvollzug nur unter den Mantel der Landgräfin flüchten können. Dann habe er den berühmten Meister Klinsor aus Siebenbürgen als Schiedsrichter geholt, der mit der Hülfe böser Geister selbst mit den fünfen sang und sie endlich mit Ofterdingen versöhnte. So die spätere Erzählung der Chronisten. Das Historische an der Sache ist, daß bis auf jenen Teufelskünstler Klinsor alle jene Minnesänger existirten, in Gedichten sich verewigten, auch einen Wettstreit angestellt haben, denn Chroniken des 13ten und 14ten Jahrhunderts gedenken seiner öfters; schwerlich aber 1207 oder 1208 und noch unwahrscheinlicher in den Gesängen, die jetzt unter dem Namen des Wartburgkriegs vorhanden sind. Wahrscheinlich wurde

443—508. über die marburger Kirche s. Justi Vorzeit, 1824. mit Abbildungen.

das Factum bloß aufgegriffen und in etwas späterer Zeit meistersängerisch behandelt, verändert und vermehrt. Vielleicht gereicht es gerade den sonst so belobten Meistern nicht zum Nachtheil, wenn diese Strophen nicht alle von ihnen sind. Aber immer war dieser auch nach Thüringen und von da nach Meissen (denn auch Heinrich der Erlauchte dichtete) verpflanzte Minnegesang eine köstliche Frucht einer einmal aufgeregten geistigen Erhebung über die Fessel der Hierarchie und Feudalaristokratie, denen damit schwere Wunden geschlagen wurden, eine Erhebung der Geister, die sich in romantisch-frommen fast unglaublichen Ritterthaten, im Kampfe um die Heilstätten der Menschheit, ja in einer umgekehrten Völkerwanderung wie in jenen Domen und Münstern, gleichsam versteinerten Epopöen des Mittelalters, und in jenen poetischen Ergüssen äusserte, deren viele in Kraft und Einfalt, in Treue und oft wundersamer Milde gleichsam in Worten gebauete Altäre und Heiligthümer waren. In diesem Sinne brauchte der Gesang so wenig einzuwandern, als die Nachtigall ihr Lied zu lernen, das Höchste was man kannte und verehrte, war heimisch in Ort und Zeit. Hochgeehrt war der Sänger, da auch Könige und Kaiser sangen; das Gemüth nahm willig auf, was das Gemüth gegeben; nicht geforscht und recensirt sondern gefühlt, nicht bezweifelt sondern geglaubt wurde in den Regionen des Gefühls und der Phantasie. Jetzt ist's freilich nüchterner, gelehrter in den Köpfen, aber leerer in den Herzen worden [1]).

1) Ich besitze nur den unvollständigen Abdruck im Manesse II, 1—16. Wer der Hauptsache nach Alles zusammen haben will, was in neuerer Zeit von A. W. Schlegel, Zeune, Docen, Grimm, Görres, Mone, Hagen, L. Schreiber, von genannten und ungenannten Recensenten über den Wartburgkrieg geschrieben worden ist, den verweise ich auf die fleissige und kritische Schrift des Hrn. Prof. Aug. Koberstein (zu Pforta) über das wahrscheinliche Alter und die Bedeutung des Gedichtes vom Wartburgkriege; in den Mittheilungen aus dem Gebiete historisch-antiquarischer Forschung, vom thür. sächs. Vereine für Erforschung des vaterländischen Alterthums 2. Heft, S. 1—68. Naumburg 1823. 4. Koberstein sucht die Meinung zu begründen, daß diese Dichtung ihrem großen Theile nach schwerlich vor dem dritten Viertel des 13ten Jahrh. entstanden sein könne, ohne die Wahrheit einer zu Grunde liegenden Thatsache damit zu leugnen. Vgl. auch Dr. Wachter II, 239—248.

3. Die letzten 30 Jahre thüringischer Selbständigkeit, 1216—1247.

Wenige Tugenden giebt es, welche die Geschichte nicht dem Sohne Hermanns, dem Landgraf Ludwig IV. dem Heiligen zuschriebe. Seine tapfere Faust machte Löwen sanftmüthig, und den reizendsten Lockungen zur Unkeuschheit widerstand er männlich. Seine Mäßigkeit an der Tafel ging so weit, daß er nicht einmal die Lieblingsspeise der Thüringer, geröstéten Hering mit Bier, sich vergönnte [1]). Seinen Adel hielt er in Schranken und seine Klöster schirmte und schützte er. Er wird körperlich und geistig als ein seltner Mann geschildert, des Ritterthums in Thüringen edelste Blüthe. Daß er gleich im 16. Jahre (geb. 1200) die Regierung angetreten, wird glaublich, weil er 1218, „im zweiten Jahre seines Fürstenthumes, principatus nostri" unterzeichnet. Zu S.
1218 Georg in Eisenach ward er 1218 zum Ritter geschlagen, und diesem Schlage machte er Ehre gleich in der Fehde mit dem
1219 mainzer Erzbischofe (1219), der nicht allein behauptete, sein Vater sei im Bann gestorben (vermuthlich war im Doppelreiche Ottos und Philipps eine solche Sentenz einmal ergangen, oder dem höchst eigennützigen Siegfried war's um ein Stück Geld zu thun), sondern diesen auch auf den Sohn ausdehnen wollte. Mit dem Schwerdte löste er den Bann für sich und seinen Vater. Der weise Abt von Fulda hatte die
1221 Versöhnung gestiftet. Im Jahre 1221 schritt er endlich zur Vermählung mit seiner Elisabeth, die er als seine Gattin dann den Ungern zeigte. Merkwürdig ist, daß er (vielleicht zu oder nach dieser Reise) 100 Mark von Cesarius von Löwenberg leihen musste, für welche Schuld sich eine Anzahl Grafen als Vasallen eidlich hatten verbürgen müssen. Der georgenthaler Abt schoß das Geld, für 10 Hufen Landes, die zu dem Witthum der Mutter Sophia mit gehörten, vor.

Die Vormundschaft für das Kind von Meissen, die eben

1) Überhaupt standen die Thüringer im Ruf der Mäßigkeit. Das Sprichwort mag aber neuer sein: Halec assatum Thuringis est beneficium gratum; ex solo capite faciunt sibi fercula quinque.

duelle Huldigung der dortigen Vasallen, die Händel mit dem merseburger Bischof und mit der Schwester Jutta, deren Anhang sich endlich unterwerfen musste, sind besprochen. Das mehrte seine Thätigkeit von Hessen (wenn er dieses nicht etwa seinem Bruder Heinrich zugetheilt hatte) bis an Schlesiens Grenzen, indem er hier eine Landesversammlung (wie 1222 zu Delitsch im Osterlande), dort ein Schieds- oder Land-Gericht hielt, hier einen Thurm (wie in Leipzig) niederreissen ließ, dort eine feindselige Vasallenstadt in Brand steckte, hier ein Schloß eroberte (wie Tharant), dort ein anderes erbaute (wie Schauenforst zwischen Orlamünde und Rudolstadt gegen den ihm feindseligen Graf Hermann von Orlamünde). So gesellte er zum rothen und silbergestreiften Löwen von Thüringen den schwarzen meissnischen im goldnen Felde, den schon Dietrich der Bedrängte führte. In den Händeln zwischen Graf Heinrich von Schwerin und König Waldemar dem Dänen war er (1224) mit Friedrichs II. Sohne Heinrich zu Bardewick, um zu vermitteln, und mit einem Heere 1225 vor Lebus, um diese damals polnische Stadt für die Beleidigung seiner Kaufleute zu züchtigen. Er gewann dieselbe und auch Schloß Reichenbach. Dann ging er nach Mähren und zwang Herzog Leopold von Österreich und Ottokar Premislaw von Böhmen Frieden zu stiften. Das folgende Jahr, 1226, sieht ihn und seinen Bruder Konrad in Cremona, wo er, im Falle der meissner Heinrich stürbe, mit diesem, dem lausitzer und pleissner Land (?) belehnt wurde. Dem Herrn von Salza brach er einen Bergfried (Wartthurm) auf dem Altenberg und half 1227 zu Achen Frau Margareth von Österreich, des römischen Königs Heinrich Gemahlin, krönen.

1224 1225 1226 1227

Das alles stillte seinen Thatendrang noch nicht. Zum höchsten Schmerz seiner Elisabeth nahm er auch das Kreuz, hielt eine Versammlung seiner Ritter und Vasallen zu Kreutzburg und gebot ihnen abschiednehmend Frieden. Die kleinen Schulkinder von Reinhardsbrunn hob er auf den Arm und küsste sie, die Mönche seiner Klöster besuchte er und bat um ihren Segen. Seinen Brüdern empfahl er, zu Schmalkalden, Frau Elisabeth, und Heinrich Raspen noch besonders die Verwesung seiner Länder. Viele seiner Vasallen und auch sein

Capellan und Biograph Bertholdus und Konrad von Marburg zogen mit ihm, 24. Junius 1227. In Italien fand er den großen Kaiser Friedrich, aber zu Otranto den Tod, am 11. September 1227 (nicht 1228), wahrscheinlicher an Fieber als an Gift[1]). Der Patriarch von Jerusalem gab ihm die letzte Ölung. Nach Reinhardsbrunn (der Abt durfte sich die schönen Seelmessen nicht wie bei Hermann seinem Vater entgehen lassen) trug das Maulthier seines Herrn Gebein. Elisabeth war Mutter von drei Kindern, Hermann II. geboren 1223, Sophia 1224 und Gertrud 1225. Über den vierjährigen Hermann nahm Heinrich Raspe die Vormundschaft und führte die Regierung; in Hessen hatte er wohl bloß die Hoheit und sein Bruder Konrad die Güterherrschaft; die Erziehung Hermanns leiteten beide Fürsten. Sophia heirathete 1241 den Herzog Heinrich von Brabant; Gertrud starb als Äbtissin des Nonnenklosters Altenberg bei Wetzlar. Ludwig selbst hat ohne förmliche Kanonisation wegen seiner Eigenschaften den Beinamen des Heiligen erhalten; vielleicht trug

1) Über die oben erwähnte Belehnung mit der terra Brisciae (Plisiae) s. Wedekinds Anmerkk. 1821. Heft I. Nr. 9. II. S. 88. Aber was Wedekind übersehn hat, terram Brisciae quantum expugnare valeret et suae subjicere potestati, zu erobern, war nicht nöthig, wenn es das pleissner Land (die Reichsdomaine) bedeuten sollte. Dagegen begannen damals wirklich die Kämpfe mit den heidnischen Preussen, gegen die auch Heinrich von Meissen nachher zog. Es wäre also doch so ungereimt nicht, wenn Capellan Berthold sagt: in Prüssenlande. Friedrich II. konnte ihm wohl eine Belehnung über das künftig zu erobernde Preussen geben. — Daß Ludwig 1227, nicht 1228 gestorben (wie Rommel und Andere), geht deutlich aus Urkunden hervor, Schultes II, 628, und aus dem reinhardsbrunner Jahrsgedächtniß seines Todes. ebend. 646. v. Raumer Hohenst. III, 419. bringt aus Honors Regesten im vatican. Archiv die Notiz bei, daß Ludwig für den Kreuzzug (wahrscheinlich zur Rüstung in geldarmer Zeit) aus der Kreuzsteuer (Saladinszehnten?) 4000 Mark vom Kaiser Friedrich, Leopold v. Österreich gar 10,000 erhalten habe, wofür er — zu Hause blieb. — Daß nur die päpstliche Partei Friedrich die Vergiftung Ludwigs, die allerdings Capellan Berthold andeutet, der freilich die Folgen der heissen Jahreszeit in Italien nicht kennen mochte, und die Aneignung seiner Verlassenschaft Schuld giebt, und daß kein wahres Wort daran ist, bemerkt Raumer 428 mit vollem Rechte.

später der Volksglaube die Heiligsprechung der Elisabeth auf ihren Mann mit über.

Das Gotteslamm, welches der scheidende Ludwig seiner Elisabeth auf seinem Siegelring verehrte, war schon längst ihr Symbolum gewesen. Durch ihr ganzes Leben von den schweren Erfahrungen der frühesten Jugend an, wo sie in Thüringen die schreckliche Ermordung ihrer Mutter Gertrud durch einen ungrischen Magnaten 1213 erfuhr, zieht sich ein Zug der Schwermuth, der in so religiös angeregter Zeit leicht bis zur Schwärmerei gedeihen konnte. Sie ließ des Nachts sich zum Gebete und Geisseln wecken, bauete am Fuße der Wartburg ein Hospital, speisete täglich 900 Arme und spendete besonders in einer Theurung so reichliche Hülfe aus, daß man den Landgraf darauf aufmerksam machte. „Lasst sie in Gottes Namen thun und spenden was wir haben, dafern wir nur die Wartburg, Eisenach und die Neuenburg behalten." Jetzt begannen die Tage des ersehnten Märtyrthums. Ihrem Schwager Heinrich sagt man nach, daß er sie von der Wartburg vertreiben und auch den Eisenachern sie aufzunehmen verbieten ließ [1]). Nach Ungern zurückzukehren oder eine zweite Ehe einzugehn verweigerte sie bestimmt. Nachdem aber Rudolf von Vargula, der ehrenwerthe Mann, zu der Seele Heinrichs nachdrücklich ein Wort der Ehre gesprochen und eine Versöhnung zwischen dem eigennützigen Schwager und ihr gestiftet und die Auslieferung der Mitgift sowie ein jährliches Einkommen von 300 Mark ausgewirkt hatte, zog sie sich in die als Wittwensitz ihr eingeräumte Stadt Marburg zurück, 1230. Dort erbaute 1230
sie ein Krankenhaus und leistete selbst den Kranken die ekelhaftesten Dienste. Sie widmete dies Hospital dem heiligen Franz von Assisi, der der frommen Fürstin seinen Lumpenmantel verehrt haben soll, wie die Franziscaner sie auch für die Stifterin der Tertianerinnen (oder der Chorfrauen der dritten freieren Ordnung) halten.

Auf ein so gestimmtes Gemüth mussten die Lehren und Predigten ihres Beichtvaters Konrad von Marburg, eines finstern Zeloten, mächtig wirken, der eine vollkommene Herrschaft

1) Auctor de Landgraviis ap. Pist. ed. Struv. I, 1323 sqq.

über sie ausübte und sie endlich zur Heiligen selbst körperlich tyrannisirte. Sie wollte es so; ihr winkte hinter der Selbstvernichtung die Märtyrerkrone und ihm der Ruhm, eine Hei-
1231 lige geschaffen zu haben. Am 19. November 1231 starb Elisabeth im 24sten Jahre ihres Lebens, und nun geschahen an ihrem Grabe in der Franziscuscapelle, die sie gestiftet, Wunder über Wunder, sodaß Gregor IX. auf Konrads Anzeige davon ihm und zwei andern Geistlichen die Untersuchung der-
1235 selben übertrug. Im J. 1235 wurde sie zur Heiligen gesprochen und der Todestag der Tag ihrer Verehrung, und Kaiser Friedrich II. in Gegenwart einer großen Anzahl Für-
1236 sten, natürlich auch der thüringischen, öffnete am 1. Mai 1236 zu Marburg den Stein ihrer Gruft und schmückte die neue Heilige mit einer goldnen Krone, und über ihrem Grabe erhob sich von da an binnen 50 Jahren durch Landgraf Konrad ihren Schwager und seine deutschen Ordensritter der herrliche Dom, und unter ihm ein mit Recht noch heute bewundertes Denkmal bildhauerischer Kunst und frommer Freigebigkeit. (Die Reformation hat auch diese Heilige aus ihrer Gruft verscheucht, indem Landgraf Philipp die Gebeine herausnahm und in einem Futtersack an eine unbekannte Stätte tragen ließ. Der Kopf ist jetzt in Breslau, und die seltensten der vielen hundert Edelsteine und Perlen sowie einige der silbernen Figuren am Grabmal hat eine fremde Gewaltherrschaft im neunzehnten Jahrhundert zu Cassel der Heiligen stehlen lassen. Das war der Todten letzte Herrlichkeit.)

Meister Konrad erlebte ihre Heiligsprechung nicht. Er fand einen andern Ausgang, ohne ein anderes Monument, als das er sich in dem Fluche der Deutschen stiftete. Wahrscheinlich aus dem adeligen Geschlechte derer von Marburg, einer Seitenlinie der Schenken von Schweinsberg, stammend, war er von Innocenz als Kreuzprediger (1215), dann für seinen Eifer zum Klostervisitator, Ketzerrichter oder Inquisitor Deutschlands ernannt worden, ohne jedoch selbst Dominicaner zu sein. In Goslar, wo der Propst, in Erfurt (wo vier des Feuertodes starben, 1232), in Strasburg, wo 80 auf gleiche Weise ermordet wurden, im Nassauischen, wo ein ganzes Dorf unterging, in Marburg selbst hat er sich, dieser religiöse Robes-

pierre, seines Namens Gedächtniß genugsam gestiftet. Ein irdischer Vortheil trieb ihn nicht; er bereicherte sich nicht mit der Habe der Verurtheilten, er wollte nur die Seelen retten. Dem Würgen des Volkes hatte man geduldig zugesehen; doch als er einen Graf von Solms sich schuldig zu bekennen zwang, auch an den edlen Grafen Heinrich von Sayn, der eine Enkelin Landgraf Ludwigs III. zur Gemahlin hatte, sich wagte, wurde er endlich 30. Julius 1233 in der Gegend von Kappel unweit Marburg von einigen Edeln, vermuthlich Heinrichs Mannen, todtgeschlagen und neben der heiligen Elisabeth, seinem Beichtkinde, begraben. Vor der scheußlichen Inquisition aber war Deutschland fortan gesichert. Die Schüler des Dominicus, die Spürhunde des Herrn (domini canes), bekamen anderswo weit reichlichere Arbeit und Ausbeute [1]).

„Weil Heinrich, Ludwigs Bruder, der älteste unter den damaligen Landgrafen war, folgte er in dem Fürstenthum," sagen fast einstimmig die thüringer Chronisten. Wirklich wird auch in den nächsten Urkunden Heinrichs, des vierjährigen Kindes Hermanns II., gar nicht gedacht, ob er gleich vom Kaiser, wie sein Vater, die Anwartschaft auf Meissen 1227 erhalten hatte. Wahrscheinlich hatte sich Heinrich Thüringen als ein Vormundschaftslehen ertheilen lassen. In die ersten Jahre dieser vormundschaftlichen Regierung fallen die Zerstörung des nächst Reinhardsbrunn gelegenen und diesem Kloster großen Schaden zufügenden Raubschlosses Eytersburg (nicht

1) Ausser den bekannten Quellen der Eccardschen und Struvschen historia de Landgraviis Thuringiae, der Vita S. Elizabethae vom Thüringer Theodoricus (bei Canisius lectt. ant. IV, 118 sqq.) und Rohte, vgl. besonders Rommel Gesch. v. Hess. S. 280—303 u. Anm. 333 u. ff. Wachter 285—336. Das Wichtigste unter den Neueren hat indeß Hr. OCR. Justi zu Marburg theils in der Vorzeit (z. B. 1824, woraus die Notizen über die Spoliirung des nach Cassel 1810—1813 gebrachten Monumentes) theils in seinem Leben der heil. Elisabeth, Zürich 1797, und vielen andern größern und kleinern Aufsätzen gegeben, welchem Gärtner, Schmerbauch u. A. (vergl. jen. Lit. Ztg. 1828, 89) fast zu gewissenhaft wörtlich das Ihrige entnommen. Die Kanonisationsbulle Gloriosus in majestate bei Harzheim concil. Germ. III. p. 537.

Ettersberg bei Weimar)[1]) 1228, dann Vifelbachs, des den gleichischen Grafen zugehörigen Schlosses, das diese einer Räuberbande eingeräumt hatten, von welcher 23 damals enthauptet wurden. Die Grafen ächtete der Kaiser; ihre Vogtei über Erfurt verkaufte Landgraf Heinrich dem mainzer Erzbischof für jährliche 40 Mark. Selbst der Himmel zürnte ihnen. Im J. 1231 zündete ein Blitzstrahl die drei Schlösser Wachsenburg, Gleichen und Mühlberg auf einmal an! oder galt es vielleicht der bekannten Doppelehe des Grafen Ernst? die sich so lange im Munde der Menschen trug, bis man ausgemittelt hat, daß der Leichenstein mit den zwei Weibern in der Peterskirche Erfurts dem 1494 gestorbenen Grafen Siegmund, der zweimal nach einander vermählt gewesen, gehört.

Fast hätte 1233 Konrad, Heinrichs stürmischer Bruder, Herrn Siegfried III. den Eppensteiner, Erzbischof von Mainz, ermordet (der Dolch war schon gezückt), als er in Erfurt Zeuge war, wie Siegfried den wegen verweigerter unrechtmäßiger Besteuerung zur Kirchenbuße verdammten Abt von Reinhardsbrunn schon zum dritten Tage blutig geisselte. Doch kam es wenigstens, wenn auch nicht zum Mord des Kirchenfürsten, doch zu einer in Hessen geführten Fehde, in welcher Konrad, gereizt durch freche Troßweiber, die von den Mauern ihn auf das frechste höhnten[2]), Fritzlar erstürmte und Heiliges sowie Unheiliges, Einwohner, Kirchen, Häuser, Alles niederbrannte. Hierauf that ihn der Papst in den Bann; Konrad aber zog nach Rom und musste, um erlöst zu werden, zu Fritzlar öffentlich Kirchenbuße thun. Dann trat er 1234 in den deutschen Orden und wurde nach Hermanns von Langensalze Tod (1236)

1) Schultes dir. dipl. II, 341. meint den acht Meilen von Reinhardsbrunn gelegenen Ettersberg bei Weimar, aber das in praejudicium adjacentis coenobii Reinhardsbrun constructum der Quellen widerlegt dies. Ort und Name sind verschwunden.

2) Es gehört zur Sitte und Unsitte jener Zeit: „vestibus elevatis pudibunda sua ostenderunt," oder in Gerstenberger noch naiver: „und hingen ere nackenden erße uwer die tzynnen (Zinnen) und ryfen en zu, daß sie darin flohen" (sit venia verbo). Über die Gleichische Doppelehe s. Plac. Muth de bigamia comitis de Gleichen. Erfurti 1788. 8.

Ordensmeister. Als Friedensvermittler zwischen Gregor IX. und dem Kaiser starb er zu Rom 1240 und ruht in Marburg.

Um's Jahr 1237 kommt endlich neben dem Landgraf Heinrich auch sein Neffe und Mündel Hermann II. selbst zum Vorschein. Er wurde nämlich damals mit Kaiser Friedrichs II. Tochter Margarethe zu Aschaffenburg verlobt, heirathete aber kurze Zeit darauf statt ihrer, die dann Albrecht des Unartigen von Meissen unglückliche Gemahlin wurde, Ottos von Braunschweig Tochter Helena, deren Bruder Albrecht später für Thüringen so wichtig wird. Doch scheint sich Hermanns Regierung fast mehr auf Hessen und den Landgerichtssprengel an der Leine als auf das eigentliche Thüringen bezogen zu haben, wie er sich **dominum terrae ad Laynam** nennt[1]) (dies Landgericht am Leinenberg fiel später an die Welfen). Dagegen erwarb Heinrich Raspe von der quedlinburger Äbtissin die Mark Duderstadt 1241. Als Herr von Hessen erneuerte 1241, Hermann der Stadt Cassel ihre verloren gegangenen Rechte und Statuten, wobei der Ausbürger gedacht wird. Nach einer hessischen Chronik gerieth er mit dem Adel in eine Fehde, weil seine von seinen Amtleuten und Amtsknechten hartbedrückten Bauern sich in die Dörfer der Junker oder Edelleute zogen. Er ließ daher mehreren ihre Dörfer verbrennen. Im Laufe dieser Fehde starb er kinderlos am 2. Jan. 1242, und man warf 1242 den ziemlich allgemeinen Verdacht einer Vergiftung theils auf eine Hoffrau, Bertha von Seebach (Seeburg), theils auf Heinrich Raspe, theils auf Heinrich von Meissen. Seinen Wunsch, neben seiner Mutter Elisabeth in Marburg begraben zu werden, erfüllte Heinrich sein Oheim nicht. Er wurde nach Reinhardsbrunn gebracht. Fürchtete er etwa die Wiedererweckung durch die

1) Siehe die Urkunden in den Originibus Guelf. IV, 73, der praefatio. Aber Scheidt will die terra ad Laginam zum Lande an der Lahn, also zum marburger Gebiete machen, und bedenkt nicht, daß dies im comes Hassiae mit enthalten ist. Wer denkt aber auch, daß Scheidt aus Hyperpatriotismus, um dies Leineland und das Gericht den Welfen zuzuwenden, in seiner Urkunde Manches anders las! Der bessere Text bei Schminke monumenta Hass. II, 400, zeigt deutlich, daß Hermann das Land an der Leine hatte. Wer noch einen Zweifel hat, dem wird endlich Wenck hess. Landesgeschichte II, 727, denselben lösen.

todte Wunderthäterin? Aber sollte Heinrich, damals selbst noch kinderlos, an seines Hauses Untergang selbst Hand haben anlegen wollen?

So lebte vom Mannsstamm der Ludewinger nur noch der kinderlose Heinrich Raspe. Sein Leben griff in die allgemeinen Reichsangelegenheiten mächtig, oft gewaltsam ein. Als der mächtigsten deutschen Fürsten einer und Friedrichs Freund erkor ihn dieser für seine Abwesenheit (und wie wenig gönnte sich der große Hohenstaufe seinen Deutschen!) zum Reichsverweser (sacri romani imperii per Germaniam procurator). Aber eine unversuchte Treue und Freundschaft gilt so wenig als eine unversuchte Tugend überhaupt, und dem Versucher in und ausser ihm hat Heinrich nicht widerstanden. Als der 99jährige Gregor IX. (welch' ein Säculum hatte dieser Graf von Segni gesehen!) und nach 16 Tagen auch Cölestin gestorben war, trat Sinibald Fiesco Graf von Lavagna als Innocenz IV. auf den päpstlichen Stuhl, und ersah sich den thüringer Heinrich zum Gegenkönig gegen den Ghibellinen; durch Heinrich sollte Friedrich stürzen. Von neuem donnerte der Bann vom feilen lyoner Concilium aus gegen Friedrich (der freilich den Deutschen eine bessere Art zu glauben und zu leben verheissen haben soll). Den eidentbundnen Fürsten wurde befohlen einen neuen König zu küren; aber viele, auch die Heinriche von Meissen und Thüringen, schlugen die gefährliche Ehre aus. Als aber dem Letzteren Innocenz gewaltigen Zufluß aus seinen Cassen eröffnete und sonst jegliche Hülfe verhieß, so rief er aus: „so will ich denn gehorchen und wüßte ich auch, daß ich kein Jahr mehr leben sollte." Der Handel wurde abgeschlossen, und 25,000 Mark Silber, meist in England aufgetrieben, langten an.

1246 Am Himmelfahrtstage 1246 wählte eine große Anzahl Kirchen- und wenige Laien-Fürsten zu Hochheim unweit Würzburg den Landgraf zum deutschen König. Die Feinde nannten ihn den Pfaffenkönig, denn zu deren Werk und Werkzeug war er herabgesunken. Auf seiner Seite fochten in ihrer Weise auch die großen Bettelorden, damals noch des Papstes Leibregimenter. Seine Schicksale als König gehören der deutschen Geschichte an. Sein Sieg bei Frankfurt 5. Aug. 1246 über

Kaiser Friedrichs Sohn, den König Konrad IV., verstärkte seinen Anhang. Auch Mailand und die Lombarden rüsteten für ihn. Aber bei Reutlingen wies ihm das Glück den Rücken; überhaupt waren die Städte den Hohenstaufen, ihren Beförderern und Freunden, günstiger. So lehnte sich auch Erfurt gegen den mainzer Siegfried auf. Als Heinrich die Belagerung von Reutlingen aufgegeben hatte, wandte er sich nach Ulm. Dort wurde er eben so wenig aufgenommen, und sein durch Hunger und Kälte geschwächtes Heer von Konrad geschlagen, er selbst, sagt man, verwundet [1]). Da ging er auf die Wartburg zurück und starb daselbst am 16. oder 17. Febr. 1247 kurz vor der vom Papst ihm zugedachten Krönung, am Blutflusse. Neben seinem Vater im Katharinenkloster bei Eisenach fand sein Körper, neben der heiligen Elisabeth sein Herz seine Ruhestätte. Er wurde mit Helm und Schild begraben, denn mit ihm endete der letzte Ludewinger. 1247

Obgleich Heinrich von drei Gemahlinnen (die erste Elisabeth, ob eine Braunschweigerin? die zweite Gertrud von Österreich, die dritte Beatrix von Brabant, Herzog Heinrichs Tochter, der Sophien, Heinrichs Nichte, selbst zur Frau genommen) keine Kinder hatte, schien doch durch jene Anwartschaft, welche Heinrich der Erlauchte, als Schwestersohn Raspes, am letzten Julius 1242 von Benevent aus, auf ausdrückliches Gesuch vom Landgrafen, vom Kaiser erhalten hatte, gesorgt. Aber die Begehrlichkeit nach solcher Erbschaft war stärker als die Sicherheit eines Diploms, und es erwies sich abermals, daß mit den Leidenschaften der Menschen kein dauernder Contract zu schliessen sei.

Drei Jahre nach ihm starb der Hohenstaufe Friedrich. Wie darauf für das deutsche Reich, so kam jetzt für Thüringen eine trostlose Zeit eines Interregnums, ein großer, mit Feder und Schwerdt geführter Erbhandel, der endlich Hessen

1) Was Matt. Paris, der Engländer, S. 478 von einer Schlacht erzählt (s. Wachter II, 369.), welche Konrad bei der Stadt gewann, wo Heinrich gekrönt werden sollte und wenige Tage vor der Krönung, ist und bleibt dunkel. Vielleicht ist diese Schlacht eine Verwechslung mit der bei Ulm. Auch Hr. v. Raumer Hohenst. III, 220, hält diese ganze Nachricht für unwahrscheinlich.

von Thüringen auf immer löste, Thüringen mit Meissen vereinigte, und so die thüringische Selbständigkeit beendete, wenn es auch hin und wieder seine eigenen abgetheilten Fürsten, doch aus wettinischem Stamme, hatte. Gewann es auch im mächtigen Verein mit Meissen größere politische Festigkeit und manche tüchtige Institutionen, so war ihm der rechte frische Lebenskeim, der wahre Silberblick des Lebens, auf Jahrhunderte genommen. Denn über Alles geht bei Einzelnen und Staaten die Selbständigkeit.

Dritte Abtheilung.

Steigende innere und äussere Kraft der wettinischen Fürsten und Länder. Erwerbungen, Theilungen und Verluste von 1247—1423 (1428).

Erstes Hauptstück.

Geschichte der vereinigten Länder bis zur Veräusserung der Niederlausitz 1247—1303, und zu Friedrichs des Gebissenen Tod 1324.

1. Heinrich der Erlauchte und sein Krieg um Thüringen.

Es ist eine wunderbar bewegte Zeit, von welcher wir in diesem ganzen Zeitraume vom dreizehnten bis funfzehnten Jahrhunderte selbst für unsere Länder zu sprechen haben, der Zeitraum der unmittelbaren Folgen der Kreuzzüge, der auf's höchste steigenden Hierarchie und der nach oben in ein deutsches Staatensystem, nach unten in das schreiendste Faustrecht sich auflösenden Feudalaristokratie. Als die deutsche Königs- die römische Kaiser-Würde nach dem blutigen Untergange der Hohenstaufen (wer mag es leugnen, daß die Sirene Italien sie von Deutschland als dem rechten Standpunct ab und in's Verderben lockte)? eben weil das Deutsche in ihnen aufzuhören drohte, zu verfallen schienen, als eine gesetz- und herrscherlose Zeit heranbrach, das stärkste Recht das Recht der Stärke

wurde, musste Eines den Fürsten der einzelnen deutschen Staaten allmälig deutlich werden, daß alle Rettung nicht vom Reiche, welches danieder lag, sondern aus dem Innern der einzelnen Staaten herauskommen, daß jeder Deutschland in seinem eigenen Staate retten müsse. Umsonst würden sich indeß manche Fürsten bei den immer lockerer werdenden Vasallenbanden nach einem festen Kerne in ihrem Bereiche umgesehen haben, würden zum Theil bei der Zersplitterung ihres Hausgutes und den steigenden Bedürfnissen (bei und nach den Kreuzzügen) von Nothbede zu Nothbede und zu Veräusserungen und Verwilligungen haben greifen und dabei sich Demüthigungen gefallen lassen müssen, wenn nicht ein Gegengewicht gegen den Adel in den deutschen Städten und ihrem vom Adel und Ritterthum weg dem Fürsten sich mehr zuneigenden Interesse sich gebildet hätte. In diese Städte flüchtete sich die bürgerliche Freiheit, das Gesetz, der Handel und Verkehr, der auf das Nützliche gerichtete Sinn. Dagegen lebte die höhere Kunst und das Wissen in den Klöstern und Stiftern und beider Schulen fort; aber auch die Zeit war da, wo man auf noch höheren Anstalten des Auslandes größere als die gewöhnliche Wißbegier nach Trivium und Quadrivium zu befriedigen begann, und endlich neben der geistlichen noch eine besondere Gelehrsamkeit, für Recht und Gesundheit entstehen sah. Als Alles, Adel und Zunft und Geistlichkeit, eine geschlossenere Form annahm, schloß sich auch das Wissen zur Wissenschaft, die Summe zu behandelnder rechtlicher Verhältnisse und heilkundlicher Erfahrungen, bisher nur Aggregat, zum System. Am spätesten liessen sich die Mönche und Juden die Heilpraxis entreissen; weit eher wurde die Rechtskunde zum gelehrten Wissen, weil Kirche und Fürst geflissentlich zwei fremde ihnen günstigere Rechte aus Italien einheimisch zu machen suchten. Ein Staats- und Fürsten-Recht entwickelte sich praktisch, eigentlich mehr aus der Negative, aus der Collision, als aus positiven Sätzen. Den Staat als erbliche Besitzung zu vergrößern, war jetzt Familieninteresse; die Sorge, ihn nicht an's Reich zurückfallen zu lassen, erzeugte staatsrechtliche Verträge aller Art, deren Gewähr das Reichsoberhaupt zu übernehmen pflegte, welches bei

der Wahlverfassung des Reiches, also ohne Bürgschaft der Beibehaltung der Krone bei dem eigenen Hause, für seine Hausmacht das Ähnliche wünschenswerth fand. Wie viel aber bei offenkundigen Anwartschaften und Erbverträgen noch zweifelhaft sein oder zweifelhaft gemacht werden konnte, wie viel noch immer die Gewalt dem klaren Buchstaben zu Hülfe kommen und entscheiden helfen musste, zeigt der berühmte thüringische Erbfolgekrieg.

Die Personen welche bei diesem merkwürdigen Erbfolgestreit berücksichtigt werden müssen, sind folgende Kinder und Enkel Landgraf Hermanns I.[1]): Juttas (seiner ältesten Tochter erster Ehe und mithin der Halbschwester des letzten Landgrafen) Sohn Heinrich der Erlauchte; dann Sophia, Herzog Heinrichs I. von Brabant Gemahlin, die Enkelin Hermanns von seinem Sohne zweiter Ehe, Landgraf Ludwig dem Heiligen, und deren jüngere Schwester Gertrud, Äbtissin zu Altenberg bei Wetzlar (nach Anderen zu Altenburg) und endlich Siegfried von Anhalt, ein Enkel Hermanns von seiner

1) Folgende Tabelle, die nur die wichtigsten Namen enthält, wird die Sache deutlicher machen:

Ldgf. Hermann I. 1190—1216.

1. Sophia v. Österreich.
2. Sophia v. Baiern.

1.	2.	2.	2.	2.
Jutta.	Ldgf. Ludwig IV. † 1227.	Ldgf. Heinrich Raspe	Konrad, Großmeister d. dtsch.	Irmengard,
1. Dietrich v. Meissen.	Elisabeth die	IV. König	Ordens 1240.	Gem. Gf. Heinrichs v. Anhalt.
2. Poppo v. Henneberg.	Heilige.	1228—1247.		

1.	2.				
Heinrich d. Erl. 1218 —1288.	Hermann v. Henneberg.	Ldgf. Hermann II. 1238-1242.	Sophia	Gertrud *)	Graf Siegfried v. Anhalt.
		Helena von Braunschweig.	Gemahl. Herzog Heinrichs v. Brabant	Äbtissin zu Altenberg bei Wetzlar	
		* * *	† 1234.	† 1297.	
			Heinrich d. Kind † 1308.		

*) Statt dieser setzen Andere Sophia, Äbtissin von Kitzingen. Eccard genealog. Sax. p. 339.

Tochter (zweiter Ehe) Irmengard, die an Graf Heinrich von Anhalt vermählt gewesen war. Für Heinrich den Erlauchten sprach seine vom Kaiser (1242) erhaltene Eventualbelehnung mit der Landgrafschaft Thüringen, der sächsischen Pfalz und Allem was Reichslehen war. Dies entschied aber nicht über die Alloden, über welche nur die Nähe der Verwandtschaft den Ausschlag geben konnte. Allein gerade darüber war die Ansicht ganz getheilt[1]) und ist noch jetzt getheilt. Rechnete man nach der in Fürstenhäusern später eingeführten, damals aber schwerlich schon zur Regel gewordenen Linealerbfolge, welche bloß auf die Nähe der Stämme und Linien Rücksicht nimmt, und geht man wie billig bis auf Hermann I. hinauf, so war wenigstens Heinrichs Recht dem der übrigen gleich, und da es bei Stammgütern vom Vater abgeleitet wird, mochte es nicht im Wege stehen, daß seine Mutter bloß halbbürtige Schwester des letzten Landgrafen war. Dagegen hatte Sophia alle Rechte der geraden und Gradualerbfolge und, Heinrich Raspe als Erblasser betrachtet, das für sich, daß Brüderskinder Schwesterkindern, die vom Hauptstamme sich absonderten, im Lehenrecht vorgezogen werden. Sophia machte also Ansprüche auf Hessen und auf die alte durch Ludwig den Bärtigen gegründete Erbgrafschaft der Ludewinger und die übrigen nach und nach erworbenen oder Stammgüter des Hauses. Den landgräflichen Titel führte sie nach Geburtsrecht, doch nicht ausschließlich.

Auffer Beiden machte noch Siegfried von Anhalt, der Stifter der alten zerbster Linie und Herr von Dessau, Köthen, Koswigk u. s. w., der auf dem Schlosse Reine saß,

1) „Da sprochin etzlige Furſten, der tochter soen were nehir zu dem Lande dann der sweſter soen, darmidde wart frauwe Sophia getroiſt. So sprochin etzliche: die Lande werin uß Kunnig Hinrichs munde geſtorben, der eyn Lantgrave geweſt wäre, der erbete die Land mogelicher uff siner sweſter soen, wan uff sins bruder tochter soen, darmidde wart Marggrave Hinrich getroiſt u. s. w." s. Gerſtenberger aus der doringer Chronicken in Schminke monum. Hass. II, 414. Schade, daß nicht die ganze Stelle Platz finden kann, sie verdiente es auch um der damaligen Verwandtschaftsbegriffe willen. Halbbürtige Geschwiſter heiſſen: „eynhalb geswiſtere."

welches später die Elbe verschlungen, noch Erbansprüche an die Allode (schwerlich an die Landgrafschaft), die er auch wegen seiner Mutter Irmgard her wohl machen konnte, und überfiel, von seinen Brüdern unterstützt, Oldisleben und die Stadt Weissensee (Jul. 1249); dagegen soll Hermann von Henneberg, der edle Dichter, mit der Herrschaft Schmalkalden, die wenigstens 1262 im Besitze jenes Hauses, und Äbtissin Gertrud mit Geld befriedigt worden sein. Heinrich aber setzte sich sogleich in den Besitz der Land- und der Pfalz-Grafschaft, was wohl kaum anders geschehen konnte, als daß er auch die Allode mit besetzte, wobei er aber Widerspruch erfuhr, und wendete sich dann glücklich gegen die Anhaltiner. Die getreuen Ritter und Städte von Hessen und selbst manche thüringische Vasallen erklärten sich für Sophia und ihr dreijähriges Kind, und der alte Herzog von Brabant säumte nicht für die Ansprüche seiner Gemahlin Sophia und seiner Tochter Beatrix, Raspes Wittwe (dieser auf ihr Witthum), in Hessen persönlich aufzutreten und selbst den Titel eines Landgrafen von Thüringen anzunehmen[1]). Doch kam er nicht nach Thüringen selbst und starb 1. Febr. 1248, wodurch So- 1248
phia weniger vor ihrem sanften Stiefsohn Herzog Heinrich, als dessen ehrgeiziger burgündischer Gemahlin, Brabant verließ. Die Lage dieser heldenmüthigen Frau war traurig. Der braunschweiger Otto riß Münden, das Landgericht an der Leine, die duderstädter Mark an sich, und überfiel die Landschaft an der Werre, erstürmte Eschwege. Siegfried III., Erzbischof von Mainz, erbaute Burgen gegen Marburg, foderte die mainzer Lehen in Thüringen und Hessen ab und sprach bei ihrer Verweigerung gegen Sophia und Heinrich von Meissen den Kirchenbann (1248). Kein Kaiser und kein Reichsgericht, kein höheres und besseres Recht war da; auf dem Schwerdte oder auf friedlichem Vertrage ruhte die Selbsthülfe. Sophia ging mit dem Kinde nach Hessen.

1) Rommel Gesch. v. Hessen II. S. 16. u. Anmerkk. S. 9. Wenn man ganz unparteiisch sein will, muß man auch die hessischen Geschichtschreiber vergleichen. Es zeigt sich, daß die Sache wirklich nicht so auf platter Hand liegt, wie Manche wähnen.

Auch Heinrich hatte sich mit einer Zahl thüringischer Großen im Lande herumschlagen müssen und brachte sie nach einigen Treffen bei Mühlhausen, Tonna und Gotha, wobei Rudolf von Vargula und der kirchberger Burggraf auf seiner
1249 Seite waren, endlich zu Weissenfels (1. Jul. 1249) zu einem Anerkennungsvertrag, versprach ihnen den ruhigen Genuß ihrer gegenwärtigen und künftigen Lehen zu gewährleisten (warandiam faciet), sie auszulösen, wenn sie im Kampf für ihn gefangen würden, nicht eher Frieden zu machen, als bis sie das etwa Verlorne wieder hätten, und sich mit den Anhaltinern zu vergleichen oder Schiedsgericht zu nehmen. Dafür erkennen die Grafen und Herren von Käfernburg, Rabenswalde, Schwarzburg, Beichlingen, Hohnstein, Stollberg, Heldrungen u. A. ihn als ihren wahren Herrn und Landgrafen von Thüringen an, wollen die neu erbauten Burgen brechen und ohne Falsch und Arg dem Landgrafen sein Land beschützen helfen, mit denen die im letzten Treffen auf seiner Seite waren gute Freundschaft halten, bei neuem Streite unter sich Recht von ihm nehmen, die Gefangenen ledig geben, bis auf den Treffurter und die bei Gotha Gefangenen, welche Urfehde schwören sollen [1]).

Nicht nur die Großen Hessens (wahrscheinlich auf dem Landgericht zu Maden), sondern auch einige thüringische Städte und Schlösser, z. B. Wartburg und Eisenach, erkannten Sophien an, und Heinrich begab sich vom Landgericht zu Mittelhausen zu ihr nach Eisenach. Hier kam man wahrscheinlich, um nicht das streitige Land eine Beute Anderer werden zu lassen, dahin überein, daß Sophia ihrem Vetter Heinrich die Vormundschaft, Wartburg und Hessen auf zehn Jahre „zu getreuer Hand" übergab, oder bis ein Kaiser- oder Fürsten-

1) Der Vertrag bei Horn Henr. ill. p. 308. No. XVI. Die andern Hauptquellen für diesen Erbstreit sind Anonymi chron. Erfordiense bei Schannat Vind. lit. I. hieher p. 100—106; die hist. de Landgrav. Thur. bei Pistor-Struv. I. 1328—1331, und die Annales breves de Landgr. Thur. bei Eccard hist. geneal. p. 429—437. Gerstenberger in Schminke Mon. Hass. I. ist höchst naiv zu lesen und schöpft aus frühern thür. u. hessischen Chroniken. Engelhaus, Riedesel u. s. w.

Recht die Sache entscheiden werde. Auch der Bannstrahl trug wohl zu diesem Frieden bei, der von den folgenden Erzbischöfen Christian und Gerhard wiederholt und (jetzt erst, wie es scheint) mit dem Interdict verstärkt wurde. Da war wohl Einigkeit vonnöthen! Doch dauerte Bann und Interdict bloß drei Jahre, indem Gerhard selbst wieder in anderer Sache vom päpstlichen Legaten Hugo excommuniciret und damit jene Maßregel aufgehoben wurde. Gerhard verlieh nun Heinrich 1254 1254
jene Stiftslehen in beiden Landen von neuem, verlieh wahrscheinlich damals auch das stiftische Erbmarschallamt an Heinrich, der ihn mit 70 Pferden in Erfurt empfing und ihm den Steigbügel hielt, und ging einen Landfrieden ein, dessen Handhaber Friedrich von Treffurt sein sollte. Um dieselbe Zeit empfing Heinrich auch zu Merseburg vom deutschen König Wilhelm (von Holland) die Belehnung mit den neuen Ländern. Dies alles mochte Sophien für die Rechte ihres Sohns besorgt machen; sie eilte nun nach Thüringen und hob die für Hessen angeordnete Verwaltung des Markgrafen auf, der aber Eisenach, Wartburg und Gudensberg in Hessen zurückbehielt. Wenigstens verweigerte Eisenach Sophien die Öffnung. Diese aber, „wante sye was eyn strenge wohlgehertzet wyp unde was von kluger Vernunft unde wissheyd," hieb selbst mit einer Art in das Georgenthor und wurde endlich eingelassen. Von ihrem guten Rechte überzeugt, suchte sie ihres Gegners Gewissen durch eine Art von Gottesurtheil anzurühren und lud ihn in die S. Katharinenkirche, um dort nebst 20 Eideshelfern aus seinem Anhange sein Recht auf Thüringen und Hessen mit einem Eide auf S. Elisabeths ihrer Mutter Ribbe zu beschwören. Außer sich aber wurde sie, zerriß ihre Handschuhe und jammerte, als Heinrich lachenden Muthes (und die Zwanzig mit ihm) sein gutes Recht beschwor. Da beschloß sie nach mächtiger Hülfe sich umzusehn und Gewalt mit Gewalt abzutreiben. Da sie auf ihren Münzen mit einer Lehensfahne erscheint, so mag sie jetzt erst ihre Ansprüche auf ganz Thüringen ausgedehnt haben, obgleich dies Andere leugnen [1]).

1) G. W. v. Günderrode sämmtl. Werke. Leipz. 1788. II, 427. Weisse sächs. Gesch. I, 276. — Dagegen Rommel, Hundeshagen u. A. leugnen, daß Sophia ganz Thüringen angesprochen habe.

Umsonst hatte sich schon früher Sophia an ihren herzoglichen Stiefsohn von Brabant um Hülfe gewendet, umsonst sich dem rheinischen Städtebunde angeschlossen; jetzt fiel ihr Blick auf den mächtigen Herzog Albrecht den Großen von Braunschweig; als Pfand des neuen Bundes gab sie ihm die eigene Tochter Elisabeth zur Frau und verlobte mit dessen Schwester Adelheid ihren zehnjährigen Sohn, den Knaben von
1254 Hessen (1254). Jetzt gab Heinrich wenigstens den Gudensberg zurück; von den thüringischen Alloden wich Heinrich nicht. Der Erbtruchseß v. Schlotheim, sein vielgeltender Rath, erklärte ihm: „und wenn er mit einem Fuß im Himmel, mit dem andern auf der Wartburg wäre, so müsse er jenen lieber als diesen wegziehen!“ Albrecht behielt nun die Landschaft an der Werre und rückte mit einem Heere gegen Thüringen, in welchem Heinrich theils seinen Sohn Albrecht, theils seinen Stief-
1256 bruder Hermann von Henneberg zu Statthaltern ernannte (1256).

So beginnt nun in der Nähe der Wartburg, wo 50 Jahre früher ein Kampf ganz andrer Art gehalten worden sein
1256-63 soll, im Jahre 1256—1263 Thüringens siebenjähriger Krieg, ein halb Jahrtausend (und welches?) vor dem berühmteren des achtzehnten Jahrhunderts. Eisenach hatte Sophia durch Ludwig von Velsbach in ihre Hände gebracht. Man baute neue Burgen, und im Raume weniger Stunden waren ein Dutzend Schlösser von Heinrichs oder von Albrechts Partei besetzt. Eins suchte man durch das andere zu gewinnen; die Malitten-, Eisenacher- und Frauenburg, der Metelstein, die Klemme in Eisenach waren für Sophia, die stolze Wartburg, der Rudolfstein, der Kalenberg u. a. für den Markgraf. Selbst der Abt von Reinhardsbrunn erhob die alte Schauenburg aus ihren Trümmern und gab sie Hermann von Henneberg. Wenn Heinrich sie wieder brach, geschah es wohl, um sie dem Braunschweiger nicht in die Hände fallen zu lassen. Es war ein Burgenkrieg. Doch wurde auch Kreuzburg von dem Braun-
1259 schweiger belagert und verbrannt (1259). Dagegen gewann später Heinrich die Stadt Eisenach und übte unmenschliche Rache an dem Velsbach aus, indem er ihn mit einer Blide (Wurfmaschine) mehrmals von der Wartburg gegen die Stadt zu schleudern ließ. „Und das Land gehört doch dem Kind von

Brabant!" soll er noch sterbend gerufen haben. Sophien traf noch anderes Unglück. Ihr starb die Tochter Elisabeth, die Herzogin von Braunschweig; deren Gemahl selbst musste Thüringen verlassen und Margarethen von Dänemark zu Hülfe ziehen; Marburg wurde von einer Feuersbrunst verheert, und Werner von Eppenstein, der schlaue Erzbischof von Mainz, sprach über sie, ihren Sohn und Schwiegersohn den Bann, und über Stadt und Land, das ihr anhing, das Interdict. Mit Eisenach zugleich fiel auch der Metelstein.

Das Kind, für welches Sophia solchen schweren Streit unternommen hatte, war unterdeß zum 18jährigen Jüngling herangewachsen und führte nun wie seine Ansprüche im Siegel (als von Gottes Gnaden thüringer Landgraf und Herzog von Brabant), so auch mit dem Schwerdte seine Sache selbst, zuerst verbündet mit Gottfried von Ziegenhain gegen Erzbischof Werner von Mainz und dessen Anhang, den er zu einem Vergleich vermochte, worin die mainzischen Lehen in Hessen und Thüringen, in Letzterem die Gerichte von Berge, Aspe, Thomasbrück (andere sollten binnen Jahresfrist erst ausgemittelt werden) ihm wieder zugesprochen wurden (1262). Jetzt 1262
hatte auch Albrecht wieder freie Hand, nach Thüringen einzudringen. Der Markgraf Heinrich wich vor der Übermacht nach Böhmen, um dort Mannschaft anzuwerben. Seine Söhne Albrecht und Dietrich erwarteten zu Leipzig des Vaters Rückkehr. Mit den Grafen von Schwerin, Eberstein und Heinrich von Anhalt, Albrechts Schwager, seinen auf einem lüneburger Turnier gewonnenen Freunden, drang Albrecht in die Stifter Merseburg und Naumburg vor und bezog dann ein verschanztes Lager zu Besenstädt bei Wettin. Da überfiel der treue Rudolf von Vargula, mehr als einmal der Retter Thüringens und des Ruhmes seiner Fürsten, mit einigen Hundert tapferer Gesellen und des Markgrafen Söhnen, die er dazu ermuthigt hatte, am 29sten October 1263 die Feinde 1263
noch vor Tage: um 9 Uhr nach blutigem Kampfe waren der verwundete Herzog und die Grafen, waren 9 Burgherren, 12 andere Freiherren, 550 Ritter und Knechte, 1000 Pferde gefangen und der Krieg war geendet; denn alles Verlorne in Thüringen wurde schnell wieder gewonnen.

Theuer mussten sich die Gefangenen lösen, am theuersten der Herzog, nach langer Gefangenschaft in Merseburg. Er zahlte 8000 Mark (durch erhöhete Salzsteuer aufgebracht) und trat die bisher besetzt gehaltene Grafschaft an der Werre wieder ab, mit Witzenhausen, Eschwege, Allendorf, Wanfried, Santra, Fürstenstein, Arnstein [1]). Diese wurden Sophien und ihrem Sohne nebst Hessen überlassen, und sie verzichtete dafür auf alles Lehen- und Stamm-Gut in Thüringen. Am
1264 31. Octbr. 1264 unterzeichnete sich Heinrich von Hessen zum letzten Mal Landgraf von Thüringen. Nur den Titel Landgraf führte er fort, den er später auch auf Hessen übertrug (1292). Um alles noch obwaltende Mistrauen zu verscheuchen, zogen Herzog Albrecht und der junge Landgraf Albrecht von Thüringen und andere Fürsten gemeinschaftlich nach Preussen den deutschen Rittern zu und verdienten sich dort den goldnen Rittersporen (1265). Vorher aber wurde noch, damit das große Trauerspiel in Freuden ende, jenes berühmte Turnier zu Nordhausen abgehalten, in dem ein silberner Baum mit silbernen und goldnen Blättern und goldnen Früchten die Preise bot. Wer getroffen auf dem Pferde sich erhielt, bekam aus schöner Hand als Dank das Blatt von Silber, wer den Gegner aus dem Sattel stach, ein goldenes. Das hat mit Tanz und Schmaus acht Tage lang gewährt, und Ähnliches hat später auch Merseburg und Meissen 1265 und 1268 gesehen [2]).

So trat Hessen aus dem thüringischen Verband heraus und blühte nun selbständiger, kräftiger zu einem schönen deut-

1) Es sollen acht Schlösser und Städte sein, aber über einige ist man zweifelhaft. Rommel II, Anmerkk. 22. Daß Bielstein und Ziegenberg, welche Weisse Gesch. d. kurf. St. I, 280 nennt, nicht darunter waren, weiset Rommel nach. Eine völlige Erbverbrüderung zwischen Meissen (richtiger wohl Thüringen) und Hessen ist damals nicht geschlossen worden, höchstens ein Schutzbündniß. Doch sehe man zum Jahre 1373.

2) Die älteste, nachher gewaltig aufgeputzte Nachricht vom „Turnei zum silbernen Baum" in den Annal. Vet. Cellens. bei Mencken scrr. rer. Germ. II, 405. Weder Zahl und Namen der Gäste noch Jahr und Tag sind angeführt. Wahrscheinlich zwischen 1263 und 1265. Vgl. auch Büsching Ritterzelt und Ritterwesen I, 348. (Leipz. 1823).

schen Staat empor, der noch vielfach mit Thüringen und Meissen in Berührung kommen sollte, und seiner alten Gemeinschaft eingedenk durch eine Erbverbrüderung mit Meissen zu gegenseitiger Erbfolge sich später vereinigte.

2. Mark-, Pfalz- und Land-Graf Heinrich der Erlauchte oder Prächtige, sein Haus und seine Zeit.

Mit der Erwerbung der sächsischen Pfalz und der thüringischen Landgrafschaft rundete sich der Länderbesitz des wettinischen Hauses zu einem höchst ansehnlichen Staate ab, der nach dem damaligen Areal nur von dem österreichischen Ländernetus (da auch Kärnthen, Krain und die Steiermark dazu gehörten), aber gewiß nicht von dem Patrimonialstaat der Wittelsbacher und an Volkszahl von keinem deutschen Staate übertroffen wurde. Jetzt war nach Hessens Abscheidung das Land von der Werre bis zur Oder, von dem böhmischen Gebirge bis zum Harz in Einer Hand vereinigt. Rechnet man die durch Handel und Bergwerke so gewachsene Geldmacht dieses Staates hinzu, so hätte man von nun an auf eine ganz andere Entwickelung des Landes und eine andere Rolle schliessen sollen, die Meissens Fürsten fortan spielen würden. Hier wäre ein fester Kern in Mitteldeutschland allein gewesen, eine Vormacht gegen Böhmen und Polen, die Kaiserwürde würde man keinem Fremden ferner zu verkaufen gebraucht haben! Aber ein einziger unglücklicher und doch natürlicher, in der Zeit und Sitte begründeter Gedanke Heinrichs vernichtete Alles. Heinrich theilt und bricht dadurch nicht allein die ganze Staatskraft der wettinischen Länder, sodaß nach 40 Jahren schon ein Hauptland verloren war, sondern er erschüttert auch das Hauswesen und zerrüttet die Familie des Fürsten. Leider herrscht noch über Grund und Zeit der Theilung großes Dunkel.

Heinrich hätte von seiner österreichischen Constantia, welche 1243 starb, 1240 seinen ältern Sohn Albrecht, 1242 den zweiten Dietrich erhalten. Nach fast sechs Jahren vermählte er sich auf's neue mit Agnes von Böhmen, der Tochter Königs Ottokar Przemislaw, welche 1267 oder 1268 starb, ohne

ihm Kinder geboren zu haben. Da heirathete er die ihm unebenbürtige Elisabeth von Maltitz, eines Ministerialen Tochter, welche aber erst zugleich mit Friedrich, dem Sohne, den sie dem Markgrafen gebar, vom Kaiser Rudolf zu Znaym 1278 mit den Vorrechten einer freien und edeln Geburt und der Erbfolge in Reichslehen aus kaiserlicher Machtvollkommenheit begnadet werden musste [1]). Dem ältern Sohne erster Ehe, der mit Margarethe, der Tochter Kaiser Friedrichs, um's Jahr 1246 verlobt und 1254 vermählt und damit in den unterpfändlichen Besitz des Pleissnerlandes gekommen war, hatte der Vater bereits schon frühet die Verwaltung Thüringens anvertraut, und ließ es ihm, da es den Thüringern wünschenswerth sein musste, ein eigenes Land zu bleiben, auch bei der Theilung, als das Hauptland, das dem Ältesten gebühre. Damit blieb die sächsische Pfalzgrafschaft verbunden. Der zweite seiner Söhne, Dietrich, erhielt das Osterland oder das zwischen Elster, Mulde und Saale gelegene Land und damit Leipzig, welchem er große Freiheiten gab; die meissner und lausitzer Markgrafschaften behielt sich Heinrich vor. Da Markgraf Dietrich seinen Sitz zu Landsberg nahm und man persönliche Titel auf den Grundbesitz überzutragen pflegt, nannte man Dietrich auch Markgraf von Landsberg. Dem dritten Sohne dritter Ehe, Friedrich dem Kleinen, setzte Heinrich später einige Städte, darunter Dresden, Hayn, Tharant und Radeburg aus. Daß die Theilung nicht erst 1265, sondern schon 1262, noch vor dem völligen Beschluß des Erbfolgekriegs gemacht worden sei, scheinen Urkunden zu bezeugen, in denen die Söhne Regentenhandlungen in diesen Ländern vornehmen. Wahrscheinlich waren ihnen auch diese Länder schon seit 1262 zur Verwaltung übergeben und wurden dann 1265, nach beendigtem Streite, ihnen auch förmlich abgetheilt, sodaß nun der Vater selbst nur noch den Titel Markgraf von Meissen und der Lausitz führt.

Wenn aber Heinrich, der kaum 50 Jahre zählte, sich damit etwa gemächliche Ruhe und Erholung von vielen Anstrengungen bereitet zu haben meinte, wenn er dem Genusse sei-

1) Hornii Henr. Illustris. Frankf. u. Leipz. 1726. 4. p. 342.

ner Macht und Pracht in glänzenden Turnieren und Hofhaltungen sich widmete oder so vielen Ländern allein kaum vorstehen zu können glaubte, so ärndtete er doch nur zu bald vom ältern Sohne Undank und damit Verdruß und Kummer ein. Zwischen Albert und Dietrich brach bald nachher (1268?) eine 1268
so heftige Irrung aus, daß Beide Heere gegen einander führten. Ihr Oheim, Bischof Dietrich von Naumburg, versöhnte sie endlich, ohne jedoch der Ursache des Streites in einem Briefe zu gedenken, in welchem er damit seine Abwesenheit bei der Weihung der Marienkirche zu Pforta entschuldigt. Eben so wenig ist die Ursache des Streites, wenn er nicht Folge des frühern mit dem Bruder war, bekannt, in welchen Albrecht mit seinem eigenen Vater 1270 gerieth, dem er nach- 1270
her in einer feierlichen Urkunde versprechen musste ihn und seine Räthe nie zu verfolgen oder gefangen zu nehmen, seine Städte und Schlösser nicht zu erobern, auch mit seinem Bruder nicht gegen ihn sich zu verbinden[1]). Noch entehrender wie gegen Bruder und Vater benahm sich Albert (den man nachher den Ausgearteten genannt) gegen seine eigene Gemahlin Margarethe und deren Kinder, Heinrich, Friedrich und Diezmann (oder Dietrich den jüngern). Die edle Kaisertochter wurde gegen ein Hoffräulein, Kunigunde von Eisenberg, welcher Albert seine Liebe zugewendet, zurückgesetzt und verfolgt, und sollte endlich von einem Eseltreiber ermordet werden, der ihr aber den Plan verrieth. Am 24. Junius 1270 entfloh die hohe Fürstin, nach einem schmerzlichen Abschied von den Kindern (von dem der zweite Sohn den Beinamen mit der gebissenen Wange führt), an Stricken aus der Wartburg herabgelassen, nach Fulda und Frankfurt, wo die Bürger ihres großen Vaters, des Bürgerfreundes, noch in Ehren dachten, und starb daselbst noch 1270, verfolgt von jenem unglückseligen Geschick, welches fast alle Hohenstaufen traf und zwei Jahre früher (1268) den letzten männlichen Sproß des Hauses, Kon-

1) Pertuchii chron. Portense ed. II. Lips. 1789. 4. II., 169. der Brief des Bischofs von Naumburg. Der Vertrag zwischen Heinrich und Albert bei Wilh. Er. Tentzel vita Friderici admorsi bei Mencken scrr. rer. Germ. II, 914, wichtig auch in Beziehung auf den damaligen Rechtszustand.

radin, mit Dietrichs von Landsberg junger Tochter Brigitte sehr früh verlobt und 1266 zu Bamberg vermählt[1]), auf dem Schaffot zu Neapel enden ließ. Vor der neuen Stiefmutter (1272) Kunigunde, der Unwürdigen der Ehren, schützte Dietrich von Landsberg die unglücklichen Knaben Friedrich und Diezmann, die er zu sich nahm, sowie der Markgraf Heinrich seines ältesten gleichnamigen Enkels Beschützer wurde und ihm später die Verwaltung des Pleissnerlandes übertrug, der
1274 Mitgift seiner unglücklichen Mutter. Seit 1274 erscheint Heinrich als Herr dieses Gebiets, seit 1281 auch Friedrich als
1275 Pfalzgraf von Sachsen. Doch schon 1275 brach neue Fehde zwischen Albert und Dietrich dem Landsberger aus. Auf Dietrichs Seite focht diesmal der Erzbischof Erich von Magdeburg; aber Beide wurden bei Tennstädt in Thüringen von Albrecht überfallen und vertrieben, da söhnten sich beide Theile aus; einige Jahre später indeß wurden Dietrich und des weislich ausgebliebenen Alberts Sohn, Friedrich, und ein Burggraf von Leißnig mit vielen ihrer Mannen (sie hatten dem Erzbischof und seinem Bruder Markgraf Otto von Brandenburg zur Belagerung eines Schlosses zuziehen sollen) hinterlistig vom Erzbischof gefangen genommen. Friedrich entkam, Dietrich löste sich mit schwerem Gelde, verwüstete dann aber auch das Erzstift und zerstörte Taucha bei Leipzig, Werben, Köthen. Vorher hatten Albrecht und Dietrich dem König Ottokar von Böhmen, ihrem nahen Verwandten, gegen Rudolf von Habs-
1276. 77 burg beigestanden, waren aber auch 1276 und 1277 in den zwischen Beiden geschlossenen Frieden mit aufgenommen wor-
1281 den[2]). Bald darauf (1281) entspann sich neuer Kampf zwischen Albert dem Entarteten und seinen eigenen Söhnen. Albert hatte den mit seiner Kunigunde von Eisenberg vor der Verehelichung erzeugten Bastard, Albrecht oder Apitz, entwe-

1) s. Urk. in Lettenkhover Gesch. der Herzg. v. Baiern. Regensburg 1767. 8. S. 178. Brigitta muß noch ganz Kind gewesen sein, wenn man nachrechnet.

2) Über die magdeburger Fehde vgl. einige abweichende Nachrichten in einer Stelle der magdeburger Schöppenchronik bei Beckmann Hist. des Fürstenth. Anhalt. Zerbst 1810. Fol. II. Theil. 5. S. 88. über Rudolf v. H. s. Abelungs Direct. S. 132. 133.

der durch die Trauung als Mantelkind oder durch kaiserlichen Befehl, nicht nur legitimiren lassen, sondern suchte auch mit höchst ungerechter Begünstigung desselben diesem den künftigen Besitz des Landes zuzuwenden. Die ächten Söhne mussten schmählich darben, und zum Nöthigen das Geld von Klöstern und Stiftern zusammenborgen. Das war eine schwere Zeit für das ohnehin damals durch Überschwemmungen, Feuersbrünste, Hungersnoth, Seuchen und Wölfe vielfach heimgesuchte Thüringen. Die Vasallen ergriffen für und wider ihn ihre Schwerdter. Friedrich der Gebissene[1]) wurde von einem Graf von Käfernburg in einem Gefecht bei Weimar gefangen, und sein Vater ließ ihn in einem Thurm der Wartburg schmachten, bis nach Jahresfrist Alberts mitleidigere Diener selbst die Flucht erleichterten (1281). Ohne diese Fehden würde viel- 1281
leicht einer der jungen Fürsten, als Söhne der hohenstaufischen Margarethe, nach Oberitalien gezogen sein, wohin die dortige ghibellinische Partei ihn einlud. Ist's doch noch ungewiß, ob Konradins vom Schaffot herabgeworfener Handschuh vom Truchseß Waldburg nicht nach Thüringen statt nach Aragonien hatte gebracht werden sollen[2])! In solcher Zeit allgemeiner Aufregung hatten auch die Erfurter schweren Streit mit ihrem geistlichen Herrn, dem Erzbischof Werner, dem berühmten Eppensteiner, und kamen darüber dritthalb Jahr in's Interdict (1279—1282); endlich ließ er sich für 1000 Mark seinen Amtszorn abkaufen. Bald darauf erregte ein erfurter Bürger, Vollrad von Gota, einen neuen Aufstand des Pöbels gegen die Reichen und Vornehmen. Einige Jahre später, 1287, suchte Erzbischof Heinrich von Mainz, der Minorit und Schwarzkünstler, einen allgemeinen Frieden in Thüringen zu stiften, aber er dauerte nur kurze Zeit.

Das Ende dieser Unruhen sahen drei Fürsten des wettinischen Hauses nicht, die damals im Raume weniger Jahre nacheinander starben. Im Jahr 1283 verschwindet Albrechts 1283

1) Das Chron. S. Petrinum Erfordiense bei Mencken III, 292. nennt Dietrich. Vgl. Wachter in der jen. Lit. Zeit. 1827. April 27.

2) Vergl. v. Raumer Gesch. d. Hohenst. IV, 617. 624, nur daß dort Kunigunde von Eisenberg, nicht Isenburg gelesen werden muß.

des Entarteten Sohn Heinrich, der wegen des ihm vom Vater (aber unerweislich) entrissenen Pleissnerlandes der Länderlose geheissen haben soll, und Diezmann erscheint nun mit dem Titel vom Pleissnerlande; dann starb, wahrscheinlich 1283
1284 oder 1284, der gute alte Oheim Dietrich von Landsberg, dem seine brandenburgische Helena Friedrich Tutta als Sohn und Erben vom Osterlande und Landsberg hinterließ. Sein Beiname soll vom Stammeln seiner Zunge abgeleitet werden; da er aber auch in fürstlichen Urkunden Tuta, sonst auch der Teute heisst, so mag der deutsche Mann den deutschen Na-
1286 men sich selbst beigelegt haben. Im J. 1286 starb ferner jene thüringische Fredegund, die eisenberger Kunne, die so viel Unheil in das Fürstenhaus gebracht. Damals scheint Albrecht mit seinen Söhnen wieder in Frieden gewesen zu sein. Ob bei dem Tode seiner Kunigunde eine menschlichere Rührung durch seine Seele ging, ob Kaiser Rudolf damals schon in Thüringen gewesen und zur Sühne gesprochen, bleibt unbestimmt, wenn auch von Einigen behauptet. Wohl aber war Rudolf im Jahre 1289 (im October) auf einem großen Reichstage zu Erfurt, wo er sehr ernstlich Aufrechthaltung des Landfriedens gebot, eine Menge zu Ilmenau gefangener Räuber hinrichten und (1290) 66 Raubschlösser durch die Erfurter und seine Leute brechen ließ. Dann mag der Streit über die meissner Erbfolge ihn beschäftigt haben.

Denn auch das alte würdige Haupt des wettinischen Hauses, Heinrich der Glänzende oder Prächtige [1]) (vielleicht hat man nur dieses durch illustris ausdrücken wollen, was die barbarische Verdeutschung zu Erlaucht und in der Verstärkungsform zu Durchlaucht umgeschaffen), war nach bittern Erfahrungen, vielleicht auch nicht ohne Reue über jene allzufrühe
1288 Theilung, am 15. Februar 1288 zu Dresden gestorben, welches damals sich erst zu heben anfing, und in Alten-Celle

1) Man hat illustris auch damit erklärt, daß es einen Selbstleuchtenden, von keinem Andern sein Licht Entlehnenden bedeutet. Über die selbst den Kaiser in Erstaunen setzende Pracht Heinrichs s. Sifridus Presbyter bei Pist.-Struv. scrr. rr. Germ. I, 1043 a. Einen andern Beinamen Lomar von einem Lieblingsworte, vielleicht soviel wie Messer, führt Wörbs neues Archiv II, 257. an.

bei den Vätern begraben worden. Er hatte weit über 50 Jahr regiert, wie Keiner vor ihm und nur Ein größerer und ehrwürdigerer ein halb Jahrtausend nach ihm, und eine Zeit gesehen, die reich an vielfacher Entwickelung und Gestaltung war. Eine der süßesten Früchte jener Zeit hat auch er gekostet. Er zählt mit unter den 140 Minnesängern Deutschlands. Heinrich sah den Fall großer, nah verwandter Häuser, nachdem in seinen frühesten Jahren die dänische Übermacht in Norddeutschland bei Bornhövede gebrochen worden war, den Untergang der Babenberger in Österreich 1247, der Hohenstaufen 1254—1268, mit ihnen den Untergang der Herzogthümer Schwaben und Franken; er sah die gewaltige Katastrophe Ottokars von Böhmen 1278, dessen Tante, Agnes, seine Gemahlin gewesen, ein Fall, welcher dem habsburgischen Hause festen Fuß und große Hausmacht in Deutschland, aber auch Deutschland festere Formen gewährte; er sah die Entstehung jenes Ritterstaates an der Ostsee (und hatte selbst, sowie seine Söhne später daran mit Theil genommen), aus dem einst in ganz veränderter Form ein Königreich hervorzugehen bestimmt war, welches nur zu einflußreich auf die wettinischen Besitzungen werden sollte, während auf einer andern Seite die Ascanier in Brandenburg sich zu immer gefährlichern Nachbarn der Wettiner, selbst in der Oberlausitz, mächtig verstärkten. Er sah das Erkalten für die christlich-romantische Idee, das gelobte Land zu besitzen, und selbst das reizende Italien verlor, nachdem von den Deutschen furchtbare Erfahrungen daselbst gemacht worden waren, an Werth für Deutschland, seit der Habsburger mit klarem Sinne erkannt hatte, worin seine Vorgänger gefehlt und daß es eine Löwenhöhle sei, in welche man viele Fußtritte hinein und wenige heraus wahrnehme. Er sah die hohe Kraft eines von den Hohenstaufen so schön als klug gepflegten Bürgerstandes schon in einzelnen Städten reich und mächtig und noch weit gewaltiger in zwei Conföderationen, wie der rheinische Städtebund um 1255 und die Hansa waren, wenn auch gerade die Landesverfassung den meissner Städten keinen Antheil an jenen Bündnissen verstattete. Er sah die höchste Blüthe des Ritterthumes, eine Pflanze, die während der Kreuzzüge durch das edle Feuer der Religion

zu solcher Höhe getrieben war, aber mit dessen Erlöschen allmälig auch wieder zu verwelken anfing; und nicht fern waren endlich auch die Zeiten, wo zuerst in Italien das Studium der Alten neu erblühen und sich auch Deutschland mittheilen sollte, wo schon die Kunst die edle Vorläuferin gewesen war, in innerem Zusammenhange mit dem Geist der Forschung und freimüthiger Beurtheilung kirchlicher Dinge, wie er sich in den Jüngern des Petrus Waldus in den Thälern der Walliser und an den Ufern des mit Blut gefärbten Tarn schon angekündigt hatte, in inniger Verbindung mit dem Sinken der Hierarchie, die mit Wissenschaft und Forschung sich nicht verträgt und da erbleicht, wo ihre Lichter leuchten.

3. Die Zeiten höchster Verwirrung und Gefahr für die Selbständigkeit der wettinischen Länder.

Von den Ländern Heinrichs des Erlauchten war nur noch die Mark Meissen, mit Ausnahme jener an Friedrich den Kleinen oder von Dresden (1287) gewiesenen Striche vorhanden [1]), welche Albrecht und seines verstorbenen Bruders Dietrichs von Landsberg Sohn, Friedrich Tutta, erben kommten, da die lausitzer Markgrafschaft von Heinrich dem letztern schon im voraus, vielleicht 1287, übergeben worden war, wahrscheinlich um den Jüngling gegen des Oheims Begehrlichkeit sicherer zu stellen. Auch scheint Albrecht mit Tutta anfangs Meissen
1289 gemeinschaftlich regiert zu haben; da aber am 1. Jan. 1289 Albrecht zu Rochlitz an seinen Sohn Friedrich, den Pfalzgrafen, ohne daß Tuttas als Mitbesitzers dabei gedacht wird, eine Anzahl Städte, Freiberg, Schloß und Stadt und das Gebirg mit allen Nutzungen und Rechten, Großenhayn, Ortrand, Radeburg, Wahrenbrück, Mühlberg, Torgau, Belgern, Dommitzsch, Schilda, abtritt [2]), so muß schon vorher Tutta abgefunden gewesen sein.

1) Die Existenz noch eines Sohnes dritter Ehe, Hermann, der bloß mit Alimenten in Alten-Cella bis an seinen Tod unterhalten worden sein soll, ist problematisch.

2) Diese Urkunde s. bei Joh. Gg. Leb. Wilke Ticemannus. Lips.

Friedrich der Kleine, der sich gewöhnlich Herr der dresdner Pflege (dominus territorii dresdensis) und nur einmal meissner und östlicher Markgraf, Fürst und Erbe des Landes Lausitz nennt, verkaufte (wahrscheinlich um nicht in Abhängigkeit oder gar in Streit mit Landgraf Albrecht, seinem Stiefbruder, leben zu müssen) am 5. Febr. 1289, wie eine merk- 1289
würdige, lange und echte Urkunde[1]) erweist, seine Markgrafthümer und die Lausitz, besonders aber sein Meissnerland und namentlich das Schloß Scharfenberg, Stadt und Schloß Dresden, die Schlösser Dohna, Tharant, Borschenstein, Frauenberg, Lauenstein, Sathan, Radeberg, Wehlen, Liebenau, Mutschen, Lichtenwalde, Sachsenberg; die Städte Pirna (Perne), Dippoldswalde, Sayda, Großenhayn, Radeburg u. m. a. an den König Wenzeslaw von Böhmen, der ihm dafür alljährlich 4500 Mark Silbers, beinahe 90,000 Fl. zu entrichten, und die Orte Fürstenberg, Politz, Landeskron, Ortha (Wartha im Glatzischen?), Mauth, Sebin, Hoenstein und Zwittau in Mähren (nicht Zwickau) und die Vogtei über Leutomischl lehnweis

1754. 4. Urk. No. 56. Dieser Vertrag war durch den unten erwähnten Krieg zwischen Albrecht und Friedrich dem Gebissenen erzwungen; daher jenes Mistrauen, jene Clauseln und Cautelen, jene Verpflichtungen für Albrecht und seine Vasallen zum Einlager in Hayn oder Zeiz. Eine andere Urkunde vom 11. Sept. 1289 ebendas. No. 60. bezeugt, daß Tutta, der Aussteller derselben, mit seinem Vatersbruder Albrecht zugleich Meissen geerbt, aber ihm, da dem Lande eine mehrfache Herrschaft zu beschwerlich falle, seinen Theil mit baarem Gelde und mit Anweisung anderer Besitzungen abgekauft, endlich auch Friedrich dem Kleinen sein Erbtheil (pro unione terre) um schweres Geld abgehandelt habe, zu dessen Aufbringung ihm sein ehrwürdiger Gevatter (compater) Bischof Withigo von Meissen 1½ Lotenzehnten u. s. w. von den Stiftsunterthanen in jenem Lande zu erheben erlaubt habe.

1) Frz. Mart. Pelzels wichtige Abhandlung über die Herrschaft der Böhmen im Markgrafth. Meissen, in den Abhandl. der böhm. Gesellschaft der Wissenschaften f. d. J. 1787 (Prag 1788, 4.) in der diplomat. Abthlg. S. 39—74. enthält S. 68. jene Urkunde v. 5. Febr. 1289. Die rudolfische Bestätigung vom 12. März 1289 zu Eger in Fr. W. v. Sommersberg scrr. rr. Siles. I, 940. Leipz. 1729. Fol. Ich habe im Texte Friedrich den sogenannten Stammler bloß Tutta genannt, um Verwechslung mit dem gebissenen und dem dresdner Friedrich zu vermeiden.

abzutreten und alle diese Orte zu einem Fürstenthume zu erheben versprach. Darauf ging Friedrich nach Eger und ließ dort Wenzeslav durch Kaiser Rudolf, dessen Schwiegervater, mit diesen meissnischen Abtretungen belehnen. Aber bei weitem nicht Alles kann wirklich Wenzeln übergeben worden sein, theils weil, wie bei Hayn, Pirna, Tiefenau, Borschenstein und Sayda, frühere Lehensverhältnisse der damaligen Lehensinhaber nicht zu beseitigen waren (Wenzel musste Pirna vom meissner Bischof Withigo kaufen und das versetzte Borschenstein und Sayda selbst einlösen), theils weil sich Tutta der ganzen Veräusserung widersetzte und einen Kauf mit Friedrich dem Kleinen über sein Erbe schloß. Doch hatte Friedrich Tutta große Noth das Geld aufzubringen und starb ohnehin
1291 schon 1291, ohne von seiner baierischen Katharina Kinder zu hinterlassen, worauf wahrscheinlich jenes Erbe, wenn es Tutta anders schon bezahlt hatte, wieder an Friedrich den Kleinen zurückgefallen ist, und nun erst müssen Dresden, Radeberg, Tharant, Dippoldswalde, Wilsdruf, Liebenthal u. a. O. wirklich Wenzeln eingeräumt worden sein, zumal da dieser um
1294 1294 Friedrich dem Kleinen (der die Lust verloren haben mochte unter Slaven und Böhmen zu leben) die Orte urkundlich als böhmische Lehen giebt, und zwei Brüder von Schönburg sich verpflichtet bekennen dafür Sorge zu tragen, daß diese Lehen gleich nach Friedrichs Tode wiederum an Böhmen zurückfielen[1]). Allein trotz dem ernannte nachher Friedrich der Kleine seinen Neffen Friedrich den Gebissenen, mit dem er sich aussöhnte, zu seinem Erben.

So Friedrich der Kleine von Dresden und sein Antheil. Den andern Theil der meissner Mark theilten Albrecht und Friedrich Tutta. Aber auch Albrechts Söhne, Friedrich der Gebissene und Diezmann, verlangten einen Theil der großväterlichen Erbschaft. Ihr Rechtstitel darauf, wenn einer war, ist wenigstens nicht bekannt. Es kam zu mehreren Kriegen. Diezmann glückte es im ersten die Lausitz dem Tutta zu ent-

1) Hieher gehören die Urkunden bei Calles ser. epp. Misn. 207. (von 1292) und die nach Pelzel in's Jahr 1294 zu setzende Urkunde der schönburgischen Brüder in Ludwig reliquiae Manuscr. VI, 31. Doch ist noch nicht Alles ganz klar.

reissen (Ende 1288); im zweiten Friedrich dem Gebissenen seinen Vater Albrecht gefangen nach Landsberg abzuführen, zu dem rochlitzer Vertrag [1]) und damit zu jenen schon erwähnten bedeutenden Abtretungen zu zwingen. Allein als Albrecht nun anfing seine übrigen Besitzungen in Meissen an Tutta loszuschlagen und mit den thüringischen dasselbe Spiel zu treiben, konnten seine Söhne unmöglich ruhig zusehn und erzwangen einen neuen Vertrag zu Eisenach (5. Aug. 1290 [2]), wo Albrecht Nichts mehr zu veräussern oder seinem Sohne Apitz zuzuwenden und zu vererben versprach als nach dem Willen seiner Söhne. Am folgenden Tage setzte sich Albrecht mit seinem Neffen Tutta zu Erfurt, wo eben der römische König Rudolf Hoftag hielt. Vielleicht hatte Tutta seinen beiden Vettern, Friedrich dem Gebissenen und Diezmann, seine unbeerbten Länder zugesagt und damit den Oheim übergangen und zum Streit gereizt. Allein ob auch Rudolf selbst sein Siegel mit an die Vergleichungsurkunde hing, an einen dauernden Frieden war bei der wilden Leidenschaftlichkeit Alberts nicht zu denken, der aller tüchtigen Gesinnung gegen Kinder, Verwandte, Unterthanen entbehrte und nur seinen Apitz, vielleicht um seiner hoffnungsvollen (!) Ähnlichkeit mit ihm, liebte. Der Vater hatte ihm zu seinem Unterhalte Tennenberg (als Residenz) und andere Schlösser ausgesetzt. Von da aus machte er eines Tages eine Streiferei in das benachbarte reinhardsbrunner Klostergebiet, um den dortigen Bauern ihr Vieh hinwegzutreiben. Aber Mönche und Laienbrüder, Gesinde und Bauern, vom Abt schnell aufgeboten, nahmen dem Räuber Alles wieder ab, und Apitz wäre, hätte ein Mönch nicht vorgebeten, mit einer Heugabel erstochen worden. Da eilte er heulend nach Wartburg zu dem Vater und klagte sein Misgeschick. Sofort befahl Albrecht dem gothaischen Vogte, Heinrich von Mila, dem Kloster und seinen Unterthanen alles Hab und Gut hinwegzunehmen. Als man aber den Befehl vollziehen wollte, war Nichts zu finden, da vom Vogt, der

1) s. S. 208. Anmerk. 2.

2) Wilke Ticemannus LXX, p. 93. über den erfurter Vergleich ebendas. S. 92. des Urkundenbuchs.

einen Sohn im Kloster hatte, schnelle Warnung vorausgesendet war. So erzählt der alte eisenacher Kanonikus Johann Roth oder Rohte († 1434), dessen Chronik, wenngleich mit zitternder Hand und durch's Glas geschrieben, vom 14. Jahrhundert an wichtig und glaubhaft wird [1]).

Nach Tuttas Tode 16. August 1291 nahm Friedrich der Gebissene von seines Vetters Ländern den größten Theil des Meissnerlandes (soweit nicht Tuttas Wittwe Katharina und Tochter Elisabeth darauf angewiesen waren und mit Ausnahme des an Friedrich den Kleinen von Dresden zurückfallenden Gebietes), Diezmann das Osterland in Besitz, wahrscheinlich nach einer von Tutta schon getroffenen Verfügung. Die Lausitz besaß Diezmann bereits. Albrecht hatte diesmal wirklich Recht (freilich bei einem solchen Manne musste Alles wie Unrecht aussehen!), wenn er die gesetzmäßige Erbordnung damit als verletzt ansah und jene Theilung gar nicht anerkannte. Er verband sich also, allein seinen Söhnen kaum gewachsen, mit den Grafen von Anhalt und den Markgrafen Otto IV. und Konrad von Brandenburg und verkaufte ihnen sogar die sogenannte Mark Landsberg mit Delitzsch und Sangerhausen, und wie es scheint die sächsische Pfalz oder Lauchstädt und
1291 Allstädt (1291). Zwar gewann Diezmann (mit seinem Bru-
1293 der) einen großen Sieg über die Brandenburger (1293), bekam auch einen Markgraf Johann gefangen und ließ für diesen Sieg in der Thomaskirche zu Leipzig einen neuen mit Einkünften ausgestatteten Altar errichten; allein soweit man durch das Dunkel jener Zeit hindurchzuschauen vermag, blieben später doch die vom Vater verkauften Länder für ihn verloren.

Doch war der alte Albrecht über seiner Söhne anfängliches Kriegsglück so wüthend, daß er nach Nürnberg eilte und dem neuen römische Könige Adolf (dem Nassauer) die ganze Verlassenschaft Tuttas und selbst die Landgrafschaft Thüringen, (doch wie aus spätern Regentenhandlungen sich schliessen lässt, mit Vorbehalt auf Lebenszeit) um 12,000 Mark

1) Leider bloß im Auszug vorhanden bei Menecken scrr. rer. G. II, 1749. über ihn Adelung Direct. S. 200.

Silber verkaufte[1]). Kurz zuvor hatte noch König Rudolf das Pleissnerland, welches Heinrich dem Erlauchten unterpfändlich für 10,000 Mark eingesetzt worden, wieder eingelöset (1291), welches nun König Adolf um dieselbe Summe 11. Mai 1292 dem böhmischen König Wenzeslav, dessen Tochter Jutta 1292
Adolfs Sohn Rupert heirathen sollte, verpfändete[2]). Adolf bezahlte die viel zu geringe Kaufsumme für Thüringen mit den englischen Subsidien König Eduards und glaubte den Kauf eingehen zu müssen, weil seine Hausmacht bedeutend damit verstärkt würde, wenn diese Erwerbung auch anfänglich nur für das Reich gemacht sein sollte, eingehen zu dürfen, weil Albrechts Söhne für Juttas hinterlassene Länder die Belehnung nachzusuchen verabsäumt hatten. Auf die Weigerung der jungen Markgrafen (man hatte sie durch den nachherigen Oberstfriedensrichter Gerhard von Bruberg aufgefodert), die Länder zu übergeben, drang Adolf (September 1294) mit einem 1294
Heere in Thüringen ein. Die Erz- und Bischöfe von Mainz (dem die Verstärkung seines Neffen Adolf damals noch am Herzen lag), Trier, Straßburg, Costnitz, Bamberg, Wirzburg, Pfalzgraf Rudolf, Graf Eberhard von Wirtemberg u. A. hatten Zuzug geleistet; einige Städte und Herren unterwarfen sich freiwillig, andere wurden unterworfen oder geächtet. Die Truppen hauseten fürchterlich, und Adolf sah häufig durch die Finger (wie bei der Unthat mit zwei alten Weibern, die man ganz entkleidet, dann mit Pech beschmiert, in Federn gewälzet und so fortgejagt hatte); die Mühlhäuser wagten offenen Aufruhr dagegen, dem der König kaum entkam. Am 20. December war Adolf schon zu Leipzig, nachdem die Neuenburg, Groitsch, Pegau, Borne in seine Hände gefallen wa-

1) Die Schlacht zwischen Diezmann und den Brandenburgern muß im Sommer 1293 stattgefunden haben. Um jene Zeit war Adolf in Nürnberg, zu welchem Albrecht ging (die Annal. Vet. Cell. b. Mencken II, 408. lassen ihn an den Rhein gehen). Das englische Bündniß wurde erst 1294 abgeschlossen; die Zahlung wird also erst 1298 erfolgt sein. Sehr gute und gründliche Bemerkungen in Hrn. v. Günderrode Leben Adolfs; sämmtl. Werke I. S. 58.

2) Eine gründliche Untersuchung darüber und was zum pleissner Land gehörte, in Wilke Ticemannus p. 251 sq., der jedoch Colditz und Leisnig nicht zur terra plisnensis rechnen will.

ren. Jetzt aber zog er sich an den Rhein zurück, und Friedrich und Diezmann eroberten das Verlorene wieder. Dafür
1295 kam Adolf im Sommer 1295 zurück, verbrannte Kreuzburg, drang von neuem in's Osterland und belagerte (1295—1296) Freiberg, vor welchem ein ganzer Kriegshaufe in einen Schacht gestürzt sein soll. Die Stadt vertheidigte sich 16 Monate lang unter Nicolaus von Haugwitz, bis ein ungerathener Bürgerssohn dem Feind den Weg durch einen schlecht verwahrten Wassergraben in die Stadt zeigte. Das Schloß wurde endlich durch Hunger zur Ergebung gebracht (oder durch Untergrabung der Mauern), und gegen das königliche Wort wurden 60 der tapfersten Vertheidiger enthauptet, die übrigen nur gegen Friedrichs freiwillige Abtretung der Stadt Meissen und seiner übrigen Städte und Schlösser an Adolf gerettet[1]).

In schrecklicherer Lage war das wettinische Haus und sein Besitzthum noch nie gewesen. Das Haupt des Hauses verschleudert seine Länder, unnatürlich gegen seine ächten Kinder wüthend; diese sind fast keiner Stadt mehr mächtig, in steter Gefahr durch Gewalt oder List Freiheit oder Leben zu verlieren, ein roher Feind in allen wichtigen Plätzen, alle Hülfsquellen abgeschnitten! — Markgraf Friedrich hatte unstät und flüchtig (zwischen 1296 und 1297) herumirren müssen und soll sogar in der Lombardei gewesen sein, wo ihn, den Sohn der Hohenstaufin, einige Städte als Herrn anerkannt hätten[2]); doch befand er sich auch am 19. Mai 1297 wieder in Prag bei Wenzels Krönung (wo Adolfs Sturz schon eingeleitet wurde), aber wahrscheinlich in trauriger Gestalt, da er nicht einmal ein eigenes Pferd gehabt und Unterhalt von einigen Freunden erbeten haben soll, und nicht Alle hatten auch wie der edle Freiberger Haberberger ihrem unglücklichen Herrn gleich einen ganzen Schmelzguß Silber anzubieten, wie Andreas

1) Manche Localsage ist gut benutzt und gewürdigt in K. W. Hering sächs. Hochl. I, 95 ff. (Leipz. 1828). Zu Adolfs Rechtfertigung muß aber auch bemerkt werden, daß er die Schänder der raspenberger Nonnen alle entmannen und den Plünderern einer Kirche die rechte Hand abhauen ließ.

2) Annales dominicanorum Colmarienses b. Urstisius scrr. rer. Germ. II, 29. und Adelung Direct. S. 142.

Moller, Freibergs tüchtiger Chronist, erzählt. Diezmann hielt sich in jener trostlosen Zeit in der auch nicht unangefochtenen Lausitz auf. Als aber Adolf selbst, von einem Gegenkönige bedroht, Meissen verließ, vertraten Gerlach von Bruberg (Breuberg) als oberster Friedensrichter mit 12 Friedensconservatoren in Thüringen, Graf Heinrich von Nassau als Landrichter im Meissner- und Pleissner-Lande seine Stelle. Da bemächtigten sich die bedrängten Fürsten wieder mancher Städte und Schlösser und nahmen sogar den Graf Heinrich selbst gefangen. Adolf konnte ihn nicht erlösen, nicht einmal wiederkommen. Seine Sonne war im Untergehen. Er blieb am 2. Julius 1298 in der gelnheimer Schlacht, und Albrecht, der schau- 1298
derhafte Sieger, trat als König auf.

Wenn sich von jener Zeit Wenzeslaw von Böhmen als Reichsgeneralstatthalter für Meissen, Lausitz und Pleissnerland beträgt, als solcher dem meissnischen Adel seine wohlerworbenen Privilegien und Vorrechte urkundlich bestätigt, so ist es wahrscheinlicher, daß er von Albrecht als noch von Adolf mit diesem Amte bekleidet worden ist, und ist auch nicht von jener Verpfändung der meissner Mark zu verstehen, welche für 40,000 Mark von Albrecht zu Gunsten Wenzels von Böhmen (1304) vorgenommen wurde. Denn in König Albrechts ersten Regierungsjahren scheinen sich die jungen meissner Fürsten wieder des größten Theiles ihres Landes bemächtigt zu haben, und selbst mit ihrem Vater wieder in ein leidliches Vernehmen gekommen zu sein, sodaß Diezmann, nach Andern Friedrich und sein Vater Albert, auf des Königs erstem Reichstage zu Nürnberg erscheinen, vielleicht um seine Ansprüche an die dem Reiche von Adolf erworbenen meissnischen Länder ihm auszureden oder den schlimmeren Plan, diese seinem Vetter, dem Herzog Johann von Österreich oder Schwaben, seinem nachherigen Mörder, zuzutheilen (worüber es, als Wenzel damit unzufrieden, dem Markgrafen von Brandenburg, seinem Verbündeten, Meissen, Hayn, Oschatz, Grimma pfandweise überließ, 1304 zu 1304
einem heftigen Kampfe zwischen Wenzel und Albrecht kam, dessen aber die inländischen Chronisten kaum gedenken) [1].

1) Chron. Claustro-Neoburg. in Pez scrr. rer. Austr. I, 477. u. Pelzels Abhandl. S. 60. (s. S. 209. Anmerk. 1.)

Doch davon mochte der König wenig hören wollen. In diesen etwas ruhigeren Jahren entführte Friedrich der Gebissene, nach dem Tode seiner Agnes von Kärnthen, seine Stiefschwester Elisabeth, oder eine Tochter erster Ehe der Elisabeth von Arnshaugk, mit welcher Albrecht nach der eisenacher Kunigunde Tode sich vermählt hatte, erlangte aber endlich auch die Genehmigung seines Vaters und seiner neuen Stiefmutter und erwarb mit ihr Ziegenrück, Triptis, Auma, Neustadt an der Orla und ein Viertel von Jena, und von seinem Vater erhielt er in einem Vergleiche Weissensee abgetreten. Das Jahr dieser Aussöhnung und Heirath und des in jene Zeit fallenden Todes von Apitz ist unbestimmt; es mag zwischen 1299 und 1303 gewesen sein.

Noch aber sollte kein Friede sein. Die drei Städte Eisenach, Kreuzburg und Frankenstein hatten sich eine Art Reichsunmittelbarkeit errungen und sollten nun zu ihrer frühern Pflicht zurückgeführt werden. Da foderten sie den König Albrecht auf, seine Ansprüche auf Thüringen als Adolfs Nachfolger geltend zu machen, sowie er auch bereits Meissen an Wenzeslav von Böhmen für 40,000 und dieser wieder für 60,000 Mark an Otto, Hermann und Waldemar, Markgrafen von Brandenburg, verpfändet hatte, die nun ihres Theiles wieder Meissen zu erobern anfingen. Als nun Friedrich und Diezmann, vorgeladen auf dem fuldaischen Hoftage, nicht erschienen, wo der König jener Städte Klagen hören wollte,
1306 wurde gegen sie Acht und Krieg erklärt (1306). Albrecht brach selbst von Böhmen nach Meissen auf, ohne jedoch mehr zu thun als zu sengen und zu brennen. Dagegen erleichterte die Schwiegermutter Elisabeth dem Schwieger- und Stief-Sohne die Gewinnung der Wartburg selbst, und von der Zeit verblieb sie ihm, denn der Vater begab sich nach Erfurt und nahm, wahrscheinlich von seinem Sohn gezwungen, keinen Antheil mehr an der Regierung [1]). Nun belagerten aber die Ei-

1) Dies muß nach dem 3. Jul. gewesen sein, denn an diesem Tage verkaufte Landgraf Albrecht dem Fürst Heinrich von Hessen das Geleit von Eisenach bis zur Werre. Rommel Gesch. v. Hessen II, 88. und Anmerkk. S. 53. nach einer Urk. im ziegenhayner Gesammtarchiv.

senacher, die Mühlhauser, Erfurter, Nordhäuser, unter dem Befehl eines von Wildenow, die Wartburg. Da glänzt durch das öde, wirre Toben der erzumpanzerten Herzen ein schöner Zug von Friedrichs Vaterliebe durch. Eben war ihm ein Töchterchen geboren, und in der hart umlagerten Wartburg war kein Geistlicher. Da reitet er bei Nacht mit 10 seiner Dienstmannen, dem Kinde und der Amme heraus in den Wald nach Reinhardsbrunn zu; rasch und zahlreich der Feind ihm nach. Das Kind schreit und will gestillet sein und läßt sich nicht bedeuten. Trotz der Gefahr, man hört bereits die Feinde, wird Halt gemacht und das Kind gesäugt, die Männer umstehen es mit ihren Wehren: „das Kind soll's nicht entbehren, ob auch wir gejaget werden, und sollt's auch das thüringer Land kosten!" Die Feinde verloren die Spur und der Zug kam glücklich auf dem Tenneberge an, und Abt Hermann von Reinhardsbrunn taufte die kleine Elsbeth [1]). Endlich wurde auch die Wartburg entsetzt und fast ganz Thüringen Friedrichs des Gebissenen.

Desto drohender wurde die Gefahr im Meissner- und Oster-Lande, wohin jetzt Albrecht selbst vorbrach mit einem Heere von Rheinländern, Baiern und Schwaben. Aber das Glück war bei der bessern Sache: denn am letzten Mai 1307 1307
schlugen bei Lucka, unweit Altenburg, Friedrich und Diezmann, nachdem sie am Morgen vor der Schlacht in Leipzig gebeichtet und das heilige Mahl genommen, den König so entscheidend, daß es noch lange sprichwörtlich im Munde des Volkes blieb: „es wird dir glücken wie den Schwaben bei Lücken," und nun die meisten Städte wieder zum Gehorsam gebracht werden konnten. Der pflichtvergessene Abt von Pegau sah in den Flammen seines Klosters und seiner Stadt Diezmanns schreckliche Rache und verlor alle weltlichen Rechte und Gerechtigkeiten. Den Kaiser selbst rief schwere Sorge nach Böhmen, wo sein mit Wenzeslavs IV. († 1305) Wittwe vermählter Sohn Rudolf nach Wenzeslavs V. Tode zwar die Krone (1306), aber bald auch Gift (1307) bekommen hatte und am 4. Julius 1307 starb. Dieser Tod und die Schlacht

1) Rohte bei Mencken II. S. 1769.

von Lucka vernichteten Österreichs damaligen Plan zu einer Deutschlands Freiheit vernichtenden Übermacht. Im Besitz von Österreich, Steiermark, Krain, von Böhmen und Mähren, Meissen, Osterland und Thüringen, wer hätte ihm dann noch widersprechen und widerstehen können? Und wie dem König Albrecht bisher alle seine Plane gescheitert waren, die holländischen Grafschaften, Böhmen, unsere Länder zu erwerben, die unmittelbare Nachfolge auf dem Königsthrone Friedrich dem Schönen zu sichern, so scheiterte endlich auch sein letzter, die Herstellung des burgundischen Königreiches, an dem Freiheitssinn schlichter, aber kräftiger Männer auf den Hochgebirgen um den vierwaldstätter See, und seine Rache an ihnen durch Johanns von Schwaben, seines Vetters, nie zu rechtfertigende That am 1. Mai 1308. So schloß sich auch sein zweites Auge mit seinem Leben für immer zu, und von jenen freien Bergen bis zu unserm Freiberg athmeten viele Völker freier auf.

1307 Doch ging das Jahr 1307 nicht zu Ende, ohne noch dem Hause Wettin eine schwere Wunde geschlagen zu haben. Als am 25. Decbr. Diezmann im Thomaskloster zur Christmette war, sprang ein Unbekannter auf ihn zu und brachte ihm eine tödliche Wunde bei. Keine Marter erpresste dem Thäter den Namen deß der ihn gedungen. War es Rache für Pegau oder war es Haß der hier und da, besonders in Altenburg noch mächtigen Kaiserlichen? Aber auch nicht unmöglich, daß die ganze Ermordung mehr ein Argwohn bei einem ungewöhnlich schnellen Tode Diezmanns, oder eine Sage mehr als
1308 eine Thatsache ist [1]). Am 22. Mai 1308 nahm Friedrich (da der 78jährige Albert, sein Vater, sich der Regierung fast ganz entschlagen, auch wenig Ansprüche an Diezmanns Verlassenschaft, welche Friedrich zufiel, gemacht zu haben scheint), jetzt alleiniger Herr der Länder bis auf die Pflege Dresdens und

1) Adelungs Direct. S. 145. Wachter in der jen. Lit. Zeit. 1827. 73. Die Hauptstelle des Sifrid. Presbyter b. Pistor-Struv. I, 1055. soll ein späterer Zusatz sein. Daß die bekannte Grabschrift (Mencken II, 489. wo auch der neue Leichenstein v. 1542.), die komisch anfängt Tiez ego sum Mannus etc., nicht von Dante Alighieri, sondern von Erasmus Stella sei, s. Adelung Direct. S. 146. 147.

Friedrichs seines Stiefoheims Erbtheil und was etwa noch in böhmischen Händen war, wie Pirna, Borschenstein, Sayda u. s. w., wie die übrigen sich unterwerfenden Städte auch das lange widerspenstige Eisenach zu Gnaden wieder an. Auch der neue römische König Heinrich VII. von Luxemburg, nachdem Erzbischof Peter von Mainz, (Aichspalter, der gewesene Arzt und Erzieher des Johannes Parricida) und Graf Berthold von Henneberg die Ansprüche des Reiches auf Meissen und Thüringen untersuchet und Friedrichs Rechte feierlich anerkannt hatten, verzichtete darauf. Dasselbe bekräftigte Heinrichs Sohn Johann, als Reichsstatthalter seines Vaters diesseit der Berge (Alpen), der erste der neuen und auch für unsere Länder so wichtigen Dynastie der Luxemburger in Böhmen, Mähren und der Oberlausitz [1]). Bald darauf (1311) wurde auch das Pleissnerland (Altenburg, Zwickau und Chemnitz mit seinem Zubehör) dem Land- und Mark-Graf Friedrich vorläufig auf 10 Jahre wieder übertragen, jedoch mit Wiedereinlösungsrechte von 2000 Mark zu 56 prager Dickpfennigen oder Groschen (grossi) auf die Mark. 1311

Nur eines Landes der Wettiner wird in den Titeln Friedrichs sowie in den obigen Urkunden nicht mehr gedacht: dies ist die Niederlausitz, welche nach Dietrich des Landsbergers Tode nicht ohne Streit an Friedrich Tutta und von diesem 1288 an Diezmann übergegangen war. Daher wurde auch die Lausitz zum Theil Schauplatz jenes Krieges, welchen die brandenburger Markgrafen, denen Albert 1298 die Lausitz, Landsberg [2]) und Anderes verkauft hatte, mit den Brüdern von Meissen führten (1292 u. ff.). Das von jenen belagerte Luckau wehrte sich aber so tapfer, daß sie abliessen und vorerst mit dem Titel dieser Mark zufrieden vor Großenhayn zogen, wo sie aber Diezmann so empfing, daß sie auch hier

1) Die Urkunden hierüber s. Mencken II, 956 und 957. Die Urkunde wegen des Pleissnerlandes ebendas. S. 960.

2) Was zur sogenannten Mark Landsberg gehörte, z. B. Schloß Landsberg, Stadt und Schloß Delitsch, Riedeburg, Shopa, die Schlösser Lauchstädt, Schafstädt, der alte Hof, s. Worbs neues Archiv II, 266. aus Gerken vermischte Abhandl. II. S. 177. (die ich nicht nachlesen konnte.)

wichen und nur mit den Grafen von Anhalt verstärkt zurückkehrten. Die neue Schlacht (1293) brachte der leipziger Thomaskirche jenen neuen Altar ein, dessen schon gedacht ist. Landsberg und Sangerhausen verblieben aber doch den Brandenburgern, die vielleicht sogar Verwandtschaftsansprüche machen konnten, wegen Brigitten, Dietrichs von Landsberg Tochter, Konradins von Schwaben Braut und endlich Markgraf Konrads von Brandenburg Gemahlin [1]).

Schon im J. 1298 muß Diezmann einen Gedanken an die völlige Veräusserung der Lausitz gehabt haben, da er (2. Mai) den Gubenern, seinen standhaften und treuen Bürgern, die Versicherung ertheilt, daß er, jemals aus gerechtem Grunde genöthigt Guben zu verpfänden, zu verkaufen oder sonst zu veräussern, dies nur an einen Fürsten thun werde. Im Jahre 1300 hatte er eine freundschaftliche Zusammenkunft mit dem brandenburger Markgraf Otto mit dem Pfeile, bestätigte 1301 den Gubenern noch alle ihre Freiheiten und Vorrechte; die letzte Liebe die er ihnen erweisen konnte, bei denen er sich so oft und viel aufgehalten hatte. Seine Kriege und Leiden hatten ihn in eine schwere Schuldenlast gestürzt, aus welcher nur die Veräusserung eines ganzen Landes ihn retten konnte; dazu bestimmte er das entlegenste, die Niederlausitz. Daher schloß er im August 1301 mit Erzbischof Burkard von Magdeburg dahin ab, daß er ihm die Lausitz mit allen seinen eigenen Gütern und Rechten in derselben für 6000 Mark abtrat, sogleich aber als Lehen zurückerhielt und so den Nießbrauch (dominium utile) für Lebenszeit behielt, worauf es an den Erzstuhl gänzlich fallen solle. Allein wiewohl der Magdeburger den Kaufschilling bezahlte, gelangte er doch nie zum wirklichen Besitze, weil die in dem Vertrage erwähnte Cession des Fürstenrechts (principatus) an der Lausitz an den Kaiser und von diesem an den Erzbischof von Letzterem nicht gefodert, und so die oberlehensherrliche Einwilligung des Kaisers fehlte, daher ein späterer Erzbischof Albert vom Kaiser Karl IV.,

1) Worbs neues Archiv II, 267 setzt dies als Vermuthung scharfsinnig auseinander, nur konnte Konradin mit Brigitten wegen ihrer Jugend höchstens verlobt sein.

damaligem wirklichen Besitzer der Lausitz, die Kaufsumme, doch als bloße Gnade, zurückerstattet erhielt [1]).

Am 29. November 1302 bestätigte Diezmann der Stadt Lieberose ihre von Heinrich dem Erlauchten erhaltenen Privilegien, und schon ein Jahr darauf, 28. Novbr. 1303, schreibt sich Markgraf Hermann von Brandenburg Markgraf der Lausitz, indem ihm und seinem Vetter Otto IV. von der ottonischen Linie 1303 und 1304 Luckau und was dazu gehört, von der Spree bis an die schwarze Elster, alles Übrige aber an die drei Markgrafen Otto, Johann und Waldemar von Brandenburg verkauft worden war. Nach des kinderlosen Diezmann, der sich zuletzt meist nur Herr von Groitsch geschrieben hatte, Tode heirathete seine geliebte Gemahlin Frau Jutta, Bertholds von Henneberg Tochter, den Markgraf Otto von Brandenburg [2]). So fiel nach 166jährigem Besitze die Niederlausitz aus dem wettinischen Länderumfang heraus. Welche Schicksale und Fürsten liegen aber dazwischen, wie verändert aber war die Gestalt Deutschlands und der wettinischen Länder, als nach 333 Jahren Kurfürst Johann Georg I. feierlich wieder in den Besitz beider Lausitzen eingewiesen wurde (30. April 1636)!

Friedrich dem Gebissenen konnten als Erben Diezmanns solche Länderverluste nicht gleichgültig sein, zumal da die Brandenburger die glücklichen Erwerber waren, die noch überdem durch die böhmische Verpfändung (1304) im nominellen Besitze der meissner Mark (der Sache nach wohl nur von Meissen, Freiberg (Bergwerke) und einigen andern Bezirken) waren, wenngleich Kaiser Heinrich VII. auf die Reichsansprüche auf Meissen und Thüringen durch seinen Sohn Johann von Böhmen verzichtet hatte. Auch in Thüringen war Manches von Albrecht früher verschleudert worden, was Friedrich nicht gut geheissen hatte und wieder zurückzubringen suchte. So gerieth er fast zu gleicher Zeit in zwei sehr bedenkliche Fehden,

1) Vergl. Weisse Gesch. der kurs. Staaten II, 40. Weitläufig in Worbs neuem Archiv II, 277 ff. Die rechtsgeschichtlich sehr merkwürdige Urkunde bei Wilke Ticem. No. 122.

2) Worbs a. a. O., vergl. K. H. L. Pölitz Geschichte d. preuss. Monarchie. Leipz. 1816. S. 64, mit einigen Abweichungen.

die ihn, den vielbedrängten Mann, um seine Freiheit und fast um seinen gänzlichen Besitz im Meissner- und Oster-Lande zu bringen drohten.

Nachdem Friedrich, in Folge einer freilich nicht dauernden Aussöhnung mit seinem Stiefoheim Friedrich dem Kleinen, von diesem zum künftigen Erben der dresdner Pflege ernannt wor-
1309 den war und als solcher schon 21. Julius 1309 der dresdner Stadt alle Rechte und Privilegien eventuell bestätigt, „den Burgermeister, die geschwornen Burger und die Stad gemeine zu Dresden in seinen Schirm getruwelich genommen" hatte[1]), wandte er sich nach Thüringen, wo die Stadt Erfurt, die Residenz seines Vaters, eine gerechte Züchtigung zu verdienen schien. Theils hatte der alte Albert durch die einseitige Überlassung einer Menge Gerichte und Vogteien in den umliegenden Dörfern sich ziemlich unrechtmäßig bereichert, theils aber mehrere Schlösser landgräflicher Lehensleute sich zugeeignet, theils endlich ziemlich unverholen nach Reichsunmittelbarkeit zu trachten angefangen. Unter andern foderte Friedrich der Stadt die von seinem Vater wiederkäuflich für 160 Mark abgetretene Grafschaft an der schmalen Gera wieder ab, weil seine Vasallen meinten, daß Städte und Bürger keine Ritterlehen („Lehinguthe, dy Rittern unde Knechtin gemachit weren") erwerben und besitzen könnten. Der Landgraf schnitt der Stadt die Zufuhr ab, und diese brach dem Landgraf einige seiner benachbarten Schlösser. Dies betrachtete Friedrich sonderbarerweise als einen Landfriedensbruch und beschied nun die Bürger vor sein Landgericht zu Mittelhausen, obgleich sie von Rudolf dem Kaiser und vom alten Albert von aller fremden (?) Gerichtsbarkeit gefreiet waren. Doch kam eine lange Procession von Geistlichen, Mönchen und Schülern, aber die Bürger selbst hinter diesen so zahlreich und bewehrt, daß der Landgraf floh, um sich auf eine zweite besser vorzubereiten, und als sie auf dieser wirklich erschienen, ließ er sie durch seine bereit gehaltenen Reisigen theils fangen theils mit Zaunpfählen in die Stadt zurücktreiben. Nun stärkten sich die Bürger

1) Wilke Ticemannus. Urk. No. 167., wo Friedrich der Kleine (analog mit den Markgrafen von Landsberg) Markgraf v. Dresden heißt.

wieder durch Bündnisse mit Mühlhausen, Nordhausen, dem Graf Hermann von Weimar. Selbst Johann von Böhmen foderte die Reussen von Plauen, Gera und Weida als Reichsvögte auf, der Stadt zu helfen. Der Krieg schien noch ausgreifender zu werden, als Friedrich (1310) auch den Abt von Fulda für seine dem Kaiser bei Besetzung Thüringens ehemals geleisteten Dienste züchtigen zu müssen glaubte, wovon ihn jedoch die frohe Nachricht abhielt, daß seine Elisabeth ihm zu Gotha ein Knäblein geboren, welches, als sein älterer Sohn Friedrich der Hinkende 1315 starb und Friedrich von Dres- 1315
den, sein Stiefgroßonkel, ihm 1316 im Tode folgte, unter 1316
dem Namen Friedrich des Ernsthaften der Stammhalter des ganzen wettinischen Hauses wurde. Der Kampf mit Erfurt und dessen Verbündeten würde vielleicht weit schneller zu Ende und die übermüthige Stadt gedemüthigt worden sein, wenn sich Friedrich nicht seit 1311 in eine zweite bedenkliche Fehde mit dem Markgrafen Waldemar von Brandenburg gestürzt hätte.

Die Geschichte dieses zweiten Krieges ist nach Ursprung, Zeit und Verlauf noch immer dunkel. Vielleicht zu Rostock von mehreren Fürsten beschlossen, wurde dieser Krieg nach Weise jener Zeit mehr durch Raub, Mord und Brand als durch eigentliche Schlachten geführt, denn selbst die Gefangennehmung des Markgraf Friedrich vor Großenhayn (1312 Jan.), 1312
welches Waldemar gewonnen hatte, war vielleicht keine Folge einer Schlacht, sondern einer Unvorsichtigkeit des Meissners, der sich ohne Begleitung nach Großenhayn wagte[1]). Er wurde nach Tangermünde gefangen abgeführt. Dies war die Loosung für Friedrichs Feinde in Thüringen, zu denen auch die Äbte von Hersfeld und Fulda traten, zu immer weiterem Umsichgreifen. Darum ging, um Thüringen nicht ganz einzubüßen, Friedrich den harten Vertrag von Tangermünde mit den Markgrafen Waldemar und Johann 13. April 1312 ein.

1) Die verschiedenen Ansichten von diesem Ereignisse siehe Fr. v. Braun monatl. Auszug aus der Gesch. der kur- und fürstlichen Häuser zu Sachsen. Langensalza 1780. 4. III, 367, mit sechs starken Bänden noch unvollendet. Gute Bemerkk. und Literatur über diesen Krieg siehe Pölitz a. a. O. S. 86.

Er versprach mit seinem Sohne Friedrich dem Lahmen sich aller Ansprüche auf die Markgrafschaft Lausitz, die Mark Landsberg und das Land zwischen Elbe und Elster (Osterland) zu enthalten, trat ab Großenhayn, Torgau und Ortrand mit Zubehör und versprach für die darauf haftenden Schulden und wegen des Brautschatzes der landgräflichen Tochter Elisabeth (für Albrecht von Anhalt-Köthen, Waldemars Schwestersohn) und für die Kriegskosten und Schaden 32,000 Mark Silber brandenburgischen Gewichtes in drei Jahren zu bezahlen, und setzte zur Sicherheit der Zahlung Grimma, Döbeln, Rochlitz, Geithain, Nauenhof, Leipzig und Oschatz ein [1]). Am 25. April bekennen die Consuln von Leipzig, daß sie den Brandenburgern bereits gehuldigt haben.

1312 Als Friedrich im Julius 1312 vertragsmäßig und nicht durch einen Magnus Rehfeld, der davon den Ehrennamen Loser erhalten habe (welcher aber schon vorher vorhanden), gewaltsam in Freiheit gesetzt worden war, nahm er den Krieg in Thüringen wieder auf, züchtigte die hochwürdigen Herren von Wilnau und Hutten, Äbte von Fulda und Hersfeld, durch Wegnahme ihrer thüringischen Besitzungen (zugleich eine Warnung für den mainzer Erzbischof, der die alten längst verschollenen thüringisch-mainzischen Lehen wieder geltend machen wollte) und ließ sie theuer genug wieder einlösen. Mit schwerem Gelde büßten auch Mühlhausen und Nordhausen, und die Hungersnoth im eingeschlossenen Erfurt zwang endlich den Stadtrath zum Vergleich (1315) auf Verlust der albertinischen Gerechtsame und Privilegien, oder Bezahlung mit weit höheren Kaufsummen und einer Strafe von 10,000 Mark. Die Grafschaft an der schmalen Gera mochten sie noch 5 Jahre für 300 Mark behalten [2]).

Diesen Ausgang hatte der alte Landgraf Albert, schuldig

1) Adelung Direct. S. 150 ff. giebt gegen seinen Plan diesmal die Reihenfolge u. Auszüge der hieher gehörigen Urkunden aus Gerken cod. dipl. I. Die gleich zu erwähnende Befreiungsgeschichte aus dem chron. terrae Misn. ist unerwiesen.

2) Die spätern Schicksale dieser nach mehrmaligem Wechsel 1485 für immer eingelösten Grafschaft siehe Weisse II, 47. Der später erwähnte weissenfelser Vertrag bei Ludewig rell. Mss. IX, 678.

oder unschuldig an diesen Händeln, nicht mehr erlebt. Verschwenderisch, wenn Vorrath dawar, darbte er bei trocknem Brod, wenn dieser aufgezehrt und sein kleiner Hofstaat von 9 Personen sich bei Bürgern zu Gaste lud. In so verächtlicher Lage möchte man ihn gern bedauern, wenn der Gedanke seiner Unthaten und einer gerechten Vergeltung nicht jede Milde des Urtheils verscheuchte. Er, der Entartete, starb am 13. November 1314 74 Jahre alt in Erfurt, ein Überlästiger 1314 für Alle!

Aber schon war der brandenburgische Streit von neuem ausgebrochen. Der Landfriede mit Brandenburg vom 12. Julius 1313 auf zwei Jahre, während dessen sich Johann von Brandenburg noch immer meissner Markgraf schrieb, war abgelaufen. Auch nahm Waldemar nach Friedrich des Dresdners Tode 1316 dessen Länder eigenmächtig in Besitz. Da 1316 blieb Friedrich der Lahme 1315 durch einen Pfeilschuß bei der Belagerung des Schlosses Zwenka. Endlich kam aber am 1. Januar 1317 zu Weissenfels ein Hauptvergleich zu Stande, 1317 dem zufolge die Schwester Johanns von Brandenburg dem Sohn des Landgrafen verlobt werden und Meissen und Freiberg zur Mitgift bringen, Döbeln und Rochlitz als Leibgeding erhalten, der Besitz von Dresden, Hain und Tharant dem Brandenburger bleiben sollte (die Heirath fand jedoch nie statt). Zu Magdeburg kamen beide Fürsten persönlich zusammen und vollzogen die Bedingungen, mit Ausnahme der Ehe. Doch wurde Meissen und Freiberg wirklich dem Wettiner übergeben. Was aber noch von Meissen in brandenburgischen Händen blieb, fiel 1319 bei den großen Verwirrungen, die Waldemars 1319 und Heinrichs des letzten askanisch-brandenburgischen Kurfürsten Tod (1319, 1320) erzeugte, bis auf Landsberg und die Lausitz, die sich freiwillig an Böhmen anschloß, wieder an Friedrich den Gebissenen zurück.

Einen Theil der noch dem Landgraf zugemessenen Lebenszeit füllen fortan Belagerungen widersetzlicher Burgen, Zerstörungen frecher Raubnester aus, dann ein Zug vor Magdeburg dem unruhigen Erzbischof Burchard III. (von Schraplau) zu Hülfe. Weise verglich Friedrich Stadt und Bischof, und der Kasten in welchem sie den geistlichen Herrn auf dem Johan-

nisthurm verwahren wollten, blieb leer. (Später entging der ungewitzigte Fürst seinem Schicksale dennoch nicht, da er 1325 von den Bürgern im Gefängniß mit Keulen erschlagen wurde)[1]).

Sonst wurde 1318 noch ein Bund von Friedrich mit Landgraf Otto von Hessen zu Eisenach persönlich abgeschlossen, und Friedrich versprach seine 12jährige Elisabeth, geboren und getauft unter Krieg und Sorgen, dem von Heinrichs Söhnen, den der Vater oder die Braut erwählen möchte. Beide hessische Brüder, Heinrich und Ludwig der Grebensteiner, sollen sich sogar in ganz gleicher Kleidung zur Bräutigamswahl begeben haben. Elisabeth wählte Heinrich II. (1321), und fast von Stund' an hasste Ludwig seine Schwägerin und verleumdete sie, daß die unglückliche Frau 1339 nach Eisenach zu ihrem Bruder floh und nimmer wiederkehrte[2]). Seinen Sohn Friedrich aber verlobte der Mark- und Land-Graf mit Mathilde, Ludwigs des Baiern kaiserlicher Tochter, und schickte deshalb die schon an seinem Hofe erzogene Tochter Johanns von Böhmen heim[3]).

Das vielbewegte Leben dieses Landgraf Friedrich, der von der Stunde an, wo die hohe Mutter Margarethe den schmerzlich schweren Abschied von ihm nahm, nur wenig ruhige Jahre genossen hatte, ging noch sehr traurig aus. Er fiel in den letzten Jahren in eine Art von Schwermuth, die ein geistlich Schauspiel der eisenacher Mönche von den fünf klugen und fünf thörichten Jungfrauen in ihm veranlasst haben soll. Ein
1322 Schlagfluß (30. April 1322) nahm ihm den Gebrauch der Zunge und der andern Glieder. So musste der sonst so freu-

1) Joh. Chr. v. Dreihaupt Beschreibung des Saalkreises. Halle 1749. Bd. I. S. 61. Kürzer und ohne Urkunden bei J. C. F. Berghauer, Magdeburg u. s. w. (1800). I. S. 19.

2) Die Quellen bei v. Braun III, 378 und Rommel Gesch. v. Hessen II, 112 und Anmerkk. 81.

3) Hrn. Hetings (Sächs. Hochland I, 104.) Gründe, daß die zurückgeschickte Johanns von Brandenburg Schwester gewesen sein müsse, überzeugen mich noch nicht hinlänglich. Weswegen zog denn z. B. Johann v. Böhmen Görlitz wieder ein? Die Ursache mag die Unterstützung der Feinde des Kaisers in Italien durch Johann den Böhmen gewesen sein (Fabricius).

dige Kriegsheld drittehalb Jahre das Lager hüten; keine Fürbitte frommer Priester, keine Spende an Kirche und Kloster, kein anderes Mittel half. Die edle Elisabeth nahm Graf Heinrich XVI. zum Mitvormund für den 13jährigen Sohn. Endlich erlöste der Tod am 16. oder 17. November 1324 den 1324
68jährigen müden Greis. Sein Grabstein vom Meister Berthold von Eisenach in Reinhardsbrunn ist noch der alte echte (denn nur die frühern 1290 vom Feuer zerstörten musste der Bildhauer Postar erneuern). Im Fürstentalare, das treue Schwerdt in der Rechten, das Haupt mit einer Kranzkrone bedeckt und auf einem Kissen das zwei Engel halten und unter einem Ciborium neben welchem zwei Engel Rauchfässer schwingen. Schild und Helm mit den meissner und thüringer Löwen halten zwei Knaben zu seinen Füßen. Vielleicht sind die Engelpaare eine Anspielung auf einen alten frommen Vers, der wohl verdient nicht vergessen zu werden:

Ich will heynt schlafen gehn;
Zwölf Engel solln mit mir gehn:
Zween zu Häupten,
Zween zur Seiten,
Zween zu Füßen,
Zween die mich decken,
Zween die mich wecken,
Zween die mich wiesen
Zu den himmlischen Paradiesen [1]).

4. Zur inneren Geschichte der wettinischen Länder, 1247—1324.

Die schweren Länderverluste des wettinischen Hauses waren eine unbestrittene Folge von Heinrichs des Erlauchten un-

1) Tentzel vita Frid. admorsi b. Menekken II, 998, wo auch die Abbildung des Steins. — Ich muß fürchten den mir zugemessenen Raum überschritten zu haben. Aber theils ist Vieles in diesem Fürstenleben so dunkel, daß man es nicht mit zwei Worten abthun kann, theils ist und bleibt er eine der ansprechendsten Gestalten unserer Geschichte, der noch ein ganz anderes Gemälde auf der Folie seiner Zeit verdiente. Und was ist denn alle Geschichte, wenn sie nicht den merkwürdigen Menschen dem Leser menschlich näher führen darf?

seliger Theilung. Von einigen Gebieten nimmt der Geschichtschreiber Sachsens traurig auf immer, von andern auf Jahrhunderte Abschied. Nach solchem Abgange darf der Hirt die Heerde zählen; oft lernt er dann erst das Verlorne recht kennen und schätzen. Es sei vergönnt auch von dem zu sprechen, was Andere als für lange Zeit verloren weniger beachtet haben.

Niederlausitz oder spätere Ostmark. Als Dietmann sie im J. 1301 an den magdeburger Erzbischof verkaufen wollte, wurde ihr Umfang etwas genauer bestimmt. Sie begriff das Land von der schwarzen Elster bis zur Oder, von da bis zur Slube (Schlaube) und zum Bober, das Land Sprowe (Zara?) bis zur Grenze Polens und des budissiner Gebietes, und damit die Städte und Schlösser Priebus, Triebel, Golsen, Luckau, Guben, Lieberose (Lubraz), Schidlo, Spremberg, Pitzen, Buchholz, Sonnewalde, Finsterwalde, Senftenberg, Kalau, das neue Schloß bei Kohebusch (Kotbus), Lübbenau, Friedeberg, Schenkendorf, Treskow, Zinniz, Reichenwalde, Gerings- (Reines-) walde. Fürstenberg wird 1316, Lübben (bis 1319 zum Kloster Dobrilugk), Bärnwalde, Teupitz, Storkau, Beskow, Peitz, Elsterwerde, Mückenberg, Liebenwerde, Cottbus mit den Burgen Forste und Treskow, Kirchhayn (1235), Dahme, welches nachher an Magdeburg gelangte, meist erst später genannt. Alle diese Orte kommen in Urkunden bis 1350 vor. Sehr reich waren einige der verhältnißmäßig wenigen Klöster, indem zu Dobrilugk gegen 60, zu dem von Heinrich dem Erlauchten angeblich gegründeten Neu-Celle 50 Dorfer ausser vielen kleineren Besitzthümern gehörten. So kommt noch ein Frauenkloster zu Guben und ein Mannskloster zu Sorau (1298), ein Minoritenkloster zu Cottbus gegen 1307 vor. Ausser den schon in einer frühern Übersicht angeführten Edeln erscheinen jetzt die Schenken von Schenkendorf, die Herren von Strele, Turgow, Biberstein, die Schwarzburg, Kittlitz, Sliven, Cottbus, Minkwitz. Im 13ten Jahrhunderte gehn die Titel der Castellane immer mehr in den der Burggrafen über. Die Herren von Ileburg hatten 1290 ihre Gerichtsbarkeit zu Senftenberg „schon von Alters" her. Die Städte kamen immer mehr empor, und es war

Politik der Landesherrn sie zu begünstigen, da sie Schoß, Zins, Geleit vermehrten, die Gerichtsgebühren sich mit der Zusammendrängung der Menschen häuften. Heinrich begünstigte die Städte sehr. In Luckau hielt er sich oft auf und gab ihm den ersten Viehmarkt, Lieberose bekam Holzungs- und Jagd-Recht und Schifffahrt auf den Raduz- und Schwielow-Seen. Diezmann gab ihr die Biermeile. Sie durfte ihre Thore bis auf 10 Ellen Breite weiter machen. Lübben bekam eine wichtige Salzniederlage. Der Handel mit Schlesien und Polen vom innern und mittlern Deutschland ging durch die Niederlausitz. Guben verwandelte seine Gemeinweiden in Wein- und Hopfen-Gärten.

Die Gerichtsbarkeit kam bald vom Landesherrn in der Grundherren Besitz, wie bei den reichen Herren von Ilburg. In den Städten wurde die Gerichtspflege erblich in gewissen Familien; daher die Stadtrichter damals Erbvögte hiessen. Auch die Klöster brachten dieselbe an sich. Streit zwischen Adeligen schlichteten diese selbst durch Compromiß auf ein ebenbürtiges Schiedsgericht. Das Recht des Einlagers (ad jacendum) kommt mehrmals vor. Der Sachsenspiegel galt als Sammlung der Gesetze und Rechtsgewohnheiten, der Richtsteig als Proceßordnung. Localgewohnheitsrechte hatte jeder Ort und schirmte sich dabei. Die Güter waren fast alle Lehen; die Domainen sehr geschmälert durch Schenkungen und Verleihungen. Die Markgrafen hatten auffer Sporteln, Zoll, Geleite und Bede auch noch den Wein- und Honig-Zehenten. Auf dem Lande war der Hufenzins gebräuchlich, eine Art Grundsteuer, die auch wohl precaria, petitio genannt wurde. Der Ochsenkopf war Landeswappen [1]).

Die Niederlausitz kam, nach Aussterben der Anhaltiner, zugleich mit der Mark Brandenburg 1324 an das Haus Wittelsbach, an Ludwig, den Sohn des deutschen Königs.

Die Oberlausitz (wie sie später hieß) stand in diesem ganzen Zeitraume nur noch in kirchlichem Zusammenhange mit

1) Um die Citate nicht zu sehr zu häufen, bemerke ich, daß man in Wilke Ticemannus die Belege sämmtlich und urkundlich findet. Auch Worbs neues Archiv II, 285 ff. ist benutzt.

seliger Theilung. Von einigen Gebieten nimmt der Geschichtschreiber Sachsens traurig auf immer, von andern auf Jahrhunderte Abschied. Nach solchem Abgange darf der Hirt die Heerde zählen; oft lernt er dann erst das Verlorne recht kennen und schätzen. Es sei vergönnt auch von dem zu sprechen, was Andere als für lange Zeit verloren weniger beachtet haben.

Niederlausitz oder spätere Ostmark. Als Diezmann sie im J. 1301 an den magdeburger Erzbischof verkaufen wollte, wurde ihr Umfang etwas genauer bestimmt. Sie begriff das Land von der schwarzen Elster bis zur Oder, von da bis zur Slube (Schlaube) und zum Bober, das Land Sarowe (Zara?) bis zur Grenze Polens und des budissiner Gebietes, und damit die Städte und Schlösser Priebus, Triebel, Golsen, Luckau, Guben, Lieberose (Lubraz), Schidlo, Spremberg, Pitzen, Buchholz, Sonnewalde, Finsterwalde, Senftenberg, Kalau, das neue Schloß bei Kohebusch (Kotbus), Lübbenau, Friedeberg, Schenkendorf, Treskow, Zinniz, Reichenwalde, Gerings- (Reines-) walde. Fürstenberg wird 1316, Lübben (bis 1319 zum Kloster Dobrilugk), Bärnwalde, Teupitz, Storkau, Beskow, Peitz, Elsterwerde, Mückenberg, Liebenwerde, Cottbus mit den Burgen Forste und Treskow, Kirchhayn (1235), Dahme, welches nachher an Magdeburg gelangte, meist erst später genannt. Alle diese Orte kommen in Urkunden bis 1350 vor. Sehr reich waren einige der verhältnißmäßig wenigen Klöster, indem zu Dobrilugk gegen 60, zu dem von Heinrich dem Erlauchten angeblich gegründeten Neu-Celle 50 Dorfer ausser vielen kleineren Besitzthümern gehörten. So kommt noch ein Frauenkloster zu Guben und ein Mannskloster zu Sorau (1298), ein Minoritenkloster zu Cottbus gegen 1307 vor. Ausser den schon in einer frühern Übersicht angeführten Edeln erscheinen jetzt die Schenken von Schenkendorf, die Herren von Strele, Turgow, Biberstein, die Schwarzburg, Kittlitz, Sliven, Cottbus, Minkwitz. Im 13ten Jahrhunderte gehn die Titel der Castellane immer mehr in den der Burggrafen über. Die Herren von Ileburg hatten 1290 ihre Gerichtsbarkeit zu Senftenberg „schon von Alters" her. Die Städte kamen immer mehr empor, und es war

Politik der Landesherrn sie zu begünstigen, da sie Schoß, Zins, Geleit vermehrten, die Gerichtsgebühren sich mit der Zusammendrängung der Menschen häuften. Heinrich begünstigte die Städte sehr. In Luckau hielt er sich oft auf und gab ihm den ersten Viehmarkt, Lieberose bekam Holzungs- und Jagd-Recht und Schifffahrt auf den Raduz- und Schwielow-Seen. Diezmann gab ihr die Biermeile. Sie durfte ihre Thore bis auf 10 Ellen Breite weiter machen. Lübben bekam eine wichtige Salzniederlage. Der Handel mit Schlesien und Polen vom innern und mittlern Deutschland ging durch die Niederlausitz. Guben verwandelte seine Gemeinweiden in Wein- und Hopfen-Gärten.

Die Gerichtsbarkeit kam bald vom Landesherrn in der Grundherren Besitz, wie bei den reichen Herren von Ilburg. In den Städten wurde die Gerichtspflege erblich in gewissen Familien; daher die Stadtrichter damals Erbvögte hiessen. Auch die Klöster brachten dieselbe an sich. Streit zwischen Adeligen schlichteten diese selbst durch Compromiß auf ein ebenbürtiges Schiedsgericht. Das Recht des Einlagers (ad jacendum) kommt mehrmals vor. Der Sachsenspiegel galt als Sammlung der Gesetze und Rechtsgewohnheiten, der Richtsteig als Proceßordnung. Localgewohnheitsrechte hatte jeder Ort und schirmte sich dabei. Die Güter waren fast alle Lehen; die Domainen sehr geschmälert durch Schenkungen und Verleihungen. Die Markgrafen hatten ausser Sporteln, Zoll, Geleite und Bede auch noch den Wein- und Honig-Zehenten. Auf dem Lande war der Hufenzins gebräuchlich, eine Art Grundsteuer, die auch wohl precaria, petitio genannt wurde. Der Ochsenkopf war Landeswappen [1]).

Die Niederlausitz kam, nach Aussterben der Anhaltiner, zugleich mit der Mark Brandenburg 1324 an das Haus Wittelsbach, an Ludwig, den Sohn des deutschen Königs.

Die Oberlausitz (wie sie später hieß) stand in diesem ganzen Zeitraume nur noch in kirchlichem Zusammenhange mit

1) Um die Citate nicht zu sehr zu häufen, bemerke ich, daß man in Wilke Ticemannus die Belege sämmtlich und urkundlich findet. Auch Worbs neues Archiv II, 285 ff. ist benutzt.

Meissen; denn nach Markgraf Konrads (des Großen) Tode fiel dieses Land an Wladislav von Böhmen zurück, den Friedrich der Rothbart damit belehnte. Schon vorher aber hatten die Bischöfe von Meissen, zu deren Sprengel es gehörte, sich daselbst ungemein bereichert und besaßen fast das ganze südliche Grenzland von der Neisse bis zum Queiß, und wahrscheinlich den ganzen Queißkreis selbst, weil man gern Güter, deren Besitz durch böse Grenznachbarn gefährdet war, der Kirche überließ, die mit ihren geistlichen Waffen sie besser zu wahren und zu schützen wusste. Natürlich aber hörten nun die Streitigkeiten zwischen den Herzogen oder Königen von Böhmen und den meissner Bischöfen nicht auf, und 1213 wurde eine Commission aus geschwornen lausitzer Landsassen zur Untersuchung der Grenzen zwischen der böhmischen und der bischöflichen Lausitz angesetzt; da aber nach Polen hin auch die böhmische Grenze unberichtigt war, so musste auf dieser Seite die Sache unerledigt bleiben [1]). Wahrscheinlich in demselben Jahre 1213 wurde vom Bischof Bruno II., einem Herrn von Baruth, das Collegiat- oder Dom-Stift zu Budissin unter einem Propste, Decane gegründet, welches 1355 auch eine Cantoria erhielt, zur Bildung künftiger Lehrer unter den Wenden, mit einem Scolasticus und Cantor [2]).

Die Oberlausitz hatte unter böhmischer Hoheit ausser dem meissner Bisthum noch eine Menge größerer und kleinerer Grundherren und erblicher Dynasten, die sich oft auf Kosten des bischöflichen Eigens zu vergrößern strebten, sodaß selbst des Bischofs Bannstrahl nicht immer genugsam schützen mochte.

Als aber im Jahre 1234 die Tochter König Wenzeslavs, Beatrix, sich mit Markgraf Otto III. von Brandenburg ver-

1) In Worbs neuem Archiv II, 319—357 findet man die gründlichste Erläuterung der oberlausitzischen Grenzurkunde v. 1213. Aber deutlich wird darum noch lange nicht Alles; nur so viel sieht man, daß mit Ausnahme von Zittau, welches böhmisch war, und Friedland, welches bischöflich, die heutige Südgrenze ziemlich auch die damalige war.

2) Chn. Gottlieb Käuffer Abriß der oberlausitz. Geschichte. Görlitz 1802. I. 1. Heft. S. 89. Käuffer führt aber nach Heinrich von Groitsch 1136 gleich (mit Übergehung Markgraf Konrads von Wettin) Sobieslav und Wladislav als Inhaber der Oberlausitz an.

mählte, so wurden von ihrem Vater die Städte Budissin und Görlitz, Lauban und Löbau mit ihren Gebieten, also der größte Theil der Oberlausitz, zu ihrer Mitgift bestimmt und an Brandenburg abgetreten, womit später (1252) Kamenz und Ruhland, welche Otto nach dem Tode seiner Mutter Mathilde, Tochter Markgraf Konrads von der Lausitz (nicht von Meissen) erhielt, vereinigt wurden. Die zittauer Pflege aber blieb bei Böhmen. In diesem großen von Böhmen bis Pommern reichenden anhaltinisch-brandenburgischen Länderverein, zu dem auch das Gebiet Landsberg, Sangerhausen und die Niederlausitz kamen, blühten die Städte der Oberlausitz durch Handel und Verkehr. Diese wurde nun in zwei Kreise, den görlitzer und budissiner, eingetheilt (das Löbauerwasser, Lupata, von seiner Quelle bis zum Einfluß in die Spree machte die Grenze beider Kreise), sodaß Bautzen, Löbau, Königsbrück und halb Hoyerswerda der Linie Johanns, Görlitz, Lauban, die Landskron, Schönberg und die andere Hälfte von Hoyerswerda der Linie Ottos von Brandenburg zufiel, Zoll und Münze aber beiden Theilen gemeinsam blieb (1266 oder 1268). Kamenz wurde noch 1318 durch Kauf hinzuerworben.

Als aber im J. 1320 mit dem kaum mündig gesprochenen Markgraf Heinrich die ganze Dynastie ausstarb, fiel die Oberlausitz an König Johann von Böhmen zurück, dem sich Budissin und Kamenz sowie der ganze westliche Theil des Landes schon bei Heinrichs Lebzeiten angeschlossen hatten. Dagegen hatte sich des östlichen Theiles, Görlitz, Lauban u. s. w. Herzog Heinrich von Jauer bemächtigt und Zittau pfandweise inne; als ein Sohn Bolkos und der Beatrix (Otto des Langen von Brandenburg Tochter), glaubte er Ansprüche darauf zu machen sich berechtigt. Doch überließ Heinrich diesen Besitz gleichfalls den Luxenburgern in Böhmen. Erst im J. 1346 war die ganze Oberlausitz wieder vereinigt. Da traten im Gefühle ihrer Macht und politischen Bedeutung (dem sogenannten Lande gegenüber) die sechs Städte, Budissin, Görlitz (Stadt seit 1131), Löbau (1239), Lauban, Kamenz (1255), Zittau mit Genehmigung des böhmischen Landvogtes zu wechselseitiger Vertheidigung in einen engen Bund zusammen, wovon sie nachher gewöhnlich die Sechsstädte hiessen. Von

kleinern Landstädten kommen Hoyerswerda, Königsbrück, Muskau, Pulsnitz, Reichenbach, Seidenberg u. a. vor. Nachdem der blinde und abenteuerliche Johann in der Schlacht von Cressy 1346 den gewünschten Tod gefunden, wurde Karl, sein Sohn, König von Böhmen, dem es als König Deutschlands 1347 auch gelang die Niederlausitz zu erwerben, sodaß jetzt seit Konrad dem Großen von Meissen beide Länder nach 200 Jahren wieder Einem Herrn gehorchten und nun in den großen böhmisch- mährisch-schlesischen Nexus mit gehörten.

Im zwölften und dreizehnten Jahrhunderte hatten böhmische Vögte (Advocaten) zu Budissin, Görlitz, Löbau, Reichenbach, Weissenberg ihren Sitz gehabt, zur Verwaltung und Justiz; in Görlitz war sogar ein Vogt und ein Erbrichter zugleich, die nach magdeburger Rechte sprachen, bei welchem Heinrich von Jauer die Görlitzer zu lassen versichert hatte. Als eine Art Lehnscurie kamen schon 1268 zwei Judicia vor, zu Budissin und Görlitz, zu deren ersterem Löbau, zum letzteren Lauban gehörten. Über beide Judicia war ein besonderer Vogt gesetzt, später vereinigt unter Böhmen nur ein Gesammtvogt. Um 1249 kommt aber auch die erste Spur eines böhmischen judex provincialis terrae Budissinensis vor, ausserdem auch ein Castellan oder Burggraf der Stadt, in welcher der Reihe nach die Bewohner des offenen dazu gehörigen Landes die Wache halten mussten. In den Dörfern waren villici und nuncii. Die Obedienzdörfer des meissner Stiftes verwaltete dieses selbst. Zahlreich war schon der damalige Adel der Lausitz. Es kommen im dreizehnten und vierzehnten Jahrhundert die Geschlechter der von Nostitz auf Pischkowitz, Landskron, Bork, Haugwitz, Penzig, Godow, Spiller, Sylitz, Kittlitz, Gersdorf, Kamenz, Baruth, Pulsnitz, Schreibersdorf, Metzradt, Sahr, Seyffrizdorf, Wirsing, Ponikau, Kottwitz, Rochow u. a. vor. Gerade der zwischen Johann und Heinrich von Jauer streitige Besitz trug Städten und Adel manches schöne Vorrecht ein; so versprach Johann nie das Land zu veräussern oder zu verpfänden, die Ritter bloß innerhalb desselben oder ausserhalb gegen den gewöhnlichen Sold aufsitzen zu lassen. Er verlieh Budissin, als Hauptstadt des Landes, das Recht, daß die Güter innerhalb einer

halben Meile für Erbgüter angesehen und nur von dem Richter in der Stadt zu Lehen gereichet werden sollen; gab Löbau das Vorrecht, selbst Adelige wegen Schulden bis zu deren Bezahlung zu verhaften. Görlitz bekam die wichtige, aber auch drückende Waidniederlage, die Zollfreiheit, die Bier- und Handwerks-Meile.

Im 14ten Jahrhundert tritt schon der Unterschied zwischen Land und Städten viel merklicher hervor, auf welchen sich später die ganze Verfassung und Vertretung gründete. Unter dem erstern verstand man aber zunächst die unmittelbar vom Landesherrn gereichten Güter, die zu Ritterdienst verpflichtet waren. Die Inhaber solcher Güter standen vor den 1268 zu Budissin und Görlitz gebildeten königlichen Gerichtshöfen. Reichen Besitz hatte auch die Geistlichkeit im Lande, besonders die Klöster, wie das Cistercienserjungfrauen-Stift zu Marienstern (1264) und ein ähnliches zu Maria Magdalena in Lauban. Ausserdem kommen noch die Franciscanerklöster zu Görlitz, Budissin, Lauban und Löbau bis in die Mitte des 14ten Jahrhunderts vor. Zum Bau der Kirchen wurden von den päpstlichen Legaten schon Ablaßbriefe ausgegeben [1]). Die an die Brandenburger von Albrecht dem Entarteten verkaufte Mark Landsberg und Pfalz Sachsen (in ihren Resten Lauchstädt und Allstädt) kamen als Witthum an Agnes, die Wittwe des Erwerbers Heinrich, die Schwester Ludwig des Baiern. Als ihre Tochter Sophia den Herzog Magnus von Braunschweig heirathete, belehnte eventuell Kaiser Ludwig diesen Herzog und seinen Bruder Otto erblich mit Landsberg und der jetzt zum ersten Mal sogenannten Pfalz Lauchstädt 1341. Später aber machte auch Erzbischof Otto von Magdeburg Ansprüche, eroberte Lauchstädt und verkaufte es an den Bischof von Merseburg. Die übrigen Güter der Pfalz Lauchstädt und Landsberg kamen 1347 an Meissen zurück.

Meissen, Thüringen und Osterland waren nur in den letzten 10 Jahren wiederum vereinigt worden und er-

1) Käufer im angef. Werke belegt die meisten dieser Notizen mit Urkunden, die, soweit sie mir zugänglich waren, nachgeschlagen wurden. Vergl. auch Sam. Grosser lausitz. Merkwürdd. Leipz. 1714. Fol.

freuten sich damit wieder eines Gesammtfürsten, wenn auch noch keiner Gesammtverfassung, die ihnen eigentlich nie mehr zu Theil geworden ist, denn ihre Wiedervereinigung war nicht von Dauer, und so konnte auch an eine innere Vereinigung und Verschmelzung dieser Provinzen und ihrer Verwaltungen, der sich vielleicht sogar Adel und Städte gleich sehr widersetzt haben möchten, kaum ernstlich Hand angelegt werden. Nur was die unwiderstehliche Zeit selbst fortbildete, gedieh. Jedes dieser Länder bildete eine Landschaft wie im territorialen so im repräsentativen Sinne für sich. Die thüringischen Landtage wurden gewöhnlich zu Erfurt, Eisenach, Weissensee, Mittelhausen gehalten; von osterländischen kommen wenig Spuren vor, doch spricht die Vermuthung für Leipzig, als Ort derselben; ob noch meissnische zu Kulmen, Lommatsch oder Dresden und landsbergische zu Delitzsch in diesen 80 Jahren gehalten worden sind, wie der ehrliche Geschichtschreiber der Stadt Dresden, A. Weck, wenigstens fünf aufführt, steht dahin [1]). Als Friedrich der Gebissene nach Diezmanns Tode die thüringischen und osterländischen Vasallen zusammen (1308) nach Erfurt beschied, war dies gewiß eine Ausnahme von der Regel; aber es zeigte sich auch dabei in der ersten entfernten Theilnahme thüringischer Städte an den Verhandlungen, daß das Ganze von der Noth selbst herbeigeführt worden war, indem damals Friedrich auch auf ihren guten Willen gar sehr rechnen musste.

Seit Heinrich dem Erlauchten oder Prächtigen hatte sich der Hofstaat der Fürsten schon vermehrt. Er kommt freilich nur noch unter dem Namen des Hofgesindes vor und bestand in der Regel noch aus Ministerialen mit erblichen Hofämtern. Dem Hofe war ein Hofmeister vorgesetzt. Der beste Schmuck des Hofes waren die edeln Herren und Ritter,

1) Nach A. Weck Beschreibung und Vorstellung d. Residenz Dresden. Nürnberg 1680. Fol., scheint meistens auch die Tabelle in Dan. Gottf. Schrebers Nachricht von Land- und Ausschuß-Tagen v. 1185—1787. 3te Aufl. Dresden 1793. S. 160. gefertigt. Hieher würden gehören: zu Stöhlen 1218; 1233, 1254, 1259 zu Colmen; 1262 od. 1265, 1288 u. 1290 zu Leipzig; Delitsch 1222, Lommatsch 1271, Dresden 1278. — Vergl. Weisse Zusätze dazu, Leipz. 1799. S. 7.

die sich gewöhnlich um den Fürsten aufzuhalten pflegten, zumal in jenen kriegerischen Jahren, wo an eine ordentliche Hofhaltung sowenig als an eine bleibende Residenz zu denken war. Die eigentlichen Regierungsgeschäfte besorgte noch der Fürst allein, mit Berathung erfoderlichen Falles durch die eben anwesenden Vasallen; für die Ausfertigung kommt anfangs nur noch ein Protonotarius (oberster Schryber) mit einigen Scriptoren vor. Gemeiniglich war dies des Lesens und Schreibens wegen (als clericalis) ein Geistlicher. Er stand also der Kanzlei und dem Siegel vor. Ein eigentlicher Kanzler findet sich erst 1317, ein Abt Albrecht von Pegau, bei Friedrich dem Ernsten vor, als curiae cancellarius et rector, mit einem Protonotar und Scriptoren unter sich [1]).

Das Heer bestand noch aus der frühern Lehensmiliz zu Pferde. Es war ein „reitender Krieg." Man zählte nach Fähnlein, Lanzen oder Gleven, indem die vornehmeren Vasallen ihre Hintersassen beritten mitbrachten oder andere Knappen und Knechte mit sich führten. Wer einzeln kam, hieß ein Einspänniger. Diese Mannschaft wurde, obgleich sie nach sächsischem Lehenrecht 1½ Monat auf eigene Kosten dienen sollte, doch gewöhnlich vom Fürsten unterhalten. Vom Fußvolke war damals noch wenig die Rede. Es bildete sich am ersten in den Städten aus und gewann erst später durch die Anwendung des Pulvers und in den Zeiten des Hussitenkrieges seine größere Wichtigkeit.

Die Finanzen der Fürsten gingen noch immer zum größern Theile aus den Kammergütern ein, dann aus den vielen Zöllen und Geleitsabgaben, die so bedeutend waren, daß Albrecht 1289 seine Söhne Geleite und Zölle mit einander theilen läßt, ohne die 900 Mark, die ihnen schon im voraus auf Zoll und Geleite angewiesen wären. Unter den Zöllen, die wegen ihrer ungeheuren Anzahl in Deutschland schon im 13ten Jahrhundert der Engländer Thomas Wickes miram insaniam Germanorum nannte, kommt das Ungelt (Ohmgeld, Getränksteuer?), der Vyecoll (Viehzoll, gleichzeitig mit der baierischen Klostyr oder Klauensteuer), die Wegemit vor. Der

1) J. G. Horn sächs. Handbibliothek. Lpz. 1730. 4. VI. 571—588.

fürstenberger Oberzoll war sehr einträglich. Der Geschoß und Urbete als Grundzins wurde von den Häusern bezahlt; daher auch die Bürger die Erwerbung der Häuser durch Geistliche sehr ungern sahen, weil diese den Schoß nicht zahlten. - Als Grundsteuer kommt die annua pensio, census mansorum, dann eine Menge Naturalzinsen von Dünkel (ador), Weizen, Gerste, Hafer, Hopfen, Wein vor. Eine allgemeine Bede wird erst 1350 verwilliget. Die frühern gingen bloß einzelne Provinzen für momentane Zwecke an. Auch das Judenschutzgeld trug dem Landesherrn bedeutend ein, z. B. 1368 gegen 1000 Fl. Heinrich der Erlauchte entwarf schon 1268 eine eigene Judenordnung, welche zugleich eines der ältesten Beispiele von Territorialgesetzgebung ist, und 1330 gab Kaiser Ludwig seinem Schwiegersohne Friedrich dem Ernsten ein lebenslängliches Privilegium über alle Juden in den drei Ländern, sowie in Erfurt, Mühlhausen und Nordhausen, von den Juden Steuern (steuras) und Collecten zu erheben. Später heissen sie selbst Kammerknechte unserer Fürsten [1]). Auch das Bergregal war schon nicht unbedeutend.

Was die Rechtsverwaltung anbelangt, so ging diese in oberster Instanz vom Landesherrn aus. In Streitigkeiten seiner Großen sprach er im Mann- oder Schieds-Gericht. Schon zeigt sich eine Spur von einem Hofgerichte bei den Fürsten (nach dem Vorbilde von dem an Kaiser Friedrichs II. Hofe), und vielleicht war der camerarius judex der Vorgänger der nachmaligen Hofrichter. Landgerichte wurden in einzelnen größeren Bezirken abgehalten, deren eins das unterm rothen Thurm zu Meissen gewesen zu sein scheint. Dagegen sprachen in den Städten die fürstlichen Vögte und Schultheissen zu Recht. Mit den Rittergütern wurde schon nicht selten die Patrimonialgerichtsbarkeit verbunden, daher auch ihr Besitz in bürgerlichen Händen ursprünglich ungesetzlich war (burgenses debere jurisdictionem et advocatias minime possidere, Alle

1) über die Wegemit s. Paullini annal. Isenac. p. 59. Item nullus burgensium pretium quod vulgariter dr. Wegemieth de curribus dare debet. über andere Steuern Wilke Ticemannus 245 sq. über die Juden die Urkunde in Fr. Rudolphi Gotha diplom. Frkf. u. Leipz. 1717. fol. V. p. 209.

die nicht von Ritterart sind, sollen des Lehenrechtes darben). Aber seit Anfang des 14ten Jahrhunderts wurde es Politik der Fürsten, die Bürger Rittergüter erwerben zu lassen, als Gegengewicht gegen den allzumächtigen Adel [1]).

Wie die schwarze Farbe eigentlich die völlige Abwesenheit aller Farbe oder alles Lichtes ist, so war das Faustrecht die Abwesenheit alles Rechtes. Sein furchtbares Überhandnehmen in den Zeiten des großen Interregnums schuf, da die gebotenen Landfrieden ohne Macht die „Brüche und Werren" zu strafen blieben, verschiedene Gegenmittel, besonders in den großen Städtecorporationen am Rhein und in Niederdeutschland. In Thüringen gestaltete sich eine andere Vorkehrung, das sogenannte judicium pacis oder Friedensgericht, welches auf einem freien Vertrage der Fürsten mit den Großen des Landes und einigen Städten beruht zu haben scheint. Das erste Mal wird es 1281 genannt; es bestand aus einem Richter (entweder und gewöhnlich der Landgraf selbst, oder ein von ihm ernannter Graf), der „Hoyptman des Fredis in deme Lande zu Doringen," capitaneus pacis generalis terrae Thuringicae heisst, und 12 Beisitzern (conservatores pacis, die Zwölf oder dem Frieden des Landes gekorn, die Czwölffe desselbin Friedes pflegir), welche aus einigen Grafen, 4 Ministerialen, 2 Bürgern von Erfurt, 1 von Mühlhausen und 1 von Nordhausen bestanden und alle 3 Jahre wechselten. Sie verbanden sich, allen Friedensstörungen im Lande vorzubeugen, die vorgefallenen auszugleichen, verfuhren gegen die Friedensbrecher mit Acht und deren Execution (thaten sie aus dem Frieden in den Unfrieden), straften mitunter auch solche die dem Bunde nicht beigetreten waren, wie sich einmal der Kurfürst von Mainz durch den Kaiser von einer solchen Straffen-

1) „quod ipsi bona feodalia quae quiritibus (soviel als equitibus) proprie debentur, emere, vel quovis alterius contractus titulo recuperare valeant." Schneider leipz. Chronik Buch IV. S. 220. Diese Urkunde ist von Ludwig dem Baier auf ausdrückliches Verlangen Friedrich des Ernsten 1329 vor Pavia (wo auch der berühmte wittelsbachische Hausvertrag geschlossen wurde) gegeben, 24. Junius. Alle etwa entgegenstehenden Rechte und Gewohnheiten wurden aus kaiserlicher Machtvollkommenheit ausdrücklich niedergeschlagen.

seliger Theilung. Von einigen Gebieten nimmt der Geschichtschreiber Sachsens traurig auf immer, von andern auf Jahrhunderte Abschied. Nach solchem Abgange darf der Hirt die Heerde zählen; oft lernt er dann erst das Verlorne recht kennen und schätzen. Es sei vergönnt auch von dem zu sprechen, was Andere als für lange Zeit verloren weniger beachtet haben.

Niederlausitz oder spätere Ostmark. Als Diezmann sie im J. 1301 an den magdeburger Erzbischof verkaufen wollte, wurde ihr Umfang etwas genauer bestimmt. Sie begriff das Land von der schwarzen Elster bis zur Oder, von da bis zur Slube (Schlaube) und zum Bober, das Land Sarowe (Zara?) bis zur Grenze Polens und des budissiner Gebietes, und damit die Städte und Schlösser Priebus, Triebel, Golsen, Luckau, Guben, Lieberose (Lubraz), Schidlo, Spremberg, Pitzen, Buchholz, Sonnewalde, Finsterwalde, Senftenberg, Kalau, das neue Schloß bei Kohebusch (Kotbus), Lübbenau, Friedeberg, Schenkendorf, Treskow, Zinniz, Reichenwalde, Gerings- (Reines-) walde. Fürstenberg wird 1316, Lübben (bis 1319 zum Kloster Dobrilugk), Bärnwalde, Lewitz, Storkau, Beskow, Peitz, Elsterwerde, Mückenberg, Liebenwerde, Cottbus mit den Burgen Forste und Treskow, Kirchhayn (1235), Dahme, welches nachher an Magdeburg gelangte, meist erst später genannt. Alle diese Orte kommen in Urkunden bis 1350 vor. Sehr reich waren einige der verhältnißmäßig wenigen Klöster, indem zu Dobrilugk gegen 60, zu dem von Heinrich dem Erlauchten angeblich gegründeten Neu-Celle 50 Dorfer ausser vielen kleineren Besitzthümern gehörten. So kommt noch ein Frauenkloster zu Guben und ein Mannskloster zu Sorau (1298), ein Minoritenkloster zu Cottbus gegen 1307 vor. Ausser den schon in einer frühern Übersicht angeführten Edeln erscheinen jetzt die Schenken von Schenkendorf, die Herren von Strele, Turgow, Biberstein, die Schwarzburg, Kittlitz, Sliven, Cottbus, Minkwitz. Im 13ten Jahrhunderte gehn die Titel der Castellane immer mehr in den der Burggrafen über. Die Herren von Ileburg hatten 1290 ihre Gerichtsbarkeit zu Senftenberg „schon von Alters" her. Die Städte kamen immer mehr empor, und es war

Politik der Landesherrn sie zu begünstigen, da sie Schoß, Zins, Geleit vermehrten, die Gerichtsgebühren sich mit der Zusammendrängung der Menschen häuften. Heinrich begünstigte die Städte sehr. In Luckau hielt er sich oft auf und gab ihm den ersten Viehmarkt, Lieberose bekam Holzungs- und Jagd-Recht und Schifffahrt auf den Raduz- und Schwielow-Seen. Diezmann gab ihr die Biermeile. Sie durfte ihre Thore bis auf 10 Ellen Breite weiter machen. Lübben bekam eine wichtige Salzniederlage. Der Handel mit Schlesien und Polen vom innern und mittlern Deutschland ging durch die Niederlausitz. Guben verwandelte seine Gemeinweiden in Wein- und Hopfen-Gärten.

Die Gerichtsbarkeit kam bald vom Landesherrn in der Grundherren Besitz, wie bei den reichen Herren von Ilburg. In den Städten wurde die Gerichtspflege erblich in gewissen Familien; daher die Stadtrichter damals Erbvögte hiessen. Auch die Klöster brachten dieselbe an sich. Streit zwischen Adeligen schlichteten diese selbst durch Compromiß auf ein ebenbürtiges Schiedsgericht. Das Recht des Einlagers (ad jacendum) kommt mehrmals vor. Der Sachsenspiegel galt als Sammlung der Gesetze und Rechtsgewohnheiten, der Richtsteig als Proceßordnung. Localgewohnheitsrechte hatte jeder Ort und schirmte sich dabei. Die Güter waren fast alle Lehen; die Domainen sehr geschmälert durch Schenkungen und Verleihungen. Die Markgrafen hatten ausser Sporteln, Zoll, Geleite und Bede auch noch den Wein- und Honig-Zehenten. Auf dem Lande war der Hufenzins gebräuchlich, eine Art Grundsteuer, die auch wohl precaria, petitio genannt wurde. Der Ochsenkopf war Landeswappen [1]).

Die Niederlausitz kam, nach Aussterben der Anhaltiner, zugleich mit der Mark Brandenburg 1324 an das Haus Wittelsbach, an Ludwig, den Sohn des deutschen Königs.

Die Oberlausitz (wie sie später hieß) stand in diesem ganzen Zeitraume nur noch in kirchlichem Zusammenhange mit

1) Um die Citate nicht zu sehr zu häufen, bemerke ich, daß man in Wilke Ticemannus die Belege sämmtlich und urkundlich findet. Auch Worbs neues Archiv II, 285 ff. ist benutzt.

Meissen; denn nach Markgraf Konrads (des Großen) Tode fiel dieses Land an Wladislav von Böhmen zurück, den Friedrich der Rothbart damit belehnte. Schon vorher aber hatten die Bischöfe von Meissen, zu deren Sprengel es gehörte, sich daselbst ungemein bereichert und besaßen fast das ganze südliche Grenzland von der Neisse bis zum Queiß, und wahrscheinlich den ganzen Queißkreis selbst, weil man gern Güter, deren Besitz durch böse Grenznachbarn gefährdet war, der Kirche überließ, die mit ihren geistlichen Waffen sie besser zu wahren und zu schützen wusste. Natürlich aber hörten nun die Streitigkeiten zwischen den Herzogen oder Königen von Böhmen und den meissner Bischöfen nicht auf, und 1213 wurde eine Commission aus geschwornen lausitzer Landsassen zur Untersuchung der Grenzen zwischen der böhmischen und der bischöflichen Lausitz angesetzt; da aber nach Polen hin auch die böhmische Grenze unberichtigt war, so musste auf dieser Seite die Sache unerledigt bleiben [1]). Wahrscheinlich in demselben Jahre 1213 wurde vom Bischof Bruno II., einem Herrn von Baruth, das Collegiat- oder Dom-Stift zu Budissin unter einem Propste, Decane gegründet, welches 1355 auch eine Cantoria erhielt, zur Bildung künftiger Lehrer unter den Wenden, mit einem Scolasticus und Cantor [2]).

Die Oberlausitz hatte unter böhmischer Hoheit ausser dem meissner Bisthum noch eine Menge größerer und kleinerer Grundherren und erblicher Dynasten, die sich oft auf Kosten des bischöflichen Eigens zu vergrößern strebten, sodaß selbst des Bischofs Bannstrahl nicht immer genugsam schützen mochte.

Als aber im Jahre 1234 die Tochter König Wenzeslavs, Beatrix, sich mit Markgraf Otto III. von Brandenburg ver-

1) In Worbs neuem Archiv II, 319—357 findet man die gründlichste Erläuterung der oberlausitzischen Grenzurkunde v. 1213. Aber deutlich wird darum noch lange nicht Alles; nur so viel sieht man, daß mit Ausnahme von Zittau, welches böhmisch war, und Friedland, welches bischöflich, die heutige Südgrenze ziemlich auch die damalige war.

2) Chn. Gottlieb Käuffer Abriß der oberlausitz. Geschichte. Görlitz 1802. I. 1. Heft. S. 89. Käuffer führt aber nach Heinrich von Groitsch 1136 gleich (mit Übergehung Markgraf Konrads von Wettin) Sobieslav und Wladislav als Inhaber der Oberlausitz an.

mählte, so wurden von ihrem Vater die Städte Budissin und Görlitz, Lauban und Löbau mit ihren Gebieten, also der größte Theil der Oberlausitz, zu ihrer Mitgift bestimmt und an Brandenburg abgetreten, womit später (1252) Kamenz und Ruhland, welche Otto nach dem Tode seiner Mutter Mathilde, Tochter Markgraf Konrads von der Lausitz (nicht von Meissen) erhielt, vereinigt wurden. Die zittauer Pflege aber blieb bei Böhmen. In diesem großen von Böhmen bis Pommern reichenden anhaltinisch-brandenburgischen Länderverein, zu dem auch das Gebiet Landsberg, Sangerhausen und die Niederlausitz kamen, blühten die Städte der Oberlausitz durch Handel und Verkehr. Diese wurde nun in zwei Kreise, den görlitzer und budissiner, eingetheilt (das Löbauerwasser, Lupata, von seiner Quelle bis zum Einfluß in die Spree machte die Grenze beider Kreise), sodaß Bautzen, Löbau, Königsbrück und halb Hoyerswerda der Linie Johanns, Görlitz, Lauban, die Landskron, Schönberg und die andere Hälfte von Hoyerswerda der Linie Ottos von Brandenburg zufiel, Zoll und Münze aber beiden Theilen gemeinsam blieb (1266 oder 1268). Kamenz wurde noch 1318 durch Kauf hinzuerworben.

Als aber im J. 1320 mit dem kaum mündig gesprochenen Markgraf Heinrich die ganze Dynastie ausstarb, fiel die Oberlausitz an König Johann von Böhmen zurück, dem sich Budissin und Kamenz sowie der ganze westliche Theil des Landes schon bei Heinrichs Lebzeiten angeschlossen hatten. Dagegen hatte sich des östlichen Theiles, Görlitz, Lauban u. s. w. Herzog Heinrich von Jauer bemächtigt und Zittau pfandweise inne; als ein Sohn Bolkos und der Beatrix (Otto des Langen von Brandenburg Tochter), glaubte er Ansprüche darauf zu machen sich berechtigt. Doch überließ Heinrich diesen Besitz gleichfalls den Luxenburgern in Böhmen. Erst im J. 1346 war die ganze Oberlausitz wieder vereinigt. Da traten im Gefühle ihrer Macht und politischen Bedeutung (dem sogenannten Lande gegenüber) die sechs Städte, Budissin, Görlitz (Stadt seit 1131), Löbau (1239), Lauban, Kamenz (1255), Zittau mit Genehmigung des böhmischen Landvogtes zu wechselseitiger Vertheidigung in einen engen Bund zusammen, wovon sie nachher gewöhnlich die Sechsstädte hiessen. Von

kleinern Landstädten kommen Hoyerswerda, Königsbrück, Muskau, Pulsnitz, Reichenbach, Seidenberg u. a. vor. Nachdem der blinde und abenteuerliche Johann in der Schlacht von Cressy 1346 den gewünschten Tod gefunden, wurde Karl, sein Sohn, König von Böhmen, dem es als König Deutschlands 1347 auch gelang die Niederlausitz zu erwerben, sodaß jetzt seit Konrad dem Großen von Meissen beide Länder nach 200 Jahren wieder Einem Herrn gehorchten und nun in den großen böhmisch- mährisch-schlesischen Nexus mit gehörten.

Im zwölften und dreizehnten Jahrhunderte hatten böhmische Vögte (Advocaten) zu Budissin, Görlitz, Löbau, Reichenbach, Weissenberg ihren Sitz gehabt, zur Verwaltung und Justiz; in Görlitz war sogar ein Vogt und ein Erbrichter zugleich, die nach magdeburger Rechte sprachen, bei welchem Heinrich von Jauer die Görlitzer zu lassen versichert hatte. Als eine Art Lehnscurie kamen schon 1268 zwei Judicia vor, zu Budissin und Görlitz, zu deren ersterem Löbau, zum letzteren Lauban gehörten. Über beide Judicia war ein besonderer Vogt gesetzt, später vereinigt unter Böhmen nur ein Gesammtvogt. Um 1249 kommt aber auch die erste Spur eines böhmischen judex provincialis terrae Budissinensis vor, ausserdem auch ein Castellan oder Burggraf der Stadt, in welcher der Reihe nach die Bewohner des offenen dazu gehörigen Landes die Wache halten mussten. In den Dörfern waren villici und nuncii. Die Obedienzdörfer des meissner Stiftes verwaltete dieses selbst. Zahlreich war schon der damalige Adel der Lausitz. Es kommen im dreizehnten und vierzehnten Jahrhundert die Geschlechter der von Nostiz auf Pischkowitz, Landskron, Bork, Haugwitz, Penzig, Godow, Spiller, Sylitz, Kittlitz, Gersdorf, Kamenz, Baruth, Pulsnitz, Schreibersdorf, Metzradt, Sahr, Seyffrizdorf, Wirsing, Ponikau, Kottwitz, Rochow u. a. vor. Gerade der zwischen Johann und Heinrich von Jauer streitige Besitz trug Städten und Adel manches schöne Vorrecht ein; so versprach Johann nie das Land zu veräussern oder zu verpfänden, die Ritter bloß innerhalb desselben oder ausserhalb gegen den gewöhnlichen Sold aufsitzen zu lassen. Er verlieh Budissin, als Hauptstadt des Landes, das Recht, daß die Güter innerhalb einer

halben Meile für Erbgüter angesehen und nur von dem Richter in der Stadt zu Lehen gereichet werden sollen; gab Löbau das Vorrecht, selbst Adelige wegen Schulden bis zu deren Bezahlung zu verhaften. Görlitz bekam die wichtige, aber auch drückende Waidniederlage, die Zollfreiheit, die Bier- und Handwerks-Meile.

Im 14ten Jahrhundert tritt schon der Unterschied zwischen Land und Städten viel merklicher hervor, auf welchen sich später die ganze Verfassung und Vertretung gründete. Unter dem erstern verstand man aber zunächst die unmittelbar vom Landesherrn gereichten Güter, die zu Ritterdienst verpflichtet waren. Die Inhaber solcher Güter standen vor den 1268 zu Budissin und Görlitz gebildeten königlichen Gerichtshöfen. Reichen Besitz hatte auch die Geistlichkeit im Lande, besonders die Klöster, wie das Cistercienserjungfrauen-Stift zu Marienstern (1264) und ein ähnliches zu Maria Magdalena in Lauban. Ausserdem kommen noch die Franciscanerklöster zu Görlitz, Budissin, Lauban und Löbau bis in die Mitte des 14ten Jahrhunderts vor. Zum Bau der Kirchen wurden von den päpstlichen Legaten schon Ablaßbriefe ausgegeben [1]). Die an die Brandenburger von Albrecht dem Entarteten verkaufte Mark Landsberg und Pfalz Sachsen (in ihren Resten Lauchstädt und Allstädt) kamen als Witthum an Agnes, die Wittwe des Erwerbers Heinrich, die Schwester Ludwig des Baiern. Als ihre Tochter Sophia den Herzog Magnus von Braunschweig heirathete, belehnte eventuell Kaiser Ludwig diesen Herzog und seinen Bruder Otto erblich mit Landsberg und der jetzt zum ersten Mal sogenannten Pfalz Lauchstädt 1341. Später aber machte auch Erzbischof Otto von Magdeburg Ansprüche, eroberte Lauchstädt und verkaufte es an den Bischof von Merseburg. Die übrigen Güter der Pfalz Lauchstädt und Landsberg kamen 1347 an Meissen zurück.

Meissen, Thüringen und Osterland waren nur in den letzten 10 Jahren wiederum vereinigt worden und er-

1) Käufer im angef. Werke belegt die meisten dieser Notizen mit Urkunden, die, soweit sie mir zugänglich waren, nachgeschlagen wurden. Vergl. auch Sam. Grosser lausitz. Merkwürdd. Leipz. 1714. Fol.

freuten sich damit wieder eines Gesammtfürsten, wenn auch noch keiner Gesammtverfassung, die ihnen eigentlich nie mehr zu Theil geworden ist, denn ihre Wiedervereinigung war nicht von Dauer, und so konnte auch an eine innere Vereinigung und Verschmelzung dieser Provinzen und ihrer Verwaltungen, der sich vielleicht sogar Adel und Städte gleich sehr widersetzt haben möchten, kaum ernstlich Hand angelegt werden. Nur was die unwiderstehliche Zeit selbst fortbildete, gedieh. Jedes dieser Länder bildete eine Landschaft wie im territorialen so im repräsentativen Sinne für sich. Die thüringischen Landtage wurden gewöhnlich zu Erfurt, Eisenach, Weissensee, Mittelhausen gehalten; von osterländischen kommen wenig Spuren vor, doch spricht die Vermuthung für Leipzig, als Ort derselben; ob noch meissnische zu Kulmen, Lommatsch oder Dresden und landsbergische zu Delitzsch in diesen 80 Jahren gehalten worden sind, wie der ehrliche Geschichtschreiber der Stadt Dresden, A. Weck, wenigstens fünf aufführt, steht dahin [1]). Als Friedrich der Gebissene nach Diezmanns Tode die thüringischen und osterländischen Vasallen zusammen (1308) nach Erfurt beschied, war dies gewiß eine Ausnahme von der Regel; aber es zeigte sich auch dabei in der ersten entfernten Theilnahme thüringischer Städte an den Verhandlungen, daß das Ganze von der Noth selbst herbeigeführt worden war, indem damals Friedrich auch auf ihren guten Willen gar sehr rechnen musste.

Seit Heinrich dem Erlauchten oder Prächtigen hatte sich der Hofstaat der Fürsten schon vermehrt. Er kommt freilich nur noch unter dem Namen des Hofgesindes vor und bestand in der Regel noch aus Ministerialen mit erblichen Hofämtern. Dem Hofe war ein Hofmeister vorgesetzt. Der beste Schmuck des Hofes waren die edeln Herren und Ritter,

1) Nach A. Weck Beschreibung und Vorstellung d. Residenz Dresden. Nürnberg 1680. Fol., scheint meistens auch die Tabelle in Dan. Gottf. Schrebers Nachricht von Land- und Ausschuß-Tagen v. 1185—1787. 3te Aufl. Dresden 1793. S. 160. gefertigt. Hieher würden gehören: zu Stöhlen 1218; 1233, 1254, 1259 zu Colmen; 1262 od. 1265, 1288 u. 1290 zu Leipzig; Delitsch 1222, Lommatsch 1271, Dresden 1278. — Vergl. Weisse Zusätze dazu, Leipz. 1799. S. 7.

die sich gewöhnlich um den Fürsten aufzuhalten pflegten, zumal in jenen kriegerischen Jahren, wo an eine ordentliche Hofhaltung sowenig als an eine bleibende Residenz zu denken war. Die eigentlichen Regierungsgeschäfte besorgte noch der Fürst allein, mit Berathung erfoderlichen Falles durch die eben anwesenden Vasallen; für die Ausfertigung kommt anfangs nur noch ein Protonotarius (oberster Schryber) mit einigen Scriptoren vor. Gemeiniglich war dies des Lesens und Schreibens wegen (als clericalis) ein Geistlicher. Er stand also der Kanzlei und dem Siegel vor. Ein eigentlicher Kanzler findet sich erst 1317, ein Abt Albrecht von Pegau, bei Friedrich dem Ernsten vor, als curiae cancellarius et rector, mit einem Protonotar und Scriptoren unter sich [1]).

Das Heer bestand noch aus der frühern Lehensmiliz zu Pferde. Es war ein „reitender Krieg." Man zählte nach Fähnlein, Lanzen oder Gleven, indem die vornehmeren Vasallen ihre Hintersassen beritten mitbrachten oder andere Knappen und Knechte mit sich führten. Wer einzeln kam, hieß ein Einspänniger. Diese Mannschaft wurde, obgleich sie nach sächsischem Lehenrecht 1½ Monat auf eigene Kosten dienen sollte, doch gewöhnlich vom Fürsten unterhalten. Vom Fußvolke war damals noch wenig die Rede. Es bildete sich am ersten in den Städten aus und gewann erst später durch die Anwendung des Pulvers und in den Zeiten des Hussitenkrieges seine größere Wichtigkeit.

Die Finanzen der Fürsten gingen noch immer zum größern Theile aus den Kammergütern ein, dann aus den vielen Zöllen und Geleitsabgaben, die so bedeutend waren, daß Albrecht 1289 seine Söhne Geleite und Zölle mit einander theilen läßt, ohne die 900 Mark, die ihnen schon im voraus auf Zoll und Geleite angewiesen wären. Unter den Zöllen, die wegen ihrer ungeheuren Anzahl in Deutschland schon im 13ten Jahrhundert der Engländer Thomas Wickes miram insaniam Germanorum nannte, kommt das Ungelt (Ohmgeld, Getränksteuer?), der Vyecoll (Viehzoll, gleichzeitig mit der baierischen Klosyr oder Klauensteuer), die Wegemit vor. Der

1) J. G. Horn sächs. Handbibliothek. Lpz. 1780. 4. VI. 571—588.

fürstenberger Oderzoll war sehr einträglich. Der Geschoß und Urbete als Grundzins wurde von den Häusern bezahlt; daher auch die Bürger die Erwerbung der Häuser durch Geistliche sehr ungern sahen, weil diese den Schoß nicht zahlten. – Als Grundsteuer kommt die annua pensio, census mansorum, dann eine Menge Naturalzinsen von Dünkel (ador), Weizen, Gerste, Hafer, Hopfen, Wein vor. Eine allgemeine Bede wird erst 1350 verwilliget. Die frühern gingen bloß einzelne Provinzen für momentane Zwecke an. Auch das Judenschutzgeld trug dem Landesherrn bedeutend ein, z. B. 1368 gegen 1000 Fl. Heinrich der Erlauchte entwarf schon 1268 eine eigene Judenordnung, welche zugleich eines der ältesten Beispiele von Territorialgesetzgebung ist, und 1330 gab Kaiser Ludwig seinem Schwiegersohne Friedrich dem Ernsten ein lebenslängliches Privilegium über alle Juden in den drei Ländern, sowie in Erfurt, Mühlhausen und Nordhausen, von den Juden Steuern (steuras) und Collecten zu erheben. Später heissen sie selbst Kammerknechte unserer Fürsten [1]). Auch das Bergregal war schon nicht unbedeutend.

Was die Rechtsverwaltung anbelangt, so ging diese in oberster Instanz vom Landesherrn aus. In Streitigkeiten seiner Großen sprach er im Mann- oder Schieds-Gericht. Schon zeigt sich eine Spur von einem Hofgerichte bei den Fürsten (nach dem Vorbilde von dem an Kaiser Friedrichs II. Hofe), und vielleicht war der camerarius judex der Vorgänger der nachmaligen Hofrichter. Landgerichte wurden in einzelnen größeren Bezirken abgehalten, deren eins das unterm rothen Thurm zu Meissen gewesen zu sein scheint. Dagegen sprachen in den Städten die fürstlichen Vögte und Schultheissen zu Recht. Mit den Rittergütern wurde schon nicht selten die Patrimonialgerichtsbarkeit verbunden, daher auch ihr Besitz in bürgerlichen Händen ursprünglich ungesetzlich war (burgenses debere jurisdictionem et advocatias minime possidere, Alle

1) über die Wegemit s. Paullini annal. Isenac. p. 59. Item nullus burgensium pretium quod vulgariter dr. Wegemieth de curribus dare debet. über andere Steuern Wilke Ticemannus 215 sq. über die Juden die Urkunde in Fr. Rudolphi Gotha diplom. Erff. u. Leipz. 1717. fol. V. p. 209.

die nicht von Ritterart sind, sollen des Lehenrechtes darben). Aber seit Anfang des 14ten Jahrhunderts wurde es Politik der Fürsten, die Bürger Rittergüter erwerben zu lassen, als Gegengewicht gegen den allzumächtigen Adel [1]).

Wie die schwarze Farbe eigentlich die völlige Abwesenheit aller Farbe oder alles Lichtes ist, so war das Faustrecht die Abwesenheit alles Rechtes. Sein furchtbares Überhandnehmen in den Zeiten des großen Interregnums schuf, da die gebotenen Landfrieden ohne Macht die „Brüche und Werren" zu strafen blieben, verschiedene Gegenmittel, besonders in den großen Städtecorporationen am Rhein und in Niederdeutschland. In Thüringen gestaltete sich eine andere Vorkehrung, das sogenannte judicium pacis oder Friedensgericht, welches auf einem freien Vertrage der Fürsten mit den Großen des Landes und einigen Städten beruht zu haben scheint. Das erste Mal wird es 1281 genannt; es bestand aus einem Richter (entweder und gewöhnlich der Landgraf selbst, oder ein von ihm ernannter Graf), der „Hoyptman des Fredis in deme Lande zu Doringen," capitaneus pacis generalis terrae Thuringicae heisst, und 12 Beisitzern (conservatores pacis, die Zwölf oder dem Frieden des Landes gekorn, die Czwölffe desselbin Friedes pflegir), welche aus einigen Grafen, 4 Ministerialen, 2 Bürgern von Erfurt, 1 von Mühlhausen und 1 von Nordhausen bestanden und alle 3 Jahre wechselten. Sie verbanden sich, allen Friedensstörungen im Lande vorzubeugen, die vorgefallenen auszugleichen, verfuhren gegen die Friedensbrecher mit Acht und deren Execution (thaten sie aus dem Frieden in den Unfrieden), straften mitunter auch solche die dem Bunde nicht beigetreten waren, wie sich einmal der Kurfürst von Mainz durch den Kaiser von einer solchen Straffen-

1) „quod ipsi bona feodalia quae quiritibus (soviel als equitibus) proprie debentur, emere, vel quovis alterius contractus titulo recuperare valeant." Schneider leipz. Chronik Buch IV. S. 220. Diese Urkunde ist von Ludwig dem Baier auf ausdrückliches Verlangen Friedrich des Ernsten 1329 vor Pavia (wo auch der berühmte wittelsbachische Hausvertrag geschlossen wurde) gegeben, 24. Junius. Alle etwa entgegenstehenden Rechte und Gewohnheiten wurden aus kaiserlicher Machtvollkommenheit ausdrücklich niedergeschlagen.

tenz entbinden liß. Auch zogen sie mitunter Sachen vor ihren Spruch, die kaum dahin gehörten, weil man den Unterschied zwischen diesem Landesgericht und dem landgräflichen um so weniger festhalten mochte, da in beiden der Landgraf präsidirte, auch der Drang der Zeit Manches entschuldigen mußte. Die Kosten bestritten die welche Beisitzer zu wählen befugt waren; der Ort des Gerichts war verschieden. Es ist sogar auch zu Mittelhausen, aber auch zu Erfurt, Gotha, Weissensee gehalten worden, und siegelte unter eigenem Siegel, dem thüringischen Löwen, mit dem Namen des Friedenshauptmanns in der Umschrift. Gegen das Ende des 14ten Jahrhunderts verlieren sich die Spuren seiner Existenz [1]).

Diese Zeiten innerer Verwirrung waren auch den Städten günstig; und wenn sie vorher wenigstens in Meissen noch nicht zu der Freiheit und Selbständigkeit anderer deutschen Städte gelangt waren, so waren jetzt durch diese Zerrüttungen im Fürstenhause die Banden des Landsassiates etwas lockerer geworden. Ein großer Vortheil war es zunächst für sie, daß die Vogtei oder das Gericht des Fürsten in den Städten zuweilen erblich an Bürger oder Magistrate verliehen wurde, sodaß die Magistrate nicht bloß die Verwaltung, sondern auch die Gerichtsbarkeit besaßen. Ausserdem wurden selbst vom fürstlichen Stadtvogte die Bürger als Schöppen gebraucht, und nicht selten ein städtisches bleibendes Collegium, in welchem sich gerade dadurch eine desto größere Kunde und Rechtspraxis erzeugte. So wurden solche Schöppen auch von Fremden befragt. Nächst den magdeburgischen und hallischen zeichneten sich die leipziger und freiberger aus; Letztere auch dadurch, daß ihr Stuhl zugleich als höchstes Gericht in Bergwerkssachen galt, bis er erst später beim Entstehen einzelner Bergämter zur Natur einer lehrenden Behörde in Bergwerksangelegenheiten zurückkehrte. Auch zu Meissen und Zwickau werden Schöppenstühle aufgeführt.

Unter den Städten welche in diesem Zeitraum eigene

1) Mart. Schamelius in der Sammlung vermischter Nachrichten zur sächsischen Gesch. Chemnitz 1770. 8. IV, 209 ff. meist aus v. Grafshof de Mulhusa.

Gesetzgebung, Rechts- und Gerichts-Verwaltung (Stadtrecht im engern Sinn) erhalten, steht Eisenach oben an, da Landgraf Albrechts Urkunde von 1283 nur eine Bestätigung der frühern Privilegien der ludowingischen Landgrafen war. Die mühlhauser Statuten sind um's Jahr 1250 niedergeschrieben, auch ist in ihnen noch von gerichtlichem Zweikampf und der Feuerprobe als gerichtlichen Beweismitteln die Rede. Weissensee erhielt 1265, Erfurt 1289, Freiberg 1294, Görlitz 1304, Nordhausen 1308 die seinigen [1]). Bei Streitigkeiten zwischen Rath und Bürgern griff das Landgericht oder der Fürst selbst ein, und solche Streitigkeiten blieben selten ganz aus, weil der Antheil am Regimente zu wünschenswerth erschien. Zu Mühlhausen hatten sich die Patricier desselben ausschliesslich bemächtiget. In Nordhausen kam es 1324 zwischen den Zünften und dem Rathe zu blutigen Irrungen und Zwisten. In Erfurt brach 1310, als Friedrich der Mark- und Land-Graf eben in Fehde mit ihr begriffen war, ein Aufstand der Bürger gegen den Rath, der bloß mit Junkern besetzt war, aus; Adlige, welche die Erzbischöfe von Mainz dort zur Vertheidigung der Stadt angesetzt hatten. Überdem hatten die Junker die Bürger auf das schnödeste mishandelt, einer derselben einen Bürger mit Sporen geritten, einen andern ermordet; man beschuldigte sie, die Einkünfte der Stadt zu verschwelgen, und wie sie dem Bürger das Leben nicht gönnten, als wenn er Geld geben oder gegen den Feind ziehen solle. Am Tage wo der Rathswechsel vor sich gehen sollte, stürmten die Bürger das Rathhaus und wollten den neuen Rath nicht eher verkündigen lassen, als bis einige aus ihrer Mitte in denselben aufgenommen worden seien. Nach langen Verhandlungen erlangten sie endlich (ohne einen Aus-

1) Ein Verzeichniß der Statuten sächsischer Städte s. Abelung am Schluß des Directorium. Die eisenacher Statuten bei Paullini annal. Isenac. p. 57. machen freilich begreiflich, wie Bürger übermüthig werden können. Die angeführten erfurter und freiberger sind nur Sammlungen und Bestätigungen. So auch die nordhausischen, s. E. G. Förstemann urkundl. Gesch. der Stadt Nordhausen. Halle 1827. 1. Heft; enthält die Statuten selbst noch nicht. Über die erfurt. Statuten W. A. Heinemann Erf. 1821. 8. (kenne ich nicht).

zug auf den mons sacer), daß sie sich 4 Zunftmeister oder Tribunen erwählen durften, welche wenigstens an der Thüre des Sitzungssaales Zeugen der Verhandlungen sein, interrediren, doch nicht mit beschliessen sollten. Dies musste auch der Erzbischof von Mainz, an den sich beide Theile wendeten, bestätigen [1]).

Wahrscheinlich machte das Aufblühen der Städte, in Verbindung mit der Abkühlung jener religiös-geistigen Aufregung, welche Ursache und Begleiterin und Folge der Kreuzzüge war (nur noch in den um 1260 zum ersten Mal in Thüringen sich zeigenden Geisslern, welche Bischof Dietrich von Naumburg rüstig bekämpft haben soll, zeigt sich ein wüster Nachhall derselben), daß die Zahl der Klöster sich nicht weiter im Verhältniß mit früheren Zeiten mehrte. Auch war weit weniger Land mehr zu verschenken. Ausser den schon angeführten lausitzischen sind nur Grünhayn 1238, Nimtschen vor 1258 und einige Bettelmönchsklöster zu Leipzig und Dresden anzuführen. In dem Nonnenkloster von Seuselitz (gestiftet 1268) beschloß Gertrud, Heinrich des Grausamen von Österreich Tochter, ihre Tage (1288); die Frau wunderbarer Schicksale, die Kaiser Friedrichs II. Hand ausgeschlagen, dann in drei Ehen nach Böhmen, Baden und Rußland vermählt war, die Mutter des unglücklichen Friedrich von Baden, welcher mit seinem Konradin zu Neapel blutete. Ausserdem hatten die deutschen Ritter eine Commende zu Dommitzsch und die Tempelherren, deren Rolle schon um 1312 gewaltsam endete, einigen Besitz wie die Häuser zu Droyssig (?), Görlitz, Leutersdorf und Rohr in unsern Ländern gehabt. Desto fleissiger wurden statt der Klöster Spitäler angelegt, wie das berühmte S. Maternispital in Dresden und das ähnliche zu Freiberg und an andern Orten.

Was die Gelehrsamkeit in jenen 60—80 Jahren betrifft, so war die Zeit wohl schwerlich geeignet Kunst und Wissen kräftig zu unterstützen. Die Klöster zu Alten-Celle

1) Joh. Maur. Gudenus hist. Erfurtensia. Duderstadii 1675. 8. p. 80—88. K. Herzog Gesch. des thür. Volkes. Hamb. bei Perthes 1827. S. 383. hat Specialien, die ich in dem Chron. Erfurt. S. Petrinum, Rohte im Variloquus u. s. w. nicht gefunden habe.

und Pegau und das auf dem Petersberge bei Halle, dessen Chronik 1225 endet, mögen als Sitze der Gelehrsamkeit in Meissen und Osterland gegolten haben. Von den ersten beiden weiß man wenigstens, daß fleissig Bücher abgeschrieben wurden. Von Schriftstellern höhern Ranges blühte keiner in jener Zeit. Ein Capellan Berthold, welcher des Landgraf Ludwig des Heiligen Leben beschrieb und dessen Reisebegleiter nach Italien war, ein Dietrich, angeblich von Apolda, welcher wie Konrad von Marburg über die heilige Elisabeth geschrieben, Sifridus Presbyter zu Meissen oder Pegau († 1308), der eine allgemeine Chronik vom Anfange der Welt bis 1306 verfaßte, die unbekannten Verfasser der erfurter-, pegauer, alt-cellischen, reinhardsbrunner Jahrbücher, selbst Hermann von Bibra († 1332) der Domdechant zu Erfurt, der die alten Gerechtigkeiten des mainzer Stiftes über Erfurt schrieb, übersteigen das Mittelmäßigste nicht, während Hessen damals seinen wackern Johann Riedesel hatte, dem wir selbst in Gerstenbergers Auszuge soviel verdanken.

Zweites Hauptstück.

Geschichte der wettinischen Länder vom Verlust der Lausitz und Friedrichs des Gebissenen Tode an bis zur Erwerbung des Herzogthumes Sachsen und der Kurwürde. 1324—1423.

1. Friedrich der Ernste, letzter alleiniger Besitzer der wettinischen Länder; seine und ihre Kraft, (1324—1347).

Der vierzehnjährige Land- und Mark-Graf stand bis 1329 unter der Vormundschaft seiner Mutter und zugleich des Grafen Heinrich XVI. von Schwarzburg bis 1324, wo dieser als Anführer meissnisch-thüringischer Hülfstruppen zur Eroberung Brandenburgs für Ludwig blieb, und des Grafen Heinrich XII.

1329 Reuß von Plauen. Im Jahre 1329 von seinem kaiserlichen Schwiegervater für volljährig erklärt, vollzog er nun zu Nürnberg die Vermählung mit Mechtild von Wittelsbach; und erhielt statt der 10,000 Mark Mitgift die Städte Mühlhausen und Nordhausen verpfändet, die aber erst durch die Reichsacht zur Unterwerfung unter die wettinische Hoheit und Advocatie gezwungen werden mussten. Letztere wurde auch über Goslar ausgedehnt [1]). Zugleich wurde auch das meissnische Pfandrecht auf das pleissner Land wiederholt bestätigt und befestigt.

Manche Handlungen des Fürsten möchten Zweifel an seiner Herzensgüte erregen, allein wahrscheinlich sind nicht alle nähere Umstände derselben bekannt. Er belehnte 1328 seinen zweiten Vormund für seine Dienste mit Ziegenrück, Triptis
1332 und Auma, foderte sie ihm nachher 1332 wieder ab und ließ sie ihm endlich nur unterpfändlich. Auch drang er der Mutter Elisabeth, die ihm doch die in Rudolfs von Sachsen Hände gekommene Niederlausitz wieder zu verschaffen gesucht hatte, von ihrem Leibgedinge Weissenfels (nach Andern Weissensee) ab und ließ sich einen kaiserlichen Restitutionsbrief für alle ihm in seiner Minderjährigkeit zugefügte Schäden geben. Dagegen nahm ihm König Johann von Böhmen Görlitz, zur Mitgift seiner zurückgeschickten Tochter gehörig, und einige andere meissnische Erwerbungen in der Oberlausitz weg (1329). Doch legte eine Erbeinigung oder wechselseitige Hülfszusage auf Lebenszeit gegen alle Feinde, mit Ausnahme des deutschen Reichs und Königes, die nachher noch öfters wiederholt wurde, die Sache bei; wenigstens kann man Friedrich nicht
1334 beweisen, daß er unmittelbaren Antheil an dem Versuche 1334 Görlitz wieder zu überrumpeln und an dem Treffen bei Radischau bei Görlitz, wo eine meissnisch gesinnte Partei geschlagen wurde, genommen habe [2]).

1) Die nordhausischen Verhältnisse, der Unterschied zwischen Reichsvogtei und Reichsschultheissenamt sehr genau bei Weisse II, 54. Noch 1486 und 1558 erscheinen die Kurfürsten von Sachsen als Schutz- und Landes-Fürsten von Nordhausen.

2) Doch mussten die meissner Fürsten noch viel Anhang in der Oberlausitz haben. s. Chr. Knauth in der Samml. vermischt. Nachr. zur sächs.

Das Verhältniß mit Hessen und dem dortigen Landgraf Heinrich II. (dem Sohne Ottos und Enkel jenes Heinrich des Kindes, für welchen die thüringische Sophia, seine Mutter, Hessens Selbständigkeit begründet hatte), war noch damals wie es zwischen zwei Schwägern sein soll. Damals beruhte das meissnisch-thüringische Fürstenhaus noch auf Friedrich allein; schon hatte dieser (wahrscheinlich 1327), nach Sitte jener Zeit, um die unbeerbten Länder nicht dem Reiche als eröffnete Lehen zurückfallen zu lassen, mit seinem andern Schwager, Ludwig von Brandenburg, über wechselseitige Vererbung Meissens und Brandenburgs für den unter ihnen zuerst unbeerbt Versterbenden sich vereiniget, vielleicht auf Kaiser Ludwigs Geheiß vereinigen müssen. Wahrscheinlich war die Veste Gleisberg, das kaiserliche Kammergut, der Lohn des damaligen reussischen Vormundes für jene Erbverbrüderung, die dem Brandenburger vortheilhafter als dem Meissner (nach damaligen Aussichten) war. Selbst für das Pleissnerland bekam der Kurfürst von seinem eigennützigen Vater besondere Anwartschaft. Für Thüringen aber erbverbrüderte sich Friedrich mit seinem andern Schwager, dem Landgrafen von Hessen (Anfang 1329); aber Kaiser Ludwig erließ 23. Julius 1329 einen kaiserlichen Befehl, der diesen thüringisch-hessischen Vertrag aufhob, als ihm nachtheilig, der für das Beste *seines* Hauses zu sorgen verpflichtet sei[1]). Friedrich sollte wahrscheinlich nach des Kaisers Plan nur eine Vormauer gegen das mehrfach gereizte Böhmen sein; aber auch möglich, daß Friedrich diese Rolle durchsah und auch die brandenburgische Erbverbrüderung aufhob[2]).

Gesch. Chemnitz 1768. II, 263—279. vom Siege der Görlitzer bei Radischau.

1) Weisse II, S. 59. vermuthet sehr scharfsinnig, daß Ludwig der Kaiser im brandenburgischen Erbvertrag nicht bloß Meissen als Gegenland für Brandenburg, sondern lieber den ganzen wettinischen Länderverus, mithin auch Thüringen dafür ansehen mochte. Wenigstens wurde der brandenburgische auch auf Thüringen mit ausgedehnt. Ludew. rell. MSS. IX, 679.

2) Horns Abhandlung darüber in Fr. Chr. Schmincke monumenta Hassiaca. III. Vol. Cassel 1750. 8. p. 1—116. Rommel G. v. Hessen II, 131. u. Anmerkk. 97. nimmt an, man habe damals die Erbverbrüderung wieder aufgegeben.

Ein großer Segen für die wettinischen Länder war deren Vereinigung in Einer Hand auch darum, daß man weit nachdrücklicher mancher innern Fehde entgegentreten konnte. An der Werre in der Gegend dreier Fuhrten lag die alte Burg Nortmannstein und darunter die Stadt Dryfurt oder Treffurt, von der sich das edle Geschlecht der Treffurt nannte. Ihr großer Besitz als Herren von Spangenberg, Dorla und Dünwerde, auch zuweilen der Vogtei von Mühlhausen, genügte ihnen nicht; räuberisch fielen sie dem mainzer, hessischen und thüringischen Fürsten in's Land, verbündet mit den Herren von Kunemunde und Andern. So hatten sie auch die edle Frau von Gotha, die „schynbare fürsame Frau Eltzabet," beunruhigt, bis der tapfere Vogt der Landgräfin Wittwe, Friedrich von Wangenheim, 1327 ihrer etliche gefangen nahm und drei Herren von Kunemunde jeden mit einer Katze an den Galgen hängen ließ. Umsonst weinte die alte Mutter blutige Thränen. Endlich zogen die Verweser des Erzstifts Mainz, Balduin von Trier, Heinrich von Hessen und Friedrich von Thüringen selbst gegen Treffurt (1329?), brachen die Burg und besetzten zu gleichen Theilen die Stadt, mit drei Vögten und Burgmannen, und erhoben sie mit der Vogtei Dorla zu einer Ganerbschaft oder einem gemeinsam zu vertheidigenden Gesammteigenthum. Spangenberg verblieb dem Hessen[1]).

Wie wenig noch den Erfurtern ihr Muth gebrochen war, zeigte eine Vorladung derselben vor den Stuhl von Mittelhausen, in Sachen einer Widersetzlichkeit gegen den Erzbischof von Mainz. Die Erfurter kamen so stark und gerüstet heran, daß der Landgraf wich, sich aber mit den Mainzern vereinte, während jenen Städtern die Grafen von Weimar, Käfernburg und Beichlingen beistanden. Nachdem diese gezüchtigt waren, belagerte man Erfurt, welches 300 Knechte geworben und mit ihnen der Nachbarschaft, wie Krannichfeld, großes Unglück bereitet hatte. Endlich vermittelte Frau Elsbeth von Gotha
1336 die Unterwerfung der Stadt 1336.

Bald nachher gebot der Landgraf, der auf Geheiß seines

1) Daß diese Fehde nicht 1339 sondern 1329 stattgefunden, sucht Schultes in direct. dipl. II, 581. not. ***) zu erweisen.

Schwiegervaters dem englischen Könige Eduard III. (mit dem Friedrich durch den Kaiser verschwägert war) Hülfe gegen Philipp von Valois nach Frankreich zuführen sollte, einen allgemeinen Landfrieden in Thüringen bei Strafe der Acht und stiftete ein allgemeines Friedensgericht zur Aufrechthaltung des Gebots, dann machte er sein Testament und zog (auch seine Kanzlei begleitete ihn) in die Picardie. Hauptschlachten fielen nicht vor, da der Franzose ihnen auswich; doch muß sich Friedrich sonst rühmlich ausgezeichnet haben, da ihm für seine Tapferkeit die Ritterwürde zugedacht wurde. Die Ehre, ihm den Ritterschlag (den letzten Überrest des ehemaligen Probekampfes des Knappen, dieser militairischen Probedisputation, analog dem Meisterstücke der Zunftgenossen) zu ertheilen, wurde dem alten Thüringer Friedrich von Wangenheim als dem Held zu Theil, der nie in einer Schlacht geflohen sei. Am andern Tage erhielt der Landgraf in der Messe den Rittersegen, zog nicht lange nachher mit Reliquien und Kleinodien reich beschenkt zur Heimath zurück „unde machte do czu Isenache synen Volgern eyne schone wertschaft[1])."

Sein Ausgreifen in die allgemeinen europäischen Angelegenheiten war nur vorübergehend gewesen. Er hatte im eigenen Lande noch vollauf zu thun, wo, wie es schien, seine großen Vasallen mit ihm über den Umfang der landgräflichen Macht, die jetzt bei solcher Einheit des Regiments und Verwandtschaft mit dem mächtigsten deutschen Hause der Wittelsbacher weit nachdrücklicher werden mochte, gar nicht einverstanden waren. Auch war Friedrich der Mann nicht, der sich viel bieten ließ. Wie einige Jahre früher die Predigermönche zu Erfurt dem von Johann XXII. gebannten Kaiser Ludwig weder singen noch läuten wollten, schloß er sie in ihrem Kloster ein und ließ sie hungern; da sangen sie! So ritt er 1342 einmal durch Erfurt mit Pfeifen und Posaunen, wie damals Fürstenbrauch war, als eben auf dem Rathhause der Graf von Weimar einen Tanz hielt und vom Fenster herab den 1342

1) Auffallend ist, daß Konrad Mannert, vor Kotzebue und Sterr der preiswürdigste Biograph des Kaisers (K. Ludwig der Baier, Landshut 1812. 8.), bei der Schilderung dieses französ. Krieges unsers Landgrafen gar nicht gedenkt. — Rohte bei Mencken II, 1788.

Landgraf sehr unehrerbietig mit einem: „Fritz, wohin gehst du?" begrüßte. Ähnliches soll auch der tapfere Graf Günther von Schwarzburg, der Sohn des ehemaligen Vormundes, geäussert haben. Doch dies war bloß Folge der übeln Stimmung, schwerlich der eigentliche Anlaß der schweren Grafenfehde selbst.

Daß Friedrich die Städte gegen den Adel begünstigte, große Güter zur Verminderung der Macht des Adels kaufte, die Schwarzburger im eben erkauften Besitz von Frankenhausen anfocht, gehört in seinen Plan, über Thüringen gleich strenge Landeshoheit wie über das Meissnerland zu üben. Vielleicht entstand damals die Übereinkunft der thüringischen Grafen, keine Güter durch Kauf dem Landgraf oder andern fürstlichen Personen zuzuwenden, dessen der schwarzburgische Geschichtschreiber Jovius gedenkt. Sie mochten fürchten, daß ein großer Consolidirungsproceß bei der starken Macht der Landgrafen leicht diesen zu Sinne kommen könne. Die Grafen warben und rüsteten. Die Grafen von Hohenstein, die Reussen, der Mainzer traten auf ihre Seite; Erfurt war für den Landgraf. Städte und Dörfer sanken in Asche. Zwar brachte
1343 der Kaiser 1343 eine „volle Sühne" zu Stande, die aber ih-
1344 ren Zweck so wenig erreichte, daß 1344 der Kampf von neuem anhob. Da verlor (unter der Form eines Kaufes) Graf Heinrich von Weimar seine Herrschaft Orlamünde; dann wurde vor Arnstadt, der schwarzburgischen Stadt, gekämpft, Rudolstadt geplündert, Schauenforst und Kahle erobert, doch Dorn-
1345 burg nicht gewonnen. Endlich erkauften 1345 die Verbündeten den Frieden durch Abtretung von Kahle und andere Opfer. Eine andere Fehde Friedrichs und anderer Fürsten gegen den mainzer Erzbischof Heinrich von Virneburg unterblieb, weil dieser die gegen ihn bereits geschlossene Verbindung schlau zu trennen wusste [1]).

1) Weitläufig bei Rohte, Jovius (Chron. Schwarzburg.) in Schöttgen u. Kreysig diplomataria et scrr. Altenb. 1753. 3 Vol. fol. I, 335 sq. u. aus ihnen bei Heinrich, Weisse, besonders Herzog S. 350—362, doch nicht ohne einige Unrichtigkeiten. Hier kam es mehr auf den Zweck des Krieges als auf jede einzelne Rauferei an. Über Hessen Rommel II, 137.

Als ihm im Jahre 1346 einer der drei Herren von Salza 1346
seinen dritten Theil an Langensalza verkaufte, wollte der Erzbischof von Mainz, der von den andern Brüdern schon die zwei Drittel an sich gebracht hatte, den thüringischen Mitbesitz nicht dulden und ließ es auf eine Belagerung der Stadt durch Friedrich ankommen. Der Landgraf, von den Mauern herab schwer beschimpft, schleuderte selbst den ersten Feuerpfeil hinein und so kamen über 1000 Menschen in den Flammen um. Da die Mainzer die Bürger nicht aus den Thoren ließen, stürzten sich viele der Letzteren vor der ungeheuren Gluth in die Brunnen oder Stadtgraben.

Jetzt verglich sich der Erzbischof auf den Mitbesitz zu gleichen Theilen, 16. August 1346. Nach 40 Jahren erwarben Friedrichs Söhne auch die andere Hälfte[1]). Im folgenden Jahre kaufte Friedrich dem Herzog Magnus von Braunschweig das Fürstenthum Landsberg und Delitzsch und was von der sogenannten Pfalz Lauchstädt noch übrig war, Niedeburg, Altenhof für 8000 Schock schmaler Groschen ab[2]). Wenn damit wieder ein älteres, in böser Zeit verlorenes Besitzthum zum wettinischen Fürstenhause kam, war einige Jahre früher ein Versuch zu einer ganz neuen Erwerbung gemacht worden. Auf einem Turnier zu Eisenach erschien 1343 der reiche Graf Heinrich von Henneberg, der Herr der Pflegen Koburg und Schmalkalden (der sogenannten neuen Grafschaft), mit seiner Tochter Katharina. Um diese, die eine reiche Mitgift zu erwarten hatte, obgleich noch zwei Schwestern gleichfalls abzufinden waren, warb der Landgraf für seinen gleichnamigen Sohn. Da aber der Landgraf der Aussteuer nicht genug bekommen konnte, brach die Unterhandlung ab. Endlich gelang sie auf der Wachsenburg und noch 1344 wurde die Ehe zwischen dem jungen Friedrich (III. oder dem Strengen) vollzogen. Aber über die Auslieferung der Mitgift entstanden Irrungen, die bald zu einem förmlichen Kriege wurden, zumal da die neu vermählte junge Landgräfin dem Va-

1) Es kamen, sagt der Auctor hist. de Landgr. Thur. bei Pistor.-Struv. I, 1346. 16 Schock und 18 Menschen um, Andere 18 Schock und 16 Menschen.

2) Gottlieb Horn Handbibliothek II, 222—230.

ter wieder zurückgesendet wurde. Beim hennebergischen Schlosse Scharfenberg wurde der Landgraf geschlagen und saß gefangen. Dies machte den Thüringer etwas nachgiebiger, sodaß man wiederum sich versöhnte, 1346. Der junge Landgraf erhielt endlich 1353 nach seiner Schwiegermutter Jutta Tode und nach einer trotz mancher wenig edeln Maßregel nicht zu vermeidenden Theilung mit seinen Schwägern, Graf Eberhard von Wirtemberg und Burggraf Albrecht von Nürnberg, die Schlösser und Städte Koburg, Neustadt, Sonneberg, Neuhaus, Schalkau, Straut (schon einmal in Heinrich des Erlauchten Jugendgeschichte genannt) und Rodach. So fasste das wettinische Haus im eigentlichen Franken Platz. Die an Nürnbergs Burggraf vermählte Hennebergerin war früher dem andern Sohn des Landgrafen, Balthasar, bestimmt gewesen (1343), aber die Sache hatte sich wieder zerschlagen[1]). Die schleusingische Linie, welche die alte Grafschaft Henneberg besaß, stand damals unter Johann I.

Die Aussöhnung des Landgrafen mit dem Henneberger war das Werk der alten frommen Frau von Gotha, Elisabeth von Arnshaugk, welche noch immer bis zu ihrem Tode 20. August 1359 zu Gotha ihren kleinen Hofstaat, einen Vogt, Hofmeister, Geheimschreiber, Kapellan und Ministerialen hatte. Höchst folgenreich aber wurde bald darauf der am 11. Oct.
1347 1347 plötzlich sich ereignende Todesfall Kaiser Ludwigs für Friedrich, seinen Schwiegersohn. Wer zuletzt noch einen Gegenkönig (Karl von Mähren oder Böhmen den Luxenburger) sich gegenüber sehen, schon dreimal vergiftet, täglich vor dem Essen Gegengift einnehmen musste, wer durch den Bann des Papstes, der seit dieser Zeit keinen deutschen König mehr getroffen, der offenen Gemeinschaft mit der Kirche entbehren musste, konnte vielleicht eine glänzende, doch keine frohe Regierung gehabt haben. Und doch wird der Besieger Friedrichs von Österreich, der große Mehrer bairischer Hausmacht mit Niederbaiern, Tirol, Brandenburg, Holland u. s. w., der Bürgerfreund, der Erschütterer der Hierarchie stets mit Ruhm

1) Joh. Ado. Schultes diplom. Gesch. des gräfl. Hauf. Henneberg. Hildburgh. (1788). 2 Bände. 4. I, 149—162.

und Achtung genannt werden müssen. Die baierisch-brandenburgische Partei suchte nach einem Gegenkönig gegen Karl IV. Englands Eduard III. schlug die angebotene Krone aus. Der Landgraf Friedrich, als Ludwigs Schwiegersohn durch Mechtild, welche auch 1348 verstarb, der Sprößling der Hohenstaufen, die noch nicht ganz verklungen waren, am wenigsten in Italien, bekam den Antrag, und mit ihm wurde, dem anfangs nicht Abgeneigten, zu Frankfurt unterhandelt. Aber er hatte Grund, auf Karls Drohungen mit Reichsacht und päpstlichem Bann und sein Geschenk von 10,000 Mark Silbers mehr als auf eine Krone zu geben, deren Besitz bei Böhmens Macht nur zweifelhaft erscheinen konnte. Daher lehnte er das Anerbieten ab und warnte auch zu Dresden seinen ehemaligen Gegner Günther von Schwarzburg das Gleiche zu thun, er verband sich sogar förmlich mit Karl IV. Wäre Günther doch dem guten Rath gefolgt! Nach 6 Monaten war der ritterliche, kriegsfreudige Mann eine Leiche. 1348

Auch Friedrich, hätte er die Krone angenommen, würde sich derselben nicht lange erfreut haben. Er starb schon im 39sten Jahre seines Lebens am 18. November 1349 (nach Andern irrig schon am 2. Februar)[1]) und wurde in der von ihm dem heiligen Andreas zu Ehren erbaueten Capelle zu Alten-Celle begraben. Traurige Dinge gingen seinem Tod voran und nach. Ein furchtbares Erdbeben am 25. Jun. 1348, welches Berge erschütterte und Städte verwüstete; der auf genuesischen Schiffen nach Europa gebrachte schwarze Tod, welcher auch die wettinischen Länder, besonders die seit den Kriegen überfüllten Städte heimsuchte, sodaß aus Erfurt in 6 Monaten 12,000 Menschen in einem benachbarten Dorfe, Nuseſſen, in 3 großen Gruben nach und nach verscharret wurden; eine Verfolgung der Juden, die die Pest durch Vergiftung der 1349

1) Ein über den wahren Todestag geführter Streit s. Blätter für lit. Unterh. 1828. Nro. 172 u. 199. und Wachter Forum der Kritik. Altenburg 1829. I, Nro. 2. S. 86. entscheidet sich für den 18. Novbr. Man sehe die Urkunde vom 29. Junius bei Buder Sammlung versch. meist ungedr. Schriften. Frankf. u. Leipz. 1735. S. 194. und noch zwei andere in Schöttgen inventarium, die schwerlich von seinem gleichnamigen Nachfolger sind.

Brunnen veranlasst haben sollten und deren in Erfurt allein gegen 6000 umgebracht worden sein sollen; und zuletzt die anfangs lächerliche, dann ekelhafte und bedauernswerthe, und endlich verbrecherische Wuth der Flagellanten oder Geissler. Wenn die Natur aus ihren Schranken tritt, mag auch der Menschengeist sich in den seinigen kaum halten lassen.

Ausser vier Söhnen, deren die folgende Geschichte gedenken muß, hinterließ der Land- und Mark-Graf Elisabeth, Gemahlin des Burggrafen Friedrich von Nürnberg, durch ihn Mutter des ersten zollernschen Erwerbers der Mark Brandenburg und somit Stammmutter der nachherigen Könige von Preussen, und Beatrix, vermählt mit Bernhard IV., Grafen von Anhalt.

2. Die wettinischen Länder unter den Söhnen und Enkeln Friedrichs II. des Ernsten bis zur chemnitzer Theilung 13. November 1382.

Landgraf Friedrich hinterließ von seiner wittelsbachischen Mechtild 4 Söhne, Friedrich den Strengen von 17, Balthasar von 13, Ludwig von 9, Wilhelm von 6 Jahren. Einer Vormundschaft für den ältesten wird nicht gedacht. Da ein Erstgeburtsrecht noch nicht gesetzlich begründet war und das Theilen der deutschen Staaten, die man schon fast ganz als Erbgut betrachtete, herkömmlich war, würde wahrscheinlich auch eine solche schon jetzt zu Stande gekommen sein, wenn nicht die alte gothaische Großmutter und wackere Räthe für eine gemeinschaftliche Regierung der drei Brüder (Ludwig war zum geistlichen Stande bestimmt) gewesen wären. So regierte Friedrich der Strenge für sich und seine Brüder, und noch 1356 am Sonntage Jubilate verglich man sich darüber von neuem feierlich zu Gotha. Es war ein Bruderwort was da gesprochen wurde: „Ihr Ding sollte Ein Ding seyn, und ihre Lande Einem als dem Andern zu Gebote stehn und unterthänig sein. Nimmer wollten sie sich sondern noch theilen im jetzigen und künftigen Besitz; auch einander gehorsam und berathen sein zu Frommen ihrer Land und Leute; ohne ihre gekornen Räthe ihre Herrschaften nicht verleihen noch vergeben,

und alle Aufläufe und Zwietracht durch jene gütlich entscheiden lassen [1]).

Die Politik der Fürsten trat jetzt entschieden auf böhmische Seite über, die Erbeinigung mit diesem Lande wurde mehrmals erneuert. Karl IV. gewährte ihnen auch eine Gesammtbelehnung mit ihren Ländern in verschiedenen Urkunden zu Budissin, und nennt darin das Osterland, das Land zu Pleissen, die Grafschaften Orlamünde, Rochlitz und Groitsch, die Mark Meissen mit ihren Burggrafschaften, Herrschaften und Ländern, die Herrschaften Eisenberg (Eilenburg?) und Torgau, die Pfalz Lauchstädt (die Urkunden über Landsberg und Thüringen sind verloren) und „mit allen Wiltpanen als des römischen Reichs obrister Jägermeister und die Folge der Jayt (Jagd) uff allen Welden in denselben Landen und Graveschaften und andern synen Ummaseſſen die Volge czu weren uff sinen Hölzern, Förſten, Hayden und Welden u. s. w.“ Da dieses Amtes in dieser Urkunde nur vorübergehend gedacht wird, mag es schon Friedrich der Ernste vom Kaiser Ludwig, der auch ein Reichsfähndrich- und ein Kronenwärter-Amt erschuf, erhalten haben. Übrigens wurde dem Landgraf Friedrich in diesen Urkunden die Vormundschaft über seine Brüder auf 10 Jahre zugesprochen [2]). Das Oberjägermeisteramt, ein erbliches wenn gleich kein Erzamt, übte auch der Landgraf auf dem Hoftage zu Metz 1356 gleich nach den Functionen der Kurfürsten aus, indem er mit dem Grafen von Schwarzburg als Unterjägermeister (subvenator) unter'm Schall der Waldhörner mit 3 Jagdhunden einen Hirsch und ein wildes Schwein auf die Tafel trug. Über der höhern Kurwürde kam es nachher in Vergessenheit bis 1661 und 1708, wo es neben derselben erneuert wurde.

Die Regierung Friedrichs und seiner zwei Brüder war eine fast ununterbrochene Kette von Erwerbungen und Kriegen, oft Eins die Folge nur des Andern. Es lag im Sinne

1) J. Gottlob Horns Lebens- und Helden-Geschichte Friedrichs des Streitbaren. Leipz. 1783. 4. S. 104. Eine Urkunde darüber habe ich nicht gefunden.

2) (Heydenreichs) Entwurf einer Hist. der Pfalzgrafen zu Sachsen S. 190. und Rudolphi Gotha dipl. V, 212. vgl. Weisse II, 85.

jener ihre Kraft austobenden und zuschlagenden Zeit. Die Macht verführte zur Gewalt, und in den Rechtsbegriffen selbst und im Besitzestitel war Manches oft so schwankend, grenzten Recht und Unrecht oft zu nahe aneinander, um nicht vom Worte zum Schlag, von der Feder zu der Waffe zu führen.

Wie die Erwerbung der Pflege Koburg durch Katharinens von Henneberg, der jungen Landgräfin, Hand eingeleitet 1344 und 1353 vollendet worden: so suchte der Landgraf nun auch die Vögte von Plauen wieder um Ziegenrück, Triptis und Auma zu bringen, welche Städte ihnen nur unterpfändlich eingeräumt seien. Nach verschiedenen Kämpfen 1354, 1357, mischte sich auch Böhmen für den Landgraf in die Sache, und so mussten endlich die Vögte nicht nur die streitigen Städte, sondern auch noch viele andere Besitzungen, z. B. Mühltrof, Adorf, Pausa, unter der Form eines Tausches gegen einige Lehen dem Landgraf überlassen. Als im Jahre 1397 die plauischen Vögte ausstarben und Ronneburg, Schmölln, Werda, Vogtsberg an die Meissner fielen, so scheint dies auch eine Bedingung von 1357, welche die Übermacht dictirte, gewesen zu sein. Wenn die Verpfändung der Niederlausitz von dem brandenburgischen Markgraf an Friedrich um 1360 nur etwa einen 4jährigen Besitz derselben nach sich führte, da Karl IV. das Wiedereinlösungsrecht an sich brachte und auch übte, so waren dafür die Erwerbungen von Zörbig, dem uralt-wettinischen Eigen, von den Herren von Pouch durch Kauf, und dem Hause Nebra, Tuch, dem halben Gericht von Nie-
1358 deburg vom magdeburger Erzbischof; waren 1358 von den Erben Heinrichs XVIII. von Schwarzburg Dornburg, Windberg, Lobdaburg nebst den Lehen an Tautenberg, statt des vom Landgraf angesprochenen Frankenhausen bleibender. So
1367 benutzten die Fürsten 1367 als Lehnsherren ihr behauptetes Verkaufsrecht, um die Erwerbung der Schlösser Wachsenburg, Schwarzwald und Liebenstein zu erzwingen. Wichtiger als die kleine Erwerbung des Schlosses Elgersburg 1365 von Henneberg war der Ankauf eines alt-thüringischen Besitzthums, der Stadt Sangerhausen, vom Herzog Magnus von Braunschweig 1369 für 8000 Schock Groschen.

Schon 1350 hatte Landgraf Friedrich an der Fehde sei-

nes hessischen Nachbars Heinrich gegen Heinrich von Virneburg, Ex-Erzbischof von Mainz, von seiner Liebe zum Trunk Burßmann genannt, Antheil genommen; dann im Jahre 1359 an der hessischen Fehde gegen den übermüthigen Abt von Fulda, Heinrich VII. vom Hause Kralub; 1365 zugleich mit Gerlach von Nassau, dem Enkel König Adolfs und Erzbischof von Mainz, und den Städten Erfurt, Nordhausen und Mühlhausen, gegen den Herzog Albrecht von Braunschweig, grubenhagener Linie, der sein Schloß Salz der Helden, davon er auch der Herzog von Salze hieß, mit seiner Kanone (der ersten der wir zu gedenken haben) tapfer vertheidigte, verwüstend in Thüringen eingefallen war. Friedrich eroberte die Schlösser Hindenburg, Windhausen, Lichtenstein und behielt sie auch im Frieden. Damals stand der Landgraf an der Spitze eines vereinten Heeres von 8000 Gleven! Nicht minder nahm Friedrich auf Seiten Hessens an der Fehde gegen Otto den Tapfern oder Quaden von Braunschweig-Göttingen (den das Volk nur den wüthenden Hund zu nennen pflegte) Theil, der Ansprüche oder nur Hoffnung auf Hessen zu haben vermeinte. Otto stiftete insgeheim einen großen Bund mit dem Abt von Hersfeld, 8 Grafen und fast 2000 Adeligen von der Elbe bis zum Rhein, dessen Bundeszeichen ein Stern, golden für die Ritter, silbern für die Knappen, auf Schild oder Helm oder sonst am Steigbügel getragen wurde. Bundeshauptmann war Graf Gottfried von Ziegenhain, der Stern aus seinem Wappen entlehnt. Wie Eduards von England Ansprüche auf Frankreich die Stiftung des Hosenbandes 25 Jahre früher, veranlaßten jetzt braunschweigische auf Hessen, vielleicht eben so viel oder wenig begründet als jene, den Sternbund. Dagegen waren die Städte den Landgrafen Heinrich und Hermann von Hessen treu, welche nun Landgraf Balthasar von Thüringen zu einem Hülfsbündniß bewog. Wie leicht hätte auch bei der Stimmung des thüringer Adels und bei dem allgemeinen Conföderationsgeist jener Zeit der Bund sich auch nach Thüringen verbreiten können. In diesen Tagen gemeinsamer Gefahr, wo man mit den Köpfen der Hydra zu streiten schien, gedachten zu Eschwege 9. Junius 1373 die zwei hessischen (Heinrich der Eiserne und Hermann der Gelehrte, sein Neffe)

tiner der eine geistliche Kurwürde erlangt hatte, ruhmlos unter. Besser gelang es später mit einer weltlichen.

Gegen die kleinen Plackereien und Räubereien hatten die Brüder schon 1368 vorgekehrt, daß Balthasar im Osterlande und Wilhelm in Meissen sie mit gewaffneter Hand abstellte. Die Räuber die man [illegible] wurden gehenkt, die Raubschlösser die man überwältigte zerstört. Um jene Zeit that Balthasar auch einen Zug nach Frankreich, dem Könige von England zu Hülfe, und holte sich wenigstens den goldnen Sporn (1367); Wilhelm aber ging im nächsten Jahr in die Lombardei, um seinem Kaiser gegen die Visconti in Mailand beizustehen. Von beiden Zügen ist aber weiter Nichts bekannt. In das Jahr 1366 fällt aber auch Wilhelms Vermählung mit des Kaisers Nichte, Elisabeth, Johanns von Mähren Tochter, die ihrem Manne 6000 Schock breiter prager Groschen zubrachte, wogegen er ihr 12,000 zum Leibgeding versicherte. Acht Jahre später vermählte sich Balthasar mit Margarethe, Burggraf Albrechts von Nürnberg Tochter, und brachte dadurch die Ämter und Städte Heldrungen, Hildburghausen, Eisfeld, Ermershausen und Ummerstadt, die später (1440) mit der Pflege Koburg vereinigt wurden, ein.

Die neuen Erwerbungen, die kaum gemeinschaftlich zu benutzen waren, veranlassten endlich 5. Julius 1379 eine sogenannte Örterung auf zwei Jahre, oder eine Theilung der Hauptländer, die bloß zum Behufe abgesonderter Benutzung, nicht zu völliger Trennung und Ausscheidung gemacht war, daher auch die wichtigsten Regierungsrechte, höchste Gerichtsbarkeit, Ausschreibung von Steuern oder Beden, Veräusserungen und Verleihungen, Kriegsankündigungen, Bergwerke, Münze gemeinschaftlich blieben. Nur die Schulden an die Juden wurden zu gleichen Theilen jedem zugewiesen [1]). Die Eintracht der drei Brüder wurde erst durch den Tod des ältesten gebrochen. Er hatte sein Haus bestellt; Katharinen setzte er die Pflege Koburg und Weissenfels aus und verordnete sie zur Vormünderin seiner drei mit ihr erzeugten Kinder,

1) s. Lünig Reichsarchiv Pars Spec. Cont. II. p. 191. — Vgl. Weisse II, 104. weitläufiger.

Friedrich (nachher der Streitbare geb. 29. März 1369), Wilhelm (1370) und Georg (1380). Die älteren mussten sich eidlich verpflichten ihrer Mutter treu und gehorsam zu bleiben und, auch „wenn sie zu ihren Jahren" gekommen wären, nur sie zu ihrem Vormund zu erkiesen. Wenige Wochen nachher starb Friedrich der Strenge (gegen seine Vasallen, Feinde und gegen Räuber), der Freundholdige (gegen seine nähern Umgebungen) genannt, am 26. Mai 1381 im 1381
50sten Lebensjahr an der Gicht, vielleicht einem Erbstück vom Vater her, und war der letzte Fürst des Hauses, der in Alten-Celle begraben worden [1]).

Da nun jetzt, mit Ausnahme des magdeburger Ludwig, fünf Land- und Mark-Grafen vorhanden waren und die Schwierigkeiten einer Gesammtregierung zu groß werden mochten, so schritt man am 13. Novbr. 1382 zu Chemnitz statt der blo- 1382
ßen Örterung zu einer förmlichen Theilung, wobei der bisherige Nutzungsbesitz im Ganzen die Grundlage bildete. Meissen behielt Wilhelm jetzt als völlig abgetheiltes Land, Thüringen Balthasar, Osterland und Landsberg die drei Söhne Friedrichs des Strengen. Nur noch Freiberg und die Bergwerke blieben in Gemeinschaft. Der neuerworbene vogtländische Besitz gehörte nebst einigen thüringischen Städten noch zum Osterland [2]). Von diesem Jahr 1382 an sind mit Ausnahme der wenigen Jahre von 1440—1445 die wettinischen Länder nie wieder vereinigt regiert, aber schon seit 1349 eigentlich nicht mehr von einem einzigen Fürsten allein verwaltet worden. So war das seltne Beispiel einer fast 30jährigen brüderlichen Einigkeit eine verlorne Erfahrung.

1) Horn Friedr. d. Streitbare. S. 651. No. 5. Bemerkungen über den scharfen Unterschied über Curatel u. Tutel s. Weisse II, 107.

2) Horn im angef. Buch S. 658. No. 18. Die einzelnen Jedem zugefallenen Orte schreibe ich darum aus der Urkunde nicht ab, weil ohnehin durch die Haupttheilung von 1485 der Besitz wieder verändert wurde.

3. Die drei wettinischen Hauptländer und Fürstenlinien bis zur Erwerbung Sachsens und der Kur durch den Osterländer Friedrich den Streitbaren (1382—1423).

König Wenzeslav von Böhmen, des 1378 gestorbenen Karls IV. Sohn und Nachfolger auf dem deutschen Thron, 1383 reichte sämmtlichen Prinzen ihre Länder zu Nürnberg 1383 zu Lehen. Die drei osterländischen Fürsten behielten ihre Länder in gemeinsamer Hand und vermehrten ihren Besitz auf manche Weise. So kauften sie zum Kloster Saalfeld auch 1389 Schloß und Stadt gleiches Namens hinzu (1389), ebenso Altenberg bei Jena 1393, dann Schloß Leuchtenburg mit Kahla und Roda 1396 und das Amt Königsberg in Franken, und im Jahre 1400 die Schlösser Schmölln, Ronneburg und Werda (letztere vom Hochstift Naumburg).

Warum die Oheime der drei Fürsten, Wilhelm und Balthasar, mit einander einen besondern Erbvertrag 1387 und die Osterländer ganz auszuschliessen suchten, ist unbekannt. Allein Friedrich und Wilhelm II. (Georg lebte damals schon nicht 1403 mehr) erzwangen sich 1403 die Aufnahme in denselben und genossen auch das Glück beide Linien zu überleben und zu beerben, daher sie auch darum als Hauptlinie zu betrachten sind. Wie sich Friedrich der Streitbare hier mit Nachdruck bewiesen und seinen Zweck erreicht hatte, so bezeichnet gleiche Kraft seine ganze zuletzt noch mit einem Kurhute gezierte Regierung. An Gelegenheit zu Äusserungen innerer Kraft und Energie und äusseren Nachdruckes konnte es theils bei der etwas gespannten Stellung der Fürstenlinien untereinander, theils bei der damaligen Eifersucht geistlicher und weltlicher Stände des Reichs gegen einander, bei dem noch keineswegs gebeugten Faustrecht, bei den sich immer mehr reibenden Conföderationen der Städte, Ritter und Fürsten, theils selbst bei den engen Verbindungen mit fremden Fürsten, in deren Fehden auch die erbvereinten und erbverbrüderten nicht müssig bleiben konnten, nicht fehlen.

Da aber von diesen Linien die meissnische Wilhelms des Älteren zuerst 1407 ausstirbt, so mag von ihr zuerst die

Rede sein, zumal da von ihr kaum mehr als einige Erwerbungen zu bemerken sind. Vorübergehend war die nur unterpfändliche Überlassung der Mark Brandenburg von ihrem damaligen Besitzer, Jodoc (Jobst) von Mähren, an Wilhelm („den mächtigen Vorsteher der alten und neuen Mark"), da die Einlösung schon 1398 erfolgte. Vorübergehend war gleichfalls die Vereinigung der großen böhmischen Herrschaft Riesenburg für 40,000 Mark von Bösen (Boso) von Riesenburg auf Wiederkauf erworben (1398—1459). Dagegen wurde damals als bleibend dem meissnischen Hause erworben (1404) die Herr- 1404
schaft Colditz für 15,000 Mark von den davon benannten Edlen Georg und Albrecht, die bereits (1402) ihre um Eilenburg (Schloß und Stadt besaß er schon) gelegenen Besitzungen den meissner Fürsten für 12,000 Schock Groschen abgetreten hatten. Die colditzer Erwerbung war nicht unbedeutend, weil ausser Schloß und Stadt noch 52 Dörfer dazu gehöret hatten, welches Alles Thimo von Colditz im Jahre 1368 vom jungen König Wenzel als ihm aufgetragenes Lehen zurückempfangen hatte, in einer Zeit wo diese Luxenburger überhaupt im Meissnischen und Osterlande große Erwerbungen an Landen und Rechten zu machen und selbst das meissner Bisthum unter das prager Erzstift zu bringen bemüht waren [1]), die aber nun nach und nach unter Begünstigung der sinkenden Staatskraft Böhmens zurückgebracht wurden.

Eine für den ruhigen Besitz von Dresden hochwichtige Erwerbung machte Wilhelm durch die Eroberung der vielleicht

1) Die Gesch. dieser ehemals Wiprecht von Groitsch gehörenden, dann mit seiner Enkelin an den Grafen Rabodo von Abensberg gekommenen und durch diesen an den Kaiser als Reichsgut veräusserten Herrschaft s. Weisse Mus. der sächs. G. II. 1. Heft. No. 5. Vgl. auch Frz. M. Pelzels schon angef. Abhandlung über die Herrschaft der Böhmen im Markgrafthum Meissen in den Abhandlungen der böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften, 1787. S. 64, wo die von den Luxenburgern gemachten Erwerbungen nach den Urkunden angeführt sind. Wie kräftig sich Wilhelm als Vorsteher der Marken in Brandenburg, in Verbindung mit Albrecht von Schwaben und den Herzogen von Mecklenburg, für die innere Ordnung in den Marken gegen die sogenannten Stelmeiser oder adeligen Räuber benahm, Lenzen eroberte u. s. w. s. Pölitz G. v. Preussen S. 108.

schon von König Heinrich dem Sachsen angelegten Burg Dohna, welche den nach ihr benannten mächtigen Burggrafen (eigentlich meissnischen Vasallen, obgleich sie unter Böhmen stehen mochten) gehörte und der Mittelpunct sehr bedeutender, bis nach Dresden (ihr Hirschgeweih prangte selbst an der dresdner Brücke, wo ein Theil des Brückenzolles ihnen zustand) hin sich erstreckenden Besitzungen war. Sie besaßen den Königstein, Wesenstein, die Städte Auerbach (im Vogtland), Döbeln, Königsbrück, Muskau, Ostritz, Werda (bei Zwickau), Rabenau bei Tharant, wo sich eine besondere Linie derselben festgesetzt hatte, das ganze leibnitzer Amt (später sogenannte dresdner Religionsamt) mit Lockwitz, hatten ihre Altäre und Begräbnißcapelle zu Alten-Celle, hatten das Münz- und Berg-Regal zu Dippoldswalde und einen berühmten Schöppenstuhl, mit ihren Vasallen besetzt, von deren Gütern wenigstens 14 bekannt geworden sind. Man rechnete auf 33 ihnen zugehörige Orte, Städte und Schlösser. Sie benutzten aber ihre Macht häufig zu Räubereien und Plackereien der Umgegend, vorzüglich gegen die markgräflichen Vasallen, und machten den Handel auf der böhmischen Straße höchst unsicher. Darum verband sich Wilhelm mit seinen osterländischen Vettern, eroberte Dohna, welches der leipziger Bürger Druckschuh zuerst erstieg, und Königstein 1402, schleifte das erste und vereinigte den ganzen Besitz der Burggrafen, von denen Jeschke (Johann Jasko), der Vater, im Gefängniß gestorben, der Sohn auf Befehl des Kaisers Sigmund, zu dem er sich geflüchtet hatte, in Ungern später hingerichtet worden sein soll. Wilhelm erhielt dagegen vom Kaiser die Belehnung mit den dohnaischen Gütern. Die Äbte von Alten-Celle bekamen als Patronatsherren die leibnitzer Pflege[1]). Fast um dieselbe Zeit

1) Ausser den bei Weisse II, 130. angeführten Quellen vgl. des um die Numismatik, besonders die sächsische, durch mehr als 50jähriges Studium hochverdienten Mag. K. F. W. Erbstein numismatische Bruchstücke in Bezug auf sächsische Geschichte 9—11. Bruchstück. Dresden 1828. S. 25—43. Solche Schriften zeigen, wie viel auch heute noch aus der Münzkunde historischer Stoff herauszumünzen sei. Doch müssen auch noch Reste des Burggrafengeschlechtes übrig geblieben sein; s. Sammlung vermischter Nachrichten zur sächsischen Geschichte IX, 216.

wurde auch die benachbarte Stadt Pirna (1404) pfandweise vom König Wenzeslav für 3000 Schock Groschen erworben, und von Jan von Wartenberg das Städtchen Gottleube. Bei mehrern andern Unternehmungen erscheint Wilhelm bloß als Gehülfe seiner Vettern oder anderer Fürsten, z. B. bei der Absetzung Wenzeslavs, wo Wilhelm für Ruprecht den Gegenkönig war, bei einem Angriff auf Wenzeslav in Prag selbst, den er als Verbündeter seines Schwagers Jodoc von Mähren unternahm. Von dessen Schwester Elisabeth (sie starb 1400, und zu ihrem Andenken stiftete er zu Dresden, Meissen und Seuselitz mehrere Altäre und Seelengeräthe) hatte er, sowie auch von seiner zweiten Gemahlin Anna von Braunschweig keine Kinder; er starb am 10. Febr. 1407 und wurde im meissner 1407
Dom begraben. Trotz seines Einen Auges (das andere brannte ihm der heilige Benno von Meissen, der ihm im Traum erschien, aus!) sah er stets seinen wahren Vortheil ein „unde her was benümit vor den wisten Forsten, den dutzsche Land hattin."

Die andern drei wettinischen Fürsten stritten sich geraume Zeit über die Theilung von Wilhelms Ländern, weil sie zwar über Zerlegung derselben nach zwei Linien, aber nicht über das einig werden konnten, was jeder noch voraus verlangte; dazu kam, daß auch die Schwestersöhne des Verstorbenen, die Burggrafen Johann und Friedrich von Nürnberg, Ansprüche machten, worüber sich die meissner Fürsten sogar an die päpstliche Curie wandten, endlich aber 1415 die nürnberger Burggrafen mit 24,000 rheinischen Gulden befriedigten. Der Vergleich zwischen den beiden Linien oder der naumburger Hauptreceß vom 31. Jul. 1410 vertrug schon vorher die eigentlichen Erben. 1410

Diesen Receß, ja seines Bruders Wilhelms Tod selbst hatte Balthasar von der thüringischen Linie gar nicht mehr erlebt. Auch er war ein glücklicher Erwerber gewesen. Im Jahr 1385, wo ihm seine Margarethe, die ihm die schöne hennebergische Mitgift zugebracht hatte, Burggraf Albrechts von Nürnberg Tochter, seinen Erben Friedrich den Friedfertigen

Wie ein Adelstanz auf dem Stadthause zu Dresden, ein aus Eifersucht gestelltes Bein und eine Ohrfeige den ersten Anlaß zur bohnaischen Fehde gaben, siehe K. A. Engelhardts Erdbeschreibung von Kursachsen. Leipzig 1804. III, 283.

gebar, war der letzte Graf von Käfernburg in Palästina gestorben und zu Georgenthal mit Schild und Helm begraben worden. Da erbte der Landgraf diese alte Grafschaft. Wie unsicher indeß in jener Zeit jeder Besitz war, zeigen die vielen Bündnisse, durch welche man sich nach aussen zu schützen suchte, und die Fehden, welche denselben nicht selten erschütterten oder
1382 veränderten. So verband sich Balthasar 1382 mit den Grafen von Mansfeld und dem Herrn von Querfurt. In diesen Bund wurde auch die Landgräfin Wittwe Katharina mit ihren drei Söhnen vom Osterland aufgenommen. Darauf wurde ein ähnliches Bündniß mit dem Erzbischof Albrecht von Mag-
1383 deburg und Kurfürst Wenzel von 1383 abgeschlossen. Einen ähnlichen Vertrag ging Balthasar mit Adolf dem mainzer
1385 Kurfürst ein 1385, sowie ein Jahr vorher mit Erfurt und Mühlhausen, die ihm die Raubritter auf Brandenfels hatten demüthigen helfen. Gewöhnlich wurden solche Vereinigungen nur auf gewisse Jahre eingegangen.

1386 Im Jahr 1386 begann eine wichtigere Fehde als die, welche etwa um jene Zeit das Handwerk der Bäcker zu Nürnberg unserm Landesfürsten angesagt, mit dem Landgraf Hermann von Hessen, der seine Geistlichkeit und Klöster mit Auflagen beschwerte und auf gütliche Vermittlung Adolfs von Mainz und Ottos von Braunschweig nicht hören wollte. Nebenbei mochte Hermann noch von der Zeit des Sternenkrieges her einige Foderungen an Hessen haben. Balthasar hatte Einverständnisse in Cassel, auf die er baute. Ein Dutzend anderer geistlicher und weltlicher Fürsten nahmen mit Antheil. Hessen schien verloren. Balthasar nahm Eschwege und Sontra, dann ging er vor Cassel, aber die verabredeten weissen Tücher der gewonnenen Bürger waren nicht zu sehen; ihr Complott hatte die Landgräfin Margarethe von Hohenzollern entdeckt. Mehr als 200 Ctr. schwere Büchsensteine wurden in die Stadt geschossen, 500 Feuerpfeile ließ Otto der Quade schleudern; aber die tapfern Bürger trieben die Feinde muthig ab und führten als Trophäen zwei Wagen voll Schuhschnäbel der Feinde heim (welche die Ritter abzuschneiden pflegten, wenn es einen Kampf zu Fuße galt. So geschah es fast zu gleicher Zeit im Kampfe bei Sempach). Da ein Schiedsgerichtsspruch von beiden Seiten, nachdem man

zurückgegangen, nicht befolgt wurde, begann der Kampf von neuem. Schon war, für den Fall der Eroberung, Hessens Zerstückelung beschlossen. Es waren 15 Grafen, 2400 Ritter mit fast 15,000 Fußsoldaten, die (1387) zum zweiten Mal vor 1387
Cassel standen. Da trat die muthige Landgräfin Margarethe in's feindliche Lager heraus vor Balthasar und mahnte ihn an alte Dienste Hermanns für weiland Erzbischof Ludwig, an Verschwägerungen, Verträge, Verbrüderungen; hierauf trennte sich der Landgraf von Hessens Feinden. Auch ein allgemeiner Friede auf der Wartburg Julius 1388 war nicht von 1388
Dauer. Ein dritter Krieg begann, allein auch diesmal war Cassel nicht zu überrumpeln. Die Städte Eschwege und Sontra waren der Preis dieser Kämpfe, die der friedfertige Friedrich, Balthasars Sohn, später wieder hingab, weil unrechtes Gut, wie es dies war, keinen Segen bringen mag. Eine zweite Ehe Balthasars mit Wenzels von Sachsen Tochter und des erschlagenen Friedrichs von Braunschweig Wittwe gewährte weiter keine Kinder. Er starb am 16. Mai 1406 auf der alten 1406
Wartburg, und Friedrich der Friedfertige (Andere nennen ihn den Einfältigen) wurde Erbe seiner Länder.

Friedrich der Friedfertige, vermählt wider Willen seiner Vettern mit Günthers von Schwarzburg Tochter Anna, die er mit bedenklich großem Witthum ausstattete, der Erwerber der halben Mark Meissen nach Wilhelms Tode, von dem er im böhmischen Kriege 1401 im Thiergarten vor Prag zum Ritter geschlagen worden, stand völlig unter seiner Gemahlin und seinem Schwiegervater, der bei der Kinderlosigkeit dieser Ehe ehrgeizige Plane für sich selbst zu bilden schien, sodaß schon 11. Aug. 1408 die beiden osterländischen Markgrafen 1408
den Graf Günther seinen Sohn und seinen Bruder zu dem Versprechen nöthigten, den jungen Landgrafen nicht zu nachtheiligen Veräusserungen und Verbindungen zu bereden, auch sich keine Erbfolge anzumaßen, wenn er kinderlos stürbe. Desungeachtet gingen die Schwarzburger damit um, daß Friedrich seine Länder an Mainz, Böhmen und Hessen verkaufen sollte, liessen auch die thüringischen Städte gegen die fürstlichen Vettern sperren, veranlassten damit aber auch, daß ihr verderblicher Einfluß auf Friedrich endlich mit Gewalt gebro-

chen wurde. Die osterländischen Fürsten drangen, weil sie allein ihren Vetter nicht besuchen durften, mit einem Heere in
1412 Thüringen ein (1412), erlöseten Friedrich aus der drückenden Vormundschaft des Schwiegervaters und verpflichteten ihn die wichtigern Regierungsangelegenheiten künftig nicht ohne ihren Beirath zu besorgen [1]). Günther hatte sich aber vorher mit einem andern Feinde des meissnischen Hauses, Friedrich von Heldrungen verbunden, und dieser mit einer Menge liederlichen und schlecht bewaffneten Gesindels, davon die Flegler genannt, Unruhen in Thüringen entzündet, dann sich in die gräflich-hohensteinischen Familienstreitigkeiten gemischt, sodaß die Land- und Mark-Grafen, von den Hohensteinern angerufen, Heldrungen und Wiehe eroberten und gegen Kelbra, und einige Pfandschaften im Anhaltischen, dem Grafen Heinrich von Hohenstein übergaben. Friedrich ist übrigens bis an sein
1440 Ende 1440 nie mündig geworden; von den 4 Löwen, die er im Wappen zeigte, führte er keinen in der Brust; er tritt hinter seiner kräftigeren Gemahlin Anna und seinen osterländischen Vettern in den Hintergrund und würde vergessen sein, wenn nicht hin und wieder eine Urkunde seinen Namen und sein Leben bemerklich machte.

Ungleich mehr Kraft zeigt sich dagegen in der osterländischen Linie des wettinischen Fürstenhauses. Sie war bestimmt nicht nur endlich Alles wieder zu vereinigen, sondern auch die wichtigste Erwerbung des Herzogthumes Sachsen mit der Kurwürde zu machen. Vor Allen zeigt sich Friedrich der Streitbare als einen energischen Mann, der darum auch vor seinen Brüdern, obgleich mit ihnen gemeinschaftlich regierend, entschieden hervortritt, wie er sie auch überlebte und allein den Stamm fortpflanzte.

Wenn sein Antheil an der durchgesetzten Wahl des Graf Heinrich von Stollberg zum Bischof von Merseburg, gegen den vom König Wenzeslav empfohlnen und von Urban VI.

1) Urkunden b. Horn Friedr. d. Streitb. No. 145, 169, 245. Historia de Landgrav. Thur. b. Pist.-Struv. I, 1362, und ein weniger beachtetes kleines deutsches Chronicon in Schöttgen und Kreysig diplom. et scrr. I, 85—106. Vgl. auch J. Gottfr. Hoche Gesch. der Grafschaft Hohenstein. Halle 1790. 8. S. 132.

genehmigten Mitbewerber, Andreas von Duba, 1382 nicht genug erwiesen werden kann (wenngleich die Verletzung stiftischer Wahlfreiheit ihm und seinem Adel nicht gleichgültig sein konnte), so nahm er dagegen desto lebhafteren Antheil an dem über die Gefangennehmung des salzburger Erzbischofes Pilgrim ausgebrochenen sogenannten deutschen Städtekriege (1388). 1388
Aufgefodert von seinem Bundesverwandten, Burggraf Friedrich von Nürnberg, eroberte er in Franken Windsheim und Rotenburg und half das mächtige Nürnberg demüthigen. Nach Thüringen und Meissen verpflanzte sich dieser Städtekrieg nicht[1]). Aber er zeigte doch, zu welcher Macht die deutschen Städte schon gediehen waren, daß sie es mit solchen Fürstenbunden und Adelsketten aufzunehmen wagen konnten. Wäre Deutschland damals nach Wenzels Plan in vier Kreise eingetheilt worden, um solcher inneren Zerrüttung vorzubeugen und die gebotenen Landfrieden besser aufrecht zu erhalten, so waren Nürnberg, Bamberg, Würzburg, Meissen und Thüringen den vierten Kreis zu bilden bestimmt.

Doch war der Ritterspurn noch nicht einmal verdient, darum zog der Markgraf 1391 mit zahlreichem Adel seines Lan- 1391
des dem deutschen Orden gegen Litthauen zu Hülfe, das unter einem Jagello, der Christ und König von Polen geworden, allerdings dem Orden gefährlicher als je werden mochte. Auch waren diese Züge noch ein Nachklang der Kreuzzüge, weil viele Litthauer noch Heiden waren, darum auch wohl sogar Sarazenen genannt wurden. Großen Antheil hatte das wettinische Haus (wahrscheinlich wegen der Länderbegehrlichkeit der Luxenburger und Wenzeslavs Kläglichkeit) an dessen Absetzung und Ruprechts Wahl zum Gegenkönig. Auch Friedrich zog mit gegen Prag und seine Schuld mag's nicht gewesen sein, daß Wenig oder Nichts verrichtet wurde. Auch hatte Wenzel früher weder die Verlobung seiner Schwester Anna mit Friedrich vollziehn, noch die in diesem Fall bedun-

1) Wenn Heinr. Zschokke baier. Gesch. II. Aarau 1815. S. 260. sagt: „dieser Kampf des Bürgerthumes gegen Kriegerwillkür und Ahnenstolz war der Kampf menschlicher Freiheit und Gesittung gegen die Anmaßungen roher Gewalt und Denkart," so muß man doch bedenken, daß auf Seiten der Städte viel Trotz und Übermuth zu finden war.

genen 40,000 Schock Groschen bezahlen lassen, bis er endlich
1402 statt des Geldes die Städte Brix und Laun an Friedrich ver-
pfänden musste. Dagegen vermählte sich Friedrich 1402 mit
Katharina von Braunschweig, Heinrichs des Wilden Tochter,
und ließ ihr in ihrem Leibgedinge die Eventualhuldigung leisten.

Nach einigen Jahren erwarb er und sein Bruder Wil-
helm der jüngere (Georg war bereits 1401 gestorben) die
1407 Hälfte des durch Wilhelms seines Oheims Tod 1407 ange-
fallenen Meissens, und entzog bald darauf seinen Vetter Fried-
rich den Friedfertigen den eigennützigen Absichten Günthers
von Schwarzburg. Dieser Begebenheiten ist schon gedacht,
sowie dessen, was gegen den Heldrunger und seine Flügler
unternommen werden musste. Die Gefangenen in Heldrun-
gen wurden zusammengekoppelt und mussten sich selbst mit
Ruthen, an denen eiserne Spitzen befindlich waren, zum Tode
peitschen.

Zwei Jahre nach der Stiftung der Universität Leipzig,
welche einen schönen Beweis giebt, daß Friedrich und sein
Bruder mitten im Sturme und Drange einer kriegerischen
Zeit auch den hohen Werth der Wissenschaften zu schätzen
1409 wussten[1]) (1409), schritten endlich die Markgrafen Friedrich
und Wilhelm der jüngere zu einer sogenannten Örterung
(Mutschirung) oder wiederruflichen Theilung auf 4 Jahre,
nach deren Verlauf der ältere Bruder das Recht haben sollte
seinen Antheil entweder zu behalten oder mit dem des Andern
zu vertauschen. Dem Ältesten fielen dabei Leipzig und die Pflicht
die neu angestellten Magister und Doctoren zu besolden und
der größere Theil von Meissen, dem Jüngern dagegen der
größere des Osterlandes zu. Man schien also auch jetzt noch
das Land mehr für ein großes Privatgut als für einen wirk-
lichen, in sich organisirten und darum kaum theilbaren Staat
zu halten. Wieviel man auch das Lückenhafte und Unzurei-
chende des ganzen Verfahrens durch besondere Festsetzungen
zu ergänzen suchte, z. B. daß Keiner an des Andern Schulden
gebunden sei, jede allgemeine Bede nur von beiden Fürsten

1) Über die Universitäten Erfurt 1392 und Leipzig 1409, siehe den Culturabriß zu dem Abschnitt von 1324—1423.

zugleich ausgeschrieben werden, jedes größere heimfallende Lehen Beiden zu Gut kommen solle, so ergab sich bald, daß Friedrich mit seiner Portion nicht einmal zufrieden und nach schiedsrichterlichem Ausspruche eine neue Theilung zu machen war (1415), die der jüngere Bruder vornahm. Allein als 1415
Friedrich nun das Osterland, aber vermehrt, wieder wählte, entstanden von Seiten Wilhelms Klagen, bis Friedrich ihm Leipzig gegen Jena überließ (1423)[1]). 1423

In jenen Tagen innerer Zerrissenheit und Parteiung in den meisten deutschen Ländern und im Reiche überhaupt, des Daniederliegens aller Ordnung und Gesetzlichkeit, war auch in dem Regiment der Christenheit schwere und ärgerliche Irrung eingetreten. Nicht bloß das unerhörte Beispiel, drei deutsche Könige auf einmal zu haben (Wenzeslav von Böhmen, Jodok von Mähren und Sigismund von Ungern), bot sich dar, sondern auch das noch befremdendere, drei Päpste zu gleicher Zeit, untrüglich jeder und des heiligen Geistes ausschließlich voll, sich wechselseitig verfluchen und verketzern zu hören. Nach dem avignoner Exil der Päpste war das große Kirchenschisma eingetreten, und das Concilium zu Pisa 1409 hatte, statt beide Päpste abzusetzen, wie es beabsichtigte, nur einen dritten geschaffen, der die dringend geforderte Reformation der Kirche klüglich hintertrieb, weil sie von ihm selbst hätte ausgehen müssen. Nur ein Grundsatz wurde glücklich aufgestellt, welcher die Spitze der hierarchischen Pyramide stumpfer machte, daß ein allgemeines Concil über dem Papste stehe. Festgestellt wurde dieser gewichtige Satz und durchgekämpft auf dem fünf Jahre später zu Costnitz gehaltenen großen Kirchenrathe (1414); aber Kaiser Sigismund, der ihn berufen, besudelte sich mit dem Blute zweier Männer, deren Lehren man zwar ächten, aber nicht unterdrücken oder widerlegen, deren Körper

1) Joh. Seb. Müller des kur- und fürstlichen Hauses Sachsen albert. und ernest. Linien Annales von 1400—1700. Weimar 1700. Fol. zu den Jahren 1410, 1423. Müller war geheimer und Lehnssecretair und Archivar zu Weimar, und sein Werk behauptet wegen der trefflichen aus Archiven geschöpften Nachrichten (deren manche Spätere gern wieder verkümmert hätten) fast den Rang einer Quelle, besonders seit dem 16. Jahrhundert.

man zwar dem Scheiterhaufen übergeben, deren Gedächtniß aber und großes Beispiel man nicht vergessen machen konnte. Das war ein schlimmes Zeichen für die Kirchenverbesserung, welche Martin V. versprochen hatte, „aber wie Leute von bösem Gewissen nur nicht sogleich sondern erst in fünf Jahren [1])."

Auf diesem Concilium war Bischof Nicolaus Lübeck von Merseburg, der Kanzler Friedrichs, waren die Äbte von Celle, Chemnitz und Pegau und gegen 12 Oratoren von Seiten Friedrichs, der sich aber auch selbst mit 10 Grafen und 500 Pferden dahin begab. Doch blieb er nicht lange genug, um jene Versammlung und den Kaiser, der sie berufen, sich durch jene kirchengerichtliche Ermordung der prager Lehrer entehren zu sehen. Vor oder nach jener Reise nahm er dem Ritter von Staupitz das Schloß Kriebenstein durch Eroberung wieder ab, welches dieser dem Dietrich von Berwalde weggenommen. Als man dem Weibe Staupitzens verstattete frei auszuziehn und mitzunehmen was sie am liebsten hätte, trug sie ihren Mann auf den Schultern heraus. Und Friedrich handelte nicht unedler als der Hohenstaufe voc Weinsberg [2]). Wahl aber kehrte
1417 er später (13. April 1417) mit noch größerer Pracht, in der es ihm keiner der andern Fürsten nachthun konnte, dahin zurück, um sich von Sigismund mit seinen Ländern belehnen zu lassen. Voran gingen die Jäger mit Sperbern und Falken (wahrscheinlich wegen des Reichs-Oberjägermeisteramtes), dann Wappen und Fürstenkleinode auf einem mit prächtiger Decke belegten Turnierhengst, dann die zu Schild und Helm gebornen Knappen, dann in der Mitte des Zuges der Fürst allein, hinter ihm paarweis 18 Grafen, 400 Vasallen, Baronen und Edle in den glänzendsten Waffen, mit silbernen Wehrgehängen und Schellen (also in sogenannter Dunsingstracht). Der römische König und mehrere Fürsten kamen ihm entgegen. Wenige Tage nachher wurde Burggraf Friedrich VI. von Nürnberg aus dem Hause Zollern mit der ihm anfangs unterpfänd-

1) Worte L. T. Spittlers, Grundriß der Gesch. der christlichen Kirche. 5te Aufl. v. Planck, Göttingen 1812. S. 338.

2) s. Horn Fr. den Streitbaren. 486.

lich, dann ganz überlassenen Mark Brandenburg und der Kurwürde feierlich belehnt. Als aber Sigismund nun dem Markgrafen Friedrich von Meissen auch die Lehen für seine Erwerbungen in und von Böhmen reichen sollte, weigerte sich dieser, und Friedrich erklärte: was ihm jetzt zu Costnitz der König zu leihen sich weigere, würde er vielleicht nächstens im freien Felde thun müssen. Wie es auch 1420 in Böhmen selbst, im Lager vor Prag geschah. Darum brach er schon am 12. Mai von Costnitz wieder auf. Doch verstattete er dem Könige die allgemeine Judensteuer des dritten Pfennigs in seinem Lande. (Möglich auch, daß die Verheerungen, welche damals Fürst Bernhard von Anhalt und Bernburg und Graf Bernhard von Reinstein im Stifte anrichteten, dessen Einkünfte der Bischof in Costnitz (wo reiche Gelegenheit dazu war) verschwelgte, seine Rückkehr beschleunigten. Den Grafen nahm Friedrich gefangen, der Anhaltiner war geflüchtet.) Wenigstens in dem 1419 ausbrechenden Hussitenkriege zeigte Friedrich keinen Mismuth gegen seinen Kaiser [1]).

An dem Scheiterhaufen von Huß und Hieronymus hatte sich eine Flamme entzündet, welche einen großen Theil Deutschlands verzehren und die traurige Vorbedeutung wahrmachen sollte, die man aus Sigmunds Königswahl auf dem Kirchhofe der ihm verschlossenen Bartholomäuskirche zu Frankfurt ziehen wollte. Ein großer Kirchhof sollte ein großer Theil von Deutschland werden. Es sollten Männer, welche für ihre Überzeugung zu sterben Muth hatten (während Viele vor und nachher gar keine Überzeugung hatten, für die sie hätten sterben können!) nicht ungerächt so Schreckliches erlitten haben.

Die Ermordung jener beiden prager Lehrer (sie waren zugleich als Realisten ihren nominalistischen Gegnern verhasst),

1) Über die zwei Reisen Friedrichs zum Concil siehe Horn Fr. der Streitb. 359. Tylich chron. Misn. b. Schannat Vind. lit. II. 19. Die Senatores müssen wohl Venatores heissen. Ostern fiel 1417 den 11. nicht 13. April, daher tertia feria pascae den 13. April (nicht, wie Andere haben, 15. April) fällt. Über die merseburger Fehde s. Chron. epp. Martisb. in Ludewig rell. Mscr. IV, 457, wo es aber statt Burghard von A. Bernhard heissen muß, was Mencken III, 164. in den Emendationen dieser Chronik übersehen hat.

die Unterdrückung der Abendmahlslehre des Jacobellus von Miza (Mies), der freilich auch den Kindern gleich nach der Taufe das Abendmahl spendete, was selbst viele Utraquisten tadelten, erregte jenen furchtbaren Hussitenkrieg, dessen Gräuel vielleicht Friedrich der Streitbare für seine Länder hätte abwenden können, wenn er weniger kriegerisch und dem Könige weniger anhänglich gewesen wäre. Auch sendeten ihm, noch nach dem ersten Feldzuge gegen sie, die Hussiten die vier prager Artikel zu, die bloß freie Lehre des Wortes Gottes, das Abendmahl unter beiderlei Gestalt, Abschaffung der weltlichen Güter der Geistlichkeit und gewissenhafte Bestrafung aller Todsünden und anderer Vergehungen gegen das Gesetz Gottes (wohin auch bei der Geistlichkeit Simonie, Geldforderungen für die Sacramente, Ablaß u. s. w. gerechnet wurden) [1]), durch diejenigen, denen es zukäme, verlangten. Auch habe es Sigismund um ihn wahrlich nicht verdient und sei nur sein Freund, wo er seine Hülfe brauche.

Aber wie Sigismund diese Artikel verwarf, that auch, so verständig sie auch waren, Friedrich dasselbe. Vielleicht konnte er auch nicht anders, denn die Gefahr schien zu groß.
1419 Schon 1419 war Budissin von den Hussiten (wenn auch vergeblich) bestürmt worden [2]), und er musste Alles für sein Meissen fürchten, und mit Männern, gegen welche Martin V. geistliche Kaperbriefe austheilte und Kreuzbullen schleuderte, glaubte er nicht verhandeln zu können. Nach 15 Jahren freilich war man klüger, wo die Väter des basler Conciliums bewiesen, daß man verhandeln und sogar nachgeben dürfe. Markgraf Fried-
1420 rich und sein Bruder Wilhelm stiessen vor Prag (1420) mit einem starken Heer zum Kaiser. Allein 200 Bürger von Freiberg waren dabei, sonst schwankt die Zahl ihrer Truppen zwi-

1) Laur. Brzezinae diarium belli Hussitici in Ludewig rell. Mscr. VI, 121—216. p. 176. (daß der Verf. nicht Byzynius heißt, wie ihn Ludwig und Andere nennen, zeigt Fr. A. W. Wenck Entw. der G. der österr. und preuss. Staaten. Leipz. 1782. I. S. 57. Ausserdem ist besonders Zach. Theobald Hussitenkrieg 3. Aufl. Nürnberg 1624, und Eberh. Windeck in Mencken scrr. rer. Germ. I. p. 1074 sq. benutzt. Jedes Einzelne zu belegen hielt ich für überflüssig.

2) Theobald I, 147, doch leugnet es Käuffer oberlausitzische Geschichte II, 3.

schen 1500 und 30,000. Gleich eine der ersten Waffenthaten des Krieges fiel ihnen zu: denn als es galt den tapfern Ziska vom Galgen- (Witkow oder Ziska) Berge zu vertreiben, mussten die Meissner stürmen. Schon war der verschanzte Berg erstiegen und Ziska in Gefahr gefangen zu werden, als ein Ausfall aus der Neustadt die Meissner zum Rückzug zwang (13. Jul. 1420). So hatten die Fürsten wenigstens ihr Lehen zu verdienen gesucht; denn kurz nachher (19. Jul.) wurden sie im freien Felde feierlich mit allen ihren Ländern und Besitzungen belehnt, sowie sie auch zwei Tage später der Königskrönung Sigismunds im Schlosse St. Wenzeslavs beiwohnten. Wie heftig selbst die mäßig gesinnten Böhmen die Meissner hassten, bezeigt ihr Anerbieten an den König, daß sie ihm Prag verschaffen wollten, wenn er ihnen die Meissner Preis geben wolle. Freilich wütheten diese für den abgeschlagenen Sturm desto furchtbarer in der Umgegend. Bald nach der Krönung entließ der König die Armee, und die Fürsten kehrten heim.

Die Zwischenzeit bis zum neuen Feldzuge (1421) benutzten Friedrich und Wilhelm zu Bündnissen mit Mainz, Trier, Cöln, Pfalz, dem Herzoge von Glogau, dem böhmischen Landvogte der Oberlausitz und zu tüchtiger Kriegsrüstung. Und wirklich kam 1421 ein noch weit größeres Heer nach Böhmen, dem leider aber am König selbst der rechte Mittelpunct fehlte. Friedrich zog im August vor Brix, wo eine im vorigen Jahre von ihm zurückgelassene Besatzung unter Hans von Polenz hart bedrängt war und welches er glücklich entsetzte. Sechshundert Gefangene, die in seine Hand fielen, wurden unbarmherzig niedergemetzelt. Das liegt, wie wenig es entschuldigt werden mag, in der traurigen Natur der Religionskriege, wo misverstandner Eifer für den Glauben auch das Grausamste zu einem Gottesdienste umzuschaffen wähnt und Menschenmord doppelt verdienstlich scheint. Dann eroberte Friedrich dem Könige den leutmeritzer Kreis, nahm Kadan und Kommotau; nur Bilin widerstand glücklich. Weniger gelang dem übrigen Heere, und da es auseinanderlief, zog auch Friedrich sich zurück. Der dankbare Papst Martin verwilligte dafür (Decbr. 1421) dem Markgraf die gesuchte Freiheit für seine

Unterthanen, den Evocationen der geistlichen Gerichte auſſer ihren Sprengeln nicht gehorchen und nur vor dem gewöhnlichen Richter Recht nehmen zu dürfen, auch durch Bannsprüche und Interdicte nicht mehr beunruhigt zu werden.

Desto nachdrücklicher sollte der Krieg im Jahre 1422 geführt werden. Auf einem zahlreichen Reichstage zu Nürnberg wurde eine Matrikel entworfen, wieviel jeder Reichsstand beizutragen habe. Der meiſſner Fürsten ist darin nicht gedacht, weil sie schon ihre Dienste zu 90,000 Fl. angeschlagen hatten und dafür und gegen fernere unbedingte Hülfe Stalberg, Schöneck, Myla, Battendorf, Sparenberg, Mühlberg und Lentschütz verpfändet erhielten. Doch kam in diesem Jahre nur die Berennung von Saatz zu Stande. Ob das Lager vor Saatz durch einen Sperling in Brand gesteckt, die tapfere meiſſnische Besatzung in Karlstein durch Menschenkoth und Aas wirklich auf's Äusserste gebracht worden, mag unentschieden bleiben. Es geschah in Böhmen meiſſnischer Seits weder in diesem noch im nächsten Jahre 1423 viel Wichtiges, denn ein ganz anderes Ereigniß nahm jetzt Markgraf Friedrichs ganze
1422 Aufmerksamkeit und Zeit in Anspruch. Im November 1422 starb der letzte Kurfürst Sachsens aus ascanischem Hause, und sein Herzogthum wurde mit der Kurwürde zugleich dem Mark-
1423 grafen von Meiſſen zu Theil (1423), wie davon das nächste Buch das Nähere nachweisen muß.

So stieg Friedrich und mit ihm sein Land zu einer ungleich höheren politischen Bedeutung empor, und der berühmte Name Sachsens wurde damit auf Länder übertragen, die mit dem alten Sachsen in keiner unmittelbaren Verbindung als etwa der der ehemaligen Eroberung von dort aus standen. Jetzt treten die Fürsten Meiſſens in den Rang der ersten deutschen ein und gewinnen durch Königswahl, Reichsvicariat, kurfürstliche Vorrechte und Privilegien einen Einfluß auf das ganze Reich, der nun auch ihrer Geschichte einen ungleich höhern Reiz verleiht. Darum macht diese große Erwerbung billig Epoche, wie in dem Leben des Erwerbers so auch in der Geschichte der Länder, deren Umfang, Bedeutung, innere Kraft und Haltung freilich schon vorhanden sein mussten, um für solche Würden eine tüchtige Grundlage abzugeben. Die

erhöhete Stellung gab höhere Rechte und Pflichten, größere Ehren, aber auch größere Anstrengungen und Gefahren.

4. Zur inneren Geschichte der wettinischen Länder und Staaten von 1324—1423.

Bis zur Mitte des vierzehnten Jahrhunderts erfreuten sich die wettinischen Länder des Segens ihrer letzten Vereinigung unter Einem einzigen und kräftigen Regenten. Von da ist eine bleibende Vereinigung nie wieder eingetreten, sondern nur einmal (1440—1445), nach dem Aussterben der thüringischen Linien, wurden von den beiden osterländischen Fürsten sämmtliche Länder gemeinschaftlich regiert. Zu der Ansicht, daß es der Staatskraft ungleich zuträglicher sei, bei mehreren Prinzen die Länder lieber in gesammter Hand oder dem Ältesten des Hauses (Seniorat) oder dem Ältesten der ältern Linie und dessen Descendenten (Primogenitur) zu lassen, war man damals (um die Mitte des 14. Jahrhunderts) wohl in keinem deutschen Staat gekommen. Hier aber lag die Versuchung zum Theilen noch viel näher, weil es nicht ein ganzes großes Land, sondern wie Meissen, Osterland, Thüringen u. s. w. einzelne nach und nach zusammen erworbene Landschaften waren. Man betrachtete auch Land und Leute zu sehr als Erbgut und Patrimonialstaat, und gedachte der Lehenseigenschaft nur dann, wenn eine Gefahr sich zeigte, es von Lehens wegen verlieren zu können, wo man dann zeitig durch Erbverbrüderungen vorzubauen bemüht war.

Wenn auch die beiden Lausitzen nicht mehr oder noch nicht wieder den meissnischen Fürsten gehören, so bleiben sie doch in zu vielfacher Verbindung und Nachbarschaft, gestaltet sich doch so Manches in dieser Zeit in ihnen, was später nachgeholt werden müsste, daß es erlaubt sein mag auch ihnen einen kurzen stehenden Artikel bis zu ihrer Wiedererwerbung einzuräumen, und dies um so mehr, weil ihrer gewöhnlich vom vierzehnten bis siebzehnten Jahrhundert so wenig in den Geschichten Deutschlands und seiner Staaten und selbst Sachsens gedacht wird.

Die Niederlausitz war von den Markgrafen von Bran-

1324 henburg aus mittelsbachischem Hause zwar 1324 erworben, aber
fast stiefväterlich behandelt worden. So überließ sie Ludwig von
1329 Brandenburg 1329 für 16,000 Mark an Kurfürst Rudolf von
Sachsen (wegen dessen Ansprüche auf Brandenburg selbst) wie-
derkäuflich, und ohne eine Steuer, welche die brandenburger
1338 Stände selbst 1338 zur Wiedereinlösung bewilligten, wäre wohl
diese nie erfolgt. Auch die Mark Landsberg und Sangerhau-
sen hatte Kaiser Ludwig seinem ältern gleichnamigen Sohn
verliehen. Als aber der Kaiser das luxenburgische Haus durch
die höchst eigenmächtige Trennung des Prinzen Johann Hein-
rich von Böhmen von der berühmten Margarethe Maultasch
und den dadurch herbeigeführten Verlust von Tyrol (welches
nun an den Kurfürst von Brandenburg kam) auf das höchste
gereizt hatte, Tyrol, Brandenburg und die Lausitz Einem Her-
ren gehörten, sollten die Niederlausitz und 20,000 Mark wieder
das Versöhnungsmittel zwischen den Häusern Wittelsbach und
Luxenburg werden, doch nahm sie Karl von Mähren, König
Johanns Sohn, nicht an. Vielmehr stellten er, Rudolf von
Sachsen, die Fürsten von Anhalt und der Erzbischof von Mag-
deburg den Müller Rehbock als Pseudowaldemar dem Bran-
denburger entgegen, welchen Müller Karl als deutscher König
1348 1348 mit Brandenburg und Landsberg belehnte und sich da-
für von ihm die Niederlausitz abtreten ließ. Als aber nach
Günthers von Schwarzburg kurzer Gegenkönigsrolle die Wit-
telsbacher mit Kaiser Karl IV. sich auszusöhnen dienlich fan-
den, erhielten sie im Vergleich von Budissin 16. Februar
1350 1350 wieder die Belehnung mit Brandenburg, der Niederlausitz
und Landsberg, und Ludwig der Römer, als sein Bruder Lud-
wig der Brandenburger sich nach Baiern zurückgezogen, und
Otto nahmen später sogar den König Wenzel von Böhmen,
1363 des Kaisers Sohn, in ihre Erbverbrüderung mit auf (1363).
Als aber Ludwig, um seiner steten Geldverlegenheit abzu-
helfen, die Niederlausitz für 21,000 Mark Silber und 10,000
Schock prager Groschen an Meissen verpfändete, erhielt der
Kaiser und sein Schwager Herzog Bolko II. (Boleslav) von
Schweidnitz und Jauer die Erlaubniß sie einzulösen, wozu
die oberlausitzer Sechsstädte 1000 Schock hergeben mussten,
und so verblieb sie vorerst dem Herzoge von Schlesien. Aber

schon nach wenigen Jahren (1370) zwang Kaiser Karl den 1370
Brandenburger Otto, ihm die Niederlausitz zugleich mit Mühlberg, Strehle und Werdenheim (vielleicht Weydenhayn in der torgauer Heide) für 21,000 Mark Silber und 22,800 Schock prager Groschen gänzlich zu verkaufen, und verleibte sie dann Böhmen völlig ein. Die Mark Brandenburg selbst und Kottbus kam erst 1373 durch Kauf an Karl IV. und seine Söhne, 1373
und Otto war mit dem kurfürstlichen Titel zufrieden und ging nun nach Wolfstein bei Landshut, um sich mit Gretchen, der schönen Müllerin, die Sorgen zu vertreiben.

Aus diesem vielfachen Regentenwechsel mag sich Doppeltes erklären. Erstlich daß verhältnißmäßig ausser der Bestätigung älterer Privilegien so wenig für das Land geschah, und sodann daß selbst von diesem bei weitem nicht Alles verzeichnet worden ist. Wie viele Urkunden mögen aber auch verschleppt und später im Hussitenkriege vernichtet worden sein. Nach Bolko regierte Karl selbst und seine Söhne Johann von Görlitz, Wenzeslav, Sigismund, dann Jodok von Mähren, Karls Vetter, in dem Lande, und nach solchem Fürstenwechsel mochte es das Tröstlichste für die Lausitzer sein, daß König Wenzel ihnen 1411 die Versicherung gab, daß sie fort- 1411
an auf immer bei der Krone Böhmen erhalten werden sollten. Diese Versicherung ertheilte er den ehrsamen Äbten und Äbtissinnen zu Dobrilugk, zu Neuen-Celle und des Nonnenklosters vor der Stadt zu Guben (dem Prälatenstand), den Edlen Herren von Biberstein, Kittlitz, Cottwitz (Cottbus), Turgau, Rotnau, dem Schenk von Seydau, den Herren von Schulenburg (nach andern Ilburg), Weissenburg und sonst allen andern Rittern, Herren und Knechten, besonders den Bürgermeistern, Rathmannen und Bürgern der Städte Luckau, Guben, Sommerfeld, Spremberg, Lübben und Kalau und sonst allen andern ꝛc. Sigismund gab nach Wenzels Tode 1419 1419
beiden Lausitzen Heinrich den jüngern zu Glogau zum Landvogte, und dieser schloß auf fünf Jahre mit dem meissner Friedrich ein Schutz- und Trutz-Bündniß gegen die Hussiten. In kirchlichen Dingen verblieb das Land meist unter den Bischöfen von Meissen, denen Bolko noch besonders die lübbe-

ner Parochie unterwarf, und deren Vicarius, dem Official von Lübben [1]).

Glücklicher war in diesem Zeitraum wenigstens unter
1320 Karl IV. die Oberlausitz, nachdem sie 1320 an Böhmen zurückgekommen war. Land und Städte erhielten ihre Privilegien bestätigt, das budissiner Stift empfing einen Schutzbrief. Die Verfassung im Ganzen blieb. Der Landvogt, der mitunter auch Hauptmann zu Budissin und Görlitz (sowie der Vogt in jeder dieser Städte auch Unterhauptmann) heisst, hatte die Lehen an Ritterschaft und Städte zu vergeben, Streitigkeiten zu entscheiden, Landesversammlungen, bald hier bald da, am häufigsten in Löbau zu halten, die Truppen zu mustern und anzuführen, königliche Befehle bekannt zu machen. Letzteres geschah gewöhnlich auf den Landtagen selbst, wo auch über Bündnisse, Einigungen, von der Ritterschaft und den Städten (die noch in unbestimmter Zahl erschienen) gehandelt wurde. Die Ritterschaft zerfiel in nobiles, (Starazzen, Starosten?) und Vasallen. Die Geldzumuthungen der Fürsten (Beden, deren eine [1395] 2400 Schock Groschen betrug, Bernen und Steuern) mögen auch stehende Artikel der Landtagsverhandlungen gewesen sein; bis 1408 waren Ritterschaft und Städte bei den Verhandlungen über Steuern vereinigt, dann gesondert. Seit 1420 ohngefähr fängt der Revers, den der Landvogt dem Lande ausstellte, an. Übrigens standen unter dem Landvogt noch die Vögte der sechs Städte, die Erbrichter und die Landrichter (propraksarien, auch Hofrichter genannt, weil sie auf des Vogtes Hofe richteten). Unter Wenzeslav findet man auch schon die seniores vasallorum oder sogenannten Landesältesten. Trotz der besondern Standschaft war doch der budissiner und görlitzer Kreis auf immer mit Böhmen vereinigt worden. Später erscheint Görlitz und sein Kreis als ein besonderes Fürstenthum unter Her-
1376-96 zog Johann, Karls jüngstem Sohne 1376—1396, dann unter

1) s. Sam. Grosser lausitzische Merkwürdigkeiten. Leipz. u. Budissin 1714. Fol. Die erwähnte Urkunde ist wegen der mitgetheilten Namen der damaligen 3 Stände nicht unwichtig. s. 1, 107. die andern Notizen findet man im Werke zerstreut.

Markgraf Jodok von Mähren bis 1401. Budissin und sein 1401
Gebiet fängt dagegen an in Urkunden Markgrafschaft genannt zu werden. Der Name Oberlausitz aber kommt erst 1466 vor.

Die Sorgfalt Karls IV. für die Oberlausitz spricht aus manchen seiner Maßregeln. So gab er den Gutsbesitzern den Befehl, von ihren Unterthanen nicht mehr als die gewöhnlichen Dienste und Zinsen zu verlangen; so ließ er alle schädliche Höfe und Festen im Lande niederreissen und Grund und Boden den Städten zur Nutzung übergeben; erlaubte den abgebannten Zittauern Mannlehengüter (doch unter 200 Mark an Werth) zu kaufen, aber auch erfoderlichenfalls Kriegsdienst dafür zu thun; so schränkte er die vielen Schenkungen der Kasser an Kirchen und Klöster (besonders wegen der Erbschleichereien der Franziscaner) bedeutend ein, sowie das Asylrecht der heiligen Gebäude. Görlitz und Budissin wurden mit der Biermeile, mit freiem Salzmarkt, Gold- und Silber-Wechsel versehen, Ersteres auch mit dem Abzugsrecht für die Insassen (nur mussten sie zuvor die eigenen Schulden und ihren Antheil an der Gemeindeschuld berichtigt haben) mit dem Rechte, die Juden aus der Stadt zu treiben und ihre Synagoge anders zu verwenden. Es erscheint in Görlitz eine Kramerzunft mit 18 Meistern. Die budissiner Mannschaft erhielt Sold, wenn sie über die Grenze zog. Zittau, dessen Bier bis Prag gehölt wurde, erhielt von Sigismund von Ungern freien Handel bis Ofen. Im Jahre 1352 kommt daselbst schon eine Stadtschule vor. Die Handwerker durften ihre Versammlungen (gewöhnlich Morgens, daher Morgensprachen) nicht mehr ohne zwei Geschworne aus dem Rathe halten.

Auch für die Vertheidigung des Landes gegen innere Unruhen und Einfälle von aussen wurde gesorgt: so musste eine Stadt zur andern, ein Dorf zum andern große Graben (folglich auch Wälle) ziehen, in deren Überresten Manche vielleicht uralte Defensionen und Landwehren erblicken. Auch schlossen die Städte Einigungen mit Dresden, Meissen, Hayn; sowie zwischen Karln, Wenzeln und den meissner Fürsten Erbeinigungen längst bestanden. Dann mochten gegen innere Räubereien und Plackereien und zur Aufrechthaltung der öffentlichen Sicherheit zwei Institute dienen sollen, deren Existenz

gar wohl zu erweisen, deren innere Verfassung aber, deren Zusammenhang unter sich schwer auszumitteln ist. Das erste
1391-98 ist ein Fehmgericht mit einem Fehmrichter von Adel (1391—1398 war's Czaslau von Gersdorf) mit Schöppen, theils aus der Ritterschaft (so 1409 auch Heinrich von Nostitz), theils aus den Städten. Dies Gericht ging von einer Stadt zur andern und verfolgte besonders öffentliche Ruhestörer, Landesbeschädiger und Räuber, scheint aber im Hussitenkriege eingegangen zu sein [1]). Ein heimliches Verfahren war nicht damit verbunden. Man könnte in Versuchung kommen, nach einer der vielen Ableitungen des Wortes Fem von fama, ein Rügengericht darin zu sehen, wenn nicht gerade ein solches mit einer bestimmten Rügegerichtsordnung noch besonders unter Wenzeslav vorkäme. Vor dasselbe mussten die Richter jedes Ortes mit zwei Schöppen kommen und eidlich angeben, was an jedem Ort verübt worden. Nach auf dem görlitzer Rathhause noch vorhandenen Rügenbüchern sollen erbauliche Dinge zu Papier gekommen sein. An innern und äussern Fehden hat es besonders unter Wenzeslav nicht gefehlt. So schreibt Herzog Johann von Münsterberg den kürzesten Absagebrief: „Wisset, ihr Städte, Görlitz, Zittau, Lauban, Camenz und Reichenberg, daß wir euer Feind sein wollen; gegeben da er geschrieben ist." Auch der geistliche Blitz schlug manchmal ein; so that Bischof Thimo von Meissen die Laubaner in's Interdict, als sie einen Geistlichen wegen Sacrilegiums gehenkt; Papst Martin aber that sie heraus. Zu heftigen Auftritten kam es in Görlitz, Lauban, Zittau zwischen Zünften (häufig über Brauberechtigung) und Rath; zu den
1405 blutigsten in Budissin 1405, wo die Zünfte, mit Ausnahme der Fleischer, das Rathhaus stürmten, den Rath gefangen nahmen und absetzten, sogar sich gegen Herzog Bolko den Landvogt vertheidigten und dessen Sohn in der Ortenburg

1) Verzeichniß der oberlausitzischen Urkunden von 965—1419. Görlitz 1799. 4. s. Nro. 529, 664. Über das Fehmgericht s. auch Käuffer Abriß der oberlausitzischen Geschichte 1802. I. 2. Heft. 420. Fr. Mart. Pelzel Lebensgeschichte des römischen und böhmischen Königs Wenzeslaus. Prag 1788. II, 560. wo er des Feimgerichts gedenkt. (Den Aufsatz im lausitzer Magazin 1771. 169, habe ich nicht zu sehen bekommen.)

beschossen. Selbst Jodok von Mähren musste dem Landvogte beispringen. Dafür ließ Wenzel 1408, als er sich in den 1408
Bürgermeisterstuhl des Raths zu Budissin gesetzt, 14 Rädelsführer enthaupten, den alten Rath wieder einsetzen, die Privilegien der freien Rathskür zerreissen. (Doch bald bekamen sie dieselbe wieder.) Die Lausitzer erkannten, als die Utraquisten Sigismund absetzten, ihn fortwährend an und schickten zahlreiche Contingente, bis sie um 1425 den Feind im eigenen 1425
Lande sahen. Von Klöstern und Conventen entstanden in jener Zeit nur der Oybin für Cölestinermönche und die Franziscanerinnen in Zittau und Görlitz. An letztem Orte kommt 1343 eine Schule mit einem Schulmeister (Rector) vor, an welcher bald auch Cantor, Localen und Signatoren (signa, Buchstaben) und Baccalaureen vorkommen. Vom Adel lernt man ausser den früher genannten die Tzschirnhausen, Uchtritz, Rabenau, Salza, Schoff (Schafgotsch), Warnsdorf, Kyau, Donye, Gnieskau, Klix, Gusk, Nötenhof u. A. kennen. Einige derselben kommen auf dem Concil zu Costnitz vor, wo die heiligen Väter sich auch mit einem Ochsendiebstahl in der Lausitz beschäftigten [1]).

Was nun die damaligen wettinischen Länder selbst anbetrifft, oder Thüringen, Meissen und Osterland, so bemerkt man zwar keine gänzliche Veränderung, wie sie bei der häufigen Zersplitterung der Länder und bei den politischen Stürmen jener Zeit kaum möglich war, aber doch manche Spuren einer allmäligen Fort- und Durchbildung der Verfassung. Diese war zum Theil das Werk der Noth, in welche häufig die Fürsten mit ihren Finanzen geriethen; denn die reichen Tage des prächtigen Heinrich waren längst vorüber. Seit dem 1350 zu Leipzig gehaltenen Landtage erschienen die Städte zwar noch nicht regelmäßig, aber doch weit häufiger

1) Ausser der angeführten Urkundensammlung, Käuffer, Pelzel ist auch der für die Oberlausitz weit vollständigere Grosser (s. S. 276. Anmerk. 1.) benutzt. Wegen etwa eingeschlichener Unrichtigkeiten in diesem Abschnitte darf ich mich wohl mit Mangel an Quellen und Hülfsmitteln entschuldigen, die mir, 50 Meilen von meiner Geburtsstadt Budissin, nicht zugänglich waren. Wie dankbar würde ich für freundliche Berichtigungen sein.

als Stände. Daß die thüringischen Städte schon 1308 (sechs Jahre, nachdem die Städte in Frankreich den tiers état der états généraux zu bilden angefangen hatten und knieend ihre Bitten überreichen durften) einmal berufen worden waren, zeugt von dem größern Ansehn, welches die Gemeinden in Thüringen dem Landgraf gegenüber immer gehabt haben mochten. Noch aber bildeten Städte und Ritterschaft keineswegs eine vereinigte Landschaft, und eben so wenig war es eine bestimmte Stadt, in welcher die Landtage gehalten wurden. Für diese 100 Jahre kommen Versammlungen der Stände zu Leipzig 1350 und 1428, zu Meissen 1376 und 1385, zu Altenburg 1411 (eigentlich bloß ein Städtetag), zu Gotha 1428 vor. Bei dem Vasallen sah man noch weniger auf die Größe seiner landsässigen Güter, als auf seine persönlichen Verdienste und das Vertrauen welches er beim Fürst genoß. Ferner ging man beim Vasallen, um seine Geldbeiträge rechtlich zu begründen, von der Ansicht aus, daß er seinem Fürsten in der Noth beizuspringen verpflichtet sei. Dagegen scheinen die Stifter und Klöster, die als Prälaten auch erschienen, am zähsten gewesen zu sein. Bei den Vasallen nahm man zum Maßstab ihrer Beisteuer den Betrag der Zinsen, welche sie von ihren Bauern und Hintersassen erhoben; bei den Städten, die sich nicht gern taxiren liessen, verhandelte man auf gewisse Summen im Ganzen, die sich nach Größe und Reichthum jeder einzelnen richteten. Auch pflegte man seit 1350 eine allgemeine Bede oder Steuer selten anders als gegen einen Revers zu geben, welchen damals zuerst die vornehmsten Städte jede einen besondern bekamen. Im Revers von 1388 versprach Wilhelm der Landschaft, daß er sie um dergleichen nicht mehr anlangen wollte, es wäre denn daß er mit seinen Mannen und Dienern auf einem Felde von Niederlags oder Kriegswesen Schaden nähme. Die erste allgemeine Bede wurde 1350 von den Ständen zu Leipzig zur Abtragung der landesfürstlichen Schulden verwilligt. Von dieser war die mit einzelnen Ständen oder Orten verhandelte besondre Bede verschieden. Ausser dieser Steuer kommt häufig (1405 in Thüringen) der Bär oder Bern vor, welche Balthasar ausschrieb und welche von jedem Kopf in Städten und Dörfern gezahlt

lat werden musste[1]). Da also der Vasall als solcher keineswegs von der allgemeinen Bede ausgenommen war, so ist auch die Behauptung unrichtig, daß die vielen Lehensoblationen, deren Zahl weit größer als die der vom Fürsten ausgehenden Verleihungen war, wegen Befreiung von der Bede geschehen wären (eben so unrichtig als wenn man die Erwerbung der Ritterwürde als Ursache angäbe, die ja nicht an die Lehen, sondern an die Faust und freie Geburt geknüpft war). Vielmehr mag die unsichere kriegerische Zeit das häufige Verwandeln des Allods in Lehen veranlasst und der Fürst, um seinen Mannen- und Vasallen-Staat zu mehren, dies möglichst unterstützt haben.

Denn gerade in diesem Jahrhundert steigerte sich das Heer der Markgrafen, mit dem sie in Hessen oder zuletzt gegen Böhmen und gegen die Hussiten auftraten, ungemein. Nicht bloß der Vasall für sein Kriegslehen, der eine Anzahl Hintersassen und Knechte mitzubringen hatte, auch die Vögte und Amtleute mussten ausserhalb ihres Amtsbezirkes dienen, und die Räthe und Heimlichen des Fürsten, meist Vasallen, zogen gewöhnlich in doppelter Function mit. Aber man brauchte seit der Anwendung des Pulvers im Kriege, welches die größte Revolution im Kriegswesen hervorbrachte, theils zum Kriege im Gebirg, theils vor festen Plätzen und mit den Hussiten, nicht allein mehr Fußvolk (auch darum weil das Pulver den Adel mit seinem theuren und schweren Roßdienst allmälig verscheuchte), sondern nun auch neue Waffengattungen, wie das Geschütz und die zu seiner Bedienung verordnete Mannschaft. Dies gab den Bürgern neue Gelegenheit sich zu heben, da

1) Der Bern kommt auch in den Lausitzen vor und kann von der berner Münze mit dem Bär, Bätz (davon Batzen), oder von baar, in Gegensatz von Naturalleistung, oder endlich von bären, heben, tragen, abgeleitet werden. s. Haltaus s. v. Bar, Bärn. Fabricius schlägt ihn auf $\frac{1}{20}$ eines rheinl. Gulden an. s. Hist. de Landgrav. Thur. b. Pistor.-Struv. I, 1360. über den Revers s. Ant. Weck Beschreibung und Vorstellung der kurf. Residenzstadt Dresden. Nürnberg 1680. Fol. S. 487 ff. Vergl. Chr. E. Weisse Zusätze und Berichtigungen zu Schrebers ausführl. Nachr. von d. sächs. Land- und Ausschuß-Tagen. Leipz. 1799.

sie schon längst zum Schirm des eigenen Heerbes mit der Waffe umzugehen vertraut, in Schützengilden mit jährlichen Übungen zusammengetreten waren und in dieser Zeit auch Banner zu führen berechtigt wurden. Gewöhnlich liessen sie sich vor dem Aufbruch ihre Privilegien bestätigen, Schadenersatz versprechen, bekamen Nahrung und Futter und mitunter Sold, was die Geldbedürfnisse des Fürsten immer höher steigerte und sie zu Veräusserungen, zum Schuldenmachen (damit die Nachfolger auch ihren Theil noch an der Noth der Gegenwart abtrügen!) oder zu Beden zwang[1]). So führte der Hussitenkrieg auch bald nachher 1438 die erste Consumtionsabgabe, unter dem Namen der Ziese, unter Friedrich dem Sanftmüthigen herbei. Auch die von den Markgrafen unter besondern Schutz genommenen und zu ihren Kammerknechten erhobenen Juden, welche von dem Gerichte der Vögte und Schultheissen befreit, bei ihrem Judenrecht erhalten, wider geistlichen und weltlichen Bann geschützt wurden, mochten manchmal wie ein Schwamm betrachtet werden, den man sich vollsaugen liess, um ihn dann auszupressen. Zwar brachten es die Markgrafen dahin, daß die von König Wenzel 1391 gegebene Verordnung wegen Cassirung der Judenschulden (mit 15 pCt. für den kaiserlichen Fiscus) für die wettinischen Länder nicht in Kraft trat, zwar wurde selbst 1425 das Schutzgeld derselben vermindert; aber mehrmals wurden sie auch auf landesherrlichen Befehl in Ketten und Banden geworfen und nur gegen große Summen wieder in Freiheit gesetzt. Dann mussten sie freilich Brunnen vergiftet oder Christenkinder langsam gemordet haben[2]).

Von andern Einkünften der Fürsten wird jetzt auch das Bergregal bekannter. Die Landesherren hatten den Vorkauf der Metalle, den Bergzehenten. Die Münzgerechtigkeiten, die sie 1380 an zwei Edelleute auf 4 Jahre verpachteten, brachten 4000 Schock prager oder freiberger Groschen (in welchem Fuße

1) über das Kriegswesen jener Zeit Horn Friedr. der Streitbare 484 ff.

2) Hist. de Landgrav. Thur. b. Pist.-Struv. I, 1362. u. W. Ern. Tentzel Supplem. hist. Gothan. (Jen. 1701. 4.) II, 269.

gemünzt werden mußte) ein. Auch die coburger Münzstätte, wo man nach wirzburger oder regensburger Fuße münzte, muß bedeutend eingetragen haben. Anfangs gingen noch 60 Groschen auf die Mark, sodaß man nach Schocken wie nach Marken zählte und nur die Häller (von Halle in Schwaben) wog, zu denen 4 Loth Kupfer mitgenommen wurden. Der letzteren wurden 12 auf einen Groschen gerechnet. Auch zählte man 20 Schilling auf die Mark, und 12 Pfennige auf den Schilling. Im J. 1380 machten die Markgrafen aus, daß aus der feinen Mark 72 Groschen geschlagen werden sollten. Die letzteren kommen unter sehr verschiedenen Benennungen vor: Spitz-, Schmal-, Breit-, Schwerdt-, Engel-, Kreuz-, Schild-Groschen, Judenköpfe u. s. w. Der Hussitenkrieg brachte das Münzwesen sehr in Verfall. Goldmünzen wurden noch nicht geprägt, sondern erst 1486, nach Vorbild der rheinischen oder ungerischen (Güldenpfennige, denarii floreni von Florenz, ducati). Im J. 1411 kostete ein rheinischer Gulden 19 freiberger Groschen; 1415 stand ein Schock alter Groschen gleich mit 2½ ungerischen Gulden [1]).

Unter Friedrich dem Ernsten kommt zuerst ein Kanzler, doch noch nicht bleibend, vor; auch bemerkt man in diesem Zeitraum beständige Räthe am Hofe, unter dem Namen der Heimlichen, gewöhnlich aus dem Ritterstande. Mit Ausbildung des eigentlichen Hofes traten die ehemaligen Ministerialen in den Hintergrund. Zur Einnahme der landesherrlichen Gefälle erscheint 1357 zuerst ein magister camerae, Kammermeister, der vom magister curiae oder Hofmeister verschieden ist. Die Fürsten hiessen damals noch Erlaucht und Hochgeboren; Grafen und andere Große Wohlgeboren; der niedere Adel gestrenge, die Geistlichen ehrwürdige und ehrbare [2]).

1) Horns Friedr. der Streitbare S. 254 ff.

2) Das Wort καμαρα bei Herodot I, 199, bedeckter Wagen, bei Kero, Ottfried und Notker gewölbtes Gemach. Camerarius schon unter König Dagobert. Unter Karl dem Großen und Ludwig nahm die camera imperialis die Strafgelder ein. Vergl. K. H. Rau über Cameralwissenschaft. Heidelberg 1825. 8. Gött. gelehrte Anzeigen. 1825. 1. Sept. 140. s. auch Schneider, Du Cange u. Haltaus.

Was die Gerichtsverfassung betrifft, so bemerkt man zuerst das Verschwinden des allgemeinen thüringischen Landgerichts zu Mittelhausen, zumal da das Hofgericht der Land- und Mark-Grafen unter dem Kanzler und den Räthen sich auch über Thüringen auszudehnen anfing. Dagegen blieben noch das Manngericht in höhern Angelegenheiten der Vasallen unter fürstlichem Vorsitz, und die Landgerichte in den einzelnen Provinzen, mit Gerichtsbarkeit über die unmittelbaren Vasallen, die aber an das Hofgericht appelliren konnten. Sehr häufig wurde jetzt das Verleihen der städtischen Gerichtsbarkeit an Privatpersonen als Erbrichter oder an Stadtmagistrate, wie in Leipzig 1385 und 1423, Freiberg 1380, Lommatsch 1410, Jena 1406, Dresden 1425; und besonders kämpfte man gegen die Einmischung der geistlichen Gerichte, welche mit gieriger Hand eine Menge weltlicher Sachen vor ihre episcopalis audientia zu ziehen pflegten und dadurch im Rechtsgange die größte Unordnung erzeugten, auch wohl veranlassten, daß Parteien ihre Ansprüche, Foderungen, Mobilien, Grundstücke, worüber gestritten wurde, der Klerisei im Wege der Cession übergaben, die Geistlichen aber, wenn man diesem Unfug steuern wollte, mit Bann und Interdict drohten, um desto mehr neue und einträgliche Kirchweihungen vornehmen zu können. Wider solche Ungebühr erlangte Friedrich vom Papste Martin das jus de non evocando [1]). Wie die geistlichen Gerichte der Bischöfe und Stifter und (im Wege des Auftrags) die Archidiakonen ihre Macht zu erweitern strebten, so thaten es auch die sogenannten westphälischen oder Freigerichte. Ausserhalb der rothen Erde Westphalens (die von ihrem Blutbann den Namen haben mag) und trotz der rupertinischen Reformation von 1404, griffen sie intensiv und extensiv immer weiter, luden Fürsten, Kurfürsten und Könige vor ihren Stuhl und plagten auch die Unterthanen der thüringisch-meissnischen Fürsten, auch in Sachen nicht verweigerter inländischer Justiz und in nicht peinlichen Angelegenheiten, ohne auf kaiserliches Verbot dabei zu achten. So sah sich endlich Friedrich der

1): Die drei Urkunden bei Horn Friedr. der Streitb. 396 und Nr. 255—257.

Streitbare genöthigt ein für alle Mal zwei Anwälde zu ernennen und mit 20 Fl. als Mannlehen zu besolden, um die Fürsten, ihre Erben und Eingesessenen vor dem Gericht zu vertreten. Freilich mochte sich der dortmunder Stuhl um so mehr berechtigt glauben einzugreifen, weil Meissen und Thüringen unter keinem kaiserlichen Landgerichte standen, wohl aber dem westphälischen Landfrieden Karls IV. und Wenzeslavs von 1371 beigetreten waren, die Gerichte aber zu dessen Handhabung nach Gewohnheit der Freigerichte zu richten pflegten, auch in schwierigen Fällen beim Generalcapitel zu Dortmund anfragten [1]).

Gegen das immer mehr um sich greifende Faustrecht verbanden sich die Mark- und Land-Grafen in Schutz- und Trutz-Bündnissen nach und nach mit den meisten deutschen Fürsten, zur Aufrechthaltung des Friedens und ehrlicher Abwehr von Gewaltthätigkeiten, „sodaß sie sich völlig zu Recht mächtig wären". Von 1382—1426 kommen wenigstens 46 solche Urkunden von Bündnissen vor, gewöhnlich mit Verabredung gütlicher Austräge mit Obmännern oder sogenannten Ungeraden, mit Verköstigung der zugesendeten gewaffneten Hülfe, Schadenersatz, Theilung des Gewonnenen an Beute, Land und Gefangenen. Aber eigentliche landesherrliche Verordnungen zur Abstellung des Faust- und Kolben-Rechtes findet man in dieser Zeit sonderbarer Weise gar nicht, wahrscheinlich weil man es, wenn nur sonst die Form und Frist der Absage und die Tage des Gottesfriedens ordentlich gehalten wurden, für erlaubt hielt, bis eine vertragsmäßige Einschränkung desselben vorhanden sei. Einseitige Verordnungen dieser Art würden ganz unnütz gewesen sein. Die einzelnen Fehden jener Zeit, soweit sie unsere Fürsten angehen, zu berichten, ist unnöthig; sie beschäftigten Friedrich einen guten Theil seiner Regierung hindurch und gar nicht immer war er der angegriffene und abwehrende, sondern häufig auch der angreifende Theil. Gewöhnlich entstand aus einer Fehde wieder die andere. Nur mit dem Beginnen des Hussitenkrieges wurde es nach innen etwas ruhiger [2]).

1) Chr. E. Weisse Gesch. der kurs. Staaten II, 173.

2) Horn (Fr. d. Streitb.) zählt von 1384—1420 wenigstens 40

Das Faust- und Kolben-Recht hatte aber doch eine gute Folge in seiner freilich unabsichtlichen Beförderung des städtischen Flores. (Eine entferntere könnte vielleicht in der Fernhaltung des römischen Rechtes gesucht werden, wie auch wirklich bei der Stiftung der Universität zu Leipzig kein Lehrstuhl diesem Recht bestimmt gewesen und noch kein Kanzler Doctor dieses Rechtes war.) Es mehrte auch die Zahl der Lehensoblationen und damit die Fürstenmacht, während die Erwerbung vieler Rittergüter durch Bürger, die verminderte Wichtigkeit des Adels im Kriege seit der Anwendung des Pulvers, bald auch der Briefadel, sein Ansehn schwächten.

In den Städten gingen die Vereinigungen der Handwerker in Zünfte immer häufiger vor sich und gewöhnlich ohne Anfrage bei dem Landesherrn, worüber 1414 aber auch die Chemnitzer ihre Statuten verloren. Die Zahl der letzteren oder sogenannten Stadtrechte mehrte sich bedeutend, indem Heiligenstadt 1335, Hof 1368, Orlamünde 1381, Schlieben 1372, Ilm 1350, Schleusingen 1412, Weimar 1410, Gräfenthal 1412, Lobeda 1407, Magdala 1406, Chemnitz 1424, Leißnig 1430, Colditz 1431 damit versehen worden sein sollen. Von den Städten der wettinischen Länder verdienen drei eine besondere Würdigung, gleichsam als Repräsentanten des bald so wichtigen Bürgerstandes in den drei Ländern, Meissen, Thüringen und Osterland, Dresden, Erfurt und Leipzig.

Dresden, wohl noch die kleinste unter den drei Schwestern, hatte sich wegen der unbequemen böhmischen Nachbarschaft und wegen der höhern politischen Wichtigkeit von Meissen, von dessen Bischof es bis in's 14te Jahrhundert lehnsabhängig war, Budissin und Freiberg nur spät erst heben können. Dies geschah unter Heinrich dem Erlauchten oder Prächtigen und seinem Sohne Friedrich von Dresden. Auch das Kloster Seuselitz, welches manchmal der Stadt seinen Se-

Fehden auf. Eine der wichtigsten war gegen Kurf. Joh. v. Mainz, wegen angeblicher Ermordung Friedrichs von Braunschweig. Mit Friedrich und Wilhelm waren die Fürsten von Braunschweig und Hessen; mit dem Mainzer die Grafen und Herren von Hohnstein, Bibra, Wangenheim. Friedrichs Absagebrief (1403) bei Horn. S. 467.

gen gab, und der Abt von Hersfeld hatten Besitzungen und Rechte in Dresden. Schon im ersten Viertheil des 14ten Jahrhunderts hatte Dresden die Frauen- und Kreuz-Kirche, 1351 die Sophienkirche, dann ein Franziscaner- Mönchs- und ein S. Clären Nonnen-Kloster, mehrere Capellen und das berühmte Maternenhospital, zu dem später das der aussätzigen Frauen (Fernsiechen, Sünder- [gesönderten] Siechen) kam. Dresden hatte seine Münze, seine Innungen, seinen Salzmarkt, eine Synagoge und Judenordnung; die steinerne Brücke soll vom Ertrage sogenannter Butterindulgenzen (in Fastenzeit) oder Butterbriefe schon 1319 erbauet sein, doch waren anfangs noch die steinernen Pfeiler nur mit Balken verbunden. Es hatte seine öffentlichen Badstuben, seine Seelbäder, wo zum Seelenheil der Stifter unentgeltlich gebadet wurde. Dresden lag aber damals auf dem rechten Elbufer, und was jetzt die Hauptstadt Altdresden ist, bildete sich erst in diesem Zeitraum zu einer Stadt und erhielt 1403 Stadtrecht, Markt und Innung und 1404 ein Augustinerkloster. Unter Markgraf Wilhelm dem Einäugigen, welcher seiner Gemahlin den dresdner Rath zum Leibgeding verschrieb, wurde ein neues Schloß gebaut. Als Dresden unter Friedrich den Friedfertigen, Balthasars Sohn, kam, und dieser gewöhnlich zu Weissenfels, Weimar oder Gotha residirte, erhielt es eigene Statthalter (Burggrafen?). Dem Stadtrathe wurde 1412 das Stadtgericht verpachtet, sodaß dem Vogte nur das Gericht zu Hals und Hand verblieb. Die große Pest, die Judenverfolgung, die Geisslersecte (physische und moralische Krankheiten) haben auch Dresden nicht verschont [1]).

Erfurt stand nur unter der Oberhoheit der Landgrafen von Thüringen, während die Erzbischöfe von Mainz Erbherren der Stadt waren und in derselben ohngefähr dieselben Hoheitsrechte übten, welche die thüringischen Grafen und Dynasten in ihren Graf- und Herrschaften besaßen. Aber durch Umfang, Bürgerzahl, Wohlhabenheit, Geld, Trotz und List war Erfurt zu manchem Vorrechte gekommen, welches zwischen

1) Nach A. Weck und Joh. Chr. Hasche diplom. Geschichte von Dresden 1816. I.

ihr und dem Landes- und dem Erb-Herrn fortwährende Streitigkeiten herbeiführte; vorzüglich benutzte sie Einen gegen den Andern und erweiterte ihr Gebiet durch eine Menge Käufe und Verträge, z. B. mit der Herrschaft Mühlberg, dem Amt Vargula, Azmannsdorf, Tonndorf, Rudelstädt, Sömmerda, der Grafschaft an der schmalen Gera, Kapellendorf u. s. w. Wie zahlreich die Bevölkerung gewesen sein muß, ersieht man aus der Zahl der Opfer, welche die mehrmals wiederkehrende Pest hier fand, indem einmal 12,000, später wieder 20,000 Menschen um's Leben kamen. Bei der Judenverfolgung (für welche man dem Erzbischof Gerlach von Mainz Sühn- und Entschädigungs-Gelder geben mussfte) kamen 6000 dieses Glaubens um. Der geistliche Statthalter des Erzbischofs war der Weihbischof (seit 1252), der weltliche der Vizthum (vicedominus), dessen Amt in der davon benannten Familie der Vizthume erblich geworden sein soll, bis sie ihr Amt 1354 dem Erzbischof Gerlach verkauften. Später vergab es ein anderer Kurfürst 1413 an Johann von Allenblumen. Erfurt hatte eine ausserordentliche Menge von Stiften und Klöstern und fast eine Musterkarte von geistlichen Orden. Ausser dem hohen Marienstifte, dessen Domkirche mit der Freitreppe ungeheure Summen zu erbauen kostete, war das Severus-, das Peter- und Pauls-Stift, waren das Schotten-, Karthäuser-, Augustiner-, Dominicaner-, Franziscaner- oder Minoriten-, das Serviten-Mönchskloster, das regulirte Augustiner-Chorherren-, und derselben Congregation auch ein Chorfrauen-Stift, waren die Benedictiner-, Cistercienser- oder Bernhardiner-, der Weisfrauen- (später Ursulinerinnen) Nonnenklöster und ein Deutschordenshaus [1]).

Im Allgemeinen scheinen die Erfurter den entfernten mainzer Herrn vor dem nahen thüringischen Nachbar mehr begünstigt zu haben, und wenn sie auch Friedrich dem Strengen 1359 zu Gotha huldigten, 1440 sich besonderem sächsischen Schutze unterwarfen, so traten sie doch im Vertrauen

1) Verzeichniß derselben bei Joh. Heinr. v. Falkenstein thür. Chronik. Erfurt. 1738. 4. II, S. 978—1143. Seine erfurter Geschichte habe ich nicht benutzen können.

auf ihre Zahl und Mauern (die mit doppeltem Wall und Graben umgeben wurden und für jene Zeit ungemein fest gewesen sein müssen) sehr häufig dem Landgrafen feindselig gegenüber; wollten auch, als Gegenkönig Ruprecht, aus Haß gegen Mainz, sie von der Gerichtsbarkeit des Erzbischofes ganz befreien und unter sein Hofgericht oder das rotweiler stellen wollte, selbst nicht einwilligen. Als Wenzel 1390 die Erfurter vor sein Gericht lud, erklärte der Mainzer sie für ihm unmittelbar unterworfen. Sie könnten nur vor des Königs Recht gerufen werden, wenn zu Mainz ihnen das Recht verweigert worden.

Die hohe Blüthe dieser Stadt erzeugte bei den Bürgern auch den Wunsch eine Hochschule zu besitzen. Clemens VII. zu Avignon hatte (1378) schon eingewilligt; aber Erzbischof Adolf von Mainz, geborner Graf von Nassau, wandte sich lieber an den andern Papst zu Rom, Urban VI., den er für den wahren anerkannte, und dieser gab der neuen Universität 4. Mai 1389 ihre Stiftungsurkunde. Der Erzbischof Johann (auch ein Nassauer) weihte sie feierlich ein 1392 und wurde erster Kanzler derselben, ein Amt welches später die Weihbischöfe oder Dechanten des Marienstiftes versahen. Den Rector wählten die vier Facultäten durch 12 Wähler, unter denen ein Student mit war. Die Zwölfe wählten wieder drei, von denen der Jüngste den beiden andern drei Männer vorschlug und durch seine Stimme den Ausschlag gab. Die neue Hochschule, deren es damals nur in Prag, Heidelberg, Wien und Cöln gab, wurde schnell zahlreich, vorzüglich an Theologen. Johann Müller aus Arnstadt war der erste Rector. Unter den Gelehrten zeichnete sich der Arzt Amplonius Fagus, der Besitzer einer der bedeutendsten Bibliotheken und Gründer des Collegiums oder Pfrundhauses zur porta coeli, und Basilius Valentinus, der Arzt, Naturforscher und Goldmacher, aus. Das juristische Mariencollegium kam 1448 dazu[1]). Die Zeiten eines Dalberg, Celtes, Eoban Hesse, Lange kamen freilich erst später.

1) Leider stand mir über die erfurter Universität nur das Wenige zu Gebote, was Gudenus in seiner hist. Erfurt. hat. Galetti thür. Gesch. IV, 80.

Die Einkünfte der Stadt beliefen sich auf 9759 Pfund Silber. Sie kaufte dem Erzbischof das Münzrecht ab und trachtete allmälig nach dem Range einer unmittelbaren Reichsstadt; sie verbündete sich mit den Fürsten von Braunschweig. Ihr Wohlstand war zum großen Theile Folge eines bedeutenden Handels für welchen sie sich 1400 ein neues Kauf- und Lager-Haus erbauete. Sie war Stapelplatz des ganzen thüringischen Handels, und hatte seit 1331 eine Messe. Schon waren aber auch Luxusgesetze nöthig geworden und Kleiderordnungen, Gesetze, die zu übertreten, nun erst recht Luxus wurde.

Das seit 1237 sehr vergrößerte Leipzig wird gleich im Anfang dieses Zeitabschnittes dadurch wichtig, daß daselbst die noch sehr übliche wendische Sprache durch einen Befehl Friedrichs des Ernsten förmlich abgeschafft wurde. Doch war an eine Verschmelzung der Sorben mit den Deutschen bei der Nationalantipathie zwischen Beiden und bei der Hartnäckigkeit der Sorben, ihre Gebräuche, Sitten, Gewohnheiten beizubehalten (eine Art erlaubter Reaction), nicht zu denken. Auch die Straßen hatten schon früher deutsche Namen, und der Name Lipzk geht allmälig in Leipzig über. Der Schöppenstuhl von Leipzig wurde immer mehr berühmt, sodaß selbst König Johann von Böhmen die Stadt Pirna an denselben wies. Dasselbe thaten später auch Böhmen, Polen und Preussen, und bis 1574 sprach er im Namen des Raths. Sein erstes Siegel stellte Christum auf der Weltkugel vor. Alle markgräflichen Gerichte überließ Friedrich 1423 der Stadt wiederruflich. Das Thomaskloster wurde sehr bereichert mit Dörfern und Altären und verordnet, daß die Sonnabendsmesse mit 8 Schülern gesungen und gewisse Festtage „mit Gelüchte, Gelüte mit Orgelgesange erbarlich begangen werden sollen." Mit dem Thomaskloster war eine Schule verbunden. Im J. 1395 gab Bonifaz IX. die Erlaubniß, die erste Stadtschule (Nicolaischule) anzulegen, und dem Rathe, Lehrer der Grammatik und der freien Künste ohne Concurrenz des Propstes von St. Thomas einzusetzen; doch scheint sie erst weit später wirklich in's Leben getreten zu sein, da die Geistlichen von St. Thomas sich wahrscheinlich das Schulrecht so leicht nicht nehmen liessen.

Leipzigs Handel, den es damals noch mit Merseburg, Halle und einigen andern Plätzen theilen musste, war noch keineswegs so ausgezeichnet wie der von Erfurt. Seit 1388 wuchs er allerdings bedeutend durch die Verbindung, in welche Leipzig mit Nürnberg und Augsburg und des letztern levantischem Handel trat. Von Leipzig und Halle aber holten doch die Sorben ihren Waarenbedarf, und brachten ihre Hauptartikel, Leinwand (deren Bleichen zu Chemnitz und Grimma schon im 14ten Jahrhundert bedeutend waren) und Pelzwerk, dahin. Ausser diesen beiden Gegenständen mögen die Haupthandelswaaren des erfurter Platzes, die Tücher (gute, breite, dünne u. s. w.), Filze, Schleier, venedisches Glas, Rheinwein und Malvasier, Heringe, Seide, Gewürz, Gold- und Silber-Waaren auch in Leipzig zu finden gewesen sein.

Aber eine neue Periode Leipzigs begann unstreitig mit der Errichtung seiner Universität (1409). Es war eine großartige Erscheinung, mitten in den unzähligen Fehden, in der Barbarei des Faust- und Kolben-Rechtes, in dem Ringen des Bürgerthumes mit der Feudalaristokratie, eine Hochschule aufblühen zu sehen, welche, eine Pflanze des Friedens, jenes streit- und turnier-freudige Ritterthum, aber auch die Blüthe und Größe der Städte lange überlebt hat, eine Eiche, an welcher vier Jahrhunderte mit ihren Generationen der Fürsten und Menschen, mit ihren Stürmen und ihrem Sonnenschein, mit Krieg und Frieden vorübergezogen sind. Der Blitz hat sie oftmals getroffen, nie gebrochen. Was aus dem Geiste hervorgegangen, was auf den Geist, den unvergänglicheren Theil des Menschen, was auf die Menschheit selbst berechnet ist, ist steter und bleibender, als was bloß den physischen Bedarf und die fünf Sinne befriedigen soll. Wenn Friedrich der Streitbare und sein Bruder Wilhelm, die osterländischen Fürsten, zunächst aus einer Art Reaction gegen Böhmen und gegen Prag, wo die Meissner (Sachsen) und die andern fremden Nationen (durch die Umkehr des usurpirten Stimmverhältnisses der drei fremden gegen die inländische Nation unter Johann Huß) scheinbar gekränkt worden waren und nicht länger bleiben mochten, die günstige Gelegenheit jener Gelehrtenemigration ergriffen: so sind doch auch Spuren da, welche

nachweisen, daß der Plan einer neuen Hochschule für Meissen und Osterland nicht eben damals erst reifte. Der Besuch von Prag, Erfurt, Heidelberg, Cöln u. s. w. führte nicht nur manche Summe aus dem Lande, sondern unterlag auch dem Wechsel politischer Verhältnisse. Unter Anführung der Schlesier Joh. Hofmanns und Ottos von Münsterberg, und des Henning Boldenhagen, wendeten sich damals von den 5000 Magistern, Doctoren und Studenten, die Prag am 11. Mai 1409 verliessen, über ein Drittheil an den Markgraf Friedrich um Aufnahme in Leipzig, und Vincenz Gruner, der Baccalaur der Theologie und Lehrer der freien Künste und Theologie zu Alten-Celle (von Prag 1397 dahin berufen) verwendete sich für sie, und so entstand noch 2. December 1409 nach prager oder pariser Vorbild die neue Hochschule, nachdem Alexander V. Einwilligung und Bestätigung gegeben hatte. Diese, den von Prag ausgetriebenen Wissenschaften und Künsten „vergunte Herbrige" in Lipzk, „dem volkreichen und geräumigen Orte unter freundlichem Himmel, mit Allem, gleichsam als ein Acker, den Gott vorzüglich gesegnet, und mit Einwohnern versehen, die als artige und wohlgesittete Leute bekannt wären" (wie der Papst sich ausdrückt), war nun die erste Regenten-Anstalt für unsere Länder, während Erfurts Hochschule 20 Jahre früher von der Stadt selbst zunächst ausgegangen war. Otto von Münsterberg war der erste Rector aus der polnischen Nation (zu welcher alle Magister und Docenten aus der Lausitz, Polen, Böhmen, Mähren, Ungern, Schlesien, Preussen u. s. w. gerechnet wurden), die andern drei Nationen (aus allen wurde wechselnd der jedesmalige Rector von allen Lehrenden gewählt) sind die Meissner (Meissen und Thüringen), die Sachsen (Kurkreis, Brandenburg, Pommern, Holstein, Westphalen, Schweden, Dänemark, die Niederlande) und endlich die Baiern oder Franken (zu denen ausser diesen Ländern auch Schwaben, Pfalz, Österreich, Schweiz, Hessen, Lothringen, Italien, Frankreich, Spanien, England, Schottland und Irland gezählt wurden). Die sogenannten beiden Fürstencollegien wurden die Wohnungen der Doctoren, aus deren Einkünften später die Collegiaturen gebildet wurden. Doch mehrte sich die Zahl der sogenannten Collegien später

noch ungemein. Die ersten (20) lesenden Magister bekamen ausserdem zusammen 500 Fl. als gewisse Besoldung angewiesen, und trugen Theologie, kanonisches Recht und Philosophie vor. Die medicinische Facultät entstand erst 1415. Bald schenkten auch die Päpste sechs Dompfründen oder Kanonikate zu Meissen, Zeiz und Merseburg für die drei ersten Professoren jeder der höhern beiden Facultäten. Dann erwarb die Universität nach und nach eine Anzahl Dörfer zur Mehrung ihrer Einkünfte. Der jedesmalige Bischof von Merseburg sollte, der päpstlichen Bulle zu Folge, Kanzler der Universität sein und die prüfen, die sich zu academischen Ämtern meldeten, und sich wieder einen Prokanzler bestellen [1]). Daß Leipzigs Handel und Gewerbe sehr dadurch gewinnen musste, konnte man schon aus dem Jammer der prager Bürger über ihre Verluste schliessen. Wenn indeß die neue Hochschule erst nach 150 Jahren ihren nachherigen so ausgezeichneten Ruhm sich zu erwerben begann, lag es theils an dem höchst mangelhaften Schulwesen, welches nur sehr rohe Studenten zu den akademischen Subsellien förderte, theils in der Scholastik jener Zeit und in der Befangenheit im unantastbar Herkömmlichen, besonders im Felde der Theologie und im Mönchthum, dem damals noch so viele akademische Lehrer angehörten und welches schon in Verfall gerieth. Wenn auch wirklich ausser den Stiftsschulen einige Stadtschulen allmälig genannt werden, so wurde doch ein Schulmeister gewöhnlich nur auf wenige Jahre angenommen, und dieser nahm nicht selten einen noch dürftigern Locaten an. Es gab lehrende Schüler und Schulmeister ausser bestimmtem Dienst.

Desungeachtet fehlte es nicht ganz an Männern, welche in geistiger Hinsicht unter ihren Lands- und Zeit-Genossen sich bereits hervorthun. Unbedingt der merkwürdigste von allen, da seine Abstammung aus dem Meissnerland ziemlich er-

1) Über Leipzig ausser den schon angeführten Chroniken und Annalen von Schneider u. Vogel, s. Dolz Vers. e. G. Leipzigs, 1818. S. 115. Vergl. auch Älteste Nachrichten die Universität Leipzig betreffend, in den leipziger Beiträgen zur vaterländischen Alterthumskunde. 1826. I. S. 42, von denen leider meines Wissens nur ein Heft erschien. Über die prager akademischen Auftr. Pelzel Wenzeslaus II, 351.

wiesen werden kann, ist Peter von Dresden, der (gewöhnlich mit einem gewissen Nicolaus zusammen) als Lehrer einer Schule (ob der Kreuzschule?) zu Dresden, Chemnitz, Zwickau und als Urheber der Lehre vom Abendmahl unter beiderlei Gestalt genannt wird; worüber er mit seinem Collegen vom Bischof von Meissen nach Böhmen auszuwandern gezwungen wurde. Dort habe er an Jacobell von Mies (den Einige auch zu einem Meissner machen möchten) und vielen Andern gelehrige Schüler gefunden. Daß Peter in Dresden einige Zeit war, scheint keinem Zweifel unterworfen, und so wäre es höchst merkwürdig, daß die große Lehre vom Abendmahl sub utraque hier ihren Ursprung oder ihre Wiederbelebung fand. Auch gegen das Fegfeuer erklärte er sich und vertheidigte seine Ansichten aus der Schrift und aus den Kirchenvätern. Als Verfasser einiger Kirchenlieder in leoninischer Weise, z. B. puer natus in Bethlehem, in dulci jubilo nun singet und seid froh, wird er genannt[1]). Unter den dresdner Gelehrten wird Johann Melzer († 1414) angeführt, Nicolaus Münzer und Magister Ludwig, der der Kirche Novellen und Sachsenspiegel und andere Bücher schenkte. Sonst waren noch immer die Klöster, besonders Alten-Celle, Hauptsitz der Gelehrsamkeit. Ein eigenes Schreibezimmer (scriptorium)

1) Die Hauptstelle über Peter von Dresden ist der Auszug aus der Schrift eines Gleichzeitigen, welche Pelzel in s. Gesch. Wenzeslaus II. Urkundenbuch S. 156—158 gegeben. Der meissner Bischof Johann Öchmann, welcher um 1412 Peter den Schulmeister aus Dresden vertrieben, muß Johann Hoffmann sein, einer der gelehrten prager Emigranten nach Leipzig. Da dieser aber nach Calles series 283 erst um 1413 Bischof wurde, so wird er früher, wie auch Calles meint, bloß Propst und Weihbischof gewesen sein. Eine zweite Hauptstelle für den Ursprung des dogma de utraque ist in Aeneas Sylvius (nachher Papst Pius II.) Schrift de Bohemorum origg. et gestis. Frankf. 1687. 8. p. 69, der Peter einen Meissner nennt, der 1409 aus Prag mit ausgewandert sei (wie Johann Hoffmann) und wegen waldensischer Irrthümer (nur nennt Aeneas gerade die Seite vorher das Abendmahl s. utraque nicht mit unter diesen) wieder nach Böhmen gejagt worden sei und dort erst den Jacobellus von Meissen (besser von Mies) damit bekannt gemacht habe. Auf welche Ketzerei dürfte unser Vaterland stolzer sein als auf diese? Man vergl. auch Jöcher Gelehrtenlexicon, Hasche G. Dresdens u. A.

war für das Abschreiben und Lesen bestimmt. Unter den Schriftstellern verdienen Heinrich von Friemar bei Gotha († 1357), Meister der heil. Schrift und der aristotelischen Philosophie (die damals noch über Alles galt), Johann Tylich, Propst zu S. Mauritius bei Naumburg, der die alt-zellischen Jahrbücher von 1375—1422 fortsetzte, Theodor Engelhaus, ein Eingeborner, der 1434 im Kloster zu Wittenberg verstarb, wenn er Verfasser der erfurter Chronik ist, Erwähnung. Vor ihnen lebte (vor 1370) Heinrich v. Hervorden, ein Westphale, eine Zeit lang zu Erfurt und schrieb ein Werk de temporibus et rebus memorabilibus [1]). Auch der Kanonikus an der Marienkirche zu Eisenach Johann Rothe, ein Lurenburger († 1434), gehört noch diesen Zeiten an. Was er mit zitternden Händen durch die Brille schrieb, ist noch immer eine gute Quelle für seine Zeit. Daß ein Mönch durch eine merkwürdige Wasserleitung Gotha mit Wasser versorgte, wurde von einem undankbaren Geschlechte so wenig geachtet, daß nicht einmal der Name des Künstlers auf uns kam. Daß die Kirchenbauten wahrscheinlich schon damals von einer Steinmetzbrüderschaft in Sachsen besorgt wurden, deren Hütte zu Rochlitz von der strasburger abhängig war und eine eigene Ordnung hatte, ist erst in neuerer Zeit bekannter worden [2]).

Von öffentlicher Sitte und häuslichem Leben jener Zeit ist in der Kürze und bei dem Mangel guter Quellen kaum ein deutlich Bild zu geben, am wenigsten Etwas was unsern Gegenden ganz eigenthümlich wäre. Das Faustrecht war ein Übel nicht Deutschlands sondern halb Europas. Armuth, Leibeigenschaft war allgemeines Loos des letzten Standes, Luxus und Hoffahrt war beim Bürger wie beim Junker, der in spitzen Schnäbelschuhen, in unverschämt geschlitzten Pluderhosen und in der Dunsings oder Schellentracht einherging. Der Ritter turnirte oder jagte, als das Pulver ihm den Krieg verdarb, er schwelgte oder zechte, und schon hört man klagen über das viehische Zu- und Nieder-Trinken. Kleiderordnun-

1) s. Adelungs Directorium S. 163, 179, 198, 199, 200.

2) Dr. Karl Stieglitz über die Kirche der heil. Kunigunda in Rochlitz. Leipz. 1829. 8. Beck Repertorium 1829. Heft 5. S. 39.

gen suchten die Blößen des weiblichen Körpers da umsonst zu decken, wo Zucht und Sitte schon gesunken war. Frauenhäuser weist der nächste Zeitraum in Sachsen nach. Die gemeinschaftlichen Bäder, die Völlerei, das Cölibat, kirchliche Feste und Metten, die sittenlose Tracht, der wohlfeile Ablaß Johanns XXII. für solche Sünden, das böse Beispiel der Geistlichkeit in diesem Punct mögen die Verworfenheit gesteigert haben. Scheuten sich doch die heiligen Väter zu Costnitz nicht, 718 fahrende Fräuleins, 1700 gemeine Frauen in den Häusern, 700 Dirnen in den Ställen zu dulden. Fast mag in diesem Punct der Sorbe den Deutschen beschämt haben, nur im Aberglauben that er es ihm zuvor. Wie viel endlich muß nicht der furchtbare Hussitenkrieg der Cultur unserer Länder geschadet haben! Und doch sind diese Hussiten gleichsam die Sturmvögel jener herrlichen geistigen Revolution, die ein Hauptgegenstand des folgenden Buches sein wird. Vielleicht mußte es erst dahin kommen, damit in der gefährlichen Krisis das wahre Mittel wirke, weil über das Übel kein Zweifel mehr sein konnte.

Zweites Buch.

Kursachsen.

Die Zeiten bleibender politischer und kirchlicher Trennung durch Landestheilungen und Kirchenverbesserung; oder von der Erwerbung des Herzogthumes und der Kur Sachsens bis zur Feststellung der Kirche und des albertinischen und ernestinischen Länderbesitzes 1423—1547 (1555).

Erste Abtheilung.

Geschichte des Herzogthums Sachsen und der ältern wettinischen Länder bis zur Haupttheilung im Jahre 1485.

Erstes Hauptstück.

Geschichte des Herzogthums Sachsen an der Mittelelbe bis zu seinem Anfall an die meissner Markgrafen, 1180—1423.

1. Geschichte des neueren Herzogthums Sachsen bis zur Befestigung der Kurwürde bei demselben durch die goldnen Bullen 1356.

Des alten Nationalherzogthums Sachsen, zwischen Rhein und Elbe (mit Ausnahme Frieslands), Nordsee und Harz, nebst Nordalbingien, Geschichte, greift nur entfernt in die meissnische Geschichte herein. Jener Kämpfe Karls des Großen mit den Westphalen, Engern und Ostphalen, jener ludolfingischen sogenannten Herzoge, eigentlich nur Markgrafen, gegen nördliche und östliche Feinde, bis auf den erlauchten Otto und seinen großen Sohn, Kaiser Heinrich den Sachsen, und wie dessen Sohn Otto der Große ein neues beschränktes Herzogthum den Billungen (bis Magnus 1106) gegeben, ist im Verlaufe der Einleitung und des ersten Buches gedacht worden. Dies Herzogthum kam von Lothar von Supplinburg (1106—1126) bis 1180 in nur zweimal kurz unterbrochener Reihe

an das alte Haus der Welfen, nach deren Sturze aber, fast nur dem Titel nach, an die Askanier bis 1423, nachdem sie den sächsischen Herzogstitel an ihre Besitzungen an der Mittelelbe, namentlich an die Ostmark geknüpft hatten. Wie dies gekommen, mag kurz erörtert werden.

Aus Herzog und Markgraf Geros gewaltigem Sorbenlimes waren ausser jenen südlichen Marken an der Saale und Elbe bis Böhmen auch eine Ost- und Nord-Mark hervorgetreten, deren Gauen und kirchliche Verwaltungen schon bemerkt sind. Auf einige derselben muß von neuem der Blick geworfen werden. Zur Ostmark gehörten links und rechts der Elbe auch die Gauen Serimunt, Ciervisti, Koletizi, Scitici; zur Nordmark der große Nordthüringgau links und Morzani (Moraziani, Morassov) und Ploni rechts der Elbe. Diese zwei letzten kamen an den brandenburger Sprengel, während Serimunt, Koletizi dem merseburger und bei dessen (vorübergehender) Auflösung dem magdeburger zufielen. In der großen Slavenempörung nach 983 suchten die brandenburger Slaven oder Heveller und ihre nördlichen Nachbarn mit der alten Freiheit auch die alten Götter wieder auf, und nur die Gegenden um Zerbst, Wittenberg, Leitzkau, Jüterbock mögen christlich geblieben sein. Das Andere wurde erst später wieder mit Kreuz und Schwerdt gewonnen.

Am Harze liegen die ehrwürdigen Trümmer der alten Stammburg Anhalt, von einem Graf Esico, der auch von Ballenstädt genannt wurde, erbauet. Auf einem Bretchen steht eine sinnvolle Schrift aus neuer Zeit, doch alten deutsch gedachten Inhalts: „Über den Trümmern, unter schattigen Bäumen, ein Andenken an die Ahnherren und Ahnfrauen, an die Kraft, die Thaten, die Lieder, die Frömmigkeit und Tugend der Vorfahren, mit Wehmuth, daß das Äussere vergeht, mit Freude, daß Tüchtigkeit, Recht, Glaube, Hoffnung und Liebe ewig besteht, blicken aufwärts die Nachkommen[1])". Esikos Sohn war Albrecht von Ballenstädt im Schwabengau. Ihm hatte Adelheid, Markgraf Ottos von Meissen und Thüringen Tochter, Erbin von Weimar und Orlamünde, zwei

1) Gutsmuths und Jacobi deutsches Land und Volk, I, 176.

Söhne, Siegfried und Otto, geboren. Siegfried erwarb ausser den ihm zugefallenen orlamündischen Gütern die Rheinpfalz, vertheidigte aber auch das ihm angefallene Weimar (1112) tapfer gegen König Heinrich V. Von seinen Söhnen wiederum erhielt Siegfried († 1124) die orlamündischen Besitzungen und Wilhelm († 1140) die Rheinpfalz. Dann fiel nach Beider kinderlosem Tode der Besitz von Orlamünde an die Askanier von Ottos Linie, an Albrecht den Bär[1]).

Otto der Reiche, Albrechts anderer Sohn, hatte den Stammbesitz von Ballenstädt und Anhalt nicht allein gewahrt, sondern auch reich vermehrt. Mit seiner billungischen Gemahlin, Herzogs Magnus von Sachsen Tochter, Eilike, erwarb er einen Theil der Alloden jenes Hauses in Thüringen, in Ost- und Westphalen, und wo nicht Ansprüche, doch Hoffnungen auf das Herzogthum über Sachsen, die bei Herzog Lothars Achtserklärung 1112 wirklich, doch nur auf kurze Zeit, in Erfüllung gingen. Er starb 1123. Sein einziger Sohn war Albrecht der Schöne oder der Bär, der schon 1123 sich mit Lothars von Sachsen Hülfe der Ostmark (ohne, und 1124—1131 mit der Niederlausitz) bemächtigt hatte. So geschah die eigentliche Erwerbung des nachherigen Kur- oder Wittenberger-Kreises, der wenigstens einen bedeutenden Theil dessen bildete, was damals noch Ostmark ohne die Lausitz heissen konnte. Dann erhielt er durch Lothar den Kaiser 1134 die feierliche Belehnung mit der durch Markgraf Konrads Tod 1133 eröffneten Nordmark (Altmark, Salzwedel) und von dem Hohenstaufen Konrad III. das 1138 dem Welfen Heinrich dem Großmüthigen abgesprochene Sachsen. Aber auch dieser zweite askanische Besitz von Sachsen war nur vorübergehend, da 1142 Albrecht (gegen Rückempfang der ihm im Krieg genommenen eigenen Länder und, so sagt man, mit Exemtion vom sächsischen Herzogthume für seine Marken) auf Sachsen für Heinrich den Löwen wieder verzichtete. Nach Wiederanfall der orlamündischen Güter gelang ihm auch die Erwerbung (oder Eroberung) der slavischen Staaten des Fürsten Pribislav (Hein-

1) G. A. H. Stenzel Handbuch der anhalt. Geschichte. Dessau 1820. S. 12 ff.

rich) von Brandenburg (1142), auf welche ein transalbingischer Ducat statt des in Sachsen verlorenen und das zur Wahl eines deutschen Königs berechtigende Erzkämmereramt gegründet wurde. Aus dieser Erwerbung wurde später, in Vereinigung mit der Nordmark, die Markgrafschaft Brandenburg gebildet; während die schon früher erworbene Ostmark (soweit nicht Stücke derselben, wie die Grafschaft Brene, welche die Wettiner besaßen, Prettin und Pretsch in den Händen des Bischofs von Meissen, Gommern, Ranis, Elbenau, die den Burggrafen von Magdeburg zuständig waren, die Grafschaft Barby, welche dem Stifte Quedlinburg gehörte, schon fremde Herrschaft anerkannten) in eine Dynastie oder ein Erbgut des askanischen Hauses umgewandelt wurde, wegen großer Verödung durch Kriege, für einige Gegenden (Fläming) flandrische und rheinische Colonisten und zur Vertheidigung slavischer Einfälle, vielleicht auch zur innern Organisation und Verwaltung eine Anzahl Burgwarten erhielt, von denen Wittenberg (eigentlich die weisse Burg), Dobin, Wiesenburg, Zahne, Elstermünde, Coßwig bekannt geworden sind. Aus diesen und einigen Anlagen der fremden Colonisten gingen die ersten Städte jener Gegend hervor. Eine noch spätere Erwerbung (1152) war die Grafschaft Plötzkau. Die Kriege mit oder gegen Heinrich von Sachsen zeigten wohl seine Macht, vermehrten aber nicht seinen Besitz, der ohnehin schon höchst bedeutend war.

Albrecht starb 1170. Sein ältester Sohn Otto erhielt die Altmark (Nordmark oder Mark Nordsachsen) und Brandenburg, und seine Nachkommen regierten sie bis 1320. Hermann bekam das reiche thüringische Erbe, wozu Orlamünde, Rudolstadt, Arnstadt, Weimar, Plassenburg, Culmbach, Hof, Wiehe und Anderes (später in verschiedene Grafenlinien zersplittert) gehörte. Dietrich bekam Werben (vermuthlich Burgwerben bei Weissenfels) und anderes billungisches Erbgut; Albrecht, durch Hedwig Schwiegervater Markgraf Ottos des Reichen von Meissen, die Grafschaft Ballenstädt mit den Vogteien über Hecklingen und Nienburg. Bernhard erbte Aschersleben, Plötzkau und die Reste der ehemaligen Ostmark zwischen Saale und Elbe. Ihm wurde auch, nachdem Heinrich der Löwe für seine Hartnäckigkeit, mit der er in seinen versammelten Fein-

den nicht seine Richter anerkennen wollte, aber auch früher schon seinen kaiserlichen Vetter sich zum Feinde gemacht hatte, zu Würzburg in die Reichsacht (1180) gethan worden war, 1180
das Herzogthum Sachsen zugesprochen, aber so verkleinert, daß ausser dem Herzogstitel seine Herzogsrechte (höchstes Gericht, Heerbannsaufgebot, Lehensvergabung, Bede und Steuerfoderung, die Vogtei der Stifter) nur im Lauenburgischen und Holsteinischen und einigen überelbischen Grafschaften von ihm ausgeübt werden konnten. Die Bischöfe Sachsens hatten ihre Lehen zurück- und manches noch dazu genommen, der cölner Erzbischof Engern und Westphalen mit Herzogsrecht erhalten, und den Besitz seiner Alloden erkaufte der unglückliche Welfe nach einem Kampfe, der auch Bernhard durch Verheerung seiner Länder von den aufgehetzten Slaven schmerzlich traf, mit einem dreijährigen Exil. Das alte große Herzogthum Sachsen glich dem von Raubthieren zerfleischten Rosse, und seine Macht konnte fortan den Hohenstaufen so wenig als die Baierns gefährlich werden. Gewiß, daß für Deutschland und seiner Kaiser Ruhe das Welfenhaus zu mächtig geworden war. Bernhard aber war aus einem mächtigen Grafen ein schwacher Herzog geworden, der seine Großen kaum in Gehorsam halten konnte, gegen die er die Lauen- (Polaben-) Burg am rechten Elbufer bauete aber auch bald verlor, wie er auch eben so wenig Bardewik gegen den von neuem losbrechenden Welfen schützen konnte. Leichter war es freilich, die fünf schwarzen Balken im goldnen Feld (der Ballenstädter Wappen) mit einer Herzogskrone (in Form eines Rautenkranzes) schräg zu belegen; vielleicht eine Andeutung, daß er das Herzogthum auf seinen Hausbesitz begründen müsse. Mit dem Herzogthum war das Erzmarschallamt des Reiches (eine Art Reichsconnetable oder comes stabuli), ein vorzüglicher Antheil an der Kaiserwahl und vielleicht schon das Reichsvicariat in dem nördlichen Deutschland (den Ländern sächsischen Rechtes) verbunden, und davon oder von seinem Widerspruch gegen Kaiser Heinrichs VI. Plan, die deutsche Krone bei seinem Hause erblich zu machen, mochte es herrühren, daß nach Heinrichs VI. Tode ihn einige Fürsten zum deutschen König machen wollten, was er jedoch verbat.

1211.12 Herzog Bernhard starb 1211 oder 1212, und ihm folgte im Herzogthum Sachsen sein jüngerer Sohn Albrecht (1212 bis 1260), der ältere, Heinrich, in dem askanischen Erblande, wahrscheinlich weil dieses weit beträchtlicher als der kleine Kurkreis war, welcher der Herzogswürde zur Unterlage diente. Unter Albrecht scheint nun Wittenberg die Hauptstadt des neuen sächsischen Herzogthumes geworden zu seyn. Lauenburg war damals in Waldemars von Dänemark Händen und kam erst nach des Dänen Demüthigung im Treffen von Bornhö-
1227 vede 1227, nebst der Hoheit über Nordalbingien, an Herzog Albrecht zurück. Seine erste Gemahlin war die österreichische Agnes; seine zweite, eine Tochter Herzog Ottos von Braunschweig, soll das Franziskanerkloster zu Wittenberg 1238 gegründet haben, welches auch die Gruft der sächsischen Herzoge dieses Stammes enthielt.

1297 Von seinen Söhnen stiftete Albrecht II. (starb 1297) die Linie Sachsen-Wittenberg, die bis 1422 dauerte, und Jo-
1292 hann (starb 1292) die Linie Sachsen-Lauenburg, welche erst 1689 ausstarb. Herzogstitel und Herzogsrecht blieb beiden Brüdern in Gemeinschaft, so auch vermuthlich der Titel eines Erzmarschalls, der mit dem der davon abhängigen Erbmarschälle (aus dem Hause Pappenheim oder Calatin) nicht zu verwechseln ist. Freilich sank durch solche Theilung die einst so große Herzogswürde von Sachsen immer mehr zur politischen Unbedeutenheit herab. Doch wurden die lehnsherrlichen Rechte über die sächsischen Grafen von beiden Linien geübt; auch erwarben beide Brüder die Burggrafschaft Magdeburg, zu welcher die burggräflichen Rechte in Magdeburg und Halle, Reste der alten kaiserlichen Statthalterschaft, und die vier Ämter Gommern, Ranis, Elbenau und Gottau gehörten. Beide Herzöge nannten sich nun Burggrafen, obgleich später nur die wittenberger Linie im Besitze der Qualitäten der Burggrafschaft gefunden wird [1]). Albrecht erwarb auch auf Kosten der meissner Markgrafen die Grafschaft Brene, als deren letzter

1) Die frühere Gesch. der Burggrafschaft Magdeburg, zu welcher unter Wiprecht von Groitsch 1000 Vasallen gehöret haben sollen, s. Weisse Gesch. d. kurs. Staaten II, 219—225. Kurf. Albrecht III. ver-

Herr Graf Otto IV. 1290 gestorben war [1]). Solche Er- 1290
werbungen mussten freilich eintreten, um dies askanische Haus nicht ganz ohnmächtig werden zu lassen.

Der älteste von Albrechts Söhnen, Rudolf I. (1298 bis 1356), war bei des Vaters Tode noch unmündig und bekennt noch 1302, daß er, in Ermanglung eines eigenen Siegels, sich desjenigen seiner Mutter Agnes bedienen müsse. Zwei jüngere Brüder, Wenzel und Albrecht, waren entweder zum geistlichen Stande bestimmt oder konnten aus Mangel an Nebenländern keinen Antheil bekommen, da man das Hauptland ungetheilt erhalten wollte. Unter dieser Regierung brach endlich der Kurstreit zwischen beiden Linien aus: indem bei Heinrichs VII. Königswahl die Lauenburger, die ihr Wahlrecht einigemal nicht geübt hatten und nun in Kraft treten lassen wollten, nicht zugelassen wurden. Dafür traten sie bei der Doppelwahl Ludwigs von Baiern und Friedrichs von Österreich 1314 für Ersteren auf, während Rudolf dem Letztern seine Stimme gab. Dies trug aber Ludwig der Baier lang dem Herzog Rudolf nach: denn als dieser, nach dem Aussterben des askänisch-brandenburgischen Hauses, 1320 wegen Stammver- 1320
wandtschaft auf dieses Land Anspruch machte und schon von einem Theil desselben als Erbe anerkannt wurde, belehnte König Ludwig, nachdem er (1322) seinen Gegenkönig bei Am- 1322
pfing oder Mühldorf überwunden und gefangen, seinen eigenen Sohn Ludwig mit der erledigten Mark Brandenburg als einem eröffneten Reichslehen, und Rudolf musste mit einer wiederkäuflichen Überlassung der Lausitz und einiger brandenburgischen Städte für 16,000 Mark Silber zufrieden sein. Es bleibt zweifelhaft, ob Rudolf sich mit Ludwig wieder völlig ausgesöhnt hat, wenigstens versichert er selbst das Gegentheil, wenn er auch den päpstlichen Anmaßungen gegenüber dem Kurverein von Rense (wo der Lauenburger wieder nicht erschien) beitrat. Als vom Papste endlich gegen Ludwig, Karl

setzt 1419 die vier Ämter an die Stadt Magdeburg für 5000 Schock böhm. Gr., sodaß bloß noch die burggräfl. Rechte in Halle, das sogenannte Grafengedinge, in ihren Händen blieben.

1) s. oben Buch I. Abtheil. 2. Erstes Hauptstück. 2.

von Mähren aufgestellt wurde, unterstützte er diesen aus allen
1346 Kräften (1346) und erhielt dafür nach Ludwigs Tode eine Belehnung mit der alten Mark und sogar eine Eventualbelehnung mit Brandenburg selbst, die aber wegen der Aussöhnung Karls mit den Wittelsbachern (um sie von seinem Gegenkönig Günther von Schwarzburg abzuziehn) unwirksam blieb.

Daß der Herzog von Sachsen-Lauenburg diesen Günther mit hatte wählen und dem Böhmen entgegenstellen helfen, kam ihm schwer zu stehn. Denn nun entschied Karl IV. in einer Urkunde zu Prag 1355 den langen Kurstreit dahin, daß die wittenberger Linie, die fast allen ruhigen Kaiserwahlen allein beigewohnt hätte, auch allein im Kurvereine von Rense aufgenommen sei, fortan die Kurstimme allein besitzen, und daß die Primogenitur (oder in Ermanglung eines Sohnes der ältere Bruder und dessen ältester Sohn nach ihm) über die Erbfolge entscheiden solle.* Die übrigen Kurfürsten gaben nach damaligem Brauche ihre Willebriefe dazu, und die goldne
1356 Reichsbulle von 1356 bestätigte diese Einrichtung, mit der Ausdehnung, daß die Unmündigkeit des Kurprinzen bis zum 18ten Jahre dauern und so lange der nächste Agnat zur Vormundschaft berechtigt sein solle. Auch das Erzmarschallamt (weswegen die Kurfürsten ihn auch portitor ensis in einem Briefe an den Papst nannten) und das Reichsvicariat wurde der wittenberger Linie ausschließlich zugesprochen. Die Privilegien de non appellando et evocando, das Berg- und Münz-Regal, der Judenschutz kamen ihm wie jedem Kurfürst zu. Auch führte er unter allen Herzogen zuerst den Titel eines Erzmarschalls des heil. römischen Reichs. Noch rührt von ihm die mit einem Dorn von Christi Krone ausgestattete Schloßkirche zu Wittenberg mit einem Collegiatstift, exemt vom brandenburger Bischof, her. Mit seiner ersten (brandenburgischen) Gemahlin Jutta erzeugte er seinen Nachfolger Rudolf II.; mit der dritten, einer Gräfin von Lindow, den Prinz Wenzel, der später Rudolfs II. Nachfolger wurde. Rudolf I. starb
1356 am 21. März 1356.

1356-70 Rudolf II. (1356—1370), der Günstling Karls, soll als Kurprinz in französischen Diensten die Schlacht von Crecy mitgemacht haben, auch frühzeitig zu Regierungsgeschäften an-

gehalten worden sein. Da die lauenburger Linie mit den Bestimmungen der kaiserlichen Urkunde von 1355 für Sachsen-Wittenberg sehr unzufrieden war, gab Kaiser Karl IV. den 27. December 1356 zu Metz dem Kurfürst Rudolf noch eine 1356
besondere, die vorige bestätigende sächsische goldne Bulle[1]), oder einen Lehenbrief über alle seine Länder, unter denen auch einer Pfalzgrafschaft Sachsen gedacht wird, die sein Vater schon besessen habe. Von dieser aber waren überhaupt nur noch Lauchstädt und Allstädt übrig, von denen Lauchstädt zugleich mit Landsberg von den Wettinern aus braunschweigischen Händen wieder erworben worden war. Allstädt aber war durch sehr verschiedene Hände gegangen und zuletzt von den Grafen von Mansfeld besessen worden, von denen es die Herzoge von Sachsen müssen eingelöset haben[2]). Auf sie bezieht sich übrigens der Adler im sächsischen Wappen. Allstädt wurde, doch ohne die Pfalzgrafenwürde, welche sich Sachsen vorbehielt, dem Gebhard, Herrn von Querfurt 1369 lehenweise überlassen und fiel erst 1496 an das sächsisch-meissnische Haus zurück.

2. Geschichte des Herzogthumes Sachsen von den goldnen Bullen bis zum Anfalle an Friedrich vom Osterlande, 1356—1423.

Der höchst aufgebrachte Herzog Erich von Lauenburg nannte sich, trotz dieser Bestimmungen, des heil. römischen Reiches obristen Marschalk und behauptete, er sei Kurfürst. Darüber 1361 vom Kaiser vor ein Fürstenrecht geladen, scheint er 1361
endlich seine Ansprüche aufgegeben zu haben. In der sächsischen goldnen Bulle bemerkt man zwei auffallende Abweichungen von der allgemeinen deutschen: denn 1) wurde auf den Fall daß Rudolf II. ohne Kinder stirbe (wie auch geschah) seinem jüngsten Bruder Wenzel der Vorzug vor Albrecht, einem Sohne seines zweiten 1350 verstorbenen Bruders Otto, gegeben, wobei vielleicht ein Familienvertrag zu Grunde lag; und 2) wurde

1) Bei Lünig Reichsarchiv Pars spec. Cont. II, 185.
2) Weitläufiger bei Weisse a. a. O. II, 238—241.

die Mündigkeit im 18ten Jahre bloß auf die Kurwürde bezogen, während die Ausübung der wirklichen Regierung erst im 21sten Jahre beginnen könne. So hätten eigentlich die sächsischen Fürsten zweimal mündig werden müssen, wenn sich nicht mit der Zeit diese sonderbare Unterscheidung verwischt hätte. Rudolf führte zuerst den Titel princeps elector in einer Urkunde von 1370 und erhielt von der Äbtissin Agnes von Quedlinburg die Herrschaft Barby nebst Walternienburg, welche aber Rudolf wieder einer Familie, die sich davon von Barby nannte, zu Lehen gab.

1370-88 Der neue Kurfürst Wenzel (1370—1388) scheint seinem Neffen Albrecht einigen Antheil an der Regierung verstattet zu haben, wenigstens wird ihm in einigen Urkunden der Titel Kurfürst beigelegt und wurden Beide mit Braunschweig über die Succession im Fürstenthum Lüneburg, auf welches schon für den Fall des Aussterbens Herzog Rudolf I. eine Anwartschaft vom Kaiser erhalten hatte, in einen Erbfolgekrieg verwickelt, der aber mit der Niederlage von Wenzels Söhnen 1389 bei Winsen an der Aller am 21. Januar 1389 und einer Erbverbrüderung endigte, derzufolge nach Abgange des ganzen braunschweigischen Stammes die Herzoge von Sachsen, oder bei deren Absterben die Herzoge von Braunschweig folgen sollten[1]). Die ganze Fehde wäre schwerlich erfolgt, wenn festere Grundsätze im Erbfolgerecht der Verwandten eingeführt oder befolgt worden wären. Gewiß der Erfolg des Krieges 1385 war gerechter als die Ursache. Albrecht starb schon 1385 und 1388 Wenzel 1388; die sogenannte frankfurter goldne Bulle, welche Karl IV. Wenzeln 1376 gegeben, hatte die früheren nur im Punct der Primogenitur noch deutlicher bestimmt und die Belehnung mit Lüneburg wiederholt. Übrigens nahm, vermuthlich wegen eines Streites mit Brabant über das Recht, dem Kaiser das Reichsschwerdt vorzutragen, der Kurfürst die Kurschwerdter in sein Wappen auf[2]). Daß Wenzel vom ebstor-

1) Weisse Gesch. d. kurs. Staaten II. 249—252.

2) Daß die Kurschwerdter übrigens nicht auf die Wendenbesiegung gehen, wie Spangenberg in der sächsischen Chronik aus den alten Versen schliessen will:

ser Propst Bertram vergiftet worden sei, ist wohl erzählt, doch nicht bewiesen worden.

Rudolf III., Wenzels ältester Sohn (1388—1419) von seiner Cäcilie von Carrara, hatte durch Schuld der Zeit eine sehr stürmische Regierung. Unter andern war er bei den Kurfürsten, welche zu Marburg ihre und des Reichs Rechte gegen den idolenten König Wenzel aufrecht zu halten sich versprachen, dann mit noch andern Fürsten vereinigt an eine Absetzung Wenzels dachten, wobei Rudolf seinen Schwager Friedrich von Braunschweig bei dessen Bemühungen um die deutsche Königskrone lebhaft unterstützte. Aber er richtete wegen Widerspruchs von Mainz und Pfalz Nichts aus und ging mit Friedrich von Frankfurt heim; unterweges ward er trotz des zahlreichen Gefolges unweit Fritzlar von mehr als 200 Rittern und Knechten angegriffen, an deren Spitze der junge Graf Heinrich von Waldeck sich befand, der Oberamtmann des mainzer Erzbischofs in Hessen, und musste sich, während sein Schwager Friedrich nach verzweifelter Gegenwehr erstochen wurde (5. Junius 1400), mit vielen Andern gefangen auf Schloß Waldeck abführen lassen und mit schwerem Gelde seine Freiheit erkaufen, nachdem er versprochen sich nicht zu rächen. An Ruprechts Wahl nahm Rudolf keinen Antheil, desto thätigeren an der Jobsts und Sigmunds, der ihn dafür mit seinen Ländern und auch mit Lüneburg belehnte. Aber weder diese Ansprüche noch ein bedingter Erbvertrag sind jemals in Erfüllung gegangen. Den Reichsschwerdträgerstreit mit Brabant entschied Sigismund zu Gunsten Sachsens und gab auch Rudolf das Privilegium goldne Münzen prägen zu dürfen.

1388 — 1419

1399

1400

Anna, Balthasars von Thüringen Tochter, seine erste Gemahlin, hatte ihn ohne Erben gelassen; die zweite, Barbara von Liegnitz, ihm zwei Prinzen geboren, welche (1406) von einem einstürzenden Thurm zu Lochau (nach Andern Schweinitz) nebst sechs Pagen und dem Hofmeister erschlagen wur-

„Zwei Schwerter das Marschallamt bedeuten,
Die wendischen Heiden auszureuten."

bedarf keiner weitern Widerlegung.

den. Es schien als wolle mit diesem Hause die Natur schnell zum Ende eilen. Rudolf selbst blieb 1419 gegen die Hussiten.

So war vom ganzen askanisch-sächsischen Kurfürstenstamm
1419-22 nur noch sein Bruder Albrecht III. (1419—1422) übrig. Man darf ihn den Armen nennen, da seine Kassen durch seines Vorgängers Aufwand, der auch mit großer Pracht auf dem Concil zu Costnitz erschienen war, so erschöpft gewesen, daß er seinen Hofstaat auf's äusserste beschränkte, gewöhnlich nur vier Diener hatte, die vier burggräflichen Ämter an Magdeburg verpfändete und Nichts gegen die Hussiten unternahm. Ausser mehreren Erbvereinen zu wechselseitiger Vertheidigung in jenen fehdevollen Zeiten, hatte er auch Händel mit seiner Stadt Wittenberg über Privilegien und Zölle, wo Kurfürst Friedrich von Brandenburg den Schiedsspruch that. Bald nach seiner Rückkehr vom Reichstage zu Nürnberg (1422) übernachtete er auf der Jagd in einem Bauernhause der lochauer Haide, das Haus gerieth in Brand und kaum konnte er seine Eufemia oder Offka, die Tochter Konrads von Öls, nackend (wie man damals zu schlafen pflegte) aus den Flammen retten. Schreck oder Verletzung zog ihm nach wenig Tagen
1422 (November 1422) den Tod in Wittenberg zu, wo er, der Letzte seines Stammes, vor den Hochaltar der Barfüßer neben seinem Bruder begraben wurde.

Schon längst war kein Reichslehen eröffnet worden, ohne daß sich nicht eine Menge Bewerber dazu gemeldet hätten. Braunschweig und Anhalt zwar nicht; desto lebhafter aber Brandenburg und Lauenburg. Kurfürst Friedrich meldete sich für seinen Sohn Johann, der mit Rudolfs III. Tochter Barbara vermählt war, und besetzte sogar das Land. Erich von Lauenburg gründete sein Recht auf den gemeinschaftlichen Stammvater, ohne zu erwägen, daß die Abtheilung zwischen beiden sächsischen Linien im Sinne jener Zeit eine Todtheilung gewesen war und also ohne ausdrückliche Bestimmung keine Erbfolge bedingte. Auch hatte Rudolf III., als der Herzog von Lauenburg 1414 die Belehnung erhielt, die Fahne ausdrücklich nicht mit angegriffen und so die Mitbelehnung vermieden. Endlich brachte der Herzog noch einen Lehenbrief zum Vorschein, den der Kaiser als ohne sein Wissen ausgefertigt

erklärte. Sigismund betrachtete also das Lehen als angefallen und wurde nun vom Kurfürst Ludwig von der Pfalz, der für seinen gleichnamigen Sohn darum ansuchte, und von Friedrich dem Streitbaren vom Osterland darum gebeten. Apel von Vitzthum war deshalb zum kaiserlichen Hoflager gereiset. Eine bestimmte Anwartschaft mag aber keiner der beiden Fürsten aufzuweisen gehabt haben. Die sächsische Landschaft selbst bat dringend um diesen Fürsten, der sie zu schützen mächtig sei. Doch weniger dieser Umstand und daß Friedrichs beide Mitbewerber schon jeder eine Kur besaßen, sondern die von Friedrich dem Streitbaren im Hussitenkriege gemachten Anstrengungen entschieden zu seinen Gunsten. Die aufgewandten und aufgerechneten Kriegskosten waren kaum zweckmäßiger zu vergüten. Am 6. Jan. 1423 stellte zu Presburg Kai- 1423
ser Sigismund, unter Vorbehalt künftiger feierlicher Belehnung, Friedrich dem Streitbaren einen Lehenbrief aus und befahl dem Brandenburger das Herzogthum Sachsen zu räumen, dem kaiserlichen Hofrichter Graf Johann von Lupfen, Landgraf zu Stulingen aber, allenfalls selbst mit Gewalt den neuen Kurfürst in sein Land einzuführen [1]). Allein Friedrich von Brandenburg räumte freiwillig, als der neue Kurfürst von Sachsen ihm 10,000 Schock prager Groschen zu zahlen versprach. Der Landschaft wurden ihre Freiheiten und Privilegien feierlich bestätigt. Nach gegebener Caution, sich wegen der lauenburgischen Ansprüche richterlicher Entscheidung zu unterwerfen, wurde Friedrich (1424) zu Bingen in's Kurfür- 1424
stencollegium eingeführt, und am 1. Aug. 1425 zu Ofen in 1425
Ungern feierlich mit dem Kurfürstenthume, Erzmarschallamte, der Pfalz Allstädt, Grafschaft Brene, Burggrafschaft Magdeburg belehnt. Die lauenburgischen Ansprüche brachte der Kaiser aber durch seine merkwürdige Erklärung, wie es mit dem falschen Lehenbrief von 1414 zugegangen sei, noch nicht zum Schweigen; denn wenn auch das angerufene Fürstengericht nicht zu Stande

1) Die Urkk. bei Horn Friedr. der Streitb. No. 266, 267. Nur Schloß Kalau und Kloster Dobrilugk behielt sich die Krone Böhmen vor. Die Bestätigung der Freiheiten des Landes bei Horn S. 277. Wie es mit dem erschlichenen erichschen Briefe zugegangen, s. Urk. 324. S. 920-924.

kam, so wendete sich Erich noch an Papst Martin V. (1427), der die Sache dem Kaiser empfohlen haben soll, und endlich (1434) an die baseler Kirchenversammlung, die seinen Gesandten als einen kurfürstlichen behandelte und zweimal den damaligen Kurfürst von Sachsen, Friedrich den Sanftmüthigen, vorlud, wogegen aber dieser sowie Kaiser und Reich pro-
1435 testirten. Erich starb 1435, sein Nachfolger Bernhard schwieg; erst Herzog Johann suchte die alten Ansprüche 1471 vor und ging selbst an den Papst 1474, aber ohne bessern Erfolg als seine Vorfahren. Diese Hartnäckigkeit von Seiten der Lauenburger lässt fast glauben, daß sie selbst durch jene falsche Urkunde, hinter dem Rücken des Kaisers, getäuscht worden sind.

Wenn dies Herzogthum Sachsen nur eine verhältnißmäßig unbedeutende Rolle spielte, so lag es zunächst an jener unglücklichen und schwächenden Theilung in eine wittenberger und lauenburger Linie. Die wechselseitige Eifersucht störte die schönsten Pläne, vereitelte die günstigsten Gelegenheiten zu Erwerbungen, und die bereits gemachten mussten zum Theil aus Geldmangel wieder veräussert werden. Was hätten nicht allein mit größerem Nachdruck für Rechts- und Besitzes-Titel vom Herzogthume Sachsen abgeleitet und eingebracht werden können; auch Brandenburg hätte ihnen nie entgehen dürfen. Übrigens finden sich an diesem Hofe die gewöhnlichen vier Hoferbämter, besonders das Marschallamt in den Händen derer von Löser, dann ein Kanzler. Die Landschaft durfte ohne ihren Willen mit keiner Bede oder Heissung, mit keinem Dienste ausser Landes ohne Einstimmung, und dann nur schriftlich durch den Fürsten oder seinen Amtmann (also Schrift- und Amts-Sässigkeit) beschwert werden. Aber Spuren von landständischen Versammlungen finden sich nicht, vielleicht weil der ganze Staat aus einer bloßen Herrschaft oder Dynastie des askanischen Hauses hervorgegangen war [1]). Die kurfürstliche Evocations- und Appellations-Befreiung ging sogar bis auf den Fall, wenn der Fürst selbst mit seinen Unterthanen in Streit geriethe. Die Gerichtsbarkeit verwaltete

1) Chn. Friedr. Weisse Lehrbuch des königl. sächs. Staatsrechtes. Leipz. 1824. I. S. 97.

der Fürst oder ein dazu bestellter Landvogt, mit Zuziehung von Räthen oder Vasallen. Als förmliche Stände scheinen die Städte noch nicht erschienen zu sein. Doch schlossen sie Bündnisse zu ihrer Sicherheit (z. B. 1306 Aken, Wittenberg und Herzberg, 1323 Zerbst und Wittenberg, dann Köthen und Wittenberg, wo bereits consules und scabini genannt werden [1]), und besonders erfreute sich Wittenberg als Hauptstadt der Zoll-, Geleits- und Jagd-Gerechtigkeit, durch Kurfürst Friedrich. Die Städte hatten ihre Municipalverfassung, doch ohne eigene Gerichte, die Wittenberg erst 1441 bekam, und erhielten die Lehensfähigkeit; Patrimonialgerichtsbarkeit muß schon früher von Bürgern besessen worden sein. Übrigens findet sich noch aus den Zeiten des vereinigten lauenburger und wittenberger Landes ein merkwürdiger Zolltarif für den Waarenzug zwischen Salzwedel, Hamburg und Lübeck, vom J. 1248, demzufolge vom ganzen Ballen (compacto) vier Schillinge, von einem einzelnen Stück Tuch ein Denar, vom ganzen Ballen Tuch aber, wie von der Last Kupfer, Zinn, Blei, Kuh-, Bock- und Rinds-Häuten zwei Schillinge Transito-Zoll und Geleit gegeben werden sollen. Vom Schiffspfund (talentum quod vulgariter schippunt vocatur) Wachs, Schaffelle, Feigen, Honig u. s. w. zwei Denare. Desgleichen von Eisen, Stahl, Kesseln und andern Gefäßen u. s. w. Ein bedeutender Theil dieser Artikel mochte von Böhmen, Schlesien und den Lausitzen kommen [2]).

1) In einer dieser Cartelurkunden in Schöttgen u. Kreyssig diplomataria III, p. 402. No. 24. zwischen Aken (Aquis), Wittenberg und Herzberg, wenn ich sie recht verstehe, verpflichten sich die drei Städte: wenn der Vogt in einer dieser Städte wegen Eingriffe in die Bürgerrechte beleidigt würde, so sollten die andern beiden Städte bei dem Kurfürsten, als wenn auch sie gefehlt hätten, Vorbitte thun; und daß sie Gerichts- und Bestrafungs-Kosten gegen einen Übelthäter aus den drei Städten gemeinschaftlich tragen wollten.

2) Sam. Lenz Becmannus enucleatus etc. Köthen 1757. Fol. Capitel IV. S. 150. hat diese Urkunde. Fr. Chn. Jon. Fischer Gesch. d. deutschen Handels. Hannover 1785. II, 34. Unter den Zeugen dieser Urkunde kommt ausser dem Graf von Holstein auch ein Blücher (Luderus de Bluchere) vor.

Zweites Hauptstück.

Geschichte der vereinigten vier Hauptländer bis zur Haupttheilung, 1423—1485.

1. Hussitenkrieg. Die Friedriche, der Streitbare, der Sanftmüthige, der Einfältige, bis 1440.

Friedrich der Streitbare, obgleich er sich noch mit seinem Bruder Wilhelm († 1425) und seinem Vetter Friedrich, Balthasars von Thüringen Sohn, in den Besitz der wettinischen Länder theilte, hob diese durch die Erwerbung der Kurwürde und des Herzogthumes Sachsen, von welchem sich allmälig der Name[1]) auf das Ganze auszudehnen begann, auf eine dem Umfang der gesammten Länder und ihrer innern Staatskraft zukommende äussere oder politische Höhe, auf welcher, trotz der spätern Theilungen, es sich als erster weltlicher Staat des Reichs, nach den Erbstaaten der Luxenburger und der Habsburger, als deren Linien 1496 vereinigt wurden, erhielt. Bis in die Zeiten des Kurfürst Maximilian von Baiern, vielleicht sogar bis in's 18. Jahrhundert herauf, wo Brandenburg durch die Königskrone seiner Markgrafen sich in den Vordergrund der deutschen Lehenstaaten stellte, war Kursachsen der erste Staat nach denen des Kaisers. Aber freilich auf solcher Höhe steht sich's nicht immer ohne Sturm. Am 30sten
1425 März 1425 starb Markgraf Wilhelm II., Friedrichs Bruder, und wurde kinderlos in dem zu Altenburg von ihm gegründeten St. Georgenstift begraben. Friedrich brachte als sein Erbe nun auch dessen Länder an sich. Solcher Zuwachs kam ihm sehr zu statten im Hussitenkriege, dessen ganze Last Kaiser Sigismund damals auf ihn werfen zu wollen schien; denn Friedrich sollte mit ihnen in des Kaisers Namen handeln und vertragen, Krieg und Friede machen, bestrafen und begnadigen,

1) Nicht nur der Name sondern auch die Befreiung von Berufung auf fremde Gerichte; wichtiger als die Ehre für die fürstliche Kanzlei, mit rothem Wachs zu siegeln.

und dafür überließ er ihm pfandweise die beiden Städte Brix und Aussig. Auf die zu Bingen und Wien versprochene Hülfe der andern Fürsten war, wie der Erfolg erwies, nicht viel zu rechnen. Und gerade jetzt wäre der Zeitpunct, sie mit ganzer Macht anzugreifen, sehr günstig gewesen: denn im October 1424 starb der große Ziska, und nun traten Spaltungen und Factionen ein, wie Taboriten, Orphaniten, Horebiten, Prager u. s. w. Aber man versäumte den ersten glücklichen Moment und büßte dafür 1425 vor Brix, welches man entsetzen wollte und wobei die Meissner, welche den größten Theil des Heeres bildeten, 4000 Mann verloren. Auf der nürnberger Versammlung klagte Friedrich öffentlich darüber und verlangte von den Fürsten Hülfe, ohne sie früher zu erhalten als im folgenden Jahre, wo zu Nürnberg zur Berathung dieses Krieges zwar die Fürsten, sogar ein päpstlicher Legat, aber kein Kaiser erschien. Unterdessen hatten die Hussiten mehrere von den meissnischen Truppen besetzte Plätze weggenommen und wollten eben mit Aussig dasselbe thun. Eben war der Kurfürst zu Nürnberg, als der Commandant um schleunigste Hülfe auf das dringendste bat. Da trat Katharina, die Kurfürstin, auf, sammelte und begeisterte persönlich bei Freiberg ein Heer von fast 20,000 Mann und schickte es nach Böhmen. Die Hussiten vor Aussig empfingen sie hinter und auf einer mit Ketten verbundenen Wagenburg, welche die unausgeruhten Truppen sogleich erstürmen zu können wähnten. Aber umsonst; sie durchbrachen sie nicht, wohl aber brach der Feind heraus, über die doppelt ermüdeten Sachsen her und richtete ein furchtbares Blutbad an. Busso von Bizthum soll (was wenig wahrscheinlich ist) zuerst zur Flucht gerathen, die Deutschen vielmehr, sich umgangen und verrathen glaubend, ihn auf der Flucht mit fortgerissen haben. Am tapfersten und längsten stritten die wackeren Thüringer; Johann Weltzing, der Führer der Gothaner, that umsonst Wunder der Tapferkeit, um die Grafen Ernst und Friedrich von Gleichen zu retten oder wenigstens zu rächen, als sie und ihre Banner sanken. Er starb wie er gelebt und als Lieblingsspruch im Mund geführt „mit Ehren". Mit ihren Hellebarden rissen die Hussiten die Ritter von den Pferden und mordeten sie. Andere erstickten

im Gewühl vor Staub und Hitze in der schweren Rüstung. So fielen in der Schlacht oder auf der Flucht 4 — 500 gekrönte Helme, zwölf Grafen; einen ehrwürdigen Leichenhaufen bildeten 400 langensalzer Bürger; sie lagen wie Spartaner, die ihr Schild nicht lassen wollten, unzertrennlich im Tode wie im Leben, um das Banner ihrer Stadt. Es mögen 12,000 Deutsche und 3000 Hussiten geblieben sein. Genauer hat sie, mit dem Morgenland zu reden, nur Gott gezählt. So am
1426 15. Junius 1426. Tags drauf fiel nun auch Aussig; Besatzung und Einwohnerschaft wurde niedergehauen, und die Stadt, damit dem Schlachtfeld der Leichenstein nicht fehle, niedergebrannt. Gepäcke, Pferde, Waffen, Mundvorrath, das ganze Kriegsgezeug des Heeres hatten die Hussiten erbeutet und sich spottend bei dem Kurfürst für solche Zufuhr bedankt. Ein ungeheurer Schrecken ging durch alle sächsischen Länder, fast keine Stadt und keine Gemeinde, keine edle Familie war, die nicht Verluste zu beklagen hatte. Das Reichsheer aber
1427 blieb nun weislich aus [1]). Das nächste Jahr (1427) rückte der Kurfürst persönlich nach Böhmen, an der Spitze des einen der vier gesammelten Reichsheere und belagerte Mieß. Aber die Furcht seiner Truppen vor den schwarzen Hussiten war zu groß, als daß sie ihnen Stand gehalten hätten (21. Julius). So konnte sich Friedrich mit Procop dem Großen nicht einmal messen, als dieser zum Entsatz von Mieß herbeieilte. Wiederum 10,000 sollen auf der Flucht erschlagen worden sein. So hatte auch das fromme Heer Nichts ausgerichtet. (Auf Spielen, Fluchen, Unzucht, Zank war schwere Strafe gesetzt, wöchentliche Beichte und Communion Jedem vorgeschrieben. Aber mochte dies die fanatische Kraft der Hussiten, die für ihre Glaubensmärtyrer selbst Märtyrer werden wollten, wenigstens für eine große Überzeugung fochten, wohl aufwiegen können?)

1) Eberh. Windeck bei Mencken scrr. rer. Germ. I, 1188 sq. Theobald Hussitenkrieg I, S. 236. (nimmt irrig den 16. Junius an). Gegen Vizthums verrätherische Flucht (er habe wegen Hinrichtung seines Bruders Rache nehmen wollen) erklärt sich v. Braun monatlicher Auszug a. d. sächs. Gesch. IV. S. 202. Eine gute Schilderung der Schlacht bei Herzog thüring. Gesch. 401 ff.

Friedrich überlebte diese Katastrophen nicht lange. Aber er machte in Folge der einen noch eine wichtige Erwerbung. Unter den bei Aussig vom Landesadel Gebliebenen war auch der meissner Burggraf Heinrich II. aus dem Hause Hartenstein. Da er keine Kinder nachließ, nahm Friedrich seine meissner Lehen als erledigte zurück. Die frühern Burggrafen waren ohnstreitig markgräfliche Landsassen gewesen, allmälig aber zur Reichsunmittelbarkeit gelangt. Doch nahm auch der Kurfürst die Burggrafschaft an sich. Der Kaiser aber vergab sie und die hartensteiner Grafschaft an einen Vetter des Gefallenen, seinen Hofrichter, Graf Heinrich Reuß von Plauen, und befahl dem Kurfürst diesen in Besitz zu setzen. Dies that erst Friedrich der Sanftmüthige, der den neuen Burggraf auch wieder mit Schloß Frauenstein belehnte, für andere eingezogene Lehen, wie Borschenstein und Seyda, eine Summe Geldes zahlte. Allein später fiel diese Burggrafschaft und Frauenstein wieder an Meissen zurück. Besser gelang die Besitzergreifung (1426) des Grafengedinges zu Halle, wo unter dem großen Roland öffentlich Gericht gehalten wurde [1]).

Im Jahre 1428 am 4. Januar starb von Sorge und 1428
Gram gebeugt Friedrich der Streitbare zu Altenburg. Er hatte noch wenige Tage vorher seine beiden im Charakter sich sehr ungleichen Söhne (was ließ dies für die Zukunft fürchten!) vor sich beschieden und Worte zu ihnen gesprochen, welche die Geschichte noch nach vollen 400 Jahren besser als das Gedächtniß oder der Wille der Söhne aufbewahrt hat. Vor Allem ermahnte er sie zu brüderlicher Liebe und Eintracht, Friede, Milde gegen den Unterthan, zu Mäßigkeit im Zorn, Freundlichkeit doch auch Strenge gegen den Adel, und beim Glaubensstreit, mit Böhmen frommer und gelehrter Männer Unterricht zu hören. Er wies im Guten an Friedrich des Gebissenen Beispiel und warnte einem Albrecht dem Entarteten es nachzuthun. Sie gelobten's in die Hände des Sterbenden, der nach wenig Tagen, erst an einer unbekannten Stelle, dann in der von ihm gestifteten Fürstencapelle zu Meissen begraben wurde.

1) Weitläufiger bei Weisse Gesch. d. kurs. Staaten II, 286—293.

Die braunschweigische Katharina hatte Friedrich dem Streitbaren vier Söhne und zwei Töchter geboren. Friedrich der Sanftmüthige (placidus) erhielt als ältester das Herzogthum Sachsen mit der Kur voraus; und ob er gleich nur 14 Jahre alt war, so ist doch keine Spur von einer Vormundschaft vorhanden. Das übrige Land behielt er mit seinen Brüdern, Sigmund, Heinrich (der schon 1435 starb) und Wilhelm (geb. 1425) zusammen. Es scheint also daß man es mit den Bestimmungen der goldnen Bulle noch lange nicht so genau wie später nahm (der Geber selbst hatte sich ja am ersten und häufigsten davon entbunden!) und den rechten Regierungsverstand zu solchen Abweichungen hatte [1]). Erst nach Heinrichs Tode wurde auf neun Jahre eine Art von Theilung des Landes (mit Ausnahme des Herzogthumes Sachsen) vorgenommen (wobei zum ersten Mal auch der Theilung der Urkunden Erwähnung geschieht), die aber wieder nach kurzer Zeit geändert wurde, als Sigmund aus Liebe zum schönen Fräulein von Lohmen, einer Nonne zu Weida, den geistlichen Stand erwählte. So (am 25. Febr. 1437) behielt nun Friedrich seinen Antheil, und Sigmunds und Wilhelms Länder wurden von zwei Vögten mit einem Oberschösser oder Rentmeister verwaltet, von ihrem Ertrage die Schulden der Fürsten getilgt. Die oberste Kriegsgewalt und die Vergabung der Ämter behielt sich Kurfürst Friedrich vor. Seinen Bruder Wilhelm nahm auf drei Jahre sein Vetter Friedrich von Thüringen, gegen jährliche 100 Schock neue Groschen und 10 Fuder Weins, zu sich, was nicht ohne Einfluß auf sein späteres Fürstenleben geblieben zu sein scheint. Sigmund dagegen, der wahrscheinlich als Laienbruder zu Weida lebte, wurde wegen des verbotenen Umgangs mit der schönen Nonne von Friedrich aufgehoben und nach Freiburg in Gewahrsam gebracht, wo sechs Ritter ihm Gesellschaft leisteten. Nach drei Jahren erhielt er das Bisthum Würzburg 1440, gerieth aber mit dem Domcapitel wegen seines unordentlichen Lebens in Zwist und

1) Die Töchter Friedrichs, Anna und Katharina, wurden mit Landgraf Ludwig von Hessen und Kurf. Friedrich II. von Brandenburg vermählt.

wurde 1443 abgesetzt. Als er nun sein väterliches Erbtheil und die Regierung verlangte, gefährliche Meutereien gegen seine Brüder deshalb anspann, wurde er nach dem Schlosse Scharfenstein und endlich nach Rochlitz in Verwahrung gebracht, wo er 1463 starb und im Dom zu Meissen Ruhe fand [1]).

Friedrich der Streitbare, als er sich an einer unbekannten Stelle des Doms beisetzen ließ, mochte geahnet haben, daß die Hussiten, wenn er als Vormauer und Schutz des Landes gestorben wäre, auch nach Meissen hervorbrechen würden, wie es schon in andern Ländern geschehen war. Nannten sie doch in ihrer Bibelsprache Böhmen ihr gelobtes Land und die benachbarten die der Philister, Moabiter, Cananiter u. s. w. Schon im Jahre 1428 fielen sie in die Lausitz, in Schlesien und Österreich ein, Kaiser Sigismund hatte mit den Türken zu schaffen, Unterhandlungen mit ihnen waren vergeblich, da er selbst mit seinen Ungern ihren Glauben nicht annehmen wollte. Im J. 1429 fielen sie unter Procop Rasus in Meis- 1429
sen ein, verheerten den Strich Landes, zwischen Pirna, Dippoldswalde, Altdresden (die jetzige Neustadt), welches sie zerstörten, bis über Scharfenberg, dessen Bergwerke, in denen sich wahrscheinlich Menschen verborgen hielten, sie verschütteten; dann längs der Elbe nach Meissen, Strehla, das sie verbrannten, sowie Belgern und Torgau und in's Magdeburgische hinein; dann in die Mark, in die Lausitz (Guben ging in Flammen auf) und über Budissin und Görlitz, welche allein widerstanden, in ihr gelobtes, damals von Millionen verfluch-

1) Daß die Nonne von Lohmen (einem adeligen Geschlechte) nicht im Mönchskloster Mildenfurt, sondern in einem Kloster nahe beim Schlosse Weida war, s. Hans v. Thümmel hist. statist. geogr. und topogr. Beiträge zur Kenntniß des Herzogthumes Altenburg. Altenb. 1818. kl. Fol. In diesem Werk befinden sich die Copieen gleichzeitiger Gemälde von Friedrich dem Streitb. u. s. Gemahlin, von Friedrich dem Sanften und der österreichischen Margarethe, Letzterer nach dem von ihr dem Rathhaus zu Altenburg geschenkten Original, von Sigmund und der knieend betenden Nonne. Thümmel tadelt im Text die eigennützige Strenge Friedrichs des Sanftmüthigen; wer aber sein Leben in J. P. Ludewigs würzburgischen Geschichtschreibern. Frankf. 1713. Fol. S. 773—797 liest, giebt ihm gern Recht.

tes Land zurück. Landgraf Friedrich der Friedfertige vertrieb sie zwar aus seinem Dresden, erlitt aber in einem Gefechte eine Niederlage, wo ein Witzleben, Wangenheim, ein Vizthum und Andere fielen. Die Mönche, deren die Hussiten habhaft wurden, entmannten sie, die Nonnen wurden öffentlich gepeitscht, geschändet, die Brüste ihnen abgeschnitten, jegliche Gräuel vollbracht[1]).

1430 Im Jahre 1430 brachen auf's neue gegen 70,000 Mann nur in verschiedenen Haufen nach Meissen herein. Koldiz, Mügeln, Döbeln, Dahlen, Oschatz, das schöne Altenburg, Schmöllen, Krimmitschau, Werda, Reichenbach, Auerbach, Plauen, Hof wurden verwüstet, zum Theil verbrannt, dann ging's nach Franken, Baiern, bis gegen Regensburg. Das war die Feuersäule Mosis. Man wollte gegen 400 Städte und Schlösser und gegen 1400 Dörfer zählen, die in diesem Jahre heimgesucht worden wären. Die Beute wurde kaum auf 3000 Wagen fortgebracht. Die brandenburgische Hülfe hatte wenig ausgerichtet. Ein Fürstenconvent zu Leipzig konnte selbst jetzt nicht einhelligen Beschlusses werden[2]).

Das folgende Jahr wurde die Lausitz wieder heimgesucht, Reichenbach belagert, aber diesmal das Hussitenheer glücklich von den Lausitzern und Sachsen nach Böhmen zurückgedrängt. Auch das Reich beschloß dies Jahr Etwas zu thun. Eine gesammelte Reichsarmee, bei der sich auch die Friedriche von Sachsen und Thüringen befanden, unter Oberbefehl des Kurfürsten von Brandenburg, war die stärkste, welche Deutschland bis dahin aufgebracht hatte. Es waren 80,000 (Andere schreiben 130,000 mit 9000 Wagen), die Hälfte Reiter. Der päpstliche Legat, Cardinal Julian nebst seiner Kreuz- und Bann-

1) Theobald Hussitenkrieg I, 262. Hasche diplom. Gesch. von Dresden II, 6. Pelzel Gesch. v. Böhmen I, 387.

2) Ein gleichzeitiger Reim bei Theobald I, 266 singt:

„Meissen und Sachsen verderbt,
Schlesien und Lausnitz zerscherbt,
Baiern ausgenärbt,
Östreich verheert,
Mähren verzehrt,
Böheim umgekehrt."

Bulle (worin voller Ablaß für die Theilnehmer am Kreuzzug versprochen und den Geistlichen geboten war nicht über einen halben böhmischen Groschen freiwilliges Beichtgeld anzunehmen) gegen die Hussiten zog mit. Albrecht von Österreich drang von Mähren vor. Prokop der Große hatte nur 50,000 zu Fuß, 5000 zu Pferd. Ein Theil des deutschen Heeres zog vor Domazlize oder Tauß. Als Prokop zum Entsatze kam, entflohn die deutschen Belagerer. Julian hatte sich bis Tepel, Alles mordend und sengend, 200 Dörfer brannten, vorgewagt, dann sich mit der Hauptarmee wieder vereinigt. Prokop bot eine Schlacht an. Beim Anblick der Hussiten floh auch dieses Heer und zog sich in eine Wagenburg bei Riesenberg (14. Aug. 1431). Als aber auch diese die Böhmen zu stürmen Miene machten, warf Alles die Gewehre weg, ließ Geschütz, Gepäck, 3000 schwer beladene Wagen im Stich und floh zur Grenze hin. Nur auf der Flucht wurden 12,000 erschlagen. Auch einen Cardinalshut und die Kreuzbulle fand der Sieger. Nun ging auch der Österreicher zurück [1]).

Jetzt zog Sigismund, der Kaiser, mildere Saiten auf. Das von Eugen IV. 1431 eröffnete basler Concilium sollte 1431
mit böhmischen Abgeordneten verhandeln. Doch hinderte dies ihre Einfälle in die Nachbarländer keineswegs. Indeß scheinen sie nach Meissen nicht wieder gekommen zu sein, da die angebliche Schlacht bei Taucha wohl auf einer Verwechslung mit Techau in Böhmen beruhen möchte. Somit würden dann auch die zur Volkssage gewordenen Hussiten vor Naumburg fallen. Unterdessen wurde auf dem baseler Concil mit Zunge und Feder gefochten. Man erkannte (wie 100 Jahre später zu Augsburg), daß die so verschriene Ketzerei doch nicht so ganz gefährlich sei, und brachte endlich mit den gemäßigtern der Böhmen, den Calixtinern, die prager Compactaten zu Stande (Nov. 1433). Darüber geriethen diese in Streit und 1433
endlich in offnen innern Krieg, in welchem die gemäßigtere Partei den Sieg davontrug (1434). „Ajax fiel durch Ajax 1434
Kraft". Zwei Jahre später gab auch Sigismund in Sachen der Religion, die Hussiten in Sachen der Politik nach, und

1) Pelzel Gesch. v. Böhmen I, 892—894.

4436 die Letztern erkannten Ersteren als König wieder an (5. Julius 1436). Doch erfocht in den spätern Händeln König Albrechts mit den Hussiten Friedrich der Sanftmüthige und Graf Heinrich von Schwarzburg noch einen Sieg in Böhmen zwischen Brix und Bilin über sie und tilgte damit manchen Makel an der Kriegsehre der Sachsen [1]).

Von andern Begebenheiten in Sachsen bemerkt man im Octbr. 1431 eine Erneuerung der meissnisch-thüringischen Erbverbrüderung mit Hessens Landgraf Ludwig. Die Erbhuldigung und gegenseitige Öffnung der Städte und Schlösser wurde ausgemacht, nur das Kurland Sachsen förmlich ausgenommen, weil man „hinterwärtig dem Reiche zu verbrüdern nicht Macht habe;" auch verstattete Sachsens Aufnahme der Kaiser wirklich nicht. Erst 1457 wurde es mit aufgenommen, aber die kaiserliche Genehmigung erfolgte erst weit später. Damals (1431) kamen die Fürsten zu Rotenburg an der Fulda zusammen, und Ludwig verlobte sich mit des Kurfürsten Schwester Anna. Der Kurfürst selbst verzichtete damals auf seine Rechte an Wanfried und gab Eschwege und Sontra zurück, worauf Friedrich von Thüringen schon verzichtet hatte [2]).

Sonst wird einer Erbeinigung unserer Fürsten (5. Jan. 1435) zu Lichtenfels mit Kurfürst Friedrich von Brandenburg und dessen drei Söhnen, Johann dem Alchymist, Friedrich mit den eisernen Zähnen und Albrecht dem Achill bemerkt, wobei Herzogs Heinrich, der noch in diesem Jahre 14jährig starb, zuletzt gedacht wird; 1441 wurde sie erneuert. Was damals den Kurfürst und seinen Bruder Wilhelm zu einer Belagerung von Halle bewog (1. Mai 1435), ist dunkel. Wahrscheinlich geschah es zu Gunsten des mit Magdeburg und Halle in Feindseligkeit lebenden Erzbischofes Günther [3]).

1) Theobald Hussitenkrieg II, 39. Abermals spielt ein Wrssowecz in unsere Geschichte herein wie in den Tagen des groitscher Wiprecht. (s. oben.)

2) Rommel Gesch. v. Hessen II, 285. und Anmerkk. S. 203 u. 247. Annas Ehesteuer war 29,000 Gulden.

3) Müller sächs. Annalen S. 18. Die geäusserte Vermuthung gründet sich auf eine Stelle bei Franz Dom. Häberlin Allgemeine Welthistorie, Auszug. Halle 1769. 8. Neue Historie V, 683.

Dagegen hört man von Friedrich dem Friedfertigen nur wenig mehr. Auffallend ist die Nachricht eines Urkundenextracts, daß er 1433 an Friedrich und Sigmund seine Vettern seinen Antheil am Land zu Meissen mit den Schlössern und Städten Dresden, Hayn, Pirna für 15,000 rhein. Gulden wiederkäuflich veräussert habe [1]). Wahrscheinlich bestimmte ihn Furcht vor wiederkehrenden Einfällen der Hussiten dazu. Er starb am 4. Mai 1440 zu Weissensee im 55sten Jahre seines 1440
Lebens, und hinterließ von Anna von Schwarzburg, die schon 1431 gestorben war, keine Kinder. So endete mit ihm die thüringische, von Friedrich des Ernsthaften Sohne Balthasar ausgegangene Linie, und mit ihm die Reihe der reinhardsbrunner Fürstengräber.

2. Die Zeiten Friedrichs und Wilhelms, 1440—1464.

Es pflegt oft zu geschehen, daß, wenn die Kämpfe und Gefahren der Völker und Staaten nach aussen bestanden sind, man der Ruhe ungewohnt neue im Innern entzündet. Die Leidenschaften sind einmal aufgeregt, das Gemüth nach längerem Kriege kaum empfänglich für den Segen und die Häuslichkeit des Friedens; der Krieg ist für den ihn Führenden ein bestechendes und fesselndes Glücksspiel geworden; der rohere Kriegsbrauch wirkt lang nachhallend in der Sitte Vornehmer und Geringer; man wird genußsüchtiger, weil der Reiz des Daseins ein gesteigerter ist. Man trägt die Gewaltsamkeit des Krieges in das bürgerliche Leben mit zurück, und noch lange dauert es, ehe Vernunftrecht vor dem Schwerdtrecht seine alte Geltung wieder erlangt. Solche Zeiten kamen nach dem Hussitenkriege für die wettinischen Länder, als sie wieder unter zwei sich im Innern sehr unähnlichen Fürsten Einer Linie vereinigt waren.

Nur fünf Jahre dauerte der Brüder gemeinschaftliche Regierung; dann wurde zu Altenburg eine neue Theilung beschlossen. Der jüngere Bruder machte die Theile, der ältere

1) Hasche diplom. Gesch. v. Dresden II, 21. Urkundenbuch S. 240. No. 138.

wählte; also noch nicht nach Sachsen-Kürrecht, wo der ältere theilt, der jüngere wählt. Der unruhige Wilhelm, von seinem Rathe Apel von Vizthum veranlasst, foderte auch Theilung des Herzogthumes Sachsen, da er in die goldne Bulle (vor 90 Jahren) nicht gewilligt habe. Das Lächerliche fiel auf ihn selbst zurück. Meissen und Thüringen (mit Franken) bildeten die Haupttheile; das Osterland wurde zerstückt. Freiberg und die Bergwerke blieben in gesammter Hand. Die Schulden der Länder beliefen sich auf 283,053 Fl. und wurden getheilt; doch mit gewissen Lasten für den der Meissen wählen würde, das Friedrich gegen seinen Willen nahm. Am Ende war kein Theil zufrieden; da traten die Stände in das Mittel mit der preiswürdigen Erklärung: „daß Niemand möglicher noch billiger und gebührlicher ihre Herren ihrer Irrthume entsetzen oder mit dem Rechte scheiden könnte, als sie von dem Lande." Der Erzbischof von Magdeburg, der Kurfürst von Brandenburg und der Landgraf von Hessen wurden dazu genommen, und so kam der hallische Machtspruch am 11. Decbr.
1445 1445 mit verschiedenen Veränderungen zu Stande, die, wie die Theilung selbst nicht bleibend war, auch hier nicht wichtig sind. Aber bald vermochte Apel von Vizthum die Stände Thüringens zu neuen bedenklichen Verbindungen; man sprach von einem Plane, die Erbfolge des Antheils von Wilhelm dem Könige von Böhmen Ladislav, dem Schwager Wilhelms, zuzuspielen. Umsonst verlangte Friedrich der streitsüchtigen Räthe Entfernung und die Aufhebung ihm nachtheiliger Verbindungen. So kam's zum Bruderkriege von 1445—1450. Wie häufig auch Bruderkriege in der Geschichte und selbst Deutschlands vorkommen (und fast zu derselben Zeit ging etwas Ähnliches in Baiern-Ingolstadt und in Braunschweig-Wolfenbüttel vor), so sind sie doch theils durch das schlechte Beispiel, welches Landesväter und Fürsten geben, theils durch die Natur von innern und Bürgerkriegen, die weniger in großen Schlachten als in unabsehlichen kleinen Plünderungen, Räubereien, Plänkeleien, Mordbränden, indem leicht jeder Einzelne seinen besondern Feind zum öffentlichen macht, dem Lande unberechenbaren Schaden thun, ein schweres politisches und moralisches Unglück zu nennen. Es waren eine Menge

kleiner Kriege und Fehden, welche im sogenannten Bruderkriege ihren Nenner fanden. Auch der damalige schwarzburgische Hauskrieg zwischen den Grafen Heinrich und Günther verflocht sich mit hinein. Der leidenschaftliche und kriegerische Herzog Wilhelm war von seinen eigennützigen Räthen, den drei Gebrüdern Apel, Busso und Bernhard Vitzthum, Bernhard von Kochberg, Friedrich von Witzleben, gegen den Kurfürsten und dessen Vertraute, den Bischof Johann von Merseburg, Marschall Otto von Bebenburg, Otto Spiegel und den Kanzler Johann Magdeburg, eingenommen worden. Andere Kriege schliessen, dieser begann mit einer Hochzeit Wilhelms mit Kaiser Albrechts II. reich ausgestatteter Tochter Anna zu Jena; aber die Hochzeittafel wurde den Armen überlassen, als von Friedrichs Überfalle von Roßla, Apels Gute, die Nachricht kam. Doch war Friedrich immer der, der noch Frieden anbot, wenn Wilhelm solche Räthe entlassen wolle. War das die brüderliche Liebe, die sie dem sterbenden Vater in die Hand gelobt?!

Wegen Wilhelms ungerechter Sache verliessen viele edle Thüringer seine Seite und traten zum Kurfürst, wofür ihnen freilich ihre Güter verwüstet wurden. Erfurt, die magdeburger, merseburger, naumburger Bischöfe verbanden sich gleichfalls mit Friedrich. Da ließ Wilhelm 9000 Böhmen werben, die aber Freund und Feind gleich sehr mishandelten; ein Friedensversuch zu Naumburg war umsonst wie der zu Mühlhausen, und zu Erfurt kam nur ein papierner Friede zu Stande, 1447. Wilhelm überließ sogar Apel, für dessen Güter Roßla, 1447
Sulza, Reinstädt und 42,000 Fl. sein ganzes Frankenland, wohl wissend, wie unangenehm dies seinem Bruder sein würde, wie denn selbst Kaiser Friedrich IV. die Bestätigung versagte. Am blutigsten empfand den Krieg das schwarzburgische Städtchen Königsee (1448), welches Graf Günther an den Kurfürst verkaufte und welches von Graf Heinrich von Schwarzburg und Wilhelms Truppen erobert und zerstört wurde. Die jährliche Sitzung des sogenannten „unweisen oder Narrenrathes," einer Fastnachtsposse, doch nicht ohne tiefern Sinn, wird damals freilich ausgesetzt worden sein[1]). Glücklicher war das

1) s. diesen unweisen Rath weitläufiger erwähnt in Herzogs thüringischer Gesch. S. 419.

Städtchen Ilm, welches der Kurfürst dem schwarzburger Heinrich selbst mit 18,000 Mann nicht entreissen konnte. Damals retteten noch Geras Weiber die Stadt durch einen Fußfall vor Wilhelm; aber bald darauf, als Heinrich von Gera Wilhelm unklug gereizt hatte, stürmten es die Böhmen, die unterdessen im Meissnischen gesengt und gebrennt hatten, mit
1450 Heinrich selbst am 30. Octbr. 1450. Fünftausend Einwohner wurden von den Unmenschlichen hingeschlachtet, viele nach Böhmen gefangen abgeführt. (Künste, die noch vom Hussitenkriege her ihnen geläufig waren). An der Elster kamen die beiden Brüder einander gegenüber. Da erbot sich dem Kurfürst ein Krieger ihn mit seiner Büchse seines Bruders zu entledigen. „Schieß, wohin du willst, nur meinen Bruder nicht," sprach Friedrich. Dies mag Wilhelm erfahren und seines Bruders milder Sinn ihn gerührt haben. Die Brüder traten zusammen und dachten an Aussöhnung. Zwar bliesen die thüringischen Räthe noch immer Feuer an, aber Wilhelm mochte selbst seines Apels Eigennutz beim koburger Kaufe bemerkt haben und äusserte: „ich will gern und willig sterben, wenn ich nur zuvor gesehen, daß ihr feindseligen Leute euern wohlverdienten Lohn bekommen habt." Und es wurde wahr: Untreue schlägt den eignen Herrn [1]).

Der Kaiser hatte mit der Acht gedroht. Nach mehrern
1451 Versuchen kam am 27. Jan. 1451 zu Naumburg eine volle Aussöhnung, mit den Brandenburgern eine erneuerte ewige Erbeinigung zu Stande. Wo es sich zum Frieden neigte, war kein Platz für Apel Vitzthum. Er fiel schon 1450 in Ungnade und ging nach Rom. Nach seiner Rückkehr foderte der Herzog gegen Rückgabe der vitzthumschen Güter die Pflege Koburg wieder und nahm sie, als sich Apel weigerte, mit Gewalt, sowie auch dessen andere Güter hinweg. Da floh der Mann nach Böhmen, hetzte Alles gegen seinen ehemaligen Wohlthäter auf und strebte Wilhelm sogar nach dem Leben
1453 (1453). Später brachten die Vitzthume sogar eine kaiserliche Commission gegen Wilhelm aus; aber Wilhelm berechnete den Fürsten von Brandenburg und Hessen, die sie bildeten, seinen

1) s. Müller sächs. Annalen S. 28.

Schaden auf 750,000 Fl. Es scheint gegen die Vizthume entschieden und von diesen endlich nachgegeben worden zu sein: denn Bernhard Vizthum und die Söhne Apels und Bussos (die gestorben waren) traten wiederum in Wilhelms Kriegsdienste [1]).

Wie dieser Bruderkrieg durch Verwilderung der Gemüther, durch Verwüstung von hundert und mehr Orten traurige Folgen für das Land hatte, so knüpfte sich noch ein Ereigniß daran, welches leicht für Friedrich persönlich und sein Fürstenhaus sehr gefährlich hätte werden können und den gewaltsam rohen Geist der Zeit bezeugt. An seinem Hofe war ein tapferer Ritter, Kunz von Kaufungen (sein Stammsort lag bei Penig), der durch seine tapfern Dienste bis zum Hofmarschall aufgestiegen war. Auch den Nürnbergern hatte er in ihrer Fehde gegen Albrecht Achill als Feldhauptmann gedient. Kunz hatte im Bruderkriege seine Besitzungen in Thüringen durch Apel von Vizthum verloren und dafür einstweilen einige vizthumsche Güter in Meissen erhalten, die er bei der Aussöhnung und nach der Rückgabe der eigenen herauszugeben sich weigerte. So wurde Apel mit Gewalt restituirt, doch erklärte sich der Kurfürst vor Schiedsrichter zu Rechte stehen zu wollen bereit. Aber diesen altenburger Schiedsspruch wartete Kunz nicht ab, sondern drohte, er werde sich an des Kurfürsten Fleisch und Bein zu rächen wissen, und entfloh nach Böh-

1) Die Urkk. führt Weisse II, 311. an. Die wichtigsten Nachrichten über den Bruderkrieg giebt der erfurter Rathsmeister Hartung Kammermeister in seiner thüring. Chronik als Zeitgenosse in Mencken scrr. rer. Germ. 1185—1238. Einen eigenen Zug von Friedrich erzählt Moller in s. freiberger Chronik und nach ihm Fr. v. Braun monatl. Auszug IV. S. 507. Der Kurf. verlangte vom freiberger Rath, er solle mit der Stadt Wilhelm ganz entsagen und ihm allein huldigen und Hülfe stellen. Der greise Bürgermeister Nicol. Weller ging mit dem ganzen Rathe entblößten Haupts mit Sterbekleidern auf dem Arme zum Kurf. und stellte vor, wie sie auch Herzog Wilhelm zu gleicher Pflicht verwandt wären, sonst wolle er sich lieber sein graues Haupt vom Rumpfe trennen lassen. Da ritt der Kurf. auf Weller zu und klopfte ihm auf die Schulter: „Nicht Kopf ab, Alter, solcher redlicher Männer bedürfen wir noch ferner.“ Den Antheil an den Bergwerken und Einkünften ließ aber Friedrich seinem Bruder doch verkümmern.

men, wo er mit den Bizthumen und andern Unzufriedenen zusammenhielt. Doch hatte sich Kunz noch zu Altenburg des Schlosses Gelegenheit genau erkundet und blieb durch einen Küchenknecht Hans Schwalbe in genauer Kenntniß von Allem was in Altenburg vorging. Wahrscheinlich kam er später heimlich mit einigen Gehülfen wieder und versteckte sich im Schlosse Kohren; denn in Böhmen hätte ihn die Nachricht, daß der Kurfürst an einem Tage nach Leipzig reisen, der Hofstaat ein Bankett in der Stadt haben werde, zu spät getrof-
1455 fen. In der Nacht zwischen dem 7. und 8. Julius 1455 erstieg er mit einigen Gefährten an Strickleitern das Schloß, wo nur die Kurfürstin Margarethe mit ihren beiden Prinzen, Ernst (geb. 1441) und Albrecht (geb. 1443) und deren Gespielen gegenwärtig war. Ein alter Soldat, die einzige Wache des Kurhauses, wurde gebunden und die Zimmer der Kurfürstin wahrscheinlich verwahrt. Dann wurden die Prinzen aus ihrem Gemach herabgetragen. Umsonst rief die eingeschlossene Mutter jammernd vom Fenster nach, Kunz jagte (die verkehrten Hufeisen, um die Spur nicht zu verrathen, mögen hinzugefabelt sein!) mit Prinz Albrecht auf dem Wege nach Eisenberg (in Böhmen), Wilhelm von Mosen und Schönfels mit Ernst auf dem zwickauer Wege, damit die Rache doch nicht ganz mislänge oder, wenn ein Prinz eingeholt würde, man mit dem andern Amnestie erzwingen könne [1]).

Unterdeß flogen Eilboten nach Leipzig, Reiter jagten den Räubern nach, Sturm wurde durch's ganze Land geläutet. Schon war Kunz am Fürstenberge (bei Elterlein), wo er der Nähe Böhmens wegen dem schmachtenden Prinzen einige Erdbeeren zu pflücken erlaubte. Der Prinz entdeckte seine Noth einem gegenwärtigen Köhler, Georg Schmidt; dessen Weib macht Lärm, noch andere Köhler kommen, Kunz verwickelt sich mit seinem Sporn, fällt und wird mit seinem Knecht Schweiniz trotz seiner Gegenwehr gefangen. Die Gefangenen und den Befreiten nahm Abt Liborius von Grim-

1) Eine neuere Vermuthung meint die Eisenburg bei Stein. s. das Elbeblatt 1826. 18. Septbr. No. 78. Dort würden die Thäter schwerlich sicher gewesen sein.

hain in Empfang und lieferte die Erstern nach Zwickau, den Letzteren nach Altenburg. Der rusige Befreier mit dem siegreichen Schürbaum zog voran.

Dagegen waren Mosen und Schönfels mit Prinz Ernst bis in die Gegend von Stein gekommen und hatten sich vor dem allgemeinen Aufstand in der benachbarten Teufelskluft (jetzt Prinzenhöhle) einige Tage verborgen gehalten. Dort hörten sie durch Holzhauer zufällig Kunzens Schicksal und beschlossen den Prinzen auszuliefern, wenn ihnen Freiheit zugestanden würde, sonst aber den Prinzen zu ermorden und sich auf's äusserste zu wehren. Der zwickauer Oberamtshauptmann, Friedrich von Schönburg, versprach Leben und Freiheit, die Übergabe erfolgte zu Hartenstein, und die Ritter jagten aus dem Lande. Die Strafe an Fleisch und Bein kam nun über Kunz und seinen Bruder, der schon sieben Tage nach der That zu Freiberg von dem Geschwornengericht der Vierundzwanziger verurtheilt und auf dem Markt enthauptet wurde. Schweinitz und Schwalbe wurden geviertheilt, der Köhler, der den Familiennamen Triller annahm, mit vier Scheffel Korn und einem Freigute beschenkt [1]).

Der Kurfürst theilte diese Geschichte in einem Ausschreiben, worin er besonders die Sage widerlegt, als habe Kunz nur Selbsthülfe wegen einer verweigerten Geldschuldzahlung

1) Die Haupturkunde ist Friedrichs eigene Relation in seinem Manifest an verschiedene Kur- u. Fürsten des Reichs b. A. Weck dresdner Chronik S. 166—169. Schon Äneas Sylvius ließ sich manchen Irrthum zu schulden kommen. So fabelte man auch von einer zu spät gekommenen Begnadigung. Die Sache ist wegen ihrer Abenteuerlichkeit und sichtbaren Gottesfügung lange Lieblingserzählung des Volkes gewesen und dadurch schwerlich historisch wahrer geworden. Daß Kunz nur nach Faustrecht zu handeln suchte, deutet sein am Morgen nach der That in's Schloß geschickter Fehdebrief an. Dagegen fanden Viele vom Adel seine Strafe zu hart. Über das 1822 am Fürstenberg errichtete Denkmal dieser Begebenheit s. K. W. Hering Gesch. d. sächs. Hochlands. 1828. II, 166. Übrigens war der Raub in der Nacht zwischen 7. und 8. Julius, nicht 8. und 9. Der Abend St. Kilians ist die Vesper vorher. s. Pilgram calendarium medii aevi. Vind. 1781. 4. p. 91. Proben aus Kramers lateinischem Schauspiele darüber v. 1593. s. v. Braun monatl. Ausz. IV, 489.

geübt, unter andern Fürsten auch seinen Schwägern von Hessen und Brandenburg mit; und mit Letzterm trat er zu Naum-
1457 burg am 29. April 1457 in eine auch vom Kaiser bestätigte Erbverbrüderung. Doch sollte Brandenburg erst nach dem Abgange von Sachsen und von Hessen erben können[1]).

Auf dem naumburger Tage war auch Herzog Wilhelm von Thüringen gewesen. Wenn er auch fortan in gutem Vernehmen mit seinem Bruder Friedrich blieb, so gingen doch ihre häuslichen und politischen Lebensbahnen weit auseinander. Friedrichs Ehe mit der österreichischen Margarethe war glücklich und gesegnet; Wilhelms Ehe mit seiner Kaisertochter Anna unglücklich und ohne männliche Erben. Friedrich liebte die Ruhe, wenn sie mit Ehren erhalten werden konnte, und blieb im Lande, für welches er landesväterlich sorgte; Wilhelm ging in weitaussehende politische Händel ein, machte weite Reisen und hatte in seinen Plänen auf Luxenburg und Böhmen keinen glänzenden Erfolg; doch entsprach gerade ein solches Leben seinem heftigen und kriegerischen Charakter, daher denn wohl das Sprichwort von ihm sagte: „wenn Wilhelm die Sporen anschnallt und über den Schloßhof von Weimar geht, so klirrt ganz Thüringen davon."

Es war keine gute Vorbedeutung für Wilhelms Ehe gewesen, daß schon die Hochzeitsfeier durch den beginnenden Bruderkrieg gestört wurde. An der Hochzeitsfackel zündete sich die des Krieges an. Der Herzogin auf die fränkisch-sächsischen Besitzungen verschriebenes Leibgedinge ging, mit ihrer Einwilligung, durch Veräusserung an den Vizthum verloren. Dafür verschrieb ihr Wilhelm, wenn er unbeerbt verstürbe, seine ganzen Länder; eine so seltsame Freigebigkeit, daß sie sich nur aus Wilhelms Spannung mit Friedrich, seinem muthmaßlichen Erben, erklären läßt. Auch wurde bei der Aussöhnung (1451) diese Bestimmung wiederum verändert. Nachdem seine auf

1) Gegen Weisse II, 318. macht Rommel Gesch. v. Hessen II. Nr. 221. einige berichtigende Bemerkungen, daß z. B. Brandenburg nicht habe unzufrieden sein können. Fast bei jeder künftigen Erneuerung der Erbverbrüderung wurde auch die Erbeinigung oder das Vertheidigungsbündniß erneuert, obschon unnöthigerweise, da schon die Erbverbrüderung eine Sicherstellung des Besitzes in sich schloß.

Luxemburg und Chimay erheiratheten Ansprüche, die selbst mit den Waffen geltend gemacht werden sollten, indem er erst mit einem Heere dahin zog und dem Herzog Philipp von Burgund einen Zweikampf antrug, durch die wachsende Macht des burgundischen Hauses bloß zu Geld gemacht worden waren (wobei schon früher (1444) die erste engere Verbindung Sachsens mit Frankreich zu Stande gekommen), verschaffte ihm der Tod seines Schwagers, Ladislav von Böhmen, eine Aussicht auf den böhmischen Thron, den aber die Böhmen bald an den Hussiten Georg Podiebrad vergaben, sodaß auch diese Aussicht wieder schwand (1457). Wilhelm erkannte endlich selbst Podiebrad als böhmischen Wahlkönig an, zumal da Podiebrad, der eine wichtige Gegenforderung auf 63 Städte und Schlösser in Meissen gemacht und dieselbe auf Vizthums Betrieb schon durch kriegerische Einfälle in Meissen unterstützt hatte (1453), sich endlich im egerschen Vergleiche am 25. April 1459 billig 1459
finden ließ und für die Zurückgabe von Brix, Riesenburg, Dux und der Landskrone bei Görlitz jene Schlösser und Städte bei Meissen als böhmische Lehen ließ. Für diese sogenannten böhmischen Hauptlehen, z. B. Plauen, Sondershausen, Lobenstein, Eilenburg, Kolditz, Pirna, Dippoldswalde, Königstein, Tharant, Elsterberg, Auerbach, Ölsnitz, Vogtsberg u. s. w., sollte Prinz Albert Lehenträger sein. Eine erneuerte böhmisch-meissnische Erbeinigung und eine verabredete Doppelheirath zwischen Herzog Albrecht und Podiebrads Tochter Zedene, sowie Podiebrads Sohne Heinrich und Wilhelms Tochter Katharina, zog die Bande zwischen den Fürsten und Ländern noch enger an.

Wie hätten auch die Böhmen einen Fürsten zu ihrem König wählen mögen, der an ihres gestorbenen Königs Ladislavs Schwester sich so sehr versündigte! Die Tage Albrechts des Enarteten und der eisenberger Kunigunde schienen zurückzukehren. Denn auch ihn hatte eine schöne Buhlerin, Katharina von Brandenstein, Tochter Eberhards von Brandenstein und Wittwe eines fränkischen Ritters von Heßberg, so gefesselt, daß er seiner würdigen Gemahlin überdrüssig wurde und auf Schloß Roßla am liebsten mit seiner „Käthe" hausete. Die fürstliche Gemahlin wurde mit zwei Damen und einem

alten Hofmarschall nach Eckardsberg verwiesen, dort vor dem Anblick der Welt entfernt gehalten (nach einer Chronik wurden ihr sogar die Fenster vermauert). Und doch war sie es selbst, welche ihren Gemahl vertheidigte und Alles für vizthumsche Lügen ausgab, als König Ladislav, ihr Bruder, ihn darüber zur Rede stellte. Als ihr einstmals geträumt, Wilhelm sei wieder freundlich gegen sie, erflehte sie von ihrem Marschall die Erlaubniß, nach Roßla zum Herzog fahren zu dürfen, wurde aber von diesem auf der Brücke mit dem Holzschuh in's Gesicht geworfen und blutig zurückgeschickt. Es war ein Traum gewesen. Aus Gram verstarb die edle Dulderin am 13. Novbr. 1462, und nun ließ sich der Herzog seine roßlaer Käthe zu Weimar, mit Einwilligung der Stammesvettern und erbverbrüderten Häuser, in Gegenwart vieler Fürsten, vom Erzbischof von Magdeburg feierlich antrauen. Nur die größte Verblendung ließ den Herzog kaum bemerken, wie sie, die Unwürdige der Ehren, es auch mit andern Edelleuten hielt, vom ganzen Hof verachtet und mit stark bezeichnenden Titeln und Beschimpfungen behandelt wurde. Ein Vertrauter machte den Herzog auf seine eigenen Liebschaften mit ihr sehr deutlich aufmerksam, auch rief er zornig aus: „da schlage St. Urban Veitstanz dazu!" und wollte seinen Nebenbuhler ermorden, aber von seiner Liebe wurde er nicht geheilt. Sie blieb doch seine „durchlauchtigste und hochgeborne Fürstin". Wie gut wusste der Landgraf Heinrich von Hessen auf der marburger Fastnacht 1466 diese Schwäche Wilhelms zu benutzen[1])!

1) Über Marburg s. Rommel Gesch. v. Hessen III. 1. Abthell. S. 28. und Anmerkk. S. 15. Die Hauptstelle über Katharina aus einer handschriftlichen erfurter Chronik in Mencken scrr. rer. Germ. II. p. 1079—1082. in der Anmerk. Wirklich sagte einmal Wilhelm: „es rewt mich daß ich der H—n soviel vertrauet habe." Ein Edelmann, der ihr den Trunk zu kredenzen pflegte, warf ihr, als sie ihn lange warten ließ, den Becher auf den Leib und rief: „er habe nun der H—n lang genug hofirt." Doch wurde er später wieder zu Gnaden aufgenommen und war es, der dem Herzog vertraute, daß sie ganz unten am Leibe ein Mal habe. Wenn H. v. Thümmel in seinem (S. 319. Anmerkung) angeführten Werke sie vertheidigt, treibt er doch seine ritterliche Galanterie zu weit. Ihr Portrait nach einem Original im Schlosse zu Altenburg zeigt kein „schönes", sondern ein frech es Weib.

Ende März 1461 unternahm Herzog Wilhelm nach Fürs- 1461
stensitte jener Zeit, die sich noch von den Kreuzzügen bis in's 16. Jahrhundert erhalten, mit mehrern Grafen und Herren (91 an der Zahl ohne die Knechte) eine Wallfahrt in's gelobte Land, nachdem er sein Testament gemacht und die Schloßcapelle zu Weimar zu einer Stifts- und Collegiats-Kirche erhoben hatte. Am 1. Mai ging er in Venedig zu Schiffe, langte nach mancherlei Fährlichkeit am 18. Junius über Candia und Joppe in Jerusalem an, wo er seine Andachten verrichtete, vielleicht Ritter des heiligen Grabes wurde und nach 11 Tagen wieder aufbrach. Nach 28 Wochen, am 7. Oct. ritt er wieder zu Weimar ein. Ob er in Asien den Groll gegen seinen Bruder abgeschworen, wie der Geschichtschreiber Hessens vermuthet, oder sein Verhalten gegen die mishandelte Gemahlin bereuete, oder vielmehr nur Thatendrang, Sitte und eine Art geistiger Diät den Zug veranlasste, bleibt unentschieden[1]).

Ruhiger und frömmer lebte Friedrich mit seiner Margarethe und seinen von ihr erhaltenen acht Kindern. Die Kurfürstin genoß solcher Liebe bei ihrem Eheherrn, daß sie auch wohl an Regierungsgeschäften Antheil nahm, z. B. 1432 ihn zur Vertreibung der Juden veranlasste, sich alle Mühe gab den traurigen Bruderkrieg zu schlichten, in Abwesenheit des Fürsten der Regierung vorstand, 1440 die Stadt Wittenberg gegen einige Befehder aufbot und 1463 die in der sächsischen Geschichte einzige Verwilligung erhielt, eigene Münzen zu Koldiz schlagen zu dürfen. Auch nach dem Tode ihres Gemahls betrug sie sich in ihrem reichen Witthume (Stadt und Pflege Altenburg, die Schlösser zu Leipzig und Liebenwerda, die Städte Koldiz, Eilenburg und Liebenwerda u. m. a.) als eine regierende Frau und übte landesherrliche Rechte aus. Wenigstens ließ sie zu Altenburg, ihrem gewöhnlichen Wittwensitze

1) Rommel III. 1. Abtheil. S. 3. Müllers Annalen S. 84. Anna schmachtete noch ein Jahr in Eckardsberge. Auch im Testamente Wilhelms (s. Jovius schwarzb. Chronik in Schöttgen u. Kreysig diplom. I, 587—589) ist ihrer, aber auch der Brandensteinin nicht gedacht. Über den Zug selbst s. Hartung Kammermeister (S. 327. Anmerk.)

(bis 12. Febr. 1486, wo sie starb), die Gerichtsbarkeit durch ein von ihr ganz abhängiges Landgericht verwalten, welches sich „Richter, Schöppen, Schreiber und Frohnen, Geschworne des Landgerichts zu Altenburg, unserer gnädigen Frau zu Sachsen Wittwe," nannte[1]).

Eine andere merkwürdige Erscheinung ist (1450) Friedrichs Gründung eines Ritterordens zum Andenken des heiligen Hieronymus († 420), des großen Kirchenhelden „und eines harten Hammers und schweren Vertreibers der Ketzer." Der ritterliche Sinn der Zeit mag durch die Kreuzzüge gegen die Hussiten einen religiösen Anstrich erhalten haben. Die Mitglieder des Ordens (die vier Ahnen haben müssen) sollten die Geistlichkeit lieben, Kirchen, Wittwen und Waisen schützen, des heiligen Glaubens Vorfechter sein u. s. w. Jedes Mitglied sollte „löblicher Handlung und nicht ein Wucherer und Straßenräuber sein, der sich an sich, an seinen natürlichen Erbherren oder an seiner ehelichen Bettgenossen in keiner Weise vergriffen hat." Wer von der Gesellschaft verarmte, durch Gefängniß oder Krieg, der soll vom Ordensstifter „sein Lebtags bequeme Notturft" haben[2]).

1464 Am 7. September 1464 im 52sten Jahre starb zu Leipzig, wo er geboren war, der Kurfürst Friedrich (nachdem er noch des gleichnamigen Enkels, des nachherigen Kurfürsten Friedrichs des Weisen, Geburt 1463 erlebt hatte) und wurde in der vordern meissner Fürstencapelle, die er 1440 bauen

1) Weisse Gesch. d. kurs. Staaten II, 338. Joh. Aug. Schneiders biograph. Fragm. über Marg. Altenb. 1800, kenne ich leider nicht.

2) Die Stiftung des burgundischen goldnen Vliesses (1430) mag die Idee gegeben haben, das Kleinod von Silber oder Gold stelle einen kleinen Cardinalshut und darunter einen Löwen vor, weil Hieron. Cardinal gewesen sei und einen Löwen übernatürlich gebändigt habe. Um die Griffel (Glieder) des Halsbandes war die Devise geschlungen: „O wie groß ist der Glaube, den der heilige Sente Jeronimus gelert hat und geprediget." Der Orden hatte seinen Altar und Seelmessen zu Meissen. Bei einem Bruche mit der Herrschaft musste das Mitglied die Decoration (die beim Verstorbenen am Altar aufgehangen wurde) zurückschicken. Übrigens scheint der Orden mit dem Kurfürst wieder eingegangen zu sein. s. Horns Handbibliothek VIII, 873.

ließ, begraben. Zwei seiner Söhne (Stifter der beiden Hauptlinien) sind schon genannt, zwei andere starben vor ihm. Amalie vermählte sich mit Ludwig dem Reichen von Baiern-Landshut (dem Gründer der Hochschule zu Ingolstadt, des Anti-Wittenbergs im Zeitalter der Reformation) und lebte als Wittwe von 1479—1502 zu Rochlitz; Anna wurde Gemahlin des brandenburger Kurfürst Albrecht Achill; Hedwig und Margarethe wurden Äbtissinnen zu Quedlinburg und Seußlitz.

3. Die wettinischen Länder unter Wilhelm, Ernst und Albert, 1464—1485 (1486).

Herzog Wilhelm von Thüringen überlebte seinen Bruder um volle 18 Jahre. Doch ist aus seiner ferneren Regierung nur Weniges so wichtig, daß es besondere Würdigung verdiente: denn daß er noch geraume Zeit in Händeln mit Apel von Vitzthum lebte, der Mordbrenner gegen Erfurt geschickt hatte; daß er bei der zwistigen mainzer Erzbischofswahl mit dem Papst auf Adolfs Seite stand und dadurch dem Bann entging (1462); daß er in eine lange Fehde mit dem Grafen Ernst von Gleichen (1466—1474) verwickelt wurde, die über die Hasenhetze eines erfurter Bürgers ausbrach; daß er 1467 die Grafschaft Käfernburg dem Graf Heinrich von Schwarzburg verlieh; daß er Landgraf Ludwig von Hessen (1465) achtzehn Fähnlein Mannschaft (600 Mann, meist böhmische Trabanten) gegen Simon von der Lippe, Bischof von Paderborn, zusendete; 1468 selbst nach Hessen eilte, um die dortige Bruderfehde zu schlichten (er konnte aus Erfahrung warnen!) [1]); daß er (21. April 1465) seinem Schwager Heinrich von Brandenstein das Schloß Ranis nebst Zubehör verlieh [2]); daß

1) Auch im hessischen Bruderkriege spielt ein fuldaischer Abt Ludwig Vitzthum von Eckstädt eine Rolle, kommt das Erbieten eines Schützen an Landgraf Heinrich vor, seinen Bruder Ludwig zu erschiessen, und die gleich edle Antwort: „er wolle lieber die Hälfte von Hessen verlieren als Mitwisser einer solchen That sein.“ s. Rommel Gesch. v. Hessen III, 1. 40.

2) Die Urkunde ist ungedruckt. Das Original mit dem Majestätssiegel (auf der Rückseite dem Gegensiegel) befindet sich in meiner eigenen

mit seinen Vettern Ernst und Albert die Erbvereinigung erneuerte und mit ihnen ein ewiges Bündniß schloß; daß er die nürnbergischen Kaufmannsgüter in seinem Lande mit Beschlag belegte, weil der Rath jener Stadt ihm nicht zu einer ihm vom dortigen Wechsler Baumgarten vorenthaltenen Summe helfen wollte; daß er die Juden die sich nicht wollten taufen lassen, aus Thüringen vertrieb; daß er seine Tochter Margarethe mit Markgraf Johann (Cicero) von Brandenburg vermählte; 1474 dem Kaiser Hülfe gegen Karl den Kühnen von Burgund zusagte, welche sein Neffe Albrecht führte; dann eine Fehde mit Graf Sigmund von Gleichen hatte, welcher der Fürstin den Titel „gnädige Frau" verweigerte; 1475 eine neue Münzordnung gab: Dies ist ohngefähr das Erheblichste. Noch kurz vor seinem Tode übergab er, selbst ohne männliche Nachkommen, seine Länder (er zählte 13 in seinem Wappen) seinen beiden Neffen Ernst und Albert und starb am 17. Sep-
1482 tember 1482 zu Weimar 57 Jahre alt.

Seine Werke, die, ob er sich gleich „obersten Handhaber aller guten Werke" nannte, nicht immer gute Werke waren, bezeichnen ihn auf's sprechendste. Obgleich nicht bösen Herzens, war er unruhig, stürmisch, leidenschaftlich-reizbar und fast immerwährend in Krieg und Fehde. Doch gereicht ihm Vieles auch zum Lobe, z. B. seine strenge Aufsicht auf die Sitten der Geistlichkeit und eine oft zur rechten Zeit gezeigte Energie. So bat er z. B. einen putzsüchtigen Hofjunker, er möchte doch ihm zu gefallen die „à la mode Hosen" abschaffen und sich nach seiner Art kleiden. Der Junker entgegnete aber: „ich kleide mich wie ich will!" worauf der Herzog ihn mit den Worten fortschickte: „so jage ich dich weg wie ich will [1])." Seine Katharina überlebte ihn 10 Jahre. Weislich trat sie ihr großes Leibgeding den Herzogen Ernst und Albert

kleinen, zum Behuf der Vorlesungen über historische Hülfswissenschaften angelegten Sammlung von Urkunden, Siegeln, Stempeln, Medaillen, Münzen, alten Schriftproben und Drucken und Karten jeder Art. Das Siegel ist an der weiß, blau und rothen Schnur. Im Extract bei Müller Annalen S. 57. steht irrig unter den Zeugen Burkard statt Brun von Querfurt. Einiges Ausradirte ist dennoch leicht zu lesen.

1) Müller sächs. Annalen S. 48.

ab und erhielt dagegen Saalfeld, Stadt und Amt, wo sie am 2. November 1492 starb und zu Weimar neben ihrem Gemahl begraben wurde.

Mehrere der wichtigsten Bestimmungen in Friedrich des Sanftmüthigen Testamente, 1447, brauchten nun nicht mehr in Vollzug gesetzt zu werden, da er keine unmündigen Kinder hinterließ. Aber sie zeugen von seiner Sorgfalt und Vorsicht. Obervormund sollte der Kaiser (Friedrich IV.) sein, die Landesadministration neben der Mutter Katharina ein Ausschuß von 18 Personen führen, unter denen sich selbst Bürgerliche, wie der achtbare Kaufmann Oswald zu Zwickau, befanden. In Kursachsen sollte Herzog Wilhelm, als nächster Stammvetter, den Kurprinz vertreten; alle seine Länder jedoch sollten ungetheilt gelassen werden, Ernst aber zugleich im Namen Alberts die Regierung führen. Dies haben beide Brüder 21 Jahre lang befolgt, zu ihrem Heile; denn gleich nach der endlich vorgenommenen Haupttheilung traten auch die Folgen früherer Theilungen, Unzufriedenheit und Zwietracht ein. Anfangs hielten die Brüder gemeinsam Hof zu Dresden, in Einem Schlosse, und selbst die Gemahlinnen und die beiderseitigen Hofdamen sollen sich auf das beste vertragen haben, was schon dem ehrlichen Fabricius erstaunlich schien; dann residirte Ernst gewöhnlich zu Altenburg oder Leipzig, Albert zu Dresden oder Torgau.

Zu Neustadt bei Wien empfingen Beide (29. Juni 1465) 1465
persönlich vom Kaiser, ihrem Oheim, die Belehnung und gingen dann nach Prag, wo sie ihren Schwager und Schwiegervater besuchten. Albert ging dann auf ein Jahr nach Wien. Auch der vom Papste gegen Podiebrad „den Ketzer" gesprochene Bann entfremdete sie dem Böhmen nicht, sie unterstützten ihn vielmehr gegen die unruhigen Schlesier. Im J. 1466 1466
zogen beide Brüder gegen Heinrich II., Burggrafen zu Meissen, Herrn von Plauen, der auf Betrieb seiner Gemahlin den Vasallen ihre Güter nahm, „und machte aus der erbarn Leute sitze fyhehoffe und scheffereyen und sprach es wer in nutzer zu kessenn und zu puttern, dann daß edelleut darauf seßenn." Die Herzoge eroberten Stadt und Schloß (wahrscheinlich im Auftrag der Krone Böhmen) und behielten sie

und ihr Gebiet als Lehen von Böhmen. Eine andere Erwerbung, aber durch Kauf, machten 1472 die Brüder an der Herrschaft Sagan in Schlesien für 50,000 Goldgulden, von dem Fürst Johann dem Wilden, den seine Goldmacherei und andere Noth zum Verkaufe nöthigte. Da ihn der Handel reuete, begann er Händel, die noch Herzog Wilhelm so schlichtete, daß Sagan bei Sachsen blieb (bis 1549). Vorübergehender war 1477 der wiederkäufliche Kauf der biberstainischen Herrschaften Soran, Breskau und Storkau, die 1572 eingelöst wurden. Die Kaufsummen wurden von dem reichen Ertrage des fündig gewordenen schneeberger Silbers gemacht.

Wichtiger [1]) als die wieder erneuerten Ansprüche Sach-
1469 sen-Lauenburgs; als das 1469 zum Vorschein kommende Obermundschenkenamt der Herzoge zu Sachsen bei dem Abt zu Kempten (der dies und das von Sachsen als Lehn vergebene Unterschenkenamt am liebsten bei sich selbst verrichtet hätte!); wichtiger als die Händel der Schwester Hedwig, der Äbtissin von Quedlinburg mit der gleichnamigen Stadt, wo die Brüder gewaffnet einschreiten mußten (1477), oder mit den Städten Halle und Halberstadt, als der junge Prinz Ernst, Sohn des Kurfürsten Ernst, zum Erzbischof von Magdeburg (1476) und Bischof von Halberstadt (1478) postulirt worden war, und die sogenannten ernestinischen Verträge das Verhältniß des Erzbischofs und der Stadt Halle, besonders der Pfännerherren, in's Klare setzten; wichtiger als die Erhebung des zweiten Sohnes des Kurfürsten, Albrechts, seit 1479 mainzischen Domherrn und Statthalters zu Erfurt und auf dem Eichsfelde, zum Administrator, und nach erreichtem 27sten Jahre zum wirklichen Erzbischof von Mainz (obgleich für die Geschichte der Reformation und selbst für das Ansehn des wettinischen Hau-
1471 ses diese Erhebung bedeutend wurde): wichtiger hätte der 1471 erfolgte Tod König Georg Podiebrads von Böhmen für Sachsen werden können, wenn Albert die von seinem Hofmanne, Nikolaus von Kökeritz, viel zu lebhaft geschilderten Rechte und

1) Versteht sich, nur in meinen Augen und für unsern Zweck, was ja sich von allen diesen und ähnlichen Formeln versteht. Von den für Sachsen so wichtig gewordenen Bergwerken siehe den folg. §. 4.

Aussichten auf jene Krone seines Schwiegervaters hätte verwirklichen können (er mußte froh sein mit heiler Haut aus Böhmen entkommen zu sein); wichtiger wurde wirklich die 1480 (wegen seines Sohnes Ernst von Magdeburg) vom Kurfürst nach Rom unternommene Reise, weniger um der von Sixt IV. geschenkten goldenen und geweihten Rose willen, oder weil Ernst die Lossprechung des merseburger Bischofs, Thilo von Trotz, der einen Mönch mishandelt hatte, vom Banne erwirkte, als weil sie den entfernten Grund zu der nachherigen Haupttheilung legte. Ernst hatte die Landesverwaltung bei seiner Abreise nicht seinem Bruder Albert, wie dieser erwartet haben möchte, sondern Landvögten übertragen, die den Herzog Albert geringschätzig behandelten, worüber dieser von Dresden weg nach Torgau zog. In einem vom meissner Bischofe vermittelten Vertrage wurden ihm 1481, 1481
außer einem Jahrgelde von 14,000 Floren, Torgau nebst Schilda und Dommitzsch, die Schlösser Eharant und Dippoldswalde, sowie die Stadt gleiches Namens angewiesen. Auch wurde schon auf den Fall einer künftigen Theilung festgesetzt, daß, wenn eine Theilung verlangt werden sollte, Albert theilen, Ernst wählen, dafür aber 30,000 Gulden entrichten sollte.

Als im Jahre 1482 der Oheim beider Fürsten, Herzog 1482
Wilhelm von Thüringen, starb, folgten Ernst und Albert in seinem vorerst noch ungetheilten Lande. Dies brachte sie in nähere Verhältnisse mit der reichen und mächtigen Stadt Erfurt, die sich 1440 dem besonderen Schutze Sachsens unterworfen hatte. Jetzt, wo ein Wettiner auf dem Erzstuhle von Mainz saß, also Erbherr von Erfurt war, war die schönste Gelegenheit zur Festsetzung und Begrenzung dieser Hoheitsrechte, die unter Wilhelm, als der Stadtmagistrat einen auf der Landstraße erschlagenen Mann hatte aufheben lassen, wieder Reibung veranlaßt hatten. Mit dem Erzbischof schloß Erfurt zu Amerbach dahin ab, daß sie das Hochstift stets als den rechten Erbherrn anerkennen wollte; mit Kurfürst Ernst (zu Weimar 3. Febr. 1483), daß die sächsischen Fürsten die Stadt unter ihren Schutz und Schirm annehmen und dafür jährlich zu Lichtmeß 1500 Floren Schutzgeld erhalten sollten;

dagegen werden der Stadt ihre alten Rechte und Freiheiten, ihr Schloß die Cyriaksburg, besonders auch ihre Gerichte im bisherigen Umfange bestätigt. Die Stadt mußte sich ferner zur Heeresfolge verstehen, wenn die sächsischen Länder angegriffen würden, doch sollte sie nicht ausser Landes zu dienen verpflichtet sein; bei neuen Irrungen solle ein Austrägalgericht zu gleichen Theilen ernannt und von dessen Erkenntniß keine Appellation verstattet werden u. s. w. Auch die Grafschaft an der schmalen Gera wurde für 10,800 Florenen wieder eingelöst.

Der Gedanke der Theilung wurde bald nach dem Anfalle von Wilhelms Ländern aufgenommen. Es schien billig, daß bei so vermehrtem Besitzstande auch Albert, der auf bestimmte Städte und Schlösser und Jahrgelder angewiesen war, größere Vortheile erhalte, und wirklich wollte er gegen eine Zulage von 3000 Gulden, und, wenn der Kurfürst keine neue Steuer dem Lande auflege, auf zehn Jahre das bisherige Verhältniß fortbestehen lassen; allein die Rücksicht auf die beiderseitigen zu versorgenden Kinder, vielleicht auch die Einflüsterungen des damaligen Oberhofmarschalls, Hugold von Schleinitz, brachten die Sache endlich doch zur Ausführung. Am 1485 17. Jan. 1485 wurden in einem Vertrage zu Leipzig die bisherigen Vergleiche aufgehoben und verabredet, daß (nach Sachsenrecht, wo der ältere theilt, der jüngere wählt) der Kurfürst die Theilung machen, Albert aber gegen eine Summe von 25,000 Florenen das Recht der Wahl haben solle. Im Vorgefühle dessen, was kommen werde, soll Albert noch vor der Theilung den verständigen Rath gegeben haben, ja recht gewissenhaft zu Werke zu gehen, damit nicht, wenn auch er sich mit seinem Bruder vereinigen könne, die Nachkommen darin noch einen Samen der Zwietracht finden möchten. Er hatte recht gesehen, gut gerathen. Die Folge zeigte es leider. Überdies brach dadurch nicht nur des Fürstenhauses Einheit, sondern auch des schönen Staates Kraft und Macht in zwei Theile, die nie wieder vereinigt worden sind und so vereinzelt dem gewaltigen Drange der Umstände und einer gebieterisch sich ankündigenden neuen Zeit zum leichtern Spiele wurden. Wenn folgendes Urtheil nicht Anmaßung gegen die höhere Lenkung der Dinge ist, so möchte man glauben, daß Viel von dem

was nun 330 Jahre lang das Land, das Volk, die Dynastie getroffen, bis auf das Jahr 1815, auf dieser schweren Theilung von 1485 steht. Man hätte einen ernsten Abschied nehmen dürfen, als am 26. August 1485 das Werk zu Leipzig vollbracht war.

Die beiden Haupttheile wurden wieder durch Meissen und Thüringen gebildet, Letzteres mit den fränkischen und vogtländischen Besitzungen. Das Pleissner- und Osterland, dessen politische Existenz von da an ganz aufhört, wurde unter beide Fürsten getheilt. Doch wurden, wahrscheinlich um einen inneren Krieg viel schwieriger zu machen, einige Ämter, die mitten im Landesbezirke des einen lagen, dem andern Theile zugewiesen. Von den Stiftern wurde das Bisthum Merseburg und die Vogtei über Quedlinburg dem meissner Theile, Naumburg-Zeiz dem thüringischen zugewiesen. Von den großen schriftsässigen Vasallen kamen die Grafen von Stolberg, Hohenstein, Mansfeld mit Heldrungen, Arnstein, Beichlingen, Leißnig, die Herren von Querfürt und von Schönburg zu Meissen; die von Gleichen, Kirchberg, die reussischen Dynasten zu Thüringen. Die mächtigen Schwarzburger fielen für ihre vielen Güter in beide Portionen; die amtsässigen Vasallen gingen mit ihren Ämtern. Zum voraus hatte der Kurfürst das Herzogthum Sachsen. In Gemeinschaft blieben: das Bisthum Meissen, Sagan und die biberstein'schen Herrschaften, der Schneeberg mit dem Neustädtel und alle Bergwerksnutzungen in beiden Ländern, der Ertrag des Umgeldes (welches in Thüringen nicht erhoben wurde), das Schutzgeld von den Städten Görlitz, Mühlhausen, Nordhausen und Erfurt; alle Schulden, Anwartschaften und Lehnsanfälle; die Einlösung des sächsischen Antheils an Treffurt. Festgesetzt wurde ferner die gegenseitige Erbfolge, Erbhuldigung und Erbeinigung, eine Summe von 100,000 Gulden, welche der erhalten sollte, dem Thüringen zufiele, weil Meissen für wichtiger und einträglicher gehalten wurde (doch wurde, als Albert Meissen wählte, nur die halbe Summe von ihm ausgezahlt, dagegen das Amt Jena an Ernst noch abgetreten). Über die Pfalz Sachsen, die doch vor dem Herzogthum erworben worden war, die Burggrafschaft Magdeburg und das Grafengeding

zu Halle, welche Albert mit in die Theilung gezogen wissen wollte, Ernst aber als Zubehör des Herzogthumes Sachsen betrachtete, wurde weder zu Leipzig noch in dem sogenannten naumburger Schied vom 25. Juni 1486 Etwas ausgemacht und damit eine Quelle manchen Streites offen gelassen.

Albert wählte, kraft seines mit 25,000 Floren bezahlten Wahlrechts, Meissen zu seinem Antheil, zum großen Schrecken und Verdruß Ernsts, der dies Land gern für sich erhalten hätte. So aber mußte er mit der thüringischen Portion zufrieden sein. Der Kaiser Friedrich ertheilte beiden Für-
1486 sten, 24. Febr. 1486, zu Frankfurt, bei Gelegenheit der römischen Königswahl Maximilians, bei welcher Ernst besonders thätig gewesen war, die Belehnung mit ihren Ländern, bestätigte die Theilung und erneuerte die Privilegien des Hauses, aber den Kummer des Kurfürst Ernst über seine fehlgeschlagene Hoffnung und über mehrere sich schnell folgende Todesfälle konnte er freilich aus kaiserlicher Machtvollkommenheit nicht heilen. Ein Sturz vom Pferde beschleunigte Ernsts frühen Tod im 46sten Jahre seines Lebens, gerade am Jahres-
1486 tag der Theilung, am 26. August 1486 zu Kolditz, nachdem er noch an diesem Tage sein Testament gemacht, darin sein Begräbniß im Dome zu Meissen (so sollte das meissner Land, das er im Leben nicht mehr haben sollte, doch seine Leiche haben!), die Spenden an die Armen festgesetzt hatte. Die Gemahlin des Kurfürst Ernst, Elisabeth von Baiern, und sein gleichnamiger Sohn, Kurfürst Ernst von Mainz († † 1484), die alte Mutter Margarethe († 1486 zu Altenburg) gingen ihm im Tod voraus, sodaß, wie Spalatin von Friedrich dem Weisen selbst gehört hat, Ernsts Söhne fast von einem Begräbnisse zum andern geritten sind. Mit einer tüchtigen Gesinnung für das Wohl seiner Länder verband Ernst, trotz mancher Spur von Jähzorn, viele andere gute Eigenschaften. Vor Allem rühmte man seine (damals seltene) Mäßigkeit im Genusse, dem zufolge er auch Trunkenbolde bald vom Hof entfernte. Von seinen vier Söhnen folgten sich der älteste und jüngste, Friedrich (der Weise) und Johann (der Beständige) in der Kurz. Albert wurde Erzbischof von Mainz (die Erfurter, denen er ein strenger Herr gewesen, sollen seine Kleider aber

seinen Tischdrunk haben vergiften wollen) und Ernst von Magdeburg. Christine heirathete den König Johann von Dänemark und wurde von ihm Mutter des blutigen Christiern, Margarethe später des unruhigen Herzog Heinrichs von Braunschweig-Lüneburg Gemahlin[1]).

4. Zur innern Geschichte der kursächsischen Länder, 1423—1485.

So war die Haupttheilung geschehen, seit welcher die sächsischen Länder nie wieder zur Vereinigung in Einer Hand gekommen sind. Schon die goldne Bulle war von dem richtigen Grundsatz der Untheilbarkeit ausgegangen, aber die Lehre welche sie gab, war, wie leider die meisten Lehren der

1) Über die Theilung vgl. Weisse II, 855—860. Den naumburger Schied setzt Weisse den 5. Nov. 1486, wo Ernst schon todt war. Ich habe das Datum von Müller (Annalen S. 51. Lünig Reichsarchiv Pars Spec. cont. II. Abtheil. IV. Abschnitt 2. S. 247.) beibehalten. Die Theilungsurkunde, unter Andern auch in Ad. Fr. Glafey Kern der Gesch. des Hauses Sachsen. 4. Aufl. Nürnberg 1753. 4. III, 789—818. Die wichtigern Orte, die zum thüringischen (ernestinischen) Theil gehörten, sind: Arnshaugk, Altenstein, Adorf, Altenburg, Buttstädt, Borna, Kreuzburg, Koburg, Koldiz, Düben, Gotha, Gerstungen, Grimma, Heldburg, Hildburghausen, Eisenberg, Eisenach, Eilenburg, Kahla, Königsberg, Krimmitschau, Luckau, Leisnig, Neustadt, Orlamünde, Ölsnitz, Plauen, Pausa, Roßla, Ronneburg, Saalfeld, Salzungen, Schmölln, Schilda, Tenneberg, Triptis, Anna, Weimar, Weida, Waltershausen, Wartburg, Werda, Ziegenrück und Zwickau. Zum meissnischen (albertinischen) Theil gehörten: Camburg, Chemnitz, Dresden, Dippoldswalde, Delitzsch, Dornburg, Eckardsberge, Frauenstein, Freiburg, Freiberg, Gebesee, Hohnstein, Hayn, Jena, Kindelbrück, Langensalza, Leipzig, Lommatsch, Luckau, Meissen, Mitweyda, Oschatz, Öderan, Pirna (mit Dohna, Rathen, Königstein) Pegau, Rochlitz, Radeberg, Senftenberg, Sachsenburg, Schellenberg, Sangerhausen, Tharant, Tennstädt, Thomasbrück, Wolkenstein, Weissensee, Weissenfels, Zschopau. Übrigens kann diese lange Urkunde als ein Verzeichniß der damaligen Klöster, adligen Familien mit ihren Rittersitzen und Linien dienen. Über die Gemahlin Elisabeth und ihr Begräbniß in der leipziger Paulinerkirche vgl. Kabitsch in den Beiträgen zur vaterländischen Alterthumskunde. Leipzig 1826. S. 58—62.

Geschichte, eine verlorene. Wir sind zu wenig über die Geschichte jener Zeit, welcher die jetzigen Posaunen, die Zeitungen, völlig fehlten, unterrichtet, um was wir vermuthen auch zu wissen, ob nicht den Landständen aus eigenem Interesse solche Theilungen höchlich zuwider waren, und nur wenige Spuren zeigen sich hin und wieder bei früheren Theilungen, daß die fürstlichen Räthe von ihnen abgerathen haben. Daß sie für die gleichmäßige Verbreitung innerer Cultur der Länder und Provinzen manchen beträchtlichen Vortheil haben mussten, hat man damals schwerlich noch erfahren haben können. Beispiel, partieller Erwerb, frühere Isolirung der Gebiete, Familienrücksichten, der in eine Art Patrimonium umgewandelte ursprüngliche Feudalbesitz waren überwiegend. An ein völliges Auseinanderfallen glaubte man schwerlich; die vorbehaltene gesammte Hand, die Erbverbrüderungen, gewisse gemeinschaftlich gebliebene Güter und Rechte sollten die Mittel sein, eine ewige Trennung und die Wirkungen einer Todtheilung zu verhüten. Der Schwäche der getheilten Staaten nach aussen meinte man durch Erbvereinigungen mit andern Staaten oder wechselseitige Beschützung zu Hülfe kommen zu können. Selbst in dem Kurlande wurde das Verhältniß der Primogenitur nicht immer rein erhalten [1]).

Dagegen gab die Kurwürde dem Fürstenstamme unverkennbar ein weit höheres Ansehn, dem Staate eine erhöhete politische Stellung, dem Hofe größeren Glanz und endlich doch auch einen festen, unantastbaren Kern und Mittelpunct des Ganzen [2]).

1) Man findet viele das Kurland betreffende, im Namen sämmtlicher Brüder ausgestellte Urkunden, in welchen gewisse Regierungshandlungen, die nur dieses angehen, gemeinschaftlich vollzogen werden. Weisse II. S 295 und 361.

2) Nicht nur der vermehrte Titel, das veränderte Wappen, das rothe Wachs, der vergrößerte Hofstaat (die Kanzler werden seit Friedrich dem Sanftmüthigen bleibend), sondern auch die vervielfachten Residenzorte (Weimar, Torgau, Wittenberg, Dresden, während Meissen, Eisenach und die Wartburg in den Hintergrund traten) und das gewiß sehr wichtige privilegium de non appellando et evocando, wodurch die concurrente kaiserliche Jurisdiction im Lande aufhörte, auch den Appellatio-

Eine Hauptveränderung ging in diesem Zeitraume mit der landständischen Verfassung vor. Nicht nur an den Ständen des Herzogthumes Sachsen, die mit auf den meissnischen und osterländischen Landesversammlungen erschienen, sondern auch an den Städten bekamen die bisherigen Stände einen wichtigen Zuwachs, welche nun regelmäßig seit 1438 an den ständischen Verhandlungen Antheil nahmen. Bei dem republicanischen Wesen der Städte und dem feudalistischen des Adels musste eine solche Vereinigung zu Einer Landschaft langsam gehen und ihre besondern Schwierigkeiten haben. Seit dem alle eigentlichen Justizangelegenheiten von den Landesberathungen an die Hofgerichte gefallen waren, sieht man deutlicher, wer alles auf dem Landtag erschien: die Bischöfe, deren Domcapitel, Prälaten, gemeine Pfaffheit (wahrscheinlich nicht besonders, sondern durch die Prälaten mit repräsentirt), Grafen und Herren, Mannschaft (Ritterschaft) und Städte [1]). Die Ausschüsse, wahrscheinlich im Anfange zur bessern Betreibung der Geschäfte, wurden wohl erst im 16ten Jahrhundert bleibend und hiessen da der große (weite) und der kleine (enge). Die Prälaten, Grafen und Herren schlossen sich früher an die Ritterschaft an, ohne eine eigene Curie zu bilden. Landtagsversammlungen kommen in dieser Zeit ausser den 1428 zu Leipzig und Gotha gehaltenen zwei Landtagen: 1438 (zu Gotha), 1440 zu Grimma von beiden Brüdern zugleich, 1445 (zu Weissenfee), 1446 (zu Leipzig), 1451 (Grimma), 1454 (Leipzig), (1458 Grimma?) 1466 (Oschatz oder Meissen), 1469 (Leipzig),

nen nach aussen eine gewisse Schranke gesetzt wurde, gehören hieher. Welche höhere Stellung der Fürst von Meissen und Thüringen durch die Kur im deutschen Reiche erhielt, wie auch hier sein Einfluß auf alle Reichsangelegenheiten wuchs, wie er nothwendig dadurch auch mit dem Auslande in Berührung kommen musste, zeigt der Verlauf der Geschichte selbst am deutlichsten.

1) Fr. K. Hausmann Beitr. zur Kenntniß der kurs. Landesversammlung. Leipz. 1789. 8. S. 34., wo auch die Frage bejahet wird, ob damals die bürgerlichen Besitzer schriftsässiger Rittergüter unter der Ritterschaft auf den Landesversammlungen erschienen. Erst im 16ten Jahrhundert scheint der Adel Bedingung ihres Erscheinens daselbst geworden zu sein.

1488 (Dresden) und 1495 zu Leipzig vor. Ausser der allgemeinen Bede, von welcher 1466 das letzte Beispiel in Meissen, 1475 in Thüringen vorkommt, war bereits 1405 in dem sogenannten Bär (Bern) eine allgemeine Kopfsteuer in Thüringen aufgekommen, sowie in Meissen (9. Junius 1438) die Ezyse, Ziese (Accise) oder der 30ste Pfennig von allem feilen Verkauf (also die erste Consumtionssteuer) auf zwei Jahre. Im J. 1443 kam eine Kopfsteuer (zu 2 gr.) auf; 1469 der Bierzehnte oder das Umgeld auf sechs Jahr, 4 gr. vom Fasse; bei dem Kopfgeld von 1454 ging man von dem Grundsatz der Gleichheit aus und machte Classen nach Vermögen und Einkommen, z. B. von 1000 Fl. 1 Fl., von 100 Fl. 2 Gr. Von ihr waren auch die Geistlichen und Ritter nicht ausgenommen. Die Landesherren fingen schon damals an, die Reichslasten von ihren Unterthanen zu fodern. Zu solchen ungewöhnlichen Lasten verstanden sich indeß die Stände gegen Befestigung und Ausdehnung ihrer Rechte im Landtagsrevers. Ja im Jahre 1438 wurde der Landschaft sogar zugestanden, wenn der Fürst ausser der Ziese noch neue Anfoderungen machen wollte, sich zu ihrer Sicherheit zu vereinigen und zusammenzusetzen. Als 1451, 1454, 1481 diese Steuer wieder verwilligt wurde, geschah es unter der Bedingung, daß sie von einem landschaftlichen Ausschusse dirigirt und das Geld zu Leipzig niedergelegt werden sollte. Dazu wurden (1451) 12 aus der Ritterschaft und die Burgemeister zu Leipzig, Dresden, Zwickau und Pegau (wahrscheinlich für den Adels- und städtischen Beitrag) zu Landsteuereinnehmern ernannt, und wenn auch die Zahl dieser Beamten aus Adel und Bürgerschaft noch abwechselte, so bildete sich doch mit dieser landschaftlichen Concurrenz, die bei den frühern Beden nie gewesen war, der Begriff einer von der fürstlichen unterschiedenen Landescasse aus, und der Anfang des ganzen nachher für Sachsen so wichtigen Steuersystems. So findet sich auch in dem 1466 ausgestellten Revers nicht nur die schon übliche Bestätigung der Landesprivilegien, sondern auch von Seiten der Landschaft die doppelte Bedingung, daß diese bei Kriegen oder Nothfällen, die neue Abgaben veranlassen könnten, vom Fürsten um Rath gefragt werden und der Letztere gegen seine Un-

terthanen vor einem Manngericht Recht leiden wolle. Besonders wurden die Ausgaben der Fürsten vermehrt durch die gedungene Mannschaft, Söldner (Soldaten), die nun bei den entfernteren Kriegszügen, wie nach Böhmen, Burgund oder wohl gar gegen die Türken im allgemeinen Aufgebote vorkommen. Im Hussitenkriege verwilligte die Landschaft 1428 nur Hülfe, wenn das Lehngut eines ohne Söhne Gefallenen auch auf Töchter, Brüder oder Vettern von gleichem Geschlechte, Schild und Helme übergehe [1]).

Da am Ende des funfzehnten Jahrhunderts der (auch in Beziehung auf den Landtagsbesuch wichtige) Unterschied zwischen Amts- und Schrift-Sassen immer häufiger hervortritt, so ist zu bemerken, daß wahrscheinlich dieser Unterschied von der Eigenschaft mancher Städte und Rittergüter, als ehemaliger fürstlicher Kammergüter, herrühre, die auch, nachdem sie aus diesem Verhältnisse herausgetreten, doch den landesherrlichen Vögten (später Amtleuten) unterworfen blieben; denn die Amtsassen und Schriftsassen von den ehemaligen Burgwarten abzuleiten und zwar so, daß die Erstern zur Vertheidigung ihres Burgwarts, unter dem Befehlshaber derselben, welches später der Amtmann geworden war, verpflichtet, manche aber von dem Markgrafen unmittelbar sich vorbehalten worden wären, scheint darum minder glaublich, weil dieser Unterschied auch in Ländern vorkommt, wo nie Burgwarten gewesen sind [2]).

Das älteste Beispiel von allgemeiner Territorialgesetzgebung in unsern Ländern kommt 1446 vor, die Landesordnung Wilhelms III., mit Einwilligung der Landschaft verfaßt und bekannt gemacht [3]). Einer der wichtigsten Puncte

1) Die Landtagsjahre nach Schreber (s. o.). Der von 1445 ist nicht aufgeführt, wahrscheinlich weil er nicht vom Fürsten zusammenberufen wurde, sondern die Landschaft aus eigenem Antriebe zur Beilegung des Bruderkriegs zusammentrat. Die übrigen Verhältnisse sind von Weisse II, 364, sehr gut auseinandergesetzt, daher ich ihm gefolgt bin.

2) Adelung Direct. XLVIII. stellt die Hypothese von den Burgwarten auf. Ihn widerlegt Weisse II, 169.

3) Müller Reichstagstheater unter Maximilian I. Theil 2. S. 86. Einiger anderer Puncte wird später gedacht werden. Ob Wilhelm und einige seiner Räthe selbst „Wissende" geworden, wie Hasche Gesch. von

derselben ist das Verbot der Berufungen an auswärtige weltliche und geistliche Gerichte, bei Strafe der Acht, welches besonders gegen die Anmaßungen der Freistühle gerichtet war. Diese wollten sich an Kaiser Friedrichs frankfurter Reformation derselben 1442 nicht binden, luden gelegentlich auch den Kaiser und Reichskammerrichter selbst vor. Wilhelm III. soll gleichfalls vorgeladen worden sein. Kaiserliche Verbote fruchteten Nichts, und Friedrich foderte vergeblich die Freigrafen zur Verantwortung. Gegen solchen Trotz suchten nun die Kaiser mit Exemtionen von jener Gerichtsbarkeit, die sie häufig ertheilten, die Macht jener Stühle zu brechen, und nothwendig führte es zu einer bessern Territorialjustizpflege selbst. Nicht minder beschwerlich waren noch immer die Eingriffe der geistlichen Gerichte (besonders auch der päpstlichen Legaten). Zwar ertheilte Sixtus IV. 1481 dem Kurfürst Wilhelm und seinem Bruder darüber ein Privilegium; aber am wirksamsten war es doch, wenn Unterthanen und Fürsten sich selbst darüber vereinigten, sich weder auf ausländische Gerichte zu berufen, noch vor denselben zu Recht zu stehen.

Im J. 1432 verbot Friedrich der Sanftmüthige sogar die Berufungen auf den magdeburger Schöppenstuhl und wies die Unterthanen an die Rechtsbelehrungen der Doctoren, verständigen und ehrbaren Bürger zu Leipzig oder anderer Verständigen im Lande. Seinen Unterthanen verbot (bei Geldstrafe und Verlust der Foderung) Herzog Wilhelm sich in einer weltlichen Sache an einen geistlichen Richter zu wenden. Damals vereinigten sich auch die thüringischen Stände mit ihrem Herzoge (1445), das Faustrecht ganz aufzuheben und gemeinschaftlich ein Friedensgericht [1]) anzuordnen, welches alle Fehden (diesmal auch die sogenannten ehrlichen) bestrafen, den neuen Landfrieden und die Landesordnung aufrecht erhalten sollte. So passend diese Maßregel auch war, so wenig ahmte Meissen darin Thüringen nach, sondern nahm nur 1495

Dresden II, 101, versichert, ist nicht zu erweisen, aber wohl denkbar, wie es auch von andern Fürsten des Selbstschutzes wegen geschah.

1) Es mag wohl nur eine Wiederaufnahme des älteren im 13ten Jahrhundert gestifteten gewesen sein, doch mit größerer Ausdehnung.

den allgemeinen wormser Landfrieden an. In jener Landesordnung war auch auf die sehr verfallene Kirchenzucht bei den geistlichen Orden und der Weltgeistlichkeit Rücksicht genommen, sowie auch Kurfürst Friedrich II. (der Sanftmüthige) schon bei dem baseler Concil um Abstellung vieler Misbräuche unter seiner Geistlichkeit nachgesucht hatte. Man brauchte sogar das Wort reformiren schon und hätte damit einen sehr frühzeitigen Act des jus circa sacra geübt, wenn es wirklich dazu gekommen wäre.

Da der Hof noch keinen bleibenden Sitz hatte, wanderten auch die Hofgerichte von Meissen und Thüringen mit ihm. Seit 1483 verlegte aber Kurfürst Ernst das seinige nach Leipzig, und da es sich zugleich über Meissen und Thüringen, die damals auf kurze Zeit vereinigt waren, erstreckte, mag es den Namen Oberhofgericht angenommen haben. Ausser dem Hofrichter selbst war es mit 4 Rittern, 4 Doctoren und 4 andern Adeligen besetzt. Nach der Theilung von 1485, wo Albert seinen Sitz zu Dresden nahm wie Ernst zu Weimar, wurden in diesen Residenzen die zwei Hofgerichte und sogar ein drittes, für Alberts Antheil an Thüringen, in Eckartsberge angeordnet. Dieses letztere aber fiel schon 1488 mit dem von Dresden in ein einziges zu Leipzig zusammen.

Überhaupt war es höchste Zeit, daß eine Reform der Gerichte vorgenommen und manches Unbrauchbare durch Zeitgemäßeres ersetzt wurde. Das Asylrecht der Klöster lähmte zum Theil noch immer die weltliche Hand, und es ist merkwürdig, wie der freiberger Rath auf die Anfrage, was er mit einem in's Franziscanerkloster geflüchteten Verbrecher anfangen solle, vom Kurfürst Ernst und seinem Bruder 1475 die Weisung erhält, dafür Sorge zu tragen, daß im Kloster weder Speise noch Trank, noch Ruhe und Schlaf ihm gestattet werde, sich überhaupt seiner Niemand dort annehme, damit er durch Noth und Hunger sich freiwillig herausbegebe und so der weltlichen Gewalt überliefere [1]). Wie summarisch in peinlichen Sachen oft verfahren wurde, zeigt ein Beispiel in der thüringischen Stadt Buttstädt. Ein betrunkener Bürger erstach eines Abends

1) s. Sammlung vermischter Nachrichten. Chemnitz 1767. I. S. 174.

einen andern. Noch an demselben Abende kam der Rath zusammen, richtete und sprach das Todesurtheil, welches auch sogleich beim Scheine brennender Strohwische vollzogen wurde. Auf die Nachricht davon citirte Herzog Wilhelm den Rath zu sich nach Roßla, und dieser erwies sein altes Herkommen und seine Privilegien dazu. Da soll der Herzog sie mit den Worten entlassen haben: „Ihr Herren von Buttstädt, ziehet hin mit euerm Bericht, Gott behüte mich vor euerm Gerichte [1]).“

Wilhelms Landesordnung von 1446 enthielt schon einige Polizeivorschriften, über Sonntagsfeier, Aufwand bei Hochzeiten und Kindtaufen, Kleidergesetze und Anderes. Bald darauf durchzog der berühmte Barfüßermönch Capistranus (eigentlich Johann von Chiosi aus dem adligen Gute Capistrano, ein Edelmann) auch Meissen, Lausitz und Thüringen, und predigte auch in Jena, von Wilhelm eingeladen, über die bessere Feier des Sonntags, der Heiligen- und Feier-Tage, gegen Würfel-, Bret- und Karten-Spiel, die er gewöhnlich wie die langen Zöpfe der Mädchen und Frauen sich ausliefern ließ und feierlich verbrannte. So ging sein Eifer auch gegen das Kegeln-, Pilken- (Bölke, Vorläufer des Billard-) Spiel, schwarze und weisse Spieltische (wahrscheinlich das rouge et noir damaliger Zeit), gegen das halbe und ganze Zutrinken (wie Deutschland wenigstens zu Maximilians Zeit in die alten und neuen Zechländer eingetheilt war), gegen die Unehe (wilde Ehe), Unzucht, Wucherei. Gegen alle diese Gebrechen der Zeit erließ nun, wahrscheinlich vom Minoriten aufgefodert, Wilhelm 1452 zu Weimar seine Landesordnung, auch daß jeder Delinquent drei Tage vor der Hinrichtung und dann noch unmittelbar vor derselben beichten sollte [2]).

1) Müllers s. Annalen zu 1470. S. 40.

2) P. Jovii Chron. Schwarzburgicum in Schöttgen u. Kreysig diplomataria I. p. 527., wo diese Landesordnung Wilhelms steht. Capistranus Sendung ging eigentlich auf Türkenkrieg. Indeß gab es mehr und Näheres zu thun. Der kleine dürre Barfüßer und päpstliche Legat mit seiner feurigen Beredsamkeit, die den Damen ihre Zöpfe und Perlen abschwatzte, mag an Peter von Amiens erinnern. Er führte Reliquien vom heil. Bernhard bei sich und wurde mit unglaublichem Enthu-

Es war nicht zu verkennen, daß der lange Hussitenkrieg Zuchtlosigkeit und Sittenverderbniß sehr gesteigert hatte, besonders in den Städten, wohin sich vieles Volk und der Landesreichthum zusammendrängte. Die Lands- und Kriegs-Knechte, die, des Raubens und Plünderns gewohnter als der Arbeit, zu friedlicher Beschäftigung nicht zurückkehren mochten, die dan Land zu Lande zogen, um ihren Arm zu vermiethen (fechten gingen, ein Ausdruck, der später den Handwerksburschen beigelegt wurde), das schnell Gewonnene in Dorf und Stadt schnell und schamlos wiederum verschwelgten; die öffentlichen Frauen- oder Muhmen-Häuser, in welche nur Fremde, Bürger und ihre Söhne aber nicht gehen sollten, selbst die Leichtigkeit des Ablasses (ein römischer Ablaßhändler wurde 1455 zu Erfurt in's Hundehaus gesteckt, dagegen man ein als Mönch gekleidetes Weib, bei welcher ein deutscher Ordensherr zu Weissensee angeblich Messe gehört (?) hatte, laufen ließ), die Bürgergilden und Zünfte und die Schützengesellschaften, wegen so vieler Zusammenkünfte und Feierlichkeiten die sie hatten, die Menge der arbeitsfreien Feiertage, die Kalendsbrüderschaften, die an den Kalenden des Monats zusammenkamen und gewöhnlich große Schmäuse hielten, die Art der Kleidung und die Sitte stets den Degen zu tragen, das Faustrechtsleben selbst, Alles dies konnte der überhandnehmenden Verderbniß alter guter Sitte nur Vorschub leisten. Daher gab der Herzog jene Satzung von 1452 zur rechten Zeit und stiftete auch noch zwei Barfüßerklöster auf Capistranus Rath. Doch galt dies nur für Thüringen. In Meissen ging eine allgemeine Landesordnung erst 1482 von Ernst und Albert aus und berührte gleichfalls die meisten dieser Puncte: Welche Münzen und wieviel sie gelten sollen, wie Knechte und Mägde gekleidet sein dürfen, wie viel ihnen Lohn gereicht wird (jährlich ein Schock und 40 Groschen einer Köchin, dagegen einem Schweinhirten bloß 50 Groschen), wieweit den Handwerksleuten Geld und Essen abzureichen (an Fastentagen zweimal Fische, grüne und dürre, und Kovent), wie es mit Dingen und Aufkünden der

fiasmus überall empfangen, und doch blieb's überall beim Alten; wie sich's psychologisch wohl erklären läßt.

Dienstboten gehen solle, daß die Unterthanen, wes Standes sie auch wären, früh höchstens 6, Abends 5 Essen, bloß zweierlei Wein und Bier (bei 10 Fl. Strafe für jede Schüssel darüber) haben sollten, wieviel bei Festlichkeiten verwendet, wieviel in den Schenken geborgt werden dürfe (nicht über einen Gulden), welche Kleider dieser oder jener Stand zu tragen habe, daß keine Schleppe länger als zwei Ellen sein solle, daß kein Kleid den Werth von 150 Fl. übersteige, daß die theuern Wirthe (besonders zu Leipzig, wo mancher am Scheffel Hafer 14—15 gr. gewönnte) von den Stadträthen beaufsichtigt werden sollen[1]). [Guter Kurfürst, was würdest du sagen, wenn du den Luxus heutiger Tage in den Bürger- und Bauern-Stuben sähest, wenn du besonders in den letztern ein Clavier, ein Sopha, und ausser der Bibel ein halb Dutzend Romane, die in der benachbarten Stadt schon durch die Dienstboten zerlesen worden, aufgestellt fändest; die großen silbernen Knopfreihen, wohl gar silberne Hufeisen der Altenburger vor einigen Jahrzehenten sähest, und doch noch von einem mäßigen und nüchternen Sachsen sprechen hörtest, während es leicht anderswo noch schlimmer sein möchte?!] Ob jene Gesetze gehalten worden sind?? An die leipziger Studirenden erging vom merseburger Bischof Thilo von Trotta ein kurfürstliches Gebot gegen die eingerissene Üppigkeit und Pracht, die großen Federbüsche auf den Hüten, die gestickten Unterwämser und bunten Hosen, die gefaltenen Brustlätze, die Kleider welche das Unanständigste sehen liessen, die unförmlichen gehörnten Schnabelschuhe, die unter den Mänteln verborgenen kurzen Gewehre sollten abgethan werden. Die Studenten rissen das Patent von den Kirchthüren und traten es mit Füßen, warfen mit Steinen und Prügeln dem Rector Friesner (aus Wunsiedel) in die Fenster, bis der Rath mit der bewaffneten Bürgerschaft sie vom Aufsprengen des Hauses abhielt. Als der Kurfürst zu Michaelis selbst zu kommen drohte, machten sich die Rädelsführer da-

1) Es ist ein glücklicher Umstand, daß die wichtige Sammlung Lünigs: Codex Augusteus. Leipz. 1724. S. 1—12. gerade mit dieser Verordnung anfängt. Die nachfolgende eingeklammerte Bemerkung mag ihre Entschuldigung in ihrer Wahrheit finden.

von [1]). Aber der Reichthum Leipzigs wirkte auch bis auf die untersten Bewohnerclassen herab. Im J. 1471 (kurz vorher hatte M. Pansa sein lateinisches goldnes Büchlein über die Lebensverlängerung herausgegeben) fielen Händel zwischen den Studenten und Schuhknechten vor. Die muthigen Jünglinge vom Riemen und Leisten schickten den Erstern einen förmlichen Fehde- und Absage-Brief und lauerten in und ausser der Stadt den Universitätsverwandten auf, fügten selbst den Landgütern Schaden zu und brachten einiges lockere Gesindel, sogar einige müßige Edelleute auf ihre Seite. Umsonst wurden sie als Störer geistlicher Personen vor das bischöfliche Gericht vorgeladen; sie erschienen nicht. Sie wurden deshalb für ehrlos und in die Acht erklärt. Was weiter geworden, sagt die Handschrift nicht [2]). Dies konnte freilich in einer Zeit geschehen, wo ein Edelmann der Stadt Frankfurt absagte, weil eine Dame in der Stadt seinem Oheim den Tanz versaget habe!

Auf den Luxus, der damals im Schwunge war, hatte auf jeden Fall auch die Fündigmachung sehr ergiebiger Silbererzgänge im Erzgebirge einen entscheidenden Einfluß. Dies Ereigniß ist in seiner Ergiebigkeit ungemein überschätzt und von der Armuth späterer Jahre mit einer Art neidischer Beredsamkeit in's Unglaubliche ausgemalt worden. So ist es gleich eine irrige Ansicht, daß erst am Ende des 15. Jahrhunderts in dem Bezirke von Annaberg und Schneeberg das Bergwerk seinen Anfang genommen habe, da schon von 1315 Quittungen über Zinn vorhanden sind, welches von Ehrenfriedersdorf nach Geyer abgeliefert wurde. Ein Drittheil des Ertrages des letztgenannten Bergwerkes (von Silber und Gold ist auch in der Urkunde die Rede) wurde schon 1407 von den Herren von Waldenburg dem Landesherrn abgelassen. Schlettau bei Annaberg, Geyer, Elterlein sind alte Bergorte, und von geyerschen Bergleuten ward hundert Jahr vor Annabergs Gründung das ihm benachbarte Geyersdorf gegründet. Auch auf dem Fürstenberg bei Raschau wurde 1316 schon Bergbau getrieben. Aber soviel mag gegründet sein, daß, während man

1) Vogels leipz. Annalen S. 64.
2) Horn hist. Handbibliothek IV, 396—409.

bei Schneeberg zuletzt nur noch Eisen suchte, man auf einmal sehr reichhaltige Silbergänge entdeckte (um 1471), welche nun den Bergbau sehr emporbrachten, die Anlegung von Schneeberg 1477 (schon 1479 mit einer Bergordnung versehen) veranlassten. Aber der reiche Bergsegen, der wenn auch nicht täglich 1½ Million Fl., doch etwa in den ersten Jahren auf 1 Million Fl. sich belaufen haben mag, nahm nach 10 Jahren schon wieder höchst merklich ab. Durch schneeberger Bergleute wurden 50 Jahre später Platten und Gottesgabe angelegt. Damals kam auch Leben in die wilde Ecke des Erzgebirges, jenen rauhen Theil desselben, von Wolkenstein bis Wiesenthal und Joachimsthal, wo nur hin und wieder eine ärmliche Hütte stand und der Knappe den Berggeist verwünschen mochte, der ihn hierher geführt. Aber am 27. Octbr. 1492 schlug Caspar Nitzel, Bergmann aus Frohnau, am Schreckenberge ein, und siehe da es gelang, der Ertrag der ersten drei Jahre war 124,838 rheinische Gulden, und Herzog Alberts Sohn Georg gründete am Fuß des Pielbergs (21. Septbr. 1496) die freie Bergstadt St. Annaberg. In nächster Nähe davon entstand dann St. Katharinenberg am Buchholz (Buchholz schlechtweg). Die Regierungen begünstigten solche Anlagen durch freies Bauholz, Rechte, Privilegien, und so that sich in sonst unwirthbaren Strecken ein kräftiges und segenreiches Leben nach und nach für Hunderttausende auf[1]).

1) Die gewöhnlichen Übertreibungen vom Silberreichthum, der sich anfangs dort ergeben, wie Herzog Albert im St. Georgenschacht auf einer Silberstufe von 4 Ellen Breite und 7 Ellen Länge gespeiset habe, deren Werth auf 800,000 Species berechnet worden; wie man die Arbeiter gar nicht mehr mit gemünztem Gelde, sondern gleich mit sogenannten Silberkuchen bezahlt habe u. s. w., habe ich im Text weiter nicht anführen wollen. Doch ist bis auf Gmelin u. A. ernsthaft daran geglaubt worden. Vgl. Adelung Direct. S. 220, und die dahin zielenden lateinischen Dialoge von Paul Niavis (Schneevogel) in der Sammlung vermischter Beiträge I, 88 ff. Den schönen Abschnitt darüber in Hering Gesch. des sächs. Hochl. I. Vierter Abschnitt. S. 157—179. Daß der Ertrag bedeutend gewesen sein müsse, ist keinem Zweifel unterworfen, daß er aber nicht lange nachhielt, nicht in Handel und Gewerbe und Ackerbau verwendet wurde, daß anfangs noch immer große Wohlfeilheit war, die Fürsten harte Steuern auflegen mussten, kleine Schuld-

Wie kräftig hätte sich Sachsen von den Gräueln des Hussitenkrieges, von den Leiden der Bruderfehde erholen, wie viele sogenannte wüste Marken wieder aufbauen und in Cultur setzen können, wenn man das Geld besser als zum bloßen Luxus oder höchstens zum Ankauf fremder Herrschaften und Gebiete benutzt hätte. So aber sollen sich die Geistlichen selbst genöthigt gesehn haben wegen des steigenden Luxus Gott anzuflehen, den Bergsegen zurückzuhalten, weil die Gemüther nur frecher und wilder dadurch würden [1]).

Auch im Münzwesen waren einige Veränderungen vorgegangen, wenn es gleich noch lange nicht zu der Sicherheit und Festigkeit gediehen wie in Niedersachsen, wo unfehlbar der hanseatische Verkehr einen bedeutenden Einfluß darauf geäussert hatte. Am Ende des funfzehnten Jahrhunderts kam die Pfund- und Schock-Rechnung der böhmischen Groschen allmälig in Abnahme und wurde durch die Guldenrechnung ersetzt. Auch war der Werth der prager Groschen herabgesunken. Dagegen wurden 1444 in Meissen neue silberne Groschen, 160 auf die feine Mark geprägt, deren 20 einem rheinischen Goldgülden an Werth gleich kamen. Sie waren soviel werth als 54 jetzige sächsische Groschen. Dagegen kamen von den noch 1482 eingeführten sächsischen Scheidemünzgroschen 40 auf einen rheinischen Gulden. Die neuen Groschen wurden zu 12 Pf. oder 24 Hällern ausgemünzt. Die 1457 zuerst geprägten Schwerdtgroschen (28 auf 1 Reichsfl.) waren zu gut gewesen und aus dem Lande gegangen, welches dafür (wie wieder in unsern Tagen von einer Nachbarmünze) von mainzer, heiligenstädter, hessischen, braunschweigischen, mansfelder Münzen überschwemmt war [2]).

Aus den Luxusgesetzen und Kleiderordnungen kann man

posten von 100 und 1000 kaum abstoßen konnten, ist eben so bekannt. Wo kam das Geld hin? Es wurde durch den wahnsinnigsten Luxus consumirt. Sehr gute Bemerkungen darüber aus dem staatswirthschaftlichen Standpuncte in (Joh. Gottfr. Hunger) Kurze Gesch. der Abgaben in Sachsen. Dresden 1788. S. 17 ff.

1) Hasche diplom. Gesch. v. Dresden. II, 78.

2) Hunger Gesch. d. Abgaben in Sachsen S. 60. v. Braun monatl. Auszug IV, 229, 452.

ohngefähr abnehmen, welche fremde Artikel der Handel in das Land brachte. Es scheinen besonders Sammt, Seide, Perlen, Geschmeide, feine leydner (lündische, Lugdunum) Tücher und Weine gewesen zu seiu; dagegen waren Bier (besonders torgauer), rohes und Bruchsilber, Leinwand, Waid (welcher besonders in Thüringen erzeugt und zu Erfurt, Großenhain und in der Lausitz in Niederlagen aufgestapelt wurde und anfangs vom Wagen 10 gr., bald aber 1 Fl. mehr Geleite zahlte) Ausfuhrartikel. Das Ausschenken fremden Weines wurde in Dresden 1463 vom 20. Septbr. bis nach Weihnachten untersagt. Für den leipziger Tuchhandel entstand zwischen 1470 und 1480 ein eigenes Gewandhaus. Im Jahre 1443 erhielt Herzog Wilhelm und sein Bruder vom Kaiser die Erlaubniß, entweder zu Hain oder zu Dresden einen Stapel oder eine Niederlage aller Kaufmannswaaren anzuordnen [1]).

Die drei wichtigsten Städte im Lande waren Dresden, Leipzig und Erfurt, obgleich die letzte nur die sächsische Schutzhoheit anerkannte. Schon aus den Geschichten dieser Städte kann man einen Schluß auf das städtische Wesen und Treiben im Lande machen. Erfurt hatte große Anstrengungen gegen die Hussiten, besonders vor Eger 1430 gemacht und sich des Kaisers schriftlichen Dank verdient. Aber nicht bloß dieser Krieg gegen die Böhmen sondern auch der Bruderkrieg und das jetzt immer allgemeiner eingeführte Pulver („Donnerkraut") machten der Stadt eine ganz neue und mächtigere Befestigung nöthig, da die frühere nur auf die frühere Art des Krieges berechnet war. Auch zahlte die Stadt jährliche Summen an den Landgraf Ludwig von Hessen und den Herzog Heinrich von Braunschweig, um sich ihrer als Verbündeter und Beschützer bedienen zu können. Nach dem Bruderkriege wurde Erfurt in die mainzer Stiftsfehde zwischen Dietrich und Adolf mit verwickelt und zog daraus mannichfachen Vortheil.

1) Müllers sächs. Annalen S. 36. v. Braun a. a. O. IV, 355. Über das Silber als Handelsartikel s. Hunger a. a. O. S. 13. Am Ende des funfzehnten Jahrhunderts führte ein reicher Fundgrübner, Ahmer, einen ausgedehnten Handel mit rohem Bergsilber nach Nürnberg u. Venedig, wo er sogar eine Niederlage hatte. (Melzers Chronik von Schneeberg I, 35.)

So bekam sie das Münzrecht und den halben (wegen der geringhaltigen Münze) sehr einträglichen Schlagschatz. Die alten und neuen Münzen wurden in einer Bude am Dome mit Aufschlag (Agio) vom Münzmeister umgewechselt. Dagegen erlitt es 1463 durch die Pest einen Verlust von 20,000 Menschen und 1472 einen nicht geringeren durch eine ungeheure Feuersbrunst, die ein entlaufener und von Apel von Bizthum gedungener Mönch anlegte. Dies schadete vor Allem dem Handel ungemein. Bald darauf zogen 350 Erfurter mit dem mainzer Erbherrn gegen Karl den Kühnen von Burgund und sollen im Essen und Trinken, wie im Streit gleich tapfer gewesen sein. Die zwischen Kaiser Friedrich und Erzbischof Dietrich ausgebrochene Streitigkeit und Sequestration des Erzstifts benutzte der schlaue Rath von Erfurt, um sich mit des Kaisers Hülfe wo möglich ganz von Mainz zu trennen. Aber Diether nahm den Prinz Albrecht von Sachsen zum Coadjutor und Administrator von Erfurt und im Eichsfeld an, was den Bürgern um so bedenklicher erschien, weil sie auf diese Weise durch Mainz und Sachsen zwischen zwei Feuer kamen. Da erbauten sie ihre Cyriaksburg und machten Miene sich an Herzog Wilhelm von Thüringen anzuschliessen. Endlich aber, zumal als Albrecht 1482 wirklicher Erzbischof wurde, söhnten sie zu Amorbach im Odenwalde sich mit Mainz, zu Weimar an gleichem Tage mit Sachsen aus, behielten für ein Strafgeld von 40,000 Fl. ihre Burg und zahlten 1500 Fl. jährliches Schutzgeld an Sachsen (1483) [1]).

Leipzig erinnerte sich wohl, daß aus seinen Mauern ein Deputirter in Kostnitz gewesen war, und befestigte sich so viel als möglich gegen die Hussiten; ja ein päpstlicher Brief gewährte 40 Tage Ablaß, wer an Sonn- und Feier-Tagen an den Festungswerken mit arbeiten würde. Aber die Hussiten sind (wenn jene Verwechslung Tauchas mit Techau in Böhmen begründet ist) nie bis Leipzig gekommen. Im Jahre 1434 verkaufte Friedrich der Sanftmüthige dem Rathe die Obergerichte in und ausser der Stadt für 3000 Fl. Damals mehrte sich in Folge der kriegerischen Zeit die Schützengesell-

1) Gudenus histor. Erfurt. p. 132—163.

schaft der Stadt so, daß man 1443 den Anfang zu einer zweiten machen mußte. Die Schützen wurden in der Thomaskirche feierlich geweihet, nachdem der Bischof von Meisseburg sie bestätigt hatte, nahmen den heil. Sebastian zum Patron und erhielten 40 Tage Ablaß. Sie hatten ihren eigenen Altar, Meßpriester und Caplan in der Thomaskirche [1]). Gegen die Türken wurde damals gebetet und zu diesem Gebet das Mittagsläuten eingeführt. Auch hier feuerte der Barfüßer Capistranus, in feierlichen Processionen eingeholt, zum Türkenkriege (160 Leipziger brachen auf, doch kam der ganze Zug nicht zu Stande), zum Franziscanerwerden (60 Leipziger traten in den Orden), zu Buße und Besserung an und veranstaltete auch eines seiner bekannten Auto-da-fé. Zu ihren zwei Jahrmärkten erhielt die Stadt vom Kurfürsten, mit Gutachten der Stände (1458), den Neujahrsmarkt, und 1466, 69, 97 wurden diese drei Märkte zu kaiserlich-privilegirten Messen erhoben. Ausserdem bekam die Stadt den halben Schlageschatz, die Biermeile, das Wagegeld, das jetzt bedeutend wurde, als der Handelszug sich von Erfurt mehr nach Leipzig wandte. Das Wichtigste indeß was Leipzig bekam, war 1480 Herrn Konrad Kachelofens erste Buchdruckerpresse; und ein libellus de numerorum doctrina von Widtmann ging zuerst aus dieser Druckerei hervor; auch das Oberhofgericht nahm seinen Sitz späterhin zu Leipzig bleibend [2]).

Dresdens schönere Zeit beginnt allerdings erst nach dem Schlusse dieses Zeitraums, als es bleibende Residenz der albertinischen Linie und der Landesregierung, die bisher mitunter auch ihren Sitz in Torgau hatte, wurde. Daher in diesen 60 Jahren nur wenig von Bedeutung herauszuheben ist. Denn daß um's Jahr 1429 ausser der frühern heiligen Leichnamsbrüderschaft noch eine zweite zu unserer lieben Frauen Messe hinzukam; die Synagoge der vertriebenen Juden ein Brauhaus wurde; der Kurfürst von dem Rathe einen Ziegel-

1) Hier nur beiläufig, daß damals eine Messe 3 Pfennige kostete und diese Münze (₰ = Denar) von ihrem ursprünglich einer Pfanne ähnlichen Rande ihren Namen hatte.

2) J. Chn. Dolz Gesch. v. Leipzig. S. 124—144.

ofen und die Erde zu Ziegeln borgt; den Schuhmachern bei 100 Fl. Strafe verbietet Schuhe mit spitzen Schnäbeln zu machen oder zu verkaufen; daß das von Nicolaus von Cusa (auch einem Türkenkriegs- und Buße-Prediger wie Capistran, der um 1452 in Dresden predigte) nach Deutschland 1450 gebrachte Fronleichnamsfest in Dresden gefeiert wurde; über zwei Butterbriefe auf 20 Jahr ein Streit zwischen dem Kurfürsten und dem meissner Bischof entstand; oder daß die Räthe denen die mit Steinen bauen, mit Ziegeln decken wollten, Begnadigungen angedeihen liessen, möchte Manchem für das Ganze kaum erheblich scheinen. Doch war es nicht unwichtig, daß Dresden 1443 eine Stapelgerechtigkeit erhielt, um den böhmischen Handel mit Hamburg zu benutzen, nur zwei Handwerker in den Rath genommen werden durften und 1484 der Rath die Gerichte „zu Hals und Hand, oberst und unterst" für 40 Schock neuer Groschen kaufte [1]).

Man sieht indeß aus manchem Angeführten, daß sich Sachsen mächtig emporarbeitete und daß es einer neuen Zeit entgegenreifte. Schon hatte es den Grundsatz mit durchfechten helfen, daß das Concilium über dem Papste sei; schon wurden viele Klöster nach der bursfeldischen Union (um 1450) reformirt; schon hörte man die Bußpredigten eines Capistranus und Nicolaus von Cusa; schon eröffnete die Buchdruckerpresse ihre ewig segensreiche Arbeit; schon hatte der Hussiten Lehre auf manche große Wahrheit vorbereitet, die, einmal in's Leben getreten, eben weil nur das Wahre ewig ist, nicht wieder verdrängt werden konnte. Festere Grundlagen der Verfassung und Verwaltung, Antheil des Volkes an der Gesetzgebung und Besteuerung, durch ein sich immer mehr ausbildendes Stände-, Gerichts- und Polizei-Wesen, waren im Werden; das Volk genoß einer für damalige Zeit hohen Stufe der Bildung. Zwei Universitäten sorgten für die Verbreitung der Wissenschaften, und die eine derselben (Erfurt) hatte schon 1447 verbesserte Statuten erhalten. Vermögen wir auch in

1) J. Chn. Hasche diplom Gesch. v. Dresden II, 13—76. Wie vorsichtig man indeß mit Hasche sein muß, beweiset S. 45, wo die mitgetheilte Urkunde gerade das Gegentheil von dem besagt, was im Texte steht.

diesem Zeitraum noch von keinem eigentlichen großen Gelehrten in Sachsen zu sprechen, so lebte doch schon der freisinnige (und darum in den Kirchenbann gefallene) dresdner Prediger Andreas Prohles [1]), der Vorfahr Staupitzens als Provincial des Augustinerordens, lebte Matthias Döring, der Reformator der Franziscaner, lebten Johann von Hagen (ab indagine), Johann von Eisenach, Nicolaus Sighen, Paul Schneevogel (Niavis) u. A. m. Damals (1438) erhielt die Universität Leipzig die ersten beiden ordentlichen Professoren der Medicin, 1481 die Befreiung von allem fremden Gericht und das Recht, die in andern Gerichten verhafteten Universitätsverwandten 15 Meilen in der Runde abzufodern. Freilich war noch manche Einrichtung, z. B. die der walzenden Professuren in der philosophischen Facultät, freilich war noch der Geist der Scholastik in der Philosophie und Theologie der wahren Ausbildung der Wissenschaft im Wege; aber wo, mit Ausnahme Italiens, war es damals anders? besser? Genug, daß ein kräftiger und doch bildsamer Geist, eine Empfänglichkeit für's Bessere in jedem Zweige menschlichen Thuns und Wissens vorhanden war. Dies war die Bürgschaft einer hellern Zeit, der Hahnenschrei, die Morgenröthe des großen sechzehnten Jahrhunderts!

Das wenige hier Wichtige was in dieser Zeit in und mit beiden Lausitzen sich zugetragen, mag als ein Anhang noch seinen Platz finden. Beide haben ziemlich ihre Geschichte gemeinsam, und selbst den Namen, denn in dieser Zeit kommt auch die obere unter dem Namen Lausitz vor, der früher nur von der niedern gebraucht wurde. Auf beide Landschaften, welche bekanntlich schon längst der Krone Böhmen gehörten, hatten die Kriege der Hussiten, zu deren religiösen und politischen Ansichten sich die Lausitzer nicht verstehen wollten, den traurigsten Einfluß, und wenig Städte mögen ganz unverschont geblieben, über wenigen ein so guter Engel wie über Budissin gesehen worden sein [2]). Für die Leiden des

1) Hasche II, 13. Seine Predigten erschienen erst 1530 gedruckt.

2) Chn. Gottl. Käuffer Abriß der oberlaus. Gesch. II, 1. Heft. S. 68. Diesem Engel zu Ehren wurde die Michaelskirche erbauet. Ih

Krieges war es ein schlechter Ersatz, daß Sigismund den Görlitzern und Zittauern mit rothem Wachse zu siegeln verstattete. Wohl aber hatten in dieser Zeit die Streitigkeiten zwischen Ritterschaft und Städten geschwiegen. Sigismund hatte die Lausitzen (wenigstens die Oberlausitz) nie besucht. Dafür kam sein Schwiegersohn und Nachfolger, König Albrecht II. 1437 — 1439, und ließ sich huldigen. Für dessen nachgebornen Sohn Ladislav (posthumus) erwählten die Böhmen zwei Gubernatoren, einen aus den Utraquisten, den berühmten Georg Podiebrad, und einen aus den Katholiken. Die Lausitzer mussten nun die entfernten böhmischen Landtage beschicken, sowie die oft noch entfernteren Landesherren. Später huldigten sie dem großgewordenen Ladislav und erhielten bei seinem und Podiebrads Besuche (1454) ihre Privilegien bestätigt. Nach Ladislavs bedenklich schnellem Tode am 23. November 1457 predigte man sogar auf der Kanzel in Görlitz, daß Georg ihn vergiftet habe, und die gemalte Chronik an den Kanonikatsstühlen der heiligen Dreifaltigkeit bezeichnet wenigstens die Ketzer als seine Mörder. Doch fand man auch pestartige Beulen an seinem Körper, die er aus Scham verheimlicht hatte. Nach Ladislav folgte König Georg (oder in der Volkssprache Girsik) Podiebrad, gegen den Willen der Stände sub una, worunter auch die Lausitzer, die erst nach langen Zögerungen und Drohungen des Königes ihm huldigten; am letzten die Görlitzer, die ihn am wenigsten liebten, erst von dem meissner Bischofe Caspar von Schönberg dazu bewogen. Als aber der Papst den „filium proditionis“ in den Bann der Kirche that, kam es zwischen Georg und den Lausitzern zum Kriege. Den Zittauern zogen damals 130 leipziger Magister und Studenten gegen Georg zu Hülfe. Der zu Olmütz gewählte König Mathias von Ungern (1469) wurde anerkannt. Corvin und Podiebrad bekämpften sich, doch starb der Letztere schon 1471. Da wurde dem Erstern gegenüber Kasimirs von Polen Sohn Wladislav gewählt; von der Lausitz aber dem Mathias treu geblieben. Es kam zum Krieg, und Wladislav

1437

1454

1457

1469

1471

habe mich diesmal bei der Gesch. der Lausitzen nur auf das Nothwendigste beschränkt.

brach selbst in die Oberlausitz ein. Endlich beruhigte der olmützer
1479 Friede vom 21. Julius 1479 die Streitenden. Böhmen, Ober- und Nieder-Schlesien, Mähren, die Lausitz wurden von Wladislav an Matthias abgetreten, der sie bis 1490 behielt. Noch erwarben Ernst und Albrecht von Sachsen vom Papst Sixt IV. das Recht, zur Propstei zu Budissin und zum Diakonat der Niederlausitz jedoch nur meissner Kanoniker zu präsentiren.

Zweite Abtheilung.

Geschichte der sämmtlichen sächsischen Länder von der Haupttheilung 1485 bis zur Feststellung der politischen (1547) und kirchlichen Verhältnisse (1555).

Erstes Hauptstück.

Das ernestinische Sachsen 1486—1547.

Anfang und Fortgang der Reformation bis zur wittenberger Capitulation.

1. Die große Zeit Friedrichs des Weisen. Sachsen wird universalhistorisch.

Am 17. Januar 1463 meldete von Torgau aus Frau Elisabeth, Kurfürst Ernsts Gemahlin, dem thüringischen Herzog Wilhelm schriftlich: „daß sie auf heute Datum dieses Briefes mit einem schönen Herrn und jungen Sohn zu Sachsen versehen und begnadigt sei". Dies war Friedrich der Weise, wie ihn Zeitgenoß und Nachwelt nannte, der jeden seiner Namen mit Recht führte, indem er in den 40 Jahren seiner Regierung keinen Krieg führte und sich und seine Zeit so richtig erkannte, daß er die große Gestaltung der Dinge, weder stürmisch vorwärts drängend, noch ängstlich hemmend und aufhaltend, sich selbst entfalten ließ. Wenige Fürstenleben aller Zeit sind so makellos und tadellos über die Bühne der Geschichte gegangen. Ohne schwach und charakterlos zu sein, war er eines stillen und frommen Vertrauens auf Gott, eines gesunden Blickes

in die Lage der Dinge und das Bedürfniß seiner Lande, gelehrt und ritterlich an Geist und Körper. Nicht nur gelesen hatte er manchen Römer, auf der Stiftsschule zu Grimma und mit Magister Kemmerlin, sondern er führte auch manchen weisen Spruch der Alten zur rechten Zeit im Mund und Herzen. Ihnen verdankte er, wie die Bessern seiner Zeit überhaupt, eine Bildung und Reife des Urtheils und eine Besonnenheit des Handelns, die ihn unbedenklich unter die damaligen weisesten Fürsten Deutschlands, vielleicht selbst über den allgewaltigen Karl V. setzt. Wenigstens erkannte er, was jener nicht immer, daß, wie alt auch das Vorurtheil, die Vernunft doch noch älter sei.

Das eigentliche Kurland Sachsen regierte er allein; alles Übrige zugleich mit seinem Bruder Johann. Nie erhob sich ein Streit oder Groll zwischen beiden Fürsten, selbst mit dem viel auswärts beschäftigten Oheim Albrecht dem Beherzten fielen nur wenige Irrungen vor, die der oschatzer oder dresdner Vertrag beilegte. Ihm sagten die Brüder, im Fall unbeerbten Absterbens, ihre Länder zu. Was dieser schon 1476 gethan hatte, und wie es bis auf die Tage der Reformation Fürstensitte geblieben, unternahm auch Friedrich „aus sunder Innigkeit und Andacht, auch redlichen Ursachen" (wie sein
1493 vorher gemachtes Testament besagt) 1493 eine Pilgerreise zum gelobten Lande. Ein Nachklang von den Zeiten der Kreuzzüge her, wie aus dem Waffenkampf ein Ritterschlag geworden. Und selbst dieser sollte nicht fehlen. Am heiligen Grabe empfing ihn Friedrich vom Ritter Heinrich von Schaumburg, seinem Begleiter. Das ahnete dem fürstlichen Herrn damals wohl wenig, daß er bald Ritter und Schützer einer ganz andern heiligen Sache werden solle!

Unterdeß war der alte Kaiser Friedrich III. (IV.) nach mehr als funfzigjähriger Regierung 1493 gestorben. Der lebhafte, ritterliche Maximilian, das wahre Widerspiel seines Vaters, der römische König, hatte den Thron bestiegen. Jetzt wurde, wie zersplittert auch sonst Maximilians Thätigkeit war, Manches möglich, was zu Deutschlands allgemeinem Besten gereichte. So wurde auf dem wormser Reichstage, wo Friedrich die Belehnung mit seinen Ländern erhielt, unter denn

schon des Osterlandes nicht mehr namentlich gedacht wird, auch der allgemeine deutsche Landfriede oder das zweite organische Reichsgrundgesetz zu Stande gebracht, und zur Aufrechthaltung desselben und zur rechtlichen Verhütung der Selbstrache ein Reichskammergericht aufgestellt. Dies und bessere Territorialjustizpflege in den einzelnen Ländern brach nach und nach der Fehmgerichte Macht und Übermuth. Schade nur, daß vom gemeinen Pfennig zur Unterhaltung des Gerichts, den Johann auf die glimpflichste und mindest beschwerliche Art den Unterthanen auflegen sollte, so blutwenig auch in Sachsen einkam.

Friedrich besaß seines Kaisers volles Zutrauen, wie denn der Gute den Guten leicht erkennt. Als Max im J. 1496 nach Italien reisete, übernahm Friedrich trotz des pfälzischen Widerspruches das Reichsvicariat. Nur zu gern hätte ihn auch Maximilian in Italien gehabt, denn seinen besonnenen Rath achtete und begehrte der Kaiser nicht weniger als viele Fürsten und Reichsstände. So wusste Maximilian auch keinen Würdigern an die Spitze des auf dem augsburger Reichstage (1500) 1500
ihm fast abgedrungenen Reichsregimentes zu Nürnberg als eben diesen Kurfürsten zu stellen, der dafür 6000 Gülden jährlichen Gehaltes haben sollte. Gewiß erkannte auch Friedrich bei der Übernahme dieses undankbaren Amtes, daß solch ein bleibender deutscher Reichssenat, verbunden mit einer Eintheilung Deutschlands in (sechs, nachmals zehn) Reichskreise höchst segensreich werden könne, weil dadurch das Reich einen bleibenden und festen Mittelpunct erhalte, den es nach Verwandlung der Erbkrone in eine Wahlkrone eigentlich verloren hatte. Nach wenigen Jahren aber ging das Institut wieder ein und Friedrich nach Hause zurück, weil auch die Stände keine recht tüchtige Gesinnung für dasselbe zeigten, auch wohl mit der ganzen Idee einer solchen Repräsentation noch zu wenig vertraut waren. Ausserdem hatte Friedrich 1500 noch die sogenannte große und kleine Comitive erhalten [1]).

1) Die Urk. bei Mencken scrr. rer. Germ. et Sax. II, 791 nennt ihn: Sacri Lateranensis palatii et Caesareae aulae nostrae ac imperialis consistorii comes palatinus.

1507 Bei einer neuen Abwesenheit des Kaisers (1507) wurde Friedrich zum imperii locum tenens generalis oder Reichs-General-Statthalter ernannt. Eine Anzahl geistliche und weltliche Fürsten, selbst Deputirte der Stadt Nürnberg und des damals vor allen blühenden Augsburgs (dessen Burgemeister man wohl scherzweise Maximilian selbst nannte) sollten ihm als Vicariatsräthe zur Seite stehen. Dafür lehnte aber der Kurfürst die 1509 ihm angetragene Reichsgeneral-Feldmarschallsstelle im Kriege gegen die Venetianer „wegen Bildigkeit und Schwachheit seines Leibes" ab. (Vielleicht hätte er seine von den Venetianern besetzten Schlösser in der Grafschaft Görz, die ihm der Kaiser für theils baar dargeliehene, theils an Besoldung aufgelaufene 65,000 Gulden schon 1498 unterpfändlich eingesetzt hatte, wieder erobern können. Ob und wie er zu seinem Gelde je gekommen, ist unbekannt.)

Überhaupt war dieses engere Anschliessen an den Kaiser, durch Verwandtschaften herbeigeführt, gewöhnlich ehrenvoller als einträglich, denn nicht einmal eine wichtige Zusicherung wurde von den Habsburgern erfüllt. Die 1483 Albrecht von Sachsen gegebene Eventualbelehnung mit den Herzogthümern Jülich und Berg nebst Ravensberg war 1486 auch auf Ernst und seine Nachkommen ausgedehnt und 1495 beiden Linien auf's neue bestätigt worden, und trotz dem erhielt auch der Herzog von Cleve für seine jülichsche Gemahlin ein privilegium habilitationis oder Erbrecht, und Kaiser Karl V. belehnte sogar Sachsen und Cleve 1521 zu gleicher Zeit mit jenen Ländern und entschuldigte sich dabei gegen Sachsen mit politischen Rücksichten, die er bei Cleve (wahrscheinlich wegen Frankreich) habe nehmen müssen. Sachsen, zu gutmüthig, kam also schon damals nicht zu seinem Rechte, das Friedrich noch hätte bei der Kaiserwahl erzwingen können [1]).

Auch mit seinem Vetter Georg, Herzog Albrechts Sohn, gab es, wahrscheinlich über die Theilung des Herzogthumes Sagan und der biberstein'schen Herrschaften von 1504—1509, manche Irrung. In desto freundlicherem Vernehmen und

1) Chn. E. Weisse Gesch. der kurs. Staaten III, 19—21. führt die Quellen an.

Briefwechsel stand Friedrich mit Landgraf Wilhelm von Hessen, dem er öfters, wenn ihn und seinen Bruder Geschäfte nach Nürnberg riefen, das gemeinsame Land empfahl, auch Neuigkeiten vom Kaiser und Reich mittheilte, Geschenke, auch wohl seinen Arzt schickte oder ihn scherzhaft einlud, die schönen Kellnerinnen und Köchinnen der Pfaffen in seines Vetters Land zu sehen. (In Hessen waren sie nämlich vertrieben worden.) Auch erscheint Wilhelm nebst den Bischöfen von Bamberg und Wirzburg als gewählter Obmann in dem Streite mit Georg, und sächsische Truppen mögen im hessischen Solde im landshuter Erbfolgekriege mit gefochten haben [1]).

Vielfach nahm damals auch Erfurt mit seinen innern Händeln Friedrichs Aufmerksamkeit in Anspruch, um nicht die sächsische Schutzhoheit daselbst an Mainz zu verlieren. Friedrich hatte von dem Rathe jener Stadt das schöne Amt Kapellendorf 1508 um 8000 Fl. wiederkäuflich an sich gebracht, 1508
in Folge der dortigen schlechten Verwaltung des Stadtvermögens, indem das jährliche Deficit 10,000 Fl. betrug und eine Schuldenmasse von 600,000 sich entdeckte. Darüber kam es zwischen Rath und Gemeinde zum Bruch. Der stolze Vierherr (Quatuorvir) Kellner, der übermüthig ausgerufen: was da Gemeinde, hier (an seine Brust schlagend) steht die Gemeinde! wurde eingekerkert, gefoltert und hingerichtet. Da Erfurt sich an Mainz wendete und man Sachsen fast eine unrechtliche Erwerbung jenes Amtes Schuld zu geben schien, so mischte sich nun auch Friedrich hinein und ließ die mainzer Commission zu Georgenthal auffangen und nach Hause schicken. Da die Stadt nun noch Söldner annahm, kam es zwischen diesen und den Studenten zum Kampfe; die Gebäude der Hochschule wurden mit Stücken beschossen, die Bibliothek, die Archive und Schriften geplündert oder zerstört 1510, (das sogenannte „tolle Jahr"), und es dauerte bis 1516, bis der 1510 1516
gelehrte Henning Göden die Ruhe und frühere Verfassung wieder ganz herstellen konnte. Der merkwürdigste Mann, den

1) Rommel Gesch. v. Hessen III. Theil. 1. Abtheil. S. 152. und Anmerkk. S. 98. Die sehr zierlich unterschriebenen Briefe Friedrichs sind noch im casseler Hofarchiv vorhanden. Die Wilhelms mögen in Weimar sein.

Erfurt kurz vor dem Ausbruche jener Händel noch gehabt hatte, der Augustinerbruder Martin Augustin (Luther), hatte glücklicherweise schon seinen größeren Wirkungskreis in der neuesten und wichtigsten Stiftung des wissenschaftlichen Kurfürsten gefunden [1]).

Durch die Haupttheilung von 1485 war die Universität Leipzig der albertinischen Linie zugefallen. Schon aus Friedrichs Testamente von 1493 ergiebt sich, daß die Idee zur Errichtung einer neuen Hochschule nicht fern lag, und so braucht man weder in dem Wunsche Maximilians, daß jeder Kurfürst deren eine in seinem Lande haben möge, noch in dem heftigen Gelehrtenstreite der leipziger Professoren Pistoris und Pollich de malo Franco (jener Krankheit, die erst kürzlich aus Italien, mal de Naples, über Frankreich nach Deutschland eingewandert und schon äusserst verheerend gewesen war) die Ursache ihrer Entstehung zu suchen. Das Ausschreiben der Errichtung einer Universität (Weimar. 24. Aug. 1501) auf den 18. Oct. 1502 nach Wittenberg versprach denen, die dort studiren würden, drei Jahre lang freie Promotionen. Der kurfürstliche Leibarzt, D. Pollich von Mellrichstadt, richtete sie (vielleicht wirkte sein leipziger Verdruß auf diese Abweichung von der Verfassung der albertinischen Universität) nach der tübinger oder bologneser Hochschule ein, sodaß ihre Regierung oder Verwaltung von dem Rector und den Decanen der vier Facultäten, denen drei Reformatoren zur Beaufsichtigung der Vorlesungen zugesellt wurden, ausging. Der Kaiser hatte sie schon im Jul. 1502 bestätigt, aber die eigentliche Stiftungsurkunde Friedrichs erschien erst 1506 und die des Papstes 1507. Ob die Nativität, welche die Astrologen ihr stellen mussten, ihre künftige Berühmtheit verkündigte, ist unbekannt. Auch mit einem Butterbriefe stattete sie 1502 der päpstliche Legat Cardinal Raimund aus. Wichtiger jedoch als die Erlaubniß an Fasttagen Milch und Butter zu geniessen war es, daß man nach und nach mehrere ausgezeichnete Lehrer und damit großen

1) Die von allen Neueren benutzte Hauptstelle ist mit feinen Blicken in das Wesen solcher Städterepubliken, jedoch nicht ohne Parteilichkeit gegen Sachsen bei Maur. Gudenus hist. Erfurt. p. 174—201.

Zufluß von Studirenden gewann. Bis zum J. 1507 unterhielten die erlauchten Brüder ihre Hochschule selbst, dann aber wurde ihr die reiche Stifts- oder Schloß-Kirche mit ihren Gütern und Dörfern einverleibt, desgleichen drei Propsteien und sieben Pfarrstellen ihr zugewendet, sodaß die Professoren, Kanonici der Stiftskirche, die geistlichen Stellen durch Vicarien verwalten liessen. Doch betrugen die ersten Einkünfte noch nicht mehr als 2561, die Ausgaben aber 3795 Gülden. Die ersten Lehrer waren fast alle Geistliche, besonders auch Augustiner, und erst 1508 kam ein Lehrer der Arzneikunde an. Den wichtigsten Lehrer verschaffte der Generalvicar jenes Ordens in Sachsen, Johann von Staupitz, 1508 der Universität, indem er den 1507 zum Priester geweihten erfurter Augustinermönch Luther (1483 10. Nov. zu Eisleben geb., zu Magdeburg und Eisenach Schüler, seit 1501 zu Erfurt Student der Rechte und schon 1503 Magister, seit 1505 aber Novize im dortigen Augustinerkloster) nach Wittenberg als Lehrer der Philosophie und Baccalaureus tanquam ad biblia brachte. Wenn er hier nun neben der Philosophie sogleich die Bibel zu erklären anfing, so war doch sein früheres eifriges Rechtsstudium gewiß für seinen Geist nicht ohne Einfluß geblieben. Übrigens wurde die neue Universität Gott und der unbefleckten Jungfrau, als besonderem Schutzpatrone aber noch dem heiligen Augustin, die theologische Facultät dem heiligen Paulus, die juristische dem Ivo, die medicinische dem Cosmas und Damianus, und die der freien Künste der heiligen Katharina geweihet; Heilige, gegen welche sich die Universität bald sehr undankbar bewies, indem sie ausser dem Allheiligen und Dreieinen die andern ihrer Schutzvogtei enthob. Die Zeit der Reformation war da [1]).

Zu der Größe der Zeit, welche seit der Mitte des funfzehnten bis zur Mitte des sechzehnten Jahrhunderts im Ent-

1) Benutzt sind ausser einigen Urkunden in Rudolphi Gotha diplomatica: Joh. Chr. Aug. Grohmanns Annalen der Universität Wittenberg. Meissen 1801. I, und ein vielleicht in Bezug auf die leip-

1517 wickelungsgange der Menschheit kam, — ausgezeichnet durch den Sturz des veralteten Ost-Roms und seiner literarischen Folgen für den Westen, durch die Bildung neuer Staatenverhältnisse über Burgund und Italien und eines europäischen Staatensystems, besonders als die Staaten Westeuropas, nach innen fester gestaltet, eine auswärtige Politik zu haben anfingen, durch die Entdeckung der Seewege nach Ost- und West-Indien, durch das Wiederaufleben classischer Literatur in Deutschland nach Vorgange Italiens, durch die nun bemerkbaren Folgen der Buchdruckerkunst und den Segen immer zahlreicherer Universitäten, überhaupt durch eine Vereinigung der merkwürdigsten Coëfficienten, — hat Sachsen mit der von ihm ausgegangenen Kirchenverbesserung einen der wichtigsten Beiträge geliefert.

Wenn eine Revolution ausbricht, ist sie bereits in den Seelen der Menschen fertig, gereift, ja durchgekämpft worden. Was in der sogenannten Kirchenverbesserung vorgeht und bezweckt wird, tritt nicht neu und unerhört in das Leben herein, sondern es ist nur das reifere Wiederkehren von Gedanken und Ideen, die, an sich ewig und wahr, nur ihre Zeit haben mussten, sich festzusetzen in den Köpfen und Herzen, und die im sechzehnten Jahrhundert nicht mehr abweisbar waren wie in früheren, und wären sie es gewesen, gewiß in kürzeren Pausen und so oft wiedergekommen wären, bis sie ihre Zeit und ihre Menschen gefunden hätten. Was die Arnold von Brescia, die Waldus, die Wikliffe, Peter von Dresden, Huß und Hieronymus, Capistran und Savonarola, was die Besten und Hellsten ihrer Zeit, welche für Hunderttausende denken und handeln, gesprochen und gethan, es war unverloren gewesen im Strome der Zeit. Diese Sturmvögel einer geistigen Revolution (wenn sie auch, wie Moses, nur das gelobte Land kaum von weitem sahen) hatte ein tiefes geistiges Gefühl zu ihren Mahnungen und Ankündigungen getrieben. Es war leer geworden in den Gemüthern, während es heller wurde in den Köpfen; man war am Glauben ver-

ziger Universitätsverfassung geschriebener Aufsatz von K. H. L. Pölitz, in den Jahrbb. der Gesch. u. Staatskunst. 1828. XII, 282—307.

armt, ja er fehlte fast gänzlich, und der Gottesdienst konnte den Mangel der Religion nicht ersetzen; man konnte, wie ein Neuerer richtig sagt, bei dem durch die Wissenschaften verbreiteten Lichte in der entstellten christlichen Lehre keine genugthuende Überzeugung, bei dem Bedürfnisse eines wohlthuenden, erhebenden Glaubens in den herrschenden religiösen Gebräuchen keine Beruhigung finden. Daß man dieses Bedürfniß fühlte, war Bürgschaft genug, daß man dem mittelalterlichen Gängelbande der Hierarchie nun entwachsen und in religiöser und kirchlicher Hinsicht reifer, zum Theil ganz mündig geworden sei. Vor Allem gab es in Deutschland einen tüchtigen Bürgerstand, den Kern der Nation, welcher zwischen Feudalaristokratie und Hierarchie hindurch etwas Herrlicheres ahnete, bürgerliche und religiöse Freiheit; der in der Mitte zwischen Herrschaft und persönlicher Unfreiheit das Mönchthum überflüssig, ja verächtlich, des Papstes Gewalt und Bann verbraucht, Gewissenszwang unerträglich fand und, wie die Straße für den Waarenzug, die Stadt für ihr Gemeinwesen, die Scholle für ihren Bebauer, so auch die Seele für das, was sie hoffen und fürchten und glauben wolle, frei verlangte. Die Hoffnung war aufgegeben, daß vom Papste selbst oder seinen Concilien oder von den Fürsten, die wenigstens oft davon gesprochen hatten, die Hülfe kommen werde; nur Wenige gestanden sich ihre Sehnsucht laut. Noch fehlte ein Mann, der gelehrt für die Gelehrten, fromm für die Frommen, muthig für die Muthigen an dem großen Offenbarungslichte selbst seine Fackel anzündete, um allen Menschen ihre Welt voll Noth und Unfreiheit zu zeigen und dem so allgemein Gefühlten auch eine Zunge zu geben.

Ausserdem fehlte es noch an einer Handhabe, an welcher man das große Werk der Emancipation der Geister beginnen konnte, denn eben in seinem Umfange und seiner Dauer schien das Übel unangreifbar geworden zu sein. Auch konnte es kaum dem Muthigsten einfallen Alles auf Einmal umstürzen und verbessern zu wollen. Die segensreichsten Revolutionen sind stets die gewesen, welche allmälig gereift, so auch nur nach und nach, nach einem stillen Gesetze innerer Nothwendigkeit fortschreitend, endlich ein Ganzes umfassen und bilden, an

1516 welches die Urheber bei ihrem Beginne noch kaum zu denken sich getraueten. Ist die Zeit reif, so darf man auch der Zeit etwas vertrauen. Die vermisste Gelegenheit zum Anfange des großen Werkes fand sich im Ablasse, und schnell traten nun auch die Männer in Deutschland selbst und an Deutschlands Südwestgrenze, wo Nähe einiger Universitäten und freieres städtisches Wesen den grellen Contrast zwischen dem was war und was sein sollte, gleichsam dem geistigen „Soll und Hat" der Zeit, offenbarten, gleichzeitig auf. Eine Parallele beider Unternehmungen, die vielleicht bei aller Verschiedenheit im Einzelnen manche überraschende Ähnlichkeiten bieten würde, liegt unserer Aufgabe viel zu fern; selbst eine Geschichte der sächsischen Reformation in ihrem ganzen Umfange darf nicht beabsichtigt werden. Nur im allgemeinen Entwickelungsgange derselben, darin, wie Land und Volk dadurch sich geistig und politisch umgestalteten, wie diese Umgestaltung allgemeinere Folgen für Deutschland und Europa und welche sie haben musste, kann unsere Aufgabe liegen; und selbst darin Allen zu genügen, müssen wir bei der Leidenschaftlichkeit unserer Tage, der Verschiedenheit der Ansichten und der Standpuncte billig bezweifeln. Wir geben, was uns wahr erscheint. Eine ruhigere Nachwelt richte!

Wenn man die Anlage Sachsens zur Reformation oder dasjenige würdigen will, was hier dieser großen Erscheinung Vorschub thun konnte, so muß man von dem Charakter des Norddeutschen überhaupt beginnen. Wenn man diesen in einem größeren Ernste des Lebens, im vorragenden Hange zur Untersuchung und Speculation, in größerer Arbeitsamkeit und Nüchternheit bei einer sparsamern Natur, in einer Vorliebe für freiere Verfassungen bei gleichmäßigerer Ausbildung der verschiedenen Volksclassen finden muß, so soll dies, wie wir es schon in jener Zeit zu finden meinen, keine Herabsetzung des mit andern Gütern ausgestatteten Süddeutschen sein. Zu den Voranlagen in Sachsen für eine Kirchenverbesserung mag aber noch besonders die Nähe Böhmens zu rechnen sein, wo in der That durch die hussitische Lehre eine theilweise Reformation schon durchgeführt worden, die den denkenden Nachbar zu Vergleichungen und Untersuchungen über die Streitpuncte

des Lehrbegriffes und Ritus hinführen mußte. Nicht minder waren in Sachsen auf verhältnißmäßig kleinem Raume eine Anzahl bedeutender Städte, wie Erfurt, Leipzig, Dresden, Freiberg, Chemnitz u. a., die benachbarten Budissin und Magdeburg nicht zu vergessen, zusammengedrängt. Freieres Gemeinwesen in denselben, Handel und Verkehr, der durch sie zum Theil hindurchzog, brachten freisinnigere Ansichten hervor. Sodann waren auch nicht fern von einander drei bis vier Universitäten, wie Erfurt, Leipzig, Prag und Wittenberg, und mancherlei Verkehr durch Lehrer, Schriften und ziehende Studenten zwischen ihnen. Auf jeden Fall war damals ein reicheres wissenschaftliches Leben in unseren Gegenden schon auf einigen Kloster- und Stifts-Schulen angeregt, und auf den Hochschulen fortgesetzt und ausgebildet und im praktischen Leben selten ganz aufgegeben. Das Studium der alten Sprachen bereitete das Studium des herrlichen Buches an der Kette vor, und wie Mancher mag schon in demselben Aufklärungen gefunden haben, die er freilich nicht wie Luther den Muth hatte öffentlich auszusprechen, aber, einmal ausgesprochen, aus allen Kräften bestätigte. Selbst manche Klostercongregationen, besonders die zahlreichen Augustiner, waren nicht ganz zurückgeblieben und dann unter den Ersten, welche ihre Gelübde besseren Überzeugungen zum Opfer brachten. Endlich war es gewiß ein großes Glück für die gute Sache, daß in Friedrich, dem Kurfürsten selbst, ein Mann dem Staate vorstand, der wissenschaftliche und freie Forschung, als Recht des Gelehrten, zu ehren und zu schirmen wusste, wenn er auch anfangs nicht ganz ohne Ängstlichkeit diese Untersuchungen auf das geschlossene und gleichsam gebannte Feld der Theologie sich ausdehnen sah.

Es gab also im gewissen Sinne schon einen stillen Protestantismus vor der Reformation. Er wartete aber, um laut hervorzutreten, auf seinen Vorkämpfer. Als ihn vielleicht noch Tausende suchten, war er, ein Lehrer einer Hochschule und damit gewiß in der für die Sache vortheilhaftesten Stellung, schon gefunden. Ein Mann wie Luther, ein treuer Abdruck seines deutschen Volkes in seinen guten Eigenschaften wie in seinen Schwächen, gerade, treu, fest, muthig für erkanntes

Gute, hartnäckig bis zum Übermaß für gewonnene Überzeugung, derb in Wort und Schrift, selbst Königen gegenüber, wo ein Erasmus nur streichelte, gelehrt und populär zugleich, der alten Quellensprachen und zum Heil der Sache auch der heimischen völlig mächtig, den Freuden des Lebens nicht mürrisch abgestorben, dabei des festen Glaubens (der ein Talisman für alles Große ist), daß Gott das Gute schützen müsse, im Gegentheile aber an Mann und Werk nicht viel verloren sei, darum eifrig, hitzig, selbst begeistert für die Sache, bereit sein Leben ihr zu opfern, aber auch dann in minder Wichtigem unbiegsam, weil man in Glaubenssachen gar Nichts abhandeln und nicht markten könne, war er für die einzige Sache, sie zu beginnen, vielleicht der einzige Mann. Die begonnene konnten dann Andere schon leichter weiter führen. Auch das kam ihm zu Statten, daß er, wie einst der Cheruskerr Hermann, seinen künftigen Hauptgegner, den Papst (Julius II.) und die Hierarchie in Rom, selbst in's Auge hatte fassen können.

Einem solchen Manne mit seinem offenen, klaren Sinne für das biblisch Wahre musste das alle Sittlichkeit untergrabende Ablaßwesen, wie es von Johann Tetzel [1]) und andern Unterpächtern des Kurfürsten Albrecht von Mainz in Deutschland betrieben wurde, höchst gefährlich scheinen. Die Hauptbedingung der Buße, welche wenigstens die römischen Ablaßbullen noch enthielten, verschwieg der freche Dominikaner, und so war die ursprüngliche Begnadigung von Kirchenbußen oder Ablösung derselben durch eine Geldstrafe, ohnehin schon auf die Erlösung aus dem Fegefeuer ausgedehnt, zu einer furchtbaren, aber besonders für den üppigen Mediceer Leo X. höchst einträglichen Geldspeculation geworden. Nebenbei wollte auch

1) Tetzel, nach der wahrscheinlichern Meinung Sohn eines leipziger Goldschmiedts Tietze, wäre schon früher als Ehebrecher in Inspruck gesäckt worden, wenn Kurfürst Friedrich beim Kaiser nicht vorgebeten hätte. Später wurde er Dominikaner in Zwickau, Ketzermeister und apostolischer Vicar und sogar Dr. der Theologie, ob er gleich gewiß so wenig wie Bodenstein vor seiner Doctorpromotion die Bibel gelesen hatte. Machte er doch den Dichter Juvenal zu einem Heiligen und Märtyrer. Er starb 1419, vielleicht gewaltsamen Todes.

der mainzer Erzbischof die von den Fuggern zu Augsburg schon vorgeschossenen 26,000 fl. Palliengelder damit abtragen. Gegen diese Seelenverkäuferei, deren ganzen Umfang und Zusammenhang Luther damals noch gar nicht kannte, schlug dieser auf akademische Weise am 31. Oct. 1517 seine 95 Sätze 1517
an die Schloßkirche zu Wittenberg (ohne sich daran zu kehren, daß diese ein Jahr vorher selbst die Ertheilung eines Ablasses vom Kurfürst ausgewirkt erhalten hatte). Luther verlangte damals nur, daß sich der Ablaß blos auf kirchliche Strafen beziehen solle, und ahnete schwerlich, daß er damit der ganzen Hierarchie den Fehdehandschuh hingeworfen hätte, und daß er mit seiner Feder selbst die päpstliche Krone in Rom in's Schwanken bringe (wie es merkwürdigerweise gerade in der Nacht vorher dem Kurfürst Friedrich zu Schweinitz dreimal hinter einander geträumt hatte [1]). Der erste Angriff war eigentlich schon ein Jahr früher erfolgt, wo Luther eine öffentliche Disputation wider die Lehre vom Verdienst der Werke gehalten hatte. Vielleicht wäre auch dieser Ablaßstreit spurlos vorübergegangen, wenn die Theses nicht bald gedruckt so mit wissender Schnelle durch ganz Deutschland verbreitet worden und nicht der Habsucht der beim Ablasse Betheiligten so gefährlich geworden wären.

Der erste Schritt war gethan, mit Umsicht und mit Schonung gegen den Papst, den Luther damals noch hochachtete, weil er ihm keinen Antheil an diesen Frevels zutrauete. Es hätte von den Ablaßfreunden selbst abgehangen, Luthern zum Schweigen zu bringen, wenn sie selbst nicht durch Gegenschriften, mitunter der ungeschicktesten und unschicklichsten Art, ihn herausgefodert hätten, die dann seinen Zorn erregten und ihn zu neuen tieferen Untersuchungen aufreizten. Es zeigt sich durch die ganze Reformationsgeschichte, daß gerade die Vertheidiger des alten Glaubens diesem am meisten geschadet haben. Luther selbst bestand, wie er selbst gesteht, manche Angst und

1) Über diesen höchst merkwürdigen Traum, über welchen man doch mit einem „Träume sind Schäume" nicht so leicht hinwegkommt, s. Reformationsalmanach. Erfurt bei Keyser 1817. S. 203, und noch mehr Literatur in Hasche diplomatische Geschichte von Dresden II, 201.

manchen Seelenkampf, aber das Bewusstsein reiner Absicht und Bibelmäßigkeit stärkte ihn. War auch anfangs der Beifall, den er fand oder der ihm wenigstens zu Ohren kam, nicht so groß, als er erwartet hatte, dachten nicht Alle wie der edle meissner Bischof, Johann von Salhausen, oder Lorenz von Bibra, der wirzburger, sah er selbst seinen Kurfürsten, mehr als er vermuthet, unentschieden und schwankend, so gaben ihm doch seine Gegner selbst allen seinen Muth wieder. So erzeugten Tetzels (oder richtiger Wimpinas) Gegensätze, die Schreiereien eines Johann Eck, Prierias und Hogstraten, das Gegentheil von dem was sie bezweckten. Der Beifall den Luther bei den Studirenden in Wittenberg fand, konnte freilich zum Theil seinen Neuerungen als solchen gelten; aber wenn bald ritterliche Männer wie Hutten, Sickingen, Schaumburg ihm ihren Beifall zollten und ihren Arm anboten, wenn er an Bodenstein oder Karlstadt einen fast zu heftigen, an dem großen, milden Melanchthon bald einen hochgelehrten Gehülfen erhielt und am Hofe des Kurfürsten einen Freund und Fürsprecher in dem Hofprediger Georg Burkhardt aus Spalt in Franken (davon Spalatinus), so schienen sich doch auch äusserlich die Verhältnisse zu seiner Beruhigung gestalten zu müssen. Und Gott half weiter!

Man soll vom Kurfürst Friedrich darum nicht kleiner denken, daß er im ersten Anfang sich nur schwankend und zögernd benahm. Wir lächeln über den macedonischen Alexander, daß er auf dem Wege zum Indus den Quellen des Nil auf der Spur zu sein vermeinte, weil wir's besser wissen; hätte Friedrich sich ganz in den Geist jener Händel hineindenken, gleich alle Vorurtheile der Zeit abstreifen, gleich den großen Ausgang voraussehen können, wie er uns offen vor Augen liegt, wahrscheinlich würde er noch ganz anders eingegriffen haben. Ehe es sich entschied, ob dieser Streit ein bloßer Mönchsstreit oder einer der häufigen Einsprüche gegen hierarchische Misbräuche bleiben werde, konnte er kaum anders verfahren. Doch fragte er, um recht sicher zu gehen, den berühmten Erasmus von Rotterdam über Luther um seine Meinung, und dieser fällte ein günstiges Urtheil, obgleich er weder Luthers Schriften gelesen haben, noch Leo X. aller der in seinem Na-

men geübten geistlichen Tyrannei schuldig finden wollte [1]). Dabei musste Friedrich doch mit Wohlgefallen bemerken, daß seine junge Universität aus fast allen Theilen Deutschlands besucht zu werden und immer mehr Glanz und Wichtigkeit zu gewinnen anfing. So mochte es den Studenten hingehen, daß sie Tetzels Thesen feierlich verbrannten. Auch die Universität fand bald Gelegenheit für Luther sich zu verwenden.

Lange hatte Leo X. diesen Streit für einen der unzähligen Mönchsstreite und gar nicht für einen Angriff auf das Papstthum gehalten, wie sich Luther später erklärte, daß er um diese Zeit noch trunken, ja ersoffen in den Lehren des Papstes gewesen [2]). Aber Beiden kam bald eine andere Überzeugung. Die Dominikaner setzten seine Citation nach Rom (Aug. 1518) 1518
durch, und Leo verlangte vom Kurfürst seine Ausstoßung aus dem Orden, Verhaftung und Zusendung. Allein, wenn auch Luther vielleicht bereit war zu ziehen, so bat die Universität vor, und es erfolgte bloß die Stellung Luthers vor dem Cardinal Thomas Vio von Gaëta (Cajetanus), und selbst diese Zusammenkunft zu Augsburg 1518 hatte bekanntlich keine andere Folge, als daß Luther nicht nur nicht widerrief, sondern auch vom übel unterrichteten an den besser zu unterrichtenden Papst appellirte. Schade daß Maximilian, der sonst für jegliches Große und Ritterliche so empfänglich war, wegen einer Spannung mit Friedrich, der des kaiserlichen Enkels, Karls von Spanien, römische Königswahl nicht begünstigte, auch über Luther jetzt ungünstig urtheilte. Gerade diese Wahl aber, die wieder dem Papste sehr unangenehm gewesen sein würde, machte, daß Leo wegen Luthers nun gelindere Saiten aufzog, jetzt auf einmal an die vor einigen Jahren von Friedrich selbst gewünschte goldne Rose dachte und durch den Boten ihrer Absendung (sie kam ein Jahr später mit Kaufmannsgelegenheit), den meissner Edelmann, Karl von Miltitz, nun Luthern

1) V. L. de Seckendorf comment. de Lutheranismo. Lips. 1694. fol. p. 96.

2) Leo X. soll über Luther sich sehr günstig geäussert haben: „che Fra Martino Luthero haveva un bellissimo ingegno e che coteste erano invidie Fratesche.“ Tenzel aus Colomesias in Keils Leben Luthers. Leipz. 1764. 4. S. 87.

1518 zum Widerruf, oder nach Gelegenheit zur Haft bringen lassen wollte. Das Einzige was Luther versprach, zu schweigen, wenn seine Gegner schweigen würden, ging nicht in Erfüllung, weil die Bedingung nicht gehalten wurde. Als bald eine neue päpstliche Bulle den Ablaß bestätigte und die Feinde desselben verdammte, provocirte Luther, wie 1517 auch die Universität Paris gethan hatte, vom Papste an eine allgemeine Kirchenversammlung. Wurde dieser Schritt auch schneller, als Luther wünschte, durch den Eigennutz der Buchhändler bekannt, so zeigte er doch deutlich, wie Luther in seinen Überzeugungen jetzt stand.

1519 Am 12. Jan. starb Kaiser Maximilian I. und füllte nun den Sarg, den er so lange leer mit sich geführt hatte. Dies führte einen auch für Sachsen sehr wichtigen politischen Zwischenact herbei. Denn nun trat Friedrich als Reichsvicarius in den Ländern sächsischen Rechtes an die Spitze des halben Deutschlandes, und wie er als solcher der römischen Curie ganz anders erscheinen musste, so konnte er nun auch Luthern noch ganz anders schützen. Doch schien die Sache sich schon selbst zu schützen im Stande, da sie so großen Anhang gewonnen hatte, daß Miltitz seinem Papste schrieb, er getraue sich nicht unter dem Schutze eines Heeres von 25,000 Mann Luthern nach Rom zu bringen. — Wittenberg bekam jetzt auch durch das daselbst eingesetzte Vicariatshofgericht für Reichshändel eine erhöhte Wichtigkeit und Frequenz, und Friedrich erkannte sich in seiner wichtigen Stellung so gut, daß er auch später mehrere ungegründete kurpfälzische Vicariatsanmaßungen nachdrücklich zurückwies.

Noch größeren Einfluß hatte aber Friedrich auf die so wichtige Kaiserwahl selbst, und da diese Frage fast halb Europa in Bewegung setzen musste, da auch England, Italien und der Papst ganz besonders dabei betheiligt waren, so richtete das ganze Deutschland und ein Theil Europas seine Blicke auch auf ihn. Zwei noch junge in ihrer Art ausgezeichnete und sehr mächtige Fürsten bewarben sich um Deutschlands Krone. König Karl I. von Spanien, Maximilians Enkel, Sohn des Erzherzogs Philipp und der spanischen Juana, und Franz I., der schöne, ritterliche, bezaubernde König der

Franzosen, Beide einander höchst ungleich, und doch Jeder ein 1519
würdiger Thronbewerber. Endlich meldete sich auch König Heinrich VIII. von England, an dem in der That ein guter polemischer Theolog, aber ein schlechter König gewonnen gewesen wäre. Die Wahl unter den ersten beiden Bewerbern war in der That schwierig und für Deutschland hochbedenklich; an den Engländer dachte wohl Niemand mit Ernst als etwa sein Gesandter Richard Pace (Pacäus), der nachher auch dem Kurfürsten von Sachsen ein förmliches Creditiv überreichte, als dieser selbst in Vorschlag kam. Jeder der Bewerber suchte vor Allem die sächsische Kurstimme zu gewinnen, und anfangs erreichte keiner seinen Zweck, am wenigsten durch Bestechungen, womit bereits noch unter Maximilian der Anfang gemacht worden war, indem dieser schon vier Kurfürsten gewonnen und jedem für seine Stimme 50,000 Ducaten versprochen gehabt haben sollte. Allein König Franz von Frankreich habe noch weit größere Erbietungen gemacht, ja das Doppelte antragen lassen, was irgend ein kurfürstlicher Prinz (?) für die Königswürde geboten habe [1]). Friedrich erklärte, er werde nur den erwählen, der ihm für's Wohl des Reichs der Passendere scheine, sich auch in keine Handlungen einlassen, welche seine Wahlfreiheit beschränkten. Da man sich lange nicht vereinigen konnte, trug man, nach Vorgang des Kurfürsten von Trier, der mit seinem Franzosen nicht durchdringen konnte, dem Kurfürst Friedrich selbst einstimmig die Kaiserkrone an, und selbst der englische Orator trat bei. Wahrscheinlich war Friedrich schon längst über die Nichtannahme einig, als er seinen vertrauten Rath, Graf Philipp von Solms, um seine Meinung deshalb fragte, und dieser aus sehr vernünftigen Gründen abrieth. „Zu einem Kayser gehören fürnehmlich diese zwei Stück, Weisheit in der Regierung und ein Ernst und Nachdruck in der Straff. Nun was das erste Stück belanget, da will Ew. Kurf. Gn. Nichts mit Liebkosen zu gefallen reden, sondern weiß, auch mit Zeugnuß aller Fürsten im ganzen Reich,

1) Henry Ellis original letters, illustrative of English history etc. Lond. 1825.; mir bloß bekannt aus Götting. gel. Anz. 15. Jul. 1826, wo S. 1109 diese Nachricht ausgehoben ist.

1519 daß es Gottlob Ew. K. G. an diesem Stück in keinem Weg mangeln würde. Was aber das andere Stück anbelanget, da wollen Ew. K. G. die Gelegenheit des Reichs bedenken, daß als nehmlich viel Uneinigkeit und Unruhe darinnen ist, und dieweil ich besorge, Ew. K. G. möchten den Ernst und die Folge in der Straff nicht erhalten können, so weiß Ew. K. G. solches in keinem Weg nicht zu rathen, denn wo es Ew. K. G. sollten irgend einen Schimpf darüber einlegen, so wäre mir es ja leyt, daß ich Ew. K. G. darzu sollte gerathen oder gedienet haben." Worauf der Kurfürst sagte: „Graf Philipps, wir nemen diese eure Antwort in keinen Ungnaden auf, und ist eben dieses auch unser Bedenken, warum wir es nicht wollen annehmen" [1]). Friedrich lehnte also nicht bloß die Krone ab, sondern stimmte auch gegen den Kurfürst von Trier, welcher für den Franzosen war, weil es gegen die Gesetze sei; daher gäbe er seine Stimme dem Erzherzog Karl von Österreich, doch müsse man ihm vorher gewisse Bedingungen vorschreiben. Freilich war, wie sicher auch Friedrich durch eine bindende Capitulation für Deutschlands Freiheit zu gehen geglaubt hatte, bald fast kein einziger Artikel, den Karl als Kaiser nicht gebrochen gehabt hätte, weil er, wie sich zeigte, unter des deutschen Reiches Freiheit eben etwas ganz Anderes verstand, als die Fürsten darunter verstanden wissen wollten. Auch waren lange nicht Alle an des Kurfürsten Hofe mit ihm gleicher Meinung. Fabian von Feilitzsch meinte, auf Friedrichs Frage, wie ihm die Wahl gefalle: „nun die Raben müssen ja einen Geier haben"! Der Kurfürst behielt den Titel Generalstatthalter als Auszeichnung fort, aber alle und jede Geschenke, deren die wichtigeren deutschen Fürsten damals so viele erhielten, wies er ab, und verbot auch seinen Leuten deren Annahme bei Strafe der Entlassung. Nur die Hälfte seiner (wahrscheinlich auf dem Wahlconvente gemachten) Schulden wurde ihm mit 32,500 fl. bezahlt [2]). Eine andere Un-

1) S. d. Extract aus Luc. Geierbergs Leben Philippsen Grafen v. Solms. Marb. 1561. 4. in Senkenbergs Vorrede zu J. H. Dav. Göbels Beiträgen zur Staatsgesch. von Europa unter Kaiser Karl V. Lemgo. 1767. 4. S. XIX.

2) Andr. Seb. Stumpf Baierns politische Geschichte. München

terhandlung zwischen Karl V. und dem Kurfürsten, welche 1519
damals oder bald darauf ihren Anfang genommen haben muß, führte zu keinem Resultate. Karl versprach nämlich dem Herzoge Johann Friedrich, dem Sohne Johanns und Neffen Friedrichs, seine Schwester Katharina zur Gemahlin; aber der Kaiser trat späterhin selbst wieder zurück, wahrscheinlich weil eine Verbindung mit Portugal durch die Prinzessin ihm wichtiger erschien. Daß er einem Ketzer kein Wort zu halten brauche, mag der wackere Sleidan in seinem Eifer dem Kaiser in den Mund gelegt haben.

Das fünfmonatliche Reichsvicariat war der Reformation, die als eine junge Pflanze auch ihren Sonnenschein brauchte, sehr gedeihlich gewesen. Der Papst fürchtete in Luther den Kurfürsten selbst zu beleidigen, und rechnete vielleicht zu viel auf Miltitzens Sendung, der aber höchstens nur dem Ketzermeister Tetzel einen Todesschrecken eingeflößt hatte. Auch waren die Blicke Leos weit mehr auf die frankfurter Wahlverhandlungen gerichtet. Während dem hatte das merkwürdige Religionsgespräch zu Leipzig (es begann am Tage vor der Wahl Karls, 27. Jun. 1519) seinen Anfang genommen; es zeigte sich bald, daß es im wahren Interesse der römischen Curie besser unterblieben wäre. Aber der eitle Johann Eck, der sich auf seine sophistischen Fechterstreiche verließ, foderte nicht nur Andreas Bodenstein aus Karlstadt, sondern, weil es ihm ehrenvoller schien, sich mit dem Meister selbst zu messen, auch Dr. Luther selbst auf. Der merseburger Bischof, als Kanzler der leipziger Universität, hatte, im richtigen Gefühle der Gefahr für den alten Glauben, zuvor die Disputation bei Strafe des Bannes untersagt, aber Herzog Georg von Sachsen als Landesherr das Verbot abreissen und drohend dem Bischof erklären lassen, „daß er nicht nur, wenn die Theologen fortfahren sollten die Unterredung zu fliehen

1816. I. 1. S. 23. aus einer bei den kurpfälzischen Wahlacten befindlichen specificirten Rechnung, also höchst glaubwürdig. Die ganze Wahl hatte dem Kurfürst 852,189 fl. an Geschenken gekostet. Mainz erhielt z. B. 104,000 fl., Trier bloß 22,000. Über die von Friedrich abgelehnte Krone sagt Erasmus: „is mea sententia majori cum laude recusavit imperium, quam alii ambierunt“.

1519 oder ihr Hinderniſſe in den Weg zu legen, ſie ſelbſt als offenbare Betrüger des Volks, die ihre Lehren weder an den Tag bringen noch vertheidigen dürften, betrachten, ſondern auch durch ein öffentliches Edict vor Gott und der Welt bezeugen wolle, daß er in der ganzen Sache Nichts als Aufklärung der Wahrheit geſucht, aber daß die Theologen ſelbſt den Streit abgelehnt und ſich verkrochen hätten, um ihre Unwiſſenheit und Barbarei nicht an das Licht zu bringen." An dieſem entſchiedenen Tone (zu welchem wahrſcheinlich Kurfürſt Friedrich ſelbſt ſeinen Vetter aufgemuntert hatte) erkennt man, auf welchem guten Wege Georg anfangs war [1]). Schade nur, daß er nicht auf dieſem Wege fortſchritt, ſondern ſich durch einige Wendungen, welche das Geſpräch zwiſchen Eck und Luther nahm, beſonders daß Luther einige huſſitiſche Behauptungen nicht eben darum verwerflich finden wollte, weil das coſtnitzer Concilium ſie verworfen habe, von dieſem Wege abziehen ließ.

Wie wenig auch (das Schickſal faſt aller akademiſchen und Religions-Disputationen) im Ganzen ausgemacht worden war, ſo hatte doch dies Colloquium zwei hochwichtige Folgen. Die Beſſeren ſchrieben Luthern und ſeiner Sache den Sieg unbedenklich zu, und dieſer war dadurch zu Unterſuchungen, beſonders über das kanoniſche Recht, hingeführt worden, die nun ihn völlig mit dem Papſte brechen laſſen mußten; und wäre in dem Manne ſo feſten Charakters und ſo frommen Vertrauens noch ein Zaudern möglich geweſen, ſo trieben ihn jetzt ſeine Feinde ſelbſt zu dem Äuſſerſten, was er vor wenig Monaten noch für ganz unmöglich gehalten hatte. Voll
1520 Ingrimms war Eck im Anfange des Jahres 1520 nach Rom gegangen, hatte dort die Bannbulle gegen Luther ausgewirkt (16. Juni 1520) und brachte ſie nun triumphirend nach Deutſchland zurück. Aber ſie fand den Gegner, den ſie ver-

1) Gottli. Jac. Planck Geſch. der Entſtehung ꝛc. des proteſtantiſchen Lehrbegriffs. Leipz. 1791. 8. I, 186, wo die Quellen nachgewieſen ſind. Ein von mir ſehr oft benutztes Werk. Übrigens bemerkt von Braun monatl. Ausz. aus der ſächſ. Geſch. ꝛc. V, 305, daß von drei Biſchöfen und eilf Äbten in Sachſen keiner bei der Disputation erſchien.

nichten sollte, und seine Freunde vorbereitet. Der Zweifel an 1520
der päpstlichen Machtvollkommenheit und Allgewalt war schon sehr rege, und daß der erbitterte Johann Eck die Bulle brachte, gab ihr mehr den Anschein einer Partei- oder Rache-Schrift als einer höchsten Entscheidung. Dabei hatte Luther stets geflissentlich seine Sache zu der der Wissenschaft gemacht und zu einem Kampfe der Humanisten gegen die Scholastiker, hatte stets Belehrung und Zurechtweisung aus der heiligen Schrift selbst verlangt, und so musste eine Niederlage, die ihn getroffen hätte, auch als eine Niederlage der Wissenschaft, des Rechtes freier Forschung, ein Sieg des Obscurantismus und der rohen Gewalt, die auf vernünftige Gründe und Widerlegung sich nicht einlasse, erscheinen. Selbst wenn sein gelehrter Kurfürst ihn aufgegeben hätte (und er hielt sich damals neutraler als je, wie man aus einem Briefe an Valentin Teutleben und an Herzog Georg ersieht), alle helldenkende Männer hätten seine Sache zu der ihrigen gemacht, da er unüberwiesen verdammt wurde. Wie viele Federn, wie viele Schwerdter und Burgen deutscher Ehrenmänner boten sich zu seinem Schutze an.

Man war auf den Empfang der Bulle gefasst, am meisten Luther. Er schrieb gegen die neuen eckischen Bullen und Lügen seine Schrift „wider die Bullen des Antichrists", und (Ende Juni 1520) seine Ermahnung an den christlichen Adel deutscher Nation. Damit versetzte Luther dem Papstthume eine der gefährlichsten Wunden, indem er nicht nur die wahre Gefahr, die von demselben drohe, sondern auch die wahren Mittel zeigte, wie man sie ein für alle Mal abwenden könne. Jetzt sprach er zum ersten Mal ganz unverhohlen den Grundsatz aus, welcher fortan das leitende Princip seiner Reformation wurde, daß der Kirche nicht anders als durch weltliche Gewalt geholfen werden könne, welche berechtigt sei die Verbesserung der ersten zu bewirken. Man solle den Bann eben so verachten, als wenn ein Dieb Jemand in den Bann thun wolle, der ihn nicht wolle stehlen lassen. Es war ein furchtbares Mittel gegen ein furchtbares Übel. Diese Schrift öffnete Allen die Augen, welche bei dem neuen Lichte bisher nur geblinzelt hatten, und bewirkte eine Gährung, in welche eben

1520 nur noch die von Rom schon angekündigte Bannbulle zu fallen brauchte, um den großen Riß zu sprengen, den Jahrhunderte mit allen hineingeworfenen Concilien, Reichstagen, Religionsgesprächen und Kriegen nicht sollten wieder ausfüllen können. „Es ist auch mein allergrößte Sorg und Furcht, daß meine Sach' möcht' unverdammt bleiben, daran ich gewißlich erkennte, daß sie Gott nicht mehr gefalle", schrieb Luther.

Die auch durch ihre Riesenperioden sich furchtbar ankündigende Bulle **Exsurge domine** verdammte 41 aus Luthers Schriften gezogene Sätze, befahl Luthers Schriften öffentlich zu verbrennen und diesem selbst, in 60 Tagen spätestens, seinen Widerruf nach Rom zu schicken, oder was besser sei, unter feierlich versprochenem Geleite selbst zu bringen; wo nicht, solle er, alle seine Anhänger und Beschützer als Ketzer verdammt sein und seine Schriften verbrannt werden [1]). Eck fand nur eine laue Aufnahme, wurde an vielen Orten (wie in Leipzig) verfolgt und konnte es durchaus nicht überall zur öffentlichen Bekanntmachung derselben durch die Behörden bringen. Auch Luthers Schriften wurden nur an einzelnen Orten, so auch zu Merseburg, verbrannt. Luther aber, mit Recht auf's Äusserste gereizt, hielt nun seine berühmte Predigt gegen die Messe, schrieb die Schrift über die babylonische Gefangenschaft der Kirche und deckte, wie in jener Schrift an den Adel deutscher Nation, die sämmtlichen Gebrechen der Hierarchie und der römischen Kirche, sogar in einem Briefe an den Papst selbst, unumwunden auf. So bestätigte es sich auch hier, wieviel die Wahrheit oft den Leidenschaften zu verdanken hat. Luther ging aber auch noch weiter. Er appellirte nicht allein nochmals vom Papste an ein allgemeines Concil, sondern verbrannte auch am 10. Decbr. 1520 vor einem Thore seiner Stadt, in Gegenwart fast aller Studirenden und vieler Lehrer, das Decret Gratians, die Decretalen, Clementinen und Extravaganten der Päpste (und das kanonische Recht

1) Die Bulle aus dem Original abgedruckt in Chr. Fr. Sattlers Gesch. d. Herzogth. Wirtemberg unter den Herzogen. Ulm 1770. 4. II. S. 216 — 226. Hierher gehört besonders S. 225. Es gehört Muth dazu, dies Machwerk durchzulesen.

Recht wurde damals höher als die Bibel selbst gehalten), mit 1520
einigen Schriften von Eck und Emser, und Leos Bulle mit den Worten: „weil du den Heiligen des Herrn betrübet hast, so betrübe und verzehre dich das ewige Feuer!" Durch eine Schrift, die alsbald erschien, vertheidigte er diese seine Handlung. Was jetzt auch einige seiner juristischen Collegen, ein Henning Göde, Schurff u. A., was sein Kurfürst, was der Papst, die Welt dazu sagen möchten, darnach fragte er nicht. Seine Handlung steht oder fällt mit ihm, denn er war ganz Luther, als er sie vollbrachte. Jetzt war er frei; jetzt konnte er nur vorwärts, ein Rückwärts gab's nicht mehr. Der erste Act der sächsischen Reformation war vollendet, der Werth der Bibel, als einziger Richtschnur alles Glaubens, war durchgefochten und gerettet.

2. Eigentliche Einwirkung der Reformation auf Sachsen.

Bis jetzt war die Reformation mehr von den Gelehrten, Geistlichen und Mönchen verhandelt worden, als in das Leben des Volkes und dessen Begriffsweise übergegangen. Jetzt aber, als Luthers Schriften immer mehr sich auch in den untern Classen verbreiteten, als seine kräftigen und populären Predigten seine Ansichten Allen fasslicher darlegten, als seine Persönlichkeit, sein Muth, seine Gefahren die Gemüther ergriffen, jetzt wurde die Reformation allmälig auch von der Masse begriffen. Konnte sie auch das gelehrte Gerüste der neuen Ansicht nicht würdigen, so war doch klar geworden, daß er noch nirgends aus der Schrift selbst widerlegt worden sei, also eigentlich Recht habe und daher unschuldig verdammt sei.

Längst waren Aller Augen auf Friedrich den Weisen gerichtet, dem die päpstlichen Legaten Aleander und Carracioli ein päpstliches Schreiben und eine Abschrift der Bulle zu Köln überreicht hatten, mit dem Verlangen, Luthers Schriften verbrennen und diesen entweder selbst bestrafen oder zu diesem Zwecke nach Rom bringen zu lassen. Allein Friedrich erklärte, Luthers Sache müsse erst durch billige, fromme und gelehrte

1520 Richter untersucht und seine Lehre aus der Schrift widerlegt werden, ehe ihm zugemuthet werden könne, in die Verbrennung von Luthers Schriften zu willigen oder gegen diesen etwas Thätliches vorzunehmen. Friedrich blieb seinem Grundsatze getreu, Nichts zu übereilen; auch wusste er den Kaiser viel zu sehr beschäftigt und sich viel zu sehr verpflichtet, als daß er ihn in Luthern kränken werde. Hierzu Erasmus Urtheil über Luther (5. Decbr. 1520 zu Köln bei einer mündlichen Unterredung): Luther habe zwei Verbrechen begangen, nämlich dem Papste an die Krone und den Mönchen an die Bäuche gegriffen. Nur zu hitzig und heftig wäre Luther im Streite, denn die Sache des Evangeliums müsse auch im Geiste desselben getrieben werden. Man müsse den ganzen Handel durch kluge, angesehne und unverdächtige Männer beizulegen suchen [1]). Das war auch Friedrichs eifrigster Wunsch, der denn freilich mit dem des Papstes nicht in Einklang zu bringen war.

Wieviel auch zu Köln zwischen dem Kaiser, dem Kurfürsten und den päpstlichen Legaten verhandelt worden war, brachten es doch die Letzteren zu keiner förmlichen Verdammung Luthers und zu keinem allgemeinen kaiserlichen Befehl, daß Luthers Schriften verbrannt werden sollten. Selbst nach der Abreise des Kurfürsten Friedrich sprachen es einige Reichsstände laut aus, man dürfe Luthern, der ohnehin in Deutschland einen gewaltigen Anhang habe, nicht ungehört verdammen. So erfolgte dann ein Resultat, welches gewiß den päpstlichen Gesandten höchst unangenehm erscheinen musste, nämlich die Vorladung Luthers auf den wormser Reichstag. So sollte der schon verdammte Ketzer gar noch vor Kaiser und Reich, also auch vor weltlichen Richtern gehört, am Ende wohl noch mit ihm verhandelt oder ein gütliches Abkommen getroffen werden. Welche Demüthigung, und doch durfte Alexander zufrieden sein, nur so weit die Sache zu haben.

Luther in seinem heiligen Eifer war fast entschlossener zu dieser Reise als der Kurfürst selbst, zumal da nun eine zweite

1) Ad. Müller Leben des Erasmus v. Rotterdam. Hamburg bei Perthes. 1828. 8. S. 293. Erasmus weigerte sich wiederholt gegen Luther zu schreiben.

Bulle, vom 3. Jan. 1521, ihn ohne weitere Bedingung und 1521
Vorbehalt verdammte. Trotz dem ließ der Kaiser selbst noch eine gütliche Vermittlung durch seinen Beichtvater Glapio bei dem Kurfürsten oder dessen Kanzler Brück (Pontanus) versuchen, ja die Stände legten dem Kaiser eine ganze Menge (101 Artikel) Beschwerden gegen den päpstlichen Stuhl und seine Bedrückungen vor. Selbst Herzog Georg von Sachsen, der eifrig Altgläubige, gab 12 Beschwerden; besonders gegen Annaten und gegen den Ablaß, ein [1]). Alles dies bestimmte den Kaiser zu mildern Maßregeln. Nicht verbrannt, nur ihm vorläufig ausgeliefert sollten Luthers Schriften werden, dieser aber selbst wurde am 6. März 1521 unter ehrenvollen Ausdrücken (honorabilis, dilectus, devotus) und unter sicherem Geleite nach Worms zum Reichstage vorgeladen. Der vorsichtige Kurfürst soll sogar den Kaiser zu der ausdrücklichen Verzichtung auf das Reservat, daß man einem Ketzer kein Wort zu halten brauche, vermocht haben [2]).

Luther reisete wie Einer der kaum an eine Rückkehr dachte, doch mit dem Talisman an den treuen und festen Gott gerüstet. Vielleicht dichtete er selbst auf dem Wege sein berühmtes Lied: Eine feste Burg ist unser Gott. Er predigte unterwegs und wurde von Eobanus Hessus in Erfurt besungen. Noch vor Worms warnte ihn sein Freund, der Hofprediger Spalatin, umzukehren, aber: „wenn so viel Teufel zu Worms wären als Ziegel auf den Dächern, noch wollt' ich hinein!" war seine bekannte Antwort. Seine zweimalige Stellung vor Kaiser und Reich und deren Erfolg sind oft genug geschildert, und doch ist die Antwort des Mannes, der noch immer sich bereit erklärte, seiner Irrthümer überwiesen, seine Büchlein der Erste in's Feuer werfen zu wollen, so ernst und würdig, und der entscheidende Moment so groß, daß man beide welthisto-

1) Seckendorf Hist. Lutheran. p. 146. Georg drang auf eine Reformation, aber durch ein Concil. Unter andern beschwert er sich auch, daß die päpstlichen Officialen bürgerliche Händel vor ihr Forum zögen, daß sie Frauen, welche ohne ihre Schuld abortum machten, die härtesten Strafen auflegten, daß sie unter allerhand Vorwand Weiber vorlüden und sie durch Drohungen oder Geschenke zur Wollust misbrauchten. Ib. 147.

2) Seckendorf l. c. p. 151.

1521 risch nennen mag: „Weil dann eine schlechte, einfältige, richtige Antwort von mir verlangt wird, so will ich eine geben, die weder Hörner noch Zähne haben soll, nämlich also: es sei denn daß ich mit Zeugnissen der heiligen Schrift oder mit öffentlichen, hellen und klaren Gründen und Ursachen überwunden und überweiset werde, denn ich glaube weder dem Papst noch den Concilien allein nicht, weil es offenbar und am Tage ist, daß sie oft geirrt und sich selbst widersprochen haben, und ich also von den Sprüchen, die von mir angezeigt und eingeführt sind, überzeugt und mein Gewissen in Gottes Wort gefangen ist, so kann ich und will ich Nichts widerrufen, weil weder sicher noch gerathen ist, Etwas wider das Gewissen zu thun. Hier stehe ich; ich kann nicht anders, Gott helfe mir, Amen. . . .

Und Gott half, wie wenig es auch anfangs den Anschein dazu hatte. Der Kaiser achtete selbst einen Muth, den nur das Bewusstsein reiner Absicht gewähren konnte, und Friedrich sagte zu seinem Hofprediger: o wie schön hat Pater Martin geredet vor Kaiser und Reich; er war muthig genug, vielleicht zu muthig! Dem Kurfürst von Trier entgegnete Luther: „ist meine Sache nicht aus Gott, so wird sie in zwei, drei Jahren untergehen; ist sie aber aus Gott, so werdet ihr sie nicht dämpfen." Luther erhielt freies Geleit zur Rückreise, und am 26. Mai 1521 (aber zurückdatirt auf den 8.) wurde das sogenannte wormser Edict bekannt gemacht, welches Luthern mit allen seinen Anhängern in die Acht erklärte, seine Lehre verbot und alle seine Schriften zum Feuer verdammte. Friedrich war vor der Bekanntmachung schon abgereiset. In Rom jubelte man und hielt die ganze Sache nun für abgethan. Ein Spanier schrieb aber damals von Worms aus an seinen Freund Petrus Martyr von Angleria: „habes hujus tragoediae ut quidam volunt finem et ut egomet mihi persuadeo non finem sed initium. Nam video Germanorum animos graviter in sedem Romanam concitatos." Wirklich war es auch nur ein kurzer Sieg der Gewalt über die Überzeugung gewesen; diese wird aber dauernd nicht mit Scheiterhaufen und Bullen, sondern durch Läuterung und Aufklärung der Geister bekämpft.

Die ewige Vorsehung wirkt nicht mehr durch unmittel- 1521
bare Wunder, und braucht es nicht. Wie ihr die Zukunft offen vorliegt, bereitet sie sich, wenn vom Göttlichen auf menschliche Weise zu sprechen erlaubt ist, schon lange voraus ihre Mittel und Wege vor, und ehe noch die Gefahr menschlichen Augen sichtbar wird, sind schon (wenn sie spurlos vorübergehen soll) Einleitungen getroffen, die Alles, als folge es nur so aus sich selber, wieder zum Besten lenken. Wie auf das einzelne Menschenleben passt oft auf ganzer Völker Schicksale, was die Bibel sagt: ihr gedachtet es böse mit mir zu machen, aber Gott gedachte es gut zu machen. Ein Krieg welcher viele Tausende vernichtete, war bereits ausgebrochen und rettete das Seelenglück von Millionen. Der erste jener vier Kämpfe zwischen Frankreich und Spanien führte des Kaisers Blick und seine Person auf Jahre von Deutschland hinweg, und in solchen Umständen war eine allgemeine Vollziehung des wormser Edicts unmöglich; eine theilweise, wie in Österreich, Baiern, unkräftig. Friedrich hatte den Reichsabschied nicht abgewartet, glaubte sich also an ihn auch nicht gebunden. Georg dagegen verbot bei Leibes- und Confiscations-Strafen in seinem Lande die Verbreitung der neuen Lehre, verwies des Landes, wer, selbst ausserhalb seines Staates, den evangelischen Gottesdienst besuchte, trieb Tausende in's Elend, ließ seine Universität streng visitiren und zog die für griechische und hebräische Sprache ausgesetzten Besoldungen ein. Doch würde Georg gewiß Luthers Geleit geachtet haben, wenn er auf dem Rückwege durch sein Land gekommen wäre. Aber Friedrich ließ Luthern im thüringer Walde seiner Begleitung entführen und als Junker Georg (auf die Wartburg) in Sicherheit bringen [1]). Die Freude und Trauer über sein plötzliches Verschwinden dauerte indeß von beiden Seiten nicht lange. Luther züchtigte nicht nur von seiner Feste herab ritterlich seine theologischen Gegner mit schwerer Feder, auch den Kurfürst und den Cardinal von Mainz, der zu Halle den

1) Es ist nicht glaublich, daß, wie Einige meinen, Friedrich selbst Luthers Zufluchtsstätte anfangs nicht habe wissen wollen, um sich damit entschuldigen zu können.

1521 Ablaß wieder sehr lebhaft in Gang brachte (die Schrift wider den neuen Abgott zu Halle hielt Spalatin sehr gegen Luthers Willen zurück), sondern unternahm nun auch diejenige Arbeit, welche seiner Angelegenheit unbestritten den meisten Vorschub thun musste, indem dadurch das Volk selbst zum Richter seiner Sache gemacht wurde, die Übersetzung des neuen Testamentes, an welcher nach seiner Rückkehr nach Wittenberg 1522 sogleich zu drucken angefangen wurde. So erst wurde die Bibel das Buch der Bücher und das Buch des deutschen Volkes.

Wie fest aber schon die Idee der Reformation in den Willen seiner Anhänger übergegangen war, zeigt, daß man selbst ohne Luther in Wittenberg immer weiter zu gehen und nun auch (weislich fing man mit dem Einreissen des Gebäudes nicht eher an, als bis man ein anderes dafür hinzustellen und die Gewißheit hatte, daß das Volk mit der gebotenen Entschädigung zufrieden sein werde) an den Aussenwerken des Kirchenthumes, an den gottesdienstlichen Gebräuchen zu ändern anfing. Das Volk hatte sich bisher um so unbesorgter der Reformation hingegeben, je weniger an der äussern Form geändert worden. Jetzt war es reif genug, um nun auch dieses ertragen zu können, und so musste es sich fast wie von selbst gestalten. Das Hauptstück des bisherigen Gottesdienstes war die Messe gewesen. Es war gewiß, daß aus dieser in ihrer Idee ehrwürdigen Handlung der Geist entwichen war, und die Wenigsten mehr den Sinn der Handlung verstanden. Es war ein geisttödtender, das Gemüth kalt lassender Mechanismus beim Geistlichen wie bei der Gemeinde eingerissen. Sollte der Gottesdienst im Sinne des Stifters der Religion und des großen apostolischen Jahrhunderts eingerichtet werden, so durfte auch die Belehrung von demselben nicht ausgeschlossen bleiben, so musste die Predigt ein Hauptstück desselben werden. Es war merkwürdig, daß, wie die innere Reformation von einem Kloster ausgegangen war, von demselben Augustinerkloster zu Wittenberg auch die äussere begann. Viele Mönche dieses Klosters verliessen dasselbe; andere drangen auf Abschaffung der Privat- und Seelen-Messen und auf Reichung des Abendmahls in beiderlei Gestalt. Auf einem Convente der 40 Augustinerklöster Meissens und Thüringens

wurden auch die Klostergelübde und die Ordensregeln, die ge- 1521
gen das Evangelium wären, das Terminiren oder Almosen-
einsammeln abgeschafft (Decbr. 1521). Freilich ging es auch
nicht ohne allen Widerspruch ab; allein dieser setzte gewöhn-
lich noch die Sache in das rechte Licht, und wenn der Kur-
fürst Mäßigung und Schonung befahl, so that er nur, was
der Sache am förderlichsten war. Commissionen wurden nie-
dergesetzt. Das Volk solle durch Predigten, die Gelehrten
durch Schriften und Disputationen auf solche Veränderungen
erst vorbereitet werden. Luther erfuhr in seiner „Wüste" nur
was ihm dienlich war, man fürchtete seine Hitze und seinen
Eifer; wie würde er über die am meisten mit manchen Neue-
rungen unzufriedenen Domherren von Wittenberg sich erst
erklärt haben!

Hier nahmen indeß manche Neuerungen einen bedenklich
ernsthaften Charakter an, seitdem der Augustiner Didymus
und Bodenstein oder Karlstadt, mehr Schwärmer als gelehrte
Theologen, sich an die Spitze stellten. Kein Wunder, wenn
bei der allgemeinen geistigen Bewegung man leicht von einem
Extrem in's andere fiel, wenn sich an die Reformation Er-
scheinungen anreiheten, die eben so wenig nothwendig von
ihr bedingt als ihr eigentlich zur Last zu legen waren. Nur
durch ein Wunder hätte sie in ihrem eigentlichen Gleise blei-
ben können. Aber durch solche Abweichungen fand man es
wieder und lernte es besser halten. Höchst unüberlegt und
allem reformatorischen Systeme zuwider wollten jene Männer
den Papismus mit Einem Male umstürzen, ohne zu fragen,
ob so jähes, Viele und Vieles verletzende Verfahren mensch-
lich klug und göttlich recht sei. Und keine Seuche steckt schnel-
ler an als die der Schwärmerei, und niemals ist das Volk
thätiger und geschäftiger, als wo es etwas zu zerstören und
zu vernichten giebt. Mitten in den Weihnachtsfeiertagen wur-
den auf einmal alle Überbleibsel des Papismus, eine Menge
liturgische Gebräuche, die Erhebung der Hostie, die Beichte
und Vorbereitung zum Abendmahle abgeschafft, dieses selbst
sub utraque genossen, die Altäre, Bilder, Statuen in den
Kirchen zerstört. Man schien sich in die Ikonoklastie des 8ten
Jahrhunderts verirrt zu haben und bedachte nicht (was be-

1521 denken auch solche Schwärmer?), daß Wittenbergs Beispiel nicht nur andere Orte anstecken, sondern auch der Feind der Reformation die stärkste Anklage gegen dieselbe daraus entnehmen könne. Der Kurfürst und alle Besseren waren schwer betroffen; man musste Vieles einräumen und abgeschafft lassen, um den Tumult in seiner Kraft zu brechen. Bei diesen Händeln waren einige aus Zwickau gegenwärtig gewesen, wo bereits noch Schlimmeres im Werke war; das dortige Treiben eines Storch, Stübner, Thomá, Kellner, Münzer u. A. ging noch weiter. Sie bildeten eine Secte, der selbst noch der gelehrte Schein gebrach. Storch, an der Spitze von 12 Aposteln und 72 Jüngern, gab sich für einen göttlichen Gesandten aus, der seine Befehle von Gott durch unmittelbare Offenbarung, dieses Schibboleth alter und neuer Schwärmereien, erhalte. Ihnen schien es bald mehr um Verwerfung alles Positiven im Christenthume, ja dieses selbst, als um Reformation der Kirche zu thun zu sein. Zum Glück trat ihnen der würdige Pfarrer Nicolaus Hausmann mit seinen Diakonen und die Obrigkeit mit ihren Gefängnissen entgegen und stellte auf einige Zeit die Ruhe wieder her. Dafür beschwerten sich diese Männer in Wittenberg bei den dortigen Theologen, verlangten von diesen Schutz und Anerkennung für ihre Ansichten, besonders für die Verwerfung der Kindertaufe, schlossen sich an Karlstadts Haufen an, lobten deren Eifer, „Babel zu zerstören und das Reich Christi mit Gewalt herbeizureissen." Wer ihnen nicht unbedingt beifiel, wurde als Götzendiener, Baalsanbeter, Anhänger des Antichrists gescholten. Mit Waffen des Verstandes sie zu bestreiten, schien höchst mislich, weil sie auf alle Gründe weit bequemer mit ihren innern Offenbarungen antworteten. Schon machten diese Bewegungen bei Herzog Georg das stärkste Aufsehn, und er bekam oder erwirkte vom Reichsregimente Aufträge für die Bischöfe des Landes, die strengsten Untersuchungen gegen die Veränderer der Messe, die ausgetretenen Mönche, verheiratheten Priester anzustellen. Denn mit des Kurfürsten Erlaubniß, den seine Theologen von der Rechtmäßigkeit der Priesterehe überzeugt hatten, waren bereits mehrere Geistliche in die Ehe getreten.

In solcher Verwirrung, die der guten Sache der Reformation 1522
höchst nachtheilig zu werden drohte und von deren Verbreitung sich schon Spuren in Schmiedeberg, Eilenburg und selbst in Lochau zeigten, waren die Augen ihrer Freunde nur auf Luther gerichtet, als auf den Einzigen, der diesen Geist beschwören könne. Wie viele, die ihm Kränklichkeit und ungewohnte Lebensart in seinem „Pathmus" vorgezaubert hatte, glaubte er nicht schon und nicht bloß mit dem Dintenfaß verscheucht zu haben. Aber konnte man ihn ohne Gefahr von seiner Burg entlassen? Doch er entließ sich selbst den 3. März 1522 (wie er schon im Nov. 1521 insgeheim auf einige Tage in Wittenberg gewesen war). Er rechtfertigte sich von Borna aus gegen seinen Beschützer in einem Briefe, der in aller seiner Heftigkeit und Derbheit doch eben zeigte, Luther sei der Einzige der hier rathen und helfen könne. „Er wollte doch nach Leipzig hinein, und wenn es 9 Tage eitel Herzog George regnete, der Christum für einen Mann aus Stroh geflochten halte; er komme in einem viel höheren Schutze als dem des Kurfürsten, von dem er gar nicht beschützt sein, den er selbst vielmehr erst schützen wolle. „Denn", schrieb er weiter, „wer am meisten glaubt, wird hier am meisten schützen. Dieweil ich denn nun spüre, daß Ew. Kurf. Gn. noch gar schwach ist im Glauben, kann ich auf keinerlei Weise E. Kurf. Gn. für den Mann ansehen, der mich schützen und retten kann" u. s. w. Die Ankunft Luthers in Wittenberg, 6. März, und die sogleich acht Tage hintereinander gehaltenen Predigten wirkten Wunder. Sie waren so kräftig eindringend, so mit aller Kunst der populären Beredtsamkeit und doch mit solcher Schonung der einzelnen Verirrten gehalten, daß Keiner durch Beschämung zu Ärgerem getrieben, die Masse beruhigt und in kurzer Zeit die äussere Ruhe wiederhergestellt wurde.

Während so Luther durch seine populäre Beredtsamkeit einen Sieg erkämpfte, gewann sein milder Freund, Philipp Melanchthon, keinen geringern durch seine Gelehrsamkeit. Aus seinen Vorlesungen über Pauli Brief an die Römer, welche die vom Apostel in diesem Briefe gegebenen Hauptlehren in systematischer Ordnung zusammenstellten, entstanden die (fast gegen Melanchthons Willen) 1521 herausgegebenen loci com-

1522 munus, das erste theologische Lehrbuch des evangelischen Lehrbegriffs von seltener Gelehrsamkeit, Klarheit und Bestimmtheit [1]). Zwei Bücher, wie Luthers Übersetzung des Neuen Testaments und Melanchthons loci in Einem Jahre, mussten die Reformation verewigen.

Wie weit verbreitet schon Luthers und seiner Anhänger Lehrmeinungen waren, sieht man aus dem gelehrten Streite, den selbst ein König, Heinrich VIII. von England, in seiner Schrift von den 7 Sacramenten mit Luther anfing. Dem Könige mochte es um einen Titel, wie seine Nachbarn in Frankreich und Spanien ihn führten, zu thun sein, aber der defensor fidei, der ihm vom erfreuten Leo wurde, ward ihm von Luther sehr verbittert. Was jener heissen wollte, wollte dieser sein. Doch die Art, wie Luther ihm antwortete und den König vor ganz Europa brandmarkte, wird nie gerechtfertigt werden können, sodaß der König die sächsischen Höfe durch einen Gesandten um ihres eigenen Besten, ihrer Ehre und Seelenseligkeit willen auffoderte Luthers Anhänger mit Stumpf und Stiel auszurotten. Zum Glück für Luther konnte der Eine, wollte der Andere nicht. Daß aber Luther nach einigen Jahren auf König Christierns von Dänemark Rath den König wieder feierlich um Verzeihung bat, von diesem dagegen (wo es nicht etwa Erasmus war) so nachdrücklich bedient wurde, war eine Demüthigung, die Luther vergebens durch eine Antwort im Styl der ersten gut zu machen suchte [2]).

Indeß schien nun auch Luther die Zeit gekommen zu sein, wo man die Reform der kirchlichen Gebräuche und der Liturgie beginnen könne. Daß es nicht vom Kurfürsten ausgehen könne und werde, sah er wohl. Friedrich mochte lieber Geschehenes gut heissen als selbst anordnen. Dabei ging Luther

1) Luther nennt es selbst librum invictum, non solum immortalitate sed et canone ecclesiastico dignum. Wie viele Freunde gewann dies Buch sich selbst und der Reformation, wie schrieen aber auch die Emser, die Cochläus u. A.!

2) Planck Gesch. d. protest. Lehrb. II. S. 100 ff. Will. Roscoe Leben und Regierung Papst Leo X., übers. v. Glaser. III, 223, und des Abts Henke Noten dazu. Die schriftliche Fehde zwischen Luther und Erasmus, de libero et servo arbitrio, gehört weniger hierher.

noch immer, der Schwachen wegen, schonend genug zu Werke, 1522
behielt alte Gebete und Gesänge, mitunter die lateinische Sprache, selbst die Elevation des Brodes und Kelches noch bei, aber der eigentliche Meßkanon wurde abgeschafft. Er selbst legte die Mönchskutte ab und übergab sein leeres Kloster seinem Landesherrn. Der schwarze Priesterrock wurde fortan seine Amtstracht und dadurch allmälig Kleidung aller Geistlichen seines Bekenntnisses. Ja selbst weit über des Landes Grenzen reichte sein Einfluß, denn auf seinen Rath soll der Meister des deutschen Ordens in Preussen, der Brandenburger Albrecht, sein Ordensland zu einem weltlichen Herzogthume säcularisirt und die Reformation eingeführt haben. Das habe er selbst in Wittenberg mit Luther verabredet. Selbst König Sigmund von Polen beschickte Letztern deshalb und bat um Prediger, veränderte später aber seinen Sinn. Auch das kam der Reformation zu statten, daß, als Leo X. 1. Dec. 1521 selbst ohne die letzte Ölung eines bedenklich schnellen Todes verstorben war, in dem grundehrlichen Adrian VI. (von Utrecht) ein Mann den päpstlichen Stuhl bestieg, der zwar am Kurfürsten seinen Amtszorn über die Reformation ausließ, aber auch die Gebrechen der römischen Kirche und den Willen einer Radicalreform sehr laut aussprach. Er war das Echo Karls V., und dieser damals wegen seines Krieges der Reformation sehr wenig gefährlich, und den Erzherzog Ferdinand, des Kaisers Bruder, der gern die Reformation unterdrückt hätte, hielt Soliman der Türke (so seltsam wählt die Vorsehung die Mittel) ab, obgleich ihn wieder Luther aus Europa hinausbeten wollte [1]). Selbst auf Georgs Lande übte Luther Einfluß aus, indem er mancher Nonne die Flucht aus ihrem Kloster erleichterte, ohne noch zu ahnen, daß eine derselben bald seine Hausfrau werden könne. Eine Kirchenvisitation, welche auf Befehl des Reichsregimentes die Bischöfe von Meis-

1) Auch Unruhen wie die hildesheimische Execution, die sickingentriersche Fehde waren für die Reformation nicht ungünstig, weil sie den Blick der Gegner ablenkten. Im nürnberger Reichsregimente gewann die Reformation immer mehr Freunde. Auch Kurpfalz und Hessen zeigten sich günstiger für sie.

1522 sen und Merseburg auch in kursächsischen Gebietstheilen vornahmen, zeigte bald, daß eine Zurückführung zum Alten rein unmöglich sei. Das hätten sich die Hochwürdigen, Adolf Fürst von Anhalt von Merseburg und der meissner Johann von Schleinitz im voraus sagen können. Überall zeigten sich die Geistlichen der neuen Lehre an Gelehrsamkeit und Moralität den bischöflichen Officialen überlegen. Wirklich lag der Sieg der guten Sache nur in ihr selbst, und sie machte bewundernswerthe Fortschritte. Zwar drang Adrian VI. auf dem nürnberger Reichstage (Dec. 1522, wo die schon 1512 besprochene Anordnung der 10 Reichskreise und ihrer Hauptleute zur Vollziehung kam, wobei der Kurfürst von Sachsen für den obersächsischen Kreis nicht wohl übergangen werden konnte) auf die Vollziehung des wormser Edicts, aber die Reichsstände schickten ihm dafür 100 Beschwerden, die sie nicht länger dulden wollten, zu. Doch, beschloß man, sollte nichts Neues in Religionssachen geschrieben und gedruckt werden, wogegen aber schon der kursächsische Gesandte, Philipp von Feilitsch, feierlich protestirte (welche Veränderung in der kurzen Zeit!), sowie auch die Stände die Unterdrückung der neuen Lehre für höchst gefährlich, wenn auch nicht für unmöglich hielten. Desto nachdrücklicher gedachte auf dem neuen
1524 Reichstage zu Nürnberg (März 1524) Clemens VII. (den Eobanus Hessus: Demens VII. nannte) durch seinen Legat, Campeggio die Vollziehung des wormser Spruches durchzusetzen. Aber auch hier beharrten die Stände auf der Zusammenberufung eines allgemeinen freien Conciliums in Deutschland, und blieben bei dem vorigen Schlusse, sowie der sächsische Gesandte bei seiner früheren Protestation. Während dessen aber wurde die äussere Reformation in Kursachsen fortgesetzt und Friedrich oft der Verlegenheit überhoben, beizuhalten oder einzuschreiten, da Luther selbst den Obrigkeiten rieth nicht erst unnützerweise beim Hofe anzufragen. Nebenbei arbeitete Luther mit eisernem Fleisse und unbeschreiblicher Gewissenhaftigkeit an der Übersetzung des alten Testaments, die bis zum Jahre 1532 vollendet und bei den wenigen Hülfsmitteln damaliger Zeit (von Gelehrten wurden Cruciger, Bugenhagen [der Pommer, daher oft Pommeranus schlechtweg,

Jonas, Melanchthon [1]) dabei zu Rathe gezogen) ein Meister- 1524
stück zu nennen war. Das Ansehn der Vulgata war damit untergraben, und aus der 1534 zum ersten Mal ganz gedruckten deutschen Bibelübersetzung ein jeder im Stande recht deutlich die Übereinstimmung der Reformatoren mit der Schrift selbst zu prüfen oder aus der heiligen ungetrübten Quelle allein zu schöpfen.

Allein dem Jahre 1524 waren ausser dem Reichstage zu Nürnberg noch zwei merkwürdige, hierher gehörige Erscheinungen vorbehalten. Was Cardinal Campeggio vom Reichstage nicht erhalten konnte, die Execution des wormser Edicts, suchte er noch zu Nürnberg durch eine Verbindung derjenigen Fürsten zu erreichen, die am heftigsten gegen Luther sich geäussert hatten. Indeß waren es nur die Herzöge von Baiern, Ferdinand von Österreich und eine Anzahl Bischöfe (jedoch kein sächsischer, auch nicht einmal Herzog Georg von Sachsen), die sich nachher (Jul. 1524) zu Regensburg dazu vereinigten, in ihren Ländern die neue Lehre zu vernichten und sich im Nothfall dabei einander beizustehen. Wie wenig also ein Angriffsplan auf fremde Fürsten beabsichtigt war, so war damit doch ein Kern und Mittelpunct zu einer Verbindung da, die sich in der Folge verstärken und selbst zum Angriff brauchen lassen konnte [2]). Als ein Werk des Reichs konnte nun die Reformation nicht mehr zu Stande gebracht werden.

Noch wichtiger wurde das zweite Ereigniß, welches nur zu oft als eine Folge der Reformation betrachtet worden ist, der sogenannte Bauernkrieg. Ein neuerer Schriftsteller nennt ihn einen gräßlichen Naturschrei der gedrückten Menschheit, und in der That war es nur zu bedauern, daß eine

1) Daß Melanchthon sich eigentlich Melanthon schrieb, wie auch ein vor mir liegendes Autographum beweist, ist eine bekannte Sache.

2) Die Puncte jener Vereinigung s. in des Kanzlers Joh. Adlzreiter Annales Boicae gentis (eigentlich des Jesuiten Fervaux Werk) ed. Leibnitz. Francof. 1710. fol. II, 239. Der 7. und 8. Artikel rief alle zu Wittenberg studirende Unterthanen dieser Fürsten zurück, bei Verlust der Beneficien, Erbschaften und Anstellungen als Geistliche und Lehrer. Vergl. auch Joh. Sleidan. de statu relig. et reipubl. ed. Böhme. Francof. 1785. 8. I, 240.

1524 so wichtige Angelegenheit, wie der bisherige Zustand des vierten Standes in Deutschland, auf diese Weise so blutig zur Sprache kommen musste. Daß aber die Reformation nicht den ersten Anlaß gab, ist klar, da schon Jahrzehente vor derselben ganz ähnliche, nur nicht so weit verbreitete Bewegungen stattgefunden hatten. Für die damaligen nur theilweisen Reactionen gegen übermäßige Bedrückungen von Seiten ihrer Grundherrschaften kommen nur andere Namen, wie der Bundschuh in Schwaben 1493, im Elsaß 1505, bei Bruchsal 1513 und zu Lehen im Breisgau 1513, der arme Konrad zu Bühl 1517 und auf dem Kniebis vor. Wenn aber wirklich jener schwere Druck, unter dem der arme Bauer kaum besser als ein Leibeigener, oft fast noch trostloser schmachtete, nicht abgeleugnet werden kann, sodaß dann selbst mancher mildere Herr für seine härteren Standesgenossen mit büßen musste, so mag immerhin zugegeben werden, daß die geistige Aufregung, welche die Reformation bewirkte und welche auch jenem Stände sich endlich mittheilen musste, jetzt dies Phänomen von neuem in's Dasein rufen konnte. Selbst die Sprache, welche jene Unglücklichen in ihren Beschwerden jetzt annahmen, war ein Wiederklang der Reformation. Jetzt fand man, daß die christliche Freiheit verweigert werde, die Prediger selbst zu bestellen, damit das Evangelium lauter und klar geprediget werde. Man beschloß das heilige Evangelium zu handhaben und den göttlichen Rechten einen Beistand zu thun. Wie oft war nicht von christlicher Freiheit und Gleichheit, von Abstellung der Misbräuche in der Reformation die Rede gewesen. Aber es ging den Bauern wie einst den Juden, sie hatten unter dem verheissenen Messias sich etwas viel Weltlicheres gedacht. Vieles that dieser ungeheuern Bewegung Vorschub. Ein größeres Selbstgefühl mögen die verabschiedeten und diesem Stande entnommenen Landsknechte, denen der ruhige Pflug kaum mehr behagen mochte, den Unterdrückten mitgetheilt haben. Auch die Reichsstädte hielten, wenn auch nicht immer offen, mit ihnen zusammen, vielleicht um auf Kosten des hohen Adels eine allgemeine Aristokratie oder Demokratie verwirklicht, wenigstens ihre Gegner geschwächt zu sehen. Selbst höherer Herren eigennützige Interessen konnten auf Augenblicke damit

verschmelzen, und ein Herzog Ulrich von Wirtemberg sich ver- 1525
lauten lassen, es sei ihm gleichviel, ob er durch den Stiefel oder den Schuh (das Zeichen der Bauern) wieder zu seinem Herzogthume komme, oder ein Graf Wilhelm von Henneberg die Säcularisation von Wirzburg zu Gunsten seines Vetters, des Dompropstes, wünschen.

Als man freie Predigt des Evangeliums und freie Wahl der Prediger (und selbst Bauern fingen an zu predigen), zweckmäßige Anwendung des Kornzehenten für Prediger, Arme und Gemeindebedürfnisse, Abschaffung der kleinen Zehenten, Antheil an Jagd, Holz, Fischerei und Vogelfang, Zurückstellung entzogener Wiesen und Äcker, Stillstand in der täglichen Vermehrung der Frohndienste, vertragsmäßige Bestimmung der Herrendienste, mit Rücksicht auf Zeit und Witterung, Milderung übermäßiger Gilten, sodaß die Zinsen nicht den Werth des Gutes überstiegen, Abschaffung des Besthauptes, der willkürlichen Satzungen und Strafen und der unchristlichen Leibeigenschaft, unbeschadet der Demuth und des Gehorsams gegen die Obrigkeit in allen christlichen und ziemlichen Dingen, — Inhalt ihrer sogenannten 12 Artikel [1]), — vorerst in Güte verlangte und so nicht erreichen konnte, so glaubten sie ein Gottesgericht versuchen zu müssen, das aber zu ihrem Verderben ausschlug. Jener Aufstand, der sich in Zeit von wenigen Wochen (April bis Mai 1525) über den Rhein in den Elsaß und die Pfalz (Kurfürst Ludwig fragte erst bei Melanchthon an, ehe er zum Schwerdte griff) längs des Rheins bis in den Rheingau, von Schwaben durch die vorderösterreichischen Lande

1) Die XII Artikel in Luthers Werken. Hallische Ausg., XVI, 25. Planck Gesch. d. protest. Lehrb. II, 181 leugnet, daß der Druck der Obrigkeiten oder Grundherrschaften den Aufstand veranlaßt habe, und schiebt ihn mehr auf ein Misverstehen der Reformation. Ich zweifle, daß der ehrwürdige Verfasser jetzt nach 40 Jahren und nach den Schriften von Schreiber, Sartorius u. A. seiner Ansicht noch in ihrem ganzen Umfange treu bleiben möchte. Übrigens treffliche Notizen in Rommels Gesch. v. Hessen III. 1, 287 ff.; und Eichhorn deutscher Staats- und Rechts-Geschichte IV, 55 ff. über den Graf von Henneberg s. den Artikel Bauernkrieg in der hallischen Encyklopädie. Leipzig 1822. VIII, 183 und Rommel a. a. O.

1525 bis nach Salzburg, wo Matthäus Lang sich als eifriger Gegner der Reformation erwies, Tyrol und Kärnthen, und von Franken nach Thüringen, Hessen, Sachsen und Braunschweig verbreitete, hätte vielleicht im ersten Entstehen erstickt werden können, wenn Karl V. im Lande gewesen oder der Reformatoren zeitige Warnung beherzigt worden wäre.

Aber gerade auch in deren Nähe nahm dieser Aufstand den gefährlichsten Charakter an, indem sich hier Fanatiker und Schwärmer und geistliche Betrüger des blinden Haufens bemächtigten, und auf diese nähere Gefahr mag sich auch des sonst so milden Melanchthons Aufforderung an alle Obrigkeiten, diese Bauern als Mörder und Räuber zu verfolgen, bezogen haben. Denn der Fanatiker und Fanatisirte ist leider zu Allem fähig. Luther, der selbst durch die Art, wie er mit Königen und Fürsten zu sprechen pflegte, wider seinen Willen auch hier ein Vorbild abgegeben haben konnte, hatte anfangs die Fürsten, da sie durch ihre Schinderei und Erpressung und Vorenthaltung der reinen Lehre die Leute so weit gebracht hätten, zu gütlicher Vermittlung gerathen. Dann aber zeigte er den Bauern, daß sie von einigen wilden Rottengeistern wären verführt worden und nicht weiter gehen dürften, als höchstens den Ort verlassen, wo ihnen die reine Lehre verweigert werde. Daß der wahre Christ gegen Gewalt und Unrecht sich leidend verhalten müsse, hatte er oft genug gepredigt. Als aber seine Ermahnungen an die Bauern Nichts halfen, predigte er fast einen Kreuzzug gegen die Aufrührer, die man wie tolle Hunde todtschlagen solle, und daß Gott Jeden als einen Märtyrer ansehen werde, der im Streite gegen sie bleibe.

Es war allerdings nicht gut gewesen, daß man jene Schwärmereien eines Münzer und Karlstadt u. A. 1521 fast nur durch Predigten beschwichtigt und ihre Urheber nicht auch mit weltlicher Gewalt unschädlich gemacht hatte. Karlstadt war von Wittenberg 1524 nach Orlamünda gegangen und hatte sich hier auf Kosten des schon vorhandenen zum Prediger der Gemeine wählen, sich aber auch seine alten Bilderstürmereien wieder zu Schulden kommen lassen. Dies griff immer weiter um sich, und Luther musste zu Jena auf Befehl des Kurfürsten predigen. Jetzt erst erhielt Karlstadt den Be-

fehl, die sächsischen Staaten ganz zu verlassen, und erst spä- 1525
ter erwirkte Luther selbst seine Wiederaufnahme in Sachsen (in Kemberg bei Wittenberg), bis er sich um 1528 ganz in die Schweiz wendete und endlich nach 1541 als Professor der Theologie zu Basel starb.

Eben so wenig war der tolle Thomas Münzer mit seinen wiedertäuferischen Ideen ganz unschädlich gemacht worden. Er hatte sich nach seiner Vertreibung aus Zwickau in Allstädt in Thüringen niedergelassen, rühmte sich göttlicher Offenbarungen und Gesichte, hielt Strafpredigten gegen die Obrigkeit, sprach von gänzlicher Verbesserung des geistlichen Regiments, wie er denn schon als Schüler in Halle mit dem Anschlage umgegangen war, ein Bündniß zur Reformation der Christenheit zu errichten. Möglich, daß seine Plane von Gütergemeinschaft und Gleichheit zunächst nur den Fürsten, dem Adel und der Geistlichkeit ihren reichen Grundbesitz entreissen sollten, daß jene höheren Stände aufhören sollten die gewaffnete Macht zu bilden [1]); so war es doch auch gewiß, daß überhaupt alle bestehende Ordnung der Dinge um ihrer selbst willen ihm zuwider war, daß er gegen den Papst wie gegen Luther eiferte und sich vor Allem an die Spitze einer Totalrevolution setzen wollte. Von Allstädt musste er endlich auf kurfürstlichen Befehl fort und fand nach langem Umherirren in der Reichsstadt Mühlhausen einen größeren Schauplatz. Dort stürzte er mit Hülfe seines schnell gewonnenen Anhangs den Rath und setzte sich an die Spitze eines neuen, der aus seinen Creaturen bestand, führte Gütergemeinschaft ein, stürmte und plünderte Kirchen und Klöster, ohne sich dabei zu vergessen, und wartete nur, daß sich der schwäbische und fränkische Bauernaufstand seinen Gegenden nähern möchte, die trefflich darauf vorbereitet waren. Dann hoffte er an der Spitze einer furchtbaren Macht den Fürsten entgegen und der Verwirklichung seiner Plane näher treten zu können. Sein

1) Eichhorn deutsche Staats- und Rechts-Geschichte. IV, 60; und G. Sartorius Versuch einer Geschichte des deutschen Bauernkrieges. Berlin 1795. 8. S. 340. Ob Münzer wirklich solcher Conceptionen fähig war?

1525 Gehülfe Pfeifer, ein entlaufener Mönch, entriß dem Zögernden die Erlaubniß, einen Beute- und Zerstörungs-Zug in's Eichsfeldische thun zu dürfen. Man wollte nicht hinter den Aufwieglern von Schwaben und Franken zurückbleiben. Die gemachte Beute entzündete die Andern. Münzer trat an die Spitze von 8000 Bauern bei Frankenhausen; aber schon kamen auch Landgraf Philipp von Hessen, der eben einen ähnlichen Aufstand in seinen Landen gestillt hatte, und der Herzog Heinrich von Braunschweig herbei. Eisenach und Langensalza, gleichfalls von Aufrührern besetzt, wurden unterwegs genommen. Bei Buttelstädt vereinigten sie sich mit Herzog Georg von Sachsen. Wenige Tage darauf trafen auch Johann von Sachsen, damals schon Kurfürst, und sein Sohn ein. Noch ehe diese Vereinigung stattfand, fiel die Schlacht am 15. Mai 1525 auf dem Berge (davon der Schlachtberg) bei Frankenhausen vor, nachdem auf Münzers Betrieb jede Unterhandlung vereitelt worden war. Die Kanonenkugeln, die Münzer mit seinen Ärmeln aufzufangen versprochen hatte, thaten in den dichten Massen eine furchtbare Wirkung; die Wagenburg wurde erstürmt, und bald warf sich Alles in die eiligste Flucht nach Frankenhausen, in welches die Sieger und Besiegten zugleich eindrangen. Vor und in der Stadt blieben 5000 Bauern. Münzer wurde in einem Bette entdeckt, gefangen, zweimal in Herzog Georgs Gegenwart gefoltert und zu Mühlhausen, das sich hatte ergeben müssen, hingerichtet, welches Schicksal der bei Eisenach ertappte Pfeifer gleichfalls hatte. Sterbend ermahnte Münzer noch die Fürsten, den Druck gegen die armen Leute zu mindern und die Bücher Samuels und der Könige fleissig zu lesen. Auch in andern Gegenden Sachsens, im sächsischen Franken und im Meiningischen (wo der sogenannte pfälzer Haufen wüthete), im Altenburgischen, im Erzgebirge, im Mansfeldischen wurde der Aufstand glücklich unterdrückt. Johann verfuhr mit mehr Gelindigkeit als Georg, im Sinne seines schon verstorbenen Bruders, Friedrichs des Weisen, welcher aus Mitleiden mit dem armen verführten Volke länger vielleicht als billig mit gewaffneter Einschreitung gezögert hatte. Im eigentlichen Kurlande blieb Alles ruhig, ein Beweis, daß die Reformation nur einen zufälligen Antheil daran

hatte. Ein Glück für Deutschland war es gewiß, daß alle 1525
diese vereinzelten Unternehmungen, vom Bodensee bis an die Oder hin, die wenigstens 80,000 Bauern das Leben kosteten, keinen gemeinschaftlichen Anführer fanden und so zu einem Ganzen wurden. Wohl mochte Münzer auf seinem Umherirren im Elsaß, Schwaben, Franken daran gedacht und Schritte deshalb gethan haben. Aber wie gegen manches andere Übel half auch hier vielleicht die politische Zersplitterung Deutschlands am meisten. Nur Schade, daß auch diese große, den Fürsten gegebene Lehre fast eine verlorne war; denn der Zustand dieser so gedrückten Volksclasse wurde jetzt schon aus Reaction nicht leidlicher. Nur allmälig thauete das warme Licht des Evangeliums das Eis ihres traurigen Zustandes auf.

Schon am 5. Mai 1525, also 10 Tage vor jener Schlacht auf dem frankenhäuser Berge, oder an demselben Tage wo Graf Albrecht von Mansfeld die Bauern am Harze schlug, war im 63. Jahre seines Lebens Friedrich der Weise zu Lochau am Steinübel verschieden. „Ach was soll ich doch länger hier auf Erden thun", sagte er wenige Tage vorher auf seinem Schmerzenslager, „denn es ist doch hier auf Erden keine Liebe, Wahrheit und Treue mehr!" Er hatte noch das Abendmahl unter zweifacher Gestalt genossen und so über seine wahre Gesinnung jeden Zweifel gehoben. Denn öffentlich und unmittelbar hatte er sich noch nicht für die Reformation erklärt, und ihr vielleicht damit mehr genützt als geschadet. Auch war es gut, daß sie nicht eher Sache der Fürsten wurde, als bis sie völlig Sache des Volkes geworden war. Ein gewisses Zurückhalten, — selbst seines Vetters Georg Gesinnung mochte dies sehr räthlich machen, — ein es nicht auf's Äusserste kommen Lassen war immer seine Sache; er konnte es geschehen lassen, daß die meissner und merseburger Bischöfe in seinem Lande beweibte Geistliche, ausgetretene Mönche vorluden, aber man findet nicht, daß er sie auch gezwungen hat zu erscheinen, und endlich nimmt er gewöhnlich zu der Formel seine Zuflucht, er habe gehofft, der Bischof werde ihn nicht weiter mit diesen Sachen beschweren [1]). Friedrich starb in einer be-

1) M. s. die merkwürdigen Verhandlungen zwischen dem Kurfürsten

1525 denklichen Zeit. Der Bauernkrieg war im Lande; des Kaisers Macht musste nach der Schlacht von Pavia und des Gegners Gefangennehmung selbst für Deutschland und die Reformation hochbedenklich werden (wenngleich die nächste Gefahr durch Franzens Meineid in Madrid abgewendet, d. h. ein neuer Krieg entzündet wurde). Flüchtig und abgesetzt irrte in seinen Staaten der Sohn von seiner Schwester Christina, der König Christiern von Dänemark herum, aber zum Heile seiner schwer verschuldeten Seele lernte er das Evangelium kennen und so für noch schwerere Leiden Stärke gewinnen. (Seine Gemahlin Isabelle, des Kaisers und Ferdinands Schwester, nahm 1524 zu Nürnberg von Osiander das Abendmahl auf evangelische Weise. Ferdinands regensburger Bund deutete an, was kommen könne). Doch Friedrich sollte den Krieg nicht sehen, und an seinem Sterbebette sagte sein Arzt Dr. Stromer die wahren Worte: fuit filius pacis, ideo pacifice obiit!

Friedrich, der nie Vermählte, vermachte im dritten Testamente zwei mit Anna Weller erzeugten natürlichen Söhnen das Schloß Jessen und jährliche 1000 Fl.; desgleichen ein Mägdlein von 13 Jahren, die beim Dr. Paßka zu Magdeburg sei, weist er auf 500 fl. an, die die Lübecker ihm schuldeten. Aus Liebe zu seinem vermählten Bruder, dem er die Nachfolge nicht vereiteln wollte, soll er jeder Ehe entsagt haben. Auch Spalatin, der treue Hofprediger, die anderen Räthe und Diener und der Hofnarr Albrecht wurden noch bedacht [1]). In der Schloßkirche zu Wittenberg wurde er prunklos, nur die Armen erhielten Spenden, begraben, wie er verordnet hatte. Er war zu Hause streng gegen seine Diener, desto milder auf Reisen. Treue Diener konnte er lange betrauern. Besondere Freude hatte er an Kindern. Spalatin erzählt, der Kurfürst habe einst in fremdem Lande einem Haufen kleiner

und den Bischöfen von Meissen und Merseburg (wo wirklich Schriften Luthers verbrannt worden waren), in der Samml. vermischt. Beitr. zur sächs. Gesch. II, 280, und IV, 282 ff.

1) Schöttgen und Kreysig diplom. Nachlese XI, 93. K. Fr. Flögel Gesch. der Hofnarren. Liegnitz 1789. 8. S. 283 führt einen Narr Klauß von Ranstädt auf, der schon an Ernsts und Albrechts Höfen gewesen und auch an Kurfürst Johann mit übergegangen sei.

Kinder jedem Etwas reichen lassen und gesagt: „Lieber, gieb 1525
ihnen, denn heut oder morgen werden sie sagen: es zog einstens ein Herzog von Sachsen vorüber und ließ uns Kindern allen geben.“ Freund der Musik hielt er selbst eine eigene Singerei (Capelle), die er auch auf den Reichstag mitnahm, und den Singknaben einen Schulmeister zur Lehre und Zucht und einen Capellmeister, Konrad von Ruppich. Turnier und Jagd, besonders der Vogelheerd erfreuten ihn. Beide Vergnügen theilte er mit seinem großen Zeitgenossen Maximilian, die Jagd auch mit Leo X. Auch das Drechseln trieb er mit Kunst, und diese Beschäftigung ist seitdem vielen Fürsten des Hauses lieb gewesen. Viele Schlösser und Kirchen ließ er bauen, weil man, pflegte er zu sagen, vielen armen Leuten damit dienet, wenn man bauet. Seiner Liebe zu den Wissenschaften ist schon gedacht, doch war es bei ihm kein todtes Wissen, es ging in's Leben über, und manchen weisen Spruch schrieb er an seine Wände [1]).

Des größten Theiles der äusseren Angelegenheiten unseres Kurfürsten, seines Antheils am frühern Reichsregimente Maximilians und am spätern unter Karl V., seiner Vicariate und darüber erhobenen Streitigkeiten ist schon gedacht. Im Jahr 1520 wurde die alte Erbverbrüderung mit Hessen (Landgraf Philipp) zum zweiten Mal erneuert, oder die „Brüderschaft mit den Landen Sachsen, Hessen, Doringen und Meissen“ [2]). Ausserdem stand Kursachsen in Erbvereinigungen mit der Pfalz, Brandenburg, Cöln. Die Händel der Reformation mochten

1) So fand man zu Lochau an der Wand eine Stelle Ciceros de legibus so paraphrasirt:

Wenn der Fürst ist selbst ein Kind,
Hat Räth, die unerfahren sind,
Priester, die bös Exempel geben,
Leut, die ohne Gott'sfurcht leben,
Viel unversuchte Ritterschaft,
Ein Adel, der kein Tugend acht't,
Ein Richter, der kein Unrecht straft,
Da steht das Recht auf Gunst und Gab,
Und nehmen Land und Leute ab.

2) Rommel Geschichte v. Hessen. III. Anmerkk. S. 185, beweist gegen Fehse, daß es die zweite Erneuerung war.

1525 ihm manche Stimme rauben und manche Gegner machen; doch wie wenig er hier entscheiden wollte, nie vergaß er seine Würde als Kurfürst und Landesherr dem Kaiser und dem Papste gegenüber. Er schützte in den Reformatoren seine sächsischen Unterthanen selbst gegen Acht und Bann, so lange sie bloß verurtheilt und noch nicht überwiesen waren. Dagegen verweigerte er auch seinem Vetter die feierliche Heiligsprechung des unter Kaiser Heinrich IV. berühmten meissner Bischofs Benno, die um's Jahr 1523 von Adrian VI. erfolgte, durch Anschlag der Kanonisationsbulle auch in den Städten des Kurfürsten bekannt zu machen. Luthers Eifern gegen diesen ganzen Act (er schrieb von dem neuen Abgott und dem alten Teufel, der zu Meissen soll erhoben werden) störte Georgs Festfreude freilich nicht.

3. Sachsen und die Reformation unter Kurfürst Johann dem Beständigen bis zur Protestation zu Speier 1529.

Für die Reise, welche die Reformation in Sachsen in den 7½ Jahren, seit Luther ihre Fahne erhoben hatte, erhalten, konnte es fast erwünscht scheinen, daß nun ein Fürst das Hauptland und die Wiege der norddeutschen Kirchenverbesserung zu regieren erhielt, der bei manchen Schwächen und Mängeln dasjenige gewiß hatte, was einem Friedrich immer und von nun an nicht ohne Nachtheil gefehlt haben würde, eine fest entschiedene nachdrückliche Meinung für die Sache, einen gewissen Muth, nöthigenfalls auch mit den Waffen das zu verfechten, was bis jetzt nur Religionsgespräche, Reichstage und Schriften zu vertreten gesucht hatten. Die Zeit konnte kommen, wo jene Mittel nicht mehr zureichten. Die seltne Weisheit Friedrichs, die allgemeine Achtung, die man dem besonnenen, uneigennützigen[1]) Manne sogar von Seiten des kalten und berechnenden Karl gezollt hatte, selbst die Gunst der Umstände hatte Johann nicht für sich und seine Sache; aber im Kriege

1) Selbst der seltne Zug gehört noch aus Spalatin hierher, daß Friedrich eine zum Behufe eines Römerzuges gezahlte Steuer den Unterthanen zurückgab, als aus dem Zuge selbst nichts wurde.

hatte er sich versucht, und war demnach mit dem Gedanken 1525
vertrauter, mit dem Schwerdte auszuhelfen, wenn Wort und Feder den Dienst versagen sollten.

Mit seinen Brüdern gelehrt erzogen, brachte er einen Theil seiner Jugend (geb. 30. Jun. 1468) am Hofe des Großoheims und Kaisers Friedrich III. (IV.) zu, wohnte unter Kaiser Max I. den Feldzügen gegen die Venetianer und Ungern bei und hetdiente sich bei Stuhlweissenburgs Eroberung sogar eine Mauerkrone [1]). Seine Regierung fing mit einem Kriege ohne Frieden an und endete mit einem Frieden ohne Krieg. Denn in der That galt es zuerst der völligen Beendigung des Bauernkrieges, indem er besonders in Zwickau ein ernstes Gericht über die benachbarten Bauern hielt, doch menschlicher als Georg um diese Zeit in und bei Annaberg, wo geköpft, gehängt und gespiesst wurde.

Johann erklärte sich gleich anfangs öffentlich für die Reformation, und dasselbe that sein Sohn Johann Friedrich und, eine der wichtigsten Erwerbungen für die Sache der neuen Lehre, kurz zuvor Landgraf Philipp von Hessen, zu Kreuzburg an der Werre. „Er wolle eher Leib und Leben, Land und Leute lassen denn von Gottes Worte weichen", erklärte der Landgraf den beiden sächsischen Fürsten persönlich. Es sollte wörtlich an ihm und Johann Friedrich in Erfüllung gehen. Herzog Georg, sein Schwiegervater, hatte seine Worte an ihm vergeblich verschwendet. Auch Albrecht von Brandenburg und die Markgrafen Georg und Casimir von Brandenburg traten jetzt offen zur Reformation herüber, und die Städte Nürnberg, Straßburg, Frankfurt, Nordhausen, Magdeburg, Braunschweig, Bremen führten sie fast um dieselbe Zeit durch. Mehrere Städte der Lausitz, wie Görlitz und Lauban, fingen bereits, obgleich sie unter dem Bischof von Meissen standen, die Reformation mit deutscher Taufe und dem Abendmahl un-

1) Auch sein Leben hat 1540 Spalatin beschrieben in Struv neu eröffn. histor. und polit. Archiv. Jena 1719. III, 45. Dieser giebt als Geburtsjahr 1468, nicht 67. Seine erste Gemahlin, Sophia von Mecklenburg, starb 1503, bald nach der Geburt Johann Friedrichs. Die zweite, Margarethe, Waldemars von Anhalt Tochter, gebar ihm die Herzoge Johann und Johann Ernst nebst mehrern Töchtern und starb 1531.

ter beiderlei Gestalt einzuführen an. Meklenburg und Pommern (dessen Herzog Barnim eine Zeit lang Ehrenrector der wittenberger Universität gewesen) hatten dasselbe gethan. Auch einige braunschweigische Linien traten ihr bei. Von auswärtigen Reichen waren Dänemark und Schweden die wichtigsten, wo sie schon jetzt großen Anhang und bald (1527) öffentliche und um so bleibendere Anerkennung fand, weil man das Bestehen der Dynastie und der Verfassung zum Theil an die Reformation geknüpft hatte. Und die so in und um Deutschland verbreitete Reformation, die überall lang gefühlten Bedürfnissen entgegenkam und leider auch manchem Eigennutze schmeichelte, ließ noch gar keine Ländergrenzen errathen, wo sie aufhören könne!

1527

Der Beitritt Landgraf Philipps von Hessen war nicht nur für die Reformation höchst wichtig, sondern auch auf Sachsen und dessen Fürsten einflußreich. Nicht darum daß Philipp seinen eigenen Schwiegervater Georg, bei dem wohl jedes Wort darüber ein verlornes war, zur neuen Lehre ziehen wollte, sondern weil durch den raschen, feurigen Philipp der Kurfürst von Sachsen in seiner Stellung als Vorkämpfer der Glaubenssache fast abgelöst und beinahe in den Hintergrund gestellt wurde. Wenigstens schien es von da an mehr Johanns Aufgabe zu sein, das allzuraschе Feuer des Landgrafen zu mäßigen und desto langsamer zu gehen, je mehr jener eilte. Dabei verleugnete jedoch der Kurfürst nie seine Überzeugung und erklärte, auf Georgs Andringen Luthern zu verfolgen, diesem zugleich mit Philipp zu Treffurt: „daß sie der lutherischen Handlung nur insoweit anhingen, als sie mit dem Evangelium übereinstimme, daß ihnen dieses auszurotten weder gebühre noch möglich sei, daß es ihnen aber ehrlich und christlich dünke, den ganzen Streit über den Antheil der neuen Lehre an dem Aufruhre und über die kirchlichen Misbräuche nur durch gelehrte, gottesfürchtige und unparteiische Personen zu schlichten [1])".

Der verschiedene Charakter der Fürsten zeigte sich auch in dem Gange der Reformation in ihren Ländern. In Hessen

1) Über Hessen vergl. Rommel III, 1. 322 ff. mit vielen archivalischen Nachrichten.

ging sie, später angefangen, weit schneller durch, in Sachsen, der Wiege derselben, viel langsamer. Freilich hatten auch alle Gegner derselben immer einen Rückhalt an Georg. Auch fasste Philipp mehr das Ganze und den Geist desselben in's Auge, war weit unabhängiger von seinen Theologen, während in Kursachsen jetzt die Theologen Johann leiteten. Ihm fehlte Friedrichs Weisheit, und doch war noch so viel zu thun! Kaum, daß man beim Capitel zu Wittenberg nur die Aufhebung der Messe, die doch von Luther längst als Abgötterei und Unterscheidungsmerkmal des Papstthums bezeichnet worden, hatte durchsetzen können. Das altenburger Stift rief sogar den Herzog Georg gegen diese Abschaffung um Hülfe an. Auch Luthers Verheirathung mit der ehemaligen Nonne zu Nimtschen, Katharina von Bora, 13. Jun. 1525, mehrte gerade damals [1]) das Ansehn des Reformators am wenigsten, obgleich er nicht erst seit gestern den Ehestand und die Rechte der Menschheit vertheidiget hatte. Auch sein unglückseliger und viel zu leidenschaftlicher Sacramentsstreit hemmte mehr, als daß er gefördert hätte. An manchen Orten Sachsens war noch die seltsamste Vermischung alter und neuer Ceremonien; die alten Prediger wollte man nicht schlechthin vertreiben, solange das Volk sie duldete, ja ein Prediger versah noch 1528 zwei Kirchen zu Hayna, in der einen das Abendmahl nach neuer Weise, in der andern die Messe nach der alten haltend [2]). Die Schlauesten suchten es beiden Parteien recht zu machen; ein beweibter Priester predigte ganz die alte Lehre, ohne daß die Zuhörer es merkten, da schon Weib und Kind ihn evangelisch machten; denn die Unwissenheit des gemeinen Volkes war noch groß. Wo wären auch die Prediger zu schaffen gewesen, zumal da Wittenberg damals wirklich in Abnahme war? Überdies hatten die Kirchen merklich an Einnahmen verloren, da man für die Erhaltung des Kirchengutes im ersten Eifer

1) Auch Planck gesteht, daß Luther gerade die unschicklichste Zeit wählte. Gesch. d. protestant. Lehrb. II, 205.

2) Seckendorf II, 102. Die Schilderung der damaligen kirchlichen Verwirrung in Sachsen, und wie viel vom Kurfürst wegen seiner Schwächen zu erwarten war, ist bei Planck a. a. O. höchst merkwürdig zu lesen.

nicht gesorgt hatte; man weigerte sich Zinsen und Gülten zu bezahlen, weil man sich dieser Last enthoben glaubte. Die Lage der Geistlichen war schrecklich; „wo nicht bald geholfen wird", schrieb Luther seinem Herrn, „so ist's aus mit den Pfarrern, Schulen und Evangelio in diesem Lande, sie müssen entlaufen, denn sie haben Nichts, gehen herum und sehen aus wie die dürren Geister". Und wenn nur der Sache gleich zu helfen gewesen wäre. Aber Johannes liebte, wenn es sein konnte, seine Ruhe, auch Mittags seinen Becher, und Hofstaat und Adel mochten mitunter andere Plane mit dem Kirchengute haben als Luther und seine Gehülfen. So konnte ein Machtspruch oder Befehl vom Hofe oft unwirksam bleiben. Um wenigstens Gleichförmigkeit des Gottesdienstes zu erreichen, schrieb Luther 1526 seine deutsche Messe oder Ordnung des Gottesdienstes, und gerade daß er allen Zwang bei ihrer Einführung entfernt wissen wollte, machte vielleicht, daß sie fast von allen sächsischen Kirchen angenommen wurde. Doch war dies eben immer nur Ein Stein zum Wiederaufbau des zertrümmerten Gebäudes. Eine allgemeine Kirchenvisitation, vom Kurfürst angeordnet, hätte der zweite sein müssen; doch diesen scheuete selbst der Kurfürst, als einen offenbaren Bruch mit den Bischöfen. Man war überhaupt darüber noch nicht einig, was mit der den Päpsten entrissenen Kirchengewalt nun anzufangen sei. Selbst zu einem Katechismus wurde nur erst eine Probe von Luther gegeben, wie nöthig er auch damals ganz gewesen wäre. Doch ein Grund war wenigstens gelegt, und das war schon Etwas werth, zumal da jetzt von aussen bedenkliche Stürme drohten.

Karls Glück gegen Franz hatte diesen selbst und die Katholiken muthiger gemacht. Von Karl ermuntert und an's wormser Edict erinnert, hatten vorerst auf ihre Hand wieder eine Anzahl katholischer Fürsten Deutschlands, die Kurfürsten Albrecht von Mainz und Joachim von Brandenburg, die Herzoge Heinrich von Wolfenbüttel und Erich von Kalenberg (1525), einen Tag zu Dessau abgehalten und berathen, wie die lutherische Secte am besten zu unterdrücken sei, an ein Angriffsbündniß jedoch schon wegen ihrer geringern Macht wohl schwerlich noch gedacht. Dieser Verbindung war auch Georg von

Sachsen beigetreten. Jetzt schlug Philipp von Hessen Lärm und brachte selbst Johann dahin, seinen Sohn Johann Friedrich zu einer Unterredung mit dem Landgraf nach Friedewalde (7 Nov. 1525) zu schicken, und man beschloß bei den gemäßigtern deutschen Fürsten darauf anzutragen, daß auf dem eben berufenen Reichstage wenigstens die Vollziehung des Edicts von Worms nicht beschlossen würde, und dies gelang. Aber Philipp, damit noch nicht zufrieden, vermochte auch den Kurfürsten zum Bunde von Torgau (4. Mai 1526), wenn einer 1526
von ihnen angegriffen werden sollte, und diesem traten bald, wie Philipp gehofft hatte, noch andere gleichbesorgte Reichsstände, wie die Herzoge Philipp, Otto, Ernst und Franz von Braunschweig und Lüneburg, Heinrich von Mecklenburg, Wolfgang von Anhalt, des Kurfürst Johann frommer Schwager, die Grafen Gebhard und Albrecht von Mansfeld und die Stadt Magdeburg bei. Der ehemalige Hochmeister, nun Herzog von Preussen, schloß besonders mit dem Kurfürst ab, sodaß man schon die Stärke der wechselseitigen Hülfe festsetzte. Dagegen waren die sächsischen Theologen aus Furcht vor einem Kriege fast entschieden gegen solche, wie sie meinten, herausfordernde Bündnisse gewesen, und Luther namentlich wollte seine Lehre von Gott und nicht von Menschen geschützt sehen. Die nächste Folge des Bündnisses war die feste Haltung, welche die Verbündeten auf dem neuen Reichstage zu Speier zeigten, und welche auch anderen noch nicht Beigetretenen Muth gab und endlich (27. Aug. 1526) den so vortheilhaften Schluß herbeiführten: daß bis zu einem freien allgemeinen oder National-Concilium jeder Reichsstand sich in Beziehung auf das Edict von Worms verhalten solle, wie er es vor Gott und Kaiser zu verantworten hoffen könne. Die Verbündeten hatten, um sich auch von dieser Seite auszuzeichnen, ihre Prediger mitgenommen und, da ihnen eine Kirche verweigert wurde, wenigstens in ihren Herbergen offenen Gottesdienst halten lassen; sie hatten Ordnungen für ihr Gefolge wegen des Über- und Zutrinkens und der Unzucht erlassen [1]), und — wenigstens Absicht und Wille waren gut.

1) Aber Luther schreibt: „Spirae comitia sunt, more solito Germanis comitia celebrandi. Potatur et luditur, praeterea nihil.“

Da nun für die nächste Zeit Nichts zu befürchten war, die politische Stellung Karls gegen die Franzosen und den Papst, von dem schwerlich jetzt ein Concilium zu erwarten stand, und Ferdinands in seinen neuen Königreichen Ungern und Böhmen und den andrängenden Türken gegenüber der Sache der Reformation nur günstig sein konnte, so wurde endlich in Kursachsen die Hand an das lang verschobene Visitationswerk gelegt. Melanchthon entwarf einen Unterricht für die Visitatoren, welcher vor Allem eine im ganzen Lande einzuführende Lehr-, Kirchen- und Schul-Ordnung enthielt. Denn gerade Gleichförmigkeit der Lehre that am meisten Noth, und so entstand eigentlich die erste symbolische Schrift im engsten Verstande. Wie verständig allem Polemisiren möglichst ausweichend hatte hier Melanchthon gearbeitet! eine unabänderliche, für alle Zeiten bindende Lehrformel sollte es nach seinem Plane nicht sein. Luther, dem sie der Kurfürst schickte, billigte sie vollkommen. Die übrige Instruction war gemeinschaftlich von einigen Räthen des Kurfürsten und seinen Theologen entworfen worden. Leben und Lehre der Diener der Kirche war Hauptgegenstand der Visitation; dann sollten die Einkünfte der Kirchen, Stiftungen, besetzten und unbesetzten Klöster aufgenommen werden, um die Besoldungen der Prediger und Schullehrer darnach zu bestimmen. Den Überfluß gedachte man zur Unterstützung ärmerer Kirchenpatrone, zu Stipendien für ihre studirenden Söhne oder zu Ausstattung ihrer Töchter zu verwenden. Die Prediger der größern Städte sollten als Inspectoren oder Superintendenten in kleinern Kreisen die Aufsicht führen. Gegen halsstarrige Geistliche und Mönche verfuhr man mit großer Schonung. Der Gottesdienst wurde von den anstößigsten Misbräuchen gereinigt, Einheit der Lehre und wenigstens äussere Zucht und Ordnung unter dem verwilderten Volke bezweckt. Die schädlichsten Gebrechen der öffentlichen Schulen wurden abgestellt, neue Schulen wurden gegründet, und das noch vorhandene Kirchengut gegen Eingriffe der Habsucht durch gute Verwendung gesichert. Diese Visitation, an welcher Luther, Melanchthon, Myconius von Gotha, Menius von Eisenach, Jonas, Bugenhagen, Spalatin, Musa und andere Geistliche, nebst einer Anzahl Adliger

in einzelnen Commissionen, denen gewisse Kreise oder Districte angewiesen waren, Antheil nahmen, dauerte von 1527 bis 1529 [1]), und merkwürdiger Weise widersetzten sich gerade die Bischöfe am wenigsten, die doch nicht wenig dabei betheiligt und nicht einmal gefragt worden waren.

So schlug die Reformation in Sachsen erst recht feste Wurzel, da man von oben herab und von unten hinauf sie befestigte. Eine christliche Kirchenverfassung nach den Grundsätzen der evangelischen Lehre war nun geschaffen; als evangelische Kirche aber musste sie sich erst auch politische Anerkennung zu verschaffen wissen. Ob sie je eine allgemeine werden könne, war eine Frage, die, wenn sie damals schon gethan wurde, eine Frage an eine späte Zukunft sein musste. Bald wäre aber das ganze Visitationsgeschäft auf eine sehr bedenkliche Weise unterbrochen worden.

Das Mistrauen beider Religionsparteien gegen einander war durch einzelne Hinrichtungen und andere Reactionen nur gesteigert worden. Man sprach von allgemeinen Verfolgungen der Evangelischen; die beabsichtigt würden, von Bündnissen zu diesem Zwecke, von Drohungen, die der Kaiser geschrieben und Ferdinand sein Bruder wahrzumachen willens sei. Aber jemehr Alle davon sprachen, desto weniger wusste man Gewisses. Auf einmal aber kam Landgraf Philipp, Anfang März 1528, plötzlich nach Weimar und benachrichtigte den Kurfürst, daß Georgs Rath und Kanzleiverweser, Otto von Pack, ihm in Dresden (18. Februar) das Original eines Bündnisses zur Ausrottung der Reformation gezeigt habe. Am 12. Mai 1527 hatten sich zu Breslau Ferdinand von Böhmen, die Kurfürsten von Mainz und Brandenburg, die Herzoge von Baiern, die Erzbischöfe und Bischöfe von Salzburg, Bamberg und Wirzburg, nebst Georg von Sachsen verbunden, erst dem König Ferdinand zum sichern Besitze von Ungern zu verhelfen, dann aber den Kurfürsten, wenn er die Erzketzer, seine Theologen, nicht ausliefere und Alles in den vorigen Stand stelle, von Land und Leuten zu vertreiben, wobei sich Georg den

1) Seckendorf hist. Lutheran. II. p. 100. Plancks treffliche Bemerkungen Gesch. d. protestant. Lehrb. II. 389—404.

größten Theil des Landes vorbehalten; das andere sollten Ferdinand, Joachim von Brandenburg und die fränkischen Bischöfe sich erobern. Gleiches solle auch dem Landgraf widerfahren, doch mit der Clausel, daß, wenn er sich von seinem Irrthume wende, in Betracht seiner Jugend ihm das Seinige unentgeltlich wiedergegeben werden möge. Alle hatten sich dazu durch einen schweren Eid verpflichtet und wollten an Einem Tage losschlagen [1]).

Die Sache, so unglaublich sie lautete, schien endlich auch dem Kurfürsten ihre Richtigkeit zu haben, da Philipp die Urkunde mit Georgs eignem Siegel in den Händen gehabt hatte. Auch war Philipp von Pack schon früher von diesen Unterhandlungen benachrichtigt worden und hatte sie nicht glauben wollen, bis er das Original gesehen habe. Darum war er nach Dresden gegangen, und dort hatte ihm Pack für 4000 fl. sogar die Auslieferung der Urkunde versprochen. Diese glaubte Philipp freilich nicht abwarten zu können, weil er Johann eiligst warnen und sich eben so eilig rüsten wollte. Auch Johann glaubte nicht zögern zu dürfen, und schon am 9. März war ein neuer Vertrag mit Philipp abgeschlossen und dessen schon in Bereitschaft gehaltener Vertheidigungsplan genehmigt. Allein in diesem Vertrage zur Rüstung von 26,000 Mann u. s. w. stand auch, daß man gerüstet den Angriff nicht erst abwarten sondern selbst angreifen wolle, und dagegen erklärten sich nun des Kurfürsten Räthe und noch mehr seine Theologen und bestanden darauf (zu Philipps Verzweiflung, der ihnen sein Feuer freilich nicht mittheilen konnte), daß man doch vor allen Dingen die „Mordfürsten" erst selbst befragen und gütlich von ihrem Bündniß abzubringen suchen müsse. Philipp stand schon an den Grenzen Frankens, als die Gefahr, der Kurfürst möge vom Bunde ganz abspringen, wie Luther selbst gerathen, ihn zu dem zwang, womit er allerdings in Dresden oder Weimar gleich hätte beginnen sollen, seinem Schwiegervater erst schriftlich, mit Beilegung der Copie der Urkunde, Vorstellun-

1) Die Urkunde mit den Artikeln in Fr. Hortlebers Handlungen und Ausschreiben ꝛc. von den Ursachen des deutschen Kriegs. (Ausgabe v. 1617.) I, 580.

gen zu machen. Etwas Ähnliches geschah sodann bei den übrigen in der Urkunde genannten Fürsten, und da ergab sich, zu seiner höchsten Beschämung, aus allen Antworten, daß alle mit dem höchsten Befremden über seine Leichtgläubigkeit, einige sogar nicht undeutlich ihn als absichtlichen Erdichter der ganzen Sache bezeichnend, den Urheber einer solchen niederträchtigen Verleumdung genannt und den Beweis geführt wissen wollten. Nun nannte Philipp seinen Mann, der zu ihm geflohen war, nahm ihn fest und ließ ihn verhören. Er gestand zwar, sich vom Landgraf Geld bedungen, aber nie erhalten zu haben; das Original der Urkunde sei im Archiv gewesen, aber zerrissen worden, weil vermuthlich Georg vom Bunde zurückgetreten sei; die Copie, die er dem Landgraf gezeigt, habe er selbst vernichtet, da er das Siegel nicht wieder habe in die Capsel bringen können; er erbot sich selbst zur Folter, wenn man auch Georgs Kanzler peinlich befragen wolle. Viel Täuschendes war allerdings bei dem ganzen Handel. So waren wirklich um jene Zeit einige Fürsten, wie Georg von Sachsen, Erich von Braunschweig, in Breslau zusammengekommen; Georg, Markgraf von Brandenburg, hatte dem Kurfürst erzählt, man habe den Kurfürst Joachim zu Breslau mit einer mehrmals besiegelten Pergamenturkunde gehen sehen, und Casimir, Georgs Bruder, dem Tode nahe, von einem Kriege gesprochen, der den die Reformation begünstigenden Fürsten noch bevorstehe. Es lag auch in der Urkunde Manches, was gerade so nur mit der schlauesten Bosheit erfunden werden konnte, der vorausgehende Krieg gegen Ungern, die für Philipp von Hessen günstige Clausel. Aber auch von Pack war es erwiesen, daß er ein unredlicher, verschwenderischer und selbst verleumderischer Mann war, der wieder aus Hessen an Georgs Kanzler Pistoris gemeldet hatte, der Landgraf gehe auf den Grund einer dumm und boshaft erfundenen Bundesformel mit unruhigen Bewegungen um, worüber er sich bei Vorhaltung des Briefes entschuldigte, er habe nur dem Kanzler Dunst vormachen wollen, um in Dresden desto sicherer sich das Original der Urkunde verschaffen zu können. Philipp verjagte ihn endlich aus Hessen, was wohl nicht geschehen wäre, wenn Philipp von Packs Aussagen Etwas für sich

zu fürchten gehabt hätte; aber Georg verfolgte den unstät Herumirrenden unablässig, entdeckte ihn 1536 in den Niederlanden, ließ ihn verhaften, durch Folter ein Geständniß seines Betrugs erpressen und zu Mecheln enthaupten. Die Bischöfe von Mainz, Bamberg und Wirzburg zahlten 100,000 Thaler an Philipp für seine Kriegskosten, und dieser steckte sein Schwerdt wieder in die Scheide. Kursachsen verzichtete auf jede Entschädigung. Die Ansicht der Gleichzeitigen war sehr getheilt. Die Kundigsten von Allen, Spalatin und Sleidan, entscheiden nicht dagegen, vielmehr ist der Letztere der Meinung, es müsse Etwas der Art im Werke gewesen, aber noch nicht zum völligen Abschluß gebracht worden sein. Nur hätte auch Luther nicht noch hinterher eine schriftliche Fehde über dies breslauer Bündniß mit Georg auf seine derbe Art anfangen sollen. Das Klarste an der Sache ist, daß Philipp, der ohnehin Krieg wünschte, sich deswegen zu leicht hatte täuschen lassen [1]). Der Kurfürst, Dank diesmal seinen Theologen, hatte sich noch am leidlichsten aus der Sache gezogen, und verband sich schon am 11. Jun. 1528 mit dem Kurfürst von Mainz, dem Brandenburger (als Erzbischof von Magdeburg sein Nachbar), in Verbindung mit Philipp von Hessen zu Staßfurt, daß keiner den andern überziehen und beschädigen noch dazu helfen wolle [2]). Albrecht, dem sein Ablaßhandel jetzt Wenig mehr eintrug, verkaufte geldbedürftig im Magde-

1) Die meisten Notizen aus Seckendorf hist. Luther. II, 94 — 100. Vgl. Chr. Gottlob Heinrich deutsche Reichsgesch. Leipz. 1795. V, 235 — 246. Wenn sich Eichhorn in s. deutsch. Staats- u. Rechts-Geschichte IV, 73 nur darüber wundert, daß Neuere auch nur an Unterhandlung über ein solches Bündniß glauben können, geht er doch wohl zu weit. Daß sich nach Stumpfs polit. Gesch. v. Baiern I, 48, in den bairischen und wirzburger Archiven über jenes Bündniß Nichts finde, beweise allein noch Nichts, da die Sache noch nicht reif geworden war, oder bei Hessens Rüstungen alles dahin Bezügliche leicht vernichtet sein konnte. Aber die bairischen Herzoge hatten damals ganz andere Gründe, nicht auf Seiten Ferdinands stehen zu wollen, da sie eben in Böhmen und Ungern ihm entgegenarbeiteten. — Vergl. auch Plancks besonnenes Urtheil. II, 429. Gewiß ist, daß um jene Zeit zu Jüterbock, Leipzig, Breslau katholische Fürsten Zusammenkünfte hielten.

2) Joh. Geb. Müllers Annalen. S. 81.

burgischen und Halberstädtischen, seinen Stiftsunterthanen, die freie Übung der Religion für Geld und gute Worte [1]).

Hatte sich auch vorerst die Besorgniß vor einem Religions- und Bürger-Kriege etwas gemindert, so brachten doch beide Parteien eine unverkennbare Spannung gegen einander auf den neuen Reichstag zu Speier 1. Febr. 1529. Die Katholiken 1529
kannten des siegreichen Kaisers Gesinnung gegen die Protestanten, und diesen hatte sie Karl selbst in seinen Briefen über die packschen Händel, in denen er sogar von verletzter Majestät gesprochen, deutlich dargelegt. Man setzte selbst die persönlichen Höflichkeiten gegen Johann von Sachsen, der mit Melanchthon nach Speier gereiset war, so aus den Augen, daß kein katholischer Stand ihn besuchte, wie er selbst seinem Sohn Johann Friedrich, der unterdeß wahrscheinlich der Regierung vorstand, schrieb. Selbst der Pfälzer und Mecklenburger kannte keinen Sachsen mehr. Es schien wie eine Art Verruf gegen die Evangelischen dort zu walten. Auch gepredigt in den Herbergen sollte nicht werden. Ja wenn man auch den schwierigen Punct mit der Edictsexecution jetzt noch aussetzte, man wusste, daß der Kaiser selbst im nächsten Jahre kommen wolle, so brachte doch die Stimmenmehrheit einen sehr nachtheiligen Beschluß in Vorschlag, der die Reformation zum Stillstand oder, weil in geistlichen Dingen Stillstand stets Rückschritt ist, zum Rückschritt gezwungen hätte. Da aus dem vorigen speierschen Abschied „trefflich großer Unrath und Misverstand wider den heiligen Glauben, auch Ungehorsam gegen die Obrigkeit" hervorgegangen, so solle er aufgehoben sein. Man wolle den Kaiser um ein allgemeines oder Nationalconcilium in einer deutschen Stadt binnen Jahresfrist zu veranstalten bitten; bis dahin solle die neue Lehre sich nicht verbreiten, auch Niemandem die Übung des alten Gottesdienstes verboten sein.

Wenn es an sich schon unverständig war, durch Stimmenmehrheit über Gewissens- und Überzeugungs-Sachen abzurtheln, so hieß dies auch die Reformation in sich selbst ver-

1) v. Braun monatlicher Auszug der Geschichte von Sachsen. V, 405.

1529 nichten und, wie die Theologen sagten, neben den Altären des wahren Gottes die Altäre Baals haben. Jetzt konnten bloß Glieder von der neuen Lehre abtrünnig werden, nicht hinzutreten. Die Partei wäre geschlossen gewesen. Eben so wenig konnten sie zugeben (wenn auch der Kurfürst durch Luther irre gemacht allenfalls eingewilligt hätte, so dachte doch hier Melanchthon größer), daß mit der Wiedertäufer Irrthümern auch die Schweizerlehre vom Abendmahl verdammet wurde. Man sah sich also von evangelischer Seite genöthigt (19. April 1529) gegen diesen höchst nachtheiligen Artikel im Reichsabschied eine öffentliche Protestation vorlesen zu lassen. Zugleich wurde eine Appellation an den Kaiser und an ein künftiges Concilium ausgefertigt und dem Kaiser übersendet.

Mehr hatte nicht geschehen können, weniger durfte man nicht thun, um nicht das Gewonnene wieder zu verlieren. Auch lag eine gewisse moralische Kraft, wie in jedem letzten entschiedenen Schritte, so in diesem. Jetzt hatte man als Religionspartei sich offen erklärt und der andern gegenübergestellt und einen Namen noch dazu bekommen. Der Name protestirende Stände oder Protestanten wurde schon jetzt gebräuchlich, er wurde Loosungswort und gab der Sache einen Zusammenhalt mehr [1]).

4. Kursachsen und Hessen an der Spitze einer kirchlichen und politischen Partei zugleich.

Die Gewalt der Umstände, die Macht der Überzeugung hatten auf diese Weise eine Partei und einen Namen geschaffen, welche beide von da an nicht wieder untergegangen sind. Aber eine unvermeidliche Folge davon war auch, daß nun eine Vereinigung aller Katholiken in Deutschland mit den Protestanten schon aus Parteigeist unmöglich wurde. Aber der Kaiser trug auch selbst das Seinige dazu bei. Er empfing

1) Über einen kleinen Nebenstreit zu Speier zwischen Sachsen und Mainz über das Recht der Umfrage, der endlich im Ganzen für Kursachsen entschieden wurde, s. Müllers Annalen S. 82 und ausführlicher Weisse III, 82—85.

in Piacenza die Gesandten mit der Protestation und Appella- 1529
tion so ungnädig (er ließ sie sogar verhaften) und sprach so ernstlich von Züchtigung der Ungehorsamen, daß man nun wohl sah, man müsse eben so ernstlich auf Selbsterhaltung denken. In Kursachsen und Hessen (was auch den Kaiser gereizt haben mochte) war im Mai die Protestation öffentlich bekannt gemacht worden. Aber jetzt zeigte sich auch nur zu deutlich, daß der Kurfürst bei weitem nicht die Energie und geistige Freiheit besaß, um seiner Partei mit Nachdruck vorzustehen. Auf dem rodacher Convent (im Coburgischen, Junius 1529) hatten bereits die erschienenen protestantischen Reichsstände eine Conföderationsnotel entworfen und erklärt, daß das Bündniß weder gegen Kaiser und Reich noch gegen den schwäbischen Bund, sondern nur zur Vertheidigung gegen Angriffe wegen der Religion geschlossen sei, als Luther nicht nur mit seinen Bedenklichkeiten wider jedes Bündniß sondern auch mit seinen Scrupeln, ob man die in der Abendmahlslehre nach schweizerischem Lehrbegriff Abweichenden (zunächst Straßburg und Ulm) zulassen könne, dazwischentrat. So bestärke man sie in ihrer Ketzerei und schade der eigenen Sache.

Allein nicht diese sogenannten Sacramentirer sondern Luther und sein Kurfürst schadeten ihr am meisten und unersetzlich. Alle Kraft, die man nach aussen hätte sparen und zeigen müssen, wurde über eine einzige Worterklärung gebrochen, die Luthern weit wichtiger war als ein Dutzend Städte beim Bunde mehr. Man setzte eine Anzahl Lehrartikel auf, die erst unterschrieben werden mussten, um gewiß zu sein, daß man mit Keinem sich verbinde, der es wage darin von Luthers Exegese abzuweichen. Auf einer Zusammenkunft zu Schwabach wurden sie (16. Octbr.) von den Gesandten unterschrieben (schwabacher Artikel), aber Straßburg und Ulm traten nun zurück. Umsonst hoffte Philipp von Hessen durch ein Religionsgespräch zu Marburg (Octbr. 1529) Zwingli und Luther persönlich einander näher zu bringen. Zwingli brachte die größte Willfährigkeit mit, soviel als möglich nachzugeben, beschwor mit Thränen in den Augen Luthern um ein Gleiches; aber Luther blieb unerbittlich, und so blieb es auch sein Kurfürst. Die Spaltung war verewigt, und hat gerade für Sachsen,

1529 von dem sie ausgegangen, bis auf die Zeiten des dreissigjährigen Krieges herab die unglücklichsten Folgen gehabt, weil leider bis dahin mehr als ein Kurfürst von seinem Hofprediger und dessen theologischer Politik regiert wurde.

Auf der neuen Versammlung zu Schmalkalden (29. November 1529) erschien der Kurfürst von seinen Theologen mit den schwabacher Artikeln ausgerüstet, mit denen er die Zusammenkunft eröffnete und wieder schloß, um am 6. Jan. in Nürnberg wieder zusammenzukommen; hier aber blieben von Städten Straßburg, Ulm, Costnitz, Lindau und Memmingen weg. Reutlingen und Heilbronn willigten wenigstens schriftlich in die Artikel. In Nürnberg beschloß man nur eine neue Gesandtschaft [1]) an den Kaiser, die ernannt und instruirt wurde, und beschloß zu Hause den Sachen weiter nachzudenken. Man fühlte sich durch Johann und seine Theologen zu jeder Unternehmung gelähmt, oder war man etwa zu Speier über Macht muthig gewesen?

Doch mit drohenderer Gefahr kam auch der alte Muth zurück. Der Kaiser lud die Reichsstände zum Reichstage nach Augsburg ein, und wie er selbst hier beide Parteien zu vergleichen suchen wollte, so verlangte er auch die persönliche Gegenwart der protestirenden Stände. So gemäßigt auch die Sprache des Ausschreibens selbst war (vielleicht das Werk des mildern Mercurin Gattinara), so fürchteten doch Johann und Philipp wirklich anfangs für ihre Freiheit, und der Kurfürst berathschlagte mit seinen Räthen, bis endlich der Kanzler Brück oder Pontanus, die rechte Hand des Fürsten, seinen Herrn für die Reise bestimmte. Damit man aber dem Kaiser und dem Reiche eine kurze, faßliche Übersicht der evangelischen Hauptlehren vor und bei den Verhandlungen zu Grunde legen könne, wurden von den Theologen die schwabacher Artikel etwas verändert dem Landesherrn zu Torgau (davon die torgauer Artikel) übergeben. Von Theologen begleiteten den Kurfürsten, der zu Torgau eine Art Landesregierung niedergesetzt, da auch Johann Friedrich mit ihm ging, Melanchthon,

1) Der nicht sehr tröstliche Bericht der ersten war zu Schmalkalden erstattet worden.

Spalatin und Jonas; Luthern ließ man zu Coburg. Man wollte den Gebannten und Geächteten dem Kaiser nicht unter die Augen stellen. Beim längern Ausbleiben Karls schickte Johann ihm eine Gesandtschaft entgegen, die aber ziemlich kalt aufgenommen und durch eine andere erwiedert wurde, die den protestantischen Predigern das Predigen untersagte, wogegen Karl dies auch den kaiserlichen nicht verstattete, nachdem der Kurfürst mit vielem Muthe dem Kaiser darüber und über andere seiner Vorwürfe geantwortet hatte. Den größten Theil an diesem muthigen Schritte hatte Kanzler Brück, denn die Theologen und selbst der Kurprinz waren auf dem Sprunge durch Nachgiebigkeit fast Alles zu verderben[1]). Auch eine Hauptprobe auf welche der endlich und absichtlich am Tage vor dem Frohnleichnamsfeste angekommene Kaiser die Protestanten stellte, bestanden sie, indem sie schlechterdings verweigerten an der Procession des folgenden Tages Theil zu nehmen, und noch in der Nacht vorher musste Kurprinz Johann Friedrich dem Kaiser die starke Antwort bringen: „dergleichen gottlose und offenbahrlich mit Gottes Wort und Christi Befehlen streitende Menschensatzungen sind wir so gar nicht gemeint durch unsere Zustimmung zu verstärken u. s. w."

Da die Religionssache zuerst berathen werden sollte, zu welchem Behufe die Protestanten die Erlaubniß erhalten hatten ihren Lehrbegriff nach seinen Hauptsätzen und ein Verzeichniß der abzustellenden Misbräuche vorlegen und vorlesen zu dürfen, so wurde nun an dem so denkwürdigen 25. Junius 1530 in offner Reichsversammlung ein von Melanchthon 1530
während des zweimonatlichen Wartens auf den Kaiser, höchst planmäßig vorbereitetes Glaubensbekenntniß (die berühmte confessio fidei augustana) in deutscher Sprache vorgelesen und lateinisch dem Kaiser überreicht. Es war gewiß eine feierliche Stunde, auf der das Schicksal der tiefsten Untersuchungen, des kühnsten Kampfes gegen tausendjährige Misbräuche, der heiligsten Überzeugungen, selbst das politische Schicksal von Millionen stehen sollte. Was neun Jahre früher ein einfach schlichter Mönch mit gleichem Muthe ausgesprochen, das, er-

1) Planck III, 31 ff.

1530 weitert, durchgebildet, vertraten jetzt fünf Fürsten und zwei Städte, Repräsentanten eines wichtigen Theils von Deutschland, gefasst, wenn es so sein müsse, in die Wagschaale ihrer Schrift auch noch das Schwerdt zu werfen. Sie fühlten es gewiß, daß diese offne Darlegung sie ewig binde, daß jetzt kein Weichen möglich sei, und wir dürfen glauben, daß eine so feierliche Stunde auch für das ganze Leben Johann Friedrichs nicht ohne Nachwirkung geblieben ist. Aber die Arbeit Melanchthons war auch ein Meisterstück. Wie jener edle Thebaner zwei Schlachten, die er gewann, seine Töchter nannte, konnte Melanchthon seine loci und die confessio seine Kinder nennen. Wer läse unbefangen die confessio und gewänne den edlen Meister Philipp nicht noch lieber?

Fast einem Siege glich auch die Wirkung dieser Vorlesung. Sie zerriß mit einem Male die lügenvollen Nebel, welche Fanatismus und Factionsgeist um den Lehrbegriff der Protestanten sorgfältig herumgezogen, und mancher Kirchen- und Laien-Fürst der andern Partei erklärte: er habe sich's doch viel schlimmer gedacht. Nur daß die Wahrheit und ihre Wiederherstellung von einem armen Mönch ausgehen solle, schien das Unerträgliche. Gewiß, die Sache wurde mehr, als Karl in ihr beabsichtigte, als eine einleitende Formalität. Sie durchflog Deutschland, Frankreich, Spanien in Übersetzungen und hallte im hohen Norden wieder. Nicht so glücklich ging es der auf Karls Befehl von einigen Theologen der katholischen Partei gearbeiteten Confutation: denn gegen das Ausschreiben kam es zu keiner ähnlichen Darlegung des katholischen Lehrbegriffes, wozu die Katholiken ihre guten Gründe haben mochten. Die erste Arbeit verwarf sogar der Kaiser selbst. Eine zweite wurde am 3. August feierlich verlesen [1]), aber anfangs jede Abschrift davon den Evangelischen verweigert, da sie auch ohne diese sich nun für überwunden erklären würden. Desungeachtet verfassten die protestantischen Theologen aus dem

1) Man vergl. mit dieser Confutation die Erklärung der 27 irländischen Erz- und Bischöfe in der allgem. Zeit. 20. April 1826. Beilage. Die ecclesia pressa schon berücksichtigt, wie viel haben 3 Jahrhunderte auch hier nicht geändert. Sollte die Reformation ihren Einfluß auch auf ihre Gegner bewiesen haben?

Gedächtniß eine Apologie der Confession, die indeß vom Kai- 1530
ser nicht angenommen wurde. Aber wie intolerant und unpolitisch war es wieder, daß man die vier oberländischen Städte Straßburg, Costnitz, Lindau und Memmingen, welche Zwinglis Auslegung der Abendmahlsworte folgten, eine eigene confessio tetrapolitana überreichen und dadurch Kaiser und Reich in den innern Zwiespalt sehen ließ, Philipp von Hessen unzufrieden machte und sich selbst der wichtigen Hülfe der Schweizer damit begab. Davon trug der kurz zuvor so milde Melanchthon einen großen Theil der Schuld. Freilich mußte es dem Kurfürsten und seinen Theologen bei ihrem festen Vertrauen auf Gottes unmittelbaren Schutz ihrer Sache gleichgültig sein, ob ein Volk oder eine Anzahl Städte ihre Partei verstärkten oder nicht. In diesem Sinne konnten auch die Vergleichsversuche zwischen beiden Hauptparteien, so sehr man sich auch genähert hatte, zu keinem Resultate führen. Am 22. Septbr. wurde endlich den evangelischen Ständen (Philipp von Hessen war schon am 6. August heimlich zu Aller Befremden abgereiset, und Karl wollte, um einer völligen Zerreissung des Reichstages zuvorzukommen, sogar die Thore sperren lassen) der Abschied vorgelesen, der ihnen bis zum 15. April des nächsten Jahres Bedenkzeit gab, sich über die noch unverglichenen Artikel mit ihnen wieder zu vereinigen. Bis dahin sollten sie alle Neuerungen unterlassen, keine Schriften in Glaubenssachen verbreiten, keine fremden Unterthanen zum Übertritt verleiten oder im Lande schützen, den eigenen katholischen Unterthanen freie Ausübung des Gottesdienstes verstatten, die vertriebenen Klostergeistlichen wieder einsetzen und sich mit dem Kaiser und Reich zur Unterdrückung der Sacramentirer (Zwinglianer) und Wiedertäufer vereinigen. Spätestens in Jahresfrist solle ein allgemein Concil gehalten werden. Mit Recht erklärten sich die Protestanten gegen diesen harten Bescheid, den sie nicht annehmen könnten, weil sie noch nicht widerlegt wären, und schieden wie Männer, die, wenn auch nicht gesiegt, doch ihren Boden mannhaft vertheidigt hatten. Am folgenden Tage brach der Kurfürst auf. Der Kaiser hatte ihm beim Abschied noch halblaut zugerufen: „Ohem, Ohem, das hätte ich mich zu Ew. Liebe nit versehen!" der Kurfürst aber

1530 gar nicht geantwortet. Ohnehin war er noch besonders vom Kaiser beleidigt worden, indem ihm dieser unter dem ausdrücklichen Anführen der Ketzerei nicht nur die erst vor kurzem versprochene Belehnung über seine Länder verweigerte (zum Glück hatte er schon die Eventualbelehnung mit seinem Bruder Friedrich dem Weisen erhalten), sondern ihm auch die Bestätigung des 1526 zwischen Johann Friedrich und Sibylle von Jülich-Kleve geschlossenen Ehevertrags abschlug, mit welchem die Succession in jenen Ländern verknüpft war, wenn der Prinzessin Ältern ohne männliche Erben stürben. Der eigentliche Reichsabschied vom 19. Novbr. fiel nun, wie man erwarten konnte, mit aller Schärfe gegen die Protestanten aus. Dagegen ließ nun auch Kurfürst Johann durch seinen Sohn Johann Friedrich feierlich zu Cöln gegen die römische Königswahl Ferdinands, des argen Protestantenfeindes, protestiren, am 29. Decbr. 1530[1]).

Daß die bis zum 15. April gegebene Frist nichts anders heisse, als daß dann mit dem Frühling der Kaiser den Krieg beginnen werde, glaubten die Stände beider Parteien, und darum galt es nun kräftigeren Maßregeln. Schon auf der Durchreise durch Nürnberg handelte Johann deshalb mit dem Magistrate, Philipp mit den Straßburgern, Zürchern und Bernern. Jetzt hielt selbst Luther einen Vertheidigungskrieg nicht mehr für Aufruhr sondern für erlaubte Nothwehr. Diese Überzeugung belebte auch den für den 22. Decbr. 1530 nach Schmalkalden ausgeschriebenen Convent, wo ausser Johann von Sachsen und Philipp von Hessen, Ernst von Braunschweig, Wolfgang von Anhalt, die Grafen von Mansfeld in Person, zwei Fürsten aber und 15 Städte durch Gesandte gegenwärtig waren. Von der Gefahr waren zwar Alle gleich sehr überzeugt, aber nicht vom Bunde, als einzigem Mittel gegen dieselbe; besonders waren einige Städte noch sehr furchtsam. Man beschloß also bloß den Kaiser zu ersuchen, den Schritten des

1) Anfangs sollte der Kurf. v. Sachsen ganz von der Wahl ausgeschlossen werden. Der Papst hatte zu beliebigem Gebrauch für den Kaiser gleich zwei Bullen geschickt, durch deren eine Johann als Ketzer bei Strafe des Bannes zur Wahl nicht zugelassen, die andere, wodurch er für diesmal doch zugelassen werden sollte.

Reichsfiscals in Sachen der Religion Einhalt zu thun, und eine Appellation gegen den Reichsabschied nebst einer Apologie ihres Betragens an alle auswärtige Höfe zu schicken, im Ganzen aber sich zu stellen, als ob man über Alles schon völlig einig sei. So hoffte man sich auch der Hülfe fremder Mächte zu versichern. Auch liefen nach einigen Monaten Schreiben der Könige von Frankreich und England ein, ja von dem Letztern sogar ein Theolog als Emissair an den kurfürstlichen Hof, wahrscheinlich um sich durch Augenschein von der Lage der Sachen zu unterrichten [1]). Solche Verhandlungen mit dem Auslande (ein englischer Gesandter war im Jahr 1532 an Johanns Hofe) mussten natürlich den Kaiser am meisten reizen, wenn jene auch vorerst nur im Allgemeinen ihre Dienste angeboten hatten. Dies konnte alle seine andern Plane durchkreuzen. Dagegen waren von Dänemark, Meklenburg, Pommern, der Schweiz nicht so erfreuliche Nachrichten da, als man im Februar einen zweiten Convent zu Schmalkalden hielt. Doch wurde hier (27. Febr. 1531) wirklich von 7 Fürsten, 2 Gra- 1531
fen und 11 Städten [2]) auf 6 Jahre ein Bündniß abgeschlossen, welches gegen Jeden gerichtet war, der ein Mitglied des Bundes wegen der Religion anfechten werde. So war endlich das lang berathene und lang versuchte Werk zu Stande gekommen, und die Religionspartei stand nun auch als politische da. Schade nur, daß die letzte um vieles schwächer als die erste war, indem, wenn auch noch in diesem Jahr mehrere Städte hinzutraten, doch bei weitem nicht alle protestantische Stände auch schmalkaldische Bundesgenossen ge-

1) Die zur Mittheilung an die auswärtigen Höfe bestimmte Schrift hatte auch Melanchthon entworfen. Das Exemplar und den Brief für den König von Frankreich brachte ein Bürger von Belzig, der französisch verstand, dahin, und wurde dort am Hofe, wo er gnädige Aufnahme fand, allen Ernstes gefragt: ob es wahr sei, daß die Weiber der Lutheraner sich auch andern Männern preisgäben, wenn diese erklärten, daß sie auf Antrieb des heiligen Geistes den Beischlaf foderten!? s. Seckendorf hist. Luth. III. p. 14.

2) Nach der Note u zu Sleidan ed. Böhme I, 441 wären aber Costnitz, Lindau, Reutlingen, Memmingen, Biberach und Ysni damals nicht dabei gewesen.

1531 worden waren. Auch war es noch nicht einmal zur Unterschrift gekommen, weil man die Städte von Zwinglis Lehre nicht gern Antheil nehmen lassen wollte. Auf einem neuen Convente zu Frankfurt (Jun. 1531) ergriff man nachdrücklichere Schritte gegen den Reichsfiscal zu Speier, und in Frankfurt war es auch, wo auf einer zweiten Versammlung im Decbr. 1531 Johann und Philipp förmlich zu Häuptern des Bundes gewählt, die Kosten der Rüstungen aber halb den Fürsten und halb den Städten zugewiesen wurden.

Dies alles durchkreuzte des Kaisers Pläne ganz. Er hatte darauf gerechnet, daß die Katholiken in Deutschland eigentlich den Kampf gegen die Protestanten führen und er von den Niederlanden aus nur die Direction und höchstens einige Hülfsleistung zu übernehmen haben würde. Jetzt aber zeigte sich, daß die katholischen Reichsstände die Hauptsache von ihm erwarteten und erst seine Rüstungen abzuwarten schienen. Der Termin der Bedenkzeit war längst vorüber und noch Nichts geschehen. Dagegen hatte der schmalkaldische Bund sich immer mehr verstärkt und Frankreich mit Kursachsen sogar offene Unterhandlungen angesponnen, um Ferdinands römische Königswahl rückgängig zu machen. Nicht minder zeigte sich neue Gefahr von den Türken, die schon 1529 vor Wien gestanden hatten. Damit scheiterte auch für's erste ein tieferer Plan, den man Karln wohl zutrauen durfte, durch einen solchen Religions- und Bürger-Krieg die deutsche Mittelmacht sich wechselseitig und gegen einander so abschwächen zu lassen, daß er dann seine Überwältigungsplane und seine Ansicht von kaiserlicher Macht weit eher verwirklichen könne. So Etwas schienen denn auch die Katholiken gemerkt zu haben, und dazu wollten sie nicht die Hände bieten [1]). Jetzt blieb also einstweilen dem Kaiser nichts Anderes übrig als wieder einzulenken, zumal da er nicht wusste, daß der Kurfürst von Sachsen und seine Theologen steif und fest darauf beharrten, daß man einen Angriff abwarten müsse. So mussten denn, wie aus

1) Gute Bemerkungen über diesen tiefern Plan des Kaisers s. K. L. Woltmann historische Darstellungen oder Gesch. der Reformation in Deutschland. Altona 1800. I, 208.

eignem Antriebe, die Kurfürsten von Mainz und Pfalz Verhandlungen mit den Protestanten zur Erhaltung des Friedens anfangen, das Kammergericht bekam die kaiserliche Weisung sein fiscalisches Verfahren gegen diese Partei zu suspendiren, und dem Kurfürsten gaben die vom Kaiser an ihn geschickten Grafen von Nassau und Nuenar zu verstehen, Karl sei nur so aufgebracht gegen ihn gewesen, weil er ihn für einen Anhänger der gottlosen Lehre der Schweizer gehalten habe. Aber die Protestanten waren hartnäckiger, als der Kaiser geglaubt, und verwilligten zu Schmalkalden (1. Septbr. 1531) den Vermittlern sogut wie Nichts. Trotz dem mussten die Vermittler noch einmal zu Schweinfurt (April 1532) ihr Glück versuchen, 1532
wo Johann Friedrich (statt seines Vaters) gleich das Ansinnen wegen Ferdinands Anerkennung als römischen Königs ganz verwarf; dagegen ließ er sich, von seines Vaters und der Theologen Sinn befangen, dazu vermögen, daß der künftige Friede sich nur auf die gegenwärtigen Mitglieder der Partei, die man gar noch mit Namen aufzählte, erstrecken solle. So waren die schweizerischen Reformirten und ihre Anhänger aus- und Thür und Thor für neue Aufnahmen zugeschlossen. Das hatte wieder Luther zu verantworten, denn er war gegen die vorgeschlagene Clausel: diejenige so sich in das augsburger Bekenntniß eingelassen „oder noch einlassen mögen," weil man „den gnädigen vom Kaiser angebotenen Frieden um solcher spitzigen genau gesuchten Pünktlein" ja nicht abschlagen solle. Johann ließ sich leicht dahin bestimmen, weil er, tödlich krank, wenigstens im Frieden sterben wollte!

So wurde denn auf eine sehr unhaltbare und unbefriedigende Grundlage 23. Jul. 1532 zu Nürnberg der erste sogenannte Religionsfriede abgeschlossen (ein Federfriede, wie ein Federkrieg!). Gewonnen hatten die Protestanten Nichts [1]),

1) Ich theile diese Ansicht, die aus der Sache hervorgeht, mit Planck, Heinrich, Eichhorn u. A. Auffallend ist es, daß W. Robertson history of the reign of the Emperor Charles V. Basil. 1788. III, 61, die Sache gerade umgekehrt ansieht, und bloß die Protestanten und durch ihre Festigkeit dabei gewinnen lässt, „all the concessions were made by Charles, none by them (Protestants)," nur seine letzte Behauptung ist vollkommen richtig: „and the Protestants of Ger-

1532 als was sie eigentlich schon hatten (nachdem der Kaiser die Kammergerichtsprocesse gegen sie schon früher niedergeschlagen), eine Duldung bis zum angeblichen Concilium und ohne alle Bürgschaft von kaiserlicher Seite, und das auch nur für die damaligen Glieder der Partei. Dagegen hatte der Kaiser die gewünschte Ruhe vor den Protestanten und eine reiche Türkenhülfe zu erwarten. Niemand sah den argen Misgriff, den man gemacht, so schmerzlich ein als Landgraf Philipp, und jeder seiner Briefe an den Kurfürst enthielt die härtesten Vorwürfe darüber. Er nannte diesen Frieden geradezu gewissenlos und unedel und den Kurprinzen fragte er höchst spitzig: ob er diesen löcherichten Frieden, den kein dreifacher Doctor entschuldigen könne, aus Furchtsamkeit geschlossen oder ob es vielleicht gar um ein Nebenhändlein dabei zu thun gewesen sei. Johann Friedrich übertrug diesen Streit mit Philipp einer Commission der beiderseitigen Räthe, die am Ende des Jahres den Schluß vermittelten, man solle von beiden Seiten das Geschehene vergessen und des Friedens gegen einander nicht mehr erwähnen. Aber auch Ferdinand, Georg von Sachsen und Joachim von Brandenburg und der Papst waren damit unzufrieden, und in dem damaligen regensburger Reichstagsabschluß (27. Jul.) wurde auch seiner gar nicht gedacht, man hätte es sonst aussprechen müssen, daß die Protestanten einstweilen gesetzlich als Religionspartei anzuerkennen wären.

Am 16. Aug. 1532, wenige Wochen nach jenem Frieden, starb wirklich Kurfürst Johann von Sachsen zu Schweinitz, dem seine Anhänglichkeit an die Sache der Reformation den Beinamen des Standhaften erworben hatte. Luther pflegte von ihm zu sagen: „mit ihm sei die Redlichkeit, mit seinem Bruder Friedrich die Weisheit gestorben; Beide in Einer Person vereinigt, hätten ein Wunder von Menschen geben müssen.“ Daß er seinen Theologen zuviel nachgab, war wenigstens kein Fehler den diese zu rügen gehabt hätten. Sechs Stunden ließ er sich täglich aus der heiligen Schrift vorlesen

many, who had hitherto been viewed only as a religious sect, came henceforth to be considered as a political body of no smal consequence.

und schrieb gewöhnlich die Predigten die er hörte nach. Nur 1532
in Wien und München konnte man ihm nachsagen, daß er sterbend zum alten Glauben sich zurückgewendet und auch seinen Sohn dazu ermahnt habe; aber Johann Friedrichs verschwundenen Originalbrief darüber an die Herzoge von Baiern, in welchem er selbst ihre Hülfe zur Wiedereinführung des alten Glaubens in Sachsen foderte, werden wohl die ehrwürdigen Väter von der Gesellschaft Jesu allein gesehen haben. Ausser diesem Johann Friedrich, seinem Nachfolger, der bald gestorbenen Margarethe, und der Maria, die an Philipp von Pommern vermählt wurde, hinterließ er noch den Prinz Johann Ernst, dem 1542 die Pflege Koburg zu Theil wurde. Zu seinen und fast aller damaligen Fürsten Lieblingsvergnügungen gehörte die Jagd. Als er zuletzt wenig mehr fing, sagte er: „meine Thierlein wollen mich nicht mehr für ihren Herrn erkennen, es wird gewiß bald mit mir aus sein."

Wie die äusseren Angelegenheiten der Reformation, nahmen auch ihre innern seine Zeit vollauf in Anspruch. Es geschah wenigstens das Möglichste, um dem Lande geschicktere Kirchenlehrer und Superintendenten mit anständigen Besoldungen zu geben, vor Allem aber auch die Schulen in bessern Stand zu setzen. Die Hochschule Wittenberg empfahl er seinem Sohne noch im Testamente. Zu Wittenberg gründete er auch ein Hofgericht für seine Kurländer mit acht adeligen und vier gelehrten Beisitzern und einer besondern Hofgerichtsordnung. Auf Land- und Ausschuß-Tagen wurde über Münzwesen, Abkürzung der Processe u. s. w. verhandelt. Der Eid auf Heiligengebeine verschwand [1]). Die Irrungen zwischen Johann und seinem Vetter Georg betrafen nicht bloß die Religion, sondern auch die gemischten Lehen, Münze, Bergrechte, Gerichte, Straßen, Geleite, und wurden zu Grimma (1531 Jul.) durch einen Ausschuß von 16 Gliedern der beiderseitigen

1) Z. B. im Amte Jena schwor man auf Heiligenbeine, die der Schwörende auf seine Kosten unter Caution aus Briesnitz holen, barfuß nach Burgau, wo das Landgericht gehalten wurde, tragen, dort auf den Schindanger bringen und auf ein seidnes Tuch legen mussfte, wobei eine Kerze brannte. Da auf dem Anger mussfte er dann knieend schwören. v. Müller sächs. Ann. 88.

Landschaft im sogenannten grimmaischen Machtspruch zum größten Theil gehoben, durch welchen auch die Bergstadt Schneeberg ganz an den Kurfürst kam [1]). Für ähnliche Fälle wurde eine Austrägalinstanz von 12 Räthen beider Linien errichtet. Krieg hatte Johann bis auf jenen Bauernkrieg nicht geführt; doch findet man, daß auf dem altenburger Landtag eine Summe zum Unterhalt des Fußvolkes verwilligt wurde, da bloß den Dienst zu Pferde die Lehensmiliz verrichtete, welcher die Zahl der Pferde genau vorgeschrieben war, woraus später die Ritterpferdsgelder hervorgegangen sind. Das Hoflager des Fürsten war bald zu Weimar, bald zu Torgau, selten in Wittenberg, von wo 1527 wegen einer Seuche die Universität auf einige Zeit nach Schlieben und Jena verlegt wurde.

5. Kursachsen unter Johann Friedrich dem Großmüthigen. Fortgang des schmalkaldischen Bundes. (1532—1545).

Es ist ein merkwürdiges Fürstenleben, das mit Johann Friedrich über die Bühne des Vaterlandes geht, und eine merkwürdige Zeit Sachsens, welches in ihm seinen letzten Kurfürsten aus ernestinischer Linie haben und die lang vorbereiteten Entscheidungen nun erfahren sollte, die seine ganze Gestalt und Lage verwandelten. Des Fürsten unglückliches Geschick hat man in dem Kreuz schon finden wollen, welches er als Muttermal am 30. Junius 1503 zu Torgau mit auf die Welt brachte. Seine Mutter starb im Wochenbette, der Vater gab ihm nach 10 Jahren eine andere, und gab ihm Lehrer wie Spalatin und Crosner, die ihn nicht ohne gelehrte Bildung liessen, aber ihm auch eine gewisse Hartnäckigkeit und einen Eigensinn nicht nehmen konnten, die ihn zwar zu einem unerschütterlichen und besonders im Unglücke recht ehrwürdigen Anhänger der Reformation machten, aber zum Theil auch erst zu dem Unglück führten, welches ihn getroffen hat. Die Angelegenheit der Religion brauchte ihm, der die Tage von

1) Über die später daraus entstandenen Streitigkeiten bis zum oschatzer Vergleich 1536 s. Weisse III, 104.

Worms, Speier und Augsburg mit geſehen, nicht erſt durch ſeines Vaters zweites Teſtament empfohlen zu werden; aber der fromme Wunſch darin, „Gott wird ſeine Lieb behüten, daß ſie nicht von teufliſchen Räthen verführet werde," iſt, wenn Perſonen und nicht Anſchläge darunter gemeint waren, nicht ganz in Erfüllung gegangen. Auch hätte er, um mit Nachdruck ſich in ſeiner Stellung zu behaupten, einen tiefern politiſchen Blick, der ſeinem großen Oheim ſo eigen war, nicht vermiſſen laſſen ſollen.

Johann Friedrich regierte bis 1539 für ſeinen unmündigen Bruder Johann Ernſt mit, dann gemeinſchaftlich bis 1542, zur Theilung zu Torgau, wo ihm auſſer einer jährlichen Summe von 14,000 Fl. die Pflege Koburg oder die kurſächſiſchen Beſitzungen in Franken zugewieſen wurden, welcher Antheil nach ſeinem kinderloſen Tode 1553 an das ernestiniſche Sachſen (aber an welches?) zurückfiel. Zu Sicherheit für richtige Zahlung der 14,000 Fl. waren ihm die Ämter, Städte und Schlöſſer Weimar, Jena, Eiſenach, Wartburg, Altenburg, Grimma, Mauen, Saalfeld und Zwickau verſchrieben, ſodaß er bei einer einen Monat über den Termin ausbleibenden Zahlung ſie ſo lange beſetzen durfte, bis er befriedigt ſei. Dafür aber trug auch der Kurfürſt alle Reichslaſten und Schulden und hatte über ſeines Bruders Antheil Schutz- und Schirm-Gerechtigkeit. Die durch den Reichserbmarſchall von Pappenheim nachgeſuchte Belehnung ſchlug auch ihm der Kaiſer ab, dagegen wurde er vom Biſchofe von Bamberg, als Landhofamt, mit dem bambergiſchen Marſchallamt belehnt. Mit diſſem Amte waren durch freiwillige Auftragung gewiſſe Beſitzungen in Sachſen, Wittenberg, Mühlberg, Trebitz (Düben) und einige Dörfer verbunden. Das Lehen vergaben die Kurfürſten bis 1728 gewöhnlich an die Familie Ebenett und ſpäter an die Herren von Oſtheim [1]). Den Anfang ſeiner Regierung bezeichnete Johann Friedrich nach eingenommen

1) Weiſſe III, 110. bringt in Erinnerung, daß die Kurfürſten Deutſchlands daſſelbe Amt das ſie als Erzamt beim Kaiſer hatten, auch als Landhofamt beim Biſchofe von Bamberg bekleideten. Wann Sachſen dies Amt beim bamberger Stift erhielt, ſei unbekannt.

nen Huldigungen durch manche weise Regentenhandlung. Die Einkünfte seiner Universität (deren Rector magnificentissimus Herzog Johann Ernst 1534 wurde) und der Professoren wurden durch die Renten einiger Klöster sehr verbessert, und 1537 ihr auch die Erbgerichte oder die Jurisdiction in ihren Dörfern verliehen. Da die Einkünfte der Stiftskirche nur 2561 Gülden betrugen, der Bedarf sich aber auf 3795 belief, so mussten die Klöster Johann Friedrichs in Sachsen, Thüringen und Meissen noch 1900 Gülden zahlen. Wichtiger als mehrere Landtagsverhandlungen zu Torgau und Jena, wo zum ersten Mal auf 5 Jahre der Viehzoll verwilligt wurde, war die auf Antrag der Stände erneuerte Kirchenvisitation, weil die vorige ihre Geschäfte nicht ganz vollendet hatte, auch wohl bei der Neuheit der Sache nicht oft genug Revision gehalten werden konnte. Man setzte den Superintendenten zu diesem Behuf sogenannte Executoren zur Seite. Zu Gera machten die Reussen Schwierigkeit, weil sie auf kaiserlichen Befehl beim alten Glauben beharren müssten, und in Zwickau wurde verordnet, daß, wer das Abendmahl nicht in beiderlei Gestalt nehmen würde, zu keiner Gevatterschaft zugelassen werden solle. Jetzt wurden die Messen, wo sie etwa noch bräuchlich waren, gänzlich abgeschafft, den noch vorhandenen Mönchen und Nonnen die neue Lehre anempfohlen und untersagt Novizen anzunehmen. Die Unterhaltung der Geistlichen, da so viel Renten und Gefälle mit den Messen eingezogen waren, wurde eine Hauptschwierigkeit. In Thüringen hob man sie mit 1200 Gulden eingezogener Klostereinkünfte, indem man einen Geistlichen damals bloß mit 40—50 Gulden befriedigen konnte. Daß der Kurfürst aus eigenen Mitteln Etwas beigetragen, wird nicht bemerkt. Doch war er damals im Stande, eine auch für sein Bergwesen sehr wichtige Herrschaft Schwarzenberg von den Herren von Tettau für 20,700 Gulden an sich zu bringen. Mancher andere Nebenhandel, wie ein Vertrag mit Erfurt, welches nicht ohne blutige Auftritte sich zur Reformation geneigt, über die Grenze des Geleitsrechtes, mit dem Viehhändler Hans Kohlhase aus Cöln an der Spree, der faustrechtartig sich sein verweigertes Recht im Kurkreise selbst nehmen wollte [1]) und en-

1) Schöttgen u. Kreysig dipl. Nachl. III. (1731) S. 528—

lich 1540 zu Berlin auf dem Rade endete; mit Herzog Georg, in Beziehung auf die aus dem grimmaischen Machtspruche entstandenen Irrungen, musste der neue Kurfürst seine Aufmerksamkeit auf seine politisch-religiöse Stellung zum Kaiser und Reich und zu seinen Bundesgenossen wenden.

Viele Umstände kamen zusammen, welche den Kurfürsten überzeugen mussten, daß der ganze Religionsfriede nur eine dem Kaiser gut gelungene Verzögerung des Krieges bis zur gelegenern Zeit hatte sein sollen. Denn daß er nicht zur persönlichen Theilnahme am Türkenkriege, wie er gehofft und auch dem Nuenar geschrieben, eingeladen wurde, auch die gewünschte Belehnung und die Bestätigung seiner Vermählung nicht erhielt, musste ihn enttäuschen und zugleich empfindlich kränken. So suchte er nun auf einem Convent zu Braunschweig die niedersächsischen Stände näher an den schmalkaldischen Bund zu fesseln, dann mit dem Gesandten von England sich soweit einzulassen, daß er im Fall der Noth zwar Hülfe, aber für jetzt doch noch keine Verpflichtung gegen Heinrich VIII. habe; er weigerte sich endlich mit seiner Partei auf einem Concilium in Italien zu erscheinen, wozu der päpstliche Legat Rangoni ihn persönlich in Weimar eingeladen hatte, weil man den Papst nicht als Richter, nur als Partei betrachten könne. Nur ein deutsches Concilium versprach man zu beschicken, und selbst dies unter so viel Clauseln, daß die Antwort (zu Schmalkalden 1533 Junius) eigentlich verneinend ausfiel. Freilich merkte Johann Friedrich nicht, daß er damit Clemens VII. die erwünschteste Antwort gebe, der selbst von einem Concilium in Deutschland Nichts wissen wollte. Auch das Reichskammergericht sprach nach wie vor und entgegnete auf die Vorstellungen, daß es eben nur in Glaubenssachen nicht sprechen solle, in Sachen von Gütern, Renten u. dergl. aber keine Weisung erhalten habe. Endlich entschloß man sich durch eine feierliche Deputation das Kammergericht förmlich zu recusiren (30. Jan. 1534), was dieses natürlich nicht anerkannte.

541 und aus ihm Weisse VII, 212. Selbst Mainz und Brandenburg mischten sich mit ein. Kohlhase verbrannte Zahne, und Johann Friedrich ließ zu Jüterbock mit ihm verhandeln.

1533 Währenddessen hatte sich (1533) die dem Kaiser sehr unangenehme, den Protestanten aber gewiß sehr günstige Auflösung des schwäbischen Bundes zugetragen. Am sehnlichsten hatte Landgraf Philipp diesen Zeitpunct erwartet, um nun seinen auch durch Reisen nach Frankreich vorbereiteten Plan, den 1519 vom schwäbischen Bund aus seinem Land vertriebenen Herzog Ulrich mit den Waffen in der Hand zurückzuführen, in Vollzug zu setzen. Der Bund hatte das eroberte Land an Karln verkauft und dieser es an Ferdinand abgetreten. Johann Friedrich, die Theologen, Alle riethen ab und sprachen von der Gefahr eines allgemeinen Krieges. Aber Philipp wusste wohl, daß sie im schlimmsten Falle ihm doch helfen müssten, und eroberte in wenig Wochen das Herzogthum seinem Freunde wieder. Philipp hatte recht vorausgesehn, daß der Kaiser um eines unrechtmäßig besessenen Landes willen nicht, ungerüstet wie er war, denn seine Truppen hatte er nach dem ungerischen Feldzug gleich entlassen, mit der protestantischen Partei und Frankreich anbinden werde. Karl machte also die Anerkennung seines Bruders als römischen Königs zur Bedingung seiner Wiederanerkennung Ulrichs, und so knüpfte wieder, um für die ausgestandne Angst sich auch bezahlt zu machen, Johann Friedrich an diese Anerkennung die Bedingungen seiner Belehnung und Ehebestätigung durch den Kaiser an. Der mainzer Kurfürst und Georg von Sachsen unterhandelten mit ihm zu Annaberg, und diesen Präliminarien folgte der Haupt-
1534 vergleich zu Kadan in Böhmen (29. Jun. 1534). Man ließ dem Wirtemberger sein Land, aber als österreichisches Afterlehen mit Vorbehalt österreichischer Erbfolge; ein Zugeständniß welches weder für Sachsen noch das Reich sehr ehrenvoll erschien. Man erkannte Ferdinands Wahl als gültig an, wenn bis Ostern 1535 eine eigene Constitution der habsburgischen Brüder gemacht würde, daß künftig bei Lebzeiten des Kaisers kein römischer König zu wählen sei, wenn nicht die Kurfürsten dies vorher auf besonderer Zusammenkunft für nöthig erachtet hätten. Da diese Constitution nicht zu Stande kam, verweigerte der Kurfürst Ferdinands Anerkennung und dafür der Kaiser die Bestätigung der kurfürstlichen Ehe mit Sibyllen. Ohnehin stand Kursachsen seit 1531 mit den Herzogen von

Baiern in einem Bunde (Saalfeld 24. Oct.) gegen Ferdinands Königswahl, in welchem eigentlich der König von Frankreich die Seele war. Zu Lübeck, Königsberg in Franken und endlich zu Scheyern wurde verhandelt, und im letztern Kloſter am 26. Mai 1532 definitiv mit Frankreich (ſächſiſcherſeits durch den Rath Johann von Minkwitz) abgeſchloſſen. Hier wurden auch dem Gegenkönig Johann von Ungern, der um Geld gegen Ferdinand anhielt, von Sachſen und Heſſen 3000 Fl. angeboten. Im Februar 1533 wurde wieder zu Koburg, im April zu Nürnberg, wo Johann Friedrich ſelbſt erſchien, verhandelt, dann Jan. 1534 zu Augsburg auf den Grund des Vertrags von Scheyern; da aber Frankreich das bedungene Geld nicht zahlte, hatten ſich Sachſen und Heſſen allmälig zurückgezogen [1]). Nur die Belehnung wurde am 20. Nov. 1535 durch Ferdinand zu Wien im Namen des Kaiſers voll- 1535
zogen. Der nürnberger Religionsfriede aber wurde beſtätigt, und das Kammergericht in allen proteſtantiſchen Sachen zur Ruhe gewieſen. Übrigens halfen zum ſchnellern Abſchluß dieſes Friedens auch die zu Münſter ausgebrochenen wiedertäuferiſchen Unruhen mit beitragen, die erſt 1535 durch die Eroberung dieſes neuen Zions und die Hinrichtung der Schuldigen unterdrückt wurden. Eine neue Folge der faſt zu ſorgloſen Behandlung dieſer Myſtiker in Sachſen.

Der neue Papſt Paul III. (Farneſe) betrieb ſcheinbar das Concilium weit lebhafter, war ihm im Grunde aber noch weit abgeneigter, nur daß der ſchlaue Mann die Schuld der Verzögerung allein auf die Proteſtanten zu wälzen wuſſte. Paul Vergerius, Pauls III. Geſandter, fand Johann Friedrich in Prag am 30. Nov. 1535 und trug ihm und ſeiner Partei ein völlig freies Concilium zu Mantua an, ohne Etwas weiter als ſeine Beſchickung im voraus zu verlangen. Auch mit Luther ſelbſt hatte Vergerius zu Wittenberg eine Unterredung, um ihn für das Concilium zu gewinnen, wobei ihm Luther zuſagte zu kommen, wenn man ihn auch darauf verbrennen

1) Dieſe bisher weniger bekannte Nebenpartie des ganzen Streits hat Stumpf in ſ. dipl. Geſch. v. Baiern I, 62—172 aus Urkunden ausführlicher mitgetheilt.

würde; nur glaube er nicht, daß es dem Papste Ernst damit sei, und noch weniger, daß ein solches Concilium Etwas fruchten werde [1]). Schon im Anfange dieses Jahres hatte der Kaiser (der wegen seiner africanischen Expedition Frieden wünschte) den Protestanten durch Johann Friedrich die stärksten Versicherungen seiner Friedensliebe geben, ja sogar durch seine Schwester, die Königin Maria aus den Niederlanden, ein Bündniß antragen lassen, welches aber der Kurfürst mit weiser Höflichkeit ablehnte. Der Kurfürst hielt vielmehr, durch Karls Glück in Africa geängstigt, durch Vergerius, der Antwort haben wollte, gedrängt und von englischen und französischen Gesandten ermuthigt, am 6. December 1535 einen neuen Tag zu Schmalkalden und suchte dort eine vorläufige Erneuerung des Bundes durchzusetzen. Die Herzoge von Wirtemberg und Pommern, drei Fürsten von Anhalt und die Städte Augsburg, Hannover, Frankfurt und Hamburg wurden (dem Religionsfrieden entgegen) neu aufgenommen, 10,000 Mann zu Fuß und 2000 Pferde auf gemeinschaftliche Kosten zu halten beschlossen, und dies alles auf einer Versammlung
1536 zu Frankfurt (April 1536) wiederholt. Die Beschickung des Conciliums aber war verweigert worden.

Das hatte eigentlich der Papst gewollt; denn als nun auch ein neuer Krieg zwischen Karl und Franz ausbrach, schrieb Paul, gewiß daß es nicht zu Stande käme, 2. Jun. 1536 ein Concilium nach Mantua für 1537 aus. In Folge dieses Schrittes wurde auf dem dritten Convent (Schmalkalden 29. September 1536) nicht nur der Bund erneuert und auf 10 Jahr verlängert, mit den neuen Mitgliedern verstärkt und die Bundesordnung über die schon bekannte Zahl der Truppen, die Bundeshäupter dahin vervollkommnet (?), daß den Häuptern, die alle 6 Monat (wie Burgemeister) mit dem obersten Regiment abwechseln würden, für den Krieg 13 Kriegsräthe

1) Die Anekdoten, wie Luther sich rasiren lässt, um vor seinem Gegner recht jung zu erscheinen, wie er goldne Geschmeide anlegt, sich im Hinfahren zum Cardinal den deutschen Papst und Bugenhagen seinen Cardinal nennt, s. Seckendorf III, 95. Übrigens machte er durch seine Schriften Vergerius später zum Proselyten, denn diesem ging's wie Huß bei Widerlegung von Wicliffs Schriften.

zur Seite ſtehen ſollten; ſondern es wurde auch der päpſtliche Legat Peter Vorſt zwar nicht, wie der Kurfürſt anfangs wollte, auf der Grenze abgewieſen, aber nach Schmalkalden (Februar 1537) beſchieden und wie der kaiſerliche Vicekanzler Held mit 1537
einer abſchläglichen Antwort und ohne daß man nur die päpſtlichen Briefe angenommen entlaſſen. Eine Recuſationsſchrift, von Melanchthon verfaßt, ſollte der Welt die Hauptweigerungsgründe bekannt machen. Freilich war auch ſchon im päpſtlichen Ausſchreiben ihre Lehre als ketzeriſch verdammt, und ſo faſt der Proceß mit dem Urthel begonnen worden. Dagegen unterſchrieben die Bundesglieder die von Luther aufgeſetzten ſchmalkaldiſchen Artikel, die recht ſcharf und polemiſch die eigene Sache gerade in den bezeichnendſten Lehren vertheidigten, die entgegengeſetzte bloßſtellten und preisgaben. Trotz dem bemerkte man noch kurz vorher beim Kurfürſten eine unbegreifliche Neigung ſich mit dem Kaiſer zu befreunden, ihm Hoffnungen auf Türkenhülfe und auf Beiſtand gegen Frankreich zu machen. Wollte er vielleicht diplomatiſch unbegreiflich erſcheinen? Dagegen fand der Kurfürſt eine ſchöne Gelegenheit, dem Herzog Georg eine Strafe [1]) für deſſen Vertreibung vieler der Reformation geneigter Adligen aus ſeinem Lande (wogegen er auch ein Gleiches mit katholiſchen gethan) zu bereiten: denn man nahm damals Georgs Bruder, Herzog Heinrich, den wahrſcheinlichen Erben des albertiniſchen Sachſens, in den Bund auf und verpflichtete ihn nur ſeinen Sohn Moritz proteſtantiſch erziehen und dann auch zum Bunde treten zu laſſen. Damals wurde wirklich das kleine Schmalkalden welthiſtoriſch, denn von hier ging die Oppoſition gegen Papſt und Kaiſer aus. Katholiſchen Kirchenſchriftſtellern blieb keine andere Rache, als es einen Sitz der Beſtien zu nennen. Im März 1538 wurde ein neuer Fürſtentag zu Braunſchweig ab- 1538
gehalten, eine feierliche Geſandtſchaft, von der man ſchon auf einem Tag zu Zerbſt (Febr. 1538) geſprochen, nach Frankreich und England abgefertigt, und König Chriſtian III. von Dä-

1) Friedrichs Brief an Hofmann bei Seckendorf III, 128, 129. Aber darin ſcheint der treffliche Planck III, 304 zu irren, daß er dieſe zweideutigen Schritte Johann Friedrichs in's Jahr 1537 ſetzt. Seckendorf führt ſie beim J. 1536 auf.

nemark aufgenommen. Auch Joachims II. von Brandenburg Übertritt zur neuen Lehre erwartete man fast täglich, und Kurfürst Hermann von Cöln beabsichtigte schon seit Jahren die Einführung der neuen Lehre für sein Erzstift. Gewiß halb Deutschland war schon evangelisch, und wenn auch nicht im schmalkaldischen Bunde, doch wider diesen nicht zu brauchen. Auch mit den Zwinglianern der oberdeutschen Städte hatte sich Luther über die streitigen Puncte so vereinigt, daß er am wenigsten, im Grunde gar Nichts nachzugeben und aufzuopfern genöthigt gewesen war. Am 25. Mai 1536 war die wittenberger Concordie unterschrieben worden, und zwei Jahre darauf machten auch die Schweizer mit Luther Frieden; eigentlich gab hier Niemand nach, aber als man Frieden ernstlich wollte, fand man ihn bald.

Dagegen suchte der Reichsvicekanzler Held, der sich schon zu Schmalkalden zu Drohungen hatte hinreissen lassen, die wohl nicht in seiner Instruction gelegen, damals etwas ganz Anders als den Frieden, denn er wünschte Krieg. Er bereitete die katholischen deutschen Stände und ward für Papst und Kaiser seinen sogenannten heiligen Bund oder christliche Einigung (schon der Name war eine Kriegserklärung an den schmalkaldischen) auf 11 Jahre zusammen. (Nürnberg 10. u. 12. Jun. 1538.) Die Mitglieder des Bundes waren Karl und Ferdinand, die Erzbischöfe von Mainz (doch nur für Magdeburg und Halberstadt) und Salzburg, die Herzoge Wilhelm und Ludwig von Baiern, die aus halben Freunden des schmalkaldischen Vereins jetzt, nachdem sich jene frühern Verhandlungen zerschlagen hatten, volle Feinde geworden waren, Georg von Sachsen, Erich der ältere und Heinrich der jüngere von Braunschweig. Den zwei Bezirken, dem oberländischen wurde Ludwig von Baiern, dem sächsischen Herzog Heinrich als Director und Bundesoberster vorgesetzt, Beiden ein Bundesrath zugeordnet. Auf schriftliche Vorwürfe Johann Friedrichs gaben die Herzoge von Baiern nur Gegenvorwürfe und endlich gar keine Antwort mehr. Doch sollte der Bund nur den alten wahren Glauben vertheidigen, also defensiv sein. Held brachte den Vertrag nach Spanien, und am 20. März
1539 1539 ratificirte ihn Karl zu Toledo und versprach nicht nur

den vierten Theil der Kosten mit Ferdinand zusammen zu tragen, sondern er legte auch gleich 50,000 Fl. in die Vorrathscasse des Bundes nieder [1]). Auch der kaiserliche neunjährige Bund von 1535 dauerte noch bis 1541 fort, der ein Ersatz für den aufgelösten schwäbischen hatte sein sollen, aber ohne große Wirksamkeit, weil er zu unparteiisch gehalten war. Dagegen wurde die christliche Einigung (29. Jul. 1541) zu Regensburg noch einmal erneuert und erweitert, die Bundesobersten verblieben, und der wilde Heinrich hatte, bis es zum Schwerdte kam, bereits mit der Feder tüchtig losgezogen. Aber Georg von Sachsen war durch den Tod schon abgetreten und sein für die Einigung bestimmtes Geld von Heinrich, seinem Nachfolger, dankbar dem schmalkaldischen Bunde zugewendet worden, nachdem derselbe wegen seiner frühern Armuth von allen Bundeskosten befreit geblieben war.

Höchst günstig für Sachsen und den ganzen schmalkaldischen Bund war es, daß der Kaiser selbst nach dem mit Frankreich beendigten Kriege noch immer nicht losschlagen konnte. War der eine Feind beseitigt, so zeigte sich der andere wieder, sodaß der dritte sich unterdessen in immer besseren Kriegsstand setzen konnte. Der Türke drohte wieder, und darum wurde ein neuer Kriegsaufschub durch einen Pacificationsconvent zu Frankfurt (19. April 1539) beliebt, wo der sogenannte friedliche Anstand unter persönlicher Gegenwart Johann Friedrichs und Philipps auf 15 Monate zu Stande kam. Binnen dieser Zeit sollte auch ein neues Religionsgespräch gehalten werden. Aber ein vom Landgraf entdeckter Briefwechsel Heinrichs von Braunschweig mit Mainz hatte die kriegerischen Gesinnungen der christlichen Einigung verrathen; auch nahm der Kaiser, da die Türkengefahr eben mit der bloßen Angst vorübergegangen, Anstand den frankfurter Vergleich zu bestätigen. Doch kam es nach mancherlei Verhandlungen und Ver-

1) Stumpf polit. Gesch. v. Baiern, der die kaiserliche Bestätigung beibringt II, 219 und No. XVI. Daraus geht hervor, daß die Neueren bis auf Eichhorn Staats- u. Rechts-Gesch. Deutschl. IV, 106. Karls Antheil an dem Bunde mit Unrecht mindern oder gar leugnen. Freilich zweifelte auch die eigene Schwester Karls, die Königin Maria, an Karls Antheil und bestärkte die Protestanten in ihrem Zweifel.

schiebungen zu einem kaiserlichen Ausschreiben an Johann Fried-
1540 rich und Philipp (der damals [1540] alle Hände voll mit seiner entdeckten Doppelehe zu thun hatte) wegen des Religionsgespräches, welches anfangs nach Speier angesetzt, aber in Hagenau vorläufig begonnen, in Worms fortgesetzt und in Regensburg geendigt wurde und — Nichts ausrichtete, auch wohl in der Meinung keiner Partei Etwas ausrichten sollte. Hätte auch wohl Ruhe entstehen können, wenn sich wirklich auch die Theologen über das sogenannte regensburger
1541 Interim verglichen hätten? Den gleich darauf (5. April 1541) zu Regensburg vom Kaiser gehaltenen Reichstag besuchte Johann Friedrich nicht; aber er konnte auch so mit dem Reichstagsabschied zufrieden sein (29. Julius 1541), da eben Alles was noch nicht verglichen, wieder auf das nächstens zu haltende allgemeine oder National-Concilium und einen neuen Reichstag verschoben worden war.

Jetzt aber kam eine Angelegenheit zur Sprache, die mit den kurfürstlichen Rechten gleich sehr wie mit der Reformation zusammenhing. Der Kurfürst hatte von den sächsischen Bisthümern nur Naumburg unter seinem Erbschutz gehabt, nie aber vollkommne landesherrliche Gerechtsame daselbst geübt. Seit 1520 stand dies Stift unter dem Pfalzgraf Philipp, Bischof von Freisingen, wo er auch meistens residirte. Bürger und Magistrat von Naumburg hatten dringend die Reformation annehmen zu dürfen begehrt, das Capitel sie verweigert. Schon 1531 stand der öffentliche Gottesdienst deshalb völlig still, und 1536 ließ sich die Stadt von Luther geradezu einen Prediger schicken, dem auch der Kurfürst seinen Schutz versprach. Als aber am 6. Jan. 1541 der Administrator Philipp zu Freisingen verstorben war, glaubte Johann Friedrich nicht nur im Stifte die Reformation einführen, sondern auch dessen ganze Verfassung verändern zu dürfen. Er wollte mit 1000 Gulden Gehalt den lutherischen Prediger Medler zum Bischof machen, den Domherren ihre Einkünfte lebenslänglich lassen und die übrigen Stiftseinkünfte zu frommen Zwecken benutzen. Aber schon am 19. Jan. wählten die Domherren, ohne die kurfürstlichen Commissarien abzuwarten, den Julius Pflug, Dompropst von Zeiz, aus altem Hause, aus ihrer

Mitte, wogegen nun die Commissarien protestirten. Selbst die Theologen riethen dem Kurfürst zur höchsten Mäßigung und auch von einer Einziehung der Domherrnstellen ab, die man ja für den Adel des Landes brauchen und diesen dadurch sich den Wissenschaften zu widmen antreiben könne. Man solle dem Capitel einen Fürsten vorschlagen, den es am wenigsten ablehnen könne. Aber der eigensinnige Herr, der sich schon im Besitz des schönen Landes geträumt, war schwer abzubringen, und das Capitel ging auf keinen Vorschlag ein, vom Kaiser unterstützt, der den Kurfürsten von jeder Störung der Rechte des immediaten Stiftes abmahnte. Allein der Kurfürst bestimmte Luthers Freund, den Nicolaus von Amsdorf von Magdeburg, einen unverträglichen Eiferer der neuen Lehre, zum Bischof, obgleich sich seine Theologen anfangs gegen ihn erklärt und Fürst Georg von Anhalt vorgeschlagen hatten. Der Kurfürst stellte ihn selbst den Stiftsständen vor, und Luther ordinirte ihn mit Hülfe einiger Superintendenten. Doch bekam der neue protestantische Bischof nur 600 Gulden Gehalt; die weltliche Regierung des Stiftes wurde einem Interimsadministrator, Melchior von Creuzen, als Schutzhauptmann übergeben. Diejenigen vom Stiftsadel, die sich Amsdorf anzuerkennen weigerten, verloren zum Theil ihre Güter, zum Theil ihre Freiheit.

Wenn auch die Reichsunmittelbarkeit der sächsischen Stifter, gegen welche auch die sächsischen Häuser eine Schrift beim Reichstag einreichten, schon wegen der ältern Verhältnisse der Marken, nicht in dem Sinne, wie der Kaiser sie anzog, zu erweisen war, da die Markgrafen ihre Stiftsvögte waren, und also die oberste Gerichtsbarkeit und Kriegsgewalt im Stiftsland übten, da die Bischöfe auf ihren Landtagen erscheinen und sich vom Landesherrn bestätigen lassen mussten; wenn also ein gemischtes Verhältniß, welches der Landeshoheit wenigstens nahe kam, stattfand, und der Kaiser gewiß darin irrte, daß er den sächsischen Stiftern volle Reichsunmittelbarkeit zusprach, so war es doch im vorliegenden Falle kein Zweifel, daß Johann Friedrich zu eigenmächtig handelte, weil er mit Hintansetzung urkundlicher Rechte, die seine Vorfahren stets anerkannt hatten, Etwas durchzusetzen strebte, was

an sich zur Ehre und Verbreitung der neuen Lehre und darum löblich, gewiß auf einem anderen, gerechtern Wege, wenn auch etwas langsamer zu erreichen stand. Ob der weise Friedrich wohl eben so gehandelt hätte, und wie viel zweckmäßiger und schonender ging Moritz 1544 in gleichem Falle mit Merseburg zu Werke! Zugleich war es aber auch ein Schritt, der damals in ganz Deutschland das größte Aufsehn machen musste, da es einer völligen Säcularisation eines Bisthums galt, einer damals fast unerhörten Sache, die alle Kirchenfürsten des Beispiels wegen höchst besorgt machen musste. Ein Glück daß damals
1542 auf dem Reichstage zu Speier (Jan. 1542) Ferdinand weit mehr mit seiner Türkennoth als mit solchen Säcularisationen sich befassen konnte und froh war, für einen fünfjährigen Ruhestand in Deutschland und eine Reichskammergerichtsvisitation, bei der auch Kursachsen sein sollte, eine Türkenhülfe verwilligt zu bekommen. Vom Concil, das nun in Trient gehalten werden sollte, wollten die Protestanten, denen durch Karls Unglück in Africa und den neuen französischen Krieg der Muth fast bis zum Trotz gewachsen war, ganz und gar Nichts hören. Man sah bald, sie wollten den Krieg im Osten und Westen benutzen und ihrerseits nun auch die Schwerdter ziehn. Daß man sie aber zuerst unter und gegen sich selbst zog, musste der katholischen Partei ein unerwartet Schauspiel sein.

Dem am 17. April gestorbenen Herzog Georg von Sachsen war sein Bruder Heinrich, der Reformator seines Landes, schon am 18. August 1541 im Tode gefolgt. Sein Sohn, der 21jährige Herzog Moritz, Philipps von Hessen Schwiegersohn, zwar Protestant, doch nicht schmalkaldischer Partei, gedachte gleich in den ersten Monaten zu zeigen, daß er selbständiger als sein vom Kurfürst geleiteter Vater sei[1]). Eine vom Kurfürsten einseitig der meissnischen Stiftsstadt Wurzen

1) Ich habe angestanden die ernestinische Geschichte durch weitläufige Einschaltungen der albertinischen zu unterbrechen. Ein Versuch dazu ergab, daß sich ein gleichzeitiges Fortführen beider ohne Dunkelheiten und Sprünge kaum geben lasse. Ich bin also der gewöhnlichen Methode der Trennung beider Linien gefolgt, ob sie gleich auch ihre Übelstände hat. Dann aber gehört eine Schilderung von Moritz noch nicht hieher.

aufgelegte Kirkensteuer (das Stift stand unter dem Schutze beider Linien) gab die Veranlassung. Der Bischof von Meissen gehorchte nicht, und der Kurfürst ließ die Stadt mit 400 Mann besetzen. Sogleich eilte Moritz mit einem schnell gesammelten Heere herbei, der Kurfürst eben so, und Beide wollten eben losschlagen, als Landgraf Philipp schnell herbeikam und zu Grimma (10. April 1542) beide Fürsten noch verglich. Floß also gleich kein Blut, so sah Johann Friedrich doch, oder konnte es wenigstens sehen, daß Moritz auf eigne Weise behandelt sein wolle und leicht ein gefährlicher Nachbar werden könne. Den ausgeglichenen Handel benutzte der Kurfürst zu einer Kirchenvisitation des ganzen Stiftes Wurzen. Aber schon rief ihn wieder eine andere Sorge.

Mit den Zugeständnissen die man katholischerseits den Protestanten gemacht hatte, mit dem Verschieben des sehnlichst gewünschten Krieges war Niemand unzufriedener gewesen als Heinrich der jüngere von Braunschweig, der leidenschaftlichste Feind des schmalkaldner Bundes, der ihm sogar bei seinen eigenen Planen im Wege stand, da die Städte Braunschweig und Goslar in jenem Bunde waren und gestützt auf dessen Schutz sich seinen Angriffen auf ihre Rechte und Freiheit widersetzten. Seine Gesinnungen und die Pläne seiner Partei waren schon 1538 aus aufgefangenen Briefen klar geworden, und zur Rede darüber gestellt, beschuldigte er sogar den Kurfürst, daß er ihm nach dem Leben getrachtet habe. Dies führte zuerst zu einem von beiden Seiten mit Verletzung alles Anstandes, den Fürsten einander schuldig sind, geführten Schriftenwechsel, wobei auch der Verdacht nicht ganz von Heinrich zerstreuet werden konnte, daß er sogar Mordbrenner nach Sachsen und Hessen gesendet habe. Auch Luther schrieb damals mit kurfürstlicher Genehmigung seine Schrift wider Hans Worst. Schon die Titel dieser sämmtlich dem Druck übergebenen Schriften und Gegenschriften sind für jene Zeit, die sich kaum noch den Jahrhunderten des Faust- und Kolben-Rechtes entwunden hatte, und ihre Diplomatie bezeichnend genug. Z. B. „Des durchleuchtigsten, hochgebornen Fürsten und Herrn, Herrn Johanns Friedrichen Herzog zu Sachsen ꝛc. wahrhaftige, bestendige, ergründete, Christenliche und aufrichtige Verantwor-

tung, Wider des verstockten, Gottlosen, vermaledeieten, verfluchten Ehrenschenders, bösthetigen Barrabas, auch hurensüchtigen Holofernes von Braunschweig, so sich Herzog Heinrich den jüngern nennt, unvorschempt, Calphurnisch, schand- und lügenbuch. Wittenb. gedruckt 1541 durch Georg Rhaw." — Die Antwort des Herzogs führt den ähnlichen Titel: „Des durchleuchtigen, hochgeborn Fürsten und Herrn, Herrn Heinrichs des jüngeren Herzog zu Braunschweig ꝛc. Erhebliche, ergrünte, wahrhaftige, Göttliche und Christliche, Quadruplicá wider des Gottlosen, verruchten, verstockten, abtrinnigen Kirchenraubers, und vermaledeieten boshaftigen Antiochi, Novatiani, Severiani und Hurenwirts von Sachsen, der sich Hansen Friedrichen Hertzogen zu Sachsen nennt, erdicht, erlogen unverschempt Lesterbuch; gedruckt zu Wolfenbüttel durch Henningk Rödem. 1541, 4." Hier wird mit ungewaschenem, grobem, unerfahrnem und ungelertem Bengel von Sachsen, grobem und ungeschicktem Eselthier von Sachsen, Pawr und Pawrnschelm von Sachsen umhergeworfen. Luther fiel wo möglich noch gröber und in seiner Stellung gewiß am unanständigsten aus[1]), und Heinrich bekam auf diese Weise für jede Grobheit immer zwei andere wieder. Aber von Worten kam's zu Handlungen.

Als die auf dem Reichstage zu Speier beschlossene Türkenhülfe in Sachsen und Hessen aufgebracht werden sollte, erklärten die beiden schmalkaldischen Bundeshäupter, sie wollten ihren Türken erst zu Hause aufsuchen, und überfielen im Julius
1542 1542 des Herzogs Heinrich Land mit 19,000 Mann, eroberten am 12. Aug. Wolfenbüttel und hatten binnen Monatsfrist das ganze Land in ihren Händen, weil Heinrich, zum Widerstand zu schwach, mit seinem Sohne Karl zum Herzog Ludwig von Baiern nach Landshut flüchtete. Die Sieger,

1) Aus Heinrich sächs. Geschichte 2. Aufl. II, 217—233. Pölitz, dieser um die sächs. Gesch. so verdiente Gelehrte, früher in Wittenberg, hat aus der leider für Sachsen verloren gegangenen ponikauschen Bibliothek (jetzt in Halle) die Titel der Originaldruckschriften und Einiges von ihrem Inhalte mitgetheilt. Des charakteristischen, des biblischen und doch so rohen Anstrichs willen gehören sie zur Schilderung der Zeit.

ohne auf Inhibitionen, Restitutionsmandate und dergl. zu 1542
achten, führten nun in diesem Lande sogleich die Reformation und eine Kirchenordnung Bugenhagens in plattdeutscher Sprache ein. Eine Vermittlung Ludwigs von Baiern zeigte bald, wie wenig die Sieger gesonnen waren das Land herauszugeben, nur den Kindern wollte man es gegen eine Million Gulden zurückstellen (800,000 betrugen nach Johann Friedrichs unglaublicher Rechnung die Kriegskosten des Bundes, und den Rest dürfe man für die Casse fodern, für Mühe und Gefahr!). Der König Ferdinand hatte, durch die Türken bedrängt, den Fürsten auf dem Reichstag zu Nürnberg einen Sicherheitsbrief geben müssen, daß wegen ihrer Kriegshandlung vor gebürlicher Verhör, auch rechtlicher und gütlicher Erörterung gegen sie und ihre Einigungsverwandte mit der That Nichts vorgenommen und verhandelt werden sollte. Dennoch traten sie auf einem schweinfurter Convent Novbr. 1542 mit einer völligen Recusation gegen das Kammergericht und jeden einzelnen Beisitzer hervor, um solcher unbequemen Richter sich zu entledigen. Die auf Befehl des Kaisers unterlassene Visitation und Reformation des Gerichts ermächtigte sie dazu. Vielleicht war es auch um völlige Auflösung eines der Bänder zu thun, welche die Partei mit Kaiser und Reich verbanden. Kaum wird man leugnen, daß in diesem Verfahren gegen Braunschweig etwas sehr Gewaltsames lag und daß die Bundesgenossen die Angreifenden waren. Die Achtsexecutionen des Herzogs gegen Minden und Goslar hatte ja der Kaiser selbst verschoben wissen wollen, und Braunschweig und Goslar hätte der Bund bloß durch Besatzungen sicherstellen können. Aber auf der andern Seite konnte man nichts Großes unternehmen mit dem einzigen, aber desto heftigern nordischen Mitgliede der christlichen Einigung im Rücken. Daß aber eine solche Eroberung im Sinne jener Zeit auch eine Reformation des Landes nach sich ziehen müsse, konnte am wenigsten verwundern. Man wollte den Katholiken und dem Papste diese den protestantischen Zusammenhang im deutschen Norden durchbrechende vereinzelte Provinz nicht lassen. Heinrich, der wilde Vorfechter der Katholiken und ihres Bundes, wurde von diesem selbst im Stich gelassen. Ja die Herzoge von Baiern

unterhandelten sogar (und doch vergeblich) durch Eck zu ihrer Sicherheit um einen Bund mit Sachsen und mit Hessen. Karl aber, zu dem Heinrich von Wolfenbüttel Hülfe suchend nach Italien geeilt, erklärte dem von Baiern mitgegebenen und viel von der Gefahr der wahren Religion in Deutschland erzählenden Agenten Kurz: es sei nicht soviel um die Religion und um die Lutherei zu thun, sondern allein darum, daß man auf beiden Seiten die Libertät zu hoch und zu fast suchen und derselben nach rechten wolle[1]).

Man konnte katholischerseits kaum etwas Anders erwarten, als daß der Bund von Schmalkalden jetzt, wo der Kaiser krank in Italien, zugleich in Krieg mit Frankreich, Ferdinand aber höchst unglücklich gegen die Türken war, die Lage der Dinge benutzen und mit den Waffen in der Hand (wer hätte widerstanden?) alle Bedingungen erpressen würde, die zu gesetzlicher und dauernder Anerkennung ihrer Religions- und politischen Partei, zur Feststellung ihrer ganzen Existenz vonnöthen waren. So würde der Ausgang wenigstens, der Zweck und die endliche Beruhigung Deutschlands mit ihren Gewaltschritten wieder versöhnt, der Erfolg sie wo nicht gerechtfertigt, doch entschuldigt haben. Daß man dies erwartete, das Geschehene als ersten Schritt dazu betrachtete, zeigte ja auch jener Antrag Baierns. Aber man verkannte den glücklichen Moment, den 10 Jahre später ein Moritz ganz anders zu ergreifen wusste. Man that Nichts und hatte es nun sich selbst zuzuschreiben, wenn man im katholischen Deutschland sich erholte, stärkte, sie wegen ihrer Kurzsichtigkeit und Unternehmungslosigkeit auch bald verachtete[2]). Noch auf dem
1543 (Jan. 1543) zu Nürnberg gehaltenen Reichstage hätten sie

1) Hier wie in der naumburger Stiftssache kann ich unmöglich in die Art einstimmen, wie man in Sachsen sonst Alles was im Geiste der Partei geschah auch unübertrefflich fand. Diese Freiheit der Ansicht wird auch später sich geltend machen. Zum Glück (wenn es ausser den Quellen einer Rechtfertigung bedarf) theilen andere Schriftsteller von anerkanntem Werthe solche Ansichten auch. Karls merkwürdige Antwort ist aus Stumpfs dipl. Gesch. v. Baiern I, 2. 249. Sonst Planck III, 2. 202 ff.

2) Planck III, 2. S. 214.

weit mehr erreichen können, wenn sie consequenter gewesen 1543
wären und manches Geschehene nicht hätten entschuldigen statt mannhaft vertreten wollen. So aber wollten die katholischen Stände schon nicht mehr nachgeben, und die Protestanten konnten weiter Nichts als protestiren. Nicht einmal zu Gunsten des nah verwandten Herzogs von Cleve that Johann Friedrich einen entscheidenden Schritt, er zog es vor über die wahrscheinlich nahe Erfüllung der Weissagung Daniels vom Untergang des Reichs zu jammern. Es ist unglaublich, wie man sich gehen ließ.

Dieselbe Lauigkeit zeigte sich auch zu Schmalkalden (Jun. 1543). Man beschloß eine rechtfertigende Gesandtschaft an den Kaiser und bald darauf zu Frankfurt gar eine Geldhülfe zum Türkenkriege. Aber freilich waren auch die Bundeshäupter damals auf eigene Weise gelähmt: der Kurfürst durch Besorgnisse vor seinem jungen raschen Vetter Moritz, der vom schmalkaldischen Bund Nichts wissen wollte und das Selbständigregieren oft im Thun des Gegentheiles von dem suchte, was Johann Friedrich that, und sich schon um deswillen dem Kaiser sehr näherte. Sein feuriges Gestirn wollte sich um eine glänzendere Sonne bewegen, als die Johann Friedrichs und seines ganzen Bundes war. Philipp von Hessen aber hatte sich gar zu Regensburg in einen Bund mit dem schlauen Kaiser verstricken lassen[1]), wenigstens zu dem Versprechen, an keinem Kriege gegen den Kaiser Antheil zu nehmen, solange der regensburgische Reichsabschied vom Kaiser gehalten würde. Darum wurde dem Herzoge von Jülich und Cleve keine Hülfe geleistet, als der Kaiser sein Land eroberte, und eben so wenig dem armen Kurfürsten von Cöln, als er sein Erzstift mit Hülfe Melanchthons reformiren wollte. Johann Friedrich musste fast den französischen Abgeordneten de Fresse (Fraxineus), der Frankreichs ganze Hülfe den Protestanten (1543) anbot, vor Philipp verstecken. Endlich zeigte sich im Bunde

1) Plank III, 2. S. 223: „Dies Bündniß war noch in dem Zustand der Verzauberung geschlossen worden, der ihn nach seiner seltsamen zweiten Heirath befallen und auf einige Zeit seiner ganzen Klugheit und seiner ganzen Mannheit beraubt zu haben schien."

selbst zwischen Fürsten und Städten Mistrauen und Eifersucht fast offen. Besonders fühlten sich die Städte gemisbraucht und gedrückt.

1544 So konnte der Kaiser wohl hoffen auf dem 1544 zu Speier gehaltenen Reichstage die Protestanten gar zur Hülfe gegen Frankreich zu bewegen. Johann Friedrichs Benehmen daselbst überstieg wenigstens des Kaisers Erwartungen: denn er begnügte sich mit einer allgemeinen Versicherung des Kaisers, daß der regensburger Abschied in Kraft bleiben und binnen drei Jahren das Reichskammergericht neue Beisitzer ohne Unterschied der Religion erhalten solle; ja er schloß sogar am
1545 11. Mai 1545 mit Ferdinand einen Vergleich und erkannte ohne Vorbehalt ihn als römischen König an. Hierauf bestätigte der Kaiser nun auch den jülich-clevischen Ehevertrag und die sächsische Erbfolge nach dem Abgange des dortigen Mannsstammes. Auch Braunschweigs, dessen Verwaltung ihnen jährlich große Summen kostete, wurden sie bald los, indem sie auf einem Reichstage zu Worms (20. Jul. 1545) durch die sogenannte wormser Capitulation dies Land dem Kaiser zur Administration durch einige Reichsfürsten übergaben, die aber alle Einrichtungen der Fürsten seit der Besetzung bestehen lassen sollten. Der aufgebrachte Herzog Heinrich wollte aber statt dieser Sequestration sein Land zurück, warb (mit französischem Gelde oder insgeheim vom Kaiser angetrieben?) 10,000 Mann und brach (Octbr. 1545) in sein Land ein. Der Kurfürst von Sachsen, der Landgraf von Hessen und kraft der sächsisch-hessischen Erbverbrüderung auch Herzog Moritz überraschten ihn aber mit einem ungleich stärkeren Heer und zwangen ihn nach einem Treffen sich dem Landgrafen am 20. Octbr. zu ergeben, der ihn zu Ziegenhain verwahrte, sich im Lande huldigen ließ und es ohne Rücksicht auf die wormser Capitulation als eine Eroberung betrachtete. Bei diesem Kriege hatte Herzog Moritz gegen seine Art mehr den Vermittler und Beobachter als den eigentlichen Krieger gespielt. Vielleicht wusste er schon um mehr, als seine damaligen Verbündeten damals nur ahnen mochten! Wie schnell legten sie wenigstens die Waffen aus der Hand, in einer Zeit, wo Karl seines Gegners in Frankreich siegreich losgeworden war;

hätten ſie nur wenigſtens die Worte der klügern baieriſchen Räthe beherzigt, die auf die Gefahr hindeuteten!

6. Kurſachſen kurz vor und in dem ſchmalkaldiſchen Kriege (1545—1547).

Jetzt ſchien man wieder mitten im Frieden zu ſein. Der Kurfürſt widmete ſich, keine Gefahr befürchtend, ſeinen innern Regierungsſorgen und den Freuden ſeiner Tafel. Die Reformation vollendete ſich durch Viſitationen und nachhelfende Verordnungen; die Schulen entgingen ſeiner Aufmerkſamkeit nicht, und beſonders für ſeine Univerſität verwandte er die jährlichen Einkünfte der Stifter Gotha, Eiſenach und Altenburg, 5620 Gulden jährlich, zu 150 Stipendien, erfreute ſich der auch im Hennebergiſchen vom dortigen Fürſten eingeführten Reformation, glich Händel aus, ſagte, ſchloß mit Nachbarn mehrere Verträge, ließ Kirchen weihen, Fiſchhäuſer bauen, als wie im tiefſten Frieden. Aber es war die ſchwüle Ruhe, wie ſie furchtbaren Gewittern vorauszugehen pflegt. Einem Aufmerkſameren würden ferne Donnerſchläge nicht entgangen ſein.

Nachdem zu Creſpy am 18. Septbr. 1544 mit Frankreich der Friede abgeſchloſſen worden, ſuchte Karl in Güte oder Strenge die ewigen, ihn an Allem hindernden deutſchen Religionsſtreitigkeiten vor Allem beizulegen. Das 1542 wieder auseinandergegangene oder noch gar nicht förmlich eröffnete Concil zu Trient muſſte für beide Wege die Brücke bilden. Beſchickten es die Proteſtanten, ſo war der Erfolg abzuwarten, wo nicht, gegen ſie als Ungehorſame zu verfahren. Darum drang er vor Allem in den Papſt, es in den Gang zu bringen, und auf dem wormſer Reichstag 1545 in die Prote- 1545
ſtanten, es zu beſchicken, und da ſie dies verweigerten, wenigſtens ihre Recuſation ſelbſt dahin zu bringen. Aber das Mistrauen der Proteſtanten war unbeſiegbar. Ein Concilium das der Papſt berufen, könne in ihrer Sache nicht unparteiiſch ſein. Eben ſo wenig war der Kurfürſt dahin zu bringen, Amsdorf durch Julius Pflug im Bisthum Naumburg-Zeiz zu erſetzen, und der kurſächſiſche Geſandte Burckhard hatte alle Mühe, den Kaiſer von einer förmlichen Belehnung Pflugs

mit den Regalien des Bisthums abzuhalten. Wäre der Kaiser gerüstet gewesen, er hätte sicher losgeschlagen. So aber wurde noch immer das alte Spiel mit einem Religionsgespräche vorgenommen, wenn es auch ein sonderbarer Voract der protestantischen Partei war, daß man fast unter den Augen des Kaisers Luthers Schriften von Concilien und „vom Papstthum zu Rom vom Teufel gestiftet" unter die katholischen Stände austheilen ließ.

Daß man Krieg haben werde, musste Johann Friedrich doch wohl ahnen; aber sein Glaube und sein Vertrauen zu Gottes Hülfe war größer als seine Klugheit. Man ließ von allen Kanzeln das Volk zur Buße und Besserung ermahnen, um das Unglück abzuwenden; aber die sichtbare Hülfe, welche noch zu Worms die Könige von England und Frankreich den Protestanten boten, verschmähte er, weil bei dem falschen Franzosen keine Sicherheit und mit dem tyrannischen Heinrich kein Segen sein könne; von einem Bündniß mit den Schweizern wollte er gar Nichts hören, und Luther noch weniger, den im Alter seine Grillen von Sacramentirerei, mit der er umgeben sei, gar nicht mehr verlassen wollten. Hätte er doch fast den Kurfürst, ohne es wirklich zu wollen, dahin gebracht, an die Entfernung Melanchthons, den man des Zwinglianismus am verdächtigsten hielt, zu denken. Endlich ging der Kurfürst, unmuthig über den schmalkaldischen Bund, der immer lauer und unhaltbarer wurde, gar so weit, dem Landgrafen zu erklären, daß er mit Sehnsucht den Ablauf der Bundeszeit erwarte und von einer Erneuerung Nichts mehr wissen wolle. So verwarf er auch vor dem wormser Reichstage und dem braunschweiger Zuge noch die letzte Maßregel, auf welche der Landgraf Philipp unter solchen Umständen Alles setzte, nämlich einen engern Bund mit Herzog Moritz einzugehen. Moritz zeigte wirklich guten Willen dazu, vielleicht weil ihm damit ein größerer Wirkungskreis sich zu öffnen schien, wenn man den schmalkaldischen Bund ganz bei Seite setze, oder weil ihn das Kühne und Große des Entschlusses ansprach, sich mit Männern zu verbinden, die am Rande des Unterganges standen [1]). Retter des Protestantismus zu werden, konnte

1) Schöne Muthmaßung, aber auch nur diese, von Planck III, 2.

ihn wenigſtens mehr anſprechen, als gleichen Dienſt dem ſchmalkaldiſchen Bunde zu leiſten. Das Schlimmere mögen wir nicht glauben, daß er der andern Partei nur in die Karten damit ſehen wollte. Aber zum Erſtaunen Philipps wies der Kurfürſt auch dieſen Antrag durch eine Menge Schwierigkeiten, die er machte, ab, ohne zu bedenken, daß er den Herzog, mit welchem von ſeiner Seite ohnehin manche Irrungen obwalteten, ſich nur noch mehr verfeinde. Freilich fürchtete er vor Schwiegerſohn und Schwiegerſohn nicht mehr zum Wort zu kommen. So war keine Hülfe mehr; oder ſollte etwa das Religionsgeſpräch ſie geben? Allein auch dies hätte, wenn's auf ihn allein angekommen wäre, Johann Friedrich lieber gar nicht vor ſich gehen laſſen, da er theils die Nachgiebigkeit mancher Theologen, theils eine Liſt des Kaiſers fürchtete, die Partei durch Gewinnung Einiger zu theilen.

Das Geſpräch wurde am 27. Januar 1546 zu Regens- 1546
burg eröffnet, und weniger als Nichts ausgemacht, weil man jetzt kaum das früher ſchon Vertragene katholiſcherſeits mehr gelten laſſen wollte, und der Kaiſer endlich Mittel fand, es, ohne den böſen Schein davon zu haben, gänzlich ſtillſtehen zu laſſen. Auch der Kurfürſt hatte ſeine Theologen abgerufen, was ihm nachher der Kaiſer zum ſchweren Vorwurf machte. Auf Vorwürfe war auch die proteſtantiſche Partei, die damals in Frankfurt verſammelt war, gefaſſt; man hörte auch ſchon von den Rüſtungen des Kaiſers und ſeinem Bündniß mit dem Papſte. Dies brachte endlich den Kurfürſt von dem Gedanken ab, den ſchmalkaldiſchen Bund ganz aufzugeben; und zu Frankfurt berieth man ſich über eine neue Bundesformel, man beſchloß dem Kurfürſten von Cöln beizuſtehen und brachte es nur zu einer Fürbitte bei dem Kaiſer; endlich, um wichtige Sachen nicht zu übereilen, ſetzte man die Bundeserneuerung auf einen Tag nach Worms, hier aber nach Hannover aus. Noch immer war kein Ernſt, am wenigſten

284. Moritzens Brief giebt Seckendorf III, 570, 571. Ein Ratzeberger und der unbekannte gleichzeitige Verf. einer Schrift vom ſchmalkaldiſchen Kriege in Georg Th. Strobels Beiträge zur Literatur, beſonders des 16. Jahrh. Nürnberg 1784. I, 183. würden ſolche Gründe freilich ihm nicht untergeſchoben haben.

beim Kurfürst, der ganz offenherzig äusserte: man solle die Sache gehen lassen, wie sie gehn wolle, und sich vor dem nächsten Reichstag nicht fürchten, auch keine Gegenrüstung machen. Man sei ja von dem augsburger Reichstag auch lebendig weggekommen, ohne sich viel vorgesehn zu haben. Er sah also den Sturm und wollte Nichts thun ihm zu begegnen oder ihn abzuwenden [1]).

Glücklicher war der alte Dr. Martin Luther. Er fand
1546 den Hafen vor dem Sturme. Am 18. Febr. 1546 starb er lebenssatt und von den Mühen eines langen, schweren Lebens abgemattet zu Eisleben, von wo seines Namens Herrlichkeit ausgegangen war. Das Schrecklichste für ihn, den Krieg um seiner Lehre willen, wollte eine gütige Vorsehung ihm ersparen. Er hätte sein Herz gebrochen. Darum sollte er noch in Frieden zur Ruhe gehen; aber in einer Zeit und Lage, wo der Tod ihm endlich wünschenswerth erscheinen müsste. Schon 1545 hatte er sich in Unmuth von Wittenberg nach Zeiz zu seinem Bischof Amsdorf begeben, war aber durch seinen Fürsten zur Rückkehr bewogen worden. (Sagte doch der sanfte Melanchthon: wenn Luther nicht wiederkäme, werde er sich auch verkriechen.) In Italien hatte man schon ein Jahr früher ihn todt gesagt und (zu Luthers großer Befriedigung) ihn vom Teufel holen lassen. Wie groß aber bei allen seinen Schwächen und Fehlern, die im Alter immer schlimmer wurden, sodaß nur schwer noch mit ihm auszukommen war, das von ihm unternommene Werk gewesen, sieht man auch aus der Leidenschaftlichkeit des Urtheils seiner Gegner über ihn, die selbst jetzt nach drei Jahrhunderten von neuem aufzuleben scheint, die sein Werk einen neuen Sündenfall benennen oder Luthern noch am meisten zu entschuldigen meinen, wenn sie all sein Thun und Wirken seinem Wahnsinne zuschreiben. Man hat sich selbst an seine Schwächen, seine leidenschaftliche Hitze, seine Derbheit, Streitsucht, Hartnäckigkeit angehangen, aber nicht bedacht, daß eben manche dieser Eigenschaften ge-

1) Seckendorf III, 570. Fast kommt's auf Joh. v. Müllers Worte: „weil Johann Friedrich mit Vielen seiner Partei andächtig Wunder erwartete, anstatt als Held Wunder zu wirken. s. WW. Tübingen 1810. III, 17.

habe zu ſolchem Werke, in ſolcher Zeit mitwirken helfen, und daß man von dem Menſchen nichts Übermenſchliches verlangen ſoll[1]).

Am 13. Decbr. 1545 hatte das Concil ſeinen Wiederanfang genommen. In der Mitte April 1546 langte der Kaiſer zu Regensburg an; am 5. Junius wurde der Reichstag eröffnet. Johann Friedrich und Philipp erſchienen gegen des Kaiſers ausdrücklichen Wunſch nicht in Perſon. Dagegen Herzog Moritz und die Markgrafen Johann und Albrecht von Brandenburg (fränkiſcher Linie). Schon trennten ſich die katholiſchen Kurfürſten auch in der Berathſchlagung ganz von den proteſtantiſchen. Die Meinung der Katholiken fiel dahin: daß man die Religionsſtreitigkeit ganz dem Concilium überlaſſen müſſe, und daß der Kaiſer die Proteſtanten nöthigen ſolle ſich deſſen Ausſprüchen zu unterwerfen. Die Proteſtanten wollten einen dauerhaften Frieden, ein Nationalconcil oder neue unter billigern Bedingungen zu veranſtaltende Vergleichshandlungen. Darauf ließ ſich der Kaiſer gar nicht ein, ſondern ſchickte nun ganz offen ſeine Werber auf die Werbeplätze, Maximilian von Büren, um aus den Niederlanden Truppen zu holen, den Biſchof Madruzzi an den Papſt, ſein verſprochenes Contingent zu ſchicken. Das war freilich zu handgreiflich. Am 16. Jun. erhielten die Proteſtanten auf ihre Anfrage beim Kaiſer, was die Rüſtungen bedeuteten, die Antwort: daß er zwar immer die Erhaltung des Friedens geſucht habe und noch ſuche, daß er aber auch gegen die Ungehorſamen[2]) ſein ganzes kaiſerliches Anſehn zu gebrauchen und nach dem Rechte zu verfahren entſchloſſen ſei. Daſſelbe, wo möglich noch ſtärker, ſagte der Kaiſer in beſondern Ausſchreiben an einige proteſtantiſche Städte. So rettete er den Schein, als gelte es nur der politiſchen Partei des ſchmalkaldner Bundes, nicht

1) Planck III, 2. 305. und IV, 70. bemerkt, daß Luther in der letzten Zeit mehr gefürchtet als geliebt wurde und im Anſehn ſehr hinter Melanchthon zurückſtand. Die Menge Sagen über ſeinen Tod vom Selbſtmord bis zum Teufelholen ſ. Bayle Art. Luther. Ein Beitrag in Saſtrowen Herkommen, Geburt und Lebenslauf, herausgegeben v. Mohnike, Greifswalde 1823. I, 324.

2) „qui secus facient“ Sleidan XVII. ed. Böhme II, 463.

1546 aber der Religion, und so traten selbst Protestanten, wie die brandenburgischen Markgrafen und auch Moritz von Sachsen auf seine Seite. Doch Letzterer ganz insgeheim. Die protestantischen Fürsten riefen alsbald ihre Gesandten vom Reichstag ab, und die oberländischen Bundesstände hatten schon nach vier Wochen ein Heer beisammen.

Jetzt musste Johann Friedrich freilich das Rettungswunder von seiner eigenen Faust erwarten, und jetzt als ihm der Muth zurückkehrte, fand sich auch andere Hülfe noch, und zwar ganz unerwartet und unbeabsichtigt vom Papste selbst. Denn dieser machte, um den Kaiser an sein Wort zu binden, selbst seinen Bund mit Karl bekannt, und daß er bloß zur Vertheidigung der Religion gegen die gottlosen und halsstarrigen Ketzer im Reiche geschlossen sei; ja nicht genug, den Kaiser völlig bloßzustellen, erließ er 15. Jul. 1546 eine Kreuzbulle, in welcher er Jedem den reichsten Ablaß versprach, der die Ketzer mit unterdrücken helfen werde. Dies regte nun den Religionseifer der Protestanten aus seinem Schlummer auf, und weit mehr Krieger als die Werbungen der Fürsten führte dieser Schritt des Papstes den Fahnen der Verbündeten zu. Auf Herzog Moritz aber machte diese Entdeckung keinen Eindruck; er glaubte den Kaiser besser zu kennen.

Am 4. Julius 1546 zeigten die Bundeshäupter, von Ichtershausen, wo sie über den Feldzug sich beriethen, dem Herzog Wilhelm von Baiern ihren Entschluß an. Ihre Thätigkeit setzte den Kaiser selbst in Staunen; aber sein Staunen verschwand, als nun der Feldzug selbst begann und von den norddeutschen Verbündeten aus Uneinigkeit und Unklarheit des Planes ein Fehler nach dem andern gemacht, ja sogar völlig wieder verdorben wurde, was die Oberdeutschen unter Schärtlin, Heydek, Herzog Ulrich schon gewonnen hatten. Eine schriftliche Rechtfertigung ihres Schrittes an den Kaiser vom 4. Jul. blieb unbeantwortet, und so erschien am 15. Julius ihr Manifest über die wahren Ursachen des Kriegs. Am 20. Jul. aber sprach zu Regensburg der Kaiser über beide Bundeshäupter die Reichsacht aus, „als Ungehorsame, Untreue, Pflicht- und Eid-Brüchige, Rebellen, Aufrührerische, Verächter und Verletzer der kaiserlichen Hoheit und Majestät und

als Verbrecher des gemeinen Landfriedens." Die Unterthanen 1546
wurden vom Eid der Treue losgesprochen, die Anhänger und Unterstützer der Geächteten mit gleicher Strafe bedroht [1]).

Die herrlichste Gelegenheit, den Kaiser mit seinen 8700 Mann in Regensburg einzuschliessen, ließ man vorübergehn. Unterhändler des Kurfürst von Brandenburg und des Herzog Moritz, die eine Vermittelung anboten, wurden so gut wie abgewiesen; Gesandte gingen nach England und Frankreich, um Geld, an welchem es am meisten gebrach, zu verlangen. Unterdessen hatte sich Karl nach Landshut gezogen, und noch immer hätte man ihn mit 50,000 Mann angreifen können; Schärtlin rieth dazu, der Kurfürst selbst war dafür, der Landgraf aber schützte die Brüche und Moräste vor, die man passiren müsse. Eine Verwahrungsschrift (vom 11. Aug.), worin sich alle verbundene Stände vom Kaiser völlig lossagten, nahm der Kaiser gar nicht an, dafür schickte man (2. Sept.) ihm, „Karln, der sich den fünften römischen Kaiser nennt," einen kürzern Fehdebrief.

Nun schien es wenigstens bei Ingolstadt, wohin man den Kaiser hatte ziehen lassen, zu einer Entscheidung kommen zu müssen, und zu einer Kanonade des kaiserlichen Lagers kam es auch wirklich, aber einer förmlichen Schlacht wollten nach einer Meinung der Landgraf, nach einer andern die übrigen Verbündeten ihre Beistimmung nicht geben. Vom 31. Aug. bis 4. Sept. stand man in Schlachtordnung einander gegenüber und ließ den Kaiser sich mit seinen aus Italien erwarteten 20,000 Mann Truppen verstärken. Um nun nicht auch den Grafen von Büren und seine 15,000 Mann so ruhig zum Kaiser stoßen zu lassen, brach man am 4. Sept. diesem entgegen auf. Aber Büren täuschte den Feind und kam Mitte Sept. wohlbehalten im Lager an. Nun aber war Karl dem Feind gewachsen und ergriff die Offensive, eroberte Neuburg, Donauwöhrd, Hochstädt, Dillingen und bedrohte sogar Augsburg und Ulm. Die Schmalkaldner wichen unter beständigen

1) Daß die Verbündeten alle Verhandlungen Baierns mit ihnen dem Kaiser mitgetheilt, um ihn gegen Wilhelm zu reizen und diesen auf ihre Seite zu bringen (Stumpf pol. Gesch. v. Baiern I, 2. 278.), ist nicht wahrscheinlich.

1546 Verlusten überall zurück. Schon der Geldmangel, der immer drückender wurde, hätte eine Hauptschlacht empfehlen sollen. Es war vor allzuvielem Rathe oft eine völlige Rathlosigkeit. Die Bundeshäupter haben sich im Winter darauf selbst einander bittere Vorwürfe gemacht. „Hätten wir," schrieb Landgraf Philipp an den Sachsen, „vor Ingolstadt geschlagen, wie wir unsern Theil so guten Vortheil gehabt, wär' uns das Alles nicht vonnöthen!" Der Kurfürst aber konnte nur entgegnen: „der Landgraf wisse wohl wie es damit allenthalben zugegangen und daß dieses Dinge wären, welche vorüber und nicht zu wiederbringen seien." Endlich vereinigten sie sich dahin, daß es eine göttliche Fügung gewesen sei[1])! Selbst noch bei Giengen am 14. Octbr. hätte der Kurfürst, wenn er schnell zugegriffen und nicht erst durch Anfragen bei Philipp die Zeit verloren hätte, vielleicht den Kaiser, höchst wahrscheinlich aber, denn Schlachtenausgang ist immer schwer vorauszusagen, die wichtigsten Generale des Kaisers fangen können, da nur eine schmale Brücke über die Brenz sie einzeln ziehen ließ. Ein Theil des Unglückes rührte unstreitig von dem doppelten Kriegsbefehle und dem vielköpfigen Kriegsrathe her. Längst hatte der unzufriedene Philipp gewünscht, man möge ihm oder jedem andern erfahrnen Manne den Oberbefehl des Kriegs, dem Kurfürst die Kasse und Kanzlei übergeben, damit Einheit in den Operationen sei. So aber machte Keiner dem Andern es zu Dank, und Worte thaten's freilich nicht[2]).

1) Wenn man Schärtlins Werk, den vorsichtigen, Niemand kränkenden Sleidan, das Diarium Günderrodianum, selbst Ratzeberger und seine Partei u. A. mehr, unparteiisch liest, den ganzen Gang der Dinge übersieht, das frühere und spätere Benehmen des Kurfürsten bedenkt, selbst seine größere Leibesbürde mit in einigen Anschlag bringt, so kann man kaum umhin die Hauptschuld — Andere trugen freilich auch das Ihrige bei — dem Kurfürst beizumessen. Freilich war auch der Landgraf eifersüchtig auf den an Feldherrntalenten ihm überlegenen Schärtlin.

2) Melanchthon sagt b. Strobel Beiträge (s. oben S. 451. Anm.) I, 205: Quod ille vir fortissimus Philoctetes de ducibus ad Trojam inquit, esse κακοὺς πρὸς αἰχμὴν, ἐν τοῖς λόγοις θρασεῖς, tales esse nostros, jam re compertum est.

Der Krieg war in Oberdeutſchland faſt ſchon für die 1546
Verbündeten verloren, als noch eine vom Kaiſer klug berechnete und gelegte Mine ſprang, die bei dem einen Hauptgegner wenigſtens ihre Wirkung nicht verfehlen konnte. Es kam die Schreckensbotſchaft in das Bundeslager: Kurſachſen ſei von Ferdinand von Böhmen und vom Herzog Moritz ſelbſt angeblich als kaiſerliche Achtsexecutoren mit Kriegsvölkern überzogen worden. Die ſchreckliche Gewißheit kam bald nach, wenngleich ein Brief von Moritz an den Kurfürſt nur von einer Beſchlagnahme des Landes ſprach, um es dem Kaiſer, dem Papſt und allen Katholiſchen zum Trotz nach dem Kriege unverſehrt zurückzugeben. Gleiches mußten auch die Landſtände dem Herrn melden. Die Sache klang, wer's glauben wollte, ſcheinbar genug. Der Kurfürſt hatte ſelbſt vor ſeinem Abzug ſeinem Vetter den Schutz des Landes im Falle eines böhmiſchen oder andern Angriffes anempfohlen (warum nicht dem eignen Sohn, der doch zurückgeblieben?), und Moritz dieſen zugeſagt. Am 1. Aug. aber erging an ihn der kaiſerliche Auftrag, bei gleicher Strafe die Reichsacht an ſeinem Vetter zu vollziehn. Man muß zweifeln, daß der Kaiſer einem Proteſtanten und Vetter des Geächteten gerade dieſes zugemuthet haben würde, wenn er dieſes ſeines Mannes nicht vorher gewiß geweſen wäre; und zu welchem Zwecke wäre endlich vom Kaiſer am 19. Jun. 1546 der Vertrag von Regensburg mit Moritz geſchloſſen worden? Zu bloßer Neutralität bedurfte es bei Moritz bekannter Stimmung gegen den Bund kaum eines Vertrags. Von unmittelbarer Hülfe gegen den Bund war wohl kein Wort darin. Aber die verſprochene Anhänglichkeit an das Haus Habsburg und deſſen Erkenntlichkeit dafür konnte kaum einen andern Sinn haben, als welchen die brandenburgiſch-fränkiſchen Fürſten in ihren gleichzeitigen Verträgen mit dem Kaiſer durch thätige Hülfe bewährten. Daß der Begriff der Erkenntlichkeit mit den wirklich geleiſteten Dienſten ſich noch deutlicher entwickeln laſſe, zeigten wenigſtens Adreſſen von zwei kaiſerlichen Schreiben zu Anfang des folgenden Jahres, wo Moritz „des heiligen römiſchen Reichs Erzmarſchall und Kurfürſt" genannt wurde. Das wäre wenigſtens ein recht ſonderbarer Schreibfehler gewe-

1546 (im [1]). Am Ende Octobers, wo allerdings an der Donau schon entschieden war, rückte König Ferdinand mit seinen Ungern, Böhmen und Schlesiern in's Vogtland ein, und Moritz schützte die Besorgniß vor, daß auch sein eignes Land, wenn er sich nicht anschlösse, großen Schaden nahmen könnte. Er schickte dem Kurfürsten einen Absagebrief, erklärte übrigens, er wolle nur dessen Land nicht in fremde Hände kommen lassen, werde aber mit ihm und seinen Söhnen in Verhandlung treten, sobald er sich mit Karl und Ferdinand vertragen habe. Noch vor dem Ende des Jahres war bis auf Eisenach, Gotha, und Wittenberg, um welches letztere herum Moritz hatte von seinen Husaren schrecklich sengen und brennen lassen, ganz Kursachsen in Besitz genommen.

So war der Schlag geschehen, auf welchen als entscheidend Karl gerechnet hatte, und von einem Mann geschehen, in welchem er sich nicht verrechnet hatte. Karln hatte Jeder seinen Preis, und er wusste ihn zu entdecken. Nicht einmal Moritzens eigene Landstände waren mit ihres Fürsten Schritt zufrieden, und befreundeter dachten fast Ferdinands Böhmen, die nicht gegen Sachsen fechten wollten, sonden schaarenweis davonliefen. Moritz hatte am 14. Octbr. 1546 zu Prag mit Ferdinand einen Vertrag geschlossen, und wie scheinbar er auch seine Schritte von da an mit dem Schutz des eigenen und des kurfürstlichen Landes gegen Occupation durch Ferdinand, mit der kaiserlichen Achtserklärung (dachte er nicht daran, wie reichsgesetzwidrig sie war?) und der ihm selbst drohenden Strafe, wenn er sie nicht vollzöge, zu retten suchte, so liegt doch in ihnen eine Zweideutigkeit und Doppelseitigkeit, die dem fühlenden und denkenden Menschen um so weher thut, als der Erfolg erwies, daß sie eben nur zum eignen Besten des Für-

1) Diese Schreiben bei Hortleder neue Ausgabe 1645. II, 548. und 565. Die Urkunde des Bundes zwischen Moritz und K. Karl, aus Pontanus Heuterus rer. Austr. lib. XII. Louvan. 1652. fol. cap. 6., in Joh. Mich. Weichselfelders Thaten ꝛc. Joh. Friedrich des Großmüthigen. Frkf. 1754. 8. S. 222. Warum wurde dies Bündniß, über welches Planck III, 2. 339. einen trefflichen Commentar giebt, gerade so geheim gehalten, da es doch eine ostensible (nur keine schmalkaldische) Sprache spricht, wenn es nicht auf spätere Zeit berechnet war?

ſten auf Koſten ſeines unglücklichen Vetters gethan waren. 1546
Man wird zu der Vermuthung hingeführt, daß er, wie ſpäter bei Magdeburg, ſich ſelbſt die Achtsvollſtreckung auftragen ließ und nur abwartete, bis der Einbruch ſeines Mitvollſtreckers ihm einen glänzenden Vorwand mehr gewährte. Dann (denn hier iſt ſchwer bei einem Charakter wie der des Herzogs man einen Mittelweg zu finden) muſſten ihm auch ſeine eigenen Stände (zu Freiberg 8. Octbr.) den Rath ertheilen, dem Böhmen zuvorzukommen und das Kurfürſtenthum ſelbſt zu beſetzen, und wenn er dennoch erſt nach einigen Wochen begann, konnte bei einem unerwarteten Erfolg der Verbündeten an der Donau was bisher geſchehen leicht noch als unverfänglich und ungeſchehn betrachtet werden [1]).

Dagegen war man noch vor jener Hiobspoſt von des Herzogs wirklichem Einfalle im Lager der Verbündeten ſchon in bitterſter Verlegenheit, die freilich dann um ſo viel größer werden muſſte. Hatte man den Kurfürſt kaum auf die vorläufige Nachricht (Ende Octbr.) von ſchleuniger Rückkehr abhalten können, ſo war nun nach Beſtätigung derſelben für ihn kein Bleiben mehr. Jetzt ſtimmte er für Alles, was ihn nur ſchneller heimwärts führte, ſogar in einen ſchmachvollen Antrag zum Frieden (13. Nov.), den Karl ſeinem ganzen Heer vorleſen und mit der Erklärung beantworten ließ, daß ſich die Verbündeten mit ihren Perſonen und Ländern ihm auf Gnade und Ungnade ergeben ſollten. Schon am 16. Novbr. beſchloß man ein Heer von 9000 Mann in Oberdeutſchland zurückzulaſſen (das hieß doch wohl, es demjenigen Preis zu geben, vor dem man zuletzt mit 50,000 geflohen war!), und mit

1) Ich muß mich ſelbſt beklagen, daß ich des hochgefeierten Herzogs damaligem Thun und Treiben jetzt keine glänzende Seite abgewinnen kann, und mich ſelbſt anklagen, daß ich in einem vor 10 Jahren geſchriebenen biographiſchen Aufſatz über dieſen Fürſten in Fr. Rochlitz jährl. Mittheilungen Leipz. 1821. 1—95 zu viel Scharfſinn aufbot, Moritz zu retten. Aber man dringt in 10 Jahren etwas tiefer in die Quellen wie in den viel erklärenden Zuſammenhang der Dinge und in die Kenntniß der menſchlichen Seele ein, man forſcht und ſchreibt mit kälterm Blute und unbeſtochner durch Lieblingsanſichten oder durch die ſpätern glänzendern Handlungen des Helden ſeines Buches.

den übrigen sollte der Kurfürst sein Land zurückerobern. Auch der Landgraf ging nach Hause. So war in Oberdeutschland so gut wie Nichts geschehen, wenn man nicht lieber Alles verdorben sagen will. Der Berathung war Johann Friedrich in seiner Stimmung nicht mehr fähig, daß er sein Land gerade an der Donau wieder erobern müsse, indem ein Sieg über den Kaiser und ein vortheilhafter Friede den Feind aus seinem Sachsen auch hinausgeführet hätte. Aber Zorn und Rache ließen keine solche Überlegung zu.

Die katholischen Gebiete, durch die er zog, brandschatzend, langte er in Sachsen an und machte an der Grenze (22. December) den meißnischen Ständen schriftlich die bittersten Vorwürfe, ihrem Herrn zu solcher Treulosigkeit gerathen zu haben; so er verheerte vorzugsweise die Güter von jenen Räthen des Herzogs, die er als seine heftigeren Feinde kannte. Da Moritz seine Truppen schon in die Winterquartiere gelegt, war es ein Leichtes, das eigne Land wieder zu erobern und nun seinem Feinde Gleiches mit Gleichem zu vergelten. Am 6. bis 27. Jan. 1547 stand er zu diesem Zweck vor Leipzig ohne es jedoch erobern zu können. (Die Universität war nach Meissen verlegt, die wittenberger Studenten aber waren vor Moritz Überfalle fast ganz davongegangen und mussten erst wieder gesammelt werden.) Dann ging der Kurfürst nach Altenburg, sich und seinen Truppen Ruhe zu gönnen; doch diesmal nicht zu lange, weil er wohl einen Besuch des Kaisers selbst vermuthen konnte.

1547

Dagegen hatte der Kaiser den Krieg in Oberdeutschland schnell geendet, die einzelnen Stände, die nun auf ein Mal viele Tonnen Goldes Strafe zahlen konnten und 500 Kanonen auszuliefern hatten, unterworfen und die Reformation zu unterdrücken angefangen, während die 6te Session des tridentinischen Concils von dem Artikel der Rechtfertigung verhandelte und der arme Kurfürst Hermann von Cöln seinen Erzstuhl verlassen und sich nach Wied zurückziehen musste; während in Westphalen ein fliegendes kaiserliches Corps die Grafen von Teklenburg, Lippe, Schaumburg, Hoya und die Stadt Osnabrück als schmalkaldische Bundesgenossen unterwarf, und Moritz sich in Dresden in der bittersten Verlegen-

heit befand, da er ſo ſchnelle Rückkehr des erbitterten Vetters 1547
nicht erwartet hatte. Vor Allem ſuchte er Zeit zu gewinnen und lieh zu jeder Unterhandlung, die der Kurfürſt von Brandenburg oder Landgraf Philipp anſpannen, gern ſein Ohr. Dagegen gelang es ſchon am 2. März dem Kurfürſten einen Freund und Waffenbruder des Herzogs Moritz, den Markgraf Albrecht von Brandenburg-Culmbach, der 6000 Mann ſeinem Freunde zu Hülfe führte, bei Rochlitz, wo Philipps von Heſſen verwittwete Schweſter Eliſabeth ihren muntern und galanten Hof hielt, zu überrumpeln und mit dem größten Theil der Truppen zu Gefangenen zu machen. Moritz floh an die böhmiſche Grenze, und Johann Friedrich beſetzte nun das Erzgebirge. Selbſt die Böhmen, mit Ferdinand höchſt misvergnügt, ſuchten damals eine Verbindung mit dem Kurfürſten und baten um einen Theil ſeiner Truppen, die unter Thumshirn dahin abgingen. Moritz ſelbſt beſaß Nichts weiter als Dresden, Leipzig und Pirna, Plätze, die er drei Jahre früher hatte befeſtigen laſſen. Aber es gelang ihm ſeinen Vetter zu neuen Verhandlungen und einem Waffenſtillſtand zu Mitweyda zu bringen.

Moritz hatte Recht: Zeit gewonnen, Alles gewonnen. Denn ſchon nahte ſein Erlöſer aus ſolcher Noth, der Sieger Karl V. Nachdem dieſer noch am 30. März zu Ulm zwiſchen den oberländiſchen und rheiniſchen Ständen einen neuen Bund [1]), aber vergeblich, zu Stande zu bringen geſucht, nachdem der Tod ihn von zwei alten ehemaligen Feinden, von Heinrich VIII. († 28. Jan.) und Franz I. († 31. März) befreiet hatte, brach er 1. April 1547 mit einem kleinen, aber ausgeſuchten Heere durch die Oberpfalz und Franken nach Böhmen vor (5. April in Eger), verſtärkte ſich dort mit den Truppen des ihn ſehnlichſt erwartenden Ferdinand und Moritz und trat am 12. April den Zug nach Sachſen an. Sein Zug ging ſchnell, ohne ſich weiter mit Eroberung des Einzelnen aufzuhalten, da mit dem Ganzen auch das Einzelne falle, über Adorf, Plauen, Reichenbach, Werda, Gnantſtein, Colditz, Leißnig, während Johann Friedrich noch am 13. April bei Meiſſen über die

1) Stumpf polit. Geſch. v. Baiern I, 2. 280.

1547 Elbe ging und Alt-Dresden (die jetzige Neustadt) ausplünderte, Neu-Dresden aber nicht einnehmen konnte. Der Kurfürst wurde, wie aus einer Menge Anzeigen zu schliessen ist, absichtlich in sonst unbegreiflicher Verblendung über seine Lage erhalten [1]), schwächte sich durch Besatzungen und Truppenabsendungen nach Böhmen und Niedersachsen (wo eben Bremen in Gefahr war) bis auf 10,000 Mann. Endlich hörte er, daß der Feind (vom Kaiser schien er noch immer Nichts zu ahnen) in der Nähe der Elbe und zahlreich sei, und beschloß nun auf dem rechten Elbufer schnell nach seiner Festung Wittenberg zu ziehn. Er brannte 21. April zu diesem Zweck die Elbbrücke bei Meissen ab und zog gegen Mühlberg ab, welches dem Herzog Moritz gehörte. Dort kamen am 24. April sich beide Heere gegenüber zu stehen.

Dieser Tag war der Sonntag Misericordias Domini. Der Kurfürst, ohne die Nähe des Kaisers zu ahnen, war in die Kirche gegangen. Hier erhielt er Meldung, der Feind sei am andern Ufer, scheine den Übergang zu versuchen. Herzog Moritz soll ihn haben auffodern lassen sich auf Gnade und Ungnade zu ergeben. Ein Unterthan des Herzogs aus Mühlberg zeigte der feindlichen Reiterei eine Furth; den Degen im Munde schwammen Spanier herüber, um Fahrzeuge zu Brücken auf ihre Seite hinüberzubringen. Der Widerstand der Kurfürstlichen war schwach. Nach geendetem Gottesdienste brach Johann Friedrich, statt auf der Stelle noch alle Vortheile zu benutzen, die ein am Ufer aufgestelltes Heer über das den Fluß überschreitende hat, selbst wenn auch die Artillerie schon voraus nach Torgau zu gesendet war, eilig nach Torgau und Wittenberg hin auf, war aber kaum einige Stunden weit gekommen, als in der lochauer Haide die Feinde ihn zum Stehen brachten. Jetzt musste geschlagen sein. „St. Georg, Burgund und Hispania" scholl's von der einen, „Gottes Wort bleibt ewig" von der andern Seite. Moritz war der Tapfersten einer, in größter Lebensgefahr. Des Kurfürsten Reiter flohen zuerst und rissen das Fußvolk mit sich fort; der

1) K. Ren. Hausen pragm. Gesch. der Protestanten in Deutschland. Halle 1767. 8. I. Urkk. S. 134.

geordnete Widerstand hörte bald auf; nur hier und dort kämpf- 1547
ten noch einzelne Haufen, in einem derselben der unglückliche Johann Friedrich, von Vielen, die Ehre und Pflicht an ihn gebunden hätte, verlassen, von wenigen Getreuen umgeben. Er focht ritterlich, wie seine großen Vorfahren und wie einst der letzte Sachse fechten müsste, wenn es des Volkes höchste Güter gelten sollte, in einem Haufen Italiener, Spanier und Ungern, stach mehrere nieder, blutete aus tiefer Wunde im Gesichte und ergab sich erst nach verzweifeltem Kampfe dem meissner Edelmanne Thilo von Trotta. Der führte ihn zu Alba, dieser vor den Kaiser, dieser, nach harter Gegenrede auf seine Bitte um ein fürstliches Gefängniß, übergab ihn dem Spanier Alfons von Vives. „Hätten Alle gefochten wie der Kurfürst", sagte Ferdinand später, „so wärs er schwerlich geschlagen und gefangen worden." Karl aber sagte: Veni, vidi, Deus vicit. Nur 400 mit dem Kurprinzen entkamen, die Übrigen mit Herzog Ernst von Grubenhagen wurden gefangen. Viele lagen erschlagen. Das war die Schlacht auf der lochauer Haide oder bei der Schweinart, wo die Kurfürsten sonst ihre Hauptjagden zu halten pflegten [1]).

Torgau ging am folgenden Tage über, nicht so aber Wittenberg, das wohl befestigte, wo sich der Kurprinz und die Kurfürstin Sibylle mit 3000 Mann Besatzung befanden. Aus Mangel an Belagerungsgeschütz griff Karl zu einem sehr unritterlichen Mittel die Festung schnell zu gewinnen. Er ließ ein Kriegsgericht über Johann Friedrich halten, und dieses (ein Alba präsidirte ja) sprach das Todesurtheil (10. Mai) über ihn als Ächter und Rebellen aus. Dies Urtheil wurde auf Vorbitten des Kurfürsten von Brandenburg und selbst des Herzogs Moritz gemildert. Wenn auch einem Alba, doch nicht

1) Die Hauptquellen, Arnold vita Mauritii b. Mencken, Mamesanus, Baumann (Sammlung vermischter Nachrichten III, 118.) sind bei Weisse und Heinrich nachgewiesen. Barthol. Sastrowen (v. Mohnike), der einige Tage nachher über das Schlachtfeld ritt, fand da noch viele Verhungerte und Verschmachtete. Er sagt auch: daß es eben an dem Orte geschehen, „da er seine große Lust des Wildes halben, mit seiner armen Unterthanen Unlust, höchsten Beschwerunge und Verderben an Leib und Gute gehapt."

1547 Karln konnte es Ernst damit sein, da ihm dadurch nicht einmal Wittenberg sich geöffnet hätte, und selbst Moritz konnte dieses Äusserste nicht wünschen, wenn noch ein Tropfen wettinisch Blut in ihm floß. Johann Friedrich, der mit großem Muthe das Urtheil [1]) anhörte und schon davon allein den Beinamen des Großmüthigen sich verdient hätte, ging am 19. Mai die für Sachsens Geschichte so folgenreiche wittenberger Capitulation ein: Johann Friedrich (schon nicht mehr Kurfürst, sondern der Ältere von Sachsen genannt) verzichtet für sich und seine Nachkommen auf alle Ansprüche an das Kurfürstenhaus [2]); übergiebt Wittenberg und Gotha; setzt Markgraf Albrecht von Brandenburg ohne Lösegeld in Freiheit; verbleibt als Gefangener nach Belieben des Kaisers entweder an dessen Hofe oder an dem Philipps von Spanien; verzichtet auf alle Rechte an Magdeburg, Halberstadt und Halle; erkennt das Reichskammergericht an; thut den Feinden des Kaisers und römischen Königs keinen Vorschub und verspricht anzunehmen, was der Kaiser auf künftigen Reichstagen mit den Ständen verordnen wird. Die „confiscirten" Güter Johann Friedrichs werden vom Kaiser an König Ferdinand und Herzog Moritz geschenkt, von Moritz aber den Kindern Johann Friedrichs 50,000 Gülden (zu 21 gr.) jährlichen Einkommens und zur Aufbringung dieser Summe die theils Ämter theils Städte oder Schlösser, Gerstungen, Eisenach, Wartburg, Kreuzburg, Eisenach, Tenneberg, Waltershausen, Leuchtenberg, Roda, Orlamünde, Gotha (jedoch nach Zerstörung der Festungswerke), Jena, Capellendorf, Roßla, Weimar, Wachsenburg, Dornburg, Camburg, Buttstädt, Buttelstädt, Arnshaugk, Weida und Ziegenrück, die Herrschaft Saalfeld und eine Anzahl Klöster übergeben. Die Abtragung der ältern Schulden übernimmt Moritz. Johann Ernst, des gewesenen Kurfürsten Bruder, behält zwar Koburg, tritt aber das Amt Königsberg an Albrecht von Brandenburg ab und erhält statt 14,000 nur 7000 Gülden Pension. Alle Kriegsgefangenen werden wechselseitig los-

1) Bekanntlich spielte er mit Ernst von Grubenhagen Schach und sagte nach Anhörung des Urtheils: „pergamus!"

2) Adam Fr. Glafey Kern der Gesch. des Hauses Sachsen. Nürnberg 1753. 4. III, 832-841 hat diesen Vertrag, der sehr oft gedruckt ist.

gelassen. Von der allgemeinen Amnestie soll nur Graf Al- 1547
brecht von Mansfeld, der Graf von Beichlingen, der Rheingraf, die von Reckerodt und Thumshirn ausgenommen sein. Dies waren die Hauptpuncte jener wichtigen Capitulation in Biesteritz vor Wittenberg, welche nicht allein den Länderumfang des sächsischen Hauses verminderte (indem Mehreres, wie das Herzogthum Sagan [1]), die Erwerbungen welche kurz vorher der gewesene Kurfürst in den magdeburgischen und halberstädtischen Stiftern gemacht hatte, und die im Vogtlande gelegenen böhmischen Lehen, Plauen, Pausa, Voigtberg, Ölsnitz, Adorf, Schöneck, Neukirchen, Mühltrof [2]) von Sachsen wegkamen), sondern auch den Besitzstand beider Linien, wie er durch die Theilung von 1485 festgestellt worden, ganz veränderte. Da die drei Söhne Johann Friedrichs ihre neuen Besitzungen vom Kaiser von neuem zu Lehen nehmen mussten, so entstand damit ein neues Fürstenthum unter sächsischen Herzogen von der ältern Linie. Die Söhne hatten des Vaters Schuld zu büßen, denn wahrlich nicht unverschuldet traf ihn dieses Unglück. In den Religionsverhältnissen wurde für's erste Nichts verändert, als daß der Eiferer Amsdorf im Bisthume Naumburg dem ehemals vom Stifte gewählten Julius Pflug weichen musste. Zu einer Anerkennung des tridentinischen Concils war Johann Friedrich trotz seines Unglückes nie zu bewegen. Was hatte er noch zu verlieren als seine religiöse Überzeugung; und diese wenigstens wollte er aus dem großen Schiffbruche seines Glückes sich gerettet haben. Für das Abgetretene gab Johann Friedrich seinem Vetter (1. Jun.) einen förmlichen Überweisungsbrief, worin er seine bisherigen Unterthanen und Vasallen ihres Eides gegen sich entließ.

1) Eigentlich hätten Eilenburg, Colditz und Leißnig als böhmische Lehen zurückfallen sollen, aber Moritz gab 1549 dafür Sagan hin.

2) Mit diesen böhmischen Lehenstücken belehnte Ferdinand seinen Oberkanzler und Titularburggraf von Meissen Heinrich V., doch unter Vorbehalt der Mitbelehnschaft von Moritz und seinem jüngern Bruder August. Damals zog auch Böhmen die Lehensherrlichkeit über die reussischen Herrschaften Gera, Burg, Lobenstein, Schleiz, Greiz an sich, die bisher sächsische Lehen gewesen waren.

1547 Nach diesem harten Vertrage vom 19. Mai ließ nun der abgesetzte Johann Friedrich, der später den Titel geborner Kurfürst annahm und bestätigt erhielt, die Festung Wittenberg sich öffnen (23. Mai) und entband die Besatzung von ihrem Eide. Die Kurfürstin kam selbst in's Lager und that einen Fußfall, sie erhielt wenigstens die Erlaubniß, daß ihr gefangener Gemahl unter Albas Begleitung sie noch einmal in Wittenberg besuchen dürfe. Das war eine traurige Pfingstwoche! Die fremden Soldaten durften nicht in die Stadt, wohl aber besuchten sie Karl und seine Generale und Fürsten vom Gefolge. Den Kirchen und Luthers Grabe geschah kein Leid, wenn auch Einige dem Kaiser von einer Ausgrabung des Erzketzers gesprochen haben mögen. Karl soll entgegnet haben: „er führe keinen Krieg mit den Todten, und Luther habe seinen Richter schon gefunden". Ja als er hörte, daß seit Besetzung des Schlosses in der Schloßkirche kein Gottesdienst mehr gehalten worden sei, erklärte er: „Wer richtet uns das an? Geschieht solches in unserm Namen, so thut man uns keinen Gefallen daran. Haben wir doch Nichts gewandelt in der Religion in den hochdeutschen Landen (?), warum sollten wir's denn hie thun?" Auch soll Karl im Lager noch geäußert haben: „Wir haben's in diesen Landen viel anders gefunden, denn uns gesaget ist". Das wäre das größte Lob!

Nachdem am 4. Junius auf der Wiese bei Blesern der neue Kurfürst Moritz vom Kaiser die Kur Sachsen nebst der Erzmarschallswürde förmlich übertragen erhalten hatte, zog der Kaiser mit seinem Gefangenen ab. Auch noch ein anderer Fürst musste damals, bis 1553, als schmalkaldischer Bündner sein vom Feinde besetztes Land verlassen und Jahre lang herumirren, Fürst Wolfgang von Anhalt-Zerbst. Als er scheidend über den Markt von Bernburg ritt, sang er mit lauter Stimme: Ein' feste Burg ist unser Gott! Ihn hatte das Schicksal beim Worte genommen, als er sagte: er wolle für den Glauben Land und Leute lassen und mit einem Stecken fortgehen [1]).

1) G. A. Stenzel Handbuch der anhaltischen Geschichte. Dessau 1820. S. 179.

Ein ähnliches Schicksal wie Johann Friedrich hatte auch 1547
Philipp von Hessen, der nicht einmal durch mannhaften Widerstand und durch tapfere Verfechtung seiner Sache sich wie der Sachse Achtung von dem Feinde erzwingen konnte. Statt sein Land und Heer in wehrhaften Stand zu setzen, dem Kurfürsten zu helfen, sah er zögernd, aber müssig dem Falle des erbverbrüderten und vielfach verbündeten Fürsten zu. Er legte sich auf's Unterhandeln, und als man ihm für sein Leben und seine Freiheit eingestanden, erschien er fußfällig vor dem Kaiser zu Halle (19. Junius), wurde aber auch, trotz Moritz und des Brandenburgers Verbürgung seiner Freiheit, gefangen mit abgeführt. Moritz und sein Mitkurfürst erlangten seine Freiheit nicht und mochten sich beim Becher vom schlaueren Bischof von Arras haben täuschen lassen [1]), obgleich sie es endlich auf ein Misverständniß der fremden Sprache schoben. Auch er sollte dem schmalkaldischen Bunde entsagen, das Reichskammergericht anerkennen, 150,000 Fl. zahlen, Geschütz und Pulver (bis auf den Bedarf Einer Festung) ausliefern und dem Herzog Heinrich von Braunschweig Land und Freiheit zurückgeben. Dafür befreite ihn der Kaiser von der Acht und Lebensstrafe und versprach ihn nicht mit ewigem Gefängniß zu bestrafen. Die beiden Kurfürsten, die sich selbst bis zum Einlager für Philipps Freiheit verbürgt hatten, richteten mit allen Bitten bei dem Kaiser Nichts aus; aber der Kaiser äusserte später gegen den Reichsvicekanzler Seld, er würde ihn auf dem Reichstage zu Augsburg 1548 losgelassen haben, wenn er nicht zu Nördlingen hätte heimlich wegreiten wollen und sich sonst besser verhalten hätte [2]).

So war die Rolle Sachsens im schmalkaldischen Bunde

1) Stumpf polit. Gesch. v. Baiern. I. 2. 287. zu den übrigen vielen Stellen über diese selbst durch Planck III. 2. 373 ff. noch nicht ganz aufgehellte Verhandlung.

2) Stumpf a. a. O. Auch Mohnike in der lehrreichen Zusammenstellung einiger Actenstücke aus Hortleder, Kuchenbecker, Mogen, Riederer, Bachmann, Seybold über Philipps Gefangenschaft hinter Sastrowens Leben. 2r Bd. II. 691 ff. wirft die Schuld nicht auf den Kaiser, sondern auch auf den Bischof von Arras. Selds Äusserung bei Stumpf kennt er nicht.

und dessen Rolle selbst ausgespielt. Einige Bundesglieder, wie Magdeburg u. A., schienen denselben nicht halten zu können, und damit ungefährlich. Der Bund hatte seinen Zweck völlig verfehlt, nicht nur durch seine Zweiköpfigkeit, sondern daß man auch sich lange nicht genug in die ganze Aufgabe desselben hineingedacht hatte. Aber wie viel auch für Sachsen, für den Protestantismus und Deutschlands Freiheit jetzt verloren schien, gerade diese Gefahr selbst schuf sich auch wieder einen Helfer, wo und wie man ihn am wenigsten erwarten konnte. Denn das sind die Wege der Vorsehung, die, weit über Menschenwitz und Klugheit erhaben, aus Trümmern zerstörter Menschenplane, aus Labyrinthen ohne Ausgang, aus Zuständen ohne Hoffnung sich die freie, sichere, allein zum Ziele und Heile führende Bahn brechen. Wie das menschliche Geschlecht im Ganzen oft nur über Leichenhügel zu glücklicheren Verhältnissen fortschreitet, so auch häufig der einzelne Staat, wenn es auch auf den ersten Blick hart erscheint, daß eine Dynastie, eine Generation leiden oder untergehen soll, um einer glücklicheren Platz zu machen. Wie glücklich der Christ, daß er zu diesem oft so schwer zu tragenden Räthsel vorzugsweise den Schlüssel in seinem Glauben trägt [1])!

Zweites Hauptstück.

Das albertinische oder herzogliche Sachsen bis zur Erhebung eines seiner Herzoge zur kurfürstlichen Würde. 1485 — (1547) 1553.

1. Sachsen unter der jüngeren wettinischen Linie bis 1500.

Die gewaltigen Schicksale, welche durch den Herzog und nachherigen Kurfürst Moritz über Sachsen kamen, rufen die

1) Es könnte als Übelstand erscheinen, daß Johann Friedrichs Geschichte hier abgebrochen wird. Allein seine größere Rolle auf dem poli-

Frage nach dem Urheber seiner Tage und seiner ganzen Linie hervor. Brauchen wir auch nicht von den Kriegen und inneren Zwisten, welche die Reformation über Sachsen brachte, zurückzukehren bis in die stürmischen Zeiten der Bruderkriege, nicht in die Tage, wo die fürstlichen Knaben Ernst und Albrecht von einem Kunz von Kaufungen und seinen Gesellen der jammernden Mutter, Margarethe von Österreich, und dem abwesenden Vater, Friedrich dem Sanftmüthigen, entführt wurden, so gedenken wir doch gern noch einmal der brüderlichen Liebe und Eintracht, welche beinahe 21 Jahre beide Fürsten, als sie 1464 nach des Vaters Tode zur Regierung gelangt waren, zur gemeinschaftlichen Regierung vereinte, die auch die Erwerbung Thüringens noch nicht störte, als dort 1482 der streitfertige Oheim Wilhelm unbeerbt verstorben war. Endlich führten doch Familienrücksichten die verhängnißvolle Theilung von 1485 herbei, in welcher Albrecht, der Gründer der Linie, wie früher gezeigt worden, die sogenannte meissner Portion erwählte, während die thüringische dem Kurfürst Ernst (dem das Kurland vorzugsweise zustand) gegen seinen Wunsch zufiel. Doch darf noch Einiges was für Albrechts späteres Leben entscheidend wurde, aus den Tagen vor der Theilung nicht übersehen werden [1]).

Daß Albrecht einen Theil seiner Jugend an dem nahverwandten Hofe Kaiser Friedrichs zubrachte, entschied gleichsam für die Politik seines Hauses auf ein Jahrhundert. Dort lernte er auch im Mittelpuncte die Reichsangelegenheiten kennen und würdigen. Auf den Reichstagen zu Wirzburg und Frankfurt 1474 und 1475 entspann sich seine Theilnahme an den Kämpfen gegen Karl den Kühnen von Burgund, den Letzten des glücklichsten und reichsten französischen Vasallenhauses. Albrecht an der Spitze der sächsischen Geschwader war auf dem Sammelplatze zu Andernach der Erste und trug statt

tischen Schauplatze Sachsens und Deutschlands ist jetzt ausgespielt. Er tritt gegen Moritz in den Hintergrund. Dieser wird jetzt Leiter Sachsens und des protestantischen Interesse und theilweise auch der Schicksale Johann Friedrichs, daher bei Moritz Regierung des abgesetzten Fürsten von nun an gedacht werden muß.

1) S. oben Buch I. Abth. 1. Zweites Hauptstück. Nr. 3.

seines Bruders Ernst dem Kaiser das Reichsbanner, daher er auch wohl in Urkunden des Kaisers gewaltiger Marschalk und Bannermeister heisst. Auch die Art wie er und Wilhelm, sein Ohm, im Feldzuge die den längern Dienst verweigernden Vasallen (ihre drei Pflichtmonate waren um) zu längerm Bleiben zwang, zeigt hinlänglich seinen Eifer für den Kaiser und seine Energie. Nicht umsonst hieß er der Beherzte (animosus). So führte ihn auch sein Thatendrang und Unternehmungsgeist (1476) in's gelobte Land, mit einem Gefolge von 110 Personen. Ritterschlag, Besuch von 56 heiligen Orten, wofür bei jedem ein 7jähriger Ablaß (also Vorrath auf 392 Jahre) gewährt wurde, Schenkungen mögen die Hauptstücke der schon im December beendigten Reise gewesen sein. Reliquien, wie eine Marmorsäule vom alten Tempel, die zum Altar der alten Schloßkirche in Dresden verwendet wurde, durften auch nicht fehlen [1]). Nicht immer war es das Wichtigere, daß man einst zu Jerusalem gewesen war, sondern es wurden auch diese Reisen — ausser Kriegszügen hatte man fast keine Gelegenheit sich in der Welt umzusehen — bildend für die Begleiter des Fürsten, für den Gelehrten, Künstler, Bürger, der die schönern Städte Italiens gewiß mit offenen Augen und Wünschen für die Heimath betrachtet haben wird. Nach seiner Rückkehr nahm Albrecht wieder thätigen Antheil an den Kriegen seines Oheims gegen den großen Ungernkönig, Matthias Corvinus, wenngleich nur wenig ausgerichtet wurde, weil die Reichstruppen selten bezahlt wurden und dann Albrecht aus eigenen Mitteln das Beste thun musste. Doch gewann er die Achtung seines Gegners Matthias so, daß dieser sagte: nur Albrecht allein vermöge ihm zu widerstehen; wäre dieser nicht, so möchte er mit leichter Mühe sein Lager in der Mitte Deutschlands aufschlagen. Für die geleisteten Dienste erhielt Albrecht die nachher auch auf die Ernestiner ausgedehnte Eventualbelehnung mit Jülich und Berg; eine doppelt wohlfeile

1) A. Weck Beschreibung von Dresden S. 126 bemerkt, daß der Herzog sich auf der Reise bloß Albrecht von Grimma (seiner Geburtsstadt) genannt habe. Er besuchte auch Sixt IV. zu Rom auf dieser Reise. Das Reisetagebuch in Mencken ss. rr. G. II, 2103.

Belohnung, je weniger sie jemals, vereitelt durch die Habsburger selbst, in Kraft getreten ist. Denn großer Dank war Friedrichs des alten Kaisers Sache nicht. Als aber König Matthias seit 1485 dem Kaiser Wien selbst und ganz Niederösterreich entriß, nahm Albrecht auf einem Reichstage zu Nürnberg, 1487, den Oberbefehl des Heeres gegen Corvin; allein was war mit 3000 Mann aus dem Reiche, beim Mangel alles Geldes und aller Munition, den tapfern Ungern gegenüber für Albrecht anzufangen, der schon Verstärkungen nach Grätz, Bruck, Eisenstadt, Weidhofen hatte werfen müssen? Desungeachtet fielen einige Scharmützel zum Nachtheil der Ungern aus. Da beide Fürsten sich schätzten und fürchteten, kam es 21. Oct. 1487 zu einem Waffenstillstande und zu einer Zusammenkunft zu St. Pölten, und in dessen Nähe zu Märgendorf am 22. Nov., mit Einwilligung des Kaisers, zu einem Vertrag, in welchem der Stillstand verlängert und die Entscheidung des Zwistes dem Papst Innocenz (höchstens bis 1. Nov. 1488) anheimgestellt werden sollte. Um seine Truppen unter den Waffen zu erhalten, hatte Albrecht selbst 30,000 Fl. hergegeben. Aber als er zu Nürnberg dem Kaiser Rechenschaft ablegen wollte, ließ dieser ihn nicht einmal vor sich, wahrscheinlich um die Rückforderung der auf 52,000 Fl. berechneten Kosten zu umgehn [1]).

Solche Erfahrungen und die Beschwerden seiner Stände über die vielen Kriege ihres Herrn hätten den Herzog lauer gegen das Erzhaus machen sollen. Allein seine Anhänglichkeit war unerschütterlich und er äusserte später einmal gegen seine Räthe: „Ich wollte, daß all mein Land und Gut zu Geld gemacht wären, ich wollte meinem Herrn Kaiser Maximilian solche Dienste thun, daß man 1000 Jahre davon sollte zu sagen und zu schreiben haben"; oder: „es wäre besser, daß alle

1) Jac. Unresti Chron. Austr. in Hahn coll. monum. Brunsvig. 1724. 8. I, 719 sagt von den 3000 Mann: damit was er dem kunig zw krangk (schwach). Vergl. J. A. Fessler Gesch. der Ungern und ihrer Landsassen. Leipz. 1822. V, 418; Chn. v. Engel Gesch. des ungerischen Reichs. Wien 1813. III, 1. 413 ausführlicher. Beide rühmen die Achtung des Königs gegen Albrecht.

Fürsten zu Sachsen nach Brod gingen, denn ein römischer König". So hielten ihn auch die Vorstellungen seiner Räthe und Stände zu Dresden nicht ab, dem römischen König Maxi-
1488 milian zu Hülfe zu ziehn, als dieser am 5. Febr. 1488 von den Bürgern von Brügge treulosserweise gefangen genommen wurde, bis er durch einen harten Vergleich mit den ihm feindseligen Städten Gent, Brügge und Ypern (16. Mai) sich wieder löste. Diesmal griff der alte Kaiser selbst zu den Waffen, und Herzog Albrecht zog ihm mit Mannschaft zu und wurde vom Kaiser, der bald wieder umkehrte, als allgemeiner
1489 Statthalter in den Niederlanden zurückgelassen, 1489. Seine Lage war, bei der geheimen Verbindung dieser Länder mit Frankreich, bei ihren mächtigen Städten, ihrem hartnäckigen Eigensinne auf ihre Privilegien und Freiheiten, bei der innern Parteiung des Landes (Kabeljauen und Hoaken), keineswegs glänzend; aber mit dem tapfern Schwerdte in der Hand wusste er Ruhe und Friedensverträge zu erzwingen, die Parteien auszusöhnen. Die Niederländer nannten ihn den sächsischen Roland, und schon die Nachricht seiner Annäherung verjagte oft die Feinde. Auch die Aufsicht über Erzherzog Philipp, Maximilians Sohn, war ihm aufgebürdet, während er dem eigenen Sohne Georg (geb. 1471), nebst einigen Räthen, die Regentschaft Sachsens übertragen hatte [1]). Doch rief ihn bald ein schweres Unglück, welches Dresden betraf, dahin zurück.
1491 Am 15. und 16. Julius 1491 brannte ein großer Theil der Stadt von der Scheffelgasse bis zur pirnaischen Vorstadt ab. Diesmal hatte nicht, wie 1487, die Anrufung des heiligen Benno durch eine alte Frau das Feuer zum Stehen bringen können. Albrecht wies mit größter Thätigkeit und Milde Geld, Steine, Holz, Kalk, Fuhren, vierjährige Abgabenfreiheit an [2]).

1) Die Thaten des Herzogs in den Niederlanden zum Theil in Mich. Bojemus vita Alberti III. cum animadv. Conr. Schurzfleischii. Lips. 1692. 4. p. 63 sqq. Richtiger bei M. E. Kozen Gesch. d. vereinigten Niederlande. Halle 1771. 4. S. 103, wo ihm ausdrücklich die Beendigung der 150jährigen hoak-kabeljauischen Parteiungen zugeschrieben wird.

2) Joh. Chn. Hasche diplomat. Gesch. Dresdens. 1817. II, 85. Dresden, d. h. Neu-Dresden oder die jetzige Altstadt, hatte damals bloß 22 Gassen und Gäßchen und etwa 4—5000 Einwohner. Zwischen den

Seine Milde wurde schon im folgenden Jahre durch die Fündigmachung des Silbers auf dem Schreckenberge belohnt, in dessen Nähe bald darauf (1497) die Bergstadt Annaberg emporstieg. Eine Bauordnung für Dresden, eine Bergordnung für Annaberg wurden durch jene Ereignisse veranlasst. Bald darauf (noch 1491) ging Albrecht, und diesmal mit seinem Sohne Georg, wieder nach Gorinchem in Südholland, beendigte dann in Nordholland den sogenannten Brod- und Käse-Krieg, und konnte endlich 1493 dem neuen Kaiser Maximi- 1493
lian I. die Niederlande, wenigstens die Provinzen Seeland, Brabant, Friesland und Geldern, ziemlich beruhigt übergeben, wozu auch der Friede mit Frankreich zu Senlis beigetragen hatte. Aber noch Friedrich hatte ihm 1491 auf der nürnberger Reichsversammlung den Orden des goldnen Vliesses umgehangen, den er (wie theuer mochte auch dies Kleinod Sachsen zu stehen gekommen sein!) so hoch hielt, daß er ihn sterbend seinem Sohne Heinrich mit den Worten schickte: „dies ist das Lämmlein, das ich lieb gehabt und allezeit in meinem Herzen getragen"!

Des erworbenen Kriegsruhms wegen, für welchen Niemand empfänglicher war als Kaiser Maximilian, und um seinen Dank für geleistete Dienste zu bethätigen, für welchen Niemand weniger reelle Mittel hatte als der immer arme Kaiser, wurde Albrecht auf dem berühmten Reichstage zu Worms 1495 zum obersten Reichshauptmann ernannt. Allein Albrecht, durch frühere Erfahrung gewitzigt, machte seine Bedingungen [1]), und merkte endlich bald, daß der Gehalt für diese Stelle vom Reich nicht aufgebracht werden würde. Dagegen

Häusern gab es noch leere Plätze, Gärten, Scheunen und Weinberge. Die Frauenkirche lag noch ausserhalb der Stadt. A. Weck Beschreibung von Dresden hat bei S. 99 einen Grundriß der Stadt von 1529, wo aber von Weinbergen (vielleicht in Folge der neuen Bauordnung) Nichts mehr zu sehen ist.

1) Z. B. für Tafel, Küche, Keller, Kleider 1000 Fl. monatlich; aber noch merkwürdiger, daß er sich, im Fall er verwundet oder sonst ausser Dienststand gesetzt würde, eine lebenslängliche Pension ausbedang. Müllers Reichstagstheatrum unter Max I. 2te Vorstellung S. 342.

wurde ihm (wie er wahrscheinlich längst schon eingeleitet hatte [1]) 1498 am 20. Julius 1498, mit Genehmigung der Kurfürsten, für seine dem Reiche geleisteten Dienste und aufgewendeten Kosten die Erbstatthalterwürde über Friesland übertragen (oder wahrscheinlich die schon vor zwei Jahren übertragene neu bestätigt). In der That war Niemand geeigneter als Albrecht die übermüthige Stadt Gröningen zum Gehorsam zu bringen, den innerlichen Krieg der Vetkoper und Schieringer zu enden. Zugleich konnte man ihn für seine aufgewendeten Kriegskosten damit, ohne einen Heller auszuzahlen, entschädigen, und überdies die vom Herzog als Unterpfänder seiner Kosten besetzten Städte und Schlösser zurückerhalten. Dagegen behielt der Kaiser das Wiedereinlösungsrecht mit 100,000 Goldgulden und Erstattung der Auslagen sich und seinen Nachkommen vor, sowie auch Albrecht sich nur mit des Kaisers Sohn Philipp als Herzog von Burgund und Graf von Holland über dessen Ansprüche an Friesland mit der ungeheuern Summe von 250,648 Goldgulden vergleichen musste, die freilich bei einer Wiedereinlösung zurückerstattet werden sollten. Wohl war es Albrecht bereits geglückt durch Unterstützung der Schieringer gegen ihre Feinde sich allmälig eine Partei zu machen, denn anfangs war man ihm fast allgemein entgegen; allein als er sich bald nachher mit Zurücklassung seines jüngern Sohnes Heinrich, den er zum Vicestatthalter ernannt hatte, nach Sachsen zurückbegab, um einen Landtag zu Leipzig zu halten (Nov. 1499 1499), bekam er bald die traurige Nachricht, daß eine Empörung in Friesland ausgebrochen und ein friesisches Heer damit umgehe seinen Sohn in Franeker (Veronica) zu belagern. Heinrich hatte von den Friesen Steuern gefodert und ein Castell

1) Die Quellen, Ubo Emmius, Rathalter, Müllers Reichstagstheater, Fabricius, Spalatin, sind in Weisse und Heinrich angeführt. Dagegen verdient ein Aufsatz von C. A. J. (?) in Hasche Magaz. d. sächs. Gesch. 1788. V, 16—38. Erwähnung, der scharfsinnig beweist, dass die Erwerbung Frieslands nicht bloß eine Abfindung von Max, sondern auch ein schlau eingeleiteter Plan von Albrecht selbst gewesen sei. Ausführlich habe ich diesen Gegenstand in einer biographischen Skizze des (nachfolgenden) Herzog Heinrich in Rochlitz jährlichen Mittheilungen (1821) 2m Band, 1—104 behandelt.

zu Harkingen erbaut und so die auf ihre Freiheit so Eifersüchtigen gereizt. Er war in großer Gefahr, zumal da sein Vater sich in Sachsen erst rüsten musste. Doch ehe dieser endlich (Juli. 1500) mit seinem Sohne Georg und der in Sold genommenen schwarzen Garde herbeikam, waren schon Albrechts Schwiegersohn, Herzog Erich von Braunschweig, Graf Edzard von Ostfriesland und Andere herbeigeeilt und hatten die Gruninger und Friesen in mehrern Gefechten besiegt. Albrecht vollendete diese Niederlagen, und nach vierteljähriger Belagerung von Franeker eilte Heinrich in seines vor Freuden weinenden Vaters Umarmung. Hart wurden die Aufrührer gestraft, die Anführer gespiest, die ausgelieferten Freiheitsbriefe zerrissen. Die Kette aber, an welcher Herzog Heinrich von den Empörern gehenkt werden sollte, verwahrte er (glücklicher als Colombo, der in demselben Jahre seine Kette tragen musste!) als heiliges Andenken. Aber Gröningen konnte Albrecht nicht bezwingen, zumal da seine unbezahlten Truppen drohten ihn an die Feinde auszuliefern. So erzählt Joh. Rathaiter, des Herzogs treuer Rentmeister, der damals kaum auf eigenen Credit 1900 Gulden zusammenbringen konnte [1]). Endlich vertrug man am 20. Aug. 1500 dahin, daß die Entscheidung dem Kaiser und Reichskammergericht überlassen werden solle. Albrechts Gesundheit war aber durch Anstrengung und Kummer so untergraben, daß er nach wenigen Wochen zu Emden (12. Sept. 1500) starb. Sein einbalsamirter Körper wurde am 11. Oct. im Dome zu Meissen feierlich [2]) beigesetzt.

So sollte das angestammte Land wenigstens die Leiche seines Fürsten haben, den es im Leben viel zu wenig genieſſen konnte. Er war ein Kriegsfürst wie wenige seiner Zeitgenossen und wenige vor ihm aus seinem Stamme. Wohl erwarb

1) In Menckenii ss. rr. G. II, 2124.

2) Beim Todtenamte zu Meissen brach der Marschall seinen Stab, der Kanzler sein Staatssiegel, die 12 Fahnen und die Hauptfahne wurden auf den Sarg gesenkt und der große Schild umgestürzt. Dabei wurde an 24 Altären im Dom zu Meissen Messe gelesen. Selbst die Pferde des Zuges wurden um die Altäre herumgeführt! Die archivalische Nachricht in der Samml. vermischter Nachr. zur sächs. Gesch. Chemnitz 1776. XI. 351—375. erzählt dies von den Exequien am 26. Jan. 1501.

er dem sächsischen Namen grossen Ruhm im Osten und Westen, griff ein in die Händel Ungerns, Böhmens, Österreichs, Burgunds, Frankreichs und der Niederlande. Wohl genoß er die Zuneigung der Kaiser, aber im eigenen Lande machten Viele dies alles für viel zu theuer erkauft betrachten. Besonders aber hätte die kostspielige und doch nur theilweise (und schon 1515 ganz aufgegebene) Erwerbung eines entfernten Nebenlandes seinen Nachfolgern die Lehre geben können, daß darüber nur das wahre Interesse für das eigene Land getheilt, nie nicht hintangesetzt, das Wark der Stammbesitzung für einen dem Lande und Volke fremdartigen Vortheilschlingen geopfert werde. Albrecht für seine Person brauchte einen größern Schauplatz für seinen Thatendrang und erlebte die völlige Vereitlung seiner Bemühungen nichts aber seine Nachkommen hätten an seiner und seiner Söhne Erfahrung lernen mögen, zumal als sie nach 200 Jahren selbst die theuer erkämpfte Religion um fremdes Land hingaben, daß dies wohl scheinbar äusseren Glanz, aber selten den wahren Segen bringt, der in der treuen und redlichen Verwaltung des angestammten Besitzes, im blühenden Frieden und in der Dankbarkeit des heimischen Landes liege. Und wo ist die Bürgschaft für auswärtigen Ländersitz, wenn nicht in der Stärke und dem Schwerdte des alten Erbes? Ungeachtet ist sein Regentenleben, welches mehr nach aussen hin und in der Ferne den Glanz des sächsischen Namens verbreitete, nicht ohne manche Verbesserung und Verschönerung im Lande geblieben. Die Einrichtung eines Oberhofgerichts zu Leipzig statt des zwei von Dresden und Eckartsberge, eines Landesregierungscollegiums, die Erbauung des freiberger Doms, der neuen Albrechtsburg zu Meissen, der dortigen Brücke rühren von ihm her. Nicht minder zeugt von seinem richtigen Blicke und politischen Tacte, daß auch das damals immer mehr und besonders von Friedrich dem Weisen beachtete Territorialinteresse nicht ganz verleugnet werden dürfe, der Erbvertrag, — denn als solcher und nicht als Testament sollte eine Urkunde betrachtet werden, die mit Vorwissen und Einstimmung der Söhne gegeben wurde, — welchen Albrecht am 18. Febr. 1499 mit Zuziehung einiger Landesstände abschloß. Um alle Irrungen und Nachtheile zu vermeiden, welche, wie bis-

her geschehen, aus der Theilung der Länder entstehen könnten, sollten die meissnischen und thüringischen Länder fortan ungetheilt bleiben, und nebst dem albertinischen Antheil an Sagan, und den biberstein'schen Herrschaften an den erstgebornen Prinz, Herzog Georg, fallen, dagegen Herzog Heinrich und dessen Nachkommen Friesland zu ihrem Erbtheile bekommen. (Der dritte Sohn Friedrich, geb. 1474, war 1498 Hochmeister des deutschen Ordens in Preussen geworden und wurde als abgefunden betrachtet, doch legte er 1507 sein Hochmeisterthum nieder und lebte noch bis 1510 zu Rochlitz.) Wenn aber Heinrich diese Statthalterei aufgeben oder durch Krieg oder Einlösung verlieren sollte, so habe Georg ihm und seinen Nachkommen die beiden Schlösser und Städte Freiberg und Wolkenstein mit aller Landesherrlichkeit (nur die der Bergwerke ausgenommen) zu übergeben, sowie den vierten Theil aller übrigen Landeseinkünfte und die Hälfte der Zinsen von 150,000 fl., die dem römischen Könige vorgestreckt worden wären. Übrigens soll der überlebende Bruder dem andern, und dann unter ihren beiderseitigen successionsfähigen Erben der älteste weltlichen Standes folgen; die übrigen sollten mit dem Drittel oder, wenn mehr als zwei vorhanden, mit der Hälfte der Einkünfte und einer oder zwei Behausungen befriedigt werden. Aber künftig zu erwerbende Länder mögen brüderlich und freundlich getheilt werden. Dies in der sächsischen Erbfolgegeschichte neue und ehemals nur bei Klostervogteien, wie über den Petersberg, Gerbstädt, vorkommende staatsrechtliche Experiment eines Seniorates wich wesentlich von der Primogenitur im ernestinischen oder Kur-Sachsen ab, und beabsichtete vielleicht nur dies oder für den nächstvorliegenden Fall eine Auskunft, die mit Verhütung aller Landestheilung auch die Übel gemeinschaftlicher Regierungen vermeide[1]).

Zedene oder Sidonie, die Tochter des böhmischen Königs Georg Podiebrad (aus dem alten deutschen Hause der Grafen von Berneck und Nidda stammend), überlebte ihren Gemahl

1) Der Erbvertrag, der am 14. Sept. 1500 von Maximilian bestätigt wurde, bei Glafey 819—832. Wegen der Interpunction (besonders 823 hinter Regierung und Oberkeit) wird auch der Abdruck bei Lünig zu vergleichen sei

bis 1510, wo sie zu Tharand, ihrem Wittwensitze, starb. Ausser den genannten 3 Söhnen war eine den Vater überlebende Prinzessin Katharine erst an den Erzherzog Sigmund (den Letzten der tiroler Linie, gest. 1496) und dann an Herzog Erich den Ältern von Braunschweig vermählt [1]).

2. Das albertinische Sachsen zur Zeit der Reformation unter Georg dem Bärtigen (1500—1539) und Heinrich dem Frommen (1539—1541).

Der kriegerische Albrecht war mit seinen Heldenthaten auf einen Abweg, der länger dauernd seinem kleinen Lande sehr gefährlich hätte werden können, gerathen. Georg lenkte zeitig wieder ein. Wir wollen glauben, daß seine gelehrte Erziehung einigen Antheil daran gehabt. Wahrscheinlich entwickelte er dem raschen, kriegsfreudigen Vater nicht soviel weltlichen Sinn, als dieser wünschen mochte; denn er ließ ihn, den 15jährigen, sich schon um ein Kanonikat zu Cöln bewerben, was sich aber wegen der Zweifel an seiner Mutter altadeliger Geburt zerschlug. Schon im Jahr 1484 war er Domherr zu Meissen geworden. Seine Gelehrsamkeit blieb nicht ohne Einfluß auf seine Regierung. Mit Erasmus, dem Kardinal Sadolet, mit Luther wechselte er Briefe und Schriften; Gutachten, Bedenken von ihm, Beweise seines Fleisses, liegen noch im dresdner Archive. Ja sollte er auch nicht Beschreiber von seines Vaters Thaten geworden sein [2]), so berief er doch ausgezeichnete Männer, wie den Engländer Richard Crocus (1515) und Petrus Mosellanus auf die unter ihm blühende Universität Leipzig. Doch gab der Vater die geistlichen Plane mit dem Sohne auf und zog ihn bald zu der Regierung bei. Im Jahr 1496 vermählte er sich auch mit Königs Casimir von

1) Sidonie (böhmisch Zdena) war noch vor der Thronbesteigung ihres Vaters geboren, aber von altfreiherrlicher Abkunft, worüber Georg 1486 dem cölner Stifte Geburtsbriefe beibringen musste. S. Samml. verm. Nachrichten. Chemnitz 1769. III, 246.

2) Fr. v. Braun monatl. Ausz. aus der Gesch. von Sachsen. VI. (1786) S. 7.

Polen Prinzessin Barbara, aber von allen seinen zehn Kindern hat ihn nur Christina, Gemahlin Philipps von Hessen, überlebt.

Herzog Heinrich II. scheint an der Kette, die er sich in Friesland holte, genug gehabt zu haben und vielleicht gar nicht dahin abgegangen zu sein, denn er trug sehr bald seinem Bruder Georg die Übernahme Frieslands an, und Beide vereinigten sich zu einem provisorischen Vergleich (27. April 1501), dem zufolge Friesland gemeinschaftlich regiert und 1501
Heinrich an seines Bruders Hofe mit Kost und 2000 fl. unterhalten werden sollte. Nach zwei Jahren verzichtete Heinrich ganz auf Friesland (1503), und Georg ließ sich dort huldigen 1503
(1504). Im brüderlichen Vertrage zu Leipzig (30. Mai 1505) 1505
wurde diese Verzichtung urkundlich dahin erweitert, daß Heinrich die bestimmten Ämter Freiberg und Wolkenstein und statt des vierten Theils der Landeseinkünfte eine Rente von 12,500 fl. und 12 Fuder Wein erhielt. So konnte der friedliebende, gemüthliche Fürst, der freilich nur im Namen an den großen Ahnherrn, den Erlauchten, erinnert, nun seiner Ruhe pflegen und am kleinen Hofe oder beim freiberger Dechanten, Balthasar von Ragewitz, von seiner 1498 nach Jerusalem gemachten Reise und seinen Nöthen bei den bösen Friesen des Breiteren erzählen, oder wie er dem heiligen Jakob zu Compostella in Spanien 100 Goldgulden verehrt, die er sich aber von den Buben (die Pfaffen und Mönche meinend) nicht nehmen lassen solle. Auch der Succession in den Erblanden nach des Bruders Tode hatte sich der damals noch Unvermählte gern begeben. Unterdessen schlug sich Herzog Georg mit den Friesen herum, deren Hauptstadt Gröningen schon seit 1501 von Hugo von Leißnig, Georgs Statthalter, und Graf Edzard von Ostfriesland belagert wurde. Nach mehreren Waffenstillständen ergab sich endlich die Stadt an den Grafen Edzard (1507), der sie aber nun als seine Eroberung 1507
betrachtete und sie an Georg herauszugeben sich weigerte, selbst als auch der Kaiser dies von ihm verlangte und sogar die Reichsacht über die Stadt sprach. Ein 1505 zwischen Georg und Heinrich VII. von England eingegangenes Schutzbündniß hatte auch nur geringe Hülfe gewährt, indem es eigentlich

nur eine schon 1495 durch die Nachbarschaft und beider Fürstenhäuser Bedürfniß angeknüpfte Verbindung fortsetzte und zu einem Austrägalgerichte führte, welches zu Calais, aus beiderseitigen Räthen bestehend, alle künftige Streitigkeiten zwischen ihnen binnen einem Monat entscheiden sollte. So blieb für's erste dem Herzog Georg Nichts übrig, als dem Graf Edzard, den er mit Gewalt nicht verdrängen konnte, die Regierung über die Ammelande als seinem Statthalter aufzutragen. Als aber Graf Edzard immer weiter ging und Miene machte den Herzog ganz aus Friesland zu verdrängen, brach
1514 Georg (6. Jan. 1514) mit Truppen von Leipzig nach Friesland auf, nahm auch geldrische Truppen in Sold, verbündete sich mit dem Bischof von Utrecht, Edzard aber mit dem Herzog Karl von Geldern, der selbst Plane auf Friesland hatte und insgeheim auch von Ludwig XII. von Frankreich unterstützt wurde. Endlich unterwarfen sich die Gröninger dem Fürsten von Geldern (wie es zu geschehen pflegt, daß, wenn zwei sich um eine Sache streiten, ein Dritter sie erhält). Unglücklicherweise waren auch die Truppen Georgs, die man die schwarzen Haufen nannte, so wildes Volk, daß Jedermann gegen sie gemeine Sache machte. So blieb endlich dem Herzog, als der neue Versuch von 1514 völlig gescheitert war, Nichts übrig, als dieses Land, das ihm so wenig Nutzen und soviel Ärger brachte, ganz aufzugeben und seine Rechte darauf dem Erzherzog Karl von Österreich, Philipps Sohn und des Kaisers Maximilian Enkel, für 200,000 rheinische Gulden abzutreten [1]).

In der Zwischenzeit hatte Georg (6. Decbr. 1505) mit König Ladislav von Böhmen zu Ofen eine Einung zur Verfolgung der Placker und Vehder und über einen Austrag bei künftigen Irrungen und Gebrechen abgeschlossen; hatte ent-

1) Die Bündnißurkunde und die vorausgegangenen Geleitsbriefe in Schöttgen und Kreysig diplom. Nachlese VI, 3., aus Rymer und Sanderson Act. publ. Angl. XII, 275. XIII, 115—123. abgedruckt. In diesem Bündnisse wurden von beiden Seiten der Kaiser und sein Sohn, der König von Frankreich, die Erzbischöfe und Bischöfe von Cöln und Lüttich, auch der Hochmeister Friedrich von Sachsen und der Landgraf von Hessen als Freunde vorbehalten (excipiebantur).

schieden, was für die Ober- und bloß für die Erb-Gerichte gehöre (2. März 1506); hatte 1508 der Stadt Schneeberg, im sogenannten goldnen Brief, die Befreiung vom Kriegsaufgebot bestätigt; ein ähnliches Bündniß wie mit Böhmen auch mit Bogislav von Pommern 1508 errichtet; erhielt vom Landgraf Wilhelm dem Mittlern von Hessen, auf dessen Sohne Philipp, geb. am 4. März 1502, des ganzen Fürstenstammes Hoffnung ruhte, zugleich mit den hessischen Landständen das Recht der Aufsicht über die kommende Vormundschaft, indem er ungetreue Vormünder absetzen zu helfen befugt sein solle [1]). (Die Erbverbrüderung wurde erst 1521 zu Nordhausen mit dem mündig gewordenen Philipp erneuert.) Auch die Hochzeit seines Bruders Heinrich (1512) mit Katharina, der Tochter des Herzog Magnus von Mecklenburg, half er zu Freiberg mit verherrlichen, obgleich Heinrich selbst kaum wissen mochte, wie er einst die Kinder dieser Ehe fürstlich unterhalten und ausstatten solle. Doch solche Sorgen ließ sich Heinrich nicht lange peinigen; es ging bei ihm lustig und gastfrei her, wie an König Artus Hofe, und wenn das Geld verzehrt, wurde bei Verwandten Geld und Getreide aufgeborgt. Freilich kamen nach Vertheilung aller Einkünfte auf den Fürsten kaum 2000 fl. jährlich, welche sein Thürknecht, Niklas von Giebritz, ohne Rechnung zu legen, verwaltete, und wenn etwas Bedeutendes aus dem Bergwerke zu Marienberg, welches er 1521 gegründet hatte, einkam, ließ er sich ungeheuere Kanonen davon giessen, für welche Meister Lucas Cranach ihm gräuliche Gestalten als Schilder zeichnen musste.

Zu diesem Thun und Treiben mag manchmal Herzog Georg bedenklich den Kopf geschüttelt haben. Auch mochte ihn, ausser seinen friesischen Händeln, noch manches Andere bekümmern. Seine besten Gelehrten, ein Konrad Celtis, Jo-

1) Schon im Jahr 1506; s. Rommel Gesch. v. Hessen III. 1. 181. Die Obervormundschaft wurde 1510 von den hessischen Ständen den sächsischen Fürsten zu Mühlhausen aufgetragen und von diesen angenommen. Doch erboten sie sich dieselbe dem alten, geistesschwachen Landgraf Wilhelm dem Ältern, wenn er genese, abzutreten. Als die sächsischen Gesandten bei der Einnahme der Erbhuldigung 1510 von einigen hessischen Städten beschimpft wurden, schickten sie 3000 Mann dahin.

hannes Rhagius Ästicampianus (von Sommerfeld) wollten ihm in Leipzig nicht länger bleiben, oder wurden von dort, wie Herrmann von dem Busche 1511, von dem Geiste scholastischer Barbarei verwiesen. Dagegen sah er das junge Wittenberg immer mehr als Universität aufblühen und endlich von dort ein Licht ausgehen, welches sein Leipzig ganz zu verdunkeln drohte. Georg war einer Reformation durchaus nicht feind; er erkannte die Gebrechen der Kirche und half sie dem Reichstage zu Worms und dem päpstlichen Legaten vorlegen. Aber seine Ansicht war unverkennbar durch seinen Briefwechsel mit Erasmus dahin gelenkt worden, daß dem eingerissenen Verderben nur durch die strengste Beobachtung der kirchlichen Satzungen durch den Papst und ein von ihm berufenes Concilium gesteuert werden könne. In diesem Sinne sprachen auch seine Umgebungen, sein Kanzler Pflug, sein Secretair Emser (den Luther wegen seines Wappens den Bock zu Leipzig nannte) und seine Bischöfe, die er übrigens wie seine ganze Geistlichkeit weislich in ihren Schranken zu halten wusste. Der Ablaß, meinte er, müsse durch gute Werke verdient und nicht durch Geld erkauft werden. Luther erklärte selbst, daß Herzog Georg einer Reformation der Kirche nicht abgeneigt sei (wie er denn auch wirklich später eine selbst beabsichtigte, wenn der Papst noch länger damit zaudere, da er in seinem Lande selbst Papst sei), und die Prälaten seines Landes verwilligten sogar 15,000 fl., damit der Herzog sich ja nicht von „der alten christlichen Religion" abführen lasse. Luther hatte vor ihm in Dresden gepredigt (1517), allein das Hofgesinde hatte seinen Spott mit ihm gehabt. Die leipziger Disputation verstattete Georg, trotz des merseburger Bischofs, aber die hussitischen Ketzereien, die Eck Luthern aufbürdete, schwächten Georgs anfängliche gute Meinung von dem kühnen Mönche. Leider begann Georg bald in seinem Lande ein System der Verfolgung gegen die neue Lehre, welches aus seiner innern Überzeugung, daß so das wahre Kirchenheil nicht geschafft werde, hervorging und doch gerade für die Verbreitung von Luthers Ansichten recht wirksam wurde, indem er Märtyrer der guten Sache machte. Seine Verbote überzeugten nicht, weil er die Übersetzung der Bibel verbot, aus welcher das

Volk allein von Wahrheit oder Unwahrheit der Neuerungen sich hätte überzeugen können, und später eine schlechtere Übersetzung durch Emser anfertigen ließ. In Zwickau, Annaberg, Schneeberg, Buchholz, wo der Kurfürst der Bergwerke wegen Mithoheit hatte, griff das Evangelium am ersten um sich. Die Bergleute liebten Luthern schon um seiner Abkunft willen. Man eilte an Orte, wo lutherisch gepredigt wurde, wenn auch der Herzog mit dem schellenberger Kerker drohte und wohl gar ein freisinniger Prediger plötzlich unsichtbar wurde. Der Abt von Grünhayn, Georg Küttner, begünstigte, sein Nachfolger Johann bekannte die neue Lehre. Die Gemahlin Heinrichs, Frau Katharina, las mit ihren Hoffräuleins die Schriften Luthers, aber diese Fräulein wurden auf Georgs Betrieb entlassen. Ein Buchhändler, Herrgott, der gegen das Verbot Luthers Schriften in Leipzig verkaufte, wurde hingerichtet; viele Adlige wurden wegen ihrer Anhänglichkeit an Luthers Lehre verwiesen, so Antonius von Schönberg, der doch damals einen Bruder im Cardinalscollegium hatte [1]). Aus Leipzig wurden wenigstens 800 Menschen als Anhänger der Reformation vertrieben; es wurden Beichtzeichen eingeführt, durch welche man sich bei der Obrigkeit als ächter Katholik ausweisen musste; Anderen wurde ein ehrliches Begräbniß versagt. Die unglücklichen Verwiesenen tröstete wenigstens Luther und schloß sein Schreiben: Wie gar viel heiliger ist Leipzig denn Sodom, darin Gott nicht fünf Häupter fand, die sein waren ꝛc. Daß Luther Georg in Schriften und Briefen höchlich und bis zur höchsten Ungebühr gereizt hatte, auch durch seinen Einfluß auf den Kurfürst und seine Einmischung in Georgs Vorkehrungen gegen das Evangelium diesem nur noch verhaßter werden musste, lag am Tage; und daß Georg nun auch die Schwärmerei der Wiedertäufer, der Bilderstürmer, den Bauernaufruhr, den er mit furchtbarer Strenge tilgen zu müs-

1) K. W. Hering Gesch. des sächs. Hochlandes. I, 212, 394 ff. liefert höchst schätzbare archivalische Nachrichten über dieses schon im 12. Jahrh. vorkommende Geschlecht, aber auch sonst sehr brauchbare Materialien zur erzgebirgischen Reformationsgeschichte. Über Leipzig s. ausser den ältern Chroniken und Seckendorf auch J. Chn. Dolz Versuch einer Geschichte Leipzigs. S. 161 ff.

sen glaubte, allein der Reformation aufbürdete, durfte nicht Wunder nehmen. Umsonst hatte der meissner Bischof Johann
1523 1523 selbst in seinem Sprengel eine Reformation angekündigt, vergeblich Georg Hunderte von Bibelübersetzungen Luthers den Besitzern abgekauft; der Kampf, den er focht, war unnatürlich und fruchtlos, wie jeder Kampf gegen Überzeugungen, die das Irdische und Himmlische so nah verbinden, und gegen eine Lehre, deren Prüfstein in jedes Unbefangenen Händen war. Der Boden wurde immer hohler, auf welchem Georg als eine Säule der alten Kirche dazustehn meinte. Jetzt kam der Abfall vom alten Glauben in sein eignes Haus.

In Freiberg hatte schon die Reformation gewaltig um
1524 sich gegriffen, und schon 1524 gab es dort einen beweibten Geistlichen und keine geistliche Schauspiele mehr, aber desto mehr Gelächter und Gespötte über das sogenannte Mönchskalb. Frau Katharina selbst, die Herzogin, hatte sich fast offen für Luther erklärt und endlich vor ihrem Gemahle selbst gegen das Papstthum predigen lassen. Der vertriebene Anton von Schönberg zog nach Freiberg und bestärkte die Herzogin in ihrem Plane, den Herzog zu bekehren. Sein redlich einfaches Gemüth war bald gewonnen, aber die Furcht vor dem Bruder hielt von offenen Schritten und von völliger Einführung der
1530 neuen Lehre ab. Doch wurden schon 1530 die Klöster, aus denen Manche, besonders Nonnen, schon entsprungen waren, visitirt und ihr Kirchenschatz verzeichnet, die wegen Fastenüber-
1531 tretungen Gefangenen freigegeben (1531), der Prediger Schumann durfte in aller Stille das Abendmahl lutherisch reichen,
1533 und Fräulein Emilie 1533 sich mit dem evangelischen Georg von Brandenburg vermählen. Natürlich erschien Georg nicht dabei und drohte bei solchen Schritten; aber er ließ es auch dabei für's erste bewenden, weil er den Kurfürst und die schmalkaldner Bundesfürsten fürchtete. Endlich am Michaelis-
1536 tage 1536 that Heinrich den letzten Schritt und erklärte sich offen für die Reformation, und Dr. Jacob Schenk wurde aus Wittenberg berufen, der nun, doch mit Schonung der Schwachen, allmälig das Werk begann. Wohl drohte Georg mit Sperrung der Holzflöße, mit Verheirathung seines noch übrigen blödsinnigen Sohnes, damit Heinrich nicht Landeserbe

werde, mit Einziehung des Jahrgehaltes; allein Heinrich trat
am 27. Februar 1537 nun auch zum schmalkaldischen Bunde, 1537
der ihm Schutz und allenfalls Entschädigung versprach. Justus
Jonas arbeitete bereits an einer Kirchenagende für das kleine
Land, Spalatin und einige Räthe des Kurfürsten und des
Herzogs an der Kirchenvisitation, Luthers Bibel, Postille, Ka-
techismen wurden dem Volke und den Geistlichen empfohlen.
Besonders verhinderte Spalatin, daß mit dem eingezogenen
Kirchengute nicht willkürlich und zweckwidrig verfahren wurde,
wie Heinrich selbst und sein Anton von Schönberg nicht übel
Lust zu haben schienen. Auch den Domherren, Mönchen und
Nonnen wurde nach einigem Streite mit dem Herzoge Unter-
halt gewährt, endlich aber auch Dr. Schenk, der das Ansehn
eines Bischofs über die neue Kirche üben wollte und sich bei
Besetzung der geistlichen Stellen eine Art von Nepotismus zu
Schulden kommen ließ, entfernt (1538) und eine neue Visi- 1538
tation begonnen.

Georgs Abmahnen, Bitten, Drohen mit dem Kaiser und
Concilium war umsonst. Jetzt suchte er Heinrich wenigstens
die Erbfolge zu entziehen, die ihm bei dem Blödsinne des ält-
tern Sohnes Friedrich und nach dem kinderlosen Tode (11.
Jan. 1537) des jüngern, Johann, der mit Elisabeth von
Hessen, Landgraf Philipps von Hessen Schwester, vermählt
gewesen, kaum entgehn zu können schien. Allein der blödsin-
nige Prinz Friedrich starb auch wenige Wochen nach seiner
Vermählung mit der katholischen Elisabeth von Mansfeld (26.
Febr. 1539), ohne Aussicht auf einen Erben hinterlassen zu 1539
haben. So scheiterte auch diese Hoffnung. Jetzt wollte Georg
wenigstens durch ein Testament die Reformation von seinem
Lande abhalten, indem Heinrich und dessen Söhne nur dann
succediren sollten, wenn sie keine Religionsveränderung im
Lande vornehmen und dem zu Nürnberg geschlossenen heiligen
Bunde (1538) beitreten würden, für welchen Georg schon
60,000 Ducaten zurückgelegt hatte (so wie damals auch auf
den Landtagen zu Meissen und Dschatz über sechs im Lande
zu bauende Festungen verhandelt wurde); bis dahin solle das
Land vom Kaiser und römischen Könige verwaltet werden.
Allein es kam nicht bis zur Unterzeichnung. Am 17. April 1539

1539 starb Georg, mit der trüben Aussicht, daß alles sein Gegenkämpfen gegen die Reformation wahrscheinlich vergeblich gewesen sein würde, und erregt nur das Bedauern, daß gerade eine vorgefaßte Meinung einen sonst wirklich frommen Fürsten auf einen solchen Abweg führen konnte [1]). Er war der letzte katholische Fürst Sachsens gewesen, und der letzte der im Dom zu Meissen begraben wurde. Noch von seinem Sterbebette wurde der zelotische Pater Eisenberger entfernt, und der Leibarzt Rothe sagte zu dem kranken Fürsten: „Gnädiger Herr, Sie pflegten sonst oft zu sagen, geradezu giebt die besten Renner; dies thun Sie auch jetzo und gehen gerade zu Christo, welcher vor unsere Sünde gestorben und unser einiger Seligmacher und Vorbitter ist, und lassen die verstorbenen Heiligen fahren". Auf diese Trostworte rief der sterbende Fürst: „Ei so hilf mir du treuer Heiland Jesu Christe, erbarme dich

1) Es ist auffallend, wie Georg oft gegen bessere Überzeugung, die sich ihm aufdringen wollte, ankämpfte. Wirklich hatte er von 1524—1527 einen lutherisch gesinnten Hofcapellan, Alexius Crosner, angenommen, der auch 1527 mit ihm in Breslau war. Mit diesem stritt sich nun wohl Georg (im grünen Stüblein des Schlosses) oft über seine Predigten und über das Abendmahl sub utraque herum, hörte aber und duldete ihn doch drei Jahre. Dann, wahrscheinlich weil das Hofpersonal ihm gram war, gegen dessen „Hofmauserei" sich Crosner frei erklärte, entließ er ihn, doch im Guten und ist nachher in Leipzig wieder mit ihm zusammengekommen. Seckendorf II, 98. Hasche diplom. Gesch. v. Dresden. II, 169. Crosners Zeugniß gegen den breslauer Bund ist von Gewicht, und der Umstand, daß Georg 1529 Truppen gegen die Türken vor Wien absendete, bringt die Vermuthung, daß zu Breslau wahrscheinlich nur eine Hülfe zum ungerischen und Türken-Krieg berathen wurde, aber dann auch manche Fürsten wohl äussern mochten, was man mit dem zusammengebrachten Heere sonst noch beginnen könne, wobei man den als evangelisch bekannten Crosner wohl nicht zugezogen haben wird. Charakteristisch ist auch folgende Äusserung Georgs. Als sein Sohn Johann im Sterben lag, sagte ihm der Vater: daß er allein auf Christum der Welt Heiland sehen und aller seiner Werke wie auch der Heiligen Anrufung vergessen solle. Als nun Johanns Gemahlin äusserte, warum man dieses nicht öffentlich im Lande predigen lasse, sagte Georg: „Liebe Frau Tochter, man soll's nur den Sterbenden zum Troste vorhalten, denn wenn die gemeinen Leute wissen sollten, daß man allein durch Christum selig würde, so würden sie gar zu ruchlos werden und sich gar keiner guten Werke befleissigen". Müller Annalen S. 91.

über mich und mache mich selig durch dein bitteres Leiden und Sterben" [1]).

Wenige Wochen vor Georg war auch Hugo, Burggraf von Leißnig und Herr von Penig, als der Letzte seines alten Stammes, mit Schild und Helm begraben worden. Dadurch fielen diese schönen Güter als eröffnete Lehen an das albertinische Sachsen, wie ein Abschiedsgeschenk dem scheidenden Georg oder ein Willkommen dem neuen Herrn, der nun mit seinem kleinen Ländchen oder den Ämtern Freiberg und Wolkenstein das ganze albertinische Herzogthum verband.

Der neue Herzog des ganzen Landes und nun Haupt der albertinischen Linie, Heinrich (geboren 1473), war schon zu bejahrt, um sich den neuen, schweren Pflichten mit dem Eifer zu unterziehen, den der Zustand Sachsens damals foderte. Die Mehrzahl seiner neuen Unterthanen war der Reformation geneigt, vielleicht schon heimlich zugethan; dagegen war die Geistlichkeit und der Adel ihr größerntheils noch abgeneigt. Der Bischof von Meissen, Johann (von Maltitz), bat den Herzog dringend, in Kirchensachen Nichts zu ändern, und schickte dem Herzog ein Buch, „eine gemeine christliche Lehr in Artikeln, die einem jeden Christen zu wissen vonnöthen", worin er die Grundsätze der Reformatoren mit denen der katholischen Kirche zu vereinigen suchte. Da nun der Kurfürst von Sachsen fast in allen Dingen längst das Orakel Heinrichs war, und dieser wieder seine Theologen in solchen Dingen stets befragte, so erklärten die Theologen dies „meissnische Pfaffengedicht" mit ihren Federn ausgeschmückt schlechthin für verwerflich [2]). Eine Reform der Kirche war aber schon darum unumgänglich, weil wenigstens 300 Prediger-

1) Ebendas. S. 93. Übrigens hatte Georg bis auf Christine, Philipps von Hessen Gemahlin, die schon lange evangelisch war, acht Kinder verloren und seine Gemahlin 1534, nach deren Tode er sich den Bart wachsen ließ; davon der Bärtige.

2) Seckendorf III, 215. 216.

stellen, wozu sich keine katholischen Lehrer mehr fanden, unbesetzt geblieben waren, weil die meisten Klöster schon von ihren Bewohnern verlassen waren und auf die bekannte Gesinnung des Fürsten vertrauend wahrscheinlich das Volk selbst dazu Anstalt gemacht haben würde. Johann von Meissen mochte natürlich seine guten Gründe haben gegen eine Reformation zu sprechen, da allein die 47 Altäre in Dresden ihm 120 Mark (jetzt ungefähr 1600 Thlr.) eintrugen. Die Altarlehen, die Zinsen, Opfer und Obleyen fielen dann in den Gotteskasten, die Vicarien und Altaristen hörten auf. Auch daß bald nach der in Dresden eingenommenen Huldigung Ferdinands von Böhmen Gesandte kamen und mit Execution des Testaments drohten und zu verstehen gaben, daß ihr König, wenn sich die meissnischen Stände über die Reformation beschweren würden, sich der Stände anzunehmen gesonnen sei, hinderte in der Sache Nichts. Heinrich erwiederte: „sein Land verdanke er nicht dem Testamente (das ohnehin der Form nach nicht rechtskräftig war), sondern ältern Verträgen, und er werde sich in seinem Land Nichts vorschreiben lassen".

Der Anfang der Reformation wurde zu Pfingsten 1539 in Leipzig gemacht, nachdem die Vertriebenen schon früher zurückgerufen worden waren. Der Kurfürst, Luther, Melanchthon, Jonas, Myconius u. A. kamen selbst nach Leipzig, der Gottesdienst begann in deutscher Sprache, und zu Luthers Predigt war der Zulauf so groß, daß man Leitern an die Kirchen legte und von aussen durch die zerbrochenen Fensterscheiben andächtig zuhörte. Dann begann man mit Abschaffung des alten, mit Einführung des neuen Ritus. Der Rath der Stadt hätte gern das Abendmahl noch in der alten Form beibehalten [1]) und gebeten, daß die ganze Landschaft vorher vernommen worden wäre, aber Heinrich und seine Commissarien gingen auf Beides nicht ein. Dies deutete zugleich die doppelte Reaction an, zu der sich Herzog Heinrich entschliessen musste:

1) Doch verschwand nicht Alles auf einmal, die lateinischen Frühmetten und Vespern u. A. blieben noch lange, und das Wandlungsglöcklein des Küsters bei der Consecrirung des Abendmahls bis 1787. s. Dolz Versuch einer Gesch. Leipz. S. 175.

die eine gegen die besonders durch Adel, Geistlichkeit und Universität geschützte alte Lehre; die andere gegen Georgs Regierungssystem, welches freilich wiederum fast ganz auf seinem Kampfe gegen die Reformation beruhete. Es war eine volle politisch-religiöse Umgestaltung nöthig, ein Land vom heiligen Bunde zum schmalkaldischen hinüberzuführen. Die bisherige Stellung Sachsens zum römischen Könige und dem katholischen Deutschland musste aufgegeben, ein Georg von Carlowitz, Bünau, Pistoris, Commerstadt, Wolfgang von Schönberg (Georgs gleichgesinnte Räthe) ihres Einflusses beraubt werden, und gerade diese Männer waren es, die sich nachher des Zutrauens des jungen Herzogs Moritz bemächtigten und auf dessen ganz eigenthümliche Schritte manchen Einfluß hatten.

Die meisten Schwierigkeiten setzte die Universität (August 1539) der Reformation entgegen. Hier galt es auch einem gelehrten Kampfe zwischen theologischen Systemen, dem neuen humanistisch-exegetischen gegen das scholastisch-philosophische. Man hielt lange Disputationen im großen Collegium, und gewöhnlich schrieb sich jede Partei den Sieg zu. Was indeß besser als alles Disputiren half, war die Entfernung einiger altgläubigen Eiferer wie Cochläus (oder Wendelstein), Wicelius, und die Berufung von Männern wie Börner, der Schotte Alesius und Camerarius. So fügte sich endlich auch die Universität und beschloß, „mit einhelliger Beliebung der 4 Nationen, daß sie der reinen christlichen Lehre und dergleichen heiligen Büchern keineswegs sich widersetzen, sondern lehren und disputiren wolle, nachdem es das reine Wort Gottes erfodere".

In Dresden wurden seit dem dritten Junius die katholischen Kirchengebräuche und Ceremonien entfernt. Wo zu Ostern noch katholische Priester den Gottesdienst versahen, sah man zu Pfingsten schon protestantische Geistliche. Den freisinnigen Predigten Pauls von Lindenau von Chemnitz wich der schwarze Herrgott der Kreuzkirche, das wächserne Marienbild der Frauenkirche und der Zulauf zur Fußsohle der Maria in der Dreikönigskirche. Die Frohnleichnamsprocession unterblieb am 4. Junius, und der Bennodienst zu Meissen wurde abgeschafft, das neue, prächtige Grab des kurz vorher kanonisirten Bischofs abgetragen. Im Julius begann die große, allgemeine

Kirchenvisitation nach einer umsichtig gearbeiteten Instruction, die die Grundlage der ganzen nachherigen Kirchenverfassung wurde. Dr. Luther gab dazu das kursächsische Visitationsbuch und die Kirchenordnung des Kurlandes neu heraus, und beide wurden auch für das albertinische Sachsen angenommen. Die Klöster wurden noch nicht eingezogen, sondern nur die Klosterkleidung untersagt; in den unmittelbaren Städten und Flecken der Bischöfe wurde noch nicht visitirt, bis die Unterthanen es selbst verlangen würden. Vocirte Geistliche die früher noch kein Predigtamt verwaltet hatten, wurden zu den Theologen nach Leipzig geschickt und dort geprüft [1]). Da sich indessen noch viel Ignoranz, böser Wille oder bloß Scheingehorsam bei den Geistlichen gefunden hatte, wurde zu Anfange
1540. 41 des Jahres 1540 eine neue Visitation für Meissen und 1541 für Thüringen vorgenommen. Die Seele aller dieser Veränderungen war allerdings der Kurfürst Johann Friedrich, denn selbst der Secretär und Biograph Heinrichs, Bernhard Freydiger, sagt unverhohlen: „Mit der Religion nahm er sich also an, daß er folgete, was man vorsagete, ging aber nicht viel weiter, als was ihm der Kurfürst präscribirte, und wie er hörte, daß es die andern protestirenden Stände hielten" [2]).

So mochte wohl auch der Kurfürst den Rath gegeben haben, über diese kirchlichen Veränderungen nicht erst die

1) Die Instruction für die Visitatoren, unter denen wieder Menius, Justus Jonas, Spalatin waren, in A. Wecks Beschreibung v. Dresden. S. 309. Über manchen kirchlichen Misbrauch in Dresden s. Hasche diplom. Gesch. v. Dresden. II, 213. Die Gebeine des Bischofs Benno, des Zeitgenossen K. Heinrichs IV., waren schon vorher nach Stolpen, wo Johann v. Maltitz residirte, geflüchtet worden und kamen 1576 auf Bitten Herzog Albrechts von Baiern nach München, wo Benno als Patron des Landes wider Hungersnoth und Pestilenz verehrt wurde.

2) So sagt Bernh. Freydiger oder Freydinger in seinem kurzen Verzeichniß etlichen Thuns Herzog Heinrichs bei Glafey Kern d. sächs. Gesch. I, 107—127. Ich besitze eine ziemlich alte Abschrift mit manchen Abweichungen unter dem Titel: Lebens- und Wandelsbeschreibung des Durchl. Hochgeb. Fürsten und Herrn ꝛc., sonderlich aber, wie dieser Lande Regierung nach H. Georgen Tode an ihn kommen, dadurch das Evangelium darinnen angefangen, auch wie er endlich in demselben Erkenntniß selig vorschieden sei durch B. F. S. zue D. 70 Seiten. 4.

Stände zu befragen. Endlich aber zwang die Geldnoth den Herzog (Nov. 1539) die Landschaft nach Chemnitz zu bescheiden. Denn es fanden sich 500,000 fl. Schulden in Georgs Verlassenschaft, und auf das baare Geld und das Mobiliare machten Georgs Tochter, die Landgräfin von Hessen, und Georgs Enkel (von seiner Tochter Magdalene), der Kurfürst Joachim von Brandenburg, Ansprüche. So zwang dasselbe, was sonst schon die den Ständen ungünstigsten Fürsten zur Berathung mit ihnen gezwungen und ihnen überhaupt ihre Stellung im Staate mit hatte schaffen helfen, zwang die Geldnoth auch Herzog Heinrich zu einem gern vermiedenen Schritte. Doch hoffte er die Reformationssache ganz mit Stillschweigen übergehn zu können. Aber die Stände führten in gerechtem Unmuthe eine nachdrückliche und kräftige Sprache, beklagten sich bei der Reformation des Landes vorher nicht befragt worden zu sein, und empfahlen dem Herzog in des Bruders Fußtapfen zu treten, der sein Regiment mit ihrem Vorwissen bestellt habe. Besonders beschwerten sie sich über Eingriffe der Visitatoren in ihre Patronatsrechte, über neue Bürden beim Unterhalt der Geistlichen und Schulen; sie verlangten, daß Niemand seines Glaubens wegen gedrückt, die noch vorhandenen Stifter und Klöster ohne ihre Einwilligung nicht aufgehoben, und Vermögen und Einkünfte der bereits eingegangenen zweckmäßig verwendet werden sollten. Wenn nun auch der Herzog den Rath der Ritterschaft über Verwaltung der Kirchengüter foderte und diese dazu einen Ausschuß aus ihrer und der Städte Mitte in Vorschlag brachte (welcher aber nicht zu Stande kam), wenn er die vorgeschlagene Münzverschlechterung zurücknahm, den Landständen ihre Privilegien bestätigte und sich im Ganzen nachgiebiger erwies; so verbarg er doch auch im Landtagsabschied seinen Unwillen nicht und erklärte, „daß er sowohl ein Fürst sei als sein Bruder, daß er sich auch nicht weniger zu ihnen Gehorsams, denn seinem Bruder beschehen, und so wenigen Vertrauens nicht versehen; wollte sich auch ohne Einlassung einiger Fußtapfen wohl wissen unverweislichen zu halten". Auch die Foderungen von Brandenburg wurden bald nachher durch einen Vergleich erledigt (nachdem Melchior von Osse, der berühmteste Rechtsgelehrte Leip-

zigs in jener Zeit, zuvor sein Gutachten hatte geben müssen). Hessen scheint leer ausgegangen zu sein, indem sich Heinrich gegen Philipps morganatische Ehe laut und thätlich erklärte. (Er ließ 1540 die Mutter jener Margaret von Saale, die Philipp bei seiner Schwester zu Rochlitz hatte kennen lernen, auf ihrem Gute Schönfeld bei Dresden gefangen nehmen und über die Wahrheit der anfangs sehr geheim gehaltenen Sache scharf befragen.) Über die geistlichen Güter wurde nach langen Verhandlungen entschieden, daß sie durch einen ständischen Ausschuß und Sequestratoren vor allen ausgemittelt und verzeichnet und dann mit jährlicher Rechnungsablegung durch den Ausschuß zur Verbesserung der Universität, der Kirchen und Schulen verwendet werden sollten [1]).

Auffallend aber war die Erscheinung, daß Heinrich allmälig immer lauer gegen den Kurfürsten und den schmalkaldischen Bund (auf den von ihm beschickten Conventen zu Arnstadt und Naumburg) wurde, dagegen aber eine Gesandtschaft an den Kaiser schickte, die aber nicht allzu gnädig empfangen wurde. Einen guten Theil hatte Alter und Stumpfheit des Herzogs daran, dem alle diese Händel höchst beschwerlich fielen und oft genug die Sehnsucht nach seinem stillen Erzgebirge anwandeln mochte. Zuletzt konnte man ihn kaum noch zur Unterschrift des Namens bringen. Seine Abneigung gegen Hessen wuchs, als sein eigner Sohn Moritz (ein jüngerer, Severin, war jung in Insbruck gestorben) sich ohne Befragung des Vaters eigenmächtig mit Philipps schöner Tochter Agnes verlobte. Daß Moritz seine eigenen Wege gehe, hatte der Vater längst kopfschüttelnd bemerkt und darum ihm einen Theil der väterlichen Liebe entzogen. Daher kam es wohl auch, daß, der albertinischen Erbordnung ganz zuwider, Heinrich in seinem Testamente vom 5. Mai 1541 seine Länder beiden Söhnen, Moritz und August, vermachte, wogegen aber Moritz (6. Aug.) feierlich vor Notar und Zeugen protestirte und sich alle nach dem albertinischen Erbvertrage ihm zukommen-

1) Über diese Landtagsverhandlungen s. die Sammlung vermischter Nachrichten VI, 111 ff. und die Zusätze dazu aus handschriftlichen Acten in Weisse Gesch. der kursächs. Staaten. III, 271 ff.

den Rechte vorbehielt. Am 2. Aug. 1541 war eben der Ausschuß der Stände in Dresden versammelt, als Heinrich ihnen eröffnete, daß er die Regierung niederlegen und seinem ältern Sohne übergeben werde, dem er am 7. Aug., als dies wirklich geschah, einige Räthe zur Seite setzte. Es war im Vorgefühle seines baldigen Todes geschehen, der auch am 18. Aug. 1541 erfolgte. In seinem lieben Freiberg wollte er begraben 1541
sein. Dort machten seine alten Freunde, die Knappen, ihm die Gruft im Dome, und Bergmeister und Geschworne trugen ihn, den Ersten einer ehrwürdigen Fürstenreihe, die dort begraben liegt. Seine Tochter Sibylle war an den Herzog Franz von Lauenburg, Emilie an Markgraf Georg von Ansbach, und Sidonie wurde 1545 an den Herzog Erich von Braunschweig vermählt, starb aber geschieden von ihm in einem Kloster zu Weissenfels [1]).

So kurz auch die Regierung Heinrichs war, so gewährte sie doch dem Lande das herrliche Geschenk der Reformation, und selbst die Passivität des Fürsten that ihr Vorschub. Man hat ihn den Frommen genannt, er hiesse besser der Gemüthliche oder der Patriarchalische. Ein Freund der Ruhe und der Tafel, sodaß schon Andere essen sehen ihm Freude machte, mag man am passendsten auf ihn, den fast 70jährigen, des Dichters Vers anwenden: a mensa vitae plenus conviva recessit! —

3. Vollendung und Befestigung der Reformation im albertinischen und dann im gesammten Sachsen, durch Herzog und Kurfürst Moritz. — Die jüngere Linie tritt in den Vordergrund. Moritz und Karl V.

Am 21. März 1521 wurde Moritz seinem Vater Heinrich zu Freiberg geboren, also in den ewig denkwürdigen Tagen der Reichsversammlung zu Worms, drei Tage nach jener mann-

1) Chronicon rhythmicum Hamelense in Fr. Sprengers Gesch. der Stadt Hameln. 1826. 8. S. 82. Doch wird nicht klar, was das für eine Weiberconspiration gewesen, wegen welcher sie vertrieben wurde.

haften Erklärung Luthers, die dem stummen Wunsch von Tausenden vor Kaiser und Reich eine Sprache gab. Moritz wird stets eine der schwierigsten Aufgaben für den Historiker sein, weil sich in wenigen historischen Personen so viel Licht und Schatten, so Rühmliches und so Verwerfliches vereinigt findet; weil jetzt kaum noch zu unterscheiden ist, was eigene Anlagen, was Angebildetes, was Glück und Plan, was der Umstände Gunst oder Ungunst in ihm und für ihn gethan haben. Wie man ihn betrachtet, er steht seltsam, einzig in seiner Dynastie und unter seinen Zeitgenossen da. Keiner der vorhergegangenen wie der nachfolgenden Fürsten des wettinischen Hauses hat in so hoher Jugend, unter so ungünstigen Aussichten, in so kurzer Reihe der Jahre so vieles nicht bloß für sich und sein Land sondern auch für das ganze Deutschland Entscheidende durchgeführt. Nach menschlicher Berechnung würden ihm nach seines Vaters Tode bloß dessen zwei ausgesetzte Ämter und selbst diese vielleicht noch mit einem oder zwei Brüdern gemeinsam zugefallen sein. Da stirbt ihm erstlich ein Bruder, Severin, dann sterben Georgs beide Söhne, beide vermählt und beide kinderlos; Georgs Testament bleibt ungültig und unvollzogen, Heinrich wird Haupt der albertinischen Linie, und schon nach zwei Jahren wird es Moritz im 20. Jahre seines Lebens und bleibt es durch Verträge mit seinem Bruder August. Nach sechs Jahren stürzt er seinen Vetter, den Kurfürst Johann Friedrich, und gewinnt dessen Kurwürde und einen großen Theil von dessen Ländern und bildet so einen Staat zusammen, der unbestritten den nächsten Rang und die erste Stelle nach dem habsburgischen Ländervereine in Deutschland einnahm. Der 31jährige Kurfürst, dessen Länder kaum der kleinsten Provinz von Karls in zwei Erdtheilen sich ausdehnenden Reichen an Umfang gleichkommen, wagt es gegen seinen Kaiser für religiöse und politische Freiheit im rechten Augenblicke das Schwerdt zu ziehen und demüthigt den Allgefürchteten, was den Verbindungen vieler großen Staaten gegen Karl nie gelungen war. Aber zwei Jahre darauf, in weit unbedeutenderer Fehde mit einem ehemaligen Jugendfreunde, mitten in einer siegreichen Schlacht, trifft ihn die mörderische Kugel, und seine Rolle ist nach 12 Jahren und nach fast eben

so vielen Feldzügen, nach dem einflußreichsten Wirken für sein Land, plötzlich ausgespielt. Er gleicht einem Meteore, dessen Erscheinung und Bahn ausserhalb aller Berechnung liegt.

Zu bedauern ist, daß die Geschichte von seiner mecklenburgischen Mutter Katharina so wenig nachweist. Denn in der That scheint Moritz seinen Ehrgeiz und seine Erwerbsucht ihr zu verdanken, die bei Zeiten schon ihrem Gemahle den kleinen Länderbesitz desselben vorwarf und eine große Herrschaft über ihn gewann. Von dieser Erwerbsucht finden sich auch Spuren in Moritz's Prinzenleben. Bei einem anfangs schwächlichen Körper scheint die Natur die ganze ihm zugedachte Kraft auf den Geist geworfen zu haben, den weniger eines Rivius gelehrtes Wissen als der Aufenthalt an mehrern unter einander sehr verschiedenen Höfen praktisch ausbildete. So lebte Moritz, auf Veranlassung seines Oheims Georg, einige Zeit an dem glänzenden, aber sittenverderbenden Hofe des Kurfürst Albrecht von Mainz zu Halle, dann an dem streng katholischen Hofe Georgs zu Dresden, den er wiederum, als sein Vater zur Reformation und zum schmalkaldischen Bunde getreten war, mit dem Johann Friedrichs zu Torgau und Weimar vertauschte. Am wenigsten gefiel ihm das Treiben an des eigenen Vaters Hofe, indem Heinrichs Nachgiebigkeit gegen Gemahlin und Räthe und den Kurfürsten des Sohnes Sinne für Selbständigkeit kaum entsprechen konnte. Desto eher schloß er sich an den kräftigen Landgraf Philipp von Hessen an. Der verschiedene Geist dieser fünf Fürsten und ihrer Höfe mußte auf den jungen, lebhaften und reizbaren Fürsten einen eigenen Eindruck machen und ihn tief in die Schwächen der Parteien blicken lassen. Entschieden für den Protestantismus entschied er sich gegen den schmalkaldischen Bund, obgleich er ihn früher mit seinem Vater zugleich unterschrieben hatte (wie es ihm 1543 noch vorgeworfen wurde). Das konnte auch einem Kurzsichtigeren als ihm kaum entgehen, daß diesem Bunde, so organisirt, alle Spannkraft fehle; und daß er selbst vor den Bundeshäuptern keine eigne Rolle spielen könne, war ein Gedanke, den sein Ehrgeiz ihm gewiß einflüsterte. So mahnte es den jugendlichen Ehrgeiz lieber der Seite sich zuzuwenden, wo dieser volle Befriedigung finden

konnte, und wo er seine Dienste auch nicht umsonst geleistet zu haben mit Grund annehmen durfte. Daß Karl V. zu hochsinnig sei den Protestantismus zu bekämpfen, oder daß ihn dazu, bis auf einen gewissen Grad, nur dessen politische Partei zwinge, war eine Ansicht, die damals noch Viele theilten, und die für Moritz in sich nichts Widersprechendes haben mochte. Moritz gab sich dem Kaiser hin, als er bei diesem fast allein die Kraft und Energie entdeckte, die seinem eigenen Sinn entsprach; er fühlte, er brauche eine andere Bahn, als auf welche das Schicksal ihn zunächst gestellt, und er entschloß sich dieselbe sich zu brechen. Ob diese dann über fremde Fluren führe, ob Vettern und Verwandte an ihm irre würden, ob seine Unterthanen ihn verkennen dürften, das schienen Nebenfragen, die bei einem einmal feststehenden Entschlusse einen Moritz — erkennen wir ihn recht — kaum hindern mochten und gewiß in einem andern Entschlusse ein für Moritz vollgültiges Gegengewicht fanden, nämlich den Protestantismus selbst nie aufzugeben. Und wer mag bei der Combinationsfähigkeit eines so feurigen Gemüths gewiß sein, daß er sich nicht selbst vielleicht schon mit dem Gedanken schmeichelte, sich eine Stellung zu erringen, wo er der neuen Lehre weit wesentlichere Dienste leisten könne; eine Stellung, freier als sie in jenem Bunde ihm je werden könnte, großartiger, weil sie sein eigenes Werk sein würde, und endlich entscheidender, weil er, seiner selbst gewiß, mit Einheit und Consequenz verfahren könnte [1]).

1) Moritz, bis zur Erlangung des Kurfürstenthums, ist eine historische Hieroglyphe, aus welcher leicht ein Jeder seine Lieblingsansicht über ihn herauslesen kann. Daher bei denselben Thatsachen so verschiedene Urtheile über ihn. Ich bin weit entfernt die oben entwickelte Ansicht für die absolut richtige zu geben (wo läge auch die Bürgschaft, daß sie es sei?), aber die wahrscheinlichste ist sie mir geworden. Daß solche Combinationen in dem Ideenkreise so junger Fürsten liegen können, daß Jünglinge ihren Jahren vorauseilen, zeigt die Geschichte oft. Und man denke an jene seltsam aufgeregte Zeit! Auch nehme ich nicht an, daß dieser ganze Plan gleich anfangs fertig vor seiner Seele stand und jederzeit in schnurgerader Richtung verfolgt worden sei. Auch bei einem Alexander entwickelte sich der Riesenplan der Weltmonarchie durch Glück und Um-

Wir konnten den Erscheinungen der ersten Jahre von Moritz Regierung vorauseilen, weil so Manches aus derselben in der Geschichte Johann Friedrichs schon erörtert werden musste. Nur Einiges, was ihn als Fürst, als Krieger und als Protestant noch näher bezeichnet, mag hier seine Stelle finden.

Des Vaters Testament, in welchem Herzog August zur gemeinschaftlichen Regierung mit Moritz bestimmt war, liess Moritz neun Jahre uneröffnet und seinen Bruder an seinem Hofe ohne Land und Gehalt, doch fürstlich leben. Erst (6. Mai 1544) versprach Moritz in einem Vertrage seinem Bruder die 1544
Administration des Hochstiftes Merseburg zu verschaffen, und eine Anzahl Städte und Ämter bis auf den Betrag von 25,000 fl. jährlicher Einkünfte mit der ganzen Regierung zu überlassen. Als aber 1548 der Administrator August dem main- 1548
zer Weihbischof Sidonius das Stift zurückgab, um sich vermählen zu können, erhielt er noch eine Anzahl Ämter bis auf den Betrag von 40,000 fl., und selbst dieser wurde 1550 noch 1550
um 3500 fl. vermehrt, sowie auch August auf seinen Bruder in der Regierung folgen sollte [1]). — Am Hofe zeigte sich bald ein anderer Geist der Verwaltung: die alten Räthe Georgs, des Kaisers Freunde, traten wieder in den Vordergrund; die Räthe Herzog Heinrichs wurden zum Theil verhaftet und zur Rechenschaft gezogen, die Frau Mutter, leicht die Schuldigste, schützte der Muttername. Der Kurfürst verlor jetzt allen Einfluss auf das Herzogthum, und Moritz zeigte gleich 1542 in dem (schon erwähnten) Fladenkrieg über Wurzen, daß er jede Kränkung seiner Rechte nicht ungeahndet lassen werde. Gleich nach diesem Kriege ohne Schlacht zog er mit fünf Fähnlein Fußvolk und einem Geschwader edler Reiter, wozu ihm seine

stände. Über Moritz anfänglichen Beitritt zum schmalkaldner Bunde s. Seckendorf hist. Luther. III, 428.

1) über diese verschiedenen Verträge zwischen Moritz und August s. weitläufiger Weisse Gesch. d. kurs. Staat. III, 279—283. Es waren endlich die Städte und Ämter: Freiburg, Laucha, Sangerhausen, Weissensee, Kindelbrück, Sachsenburg und statt des Hochstiftes Merseburg Weissenfels, Eisenberg, Schwarzenberg (nachher mit Wolkenstein vertauscht).

Stände auf dem Landtage zu Leipzig (Nov. 1541) nur ungern 50,000 fl. verwilligt hatten, nach Ungern und vor Pesth, welches man dem prächtigen Soliman zu entreissen suchte, wo er ein Opfer seines allzu ungestümen Muthes geworden wäre, hätte der wackere Edelknecht, Sebastian von Reibisch, nicht seines Herrn Leben mit dem seinigen erkauft. Bald darauf (1543 u. 1544) zog er dem Kaiser in dessen mit Frankreich geführten Kriegen zu und focht selbst gegen den mit Johann Friedrich nah verwandten Herzog Wilhelm von Cleve. Den Wiederbeitritt zum schmalkaldischen Bunde verweigerte er wiederholt, da er es in Verbindung mit seinem Vater nur zu Gunsten der Religion gethan habe, diese aber jetzt ungefährdet sei; nur bei einem unmittelbaren Angriff auf die Religion werde er der allgemeinen Sache sich nicht entziehn. Die Sache der Reformation und des schmalkaldischen Bundes wusste er sorgfältig zu unterscheiden.

Der Reformation verstattete Moritz ungehinderten Fortgang. Schon 1541 auf dem Ausschußtage zu Dresden und dann auf dem leipziger Landtage wurde theils Verkauf theils Verpachtung der Kirchengüter beschlossen, und endlich auf dem Ausschußtage zu Dresden (6. Jan. 1543) ihre Verwendung so angeordnet, daß davon der Unterhalt der Kirchen- und Schul-Diener verbessert, die Errichtung dreier Landesschulen zu Meissen für 60, zu Merseburg (später Grimma 1550) zu 70, und zu Pforte (davon Schulpforte) für 100 Knaben bestritten würde. Diese Knaben sollten zwischen 11 und 15 Jahren, zum Drittheil aus dem Adel sein und in Sprachen, Zucht und Tugend sechs Jahre lang unterwiesen werden [1]). Ferner sollten die fähigeren unter ihnen Stipendien und Freitische auf der Universität erhalten, die gleichfalls aus dem Kirchengute zu gründen wären. Auch abgedankte Priester und geistliche Personen werden davon unterhalten. Nur einige Klösterhöfe

1) Die näheren Bestimmungen, wie sie in der Landesordnung des Herzogs v. 1543 im Codex Augusteus I, 14—17 stehn, das Personal der Lehrer, Freiheit von Schulgeld, wie viel Kleidung, Schuhe, Papier, Bücher, Betten jeder Schüler bekommen solle, mögen wohl Rivius Werk gewesen sein. Vogel Leipz. Chronicon. S. 282.

und geringe Klöster sollen zum Nutzen des Landesherrn (zur Einlösung verkaufter Stadtrenten) veräussert und dazu acht Personen niedergesetzt werden, um mit ihnen die weitere Verwendung des Kirchengutes zu berathen. Selbst die Rittergutsbesitzer und Städte, welche Kirchenlehen und Patronatsrechte im Belauf von wenigstens 30 fl. verloren hatten, bekamen zur Entschädigung das Recht, Knaben für die Landesschulen zu präsentiren. So wurde zuerst dem Nachtheile abgeholfen, den die Aufhebung der Klöster und Stifter durch Vernichtung ihrer Schulen haben musste, und Tausenden nach und nach der Weg zu höherer Bildung damit bereitet. Auch dadurch wurde diese Stiftung wichtig, weil nun auch immer mehr einzelne Städte entweder neue Schulen gründeten, oder die vorhandenen nach dem neuen Muster der Landesschulen umbildeten. Nicht minder wichtig waren die finanziellen und literarischen Verbesserungen, welche Moritz der Landesuniversität aus den Kirchengütern zu Theil werden liess. Sie erhielt eine jährliche Zulage von 2000 fl., dann das Paulinerkloster mit allen seinen Gebäuden und seinen Bibliotheken und die fünf neuen Dorfschaften, ausserdem 325 Acker Holz und 600 Scheffel Korn zum Convictorium und eine Anzahl neuer Stipendien und Freitische. Die Statuten der Universität wurden durchgesehen und verbessert, manches alte, scholastische Überbleibsel durch Melanchthon entfernt und eine Anzahl neuer und zeitgemäßer Lehrer herbeigerufen. Alles dies ist um so achtbarer, als Moritz selbst für eigentliche gelehrte Bildung nie Zeit gefunden hatte [1]), aber gewiß einsah, daß kein Capital sicherere und reichlichere Zinsen trage als das der Pflege der Wissenschaften zugewendete. Von dieser Zeit und diesem Fürsten datirt sich, in Verbindung mit der Reformation selbst, die zu allem diesen erst die Gelegenheit gegeben, die höhere geistige Blüthe des vor-

1) So sagt wenigstens Georg Arnold, als Canzler zu Naumburg gest. 1588, in s. vita Mauritii ducis in Mencken scrr. rr. germ. II, 1151—1256; 1252 u. 1253: Mauritius praeterquam quod scribere et legere posset, nullum literarum usum habebat; und: Amor erga viros doctos in Mauritio fuit, licet cognitionem literarum non haberet".

maligen albertinischen Sachsens, welches bis dahin hinter dem ernestinischen sichtbar zurückgeblieben war. Bei den meisten dieser Einrichtungen, wozu auch noch die Errichtung der Consistorien zu Leipzig und Meissen (erst 1580 nach Dresden verlegt) gehört, scheinen Dr. Georg von Commerstadt und der ehemalige Lehrer Rivius, der schon 1539 für die meissner Diöces eine Schulordnung entworfen hatte, und nach diesem der Rector Siber zu Grimma sehr thätig gewesen zu sein. Bei auswärtigen Angelegenheiten besaß dagegen Christoph von Karlowitz des Herzogs volles Zutrauen, zumal da Karlowitz von allen Räthen am meisten kaiserlich gesinnt und beim Kaiser wohl gelitten war.

Am 19. Junius schloß Moritz zu Regensburg mit dem Kaiser ab: Unterwerfung unter das Reichskammergericht und unter die Beschlüsse von Trient (soweit die übrigen deutschen Fürsten dies gleichfalls thun würden), Türkenhülfe, das Einstellen alles weitern Reformirens, welches dem Concil zu überlassen sei, waren zum Theil Bedingungen, in welchen selbst der Protestantismus des Herzogs zweideutig erscheinen könnte, wenn man nicht annehmen dürfte, daß es damit beiden Parteien eben kein voller Ernst gewesen sei. Moritz wenigstens hat fast keine einzige derselben erfüllt und doch des Kaisers volle und höchst einträgliche Gnade nicht verloren. Nachdem Moritz noch die berühmte Hochzeit zwischen Albrecht von Baiern und des römischen Königs Tochter Anna, die den Protestanten, sagt ein Neuerer [1]), eine Bluthochzeit däuchte, fröhlich mitgefeiert, während die Schmalkaldischen in aller Eile rüsteten, ging er nach Hause, um das Gleiche zu anderm Zweck zu thun. Wie er darauf mit sichtbarer Bemühung, den äussern Schein zu retten, am unglücklichen Kurfürsten, der ihm sein Land vertraut, die Acht vollzog, des von der Donau Zurückeilenden Rache erlag, aber vom Kaiser unterstützt 1547 den vielgetäuschten Fürsten politisch vernichten half, gehört Jo-

1) K. E. Woltmanns Zeitschrift: Geschichte und Politik. 1800. V. Heft. S. 85. Übrigens fasst Woltmann in der Fortsetzung Moritz's politisches Benehmen ganz anders auf; ein Beweis für das oben S. 496 Note Gesagte.

hann Friedrichs Geschichte an. Mit der schönsten Beute des Feldzuges, mit dem Kurfürstenthum, wurde Moritz geschmückt. Bräche seine Geschichte hier ab, Moritz's Ruhm und Ehre würde für alle Zeiten verloren gewesen sein; man würde über seinem Verrath vergessen haben, was er sonst Rühmliches bisher gethan, man würde ihn in die große Reihe von Fürsten werfen müssen, die ihrem Ehrgeiz ihre wahre Ehre opferten, wir könnten den von seiner Leidenschaft Verführten und durch dieselbe einem Schlaueren zur Beute Gewordenen nur bedauern. Selbst die Besten und Besonnensten jener Zeit konnten kaum anders urtheilen und Niemand ahnete vielleicht, daß derselbe Mann der einen Sieg über seinen nächsten Stammesvetter, über Mitbürger hatte erringen, sächsisches Blut hatte vergießen helfen, je der Retter der deutschen Mittelmacht, der deutschen Freiheit und des neuen kirchlichen Systemes werden würde.

Aber mit der erlangten Kurwürde beginnt eine neue Periode wie für Sachsen, so auch in des Fürsten Leben. Der Kreis seiner politischen Vergrößerungen ist abgeschlossen, aber nicht der des erhöheten politischen Wirkens. Auf der Höhe, auf welcher sich jetzt sein Sachsen so vergrößert befand, mußte es in Deutschland eine größere Rolle spielen und war dazu durch die Anstrengungen des Fürsten wie durch die Cultur des Landes und des Volkes berechtigt. Deutschland, selbst Europa hatte seine Augen auf Sachsen und seinen Fürsten gerichtet. Aber nicht minder mußten auch auf der Höhe, auf welcher jetzt Moritz als erster protestantischer Fürst Deutschlands stand, sich ihm selbst die Verhältnisse in einem weitern Kreise, in einem weit hellern Lichte zeigen, an der Spitze der deutschen Fürstenmacht andere Foderungen und Pflichten ihm klar werden, als von dem beschränkteren Standpuncte eines untergeordneten Fürsten. Auch den tieferen Plan nicht angenommen, daß er um jeden Preis erst jene Höhe habe erklimmen wollen, um dann mit freierer Hand und größerem Nachdruck der Verfechter des protestantischen Deutschlands werden zu können, mußte in seiner so nahen Stellung neben dem Kaiser Manches von dem Nimbus schwinden, welchen seine jugendliche Phantasie um den mit so vielen Kronen geschmück-

ten, allgefürchteten Monarchen, um den Sieger in zwei Erdtheilen (ein dritter wurde eben für ihn erobert!) gesehn hatte, ein Nimbus, der nur selten eine große Nähe verträgt. Es musste ihm selbst die Scene zu Halle mit der Gefangennehmung seines Schwiegervaters Philipp und die wenige Rücksicht, die der Kaiser dabei auf ihn und sein vergeblich verpfändetes Wort genommen hatte, ja es musste ihm sogar das Eigenmächtige und Ungesetzliche in der Behandlung seines Vorgängers Johann Friedrich, wenn es ihm diesmal auch zu statten kam, das Verfahren des Kaisers gegen protestantische Stände des obern Deutschlands, jetzt in einem andern Lichte den Kaiser zeigen. Und hätte einem Moritz bei seinem Geiste und Thatendrange der Gedanke so fern liegen sollen, daß er, der so viel für sich gethan, nun auch etwas für's Allgemeine thun müsse, ja daß er es sich selbst schuldig sei, das höchst zweideutige Licht, in dem er nothwendig bisher erscheinen musste, zu zerstreuen, wenn man auch von Foderungen des Gewissens nicht reden will, das freilich ganz anders hätte beschwichtigt werden müssen?

Für's erste war wohl, wenn auch alle diese Gedanken den Kurfürst Moritz wirklich beschäftigt haben sollten, an eine offene Veränderung seines Verhältnisses zum Kaiser nicht zu denken, von welchem er noch wegen der feierlichen Belehnung abhängig war; ja er unterstützte selbst mit einem Theile seiner Truppen den König Ferdinand gegen die Böhmen. Aber er konnte doch im alten und im neuen Lande sich das Zutrauen der Unterthanen, besonders der Geistlichkeit, die auf die Meinung damals mehr Einfluß hatte als in späterer Zeit, wieder zu erwerben suchen. Ob er aber wirklich „mit Gott und gutem Gewissen" seinen am 13. Jul. 1547 versammelten Ständen versichern konnte, daß er niemals mehr Land als er von seinem Vater ererbt begehrt, auch viel lieber still und friedlicher gesessen hätte; wie er sie von nun an mit Gottes Hülfe friedlicher regieren, die Religion beschützen, Universitäten und Schulen erhalten wolle u. s. w. muß einem andern Richter überlassen bleiben. Die von den Ständen gewünschte Entlassung des fremden Kriegsvolks lehnte er anfangs ab, wogegen aber auch die Stände sein Verlangen nicht erfüllten, für ihn zur

Berathung in eiligen Dingen einen bleibenden Ausschuß zu errichten. Die wegen des Krieges auseinandergegangene wittenberger Universität wurde wieder in Gang gebracht, und besonders Bugenhagen und Melanchthon von dem Herzoge auf mancherlei Weise gewonnen.

Was noch am Ende dieses und im Anfange des folgenden Jahres auf dem Reichstage zu Augsburg vom 1. Sept. 1547 bis Juli 1548 vom Kaiser zur Sprache gebracht wurde, die Abschliessung eines neuen Bundes, durch welchen sich der Kaiser eine größere Macht in Deutschland verschaffen wollte, die Ernennung einer größeren Zahl von Beisitzern des Reichskammergerichts, die dies höchste Tribunal recht eigentlich in seine Hände gebracht haben würde, die Aufhebung der besonderen Berathschlagungen zwischen einzelnen Ständen auf dem Reichstage, die Aufnahme der Niederlande in den deutschen Reichsverband, selbst die Art, wie der Reichstag mit kaiserlichen Truppen umgeben war, zeigte deutlich, daß jetzt Karl sich seinem Ziele weit näher glaubte. Doch ging glücklicherweise nicht Alles durch. Auch die Wiedereröffnung des tridentinischen Concils betrieb der Kaiser eifrig, und wenn Moritz wegen der früheren Puncte sich nachgiebiger bezeigte, um den Kaiser nicht zu reizen, so antwortete er hier schon ausbeugend: daß er ein allgemeines Concilium anerkennen wolle, wenn es frei und apostolisch, der Papst dabei nicht Oberrichter, sondern gleichfalls nur Partei wäre, die Bischöfe ihres Eides gegen ihn entliesse und den evangelischen Theologen gleichfalls eine entscheidende Stimme zugestehen, aber auch alle bisher gemachten Decrete, in welchen die Protestanten ungehört verdammt worden wären, vorerst wieder aufheben würde [1]). Daß diese Antwort eigentlich eine Verneinung in sich schloß, war klar. Nicht viel besser fiel sie auf ein anderes Ansinnen des Kaisers aus, womit sich dieser eigentlich an dem Papste für die Verlegung der trienter Synode (11. März 1547) nach Bologna rächen wollte. Der Kaiser ließ, bis das allgemeine

1) Daß auch katholische Stände diese letzte Foderung sehr gerecht fanden, und überhaupt eine treffliche Entwickelung dieser Verhältnisse bei Planck III. b. 400 ff.

Concil die Religionssache entschieden haben würde, durch den Bischof von Naumburg, Julius von Pflug, den Weihbischof von Mainz, Michael Helding (in partibus Bischof zu Sidon, daher Sidonius) und den brandenburger Protestanten Johann Agricola das sogenannte Interim oder die Religionsnorm ausarbeiten, nach welcher es unterdessen in Religionssachen gehalten werden solle. Aber bekanntlich gefiel dies Machwerk, in welchem bis auf den Kelch, die Ehe der protestantischen Geistlichen und die stillschweigend zugelassene Secularisation des Kirchengutes, alles Andere, was längst als abgethan betrachtet worden, den Anhängern der Reformation wieder zugeschoben werden sollte, keiner Partei. Es wurde am 17. März dem Kurfürst Moritz mitgetheilt. Es unbedingt anzunehmen, widersprach seiner protestantischen Fürstenpflicht und der den wittenberger Theologen und seinen Ständen gegebenen Versicherung; es unbedingt zu verwerfen, seiner Stellung zu dem Kaiser. Er erklärte also, darüber als über eine Religions- und Gewissens-Sache sich erst mit seinen Theologen und Ständen berathen zu müssen, und blieb trotz alles Drängens und Zuredens auch dabei und reiste, als es trotz dem am 15. Mai publicirt wurde, am 24. plötzlich ab.

Doch noch zwei Dinge waren vorher abgethan worden. Moritz und Joachim von Brandenburg hatten sich, durch Elisabeth von Hessen bedrängt, von neuem um die Freilassung des Landgrafen bemüht und vorgestellt, daß sie sich zum angelobten Einlager würden stellen müssen. Der Kaiser aber deducirte öffentlich, daß er durchaus Nichts über die hallische Capitulation mit Philipp vorgenommen, wie auch die beiden Kurfürsten dies gewusst und ihm bezeuget hätten, ja daß die Fürsten eigentlich dem Geächteten ohne des Kaisers Vorwissen nicht einmal jene Bürgschaft hätten leisten dürfen. Eine sächsisch-brandenburgische Gegenerklärung befreite auch wirklich den Kaiser von aller Beschuldigung, nur wäre der Misverstand aus allerhand Bei- und Nebenhandeln mit den kaiserlichen Räthen und aus Unkenntniß der Sprache hervorgegangen; daher möchten die Reichsstände mit ihnen zugleich den Kaiser angehn, den Gefangenen, dem Karl sogar die schriftlichen Versicherungen der Kurfürsten, doch vergeblich, hatte abfodern

lassen, nach Erfüllung aller Vertragspunkte in Freiheit zu setzen. Aber Karl blieb unbeweglich [1]).

Dagegen hatte Karl für seinen 49. Geburtstag ein anderes Fest bereitet. Am 24. Febr. 1548 wurde Moritz auf dem Weinmarkte zu Augsburg feierlich mit dem Kurfürstenthume belehnt. Zugleich bestieg nach der üblichen Verennung des Gerüstes Graf Hoyer von Mansfeld die Tribune, auf der der Kaiser und die Kurfürsten saßen, um für Herzog August, der unterdessen die Regentschaft Sachsens führte, die Mitbelehnung zu erhalten. Bei jeder der zehn Fahnen griff er mit an, als sie dargereicht und dann unter das Volk geworfen wurde [2]). Aus einem Fenster seiner Herberge sah der von Spa-

1) Eine sehr merkwürdige Scene zwischen Karlowitz und Moritz im Decbr. 1547 von einem Augenzeugen, B. Sastrowen in dessen Selbstbiographie, herausg. von Mohnike, II, 560, möchte fast an dem Ernste unsers Kurfürsten in dieser Sache zweifeln lassen. Als der Kaiser den beiden Kurfürsten in der Sache des Landgrafen einen Bescheidstermin angesetzt, fuhr Moritz den Tag vorher im Schlitten nach München. Karlowitz erinnerte den Kurfürsten an den morgenden Termin, aber Moritz wollte Nichts hören. Da sagte Karlowitz: „Ich habe zuwege gebracht, daß Ihr zum ansehenlichen Churfürsten gerathen (geworden), Ir habt Euch aber auf diesem Reichstage so leichtfertig vorhalten, das Ir bei aller Nationen furnemer Leute wie auch bei der Key. vnnd Kö. Mt. in hochster voracht kommen seit". Moritz haut aber die Pferde an und fährt fort. „Nun fahret jmmerhin in aller Teuffell Nahmen, das Euch Gottes Element schenden musse mit Fahren mit all" fluchte Karlowitz ihm nach. Doch scheint es Moritz weiter nicht ungnädig genommen zu haben. Sastrowen giebt Moritz Schuld, „daß er jm bayerischen Frawenzimmer Kuntschaft gemacht habe" und führt II. 5. 88. ein erbauliches Pröbchen davon an. Ganz erfunden ist die Sache schwerlich.

2) Die Fahnen bedeuteten die Kur, das Herzogthum Sachsen, die Landgrafschaft Thüringen, die Markgrafschaft Meissen, die Burggrafschaft Magdeburg, die Pfalz Sachsen, die Grafschaft Brene, das Meissnerland, die Burggrafschaft Altenburg, und die rothe Fahne, die den Blutbann bedeutete. Siehe den Bericht aus den handschriftlichen Comitialacten in J. H. D. Göbels Beiträgen zur Staatsgeschichte von Europa unter Karl V. Lemgo 1767. Vorrede S. xxii. Ausserdem Mamerani in Sim. Schardii scrr. rr. germ. (Giessae 1673). II, 508—518. Meine histor. Skizze von Moritz Leben in Rochlitz Mittheilungen. I, 51—54. Nach dieser Belehnung scheint Moritz erst seinen förmlichen Platz im Kurfürstencollegium erhalten zu haben.

niern bewachte und oft sehr unzart behandelte Johann Friedrich der Belehnung zu. Auch ihm wurden harte Zumuthungen wegen des Interims gemacht, aber mit ehrwürdiger Standhaftigkeit zurückgewiesen, wenn auch seine Haft dadurch nur noch schärfer wurde.

Moritz veranlasste nun zu Hause eine Menge Verhandlungen über das Interim, und weil ihm wirklich daran lag, daß es nicht unbedingt verworfen werden möchte, kam endlich eine neue Kirchenordnung oder das leipziger Interim zu Stande, in welchem freilich Melanchthon, dem zu seiner Gelehrsamkeit Luthers festerer Sinn diesmal recht zur Unzeit fehlte, viel zu nachgiebig Manches auf- und angenommen hatte, was scheinbar gleichgültig (adiaphoron) und nur die äussere Form betreffend war. Fester hatten sich fast die sächsischen Stände bei der Sache benommen als die wittenberger Theologen. Die hanseatischen, thüringischen und magdeburgischen Theologen verschrieen es als einen wahren Verrath an der guten Sache der Reformation, nannten Moritz einen Renegaten und Mameluken und ihre Hunde und Katzen Interim. Moritz aber hatte doch nun Etwas, was er dem in ihn drängenden Kaiser aufweisen konnte, und wenn er es auch einführte, so wurde es doch nirgends mit Strenge durchgesetzt, zumal da auch die katholische Partei das kaiserliche verworfen hatte. Dem Kurfürsten von Brandenburg war es mit dem augsburger Interim, das er für sich angenommen, in seinem Lande nicht besser ergangen [1]).

Aber den Kurfürsten bewegten damals, und vielleicht selbst auf der im Octbr. 1548 zu Torgau glänzend gefeierten Ver-

1) Diese Verhandlungen zu Zwickau, Zelle, Meissen, Leipzig, Jüterbogk u. s. w. gehören nicht hieher. s. Planck III. b. 425. und IV, 151 — 170. Die meisten Änderungen waren in der äussern Form des Gottesdienstes, z. B. die Lichter auf dem Altare, die Chorröcke, die Confirmation (doch ohne Chrisma) wurden hergestellt, die letzte Ölung gestattet, einige Feiertage, z. B. das Frohnleichnamsfest wieder eingeführt und das Fasten mit so viel möglichen Ausnahmen vorgeschrieben, daß es eigentlich Niemand band. Daß der Kurfürst von Brandenburg das Interim eigentlich Schulden wegen angenommen habe, darüber Saftrowen II. S. 304.

mählung seines Bruders August [1]) mit Christians III. von Dänemark Tochter Anna (der nachher so berühmten Mutter Anna), mitten unter Tanz und Ritterspiel, vielfache Gedanken, nicht bloß über das unglückliche Interim, sondern über Vieles, was damals der Kaiser mit Deutschland im Sinne zu haben schien; Paul III. war (10. Nov. 1548) gestorben und mit Julius III. ein weit gefügigerer Mann zum Stuhl gekommen, der Anstalt machte das Concil zu Trient wieder zu beleben. So schwanden den Protestanten und besonders ihrem ersten Fürsten Moritz die Hoffnungen, die man auf Karls und Pauls Uneinigkeit gegründet hatte, daß es nie zu einem Concilium kommen werde, welches Moritz doch nie ganz abgelehnt hatte. Moritz sah sich wegen des leidigen Interims überall angefeindet, das er dem Kaiser zum Opfer gebracht hatte, während die Katholischen, selbst der Erzbischof als Herold desselben, das ihrige nicht wollten gelten lassen. Er sah sich wegen Philipps von Hessen schon durch den Anblick seiner Agnes gemahnt, und bald noch durch ganz andere Mittel, indem die jungen Landgrafen, seine Schwäger, ihn selbst durch Anschläge an den dresdner Kirchthüren zum Einlager auffodern liessen. Die Art und Weise ferner, wie Karl seine Reichstage von seinen Truppen umgeben hielt, sich durch sein Interim zum Gesetzgeber in Glaubens- und Kirchen-Sachen aufwarf, bald wieder die Beschickung der zu Trient zu eröffnenden Synode von den Protestanten foderte, konnte Moritz nicht gleichgültig sein. Aber noch bedenklicher für ihn wurden die Gerüchte, die sich bald und immer lauter über einen Plan des Kaisers verbreiteten, seinem Bruder die Nachfolge in Deutschland zu nehmen und dafür seinem Sohne Philipp sie zu geben, der dann Spanien und Deutschland unter Einem Scepter vereinige. Schon die Vereinigung wäre deutscher Freiheit Untergang gewesen; unter einem Philipp aber auch des deutschen Protestantismus. Daß etwas an der Sache sei, schloß Moritz und mit Recht aus der Berufung Philipps nach Deutschland, und wie viel an

1) August resignirte 2. Aug. 1548 sein Stift an Sidonius. Daß ihm Moritz damals Altenburg abgetreten habe, behauptet Meyner kurze Entwickelung einer Gesch. des Fürstenthumes Altenburg, wie es scheint, irrig. S. 102.

der Sache sei und an dem Manne, von dem man schon aus vielen Schilderungen das Unerfreulichste vernommen, wollte sich Moritz selbst überzeugen, und reisete dem von Italien heranziehenden Spanier nach Trient entgegen. Daß Philipp einen so mächtigen Verbündeten seines Vaters mit Höflichkeit empfing und diesmal nicht den Ketzer in ihm sah, daß er sogar wegen des Landgrafen dem Kurfürst tröstliche Versicherungen gab, schrieb Moritz seiner Gemahlin selbst. Auch überzeugte er sich bald, daß Karl von seinem ersten Plane abgegangen war und dafür einen andern hatte. Ferdinand (der sich entschieden gegen eine Verzichtung auf die deutsche Krone erklärt hatte) solle Kaiser werden, Philipp römischer König und nach dessen Tod sein Nachfolger, Ferdinands Sohn Maximilian aber römischer König, wenn Philipp Kaiser sei, und nach dessen Tode Kaiser. Einen Antrag der Art ließ wenigstens Karl dem Kurfürst Moritz mittheilen, der aber Jugend und Mangel an Erfahrung vorschützte und erklärte, er müsse sich erst mit den übrigen Kurfürsten deshalb berathen. So wäre der deutsche Wahlthron auf drei Generationen hinaus versorgt und Karls politisches System gegen Deutschlands Freiheit gleichsam verewigt gewesen. Aber wie Vieles ihn auch beunruhigen mochte, so war gewiß das Schicksal seines Schwiegervaters, welches durch eine versuchte und misglückte Flucht von
1550 Mecheln 1550 nur noch schrecklicher geworden war, der Hauptbeweggrund zu einem entscheidenden Schritte, der, wenn er gelänge, auch alle anderen Befürchtungen mit zerstreuen müsse. Nur über das Wann, Wie und Wo des Schrittes mochte Moritz mit Recht in tiefer Überlegung stehen. Schon der Gedanke gegen einen Karl Gewalt zu gebrauchen war riesenmäßig. Doch wo Andere bangten, dachte er auf Mittel, wo Andere rathlos waren, fand er Hülfsquellen in seinem Geiste, die freilich nicht Jedem zu Gebote standen. Fürwahr man sieht sich durch die Größe des Plans in Staunen gesetzt, durch die Mittel der Ausführung überrascht und am Ausgang selbst mit Moritz ausgesöhnt.

Den mächtigsten Fürsten seiner Zeit und zugleich den schlauesten an Macht und Schlauheit zu überbieten, war demnach die Aufgabe, welche Moritz sich stellen musste, und die-

ses ist ihm auf eine bewunderungswürdige Weise gelungen. Er bildet seinen Plan so, daß der Kaiser ihm selbst die Truppen und das Geld dazu geben muß, und umspinnt den Kaiser mit einem so feinen Netz von List und Täuschung, daß dieser ohnmächtig und ungerüstet war, als Moritz die Maske abwarf und zu dem Schwerdte griff. „Es ist nicht zuviel gesagt", meint der ehrwürdige Geschichtschreiber des protestantischen Lehrbegriffs, „daß diese Unternehmung mit einer Klugheit angelegt war, welche die Politik der neuen, und mit einer Kühnheit ausgeführt wurde, welche den Muth der alten Römer beschämen konnte [1])".

Um den Kaiser nicht gleich anfangs aufmerksam zu machen, erklärte er sich auf dem zweiten Reichstage zu Augsburg (Junius 1550 bis Februar 1551) nicht geradezu gegen die Beschickung des Conciliums, und wusste es ganz unbemerkt dahin zu bringen, daß der Kaiser ihn zum Feldherrn der Truppen ernannte, welche die schon 1547 über Magdeburg als schmalkaldische Bundesstadt ausgesprochene und im Mai 1549 wiederholte Acht vollziehen sollten. Was bisher zu diesem Zwecke von ober- und niedersächsischen Kreisständen geschehen war, war ganz ungenügend. Aus der 1548 errichteten Reichscasse wurden für die schon aufgewendeten Kosten 100,000 Goldfl. und 60,000 für jeden folgenden Monat verwilliget. Dies Geld war um so willkommner, als Moritz seine eigenen Stände völlig abgeneigt fand für diese das ganze Reich angehende Sache etwas Besonderes zu thun.

Schon im Nov. 1550 begann die Belagerung durch Moritz, an deren schneller Beendigung ihm jetzt gewiß nichts lag, wenn ihm nur sonst die feste Stadt, die einmal ein tüchtiger Waffenplatz für ihn werden konnte, nicht entging. Vielmehr benutzte er die Zwischenzeit, nicht nur mit dem jüngern Landgraf von Hessen, Wilhelm, und mit Johann Albrecht von Mecklenburg und Markgraf Albrecht von Brandenburg-Culmbach, sondern auch (weniger ängstlich als früher Johann Friedrich) mit Heinrich II. von Frankreich, der ohnehin über Parma mit Karl V. zerfallen war, über ein Bündniß zu verhandeln, wel-

1) Planck III, 2. 477.

ches zu Lochau und Friedewalde durch den Bischof von Bayon-
1551 ne, Johann de Fresse (Fraxineus) endlich am 5. Octbr. 1551 zu Stande kam [1]). Es galt der Befreiung Philipps von Hessen und der Rettung Deutschlands „von der thierischen, unerträglichen und ewigen Sclaverei". Träten Johann Friedrichs Söhne bei, so solle auch ihres Vaters Freiheit bewirkt werden. Der König möge die zum deutschen Reich gehörigen Städte, wo nicht deutsch gesprochen werde (Cambray, Metz, Toul, Verdun) besetzen und mit Vorbehalt der Reichsrechte als Vicarius des römischen Reichs behalten. Auch wegen der Kaiserwürde wurde dem Könige Aussicht eröffnet. Markgraf Albrecht und Sebastian Schärtlin empfingen zu Chambord (dem durch seine Schicksale welthistorischen Schlosse bei Blois, wo auch 200 Jahre später Nov. 1750 Marschall Moritz von Sachsen starb)
1552 15. Januar 1552 die Bestätigung und Beschwörung des Bundes von dem König. Der Erfolg lehrte allerdings, daß Moritz nachher gegen die Bestimmungen des Bundes seinen Frieden einseitig mit Karl abschloß, aber es war auch sichtbar, daß der Kurfürst eine Ahnung von einem europäischen Gleichgewicht und daher auch von einem Gegengewichte hatte, welches man dem allzumächtigen habsburgischen Hause bei seinen Machtvergrößerungsplanen entgegenstellen müsse. Freilich war es auch Moritz, der den Franzosen damit Thür und Thor nach Deutschland und eine Straße öffnete, die sich Jahrhunderte lang nicht wieder schliessen ließ.

Unterdessen war die Belagerung von Magdeburg [2]) trotz des kaiserlichen Rathes (und Kundschafters) im Lager, Laza-

1) Recueil de traités de paix etc. Amsterdam und Haag. Bd. II. 258—261. Aus ihm bei Du-Mont IV. P. III. p. 31.

2) Moritz war von dieser Stadt wegen seines Interims auf's heftigste geschimpft worden. Nach der Unterwerfung von Straßburg und Costnitz war Magdeburg die letzte schmalkaldische Bundesstadt, in welche sich so viele vertriebene Prediger (als exules Christi in die Kanzlei Gottes) geflüchtet hatten. Die gröbsten Spottlieder gingen von dort aus, aber auch feine Andeutungen, z. B. die schöne Parallele mit dem christlichen Helden Mauritius und seiner thebaischen Schaar, die sich unter Maximian eher hätten niederhauen als zu einem Kriege gegen Gleichgesinnte brauchen lassen. Vgl. Woltmann Gesch. der Reform. III, 146.

rus von Schwendi, nur gerade so weit betrieben worden, daß es eben capituliren mußte, wenn es in des Kurfürsten Plan taugte. Noch im Aug. 1551 meldete Melanchthon dem Könige von Dänemark ausser der stärksten Abneigung seiner Partei gegen die Beschickung des Concils, daß wegen Magdeburg noch wenig Hoffnung zum Vertrage sei [1]). Schon längst hatte Moritz insgeheim mit der Stadt verhandelt, und daß diese in seinem Lager den in seine Dienste getretenen Hans von Heydek, den vom Kaiser geächteten Miethtruppenanführer, sah, hatte gleichfalls Zutrauen erweckt. Endlich aber durfte man, um Schwendis schon entstehenden Verdacht über das viele Herumreisen und geheime Unterhandeln des Fürsten nicht noch zu vermehren, mit der Capitulation nicht länger zögern, und sie erfolgte (6. bis 9. Nov. 1551) auf so gelinde Bedingungen (Geldstrafe, Huldigung dem Kaiser und dem Kurfürst [2]), endlich gar Erhaltung der Festungswerke wegen der Türken!), daß der Verdacht nur noch mehr geweckt wurde. Auch daß Moritz die Truppen (angeblich aus Geldmangel) nicht entließ, sondern nach Thüringen legte, wo sie ihm fast Erfurt überrumpelt hätten, war hochbedenklich. Für Moritz selbst kam Alles darauf an, den Winter hindurch, wo man Nichts unternehmen konnte, das Gewebe von Täuschungen möglichst fortzusetzen; und, wenn auch den Argwohn des Kaisers nicht zu beschwichtigen möglich sein sollte, doch immer einen Grad von Ungewißheit über seine Plane zu erhalten, und dies gelang. Bald ließ er Gesandte nach Trient aufbrechen, um für die nachzuschickenden Theologen Geleit zu holen, über dessen Form man eben nicht einig zu werden brauchte; bald ließ er seine Theologen eine Schrift zur Grundlage bei den dortigen Unterhandlungen entwerfen, bald diese selbst aufbrechen; bald trat er selbst angeblich die Reise zum Kaiser an, und kehrte nach einigen Tagen wieder um und bat schriftlich den Kaiser

1) Ein Brief und eine sogenannte Zeitung von Melanchthons eigener Hand in meinem Besitze. Karl haßte Melanchthon als Gegner des Interim. Der Vicekanzler Held verlangte aber seine Auslieferung vergebens. s. Mohnike zu Sastrowen II, 305.

2) Daß Moritz übrigens Magdeburg für sich zu behalten Lust hatte, s. Weisse Gesch. der kursächs. Staaten. IV, 23.

um Aufschub und Entschuldigung. Seinen Landständen erklärte Moritz, er werde bald nach Cassel zum Einlager sich stellen müssen (allein die besser unterrichteten Stände mahnten ihn von jeder Kriegsrüstung und von gewaltsamer Befreiung des Landgrafen ab, man solle lieber den Kaiser noch einmal ernsthaft angehen; so meinte auch August). Scheinbar entließ Moritz einige Regimenter und nahm sie heimlich wieder an. Moritz ließ sich in der hessischen Grafschaft Katzenellenbogen gegen des Kaisers Willen sogar huldigen, um unter diesem offenen Ungehorsam den schlimmeren geheimen zu verstecken, ja er trieb die Selbstbeherrschung so weit, daß er eigene vom Kaiser bestochene Räthe, die er wohl kannte, absichtlich zu solchen Verhandlungen zog, die er dem Kaiser hinterbracht zu sehen wünschte. Dieser war vielfach gewarnt, aber er traute solchen Umfang von List „den tollen und vollen Deutschen" und nach weniger einem Fürsten zu, den er erst groß gemacht habe und zu kennen glaube. Endlich meinte er für den schlimmsten Fall in dem gefangenen Johann Friedrich „einen Bären an der Kette zu führen, den er nur loszulassen brauche, um jenen Jüngling zu erwürgen."

1552 Moritz unterhandelte im Anfang des März mit seinen Ständen zu Torgau wegen des Concils, wegen eines Streites mit seinen Vettern zu Weimar, wegen des vom Kaiser begehrten gemeinen Pfennigs und wegen der Erledigung seines Schwiegervaters. Daß die Stände von allen gewaltsamen Maßregeln dringend abriethen und gütliche Verhandlungen in Vorschlag brachten, konnte Moritz von seinem nun nicht länger mehr aufzuschiebenden Plan nicht abhalten. Auch dies kam ihm zu statten, daß der Kaiser, um der Synode von Trient sich näher zu befinden, sich von Augsburg hinweg nach Insbruck, und zwar nicht mehr von seinen Truppen umgeben, gewendet hatte. Am 20. März brach Moritz von Thüringen auf, vereinigte sich mit den hessischen und brandenburgisch-culmbachischen Fürsten und Heereshaufen, und stand zu Ende März mit wenigstens 30,000 Mann vor Augsburg. Um diese Zeit als diese Stadt capitulirte und in derselben das Regiment der Zünfte (statt der Geschlechter) und die Lehre rein evangelischer Prediger (statt der des Interims) wieder herge-

stellt wurden, brach auch König Heinrich von Frankreich nach Lothringen vor, nahm die festen Städte und schickte sich gegen Straßburg und das Elsaß an. Jeder der verbündeten Fürsten hatte sein Kriegsmanifest vorausgeschickt; das ehrwürdigste von allen, wie seine Sache selbst, war das des Hessen Wilhelm. Aus ihm sprach fromme Sohnespflicht. Dies war der Anfang eines Krieges, der nun den Kaiser Karl über „seinen Sohn Moritz" enttäuschte. Eilig entbot er zwar ein Heer aus Spanien gegen den Franzosen, aber ihn selbst umschirmte keines, er mußte Zeit zu gewinnen suchen. Darum mußte Ferdinand von Böhmen zu Linz mit Moritz Unterhandlung anspinnen; allein auf alle halbe Aussichten und Bewilligungen, die Ferdinand in Bereitschaft hatte, entschuldigte sich Moritz durch nothwendige Rücksprache mit seinen Verbündeten, ohne die er Nichts abschliessen könne; nur versprach er am 26. Mai in Passau sich wieder einzufinden. Die Zeit bis dahin war also kostbar, wenn noch ein Hauptschlag geschehen sollte. Die Gebirgspässe nach Insbruck hin, besonders die ehrenberger Clause, waren stark besetzt; aber die letztere bestürmte Georg von Mecklenburg von oben, Moritz von unten, und so fiel sie am 19. Mai. Der Weg war offen bis nach Insbruck.

Hätte Moritz nicht einen Tag durch eine Meuterei des reifenbergischen Regiments, welches zu ungestüm den Sturmsold foderte und sogar Feuer auf den Kurfürst gab, verloren, der gebeugte und podagrische Kaiser hätte seine Beute werden müssen. So aber behielt Karl Zeit mit den Seinigen und auch mit Johann Friedrich (aus dessen Nähe jetzt wenigstens die scharfe Wache weggenommen wurde, wenn er gleich noch dem Kaiser folgen mußte) über's Gebirge 37 Meilen weit nach Villach in Kärnthen zu fliehen. Von dem Plan, Karln zu verfolgen, wohin man damals mit geordneten Truppen kaum vordringen konnte, stand Moritz bald ab. „Habe er doch keinen Käfig für solchen Vogel!" sagte er sehr richtig, wenn er bedachte, daß der gefangene Kaiser ihm das nicht nützen könne als der freie, aber gedemüthigte. Es mag so verführerisch und doch so weise gewesen sein, als siegreich vor Konstantinopel zu stehen, ohne es zu nehmen.

Jetzt eilte Moritz nach Passau, wo Ferdinand, Albrecht von Baiern, die Gesandten aller Kurfürsten und vieler Fürsten eingetroffen waren. Moritz sprach dort mit Nachdruck für Deutschlands Freiheit und gegen die Schmach welche der Kaiser dem edlen Lande zugedacht, aber seine Bedingungen verwarf der Kaiser, und um Moritz zu schrecken, musste Johann Friedrich in Passau anfragen lassen, ob die Kurfürsten ihn, wenn Moritz geächtet würde, bei seinem wiedererlangten Kurfürstenthum schützen würden [1]). Um also vom Kaiser noch eine tüchtigere Gesinnung für den Frieden zu erzwingen, brach Moritz gegen Frankfurt auf, welches starke kaiserliche Besatzung hatte, um vielleicht von da aus den Franzosen die Hand zu bieten. Wäre Karl durch seine Krankheit nicht gelähmt gewesen, er hätte von Italien aus den Krieg gegen Moritz organisiren können. So aber musste er endlich nachgeben, und auch Moritz gab gern nach, weil seine Lage durch die allmälige Verstärkung des Kaisers von den Niederlanden her, durch Frankreichs Unzufriedenheit und Rückmarsch bedenklich zu werden, sein Glück aber, wie es schien, vor Frankfurt zu Ende zu gehn anfing. Am 2. Aug. [2]) wurde also zu Passau, nachdem man im Lager vor Frankfurt einig geworden war, dahin abgeschlossen, daß der Landgraf in Freiheit gesetzt, jeder der andern Geächteten, ein Schärtlin, Heydeck u. s. w., unter billigen Bedingungen vom Bann gelöset, hinsichtlich der Religion aber binnen 6 Monaten ein Reichstag gehalten werden solle, auf welchem über Mittel und Wege berathen würde,

1) Hortleder vom Anfang und Fortgang des deutschen Kriegs. II. Buch 3. Cap. 24.

2) Über das verschiedene Datum s. Frz. Dom. Häberlin neueste deutsche Reichsgeschichte. Halle 1775. 8. II, 203. Sleidan ed. Böhme III, 390. „pridie Calendas Augusti.“ Die Urkunde im Recueil de traitéz. II, 261-267. 2. Aug. Mit Moritz, der nach dem diarium Günderrod. p. 368. gar nicht zu Passau gewesen sein kann, unterhandelte vor Frankfurt im Namen Ferdinands der böhmische Kanzler Heinrich v. Plauen den Frieden wahrscheinlich schon den 30. Jul., und auf diese Bedingungen wurde nach drei Tagen zu Passau abgeschlossen. (Wann aber ratificirt, da Moritz seine Völker schon am 3. Aug. von Frankfurt wegführte? Hier bleibt noch einiges Dunkel, wenn man nicht den frankfurter Abschluß, nach den von Häberlin angeführten Manuscripten, noch früher annehmen will.)

den Religionspunct auf's Reine zu bringen; daß aber auch schon von diesem Augenblicke an, ohne Rücksicht ob jene Vergleichung auf dem Reichstage zu Stande komme, ein beständiger Friede zwischen den Ständen alter und neuer Religion, wechselseitige Sicherheit bei Jedes Glauben und Besitze sein, alle gegen die neue Religion ergangenen Mandate und Reichsbeschlüsse aufgehoben und vernichtet, die augsburgischen Confessionsverwandten auch beim Kammergerichte zugelassen und diese Richter diesem Friedestand auch ihrerseits nachzukommen angewiesen werden sollten. Die Beschwerden über Schmälerung der Reichsverfassung und Reichsfreiheit (der Kaiser entsinne sich aber keiner solchen Beeinträchtigung) sollten, damit die Truppen nicht so lange unter den Waffen erhalten zu werden brauchten (vielmehr binnen wenigen Tagen zu entlassen oder dem römischen König gegen Ungern überlassen wären), gleichfalls auf dem nächsten Reichstage zur Sprache kommen.

Ganz den Wünschen des Kurfürsten entsprechend war nun wohl dieser Friede nicht: denn er verschob nicht allein Vieles und Wichtiges auf den nächsten Reichstag, sondern es war auch ein Hauptpunct, daß der Friedestand in der Religion, auch wenn auf dem versprochenen Reichstage keine Eintracht gestiftet werden könne, gleich vom Tage des Vertrages an gelten solle, nicht vom Kaiser bestimmt genehmigt worden. Allein man darf annehmen, daß Moritz und seine Partei durch Ferdinand und dessen Sohn Maximilian von Böhmen schon hinlängliche Versicherungen und Bürgschaften darüber hatten. Auf jeden Fall war doch trefflich viel und gewiß mehr als je vorher erreicht, und durch den Muth und den Scharfsinn eines einzigen Mannes, der die Verhältnisse zu benutzen und sich zu ihrem Meister zu machen gewusst hatte. Was Reichstage, Concilien, Religionsgespräche, was der weit größere schmalkaldische Bund nicht bewirkt, erlangte hier ein Fürst, den man bereits als Verräther der guten Sache betrachtet hatte, und wurde so der Gründer der religiösen und politischen Freiheit Deutschlands. Freilich musste das Werk nun auch in seinem Sinne fortgeführt werden.

Moritz hatte Frankreichs in diesem Frieden nicht gedacht, und auf dieses warf sich nun des Kaisers Zorn. Albrecht von

Culmbach hatte sich selbst davon ausgeschlossen und führte seine Beute- und Plünderungs-Kriege auf eigene Hand weiter. Moritz aber hielt am 26. Aug. einen Landtag zu Dresden und drang seinen Ständen eine Unterstützung zum Türkenkriege ab, und führte dann, so hatte er Ferdinand versprochen, sein Heer nach Ungern. Auf große Thaten schien es diesmal von Moritz weniger abgesehen zu sein als vielmehr das Schwerdt nicht gleich aus der Hand legen zu dürfen, wenn etwa der Kaiser den erzwungenen passauer Vertrag bereuen sollte. Auch mit dem königlichen Befehlshaber Castaldo konnte er sich nicht vertragen, obgleich ihm dieser untergeordnet worden. Anfang September war Moritz nach Ungern fortgezogen, anfangs December war er schon wieder in Sachsen. Wohl mochte ihm der nun (28. Aug.) in völlige Freiheit gesetzte Johann Friedrich und, wie gewesene Freunde gerade die heftigsten Feinde werden, noch mehr Albrecht von Culmbach Sorge machen.

Wirklich hätte auch ein friedliebenderer Fürst bei den damaligen Verhältnissen in Deutschland kaum ruhig bleiben können, wie viel weniger der Kurfürst Moritz, der von so vielen Seiten die Sachen zu erwägen hatte. Denn daß an dem noch immer fortdauernden Kriege des Brandenburgers der Kaiser nicht bloß seine geheime Freude, sondern bald auch seinen geheimen Antheil hatte (und Gerüchte sprachen wieder von einer beabsichtigten Restitution Johann Friedrichs), daß selbst Ferdinand, der den Frieden ehrlich wünschte, mit seinem Bruder damals in schlechtem Vernehmen stand, daß auch der König von Frankreich durch Graf Vollrath von Mansfeld, der 10,000 Mann für Frankreich warb, wieder Verbindungen mit Moritz anzuknüpfen suchte, waren Dinge, die eine neue schwere Verwicklung befürchten liessen. Mit den Franzosen verfuhr Moritz aus Schonung für Ferdinand zurückhaltender als sonst [1]);

1) Nur auf den Fall daß Heinrich II. gleich unmittelbaren Antheil an dem Kriege gegen den Markgraf nehme, wollte Moritz den Bund eingehen. In die dunkeln politischen Verhältnisse gewähren die aus dem Original in der pariser Bibliothek bei Mencken scrr. rer. germ. II, 1391—1446 abgedruckten 33 epistolae arcanae von 1549—1553 zwischen Heinrich II. und seinen Gesandten in Deutschland manchen Aufschluß.

aber mit Ferdinand selbst, mit Heinrich von Braunschweig, mit den Bischöfen von Bamberg und Wirzburg sowie mit der Stadt Nürnberg schloß er zu Eger einen Bund (April 1553) 1553
gegen den Markgraf Albrecht ab, nachdem er zu Heidelberg (2. April) eine Vermittlung umsonst versucht hatte. Den in Franken eröffneten Krieg versetzte Markgraf Albrecht selbst durch eine kühne Wendung nach Niedersachsen, und hier im lüneburgischen Amte Peine, bei dem Dorfe Sievershausen, kam es am 9. Jul. 1553 zu der entscheidenden Schlacht, in welcher nach langem und hartnäckigem [1]) Reiterkampfe (das Fußvolk scheint nur wenigen Antheil genommen zu haben, war auch zum Theil noch zurück) Albrecht gänzlich geschlagen wurde. Aber der Sieg war theuer erkauft: den Sieger hatte ein Höherer besiegt [2]). Herzog Moritz wurde von hinten durch einen Schuß in den Leib (angeblich mit einer silbernen, mit Speck umschlagenen Kugel) tödlich verwundet, unter einen Weidenbaum gelegt, wo er noch die Verfolgung leitete, als er, wie Epaminondas, den Sieg erfahren hatte. Noch ließ er einen Bericht der Schlacht verfassen, schrieb seinem Bruder August nach Dänemark und ließ durch Carlowitz sein Testament verfertigen. Am 11. Jul. verschied er [3]). Seine Gebeine wur-

So auch den obigen in einem Brief des Graf v. Mansfeld vom 4. Jul. (S. 1421) an den König. Nach dem 14. Briefe fürchtete Moritz, seine neuen Unterthanen möchten sich zu Gunsten des befreieten Johann Friedrich regen und vielleicht gar mit den Hansastädten dazu verbünden. Nach einem andern (XVIII. S. 1420) erpreßte Moritz neue Steuern, verkaufte alles vorräthige Getraide und Brennholz und machte alles Mögliche zu Gelde, (um damit seine großen Rüstungen und Kriegskosten bestreiten zu können.)

1) Drei meissner Reiterfahnen waren bereits geflohen, da führte sie Johann von Wolfen (aus dem hessischen Geschlechte der Wölfe zur Todtenwart) in den Kampf zurück. Moritz ließ besonders die Pferde, Albrecht die Menschen tödten.

2) — Victus flet, victorem contra fata tulere.

3) Die Erzählung der Schlacht in Arnoldi vita Maurit. bei Mencken II, 1245, bei Hortleder II. Bd. VI. c. 8. p. 1126 u. 1412. Sleidanus XXV. ed. Böhme III, 425. Über die bald nach der Schlacht entstandene Vermuthung eines Mordes siehe die Beilage zu diesem Bande.

den feierlich in Freiberg beigesetzt; ein Hospital errichtete August, wo seine Eingeweide begraben wurden. Ein Sohn, Albrecht, war als Kind gestorben; nur eine Tochter, Anna, hinterblieb, die 1561 die unglückliche Gemahlin Wilhelms (des Schweigenden) von Nassau-Oranien wurde. Ausser ihm blieben auch in der Schlacht die Prinzen Philipp Magnus und Karl Victor von Braunschweig, und machten so nach einem fast unverkennbaren höheren Rathschlusse ihrem dritten Bruder Julius, dem nachherigen Gründer Helmstädts, Platz, der vom Vater wegen seiner Begünstigung der Reformation so gehasst wurde, daß er ihn schon einmal hatte wollen lebendig einmauern lassen [1]).

Rascher und thätiger ist selten ein Fürstenleben über die Bühne gegangen als das des Herzogs Moritz. In 12 Jahren fast eben so viel Feldzüge, vierzehn Land- und Ausschuß-Tage, eine große Anzahl Reisen, Besuche von Reichstagen und Fürstenversammlungen, dabei hochwichtige innere Institutionen füllen seine Regierung aus. Mit 33 Jahren ist es vollendet. Seine allzuheftige Jagdliebe, zum großen Nachtheil seiner Unterthanen, soll er sterbend noch bereuet haben. Vieles verrichtete er durch wohl gewählte Räthe, wie Commerstadt, Carlowitz, Cracau, Mordeisen u. A. Wie segensreich für Deutschlands politische und religiöse Freiheit sein Wirken als Kurfürst war, wie groß der Glanz und Ruhm nach aussen, den er seinem Sachsen für lange Zeit zu verleihen wusste; wie bereitwillig man ist die Tiefe seiner Politik, den Umfang seiner Combinationen, den Heldenmuth mancher Unternehmung zu erheben: so fühlt man sich oft mitten in der Freudigkeit des Urtheils unheimlich befangen und gehemmt, wenn man an die Mittel denkt, die ihn zum Ziele führten, und blickt unwillkürlich von der Elbe hinüber zu jenem frommen Dulder an der Ilm und Saale, der weit beschränktern Geistes und weit mindern Glanzes doch Eines voraus hatte, den frommen Sinn, die treue Redlichkeit. So glänzt Jeder auf seine eigne Weise. Auf Moritz aber mag man billig das Wort des Au-

1) Jul. v. Strombeck Feier des Gedächtnisses der Julia Carolina 1822. 4. S. 112.

gustinus anwenden: „unser Geist ist voll Unruhe, bis daß er ruhet in Gott!“

4. Begründung des neueren ernestinischen Sachsens durch Johann Friedrich und seine Söhne. (Als Anhang.)

So glücklich nicht und doch vielleicht glückseliger als Moritz trat Johann Friedrich ein Jahr nach des Kurfürsten Tode von dem eng gewordenen politischen Schauplatz seines Wirkens ab. Wie man auch über seine Misgriffe, eine Folge beschränkterer Geisteskräfte, urtheilen mag, er steht unter den Säulen und Trägern der Reformation und unter den frommen Glaubenshelden, die eine Überzeugung haben für die sie leben und sterben können, nicht am letzten Platze da. Den schweren Verlust, welchen die wittenberger Capitulation seiner Linie brachte, hat der der die Zeiten lenkt allmälig zu vergüten gewusst; und wenn der 13. Artikel jenes Vertrages fast nur den achten Theil des gesammten damaligen wettinischen Landes den Söhnen des unglücklichen Fürsten übergab, so besitzt jetzt, nach jenem schweren Unglück des Königreiches von 1815, das ernestinische Sachsen schon weit über zwei Drittel des albertinischen Landesumfanges [1]).

Wie wenig auch Johann Friedrich seine Befreiung den Bemühungen des Kurfürsten, seines Vetters, verdanken wollte, und wie wenig auch wirklich im passauer Vertrage desselben gedacht wurde, so war sie doch mittelbar das Werk des siegreichen Moritz. Auf die halbe Befreiung im insbrucker Schloßgarten (21. Mai) erfolgte am 1. Sept. 1552 die völlige zu Augsburg. Wahrscheinlich würde der ältere Sohn Johann Friedrichs eben so wie Wilhelm von Hessen kräftigere Schritte für seinen Vater gethan haben, hätte dieser es nicht selbst verboten. Schon bald nach der Gefangenschaft hätte er zu Jena, wo ihn der Kaiser vergessen haben soll, dann in den Niederlanden, wo auf der Jagd seine Wache sich von ihm verirrte, entkommen können. Er wollte aber Gottes Schickungen willig und fromm ertra-

1) Nach dem Areal des Königreiches Sachsen zu 271 □M. angenommen, indem das Großherzogthum und die drei Fürstenthümer gegen 180 □M. haben.

gen [1]), und seine Leiden theilte gern und freiwillig sein alter treuer Meister Lucas (Cranach), der Maler, mit ihm. Vor seiner Befreiung musste Johann Friedrich (27. Aug.) einen Revers unterschreiben, der die wittenberger Capitulation auf's neue bestätigte, und dann erhielt er durch den sogenannten Restitutionsbrief [2]) die Entbindung von der Reichsacht, die Einsetzung in seine Würden und Länder, so viel ihm deren der 19. April 1547 gelassen hatte, die Mitbelehnschaft sämmtlicher sächsischen Länder und seines Antheils an der Erbverbrüderung mit Hessen. Auch der Wiederaufbau der Festung Gotha wurde ihm verstattet.

Die Rückkehr Johann Friedrichs über Nürnberg, Bamberg nach Koburg glich einem Triumphzug. Vor letzterem Orte kam ihm sein treuer Halbbruder Johann Ernst entgegen. Freudenschüsse fielen von der Ehrenburg, Freudenthränen der Brüder beim Wiedersehn. Auch Frau Sibylle kam und legte nun die Trauerkleider ab. Zu Saalfeld fand er die Landstände. Zu Jena empfingen ihn die Professoren und Studenten, acht Grafen an der Spitze. Deß freute sich der Kurfürst sehr und sagte zu Meister Lucas: „sieh' das ist Bruder Studium!" Die Glückwünsche der Professoren hörte er mit entblößtem Haupte an. So gelangte er endlich nach Weimar, seiner Residenz. Man verehrte ihn als einen Märtyrer des Protestantismus.

Bis zur Rückkehr Johann Friedrichs, der sich „den gebornen Kurfürsten" nach seiner Entsetzung nannte und sogar noch die Kurschwerdter im Wappen führte, hatte der älteste seiner Söhne, Johann der mittlere (geb. 1529), das neu gebildete kleine Land für seinen Vater und seine zwei Brüder, Johann Wilhelm (geb. 1530) und Johann Friedrich den jüng. (geb. 1538) regiert. Ein 1535 geborner Prinz, Johann Ernst, war als Kind gestorben. Eine der wichtigsten und segensreichsten Unternehmungen des zweiten Johann Friedrich war

1) Gfr. Albin de Wette kurzgefasste Lebensgeschichte der Herzg. zu Sachsen. Weimar 1770. 8. S. 42. Die wahrhaft frommen Trostbriefe Joh. Friedrichs an seine Söhne und Gemahlin in Weichselfelders Leben dieses Fürsten S. 719 ff.

2) Der Restitutionsbrief b. Weichselfelder im a. Werke S. 845 ff.

die Stiftung der Universität zu Jena 19. März und 16. Jun. 1548, bestätigt vom Kaiser Ferdinand am 15. August 1557 und inaugurirt den 2. Febr. 1558; doch schon am 20. März hatte Victorin Strigel seine theologischen und philosophischen Vorlesungen daselbst in dem der neuen Schule angewiesenen Paulinerkloster eröffnet. So hatte es der selbst in seiner Gefangenschaft für den höhern Flor seines neuen Landes besorgte Fürst gewünscht, und sterbend noch empfahl er die neue Pflanzung seinen Söhnen. Großen Antheil an der Stiftung hatten der ehrwürdige Kanzler Georg Brück und Nicolaus von Amsdorf. Die schöne kurfürstliche Bibliothek zu Wittenberg von 3132 Bänden, welche dem Kurfürsten geblieben war, wurde der Universität geschenkt. Sie hatte Friedrich der Weise und Johann der Beständige gegründet, Spalatin auf Johann Friedrichs Befehl durch Ankäufe in Venedig reich gemehrt, und so verdiente sie es dem ernestinischen Hause zu bleiben. Diese Hochschule, bis zur Inauguration gewöhnlich nur Gymnasium genannt, wurde in Zeiten, wo in Wittenberg, Leipzig, Dresden der Kryptocalvinismus um sich griff, die strenge Vorfechterin der reinen Lehre Luthers, wie sie auch mitten im Kampfe gegen das Interim geboren war. Die polemische Richtung ist ihr lange Zeit geblieben.

Die erste Vergrößerung des kleinen Landes führte Johann Ernsts von Koburg Tod herbei (6. Febr. 1553), wodurch der sogenannte Ort Landes in Franken, die Ämter, Städte und Schlösser Koburg, Sonneberg, Hildburghausen, Heldburg, Veilsdorf, Schalkau an Johann Friedrich fielen. Bald nach seiner Rückkehr verhandelte er mit seinen Ständen über den Wiederaufbau der Festungswerke von Gotha, weil die kriegerischen Bewegungen Albrechts von Culmbach ihm Sorge machten. Die sieversháuser Schlacht indeß zerstreute diese Sorge, wo nicht schon jenes Markgrafen (abgelehntes) Anerbieten, ihm mit seinen Truppen zum verlorenen Kurfürstenthum zu verhelfen. Nach jener Schlacht und seines Vetters Moritz Tod [1]) aber lebte die Hoffnung zur vollen Restitu-

1) Bei dieser Nachricht sagte Johann Friedrich: „ich habe die beste Ursache ihm gram zu sein; aber er war ein ungemeiner und hochwunderbarer Mann."

tian in ihm auf. Allein der Nachfolger und Bruder des Getödteten, der neue Kurfürst August, berief sich und wohl mit Recht auf die zu Augsburg erhaltene Mitbelehnung, erklärte sich aber auch zur rechtlichen Beilegung aller Irrungen bereit. Dies und der Umstand, daß der Kaiser, zu welchem sich alsbald Johann Wilhelm nach Gent begeben hatte, sich nicht günstig äusserte, liessen dem kranken Herrn den naumburger Vertrag 24. Februar 1554 annehmen, demzufolge das ernestinische Sachsen mit Schloß, Stadt und Amt Altenburg, den Flecken Luckau und Schmölln, den Ämtern Sachsenburg, Herbisleben (doch ohne die Stadt Tennstädt) und Eisenberg, desgleichen mit dem Amte Schwarzwald und den Städten Pösneck, Auma, Triptis und Neustadt, über welche zwischen Moritz und den Ernestinern 1552 auf einer Verhandlung zu Naumburg gestritten worden war, vergrößert, dagegen von Johann Friedrich auf jede Restitution verzichtet wurde [1]).

Die Boten mit dem Abschlusse dieses Vertrages fanden den gebornen Kurfürsten auf dem Sterbebette. Der am 16. Octbr. 1553 erfolgte Tod seines 81jährigen Meister Lucas, der seinem Herrn und sich in dem berühmten Altargemälde der ehrwürdigen weimarischen Hauptkirche ein schönes Denkmal gestiftet, mag auch den Fürsten sehr ergriffen haben. Bald darauf machte er auf dem Grimmenstein zu Gotha 12. Decbr. 1553 sein Testament und setzte fest, daß seine Söhne das Land ungetheilt und christlich regieren und sich ja in kein Bündniß einlassen sollten, „da er selbst erfahren, daß in den Bündnissen weder Treue noch Glauben vorhanden sei." Auch der Kirchen und Schulen gedachte er. Der 21. Febr. 1554 raubte ihm sodann seine treue fromme Sibylle, die ihre Kinder trefflich zu erziehen, ihrem Gemahl in seinem Unglück mit Gebet und jeglicher Versagung zu helfen gewusst hatte. Als die Maurer ihr die Gruft in der Kirche bereiteten, ließ er ihnen sagen: „sie sollen mir bei meiner Gemahlin einen Platz lassen, denn ich will ihr bald folgen und bei ihr liegen." Und so

1) Der Titel geborner Kurfürst wurde ihm auf Lebenszeit bestätiget, „weil etliche Könige, Kurfürsten, Fürsten und Stände diesen Titel Sr. Liebden geben". Worte der Urkunde bei Weichselfelder S. 919 und Glafey III, 853.

geschah es; die Unterzeichnung des naumburger Vertrages am 2. März und eine rührende Ermahnung an seine Söhne, die Unterthanen nicht zu drücken, auf Gerechtigkeit zu halten, mit Gnade zu walten, nur in der äussersten Noth Krieg zu führen und sich vor Uneinigkeit zu hüten, war sein letztes Werk. Unter Gebet und Tröstungen der Religion verstarb er zu Weimar sitzend, im 59sten Jahre seines Lebens (3. März 1554), der fromme, wahrhaft evangelische Glaubensheld und Dulder. Melanchthon äusserte: „die Bekenntniß und Beständigkeit Herzog Johann Friedrichs hat unserer Kirche mehr gefrommt, als vielleicht die Victorie hätte dienen mögen, da ohne Zweifel die Bundesgenossen unter einander selbst uneinig geworden wären." Mag es auch sein, daß Johann Friedrich mehr an dem Buchstaben der neuen Lehre, Moritz vielleicht mehr am Sinn und Geist derselben hing, immer bleibt auch unser Kurfürst ein ehrwürdiger Pfeiler der Reformation, und Tausende haben sich an seinem Glaubensmuth begeistert. Gewiß mit Freude darf der Deutsche auf solche Männer sehen, und mit Stolz der Sachse in einer Zeit, wo Manches von der einen Seite sich geändert hat, hinzusetzen: seht, das waren Herzoge zu Sachsen[1])!

5. Zur inneren Geschichte Sachsens von 1485—1553 (1555).

Nicht bloß die schon dargelegten äusseren Begebenheiten des gesammten Sachsenlandes, sondern auch dessen innere Ver-

1) Die weitere Geschichte der ernestinischen Linien und Länder, welche trotz des Theilungsverbotes durch die zwei ältern Söhne Johann Friedrichs begründet werden, hier fortzuführen, liegt nicht in dem Zweck des Buches. Wohl aber wird ihrer den wesentlichsten Schicksalen nach in der weitern Geschichtserzählung des albertinischen Sachsens gedacht werden müssen. Die Reaction gegen das Unrecht der wittenberger Capitulation blieb nicht aus, und eine leise Spannung, vermehrt durch den Eifer der Theologen beider Hauptlinien, hat sich über ein Jahrhundert lang erhalten. Der Verf. gedenkt jener an ehrwürdigen Monumenten so reichen Hauptkirche zu Weimar mit Rührung. An den steinernen und metallenen Bildern jener frommen Betfürsten (so nannte er sie wenigstens damals we-

hältnisse, auf welche bisher nur wo es der Zusammenhang erfoderte Rücksicht genommen werden konnte, bestimmen sich großentheils durch die Landestheilung von 1485 und durch die Reformation, oft durch eine Wechseleinwirkung beider auf einander. Wie früher, und gewiß mit Recht, das Erblichwerden einer den Slaven abgenommenen Mark im Hause Konrads von Wettin, dann die Erwerbung von Thüringen und endlich des Herzogthumes Sachsen nebst der Kurwürde Epoche machende Ereignisse waren: so gilt dies auch von jener Haupttheilung und ihren bis heute noch nicht ganz verwischten Folgen und von der Reformation, die in Sachsen begonnen und ihrem politischen Theile nach von einem sächsischen Fürsten, wenn auch ausserhalb des Landes, befestiget wurde.

War die erste der beiden Haupterscheinungen dieses Zeitraums mehr ein Act der Willkür zu nennen, so hatte sie als solcher, in der Zerspaltung eines kräftigen Landes und einer mächtigen Dynastie in zwei ungleiche Theile (denn der Vorzug den die eine Linie der goldnen Bulle gemäß durch das Kurland und die höhere Reichswürde hatte, blieb für die andere stets verstimmend und zu begehrlichen Entwürfen führend) weit mehr nachtheilige als vortheilhafte Folgen. Dagegen war die Reformation durch das Fortschreiten der Menschheit selbst bedingt, also von innerer Nothwendigkeit und darum von höchst segensreichen Folgen. Ja sie suchte den argen Riß wieder auszufüllen und den Schaden wieder gut zu machen, den jene Theilung durch Spaltung der Gesinnungen erzeugt hatte.

Wer von den Folgen eines Ereignisses, wie die Reformation gewesen, sprechen will, muß allgemeine und besondere, unmittelbare und mittelbare unterscheiden. Die allgemeinen, wie der hergestellte innere und äussere Friede, die durchgefochtene religiöse und kirchliche Freiheit, die wachsende Fürstenmacht, die höhere Blüthe der Sprache und Wissenschaft, eine

gen ihrer betenden und knieenden Stellungen), bis zu Herders Grabe, wo er als Schüler die Leichenfackel trug, ist er Jahre lang vorübergegangen. Kein Freund des Protestantismus, der durch Weimar reiset, sollte diese Kirche unbesucht lassen, Keiner sie verlassen, ohne den Vorsatz, als ächter Protestant in seinem Christus zu leben und zu sterben.

innigere Annäherung der Stände eines Volkes untereinander u. s. w. treffen Sachsen allerdings zunächst, aber auch jedes der Reformation ergebene andere Land. Die besondern Folgen lagen in der Anwendung und Einwirkung der Grundsätze der Reformation auf einzelne Staats- und Volks-Verhältnisse. Die unmittelbaren gehen aus dem Wesen der Begebenheit von selbst hervor und sind bei einer Revolution der Geister auch geistiger Natur. Die mittelbaren gehen erst aus den vorigen hervor und können durch Mitwirkung anderer Umstände weit heterogenerer Art und Weise sein. Nur das macht sie zu Folgen, daß sie ohne jenes Hauptereigniß selbst entweder gar nicht oder wenigstens nicht so und nicht zu der Zeit eingetreten wären [1]).

Da wir indessen von dem innern Leben eines Staates und Volkes in einem Zeitraum sprechen, welcher zum Theil durch die Reformation erst ausgefüllet wird und also mit derselben gleichzeitig ist, so möchte es zu früh sein, schon jetzt eine Einwirkung derselben auf jedes einzelne Verhältniß finden und nachweisen zu wollen. Nur bei einigen ist sie schon jetzt unverkennbar. Wer allzuviel erweisen will, thut sich und seiner Sache schlechten Dienst. Es sei erlaubt diesmal die Masse der hieher gehörigen Notizen unter drei bestimmte Rubriken zu vertheilen und ohne zu ängstliche Zergliederung und Systematisirung unsern Staat als solchen in seinen wichtigeren politischen Beziehungen nach aussen und innen, dann die Kirche und endlich die Culturverhältnisse zu betrachten.

A. Äussere und innere politische Verhältnisse Sachsens.

Seit der Erwerbung der Kurwürde und des Herzogthumes, auf welchem sie ursprünglich ruhete, hatte Sachsen eine ungleich bedeutendere Stellung als früher in Deutschland angenommen und trat mit einem höheren Selbstgefühle auf. Möchte es auch schwer sein, für Umfang und Bevölkerung genauere statistische Zahlen als etwas über 500 □M. und zwei

1) Man vergl. die trefflichen Ideen darüber in A. H. L. Heerens kleinen historischen Schriften. Gött. 1803. I, 13 ff.

Millionen Menschen auszumitteln, so stand es doch an politischem Gewicht dem habsburgisch-österreichischen und dem luxemburgisch-böhmischen Hause am nächsten. Aber die Haupttheilung von 1485 brach die schöne kaum vereinte Ländermasse wieder, und was ihr leicht noch schädlicher werden konnte und 1546 wirklich wurde, war die verschiedene Politik, welche beide seit der Theilung mit einander gespannte Linien befolgten. Während Friedrich der Weise seine Sorge auf sein Land beschränkte, selbst die Kaiserkrone ihm zu Liebe ablehnte (ein Beweis, wie viel man ihm und seinem Lande zutrauete!), und ein milder Friedensfürst die innere Kraftentwickelung möglichst beförderte, warf sich Albrecht, der beherzte und kriegerische Mann, dem österreichischen Interesse in die Arme, nachdem der Plan auf Böhmens Krone ihm gescheitert war, und opferte den Habsburgern die Kraft des Landes und die Blüthe seines Volkes in den Kämpfen gegen Burgund, Ungern und die Niederlande. Allerdings trugen diese Unternehmungen zum Ruhme Sachsens bei und brachten es in politisches Vernehmen mit Frankreich, England, mit Corvinus und Wladislaw. Gleichzeitig gebot ein Wettiner als Hochmeister in Marienburg, und es war nicht das erste Mal, daß dieser Name an und auf der Ostsee gehöret wurde[1]). Auch die vom sächsischen Regentenhause angeknüpften Verwandtschaftsbande mit Österreich, Polen, Böhmen, Dänemark, Hessen, Baiern, Brandenburg, die Erbverbrüderungen mit zwei bedeutenden Staaten, wie Brandenburg und Hessen, die Erbvereine mit vielen andern erhöheten sein politisches Gewicht.

Noch höher stieg das Ansehn des Staates durch die Reformation. Durch diese wurde Sachsen welthistorisch. Was in einem großen Theile unsers Erdtheils von den Besten und Aufgeklärtesten gefühlt und gewünscht wurde, fand hier Wort und That. Luthers Schriften durchflogen Europa, und ein Reisender fand die eine in Palästina, wo ohnehin die glänzenden Spenden von vier oder fünf Fürsten sächsischen Hauses den wettinischen Namen nicht vergessen liessen. Der Papst musste seine goldnen Rosen und seine Bannbullen nach Sach-

1) s. oben die Geschichte Heinrichs des Erlauchten.

sen schicken, und in Wittenberg hörte man an Luthers oder Melanchthons Tische 10—12 Sprachen von Ausländern sprechen. Als aber aus den Protestanten eine politische Partei mit einem sächsischen Fürsten an der Spitze sich herausbildete, war es besonders diese, auf welche das Ausland seine Blicke und seine Hoffnungen gegen die Habsburger warf. Englands und Frankreichs, des Kaisers und des Papsts Gesandten gingen ab und zu, ein de Fresse, Richard Pace (Pacäus), ein Miltitz, Bergerius, Borst und Held u. A. verhandelten als Freund oder Feind. Sachsen hätte leicht der Mittelpunct einer europäischen Conföderation gegen die Habsburger werden können, wären Johann Friedrich und seine Theologen auf solche Höhe europäischer Politik zu heben gewesen. Aber eben das Vorherrschen der letzteren stieß nicht nur die wackern Schweizer ab, sondern veranlasste auch das politisch so unglückselige Schisma im gereinigten Lehrbegriff, welches mit etwas Nachgiebigkeit von Luthers Seite zu Marburg so schön ausgeglichen gewesen wäre. Wie viel Zuwachs an innerer und äusserer Kraft hätte dann der Protestantismus erhalten, wie viel Leiden wären Millionen Deutschen erspart worden. Da wäre ein Moritz an dem rechten Platz gewesen, der erst auftreten konnte, als von dieser Seite nicht mehr zu retten war.

Doch er gab Deutschland kein geringeres Geschenk, er gab ihm durch ein unerhörtes Wagstück politische und religiöse Freiheit auf ein Jahrhundert wieder, und Aller Augen sahen auf den jugendlichen und doch im Felde wie im Cabinet so ausgelernten Schüler Karls, in welchem der große Rechner sich allein verrechnet hatte. Der als „schwarzer Fürst" den Rücken Achtung einzuflößen wusste, warf auch Karls Arbeit vieler Jahre um. Die Idee eines Gleichgewichts in Deutschland war ihm nicht fremd, selbst die eines europäischen Gleichgewichts scheint es nicht ganz gewesen zu sein. Er stellte sich und seinen fast verdoppelten Staat an die Spitze der deutschen Mittelmacht und machte einen Kaiser fliehend, der über so vielen Erbkronen die Pflichten einer Wahlkrone zu vergessen wagte. In einem großen Theil von Deutschland, in Dänemark, Norwegen, Schweden und Preussen, selbst in dem jun-

gen Staat der Niederlande würde die neue Lehre ihren Stützpunct an der Elbe gefunden haben, wenn Moritz länger gelebt hätte. Ein Alba hätte in einem Lande, wo der Oranier eine Tochter Herzogs Moritz zur Gemahlin hatte, nicht Alba sein dürfen. Aber wer sagt mit Sicherheit, was Alles hätte kommen können?

Mit etwas mehr Bestimmtheit läßt sich über die Staatsverhältnisse im Innern des Landes reden. Der Gesammtbestand des Landes erweiterte sich in diesem Zeitraum (1508) durch Schloß und Amt Capellendorf, durch Johann Friedrichs Ankauf der durch ihre böhmische Nachbarschaft und ihren Bergbau wichtigen Herrschaft Schwarzenberg (1533) und 1538 durch die Wiedereinlösung der durch Kurfürst Albrecht III. (von Ascanien) verpfändeten Stücke des magdeburger Burggrafthums, wozu die burggräflichen Gerechtsame in Magdeburg und Halle und die Ämter Gommern, Ranis, Elbenau und Plötzkau gehörten. Dagegen gingen 1547 und 1549 mehrere böhmische Lehen und das schlesische Herzogthum Sagan wiederum verloren.

In diesem Zeitraum findet sich in beiden sächsischen Ländern die erste Spur von einer Eintheilung in Kreise. Das eigentliche Herzogthum bestand für sich und bekam bald nachher den Namen Kurkreis. Die drei andern Kreise bildeten Thüringen und die fränkischen und vogtländischen, die meissner und osterländischen Ämter dieser Linie. Einzeln abgegrenzt erscheinen die letztern noch nicht mit Namen, doch erkennt man sie aus dem häufig angeführten „Ausschuß der vier Crayse." Auch scheint anfangs weniger der Grund zweckmäßigerer Verwaltung als der besserer Aufsicht über das Münzwesen und bequemerer Erlegung der sogenannten Türkensteuer bei dieser Eintheilung vorgewaltet zu haben. Wenigstens ist dies im albertinischen Sachsen ausdrücklich angegeben, wo 1534 Münzaufseher über neun Landkreise erwähnt werden. Letztere waren 1. der haynicher und langensalzer Kreis; 2. am Harz und in der güldnen Aue; 3. im Grimmental an der Unstrut; 4. der meissen-dresdensche Kreis; 5. der erzbürger Kreis; 6. der osterländische Kreis; 7. der rochlitzer Kreis; 8. der landsberger Kreis und die Pflege Delitsch; 9. der schwarzenelster

Kreis [1]). Allein dies ganze Verhältniß bekam erst nach der wittenberger Capitulation mehr Festigkeit, wo man die alte Landeseintheilung in Kurkreis, Thüringen, Meissen und Osterland wieder vorzog und Dresden, Leipzig, Wittenberg und Salza zu Legestädten dieser Kreise machte, aber bald auch für andere Steuern als die Türkensteuer. Zu diesen vier Kreisen kam 1570 der vogtländische und 1588 der neustädter hinzu. Erst 1691 wurde der erzgebirgische vom allzugroßen meissner Kreise ausgeschieden. Dagegen theilten die ernestinischen Fürsten 1554 ihr kleines Land in den weimarischen, altenburgischen, pößnecker, gothaischen und fränkischen Kreis. Zur Erhaltung des Landfriedens wurden im spätern albertinischen Sachsen Oberhauptleute den Kreisen gegeben, welche mitunter auch in Rechtssachen des Fürsten Stelle vertraten. Die Kreishauptleute mit den ihnen untergeordneten Amtshauptleuten erscheinen erst im 17. Jahrhundert.

In jedem Kreise bestand ein landschaftlicher Ausschuß, doch noch nicht zur Berathung der Kreisangelegenheiten, sondern zur Vertheilung der aufgelegten und verwilligten Steuern, die dann durch einen adeligen Kreiseinnehmer und die Obrigkeiten der Legestädte erhoben wurden. Die eigentlichen Kreistage kommen später vor. Wohl aber schlossen sich die gleichartigen Stände der verschiedenen Kreise auf den Landtagen enger an einander an; besonders die Städte, die bei der steigenden Geldnoth der Fürsten am schwersten und häufigsten in Anspruch genommen wurden. Im J. 1541 wurde mit Prälaten, Stiftern und Universitäten, dann mit Grafen und Herren, wenn sie persönlich anwesend waren, besonders verhandelt. Das Feudalsystem hatte ein verschiedenes Interesse unter die Classen der Landschaft geworfen und sie zertheilt, was den geldfodernden Fürsten wohl zu statten kam. Daß aber die Stände schon sehr bedeutenden Einfluß hatten, besonders unter Für-

1) Codex August. II. 747. ad 1542. Die auch von mir benutzte Hauptschrift über diesen Gegenstand ist von Scheuffler (eigentlich dem praeses C. S. Zachariae) de divisione Saxoniae electoralis in circulos. Viteb. 1798. 4. Zachariä unterscheidet S. 8. zwei Eintheilungsprincipe: Steuererhebung und Verwaltung. Vgl. auch Weisse Gesch. der kursächs. Staaten. III, 293.

sten, die sie häufig brauchten, gestand ihnen Herzog Heinrich 1539 mit den Worten ein: „Ihr wisset, daß es bei Unsern Vorfahren altes Herkommen und gehalten ist worden, daß in Sachsen darinnen Ew. Liebe und Ehre, und auch andere Unsere Unterthanen Land Schade und Verderb, Nutz und Gedeihen gelegen, Nichts gehandelt und geschlossen worden, es sei denn an Ew. Lieben und Euch Prälaten, Grafen und Herrn und denn der Würdigsten von der Ritterschaft und Städten zuvor angezeiget, Ew. Liebe und der Andern Rath und Bedenken darinnen gehört und auch dieweil Uns hochwichtige Sachen vorgetragen, daran Uns, Unserm Land und Leuten gelegen; so haben wir nichts entschliessen und vornehmen wollen, es wären denn dieselben Articul zuvor Ew. Lieben und der Andern Bedenken, Rath und Gutdünken davon auch gehöret ꝛc. [1])." Als nach der wittenberger Capitulation die Zahl der Landstände sich sehr vermehrte, setzte man Deputationen zur vorläufigen Berathung fest, aus denen dann der enge und weite Ausschuß der Ritterschaft und Städte hervorging. Doch wurden diese noch auf jedem Landtage besonders gewählt. Eine förmliche Landtagsordnung und die Geldauslösung der Stände (statt der Naturalentschädigung) gehörte erst der folgenden Zeit an [2]).

Die Ausgaben der Fürsten hatten sich durch die Reichs-

1) s. D. G. Schreber von den Land- und Ausschuß-Tagen ꝛc. Leipzig 1793. 8. S. 42. Die immer häufiger werdende Anzahl von Landtagen s. ebendas. S. 164 ff., mit den Bemerkungen und Berichtigungen von Weisse. Die Stände von Ritterschaft und Städten baten damals den Herzog Heinrich, sich ohne Rath, Wissen und Willen gemeiner Stände in kein Verbündniß zu begeben, „damit dem Lande nicht unwissend und ohne Noth Krieg oder Last zugezogen werde; auch baten sie, dem Schimpfen auf den Kanzeln Einhalt zu thun, das Regiment mit Rath der Landstände und nichs Anderer so die Bürden nicht tragen helfen" anzustellen u. s. w. (Aus den handschriftlichen Landtagsacten, die mir vor 10 Jahren Herr OHGR. Weisse zu Leipzig mitzutheilen die Güte hatte.)

2) Doch wurden nach C. G. v. Römer Staatsrecht und Statistik des Kurfürstenthumes Sachsen. Wittenberg 1792. III, 11, durch ein Decret von 1530 nur diejenigen für auslösungsfähig erklärt, welche von väterlicher und mütterlicher Seite je vier Ahnen hatten.

steuern, die Soldtruppen, die vergrößerte Hofhaltung, Reisen und Besuche so vieler Fürsten-, Bundes- oder Reichs-Tage, welche besonders durch ihre Dauer und den Reichthum der spanischen Umgebungen des Kaisers sehr kostspielig wurden, sehr vermehrt. Auf Einschränkungen im Hofhalt trug selbst Friedrichs des Weisen Bruder, Herzog Johann, an. Es sollten Hofküche und Hofkeller, die Schneiderei, das Quatembergeld oder die Dienerbesoldung beschränkt, das Morgen- und Vesper-Brod und die Hofkleidung der Hofleute abgeschafft und eine neue Hofordnung gemacht werden. Selbst die Stände baten dringend darum, aber daß sie wenig, wenn sie ja in's Leben trat, gefruchtet hat, geht aus den Entschuldigungen des Kurfürsten mit dem Eigennutz einiger dabei Betheiligter hervor. Doch wurden die Kammerschulden wiederholt von den Ständen übernommen und 1540 eine große Summe zu dem bevorstehenden Reichstag verwilligt, weil, sagte Johann Friedrich, die Kosten eines solchen Reichstages dem jährlichen fürstlichen Einkommen nicht sehr ungleich sein möchten. Unter solchen Umständen und besonders während der Reformation, wo eine Uneinigkeit mit den Ständen höchst störend hätte werden können, gelangten sie zu immer größeren Rechten, wie sie z. B. von Moritz 1548 die Bedingung dem Landtagsreverse einverleiben liessen, daß ihnen eine Mitwirkung zum Kriege eingeräumt würde. Im Jahre 1552 übernahmen die Stände wieder 600,000 Fl. landesherrlicher Schulden.

Das Hauptgeschäft der Stände blieb aber immer die Steuerbewilligung. Zu den bisherigen Steuern, der Ziese von 1438, zur Biersteuer von 1469, welche 1546 zu einer allgemeinen Tranksteuer mit dem zehenten Pfennig vom Getränke erhoben wurde, kam 1488 die erste Vermögenssteuer für Herzog Albrecht zur Bezahlung der Landesschulden (2 Fl. von jedem 100 Fl. Vermögen, den 20sten Theil vom Gesindelohn, von Handwerksburschen, Hausgenossen und Andern die nicht 25 Fl. „in bonis" haben, 4 gr.; von müssigen Leuten, so keine Handthierung und andere Nahrung haben, 1 Fl.). Dann wurde 1537 dem Herzog Georg zur Erbauung von Festungen eine sogenannte Baustеuer bewilligt, die nach Schocken von liegenden Gründen und werbender Baarschaft erhoben wurde.

Diese Steuer, welche im ernestinischen Sachsen schon 1523 vorkommt, 4 Pfennige von jedem Schock unbeweglichen Vermögens, war es wahrscheinlich, die 1550 wieder als Landsteuer vorkommt und bleibend wird. Doch trug Adel und Ritterschaft anfangs nicht regelmäßig dazu bei. Zu dem großen Zehent oder der Tranksteuer (24 gr. von dem 6 Eimer haltenden Fasse, 5 gr. vom Eimer inländischen, 10 gr. vom ausländischen Weine) wurde 1539 der kleine Bierzehent (5 gr. vom Fasse), zur Besoldung des angeworbenen Kriegsvolkes, eingeführt und gleichfalls, wie alle Steuern, einem Ausschuß der Stände zu verwalten überlassen. In Kursachsen wurde 1531 vom Adel der 6te, von der Geistlichkeit der 4te Theil eines jährlichen Einkommens gefodert.

Verhältnißmäßig zahlte der Ritterstand weit weniger als der Bürger, denn die Lehenhufe wurde mit persönlichem Kriegsdienst verdient. Allein auch dieser war sehr beschränkt und ausser Landes nur ausnahmsweise. Endlich wurde gleichzeitig in beiden Landen (1523) die Beschaffenheit des Lehendienstes genauer untersucht, wie stark der Adel zu dienen schuldig und vermögend sei, und eine sogenannte Ritterrolle angelegt. Übrigens hatte der Fürst den Vasallen im Felde zu unterhalten; 1546 wurde aber für Futter und Mehl statt der üblichen Naturalverpflegung 10 gr. täglich für das Pferd (und eine Person) gewährt. Aber mit dem Lehensadel reichte man längst beim Kriege nicht mehr aus.

Der Hussitenkrieg, welcher auch in unsern Gegenden gewüthet und die Anwendung des Pulvers immer mehr üblich gemacht, hatte die sichtbare Folge, daß der Adel, der schreckliche Verluste aus seinem Stande in jenen Kämpfen erfahren, sich allmälig dem „reitenden Krieg" entzog. Das Fußvolk fing allmälig an den Kern des Heeres zu bilden, das Soldsystem den Lehnkrieg abzulösen. Das Fußvolk hatten anfangs die Städte (zur Vertheidigung ihrer Mauern zeitig an das Waffenhandwerk gewöhnt und durch Schützengilden und Kunstschiessen dabei in Übung erhalten) und die nicht zum Ritterdienst berufenen übrigen Unterthanen zu stellen. Allein der Feldkrieg war mehr als Vertheidigung der Mauerzinne und als Vogel- oder Scheiben-Schiessen. Schon 1528 verwilligte

man eine Summe zum Unterhalt des Fußvolkes, und 1546 foderte Johann Friedrich beim Anfange des schmalkaldischen Krieges zwar die Lehensmiliz nach der angelegten Ritterrolle, aber statt der Unterthanen zu Fuß ein Geldsurrogat zur Anwerbung von Landsknechten. Diese, die dann von den Unterthanen Proviant gegen Bezahlung durch Proviantmeister zugeführt erhielten, wurden entweder einzeln oder in ganzen Fähnlein zugleich mit ihrem Anführer angeworben. Mit diesen Miethlingen, die nur der Zweck des eigenen Unterhaltes und der Beute leitete, hatte man um so größere Noth, wenn man sie nicht pünctlich bezahlte oder ihrem Eigensinn nachgab. Ein Herr der mehr bot oder wenigstens versprach, war in Kriegszeit leicht gefunden. Selbst die beliebtesten solcher Rottenführer, ein Frondsberg, Schärtlin, waren oft in Lebensgefahr durch ihrer Leute Meutereien, und selbst Kurfürst Moritz hätte wegen verweigerten Sturmsoldes bei der ehrenberger Clause sein Leben fast eingebüßt. Der Monatssold (zu 30 Tagen den Monat gerechnet) konnte schon am ersten Monatstage durch eine gewonnene Feldschlacht oder einen gelungenen Sturm verdient sein. Man berechnete 1000 Reiter auf monatlich ohngefähr 15,000 Fl., 1000 Mann zu Fuß auf 8000 Fl., doch ohne die Anführer, die als Oberste oft das 100fache des gemeinen Mannes bekamen. Panzerreiter (Küraſſiere) galten als Doppelsöldner. Welche Mühe musste es also machen, nur ein Heer von 20,000 Mann zusammenzubringen, und größer waren auch kaum die Massen, welche Johann Friedrich oder Moritz (ohne ihre Verbündeten) zu stellen pflegten. Von Magazin- und Requisitions-Systemen war noch nicht die Rede. Man nahm in der Regel wo man fand. Nur in Freundesland sollte noch baar bezahlt werden. Bei einem Fähnlein von 400 Mann befanden sich gewöhnlich 100 Mann im vollen Harnische mit Piken, 200 Schützen mit Feuergewehr, 50 Mann mit Hellebarden und Schlachtschwerdtern und 50 mit Piken ohne Harnische. Man unterschied Landsknechte (die mit kurzen Gewehren dienten) und Lanzenknechte oder Spiesserfahnen [1]).

1) Manche hieher gehörige Bemerkungen sind aus G. H. Gen-

Die patriarchalischen Zeiten, wo der Fürst mit einigen Vasallen und einigen des Schreibens (ars clericalis) kundigen Geistlichen die eigentliche Regierung führte, waren längst vorbei. In diesem Zeitraume steht in beiden sächsischen Staaten an der Spitze der ganzen Verwaltung eine besondere Landesregierung als förmliches Collegium von fürstlichen Räthen (Hofräthen) unter einem Kanzler. Es hat seinen Sitz am Hofe, und da dieser im albertinischen Sachsen bis 1547 bleibend zu Dresden war, tritt es auch hier früher und deutlicher hervor, während es bei den Ernestinern bald zu Torgau bald zu Weimar war. Zugleich bildete dies Collegium in Rechtssachen die höchste Appellationsinstanz und übte auch in einigen Fällen concurrente Gerichtsbarkeit mit den Hofgerichten.

Das gemeinschaftliche Oberhofgericht, von dessen ritterlichen Mitgliedern eines als Oberhofrichter den Vorsitz führte, erhielt statt der alten für ihre Zeit vortrefflichen Hofgerichtsordnung von 1488 oder 1490 eine neue 1529. Da die vier jährlichen Sitzungen abwechselnd zu Altenburg und Leipzig waren, so war der Hofrichter in dessen Herrn Land die Session war, der Vorsitzende, der Hofrichter des andern Fürsten sein erster Beisitzer. Die Zahl der Räthe war von 9 auf 12 erhöhet worden, auf 4 Ritter, 4 aus der Ritterschaft (Adlige) und 4 Doctoren. Ausser den Procuratoren und anderm Personale kömmt auch ein Armenadvocat vor. Dies Gericht sprach nach sächsischem Rechte und von ihm nahmen alle Schriftsassen Recht („alle unsere Grafen, Freyherrn, Ritter und Edelleute, die den Ampten nicht unterworfen, sondern die auf sonderliche Schriefft unser Canzleyen sitzen, auch alle Rethe unser Stedte und Richter, die keinem Ampt zugethan seyn"). Als aber 1548 die Söhne des gefangenen Johann Friedrich ihren Unterthanen verboten das leipziger Oberhofgericht anzuerkennen, trat es ausschließlich für das Kurfürstenthum mit der früheren Zahl der Beisitzer (9) in seinen vorigen Stand

zels Geschichte der Kriegsverfassung Deutschlands. Berlin 1820. 8. S. 264, 275 u. f. w. entlehnt. Im Codex Augusteus habe ich vergeblich nach Kriegsordnungen aus jener Zeit gesucht, nur eine Menge Befehle gegen fremde Werber und fremden Kriegsdienst kommen vor.

zurück. Ein Versuch der Grafen und Herren, sich demselben ganz zu entziehn, weil sie nach altdeutscher Sitte von keinem Unebenbürtigen gerichtet werden könnten, mislang. Die Herzoge der ernestinischen Linie aber wiesen ihren Unterthanen ihre Räthe am Hofe als höchste Gerichtsstelle an [1]). Für den Kurkreis errichtete Johann der Beständige ein eigenes Hofgericht zu Wittenberg (1529), welches Moritz nach dem Kriege, wo es in Verfall gerathen, restituirte (1550).

B. Kirchliche Verhältnisse Sachsens beider Linien.

Daß die Reformation in dem ganzen Leben und Wesen des sächsischen Staates und Volkes die entschiedensten Veränderungen hervorbringen musste, lag in der Natur der Sache. Um aber die äussere Erscheinung derselben (denn die geistigen Schwingungen dauerten noch lange oft mit verstärkten Bewegungen fort) als ein Ganzes auffassen zu können, muß hier, wo der schicklichere Ort dazu erscheint, noch eines Ereignisses gedacht werden, welches, indem es sich als eine Fortsetzung oder Ergänzung des passauer Vertrages betrachten lässt, eigentlich das politische Gebiet der Reformation erst abschliesst. Dies ist der augsburger Religionsfriede von 1555. In dem passauer Vertrage, dem Werke und dem Verdienste des Kurfürst Moritz, war die endliche Entscheidung der Religionssache auf einen in sechs Monaten zu haltenden Reichstag vertagt und der Friedensstand auf ewig, selbst wenn der Reichstag nicht zu Stande käme, zwar von den vermittelnden Fürsten, doch nicht vom Kaiser selbst verbürgt worden. Es war also von Wichtigkeit, auch darüber Gewißheit zu erhalten. Aber wie oft auch wirklich der Reichstag ausgeschrieben wurde, die Lauheit und die Säumigkeit der deutschen Stände war so groß, daß derselbe erst fast nach drei Jahren (5. Februar 1555) zu Augsburg eröffnet werden konnte, und daß selbst da noch

1) Die Ober-Hofgerichts-Ordnungen bei Schöttgen und Kreysig diplom. Nachl. I. S. 18. Die zweite bei Leonhardi Gesch. und Beschreib. Leipzigs. 1799. S. 434. Die von 1548 im Codex Augusteus I, 1279. Die wittenberger ebendas. I, 1331 ff.

keiner der Kurfürsten in Person erschien. Zum Glücke zeigte sich gleich so viel Friedensliebe, daß man Versuche zu einem theologisch-liturgischen Vereinigungswerke ganz aufgab und gleich auf allgemeine Eintracht und Anerkennung der Partei antrug. Leider war man aber auch einseitig genug, die Reformirten von diesem Frieden auszuschliessen und den lästigen geistlichen Vorbehalt, wenn man auch von Seiten der Protestanten sich verwahrte, in den Reichsabschied vom 25. Sept. 1555 kommen zu lassen, daß jeder geistliche Fürst der zum Protestantismus überträte, seines Amtes und seines Landes sogleich verlustig sein solle (reservatum ecclesiasticum). Auch darin vermisste man den Nachdruck, den Moritz seinen Verhandlungen zu geben verstand, daß man für die von der Hauptkirche des Staates abweichenden Unterthanen nur das traurige beneficium emigrandi auszuwirken wusste. So war die Religionsfreiheit ziemlich theuer erkauft und gelegentlich mancher Samen zu künftigem Streit geblieben. Nur der Hauptsache nach hatte man jetzt den Friedensstand und die reichsrechtliche Existenz der augsburgischen Confessionsverwandten errungen.

Eine der nächsten Folgen der Reformation, noch ehe sie politisch mit Feder und Schwerdt durchgefochten war, war die Vermehrung der Macht der protestantischen Landesfürsten, indem bisher alle kirchliche Gewalt selbst in den weltlichen Ländern von den Päpsten, ihren Legaten oder den Bischöfen im Namen des Papstes geübt worden war. Jetzt wurde das jus circa sacra ein integrirender Theil der Fürstenmacht und diese dadurch ergänzt. Die ersten Äusserungen dieses neuen Machtzuwachses waren die Kirchenvisitationen 1527, 1539, 1541 ꝛc., die sonst nur von den Landesbischöfen hätten vorgenommen werden können. Damit hing das Recht zusammen, alle unbrauchbare Geistliche zu entfernen, neue anzusetzen, dieselben in Beziehung auf Lehre und Wandel zu prüfen und das Kirchengut auf geeignete Weise zu verwalten. In den Superintendenten und Inspectoren hatte man eine Art protestantischer Bischöfe, obwohl in kleineren Diöcesen hinzustellen versucht; aber es fand sich, daß eine Mittelbehörde zwischen ihnen und den Fürsten ihnen erst die rechte Haltung geben könne, da jene stets genöthigt waren in Rechtssachen sich an die Hofgerichte,

in theologischen sich an die Facultäten zu wenden. Daher wurden auf Bitten der Stände sogenannte protestantische Consistorien errichtet, welche im Auftrage des Fürsten dessen geistliche Gewalt vertraten. So entstand 1542 das Consistorium zu Wittenberg (auch der Stuhl von Wittenberg genannt), zusammengesetzt aus 4 Doctoren der Theologie und zwei der Rechte. Diese weltlichen oder sogenannten politischen Mitglieder hatte das päpstliche Recht bisher als unfähig für's geistliche Richteramt erklärt. Moritz bestätigte dasselbe 1548. Das zu Leipzig entstand 1543 und wurde 1544—1548, solange Herzog August, Moritz's Bruder, Administrator des Stiftes Merseburg war, mit dem dortigen verbunden, nachher aber 1549 und 1550 wiederum davon getrennt und ohne den Stiftsbezirk selbstständig zu Leipzig wieder hergestellt. Im J. 1545 kam noch das von Meissen, welches später als Oberconsistorium verlegt wurde, hinzu. Doch wurde ihre Verfassung erst in einer umfassenden Kirchenordnung Kurfürst Augusts von 1580 vollständiger geordnet [1]).

Am unentschiedensten war am Ende dieses Zeitraums die Lage der drei Hochstifte. Denn obgleich bei weitem der größte Theil der Stiftsunterthanen bereits protestantisch und somit der Hauptzweck der Stifte nicht mehr zu erreichen war, so wagte sich doch selbst Moritz nicht an eine völlige Secularisation derselben. Auch war der alte Adel des Landes dabei betheiligt, welcher vermöge seiner Ahnen zu reichen Domherrenstellen und Canonicaten sich die Aussicht nicht verschliessen lassen wollte. Allein eben so bedenklich war ein Fortbestehn von drei katholischen Stiften mitten im protestantischen Sachsen. Doch hatte Moritz, indem er seinen Bruder August zum protestantischen Administrator des Hochstiftes von Merseburg ma-

1) S. Cod. Aug. I, 475—715. Welche Diöcesen zu jedem Consistorium gehörten, finde ich erst für spätere Zeiten bemerkt bei Chn. Gottlo. Wabst hist. Nachricht von des Kurfürstenthums Sachsens jetziger Verfassung. Leipzig 1732. Fol. S. 153, (171), 173, 180, und Chn. Gotthf. Fix Abriß der kursächsischen Kirchen- und Consistorienverfassung. Schneeberg 1795. I, 64 (211, wo das Verzeichniß der meissner Diöcese von 1346 nach Calles steht) und II, 6. Bald nachher errichteten auch die Fürsten und Grafen von Henneberg, Schwarzburg, Mansfeld, Schönburg, Solms, Stolberg Consistorien oder geistliche Untergerichte.

chen ließ, bereits den Weg gezeigt, der später auch befolgt wurde und die verschiedenen Interessen am schonendsten ausglich.

Dagegen waren die niederen Stifte, die Klöster und Abteien vom Staate unbedenklicher eingezogen worden. Theils hatten sie sich selbst geleert, theils geschah dies noch durch die Kirchenvisitationen. Auf jeden Fall waren sie mitten im protestantischen Lande völlig unpassend geworden. Große Summen, die bisher von ihnen nach Rom gezahlt worden, blieben nun im Lande, große Grundstücke kamen aus der todten Hand der Geistlichkeit in die lebendig schaffende der Weltlichen. Wahrscheinlich hätte man bei der Einziehung der Klöster noch ungleich mehr gewinnen müssen, wenn man bei derselben systematischer hätte verfahren wollen oder können. So aber konnte man mit Verzeichnung des Klostergutes erst dann beginnen, wo böser Wille der früheren Insassen oder Eigennutz Anderer schon Manches entfremdet hatte. Gegen die schon angeführte Verwendung desselben für Dotation neuer Kirchen und Schulen, für Universitäten, Stipendien und Convicte konnte schwerlich Etwas eingewendet werden, um so weniger, da mit der Reformation eine große Anzahl Klosterschulen eingehen mussten; auch in den Nonnenklöstern, mit deren Wegfall nicht mehr wie bisher der Bildung des weiblichen Geschlechtes und der Versorgung manches adeligen Fräuleins ein Theil des Capitals und der Thätigkeit gewidmet werden konnte. Wirklich trugen 1555 die Stände auf die Errichtung von drei Jungfrauschulen zu Freiberg, Mühlberg und Langensalza an. In ihnen sollten 110 Personen leben, doch mit Einschluß der alten Nonnen bis zu ihrem Absterben. Schade daß diese Schulen, wahrscheinlich aus Mangel an Geldmitteln, nicht zu Stande kamen, sie würden wohl im protestantischen Deutschlande einzig in ihrer Zeit gewesen sein [1]).

Die Zahl dieser geistlichen Stiftungen in Sachsen beider Linien war nicht unbedeutend. Ausser den Höfen und Sitzen, welche der Johanniter- und deutsche Herren-Orden besaß, kommen über 50 Manns- und 28 Nonnen-Klöster vor. Der Franziscanermönchsklöster waren 14, der Benedictiner 7, der

1) S. Cod. Aug. I, 46.

Augustiner regulirten Chorherren 7, der Augustiner Einsiedler oder Mönche 6, der Cistercienser 5, der Dominicaner 4; ausserdem noch einige Antonier, Karthäuser, Cölestiner u. s. w. [1]). Thüringen (dessen mehr als 30 Klöster hier nicht mitgezählt sind) und Sachsen hatten 2 von den 13 Deutschordensbailliagen oder Landcomthureien gebildet. Das Recht dieser Klostereinziehungen war unbestritten aus der neuen Kirchengewalt hervorgegangen, und diese konnte selbst wieder gewissermaßen reichsrechtlich aus dem Reichsbeschlusse von Speier 1526 abgeleitet werden, dem zufolge die Sorge für das Religionswesen den Landesobrigkeiten und ihren Unterthanen bis zur Anstellung eines allgemeinen Conciliums überlassen worden war [2]). Eine solche Einheit der kirchlichen Landesverwaltung war aber schon darum höchst wünschenswerth, weil vor der Reformation der Papst, die Erzbischöfe von Magdeburg und Mainz (für Thüringen), die drei Landesbischöfe zu Meissen, Merseburg und Naumburg-Zeitz, für einen Theil des Kurkreises der Bischof von Brandenburg, ja für einzelne kleinere Landestheile der Erzbischof von Prag und die Bischöfe von Halberstadt, Havelberg, Lebus und Bamberg im Besitze des innern und äussern Kirchenregiments gewesen waren. [3]) Damit musste endlich der Streit über die Landsässigkeit oder Reichsunmittelbarkeit der drei Bisthümer Sachsens factisch beendigt werden. Der Verwendung dieser

1) Die obige Zahl der Klöster gilt nur mit Ausnahme von Thüringen, der Lausitzen und einiger späteren Erwerbungen. Rechnet man diese hinzu, wie es Canzler (Joh. Gottfr.) tableau historique de l'électorat de Saxe. Dresden 1786. III, 572 gethan, so kommen weit über anderthalbhundert heraus, und wenn man bedenkt, daß Canzler die in den spätern ernestinischen Ländern auch übergeht, z. B. Weimar, Gotha, Eisenach ꝛc., so beläuft sich ihre Zahl nahe an 200. Man vergleiche die Saxonia und Thuringia sacra im Manuscr. von Knauth u. Grundmann auf der dresdner Bibliothek. Msc. J. 162. K. 75.

2) Darauf macht besonders Karl Gottlieb von Weber systematische Darstellung des im Königreiche Sachsen geltenden Kirchenrechtes. Leipz. 1819. 8. I, 139 nach Stellen von Seckendorf hist. Luther. II, 45., III, 196 aufmerksam. Die Fürsten deducirten ihre Gewalt auch wohl „aus dem ihnen von Gott aufgetragenen Amt".

3) s. Weber im angeführten Werke. I. 131.

Klostergüter ist schon gedacht. Herzog Heinrich gab seinen Ständen eine Versicherungsurkunde (7. Aug. 1540), daß die Klöster und geistlichen Gestifte in ewigen Zeiten zu keiner andern Absicht als Beförderung der Ehre Gottes und Hülfe der Armen angewendet werden sollten. Nur einige wenige Klostergüter wurden zu Domainen gemacht, damit die Landesherren doch für die großen Kosten, die sie wegen der Religion gehabt, etwas entschädigt würden. Dies hatten auch die Reformatoren gebilligt. Die richtige Stellung der Geistlichkeit im protestantischen Sachsen war freilich damals und unter schwächern Fürsten noch lange später nicht gefunden. Aber an eine Hierarchie war doch nicht mehr zu denken. Rom verlor seinen Einfluß auf Sachsen schon mit der Ohrenbeichte.

C. Culturverhältnisse in Sachsen.

Wenn Sachsen einige Jahrhunderte lang für das gelehrteste Land im deutschen Reiche und gleichsam als Mittelpunct höherer wissenschaftlicher Cultur galt, so hat die Reformation daran den thätigsten Antheil gehabt, indem sie nicht bloß dem theologischen Wissen und Forschen freie Bahn schuf und die hierarchischen Schranken dagegen niederbrach, sondern auch mit dem Studium der alten Sprachen (zunächst zum Verständniß der heiligen Schriften) den Sinn für Wissenschaftlichkeit selbst entzündete oder neu belebte. Wie der Kampf die Kräfte stärkt, verstärkte die Polemik auch das Wissen; eine sächsische Literatur entstand erst mit der Reformation. Wie sie für alle Fächer der Gelehrsamkeit Vorschub leistete, den Geist der Forschung, einmal angeregt, über alle Felder des Wissens allmälig vertheilte, haben Andere genugsam bewiesen[1]). Wie viel Bücher auch Sachsen für den römischen Index lieferte, eben so viel Triumphe hat es über den von dort aus gepflegten Obscurantismus gefeiert. Zuerst in Sachsen wurde durch die Reformation die traurige Scholastik entthront. Aber man sah auch, daß Aristoteles, den

1) Ch. Villers Preisschrift über den Geist und Einfluß der Reformation Luthers, übers. v. Cramer. Hamb. 1805. S. 308. und die dort angeführten Schriften.

Melanchthon besonders in Ehren hielt, und dasjenige was man unter seinem Namen bisher vorgetragen, ganz verschiedene Dinge wären. Die edlen Griechen überhaupt lebten durch Meister Philipp für Sachsen auf und sind seitdem nicht wieder von dem Büchertische des höher Gebildeten gewichen. So erlangte auch die Sprache Latiums das Bürgerrecht. Fast auf den kleinsten Schulen gehörte sie mit in den Kreis des zu Erlernenden. Die beiden Hauptpfeiler der Gelehrsamkeit waren die beiden Universitäten, von denen die jüngere die Wiege der Reformation, die ältere durch die Kirchenverbesserung erst eine wahre Mutter der Wissenschaften wurde.

Die Universität Leipzig war durch Georgs Reactionen gegen die Reformation hinter Wittenberg zurückgehalten worden und fand sich schwer aus hundertjährigem scholastischen Unwesen heraus. Hätten Heinrich, Moritz, August wie Dörfer und Renten nur auch gleich den rechten Geist der Wissenschaftlichkeit ihr schenken können! Aber noch um die Mitte des sechzehnten Jahrhunderts klagt der berühmte Jurist Melchior von Osse, früher selbst Lehrer der Hochschule und dann vertrauter Rath bei Georg, Moritz und August, daß es mit Fleiß und Sitte rückwärts gehe, wogegen sein späterer Erklärer, der freisinnige Thomas (Thomasius gewöhnlich), ihn einen geheimen und misvergnügten Katholiken schilt. Die Studirenden theilten sich in bursas oder Gesellschaften, die unter Aufsicht von Magistern standen. Einer suchte, des damit verbundenen Erwerbes wegen, dem Andern seine Bursarien (Burschen) abwendig zu machen. So kam der Strengere natürlich zu kurz. Der Geist der Rauferei, des Pennalismus wich noch nicht. An der Zahl der Lehrer lag es nicht, sie stieg wie in unsern Tagen auf hundert an; die der Studirenden mag sich auf 15—1600 belaufen haben. Die von Georg, dem selbst gelehrten Fürsten, eingezogene Professur der hebräischen und griechischen Sprache wurde hergestellt, die dritte medicinische Professur der Physiologie von ihm gestiftet. Eine vierte stiftete Moritz für Chirurgie und Anatomie. Die philosophische Facultät hatte 24, dann bloß 20 Professoren und Assessoren. Sie hatte ausser ihrem Decane und Procanzler Senioren, Subsenioren aus jeder Nation, Clavigeros, Executoren, Taxatoren, Resumptoren oder Repe-

tenten. Die gehaltenen Publica wurden abgeschätzt bis 1502 und darnach bezahlt. Noch dauerte das Walzen der Professuren fort: wer z. B. im Sommer Ethik gelesen hatte, musste im Winter Mathematik vortragen. Dies schaffte erst Kurfürst August ab [1]). Die Besoldungen aus den Collegiaturen trugen zwischen 30—60 Gülden; wer nicht eine Dompfründe, ein Canonicat oder sonst ein Amt daneben hatte, mochte trotz der wohlfeilen Preise darben. Darum gab zu besserer Besoldung Moritz jährliche 2000 Fl. aus den Klosterrenten von Petersberg und Pegau. Seiner Stipendien und Freitische ist gedacht. Die der Universität geschenkten fünf neuen Dörfer, die Gebäude des Paulinerklosters riefen das nachher so wichtige Verwaltungscollegium der Decemviri in's Leben. Die Promotionen wurden immer zahlreicher. Von 1513—1565 wurden 583 Magister, 2277 Baccalaurei creirt. Die Bibliothek wuchs durch die des Pauliner-, Thomas- und Minoriten-Klosters zu Leipzig, am meisten aber durch die der Klöster zu Alten-Celle, Pegau, Salza, Petersberg, Chemnitz, Buchau und Pirna. Von Gelehrten mögen unter Hunderten ausser den schon genannten von dem Busche, Rhagius, Peter Schad (Mosellanus), Crocus und Camerarius von Bamberg nur der Jurist Hommel, Caspar Börner, der Theolog, Mathematiker und Bibliothekar, der sechsmal nach einander Rector war, Heinrich Stromer, Konrad Tocler (Noricus), die gelehrten Ärzte, Salmuth, Alex. Alesius, Joh. Pfeffinger die Theologen hier ihre Stelle finden.

Berühmter war unbestritten damals Wittenberg, von den Fürsten ernestinischer Linie reich ausgestattet. Jeder der Fürsten gewährte ihr in einer sogenannten Fundation 1536,

1) F. G. Leonhardi Gesch. und Beschreib. v. Leipzig. 1799. 8. S. 540. Man findet einen Professor utriusque linguae, Philosophus graecus, Mathematicus, Ethicus, Physicus, Poëta, lector in Quinctilianum, lectores rudimentorum mathematices, Rhetorices, Dialecticae, rudimentorum graecorum et grammaticae. Vergl. Zach. Schneider Chronicon lipsiense. Lips. 1655. 4. Die Lausitzer wurden damals von der meissner Nation getrennt und zu den Polen geschlagen. Über die Zahl der Promotionen Schneider 807. Verzeichnisse der Rectoren und Decane am Schlusse seines 6. Buches.

1548, 1555 [1]) neue Vortheile und Rechte. Sie erhielt obere und niedere Gerichtsbarkeit, Befreiung von den gewöhnlichen Abgaben, von Kriegsdienst und Einquartierung. Von 1530 bis Anfang des 17. Jahrhunderts hatten die Professoren Titel und Rang kurfürstlicher Räthe. Reichlich wurden aus Kirchengütern die Besoldungen gemehrt; sie beliefen sich damals zusammen auf 3795 Fl., im Jahr 1555 schon über 4000, und 1569 über 5000 Fl. Vieles brachten die häufigen Promotionen ein. Die theologischen Docenten rückten durch die vier Grade eines Biblicus, Sententiarius, Formatus und Licentiatus zum Magister und Doctor der Gottesgelahrtheit vor und bezahlten für alle diese Grade 41 Fl. 7 gr., der juristische Doctor kostete 42 Fl. 2 gr., der medicinische 37 Fl. 1 gr., ein Baccalaureus der Philosophie 2 Fl. 10 gr. und der Magister oder Doctor 8 Fl. 3 gr. [2]). Nicht nur die Theologen, sondern auch die Theologie selbst dominirten in Wittenberg, und ihr mussten sich selbst die anderen Wissenschaften anschmiegen. Juristen und Mediciner und die Lehrer der freien Künste wie der Philosophie gaben Allem einen theologischen Anstrich. Zu einer Metaphysik konnte es nicht kommen, weil die Theologie ihr das Gebiet durch ihre polemische Dogmatik abgeschnitten hatte. Zwar hörten die Quidditates und Entitates der Scholastik auf, und Melanchthon zeichnete durch seine Vorträge über das Organon, über Ethik und Logik nach eigenen Lehrbüchern einen gesundern Weg, aber es fehlte noch viel, daß es Philosophen und eine Philosophie gegeben hätte. Die Arzneikunde nach Rhasis und Avicenna war mehr eine auf verborgene Kräfte, auf sympathetische und antipathetische Eigenschaften der Natur sich gründende Kenntniß, oder man machte Gesundheit und Krankheit von guten und bösen Engeln abhängig,

1) H. Hofr. Pölitz führt in seinen gehaltreichen Jahrbüchern der Geschichte u. Staatskunst Decbr. 1828. S. 283 eine Fundation des Kurfürst Johann Friedrichs von 1530 an, die ich, abgesehen daß damals Johann Friedrich gar nicht Kurfürst war, weder in Grohmanns Annalen noch im Cod. Aug. erwähnt finde.

2) J. Chr. A. Grohmann Annalen der Universität zu Wittenberg. Meissen 1801. 8. I. S. 111.

und Milichius empfahl die Anatomie als Mittel der Erkenntniß der Vorsehung und der göttlichen Eigenschaften. Aus den Geheimnissen der physischen Natur erwies man die Möglichkeit und Wirklichkeit der Religionsgeheimnisse; doch machte schon 1526 Dr. Schurf anatomische Zergliederungen und später der Arzt Sal. Alberti größere Entdeckungen. Durch theologische Einwirkungen wurde die Astronomie zur Astrologie, und bei Sonnen- oder Mond-Finsternissen ermahnte der jedesmalige Rector oder Decan durch öffentlichen Anschlag am schwarzen Brete die Studenten zu Zucht und Ordnung, da solche gefährliche Zeichen schwere Zeit verkündigten. Unter den Theologen findet man, ausser den Hauptheldeu der Reformation selbst, einen Karlstadt oder Bodenstein, Amsdorf, Bugenhagen, Flacius, Major, Cruciger; unter den Juristen den Hieronymus Schurf und Henning von Göde (den sogenannten **monarcha juris**). Noch vor der Stiftung der historischen Professur bearbeitete Melanchthon Carions Chronik, schrieb Spalatin seine Geschichten und Paul Eber sein **calendarium historicum**, später Albinus, der Professor der Poesie, seine Chroniken für ein Stipendium von 50 Fl. Simon Lemmnius, der Epigrammendichter, wurde 1533 relegirt, und Hutten vollendete 1511 in Wittenberg seine **ars versificatoria**. Die Zahl der Studirenden belief sich damals meist über 2000. Die Stellung der Gelehrten jener Zeit war wegen ihrer geringern Zahl weit ehrenvoller. Ein Bugenhagen inaugurirte König Christian III. von Dänemark, der Mediciner Peucer, Melanchthons Schwiegersohn, stand bei Kurfürst August Gevatter; zu feierlichen Gelegenheiten wurden Professoren an den Hof verschrieben. Bei der großen Zahl von Ausländern fehlte es auch in Wittenberg nicht an Studentenrohheit; ein Rector der Universität wurde erschlagen, auf Melanchthon selbst ein mörderisches Attentat gemacht [1]).

Auch für die Schulen Sachsens führte die Reformation eine neue Zeit herbei. Über die Klosterschulen, die mit den Klöstern selbst eingingen, sind nur wenige Nachrichten vorhanden.

1) J. Chr. A. Grohmann Annalen der Universität Wittenberg. Bd. I., aus welchem diese Bemerkungen ausgehoben sind.

Es werden aber Klöster genannt, die im Rufe größerer Wissenschaftlichkeit standen, wie Pegau, Bosau, St. Thomas zu Leipzig, Petersberg, besonders Alten-Celle, wo Abt Martin Lochau als eifriger Beförderer der Gelehrsamkeit gerühmt wird, auch darin sich rühmlich ausgezeichnet hat. Das Bedürfniß nach Schulen wurde seit der Reformation immer dringender. Was Moritz 1543 durch die drei Fürsten- oder Landes-Schulen zu Meissen, Pforte und Merseburg (Grimma) that, griff höchst segensreich in diese Zeit wissenschaftlicher Anregung herein. Die wenigen vorhandenen Stadtschulen kämpften sichtbar mit Mangel an Unterstützung. Die berühmteren derselben waren zu Leipzig (Nicolai), Freiberg, Annaberg, Dresden, Chemnitz, Naumburg, vor allen die zu Zwickau, welcher Luther selbst den ersten Rang anwies und wo der nachher so berühmte Arzt und Metallurg, Agricola aus Glaucha, die griechische Sprache anempfahl. Statt des oft nur auf einige Jahre vom Rathe oder der Geistlichkeit angenommenen Schulmeisters (der Name Rector kommt erst im 17. Jahrhundert auf), welcher sich wieder seinen Locaten oder Gehülfen annahm, der oftmals nur ein sogenannter fahrender Schüler [1]), ein Vagant oder Bachant, mit seinen kleinen Schützen sein mochte, die für ihn betteln mussten und noch bis 1652 in Sachsen vorkommen, treten gegen Ende dieses Zeitraumes allmälig bleibende und gebildetere Lehrer ein, nachdem man erst für Unterhalt der Schule aus Kirchen- und städtischen Mitteln nach Nothdurft gesorgt hatte. Das Singen in den Kirchen und vor den Häusern, wie zeitraubend es auch war, trug auch Einiges ein, härtete ab und brachte den Gesang empor. Das was die sächsischen Schulen Jahrhunderte lang auszeichnete, war vorzugsweise Beschäftigung mit den classischen Sprachen, oft mit Hintansetzung des meisten andern Wissenswürdigen. Das Memoriren des Donat war eine Hauptsache; doch machte schon am

1) Für einen solchen fahrenden Schüler hält Hr. Domherr Stieglitz auch den berüchtigten Faust, der um's Jahr 1525 in Auerbachs Keller zu Leipzig sein Unwesen getrieben haben soll. S. die Beiträge zur vaterländischen Alterthumskunde. Leipzig. 1826. I. S. 71 — 80, wo auch die Abbildungen der zwei auf ihn bezüglichen alten Gemälde zu finden sind.

Ende des 15. Jahrhunderts Paul Schneevogel (um 1486 Schulmeister zu Chemnitz) auf eine bessere Methode aufmerksam. Er führte zu den Classikern selbst. Dort legte auch der nachher so berühmte Georg Fabricius den Grund seiner Gelehrsamkeit und bildete sich zu Annaberg unter Rivius weiter fort. Rivius oder Bachmann aus Attendora in Westphalen wurde später von Moritz bei Anordnung des ganzen sächsischen Schulwesens gebraucht und erhielt die Aufsicht über die drei Fürstenschulen († 1553). Da Abdrücke der Classiker, da selbst Schreibmaterialien noch theuer waren, war man gezwungen viel dem Gedächtniß zu vertrauen. Lateinisch zu reden war Schulsitte; gelehrte Bildung und bürgerliche Erziehung ward auf der Schule nicht geschieden. Jeder Bürger, meinte Luther, müsse Latein gelernt haben, um im Nothfall zum Prediger gebraucht werden zu können. Nach der Reformation erhielt jede Stadtschule wenigstens drei, mitunter fünf Lehrer. Man hatte nächst dem Schulmeister in Chemnitz einen Supremus, Medius, Cantor und Infimus. An den leipziger beiden Schulen waren noch mehr Lehrer. Die in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts in Sachsen wüthenden Religionsstreitigkeiten hielten fernere zeitgemäße Verbesserungen leider auf, weil jede Neuerung sogleich für Sectirerei gehalten wurde. Daß lateinische Schauspiele von den Schülern aufgeführt wurden, ist bekannt. Daß aber der gelehrte Schneeberger, Caspar Eberhard, nach Joachimsthal berufen, seine Schüler den Ajax des Sophokles im Original aufführen ließ, erregte selbst damals allgemeine Bewunderung. Eberhard starb als Generalsuperintendent zu Wittenberg [1]).

Mit dieser wachsenden Ausbildung der Schulen und Uni-

1) s. K. W. Herings Hochland, Leipz. 1828. 8. I, 162. — Gute Bemerkungen über das sächsische Schulwesen in (Gebhardts) Beiträgen zur Gesch. der Cultur ꝛc. in Sachsen. Dresden 1828. 8. S. 61 ff. und in dem Aufsatze von F. L. über die Stadtschule zu Chemnitz mit einiger Hinsicht auf das Schulwesen überhaupt in Chr. E. Weisse Museum für die sächs. Gesch. Leipz. 1796. 8. III. Heft 1. S. 236—276. — Rivius und Adam Siebar (1550 Rector zu Gramma) hatten nächst den Reformatoren selbst den größten Einfluß auf die Organisation des Schulwesens.

versitäten verminderte sich allmälig der Besuch ausländischer Universitäten, wie Paris, Padua, Bologna und später Basel. Denn bisher war es fast Ton gewesen im Auslande zu studiren und zu promoviren [1]), wenn es gleich nicht ohne Vortheil für Sachsen blieb. Besonders brachte man Vorliebe für humanistische Studien aus Italien mit. Mancher tüchtige Gelehrte, wie der berühmte Jurist Haloander aus Zwickau, blieb wohl gar im Auslande († 1531 zu Venedig), oder der berühmte Mathematiker Peter Apianus oder Bienewitz aus der Gegend von Leißnig, bei dem selbst Kaiser Karl V. noch Unterricht genommen und welcher als Professor zu Ingolstadt verstarb. Doch noch war Sachsen reich an manchen Andern, die einen guten Namen in der Gelehrsamkeit erhielten. Ein Annaberger, Adam Riese, zeichnete sich als Mathematiker aus, und sein Rechenbuch war auch ausser Sachsen lange in Ansehn. In seine Fußtapfen traten die drei Söhne Abraham, Isaak und Jacob. Im Felde der Naturgeschichte, besonders der Mineralogie, zeichnete sich Georg Agricola (Bauer) aus Glaucha aus. Philolog und Arzt wurde er nachher Urheber des ersten auf äussere Kennzeichen der Fossilien gegründeten Systems der Mineralogie und der ersten Mineraliensammlung in Sachsen. Gemeiniglich verband man mehrere Wissenschaften mit einander, weil das Feld derselben damals noch nicht so unermeßlich war. So war Erasmus Stella oder Stühler († 1521) Philolog, Arzt, Antiquar und Geschichtschreiber. Geschichtliche Werke haben Georg Fabricius, Spalatin, Melanchthon, der pirnaische Mönch Lindner, besonders aber der Bürgermeister von Merseburg Ernst Brotuff hinterlassen. Die Astronomie und ihre Halbschwester Astrologie kamen immer mehr in Aufnahme. Moritz hatte an Erasmus Fleck seinen Hofastrologen. Aber wenige Gelehrte haben so merkwürdige

1) Petr. Albinus (Weise) commentarius de Misnia. Dresd. 1589. giebt im 25. Capitel ein großes Verzeichniß sächsischer Gelehrten des 15. und 16. Jahrhunderts, unter denen ein großer Theil noch im Auslande gebildet war; unter ihnen viele vom Adel. Besonders fruchtbar war Zwickau an nachherigen Gelehrten. Durch seine Schicksale als Freund und Feind des Erasmus ist auch Heinrich aus Eppendorf bei Böderan (ib. p. 344) merkwürdig.

Schicksale gehabt als der als Superintendent von Saalfeld 1560 verstorbene Caspar Adler oder Aquila aus Augsburg. Nach einem Aufenthalte in Italien und in der Schweiz setzte er zu Wittenberg seine Studien fort, war eine Zeit lang Feldprediger (auch in Sachsen kommen deren vor) des Ritter Franz von Sickingen, wurde als Anhänger Luthers gefangen, in dunkle Kerker geworfen, dann verwiesen und verfolgt, sollte auf der Ebernburg aus einem Feuermörser herausgeschossen werden, weil er den Soldaten die Stückkugel nicht taufen wollte, lehrte dann Hebräisch zu Wittenberg und ging als Superintendent von Saalfeld mit auf den Reichstag von Augsburg 1530. Dem gefangenen Kurfürsten Johann Friedrich schrieb er Trostbriefe, ohne zu ahnen, daß er selbst des Trostes bald bedürfen werde. Als er sich heftig gegen das Interim erklärte, setzte Karl V. 5000 Fl. auf seinen Kopf, und der fromme Eiferer musste nun Weib und Kind verlassen und in's Exil. Nur sein hebräisch Psalmenbuch begleitete ihn. Da versteckte ihn die edle Gräfin von Schwarzburg in dem verborgenen Stüblein auf dem Schlosse Rudolstadt lange Zeit. Aber manche Thräne fiel auf seinen Psalter, wenn er etwa las „deine Kinder werden um deinen Tisch sitzen wie die Ölzweige" und dabei seiner treuen Scholastica und seiner Kleinen gedachte. Von da wanderte er nach Schmalkalden und sah erst nach Jahren die Seinen wieder [1]).

Aber der Aufklärung wich der Aberglaube in Sachsen noch lange nicht. Noch wurden Hexen hingerichtet, der Incubus beschlief die Weiber, und welche Anzeigen dem Tode des Kurfürst Moritz vorausgegangen, zählt Camerarius in seiner Leichenpredigt auf. Wie oft wurde das Ende der Welt vorausgesagt, wie es für 1533 der lochauer Pfarrer Stiefel that, den dann die Bauern an Stricken von der Kanzel weg, nach Wittenberg schleppten und auf Schadloshaltung drangen. Bei ähnlicher Gelegenheit hatte sich der wittenberger Bürgermeister Hendorf nebst einem Viertelgebräude Bier auf seinen Oberho-

1) S. Joh. Mich. Weichselfelder im Leben des Kurfürsten Johann Friedrich S. 680, wo auch seine Trostbriefe an Johann Friedrich und dessen Antwort stehn; und Jöchers Gelehrten-Lexicon.

den geflüchtet. Man glaubte an das Umfressen der Todten und stieß den Leichen mit dem Spaten den Kopf vom Rumpf. Die gebackene Hand eines Ermordeten auf den Gerichtstisch auf einen weissen Bogen Papier gelegt, sollte den Mörder aufzeichnen. Über das blutende Hirschgeweihe in der leipziger Sandgasse wurden viele Gastereien eingestellt.

Endlich hat man die Reformation eine Feindin der Künste gescholten, weil ihr Sinn und Wesen abziehe von dem, was die Phantasie und das Gemüth erquickt oder kitzelt. Wenn auch Letzteres begründet ist, so hat man doch ihr Unrecht gethan. Nur der Abgötterei, die mit der Kunst getrieben wurde und zum Theil noch getrieben wird, tritt sie streng entgegen. Auch war ja das nördliche Deutschland bei weitem nicht wie das südliche und wie Italien Heimath der Kunst geworden; wohl aber der Wissenschaft, die jener vollbürtige Schwester ist. Wahr ist's, die geistlichen Komödien, die Prunkaufzüge und Processionen schwiegen nach und nach; doch bekam das protestantische Deutschland späterer Zeit einen glänzenden Ersatz dafür; wahr ist's, es wurden keine Dome und Kathedralen mit Dutzenden von Altären, mit halbem Tages-, halbem Kerzenlichte mehr gebaut; aber die neuen heiteren Kirchen und Bethäuser fassten auch ihre Gläubigen und frommen Beter, die ihre Überzeugung nur den heiligen Urkunden allein verdankten und Muth hatten sie zu vertheidigen, wie sie dieselbe sich erkämpft hatten; ein einziger und einfacher Altartisch spendet das volle Abendmahl, und eine schmucklose Canzel treu und würdig die ungetrübte Lehre des Auferstandenen. Nicht die Bilder zahlloser Heiligen, höchstens die der Kirchenlehrer, die ihre Gemeinden lange Jahre fromm erbaut, sind einem ehrenden Andenken, keinem verehrenden, ausgesetzt. Keine Mysterien enthält die Liturgie. Gesang, Gebet und Predigt sind ihre einfachen Hauptstücke, aber die heilige Redekunst des Protestanten hat Meisterstücke geliefert, die sich kühn den besten Leistungen der andern Kirche zur Seite stellen können. Die theuern Webereien und Stickereien der Altarbekleidungen und Meßgewänder sind einfachen schwarzen oder weissen Tüchern gewichen, damit der Sinn nicht an der Hülle hafte. Wirklich ist es nur das Übermaß und die Verschwendung der Kunst,

die mit und in der Reformation verschwindet, und ein Neuerer mag Recht haben, wenn er sagt: die protestantische Religion ist den Künsten so nachtheilig nicht gewesen, als der katholischen Religion die Künste nachtheilig gewesen sind [1]). War denn das protestantische Nürnberg etwa gleich nach der Reformation an Kunst und Künstlern so verwaist, daß es nicht noch große Namen und Werke aufzuweisen gehabt hätte? Waren Dürer und Cranach (oder Lucas Müller, auch Sunder genannt, aus Cronach im Bambergischen gebürtig) nicht Luthers Freunde? Besonders ist der Letztere, seines unglücklichen Herrn Johann Friedrich treuer Begleiter, vorher Bürgermeister zu Wittenberg, wie sein Sohn nachher zu Weimar, der Vater der neuern sächsischen Malerei und des Holzschnittes in Sachsen und hat den Kunstsinn wiederum geweckt. Seine Kirchengemälde zeigen, daß sich Kirche und Kunst gar wohl vereinigen lassen. Der jüngere Cranach zeichnete sich nur im Portraitmalen aus. Dagegen berief Kurfürst Moritz zur Verzierung seines vergrößerten Schlosses zu Dresden mit Frescos Italiener, wie die Gebrüder Tola und den Riccini. Die Bildhauerkunst war noch nicht heimisch. Auch die Baukunst, soweit sie nicht dem Kriege diente, wie die Festungswerke von Dresden und Leipzig und dessen Pleissenburg, durch Hieronymus Lotter gebaut, bietet nichts Ausgezeichnetes dar. Des Kurfürst Moritz Namen tragen noch die dresdner Moritzstraße und das Jagdschloß Moritzburg, welches August erst vollendete. Des Dr. Stromer aus Auerbach bekannter Auerbachshof in Leipzig hatte bloß Wichtigkeit für den Meßverkehr. — Die Musik schätzte selbst Luther sehr und übte sie. Die Nähe Böhmens und der Gesang der Bergleute im Erzgebirge hatten längst auf die Musik in Sachsen vortheilhaft gewirkt. Auch in den Klöstern und Klosterschulen wurde sie gepflegt, besonders im Afrakloster zu Meissen. Eine Singerei oder Capelle hatte schon Johann Friedrich 1542 zu Torgau, an deren Spitze Johann Walther stand. Moritz berief ihn nebst 18 Sängern und 12 Singknaben nach Dresden „zur Aufrich-

1) H. Ph. K. Henke in seiner Übersetzung v. W. Roscoe Leo X. Leipz. 1805. III. S. 240. Note.

tung einer schönen Kirchenmusik". Luther selbst veranstaltete musikalische Unterhaltungen. Auch für die deutsche geistliche Dichtkunst brach er die Bahn und veranstaltete 1524 die erste Sammlung deutscher Kirchengesänge oder das erste Gesangbuch von 43 Liedern mit Noten für drei Stimmen. Seine geistliche Beredtsamkeit, seine Bibelübersetzung und seine andern deutschen Schriften bildeten den meissner oder obersächsischen Dialekt zur Bücherspreche aus; sowie die schwarze Farbe seines Priestergewandes die protestantisch-geistliche Farbe wurde.

Einen mächtigen Einfluß hatte die Reformation auch auf einen Zweig des sächsischen Handels, der noch jetzt, trotz aller Bemühungen, Leipzig nicht hat ganz entrissen werden können, auf den Buchhandel. Die Schriften Luthers und der Reformatoren, in und ausser Deutschland gesucht, gaben einen wichtigen Handelsartikel ab. Auf dem leipziger Büchermarkt erschien seit 1556 regelmäßig ein französischer Buchhändler [1]), obgleich damals Frankfurt noch den größeren Bücherverkehr und bald auch einen Meßkatalog hatte. Anfangs waren die Buchdrucker auch die Buchhändler; doch kommen um 1545 auch schon zwei Buchhändler zu Leipzig vor. Den Buchdruckern (unter denen in Leipzig Kachelofen, Brandis, Gregor Böttiger genannt werden, Melchior Lotter, der bei lateinischen Werken zuerst lateinische Schrift gebrauchte, der etwas spätere Vögelin, der mehr typographischen Fleiß anwendete) ließ aber auch schon am 20. Jul. 1545 der Rath ein kaiserliches Mandat von Karl V. bekannt machen, daß sie bei 500 Mfl. Strafe Nichts ohne obrigkeitliche Censur drucken dürften. Bald finden sich auch landesherrliche Befehle gegen Druck und Verkauf von Pasquillen, famösen Bildern und Schriften in Beziehung auf Religion. Der Handel Leipzigs überhaupt war fortwährend im Steigen. Seine drei Großmärkte, von denen der dritte zu Michaelis sonst zu Zeitz gewesen war, oder Messen wurden durch neue kaiserliche Privilegien geschützt. So untersagte Maximilian I. 1497 alle Jahrmärkte in den Bisthü-

1) Fr. Ad. Ebert Geschichte der königlichen Bibliothek zu Dresden. S. 25.

mern Magdeburg, Halberstadt, Meissen, Merseburg und Naumburg, die der leipziger Messe zum Nachtheil gereichen könnten, und dehnte 1508 das leipziger Niederlags- und Stapel-Recht auf 15 Meilen in der Runde aus, zum großen Nachtheil Erfurts. Zum Überfluß ließ man 1514 auch den Papst seine Sanction dazu geben. Noch merkwürdiger war in K. Karls V. Bestätigung von 1521 der Zusatz: daß wider Niemanden der die leipziger Messen besuchet, während derselben Repressalien geleget, noch Verhaft gebraucht und zugelassen werden sollte [1]). Später gerieth Leipzig besonders über die Zeit der Jahrmärkte mit Mansfeld, Brandenburg und vielen benachbarten Städten in lange Händel. Leipzigs Stapelrecht verlangte Einhaltung der richtigen Stapel- und Heer-Straßen, verbot die Waarenniederlage an jedem andern Ort als zu Leipzig, wo das Gut gewogen, ausgelegt und dann durch leipziger Fracht weiter spedirt werden musste. Beiwege der Stapelstraßen wurden schon wegen des Geleites nicht geduldet. Man rechnete von 20 verschiedenen Straßen 5 Haupt-Heer- und Stapel-Straßen, die sich in Leipzig kreuzten: 1. aus Schlesien, Polen und Rußland; 2. aus Böhmen, Österreich, Italien und Ungern; 3. aus Thüringen, Hessen und den Rheinländern; 4. aus Hamburg und den Seestädten und 5. aus Baireuth, Baiern und der Lombardei. Die älteste, über Görlitz und Zittau, die via regia Lusatiae, erregte großen Streit mit Breslau und Frankfurt a. d. O. [2]). Auch an Vorschriften wider Handels- und Fabrik-Misbräuche, das Recken und Strecken der Tücher, die Verfälschung der Gewürze, das Färben des Ingwers u. s. w., fehlte es nicht. Der Geldwucher, der auf den Messen oder von Messe zu Messe getrieben wurde, muß furchtbar gewesen sein. Luther ermahnte seine Pfarrherren 1540 dagegen zu predigen. Er führt an, wie ihm berichtet sei, daß man für 100

1) F. G. Leonhardi Gesch. v. Leipzig. S. 57. Die Jahreszahl wird 1520 heissen müssen.

2) (Franz) pragmatische Handlungsgeschichte der Stadt Leipzig. Lehpz. 1772. 8. S. 158. Den Lauf dieser und der übrigen Straßen beschreibt auch Leonhardi im angef. Werke 286—297. Über die Collision zwischen dem erfurter und dem leipziger Handel s. K. v. Dalberg: zur Geschichte der erfurter Handlung. 1780. 4.

Floren auf den drei leipziger Messen und dem naumburger Markt 40 Fl. Interessen nehme. „Wer nun jetzt zu Leipzig 100 Fl. hat, der nimmt jährlich 40, das heisst einen Bauer oder Bürger in Einem Jahr gefressen; hat er 1000 Fl., so nimmt er jährlich 400, das heisst einen Ritter oder reichen Edelmann in Einem Jahre gefressen; hat er 10,000, so nimmt er jährlich 4000, das heisst einen reichen Grafen in Einem Jahr gefressen" u. s. w. [1]).

Daß mit zunehmendem Wohlstande und mit der Aufklärung der Geister durch die neue Lehre und die Wissenschaft die Sitten sich nicht im gleichen Schritt und Maaß verbesserten, mochte eine Folge der bekannten Erfahrung sein, daß der Weg, welchen die Wahrheit zu dem Kopf und Herzen nimmt, nur ein sehr langsamer ist, besonders wenn der Mensch von Lieblingsneigungen oder altem Herkommen lassen soll. Eine Menge Klagen damaliger Zeitgenossen, eine Menge Mandate gegen sittliche Gebrechen in Sachsen bestätigen dies. Mag auch der im Alter grämlich und über sein vermindertes Ansehn hypochondrisch gewordene Luther etwas zu schwarz die Sachen angesehn haben, als er 1545 aus Wittenberg davongegangen seiner Käthe schrieb den Garten zu verkaufen: „denn ich förcht', Wittenberg werde nicht den Veitstanz noch St. Johannistanz sondern den Bettlerstanz tanzen. Denn alle Schand', Unzucht, Wucher, Geiz und Fraß hat überhand genommen, Weiber und Jungfrauen fangen an vornen und hinten sich zu entblößen, und ist Niemand der da straffet oder wehret, und wird Gottes Wort dazu verspottet. Nur hinweg aus diesem Sodoma" [2]): — so kann es doch nicht ganz aus der Luft gegriffen sein. Man predigte nach der Sprache jener Zeit gegen einen Schrap- Sauf- und Hosen-Teufel. Unter dem ersten mag das ungebührliche Schlemmen bei Gastereien verstanden worden sein, gegen welches wie gegen das Zutrinken vielfache Verbote ergingen. Ein wittenberger Rector und Doctor solle nicht mehr als 8—10 Tische Gäste (an jedem 12!), Ma-

1) s. Luthers Werke. Leipziger Ausgabe. XXII, 167, 174.

2) Gg. Th. Strobel Beiträge zur Literatur bes. des 16. Jahrh. Nürnberg 1784. 8. I, 240.

gistri nur halb so viel, versteht sich bei feierlichen Gelegenheiten, bitten dürfen. In dem reichen Leipzig fanden sich ähnliche Unsitten vor. Kleider über 40 Fl. waren den Rathsherren, Zobel und Hermelin ihren Weibern verboten. Die öffentlichen Dirnen (die wenigstens in Dresden ein eigenes Frauenhaus hatten) und die gemeinen Weiber sollen kurze Mäntel tragen, gelb mit blauen Schnüren. Eine einzige Pluderhose, die nicht einmal das Nothwendigste bedeckte, bezahlte oft der Student mit seinem ganzen Wechsel. Endlich wurde dreijährige Relegation auf diese Tracht gesetzt. Auch über die schnellen Änderungen der Mode wurde schon geklagt. Der Ton der Studenten auf beiden Universitäten war gleich roh. Die vielen Schriften de cerevisiae potu, de ebrietate zeigen dies hinlänglich an. Schon die Aufnahme des Ankömmlings unter seine Brüder (ähnlich den Gebräuchen bei den Zünften) war eine barbarische Einweihung durch einen alten Renommisten, der sogar eine Art öffentlicher Person bildete und depositor hieß. Er bekam ein besonderes Honorar für diese Deposition, und der Ankömmling seinen Schein darüber. Öfters waren sogar Professoren zur Aufsicht dabei [1]). Erst in der Mitte des siebzehnten Jahrhunderts wurde dieses Unwesen gesetzlich abgeschafft; leise Spuren davon haben sich jedoch noch lange Zeit erhalten.

Aus den polizeilichen Verordnungen jener Zeit kann man manchen Beitrag zu den Sitten und Gebräuchen entnehmen, aber auch aus ihrer häufigen Wiederholung schliessen, wie wenig damit gefruchtet worden. Schon an den blauen Montagen der Gesellen (weil in der Fastenzeit die Kirchen blau ausgeschmücket wurden und da die Handwerker nicht arbeiten wollten) ist alle Territorial- und Reichs-Gesetzgebung zu Schanden geworden.

1) Barth. Sastrowen Lebenslauf, herausgegeben von Mohnike I, 188. II, 710. Grohmann Annalen v. Wittenberg II, 217. mit reicher Literatur über diesen Gegenstand. Thomasius Erläut. zu Melchior v. Osse Bedenken 229—33 ff. Auf einigen Universitäten wird noch jetzt ein signum depositionis zugleich mit der Matrikel gelöset. Nur der pennalismus war das ungesetzliche Hänseln der Studenten. Wie viel davon hie und da noch übrig, brauche ich aus eigner Studentenerfahrung nicht anzuführen.

Die öffentlichen Vergnügungen sind ein treuer Maßstab der Culturstufe eines Volkes. Turnier und Jagd war Sache des Adels. Den Bürger ergötzten seine Schießübungen, sein Tanz, sein Biergelag. Die geistlichen Komödien und Mummereien spielten oft bis vor den Kirchenaltar. Eines Feuerwerkes wird zu Dresden schon 1538 gedacht. Das Faustrecht war noch lange nicht vergessen. Ein Dresdner, Jacob Kaldenach, befehdete um 1536 das Kloster Alten-Celle und hing Fehdebriefe mit Bränden und Besen in einem Dorfe des Klosters auf [1]). Der berüchtigte Hans Kohlhase machte um dieselbe Zeit den Kurfürsten von Sachsen und Brandenburg zugleich zu schaffen. Die grumbachschen Händel am Ende dieses Zeitabschnittes wurden später auch für Sachsen verhängnißvoll. Beispiele unerlaubter Selbsthülfe weist jede Stadtchronik von Sachsen nach. Das Duell, gleichfalls eine faustrechtliche Erscheinung, nahm auch in Sachsen überhand [2]).

Bei allem dem, was unerfreulich in dem vorstehenden Culturgemälde, das nicht des Schmeichelns, nicht des Tadelns wegen unternommen wurde, erscheinen mag, übersehe man jedoch nicht, daß jene Zeit auch für Sachsen das letzte Ringen des endlich unterliegenden Mittelalters mit dem mächtigen Geiste einer neuen Zeit war; beherzige nochmals, daß die moralischen Folgen der Reformation alter Sitte und Unsitte gegenüber nicht die schnellsten sein konnten; denke an die großen Katastrophen, die den innern Organismus des Landes gewaltig veränderten, und vergesse endlich auch die jungen Keime des Bessern nicht, welche schon über der Erde sichtbar sind und nur den milden Sonnenschein des Friedens und die verständig nachhelfende Hand des Gärtners brauchen. Und wo das

1) Hasche dipl. Gesch. Dresdens II, 181.

2) Vieles was in diesen Culturabschnitt vielleicht noch gehörte, vielleicht erwartet würde, muß ich unerwähnt lassen, um den Raum nicht allzusehr zu überschreiten. Das Wichtigste indeß wird bei Augusts wichtiger Regierung sich in besserem Zusammenhange als Folie für seine großen Umgestaltungen darstellen lassen. Die Lausitzen betreffend, wird der Faden bei ihrer Erwerbung 1635 wieder angeknüpft werden.

Gute wirklich redlich erstrebt wird, greift mächtiger als Alles auch die große Hand aus den Wolken mit an. Sie gab dreissigjährigen Frieden und einen Fürsten, der eigentlich die zweite Hälfte von Moritz großem Tagewerk, die innere Ausbildung Sachsens übernahm. Der Kenner deutscher Staatengeschichte weiß, wie es damals auch in den andern Staaten des gemeinschaftlichen Vaterlandes und ob es besser ausgesehen hat.

Durch große Gefahren, durch merkwürdige Mittelzustände ist in diesem Zeitraum von Erwerbung der Kurwürde bis zur Befestigung der Reformation Sachsen hindurchgegangen. Das was auf Jahrhunderte als bleibende Erwerbung betrachtet werden kann, war eine erhöhete politische Stellung des Staates in dem deutschen Reichsverbande, eine innere kernige Kraft des Volkes, die selbst spätere Misgriffe der Fürsten minder schädlich werden ließ, und endlich, der Güter höchstes! ein religiöser Glaube, der auf die einzig echten Quellen zurückgeführt, nur mit diesen selbst (was, Gott sei Dank, unmöglich!) entrissen werden könnte. Ein wahrhaft frommes Volk ist nie zu Schanden worden, ist stets ein Volk des Herrn gewesen!

Beilage zu Seite 517 Anmerkung 3.

Von Kurfürst Moritz Tode.

Abschrift eines unter den Papieren des Freigutes zu Coswig im Amte Moritzburg aufgefundenen Zettels.

(Nachricht den Herrn von Karras betreffend, welcher den Kurfürst Moritz in der Schlacht bei Sievershausen erschossen.)

Dieser Herr von Karras besaß das Rittergut Coswig und den damals dazu gehörigen großen und schönen Wald. Kurfürst Moritz, als Erbauer des Lustschlosses Moritzburg und als ein besonderer Liebhaber der Jagd, suchte obgedachten coswiger Wald zu diesem Lustschloß zu ziehen und verlangte von dem Herrn v. Karras, daß er ihm selbigen nebst dem Gute selbst durch Tausch gegen ein anderes Gut überlassen sollte. Der Kurfürst erlangte seinen Zweck, und um seine Zufriedenheit dem bisherigen Besitzer noch vollkommner zu bezeichnen, nahm er dessen Sohn als Pagen zu sich, versprach ihn vor andern zu distinguiren und sein Glück zu machen. Der alte Karras starb inmittelst, und sein Sohn befand sich bei Hofe sehr wohl. Allein eben weil der Kurfürst aus besonderer Gewogenheit vielleicht zu viel auf ihn Acht gab, so bestrafte er ihn auch so oft er es verdiente und unter andern gar einsmals mit einer Ohrfeige. Der junge Karras empfand dies sehr übel, und da zu gleicher Zeit sein Verdruß über den Tausch des Rittersitzes seiner Vorfahren (welche Veränderung derer

Rittersitze man zu damaligen Zeiten sehr ungern vornahm), welchen sein Vater nicht mit seiner Zufriedenheit eingegangen, wieder rege ward, so suchte er sich bei der ersten Gelegenheit deshalb an dem Kurfürsten zu rächen. Dieses um desto leichter und ohne Verdacht zu bewerkstelligen, bat er sich Dienste bei der Armee aus, und da er sich in selbigen wohl hielt, so hatte ihn der Kurfürst allenthalben und gerne nahe um sich. In der bekannten Schlacht bei Sieversshausen endlich vollzog er seine abscheuliche Rache und erschoß den Kurfürsten hinterwärts mit einer silbernen Kugel. Kein Mensch argwohnte auf ihn als den Thäter, und er lebte verschiedene Jahre ruhig. Da es aber zum Sterben kam, erwachte sein Gewissen mit desto größerer Unruhe; er entdeckte, um selbiges zu befriedigen, seine That dem Beichtvater und starb drei Tage darauf auf seinem ehemaligen Rittersitze zu Coswig, als wohin er sich aus einem besondern Vorurtheil hatte bringen lassen, in großem Kummer und Reue. Sobald er todt war, berichtete der Geistliche diesen Vorgang und Aussage des Herrn v. Karras nach Hofe und stellte Kurfürst August anheim, ob dem Verlangen des Verstorbenen gemäß diese Begebenheit öffentlich auf sein bei der coswiger Kirche verlangtes Grab, um sie der Nachwelt aufzubehalten, gesetzt werden sollte, welches auch geschehn ist.

(Ich bin weit entfernt, diesem nicht einmal gleichzeitigen, mir von einem um Sachsen hochverdienten Staatsbeamten vor 10 Jahren mitgetheilten Aufsatz unbedingten Glauben zu schenken. Es klingt Manches höchst unwahrscheinlich; und man denke an Gustav Adolf u. A. Da ich indeß diese Nachricht noch nicht bekannt gemacht glaube, so mag sie dienen, um die Freunde der Geschichte in Sachsen zu weiteren Nachforschungen zu veranlassen. Mit Auguste Regierungsantritt soll das Haus Karras aus der Gegend verschwunden sein, und ein Italiener, Ruscelli, in seinen lettere di principi T. I. fol. 108 b. hat schon 1562 die Behauptung, daß Moritz von einem seiner Leute, dessen Ehre er gekränkt, getödtet worden sei.)

Wichtigere Druckfehler und Verbesserungen bis S. 400.

Seite	4	Zeile	16	v. o. statt: als haben lies: als hätten
—	12	—	14	v. o. st. Hathan l. Hethan und so auch S. 13.
—	16	—	7	v. u. st. Hastrat l. Hartrat
—	18	—	19	v. o. st. Brejaner l. Brizaner
—	19	—	13	v. u st. Sann l. Samo
—	21	—	8	v. u. st. Kesigesburg l. Kesigesburg
—	22	—	4	v. o. st. das Ducat l. der Ducat
—	23	—	18	v. o. st. Germer l. Germarer
—	24	—	14	v. o. st. Welalaben l. Welataben
—	—	—	16	v. o. l. Madalgaudus u. st. welche l. welches
—	30	—	11	v. u. st. berühmter l. berühmt
—	31	—	31	v. u. l. missatischer
—	34	—	17	v. o. l. sondern entging auch
—	35	—	12	v. o. st. Slomaci l. Slomaci
—	—	—	15	v. u. st. ihr l. ihm
—	36	—	18	v. u. st. Liubusun l. Liubusua
—	—	—	10	v. u. st. Dalemncier l. Dalemincier
—	42	—	9	v. o. die Worte: „in Heinrich und Otto" sind wegzustreichen.
—	44	—	2	v. o. l. südlicheren Slaven
—	47	—	4	v. o. l. Thiadericus
—	50	—	16	v. o. st. Primat l. Primas
—	52	—	11	v. u. st. haben l. hat
—	—	—	7	v. u. l. Engelhardt's
—	55	—	5	v. o. st. Golug l. Gokug
—	57	—	17	v. o. st. Witwin l. Within
—	58	—	18	v. u. st. Gerostädter l. Gerbstädter
—	59	—	11	v. u. st. Hussilit l. Hussitin
—	60	—	17	v. o. st Spulinenberg l. Sputinesberg
—	—	—	18	v. u. st. Weilaw l. Weitao
—	61	—	13	v. o. st. Gernerode l. Gerenrode
—	69	—	8	v. u. st. Frithrico l. Thiedrico
—	70	—	17	v. o. st. Sokuitz l. Zolnitz
—	78	—	1	v. u. l. Bruno und der Apologia
—	79	—	13	v. o. st. trat l. traten
—	83	—	10	v. u. st. das ihm von Otto l. das von Otto ꝛc.
—	84	—	3	v. o. ist das Wort „unglücklichen" ganz wegzulassen.
—	95	—	16	v. u. l. Francorum curante
—	100	—	1	v. o. l. Giso's Wittwe
—	122	—	1	v. u. l. 195 (der Mord Heinrichs von Eilenburg)
—	127	—	3	v. u. l. Lubichow
—	135	—	6	v. o. l. Gerbstädt
—	147	—	5	v. u. l. Commissorialien
—	157	—	17	v. u. l. den Frieden her, zu Frankfurt ꝛc.
—	164	—	8	v. o. l. Östreich schützte ihn. Seine erste ꝛc.
—	168	—	8	v. o. st. war l. waren

Seite 178 Zeile 12 v. o. l. Reinmar oder Reimar
— 179 zur Note kann noch: Ludwig Ettmüller: der Singerkriec uf Wartburc. Ilmenau 1830. 8. hinzugefügt werden.
— 213 — 10 v. o. l. sollte; — eingehen zu dürfen,
— 219 — 4 v. u. l. Reideburg, Schopau,
— 220 — 5 v. u. l. gefodert worden wäre
— 222 — 15 v. o. st. sich l. Erfurt; und sodann: theils aber diese Stadt selbst ꝛc.
— 225 — 16 v. o. l. Loser oder Löser
— 230 — 19 v. u. l. Propste und Decane
— 232 — 10 v. u. vor Landskron zu setzen: der von
— 235 — 9 v. o. l. (ars clericalis)
— 258 — 17 v. o. nach der Zahl 1587 ist zu setzen: eingingen
— 259 — 12 v. u. hinter Abensberg zu setzen: (richtiger Abinberg)
— — — 4 v. u. st. Schwaben l. Schweden
— 262 — 15 v. u. st. Sternenkriegs l. Sternerkriegs
— 268 — 16 v. u. st. dahin l. nach Costniz
— 277 — 5 v. o. st. manchen l. mancher
— 279 — 13 v. o. st. Localen l. Locaten
— — — 16 v. o. st. Donye l. Donyn
— 282 — 7 v. o. st. des Fürsten l. der Fürsten
— 286 — 9 v. u. hinter: war zu setzen: und wegen
— 289 — 8 v. o. l. unmittelbar ihm
— 293 — 12 v. u. st. lehrende l. fahrende
— 300 — 9 v. u. l. im Andenken
— 309 — 7 v. o. l. indolenten
— 317 — 8 v. u. l. beim Glaubensstreit mit Böhmen, frommer ꝛc.
— 319 — 3 v. u. st. sein Leben l. Sigmunds Leben
— 321 — 4 v. u. st. gab l. gaben
— 326 — 7 und 8 v. o. gehören die Worte: mit Heinrich selbst hinter: viele nach Böhmen, und der Datum muß 16. Oct. heissen.
— 327 — 21 v. o. l. Schiedsrichtern
— — — 12 v. u. hinter Germ. setze III.
— 338 — 9 v. o. st. Breskau l. Berskau
— — — 10 v. o. st. Kauffummen l. Käufe
(Das mehrmals vorkommende Wort Floren ist durch Gulden zu ersetzen.)
— 348 — 9 v. u. l. gemeinschaftlich
— 352 — 15 v. u. nach Pracht setze ein: ;
— 368 — 3 v. u. das Wort „ist" hinter das Wort „Sachsen" zu setzen.
— 374 — 1 v. u, st. 1419 l. 1519.
— 378 — 3 v. u. nach „Krone" ein Komma zu setzen.
— 381 — 4 v. u. st. Kurfürsten l. Kaiser
— 396 — 4 v. o. hinter Anhalt l. Bischof v. M.